

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

**AVIS D'INTENTION DE
CLASSEMENT D'UN BIEN PATRIMONIAL**

**ANCIENNE MANUFACTURE S. DAVIS AND SONS
(MONTRÉAL)**

La ministre de la Culture et des Communications,
M^{ME} NATHALIE ROY, donne avis :

QU'en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, elle a l'intention de procéder au classement de cet immeuble patrimonial :

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons, sise au 987 et au 991, rue Côté, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans la ville de Montréal, sur le terrain connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CENT QUATRE VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-UN (1 180 561) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

La protection vise seulement l'extérieur de l'édifice et exclut les éléments intérieurs;

QUE ce geste repose sur les motifs suivants :

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1884 à partir des murs d'une ancienne église presbytérienne bâtie au même emplacement en 1846 et en 1847. Ce temple serait le plus ancien lieu de culte destiné dès l'origine à une congrégation de l'Église libre d'Écosse à Montréal et au Bas-Canada. L'entrepreneur montréalais prospère John Redpath joue un rôle majeur dans la construction de cette église. Le bâtiment est largement reconstruit en 1884 pour accueillir la manufacture de cigares de S. Davis and Sons, l'entreprise montréalaise la plus importante de ce secteur d'activité à la fin du XIX^e siècle. Cette manufacture est par la suite occupée par l'American Tobacco Company of Canada de 1896 à 1905. Au début du XX^e siècle, cette entreprise et ses filiales détiennent au Canada 80 % du marché de la cigarette et 60 % du marché du tabac. L'ancienne manufacture est aussi fortement liée à Samuel Davis et à son fils Mortimer Barnett Davis, figures très importantes de la communauté juive et de celle d'affaires de Montréal. La propriété est aussi le lieu de luttes syndicales significatives. Le bâtiment est en outre associé à la famille Lee et à l'entreprise Nouilles Wing ltée pendant de 1965 à 2021. Cette entreprise est l'une des plus emblématiques de la communauté chinoise montréalaise;

- 2 -

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Ce bâtiment industriel est doté d'une façade qui dénote un soin accordé à sa conception peu répandue pour de telles constructions et qui dépasse largement les simples considérations utilitaires ou fonctionnelles. Le bâtiment se distingue en outre par l'intégration des murs de l'église presbytérienne qui l'a précédé sur le même emplacement. Il s'agit d'un rare exemple où deux bâtiments destinés à des fonctions aussi différentes que le culte et la production manufacturière sont intégrés de manière à laisser voir aussi clairement l'histoire de l'occupation du lieu.

La ministre de la Culture et des Communications donne également avis :

QUE toute personne intéressée peut, dans les soixante (60) jours de la transmission du présent avis, faire des représentations auprès du Conseil du patrimoine culturel du Québec;

QU'elle prendra l'avis du Conseil du patrimoine culturel du Québec sur l'opportunité de procéder au classement de ce bien patrimonial;

QUE si le classement de ce bien se réalise, il prendra effet à compter de la transmission du présent avis conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel*;

QUE l'avis d'intention devient sans effet si l'avis de classement, accompagné d'une liste des éléments caractéristiques du bien patrimonial classé, n'est pas transmis au propriétaire du bien ou à celui qui en a la garde, dans un délai d'un an à compter de la date de la transmission de l'avis d'intention ou dans un délai de deux ans à compter de cette même date s'il y a eu prorogation de l'avis d'intention.

Fait à Québec, ce 21 janvier 2022.

La ministre de la Culture et des Communications,



NATHALIE ROY

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

**AVIS D'INTENTION DE
CLASSEMENT D'UN BIEN PATRIMONIAL**

**ÉDIFICE DE LA BRITISH AND CANADIAN SCHOOL
(MONTRÉAL)**

La ministre de la Culture et des Communications,
M^{ME} NATHALIE ROY, donne avis :

QU'en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, elle a l'intention de procéder au classement de cet immeuble patrimonial :

L'édifice de la British and Canadian School, aussi connu sous le nom de la maison Wing, sis au 120, rue De La Gauchetière Ouest, et au 1009, rue Côté, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans la ville de Montréal, sur le terrain connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT CINQUANTE-UN (1 179 551) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

La protection vise seulement l'extérieur de l'édifice et exclut les éléments intérieurs;

QUE ce geste repose sur les motifs suivants :

L'édifice de la British and Canadian School présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1826 et en 1827 par l'entrepreneur John Redpath pour la British and Canadian School Society, aussi connue sous le nom de Société d'école britannique et canadienne. Cet établissement scolaire est fondé en 1822 par un groupe d'hommes de langue anglaise, mais aussi de langue française, qui se sont inspirés du modèle de la British and Foreign School Society de Londres. La British and Canadian School propose ainsi une éducation aux garçons et aux filles des milieux populaires dans un cadre non confessionnel. L'enseignement met à profit le système du monitorat. L'école est intégrée dans le système éducatif confessionnel en 1866, lorsqu'elle est acquise par la Commission scolaire protestante de Montréal. Elle ferme ses portes en 1894. Au tournant du XX^e siècle, l'édifice est témoin des transformations du faubourg qui s'industrialise et qui accueille un plus grand nombre d'immigrants, notamment d'origine chinoise. Il est utilisé à partir de 1894 par de nombreuses entreprises à des fins manufacturières et industrielles. Depuis le milieu des années 1960, il est occupé par la famille Lee et Nouilles Wing ltée, une entreprise emblématique de la communauté chinoise montréalaise;

- 2 -

L'édifice de la British and Canadian School présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Il s'agit de l'un des seuls témoins subsistants au Québec des réalisations de l'architecte James O'Donnell, dont la basilique Notre-Dame de Montréal est l'œuvre majeure. Ce bâtiment serait aussi le plus ancien conçu spécifiquement pour servir d'école à subsister à Montréal, et l'un des plus anciens au Québec. Par ailleurs, inspiré de l'architecture classique, il est représentatif de l'architecture institutionnelle du premier tiers du XIX^e siècle. En outre, il s'agit vraisemblablement du bâtiment le plus ancien de son quadrilatère et très probablement l'un des plus anciens du quartier chinois. Le bâtiment a connu plusieurs campagnes de modifications, de réaménagements et d'agrandissements au cours de son histoire, pour mieux répondre aux besoins scolaires, puis à ceux des différentes entreprises manufacturières qui l'ont occupé;

L'édifice de la British and Canadian School présente aussi un intérêt patrimonial pour sa valeur emblématique. Avec son enseigne au néon et l'ajout d'éléments évoquant l'architecture chinoise, il est visuellement associé depuis le milieu des années 1960 au quartier chinois, dans lequel il est situé. Pour les membres de la communauté chinoise, cet édifice est aussi un symbole du succès commercial de la famille Lee, établie au Québec dès la fin du XIX^e siècle;

L'édifice de la British and Canadian School présente en outre un intérêt patrimonial pour sa valeur sociale. En 2021, il est devenu un symbole des efforts de préservation du quartier chinois de Montréal.

La ministre de la Culture et des Communications donne également avis :

QUE toute personne intéressée peut, dans les soixante (60) jours de la transmission du présent avis, faire des représentations auprès du Conseil du patrimoine culturel du Québec;

QU'elle prendra l'avis du Conseil du patrimoine culturel du Québec sur l'opportunité de procéder au classement de ce bien patrimonial;

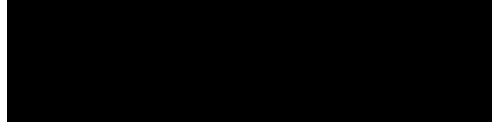
QUE si le classement de ce bien se réalise, il prendra effet à compter de la transmission du présent avis conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel*;

QUE l'avis d'intention devient sans effet si l'avis de classement, accompagné d'une liste des éléments caractéristiques du bien patrimonial classé, n'est pas transmis au propriétaire du bien ou à celui qui en a la garde, dans un délai d'un an à compter de la date de la transmission de l'avis d'intention ou dans un délai de deux ans à compter de cette même date s'il y a eu prorogation de l'avis d'intention.

- 3 -

Fait à Québec, ce 21 janvier 2022.

La ministre de la Culture et des Communications,



NATHALIE ROY

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

**AVIS D'INTENTION DE
CLASSEMENT D'UN BIEN PATRIMONIAL**

**SITE PATRIMONIAL DU
NOYAU-INSTITUTIONNEL-DU-QUARTIER-CHINOIS
(MONTRÉAL)**

La ministre de la Culture et des Communications,
M^{ME} NATHALIE ROY, donne avis :

QU'en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, elle a l'intention de
procéder au classement de ce site patrimonial :

Le site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans la ville de Montréal, comprenant les terrains connus et désignés comme étant le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT QUARANTE-NEUF (1 179 549), le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT CINQUANTE (1 179 550), le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT CINQUANTE-ET-UN (1 179 551), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-ET-UN (1 180 561), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DEUX (1 180 562), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIX (1 180 570), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE (1 180 572), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (1 180 577), le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGTS (1 180 580), le lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT TRENTE-ET-UN (1 284 331), le lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CINQ CENT CINQUANTE-TROIS (1 284 553), le lot DEUX MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT UN (2 863 401), le lot DEUX MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT DEUX (2 863 402) et le lot DEUX MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT TROIS (2 863 403) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ainsi que les aménagements, les structures et les bâtiments présents sur ces terrains;

QUE ce geste repose sur les motifs suivants :

Le site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois présente un intérêt pour sa valeur historique. Il constitue un témoin privilégié du développement du faubourg Saint-Laurent

dans la première moitié du XIX^e siècle, alors que Montréal connaît une croissance importante. Les bâtiments, dont plusieurs comptent parmi les plus anciens du quartier, rappellent les différentes phases de développement du secteur, notamment sa densification et son industrialisation dans les dernières décennies du XIX^e siècle et l'établissement des communautés juive et chinoise au tournant du XX^e siècle. Par ailleurs, le site témoigne de l'implantation de services et d'associations de soutien de la communauté chinoise, leur permettant de faire face à un contexte socio-économique pénible et engendré notamment par des mesures discriminatoires. Ce secteur névralgique est en outre l'un des mieux conservés du quartier chinois – seul *Chinatown* historique significatif préservé au Québec et dans l'Est du Canada – et il est encore fortement lié à la communauté sino-montréalaise;

Le site patrimonial présente également un intérêt pour sa valeur architecturale. Il est composé de plusieurs bâtiments construits vers le milieu du XIX^e siècle, alors que le faubourg Saint-Laurent se densifie et attire une petite bourgeoisie formée de commerçants et d'entrepreneurs prospères. La plupart des bâtiments sont en pierre et témoignent de l'influence de l'architecture classique. Les toits mansardés ou en fausse mansarde rappellent le choix logique de cette forme de toit lorsque les besoins d'espace habitable croissent, à la fin du XIX^e siècle. Plusieurs éléments ajoutés au fil du temps, notamment les annexes arrière en brique, rappellent les changements de fonctions qui ont touché les bâtiments et la nécessité d'adapter ceux-ci en conséquence. Il s'agit de l'un des ensembles architecturaux les plus anciens du faubourg Saint-Laurent qui subsistent;

Le site patrimonial présente aussi un intérêt pour sa valeur urbanistique. Ce secteur du quartier chinois, ayant échappé aux grands projets qui ont modifié le centre-ville au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, témoigne de la trame et du bâti anciens de Montréal. Les immeubles de ce secteur s'élèvent en trois ou quatre étages et ont une densité relativement haute. La majorité d'entre eux sont mitoyens ou séparés par des passages étroits. Cette typologie marque fortement l'identité visuelle du quartier chinois, où les édifices, occupés par des commerces au rez-de-chaussée, se succèdent le long des artères principales;

Le site patrimonial présente en outre un intérêt pour sa valeur emblématique. Des éléments architecturaux, des enseignes et des inscriptions figurant sur les façades des bâtiments témoignent de la présence de la communauté chinoise dans le secteur. L'arche s'élevant sur la rue De La Gauchetière Ouest, qui marque l'entrée ouest du quartier chinois, constitue probablement le principal emblème du site à cet égard;

Le site patrimonial présente par ailleurs un intérêt pour sa valeur sociale. Il est l'objet d'un attachement profond de la population à la présence de la communauté chinoise à Montréal et au Québec. Déjà, à la fin des années 1970, la mobilisation citoyenne

- 3 -

provoquée par l'aménagement du complexe Guy-Favreau avait entraîné le classement de l'église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit et de son presbytère. La perception de menaces pesant sur le secteur au printemps 2021 a donné lieu à une nouvelle mobilisation en faveur de sa préservation. De plus, le tronçon de la rue De La Gauchetière Ouest est un lieu de socialisation et de rencontres pour la population du secteur.

La ministre de la Culture et des Communications donne également avis :

QUE toute personne intéressée peut, dans les soixante (60) jours de la transmission du présent avis, faire des représentations auprès du Conseil du patrimoine culturel du Québec;


QU'elle prendra l'avis du Conseil du patrimoine culturel du Québec sur l'opportunité de procéder au classement de ce bien patrimonial;

QUE si le classement de ce bien se réalise, il prendra effet à compter de la transmission du présent avis conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel*;

QUE l'avis d'intention devient sans effet si l'avis de classement, accompagné d'une liste des éléments caractéristiques du bien patrimonial classé, n'est pas transmis au propriétaire du bien ou à celui qui en a la garde, dans un délai d'un an à compter de la date de la transmission de l'avis d'intention ou dans un délai de deux ans à compter de cette même date s'il y a eu prorogation de l'avis d'intention.

Fait à Québec, ce 21 janvier 2022.

La ministre de la Culture et des Communications,



NATHALIE ROY

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

**LE QUARTIER CHINOIS DE MONTRÉAL À L'AUBE DE NOUVELLES
TRANSFORMATIONS SOCIALES ET SPATIALES**

Quelles significations pour les jeunes migrants d'origine chinoise?

Par

Marie-Ève CHARBONNEAU

B.Sc. Urbanisme

Mémoire présenté pour obtenir le grade de

Maître ès. sciences, M.Sc.

Maîtrise en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Avril 2016

Ce mémoire intitulé

**LE QUARTIER CHINOIS DE MONTRÉAL À L'AUBE DE NOUVELLES
TRANSFORMATIONS SOCIALES ET SPATIALES**

Quelles significations pour les jeunes migrants d'origine chinoise?

et présenté par

Marie-Ève CHARBONNEAU

a été évalué par un jury composé de

Mme Annick GERMAIN, directrice de recherche, INRS

Mme Julie-Anne BOUDREAU, examinatrice interne, INRS

M. Chedly BELKHODJA, examinateur externe, Université Concordia

RÉSUMÉ

Cette recherche exploratoire vise à comprendre les transformations qui redéfinissent le quartier chinois de Montréal aujourd'hui. Ces transformations sont d'une part internes, puisqu'elles sont étroitement liées aux nouvelles dynamiques migratoires qui se manifestent par des changements majeurs dans la mobilité des migrants, ainsi que leurs profils socioéconomiques et leurs styles de vie désormais très diversifiés. Le quartier chinois se recompose donc au fil des transformations de la population, mais aussi des changements qui surviennent dans son environnement. Nous approchons le quartier sous l'angle d'une nouvelle catégorie de migrants en hausse depuis les dix dernières années, celle des étudiants internationaux chinois.

Ayant des profils très diversifiés, ces étudiants incarnent la mobilité et la superdiversité qui se sont accrues ces dernières années. Nous observons de nouvelles trajectoires résidentielles et une multiplication des ancrages, tant physiques que virtuels. La méthode de l'entrevue mobile avec les étudiants chinois nous a permis de comprendre comment ces jeunes mettent en scène leur ethnicité dans le territoire et dans leurs pratiques sociales, au cours de leurs déplacements et de leur intégration dans des réseaux multiples. En revisitant le concept de marquage ethnique, nous étudions les manières variées dont ces nouveaux migrants participent aux transformations du quartier chinois et d'autres lieux dans lesquels ils s'investissent au quotidien.

Mots-clés : quartier chinois; dynamiques migratoires; mobilité; ancrages; ethnicité; réseaux; marquage ethnique; étudiants internationaux.

ABSTRACT

This exploratory research aims to understand the transformations that redefine Montreal's Chinatown today. To a certain degree, these transformations are internal because of their direct link to new migratory dynamics that manifest through major changes in the mobility of the migrants, as well as their socioeconomic profiles and diverse lifestyles. Chinatown is therefore gradually restructured by the changes occurring within its population and its environment. More precisely, we approach the study of the neighbourhood from the perspective of a new category of migrants: Chinese international students, whose population has increased during the past ten years.

Having very diversified profiles, these students embody the mobility and superdiversity of the population, which has intensified in the past few years. In fact, new residential trajectories were observed, in addition to a multiplication of physical and virtual anchors in the city. The method of the mobile interview with the Chinese students helped us to understand how these young people make their ethnicity visible in the territory and in social practices, while they travel in the city and integrate into multiple networks. By revisiting the concept of ethnic marketing, we study the different ways in which new migrants participate in the transformation of Chinatown and other spaces where they invest themselves on a daily basis.

Keywords: Chinatown; migratory dynamics; mobility; anchors; ethnicity; networks; place making; international students.

REMERCIEMENTS

D'abord un merci tout spécial à Annick Germain, professeure-chercheure exceptionnelle dont l'écoute et les conseils ont su orienter ce projet de recherche. Sa confiance et son enthousiasme ont été une grande source de motivation tout au long de la maîtrise. Mes remerciements vont également à tous les professeurs qui ont su agrémente ce parcours académique d'échanges qui ont nourri mes réflexions sur la ville. Merci à Michel Trépanier qui a su orienter mon projet de recherche à ses premiers balbutiements. J'aimerais également remercier Nathalie Vachon pour toute l'aide apportée en matière de statistique et de cartographie.

Un énorme merci à l'INRS-UCS pour son support financier qui m'a permis de mener ce projet à temps plein, ainsi qu'à Annick Germain encore une fois, pour m'avoir donné le privilège de travailler sur un projet de recherche qui m'a énormément appris quant aux méthodes de travail avant même de les appliquer dans ce mémoire.

J'ai eu la chance de rencontrer des personnes extraordinaires qui ont fait de la maîtrise une expérience stimulante. Merci à mes ami.e.s pour tous ces moments d'échange que nous avons poursuivi à l'extérieur des murs de l'école, parfois même à l'occasion de voyages. J'ai bien hâte de voir la continuation de vos projets! J'adresse également un merci très sincère à toutes les personnes qui ont participé à cette recherche, sans qui je n'aurais pu réaliser ce mémoire.

J'aimerais remercier profondément mes parents, Jocelyne et Gilles, et mon frère Maxime, pour leurs encouragements continuels et leur soutien inconditionnel. Enfin, je remercie de tout mon cœur mon amoureux Mathieu pour avoir alimenté mes réflexions, relu patiemment des morceaux de ce mémoire et écouté des pratiques de présentations. Je ne pourrais être plus enthousiaste de voir l'aboutissement de ces discussions ici.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	xii
Liste des figures	xiii
Liste des abréviations et des sigles	xv
Introduction	1
Chapitre 1 : Éléments de problématique	4
1.1 Les dynamiques migratoires en contexte de mondialisation	4
1.1.1 <i>Les dynamiques migratoires : un changement de paradigme</i>	4
1.1.2 <i>Un contexte de superdiversité</i>	6
1.2 L'immigration chinoise	7
1.2.1 <i>Survol historique de l'immigration chinoise</i>	7
1.2.2 <i>L'immigration chinoise récente</i>	10
1.2.3 <i>L'augmentation du nombre de migrants temporaires</i>	11
1.3 De nouveaux ancrages pour les migrants récents d'origine chinoise sur le territoire métropolitain de Montréal	13
1.3.1 <i>Les trajectoires résidentielles des migrants récents</i>	13
1.4 La visibilité ethnique dans le paysage urbain	20
1.4.1 <i>L'ethnicité : éléments de définition</i>	20
1.4.2 <i>Le lieu : éléments de définition</i>	22
1.4.3 <i>La mise en scène de l'ethnicité</i>	25
1.5 Lacunes dans la littérature	30
1.6 Questions de recherche et hypothèses	31
1.7 Conclusion	34
Chapitre 2 : méthodes de recherche	36
2.1 Pertinence de la recherche	36
2.2 Opérationnalisation du cadre conceptuel	37
2.3 Stratégie de recherche	38
2.4 Design de recherche : une étude de cas	38

2.5 Outils de collecte	39
2.5.1 Recherche documentaire	39
2.5.2 Observation non-participante	40
2.5.3 Entrevue semi-dirigée	41
2.5.4 L'échantillon pour les entrevues.....	41
2.5.5 Recrutement des participants	45
2.5.6 L'entrevue semi-dirigée déclinée en deux formules.....	46
2.5.7 Une méthode exploratoire : l'entrevue mobile.....	46
2.6 Outils d'analyse	49
2.7 Considérations éthiques	50
2.8 Limites de l'étude.....	51
2.9 Conclusion	53
Chapitre 3 : Terrain à l'étude.....	54
3.1 Aperçu de l'arrondissement de Ville-Marie	54
3.2 Les frontières du quartier chinois.....	56
3.3 Bref historique du quartier chinois	57
3.3.1 Quartier d'installation	58
3.3.2 Quartier fondateur.....	63
3.3.3 Quartier patrimonial et touristique	67
3.4 Le quartier aujourd'hui	70
3.4.1 De nouvelles transformations aux plans démographique et territorial à partir des années 2000	70
3.4.2 L'expression d'une diversité dans le paysage urbain du quartier chinois traditionnel. 71	
3.4.3 Profil des résidents du quartier	72
3.4.4 Une vue d'ensemble de l'utilisation de l'espace.....	75
3.4.5 Caractéristiques des logements occupés	76
3.4.6 Offre commerciale et offre de services	79
3.4.7 Une concentration d'institutions	80

3.4.8 <i>La santé économique du quartier</i>	83
3.4.9 <i>Une nouvelle phase de réaménagement</i>	85
3.5 Pour conclure.....	87
Chapitre 4 : mobilité et ancrages de l'immigration chinoise récente	88
4.1 Profils des migrants chinois récents	88
4.1.1 <i>Motifs d'émigration des jeunes migrants d'origine chinoise</i>	90
4.1.2 <i>Les nouveaux arrivants sous statut d'étudiants internationaux</i>	92
4.2 Les réseaux	93
4.2.1 <i>Réseaux universitaires</i>	93
4.2.2 <i>Réseaux professionnels</i>	96
4.2.3 <i>Réseaux virtuels</i>	98
4.3 Signes d'une mobilité accrue.....	99
4.4 Les ancrages multiples des jeunes migrants chinois.....	102
4.4.1 <i>Les choix résidentiels</i>	102
4.4.2 <i>Les lieux visités au quotidien</i>	104
4.5 L'émergence d'un nouveau lieu d'ancrage : le quartier Concordia.....	109
4.5 Pour conclure.....	112
Chapitre 5 : entre représentations communes et divergentes du quartier chinois de montréal	114
5.1 Le quartier chinois marché par les jeunes	114
5.2 L'implication des jeunes dans le quartier chinois.....	118
5.3 Des visions divergentes du développement économique du quartier	119
5.4 L'apparition de nouveaux types d'entreprises	121
5.5 Mise en scène symbolique de l'ethnicité	123
5.6 Valeur historique et identitaire	129
5.7 Les fonctions du quartier	129
5.7.1 <i>La fonction résidentielle du quartier</i>	129
5.7.2 <i>Les dynamiques linguistiques</i>	132

5.7.3 Services de santé, services communautaires et vie associative	135
5.7.4 Autres services populaires	139
5.7.5 Commerces spécialisés et restaurants	140
5.8 Les visiteurs du quartier.....	143
5.8.1 De nouvelles stratégies de mise en scène?.....	146
5.9 Pour conclure.....	150
Conclusion.....	153
Bibliographie	157
Annexe 1 : Lettre d’information remise aux participants à l’entrevue mobile	169
Annexe 2 : Lettre d’information remise aux participants à l’entrevue mobile – version anglaise	172
annexe 3 : lettre d’information remise aux informateurs clés, groupes communautaires et fonctionnaires municipaux.....	175
annexe 4 : lettre d’information remise aux informateurs clés, groupes communautaires et fonctionnaires municipaux – version anglaise	178
annexe 5 : formulaire de consentement remis aux participants	181
Annexe 6 : formulaire de consentement remis aux participants – version anglaise.....	183
Annexe 7: Canevas d’entrevue mobile.....	185
Annexe 8: Canevas d’entrevue mobile – version anglaise	188
Annexe 9 : Canevas d’entrevue auprès des informateurs clés	191
annexe 10 : Canevas d’entrevue auprès des informateurs clés – version anglaise.....	193
Annexe 11 : canevas d’entrevue auprès des organismes communautaires.....	196
Annexe 12 : Canevas d’entrevue auprès des organismes communautaires – version anglaise	199
Annexe 13 : canevas d’entrevue auprès des fonctionnaires municipaux	202

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Résidents adultes d'origine chinoise* au quartier chinois de Montréal entre 1881 et 1949	8
Tableau 2 : Lieu de résidence des immigrants récents nés en République populaire de Chine, agglomération de Montréal	15
Tableau 3 : Réseau des associations chinoises de Montréal, vers 1960.....	60

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Lieu d'établissement des nouveaux immigrants chinois entre 1991 et 1996, selon le lieu de naissance.	9
Figure 1.2 : Répartition des catégories d'immigration pour les immigrants chinois admis au Québec entre 2010 et 2014	11
Figure 1.3 : Carte des lieux de résidence des immigrants nés en Chine arrivés entre 2006 et 2011	14
Figure 1.4 : Répartition géographique des lieux de résidences des étudiants internationaux de trois universités montréalaises	17
Figure 2.1 : Schéma du cadre conceptuel	37
Figure 2.2 : Cadre d'analyse qualitative	50
Figure 3.1 : Le quartier chinois et les quartiers environnants	55
Figure 3.2 : Comparaison des limites du quartier chinois, 1917 / 2015	57
Figure 3.3 : Carte du quartier chinois de Montréal en 1921	59
Figure 3.4 : Le Nan King Café Figure 3.5 : Le Club Paradise	62
Figure 3.6 : La rue De La Gauchetière dans les années 1930	62
Figure 3.7 : Carte des grands projets urbains encadrant le quartier chinois.....	64
Figure 3.8 : Carte du quartier chinois de Montréal en 1986	66
Figure 3.9 : Carte des lieux de résidence des immigrants nés en Chine arrivés entre 1991 et 1996	68
Figure 3.10 : Origines ethniques des résidents du secteur en 2011	73
Figure 3.11 : Groupes d'âge des résidents du quartier chinois	74
Figure 3.12 : Catégories de professions des résidents du secteur.....	75
Figure 3.13 : Relevé de l'utilisation du sol.....	76
Figure 3.14 : Les Habitations du centre-ville	77
Figure 3.15 : Les logements communautaires du quartier chinois.....	78
Figure 3.16 : La Place du quartier.....	78
Figure 3.17 : L'Hôtel Holiday Inn.....	79
Figure 3.18 : Le Service à la famille chinoise du Grand Montréal	80
Figure. 3.19 : L'Hôpital chinois de Montréal	81
Figure 3.20 : Le Centre de la Mission chrétienne chinoise	82
Figure 3.21 : Centre communautaire et culturel chinois fermé	83
Figure 3.22 : La rue De La Gauchetière après les travaux de réaménagement.....	86
Figure 4.1 : Lieux de résidence des répondants	103
Figure 4.2 : Carte mentale, entrevue #1 Figure 4.3 : Carte mentale, entrevue #2.....	106
Figure 4.4 : Carte mentale, entrevue #3	106

Figure 4.5 : Carte mentale, entrevue #4	107
Figure 5.1 : Carte des trajets empruntés par les étudiants en entrevue mobile	115
Figure 5.2 : Restaurant mexicain La Capital	Figure 5.3 : Un restaurant chinois dit «fusion»
.....	123
Figure 5.4 : Une arche du quartier chinois	Figure 5.5 : Une sculpture de lion... 126
Figure 5.6 : Nombre de personnes par ménage	132
Figure 5.7 : Graphique représentant les langues parlées à la maison.....	135
Figure 5.8 : L'association chinoise de Montréal et autres organismes communautaires	137
Figure 5.9 : L'Église de la Mission catholique chinoise du Saint-Esprit.....	138
Figure 5.10 : Le centre culturel de la Mission catholique chinoise	139
Figure 5.11 : La rue Clark	Figure 5.12 : Des bâtiments abandonnés..... 141
Figure 5.13 : Le bar Luwan	Figure 5.14 : Le bar Le Mal Nécessaire
Figure 5.15 : La murale remplacée	Figure 5.16 : La nouvelle murale..... 147

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

CCC	Montreal Chinese Community United Center
CDA	Montreal Chinatown Development Association
CRÉ	Conférence régionale des élus
CSU	Concordia Student Union
ENM	Enquête nationale auprès des ménages
MCDA	Montreal Chinatown Development Association
MCUC	Montreal Chinese United Center
YCPA/AJPC	Young Chinese Professionals Association / Association des jeunes professionnels chinois

INTRODUCTION

17h16. Une fin d'après-midi d'octobre à la Place Sun Yat-Sen (quartier chinois).

À cette heure tardive de l'après-midi, le quartier chinois de Montréal accueille les pas des travailleurs pressés de rentrer. Mais à ce rythme effréné se joint un rythme beaucoup plus lent, presque enchanteur. La musique pop provenant d'un magasin de disques baigne la place Sun Yat-Sen dans une ambiance à la fois langoureuse et dynamique. Aujourd'hui, ce lieu semble être le repère de jeunes adultes. Un jeune couple qui approche la vingtaine s'installe à l'une des tables pour y déguster les pâtisseries et les boissons achetées à l'autre coin de rue. Ils parlent l'anglais. Pour d'autres, ce lieu est l'occasion de s'arrêter pour consulter son téléphone cellulaire, fumer une cigarette. En même temps, un quatuor de touristes se photographie devant la rue De La Gauchetière, et un couple passe avec deux jeunes enfants. Un peu moins diversifiés que la population qu'on y retrouve sont les commerces qui bordent les rues du quartier. Mais lorsqu'on y jette un coup d'œil, les lampes de papier qui bordent la rue De La Gauchetière, les symboles graphiques sur les devantures et l'affichage de régions variées de la Chine et d'autres pays de l'Asie, présentent une diversité qui nous rappelle que ce n'est plus un quartier strictement chinois, mais asiatique.

10h21. Une matinée du mois de janvier, coin Ste-Catherine et St-Mathieu (quartier Concordia).

Si bien des travailleurs sont attablés devant leur poste de travail dans des tours qui dominant la ville, il n'en va pas de ce même immobilisme dans les rues avoisinantes. Sur fond d'un ciel lumineux se détache un amalgame de bâtiments âgés d'environ 100 ans, de bâtiments commerciaux construits dans les années 1950 et de tours d'habitation et d'affaires. Mais ce qui unit le tout, ce sont les enseignes colorées qui mettent en scène des origines ethniques variées. Le vocable associé à ce bout de quartier, *Chinatown 2* (surnommé parfois *Ghetto Concordia*), n'est pas tant chinois qu'asiatique. Des commerces chinois certes, côtoient des restaurants coréens, japonais, thaïlandais. Et pour quelques commerces chinois, les régions spécifiques sont parfois même affichées : szechuanaise ou cantonaise, etc. Là où ces commerces sont concentrés, beaucoup de gens d'origine asiatique reviennent des supermarchés à proximité les bras chargés de provisions. Ces commerces ne sont pourtant pas d'origine asiatique, il s'agit en fait de grandes chaînes de supermarché. Plus l'on s'approche de l'université, plus on croise des

étudiants. Nous éloignant de cette concentration commerciale, nous apercevons un centre commercial dont l'enseigne nous apprend qu'on y retrouvera des restaurants internationaux. Ce qualificatif est certainement celui qui s'applique le mieux au paysage urbain.

...

Ces scènes d'observation donnent un aperçu des transformations de la ville au gré des mouvements de la population. Composante intrinsèque de la vitalité culturelle, sociale et économique de la ville, la diversité ethnoculturelle s'inscrit dans le paysage urbain de manières variées (CiM, 2013). Formé à la fin du 19^e siècle, le quartier chinois de Montréal est façonné par la présence continue de personnes qui ont investi cet espace. Aujourd'hui, alors que les nouveaux arrivants d'origine chinoise s'installent ailleurs dans la ville et même à l'extérieur de celle-ci, le quartier chinois est investi par de nouvelles populations et accueille des phénomènes nouveaux. Dans cette recherche exploratoire, nous approchons le quartier en étudiant son rapport à une nouvelle catégorie d'immigration en hausse depuis les dix dernières années, celle des étudiants internationaux. Ayant des profils très diversifiés, ces étudiants incarnent la mobilité et la superdiversité, deux composantes des dynamiques migratoires qui se sont accrues ces dernières années. L'analyse des parcours spatial et social de ces migrants nous informe plus généralement sur les enjeux qui caractérisent le quartier chinois aujourd'hui.

Ce mémoire est structuré en cinq chapitres. Dans un premier temps, nous ciblons les principales notions abordées dans la revue de la littérature, lesquelles nous donnent un aperçu de l'état des connaissances sur les dynamiques migratoires récentes. Cette revue des écrits nous a permis de cibler les lacunes tout en faisant surgir des questionnements. Nous avons ensuite élaboré un cadre conceptuel qui, une fois opérationnalisé, a structuré la recherche elle-même. Au deuxième chapitre, la méthodologie du projet de recherche est expliquée. Avant d'aller en détail dans les résultats de cette recherche et de tenter de répondre aux questions de recherche posées, nous avons dressé une mise en contexte du terrain d'étude. Ainsi, nous abordons au chapitre 3 l'histoire du quartier chinois, en repérant les phases d'évolution de son rôle et de sa forme. Nous avons tenté de mettre en contexte ces différentes phases afin de mieux faire ressortir son profil actuel. À partir des statistiques de l'enquête nationale auprès des ménages de 2011 de Statistique Canada, nous dressons un portrait sociodémographique du quartier. Enfin, les deux derniers chapitres du mémoire sont consacrés à l'analyse des données recueillies grâce à la méthode de l'entrevue semi-dirigée. Nous y définissons dans un premier temps l'immigration chinoise récente puis nous abordons les ancrages dispersés de cette

population avant de nous pencher spécifiquement sur leur perception du rôle pratique et symbolique du quartier chinois. Si nous avons mis l'emphase sur les étudiants chinois, nous avons veillé à diversifier dans notre échantillon les acteurs qui participent aux transformations du quartier chinois.

CHAPITRE 1 : ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATIQUE

1.1 Les dynamiques migratoires en contexte de mondialisation

1.1.1 Les dynamiques migratoires : un changement de paradigme

Les mutations sociales et économiques encourues avec la montée du néolibéralisme ont progressivement transformé les dynamiques migratoires. Alors que durant la seconde moitié du 20^e siècle, les migrations étaient caractérisées par une relation de domination entre pays riches et pauvres (Pellerin 2008, 2), de nouvelles logiques migratoires laissent paraître un changement de paradigme. Le contexte de mondialisation a amené les pays à modifier leurs politiques en matière d'immigration de manière à répondre aux dynamiques sociales et économiques spécifiques à ce contexte. Ainsi, la structure économique des pays de l'OCDE s'est transformée pour favoriser une économie du savoir, modifiant de ce fait les besoins sur le marché du travail (Pellerin 2008, 3). La mondialisation instaure effectivement un nouveau contexte de concurrence dans lequel les pays tentent d'attirer les compétences, ce qui a non seulement pour conséquence d'augmenter les flux migratoires, mais aussi de les diversifier.

À partir des années 1980, les politiques d'immigration et les réformes qui ont suivi ont encouragé la diversité des origines et des profils sociodémographiques des nouveaux arrivants au Canada. Les transformations des dynamiques migratoires sont donc à la fois structurelles et sociales. Les trajectoires migratoires se complexifient, si bien que le concept de mobilité s'est progressivement substitué à celui de migration selon Hélène Pellerin. D'un côté, on ne peut plus étudier les flux migratoires dans une relation binaire. Les migrants ne partent plus du point A pour aller au point B, mais empruntent des trajectoires complexes. Il y a certainement un changement de paradigme à ce niveau aussi : les personnes ne quittent plus nécessairement leur pays de naissance pour s'installer définitivement ailleurs, ou pour le temps de leur vie active, mais adoptent souvent des parcours dans lesquels sont intégrés plusieurs pays. On parle alors de migrants et non pas d'immigrants.

Les réseaux virtuels et traditionnels sont imbriqués dans différents pays, ce qui change certainement la manière dont est vécue la migration. L'amélioration des technologies permet une participation plus active des migrants à la vie sociale, familiale, religieuse, politique et culturelle malgré les frontières qui les séparent de leur pays d'origine et ce, en même temps

qu'ils s'intègrent à leur société d'accueil (Levitt, Jaworsky, 2007: 130). Autrement dit, la transformation des technologies de transport et de communication modifie le rapport à l'espace et les rapports entre les individus. Comme l'indiquent Annick Germain et Cécile Poirier, ces évolutions créent de nouvelles proximités et de nouveaux espaces d'échange (Leloup et Germain 2012, 13).

En plus d'être complexe, cette mobilité est croissante. L'on a observé, à partir des années 1990, une augmentation significative des flux migratoires, des parcours discontinus et de nouvelles formes de nomadisme (CRÉ, 2014). C'est devant ces nouvelles dynamiques que le concept de mobilité a commencé à être associé aux migrations internationales (Pellerin 2012, 60). Évidemment, la mobilité internationale croissante a un impact sur toutes les échelles de la mobilité, jusque dans les déplacements intra-urbains. La mobilité internationale a effectivement un impact sur les trajectoires résidentielles qui s'inscrivent dans une mobilité régionale et locale. Ce n'est toutefois pas la seule forme de mobilité qui nous intéresse. Au quotidien, les personnes font face à une multitude de manières de se déplacer dans le temps et dans l'espace. Les innovations techniques modifient continuellement les moyens d'accès et poussent les individus à faire des choix stratégiques s'ils souhaitent être mobiles (Kauffman 2004, 2). Selon Kauffman, il existerait trois facteurs qui influencent le potentiel des personnes à être mobiles. On note l'accessibilité, qui concerne l'ensemble des conditions en terme de prix, d'horaires, etc., les compétences, qui se fondent sur les capacités organisationnelles, et l'appropriation qui s'appuie sur les stratégies, les perceptions et les habitudes des personnes. Réunissant ces facteurs, Kauffman propose le terme de motilité afin de préciser le concept de mobilité (Kauffman, 2004). Désormais, on assiste à de nouvelles formes de mobilité, notamment le tourisme de courte durée, la bi-résidentialité, ou encore à de nouvelles pratiques du travail à domicile. Cela dit, la mobilité peut certes être pensée en termes de déplacement, mais elle peut aussi expliquer des changements dans les modes de vie et les interactions sociales (Poirier 2008, 143). Il s'agit donc d'une notion multidimensionnelle, qui ne se configure pas qu'au plan spatial, mais également au plan social.

Comme l'a montré Jean Remy, l'augmentation de la mobilité des individus ne saurait être comprise sans ses points d'ancrage puisque dans ce phénomène, tout le rapport à l'espace se voit transformé (Remy, 1996). L'ancrage n'est pas opposé à la mobilité, mais apparaît plutôt complémentaire à celle-ci. La mobilité grandissante des individus multiplie les points d'ancrage sur le territoire, mais comme l'expliquait Annick Germain lors du colloque APERAU au mois de mai 2014, «cela ne veut pas dire pour autant que les individus ne s'investissent pas dans des

lieux. Mais leur ancrage n'est pas exclusif. Surtout, il ne prend alors pas nécessairement la forme d'un enracinement dans une société locale» (Germain, à paraître).

1.1.2 Un contexte de superdiversité

Pour reprendre l'expression de Vertovec, on parle désormais de superdiversité lorsqu'il est question des dynamiques migratoires, un concept qui nous permet de capter la complexité qui se retrouve au cœur de celles-ci (Meissner, Vertovec, 2014). Il y a superdiversité dans la configuration des populations migrantes au niveau des origines, des religions, des langues parlées, des compétences professionnelles, des statuts légaux de migration, ainsi que dans les trajectoires migratoires. À Montréal, la variété des pays de naissance des immigrants, des statuts d'immigration et la diversité des formes urbaines qui accueillent ces populations correspondent à des formes de superdiversité (Germain 2015, 257). Surtout, cette superdiversité soulève de nouveaux enjeux de gouvernance urbaine, qui complexifient l'élaboration des politiques publiques. La localisation des lieux de culte à Montréal en est un exemple qui a fait couler beaucoup d'encre. Mais la nécessité de repenser la gestion urbaine est loin d'être caractéristique de Montréal. Sur le territoire européen, la Commission européenne a financé une initiative qui s'intitule *Diversity Cities* dans le but de repenser la gouvernance urbaine en contexte de diversité. Dans l'une de ses publications du mois de septembre 2013, *Diversity Cities* soulignait l'intérêt de penser la diversité urbaine en terme d'hyperdiversité. Cette nouvelle perspective concerne la diversité au plan social, économique et ethnique en plus de s'intéresser aussi à la superdiversité des styles de vie.

La diversification des styles de vie s'incarne dans l'espace et les pratiques sociales. Le paysage urbain, s'il les encadre, se voit systématiquement transformé à son tour par celles-ci. Il s'agit d'une notion qui a commencé à être étudiée en sociologie en même temps que l'on s'est mis à parler d'une montée de l'individuation. En fait, comme l'indique François Ascher, les mutations que connaissent les métropoles sont largement liées à un double processus: la complexification de la société et l'individuation. L'individuation, à ne pas confondre avec l'individualisation, signifie que ce qui définit l'individu provient de choix individuels et de la «différentiation par rapport aux individus appartenant à d'autres groupes sociaux, mais aussi par rapport aux autres membres d'un même groupe social, voire d'une même famille» (Ascher 1995, 120). Par complexification, François Ascher entend «la diversité de plus en plus grande et des interdépendances de plus en plus nombreuses, dues en partie à l'approfondissement de la

division du travail, à la différenciation des espaces, à la variété des stratifications sociales, à la multiplicité des cultures» (Ascher 1995, 120). Alain Bourdin, pour qui la métropole se présente comme un grand marché des outils de construction de la vie quotidienne, souligne le caractère très instable des styles de vie.

«Les modèles ne sont pas établis et adoptés une fois pour toutes, ils deviennent des produits sur un marché. Mais le marché des styles, c'est-à-dire des modèles construits de comportements, se brouille lui aussi: chacun tend à construire individuellement son mode de vie, en empruntant des éléments dans un répertoire qu'il partage avec beaucoup d'autres, mais avec un tel degré de variance que personne n'utilise exactement le même modèle.» (Bourdin 2005, 97)

Ces changements profonds se retrouvent au sein de la société, mais aussi au sein des communautés chinoises. Ces concepts généraux guideront notre compréhension de l'immigration chinoise récente, qui est l'objet de ce mémoire.

1.2 L'immigration chinoise

1.2.1 Survol historique de l'immigration chinoise

Dans un contexte où les dynamiques migratoires se transforment, l'immigration chinoise récente se distingue elle aussi largement des vagues d'immigration précédente. À partir des années 2000, l'immigration chinoise compte une population qui est si diversifiée qu'on ne parle plus de la communauté d'origine chinoise, mais bien des communautés chinoises. Revenons brièvement sur les vagues d'immigration chinoise antérieures afin de mettre en relief les distinctions que l'on retrouve aujourd'hui.

Denise Helly a soigneusement étudié l'arrivée des premiers immigrants chinois à Montréal et en dresse un portrait très complet. Venu à Montréal après avoir travaillé à la construction du chemin de fer du *Canadian Pacific* pour beaucoup d'entre eux, ils étaient originaires de la région de Canton dans le sud de la Chine et avaient peu de moyens financiers. C'est dans l'espoir de devenir leurs propres employeurs et ainsi éviter la discrimination continue à laquelle ils faisaient face que beaucoup d'entre eux vont s'établir dans d'autres villes canadiennes, dont Montréal. Dans ses recherches, Helly analyse le contexte de discrimination dans lequel ils se sont

installés et surtout, les moyens adoptés par les autorités canadiennes pour les décourager de s'établir au pays. Des taxes d'entrée sont adoptées successivement, puis, comme la communauté continue de croître graduellement, le gouvernement fédéral adopte la Loi sur l'immigration chinoise en 1923 qui interdit l'entrée au Canada aux Chinois et ce, jusqu'en 1947 (Helly 1987, 41). Jusqu'aux années 1950, la population est surtout composée d'hommes. La population chinoise n'augmentera que très peu jusqu'à l'abolition de la Loi sur l'immigration chinoise en 1947 qui avait mis l'immigration sur la glace durant 24 ans. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les familles des personnes installées à Montréal commencent à les rejoindre. Avant la seconde moitié du 20^e siècle, les résidents d'origine chinoise à Montréal vivent dans une solidarité que l'on dit imposée.

À la fin des années 1950, la population d'origine chinoise dans le quartier atteint près de 2000 personnes. Le tableau suivant illustre l'évolution de la population chinoise dans la première moitié du 20^e siècle selon les estimations de Denise Helly. Nous n'avons que très peu de données sur le nombre exact de personnes d'origine chinoise qui résidaient à l'intérieur des limites du quartier chinois à cette époque, mais nous savons que la majorité de ceux qui étaient dénombrés à Montréal jusqu'aux années 1950 résidaient dans ce quartier.

Tableau 1 : Résidents adultes d'origine chinoise* au quartier chinois de Montréal entre 1881 et 1949

DATE	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1949
Population	7	36	888	1 335	1 911	2 166	1 848	1 438

Source : (Helly, 1987 : 218)

**«Selon une estimation établie d'après le principe que tout homme travaillant dans un commerce établi dans le quartier chinois réside dans celui-ci d'après les données des répertoires de John Lovell et les déclarations des immigrés interviewés, trois hommes travaillent au sein d'une buanderie ou d'un petit commerce, dix au sein d'une épicerie ou d'une maison d'importation et cinq au sein d'un restaurant. D'autre part, nous avons estimé à dix le nombre maximal de pensionnaires par maison de chambre ou siège d'association et avons supposé la présence d'une femme adulte à chaque adresse de marchand.» (Helly 1987, 218).*

C'est avec les vagues d'immigration qui ont suivi l'abolition de la Loi sur l'immigration chinoise que nous avons commencé à observer un nombre élevé de migrants chinois dans la Région métropolitaine de Montréal (RMR). Une nouvelle phase d'immigration chinoise correspond à la période des années 1980 et 1990, époque où l'on commence à observer une diversification des trajectoires résidentielles des immigrants. À cette époque, les rapports diplomatiques entre la

Chine et le Canada ouvrent la porte à de nombreux Hongkongais. À l'approche de la rétrocession de Hong Kong à la Chine annoncée en 1984 et qui se réalisera en 1997, beaucoup décident d'émigrer, et beaucoup le font en tant qu'immigrants investisseurs. L'adoption du programme canadien d'immigrants investisseurs en 1987 attire beaucoup d'entre eux. Ce programme permet aux investisseurs d'acquérir la résidence permanente s'ils démontrent qu'ils possèdent 500 000 \$ en actifs, et en investissent la moitié dans des entreprises industrielles ou commerciales sous la forme d'achat de nouvelles actions ou de fonds d'investissement privés et publics. Le Consulat canadien à Hong Kong indique qu'entre 1991 et 1996, environ 20 000 Hongkongais sont admis au Canada (Gao, 2014). Au plan territorial, ces nouveaux arrivants ne s'installent plus systématiquement dans le quartier chinois, mais vont plutôt dans de nouveaux quartiers ou encore, dans de nouvelles villes. Les agences immobilières jouent un rôle accru dans l'établissement des nouveaux arrivants en ciblant de nouveaux milieux résidentiels, par exemple à Brossard (Germain, Rose, Richard, 2012). Durant cette même période, 3 595 Hongkongais, 6 650 personnes nées en République populaire de Chine et 1540 personnes nées à Taiwan s'installent sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal. Toutefois, la Ville de Montréal ne capte qu'une partie d'entre eux, soit 770 Hongkongais, 3 640 personnes de la Chine continentale et 655 Taiwanais. Puis en 2001, le nombre de nouveaux arrivants originaires de Hong Kong diminue et le nombre de personnes venant de la Chine continentale augmente.

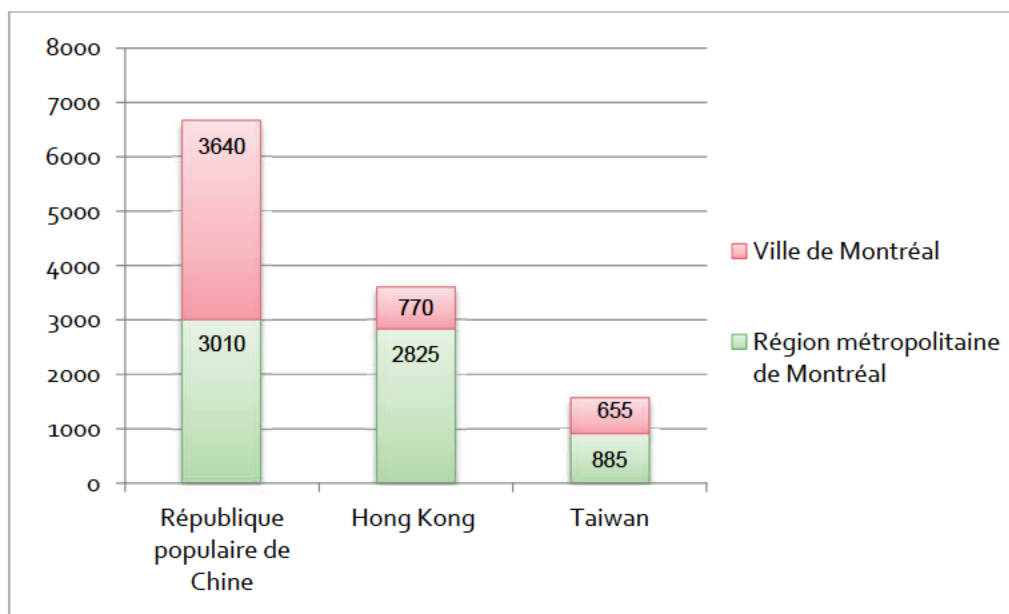


Figure 1.1 : Lieu d'établissement des nouveaux immigrants chinois entre 1991 et 1996, selon le lieu de naissance.

Source : Recensement de 1996, Statistique Canada.

En 1996, la ville de Brossard comptait 2 155 résidents nés à Hong Kong, plus de la moitié d'entre eux étant arrivés durant la période de 1991 à 1996 (Statistique Canada). En 2006, selon Statistiques Canada, 50,5% de la population de Brossard était d'origine asiatique. Leur choix de s'installer dans cette banlieue s'explique aisément. À cette époque, Brossard comptait déjà parmi sa population des immigrants chinois, dont plusieurs sont devenus agents immobiliers. Ceux-ci ont agi à titre d'intermédiaires importants dans la promotion de cette banlieue où l'on retrouvait une grande disponibilité de terrains à prix abordables. La proximité du centre-ville de Montréal était également un facteur important dans le choix de localisation des nouveaux arrivants. Comme l'expliquent Annick Germain, Damaris Rose et Myriam Richard, à partir du milieu des années 1980, des agences immobilières, des avocats et des conseillers en immigration deviennent importants dans le paysage des trajectoires résidentielles des immigrants et dirigent les immigrants vers certains endroits. Des activités commerciales se développent alors là où s'établissent ces nouveaux venus, des institutions financières y ouvrent des succursales et, bien vite, la diversité ethnique devient visible dans le paysage urbain (Germain, Rose et Richard 2012, 1140).

1.2.2 L'immigration chinoise récente

La croissance de l'immigration chinoise au Québec fut telle que de 2010 à 2014 la Chine se classait au premier rang des pays de naissance des immigrants admis au Québec. Depuis 1997, les immigrants qui viennent de la Chine continentale sont majoritaires par rapport aux autres régions et ont un profil socioéconomique très varié. Si les procédures administratives étaient plus contraignantes pour effectuer une demande d'immigration en tant qu'immigrant investisseur à partir de la Chine continentale que de Hong Kong et Taiwan, elles se sont peu à peu assouplies. Les demandes d'investisseurs pour immigrer au Québec qui provenaient de la Chine comptaient pour 69% de la totalité des demandes de 2007 à 2011, puis atteignaient 88% en 2013 (Leduc, 2013). Entre 2008 et 2012, la proportion de migrants venus de la Chine dans le cadre du programme d'immigrants investisseurs était de 58,6% au Québec (Gao 2014, 52). Après que le programme ait connu des modifications en 2010 de manière à permettre l'accès à la résidence permanente en échange d'un prêt garanti de 800 000 \$, le gouvernement canadien indiquait dans son «Plan d'action économique 2014» l'abolition prochaine du programme, car il ne répondait plus aux objectifs initiaux. L'objectif du programme lors de sa formation était d'encourager le développement de petites et moyennes entreprises par le biais d'investissements étrangers. Devant cette annonce, le journal South China Morning Post,

estimait que cette décision détournerait l'immigration de riches Chinois vers d'autres pays (Young, 2014). Le graphique ci-dessous illustre la proportion importante qu'occupe la catégorie des investisseurs dans l'immigration chinoise au Québec.

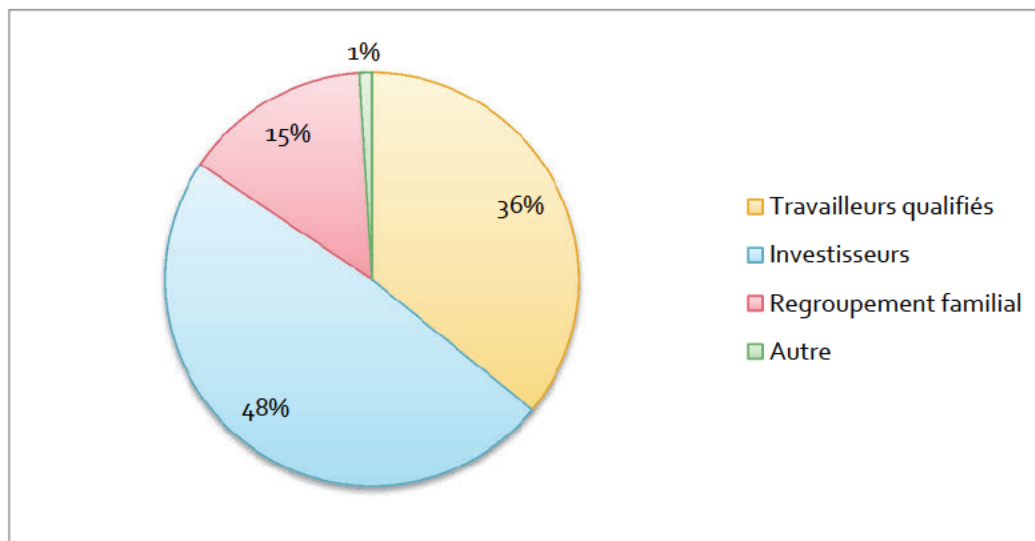


Figure 1.2 : Répartition des catégories d'immigration pour les immigrants chinois admis au Québec entre 2010 et 2014

Source : Institut de la Statistique du Québec, 2014 : 94.

1.2.3 L'augmentation du nombre de migrants temporaires

Devant les impératifs économiques et politiques de la mondialisation, l'attraction de talents et de travailleurs qualifiés a modelé les politiques d'immigration, si bien qu'on note une augmentation du nombre de personnes qui émigrent sous les catégories d'immigration temporaire. L'immigration qualifiée apparaît dans cette optique comme une ressource dans un marché global (Belkhodja et Esses 2013, 7). Les années 2000 à 2010 ont laissé paraître de nouvelles variables dans l'immigration, notamment avec l'apparition d'une nouvelle catégorie économique. Il s'agit de celle des étudiants internationaux, perçus comme des travailleurs potentiels hautement qualifiés. Il n'est pas anodin que des politiques privilégient les étudiants dans ce contexte de compétitivité internationale. Geddie a noté à cet effet une hausse importante de politiques dans plusieurs pays pour attirer les étudiants internationaux et pour les encourager à rester au pays suite à leurs études, au cours de la première décennie du 21^e siècle (Geddie, 2015).

La reconnaissance grandissante de l'éducation comme moyen de développement individuel et collectif constitue un phénomène qui, en plus de la mondialisation de l'économie et de la multiplication des moyens de communication et de déplacement, redéfinit les trajectoires et les profils migratoires. L'attraction de ces étudiants poursuit plusieurs objectifs, notamment contrer le vieillissement de la population, rehausser le niveau de qualification de la main d'œuvre, attirer de nouveaux investissements grâce à la présence de travailleurs spécialisés et améliorer la croissance économique des centres urbains (CRÉ, 2014). Dans un document intitulé «L'urgence d'agir pour attirer et retenir les meilleurs étudiants internationaux à Montréal», la Conférence régionale des élus (CRÉ) soulignait que les étudiants internationaux occupaient une proportion significative de l'effectif total des étudiants inscrits dans les programmes de recherche de haut niveau. Mais bien que des retombées économiques immédiates aient été engendrées pour les établissements d'enseignement et les gouvernements, l'impact des étudiants internationaux, que ce soit sur l'économie au-delà de leurs dépenses de consommation ou sur le paysage urbain demeure encore peu connu.

Si les stratégies pour attirer ces migrants diffèrent d'un pays à l'autre, elles peuvent être regroupées en deux types d'initiatives. On retrouve d'un côté les campagnes publicitaires faites à l'international et de l'autre, les politiques qui apportent des changements dans la régulation des statuts des étudiants internationaux, par exemple avec de nouveaux permis facilitant la transition vers l'obtention d'un permis de travail ou même de la résidence permanente (Geddie, 2014). En 2012, Jason Kenney, alors ministre canadien du Multiculturalisme, annonçait un assouplissement dans l'accessibilité à la résidence permanente pour les étudiants internationaux. En somme, «les étudiants représentent une source de financement importante pour les universités dans les pays de l'OCDE, alors que l'on perçoit un resserrement des dépenses publiques en matière d'enseignement supérieur» (Garneau et Mazzella 2013, 184). L'attraction des étudiants internationaux par les institutions universitaires va de pair avec un désinvestissement progressif de l'État dû aux dynamiques néolibérales. La compétition apparaît alors comme un mécanisme important dans l'adoption de politiques d'attraction des étudiants et leur diffusion dans d'autres pays.

Nous supposons que ce contexte d'internationalisation de l'éducation supérieure n'est pas sans entraîner de nouvelles logiques tant sur le plan socioéconomique que sur le plan géographique. On estimait en 2014 que la Chine (8,1%) se positionnait au troisième rang des principaux pays de naissance des étudiants au sein des institutions universitaires québécoises, après la France (37,1%) et les États-Unis (8,8%) (CRÉ, 2014: 25). Le nombre élevé d'étudiants chinois à

Montréal montre l'intérêt de s'intéresser à cette catégorie de migrants, et d'étudier de quelle manière ces personnes très mobiles investissent le territoire au quotidien et quels lieux leur sont significatifs.

1.3 De nouveaux ancrages pour les migrants récents d'origine chinoise sur le territoire métropolitain de Montréal

1.3.1 Les trajectoires résidentielles des migrants récents

Récemment, le Conseil interculturel de Montréal soulignait que «Montréal accueille une population immigrante aux caractéristiques socioéconomiques et ethnoculturelles de plus en plus diverses. Cette diversité s'inscrit dans son territoire par une transformation des dynamiques de répartition spatiale de ces populations immigrantes» (CiM 2013, 16). Une étude qui s'échelonnait de 2006 à 2011 et qui se penchait sur le territoire de Montréal a démontré que la diversité ethnique poursuit au niveau géographique une pluralité de modes d'établissement (Germain et Leloup 2012, 10). Annick Germain et Cécile Poirier proposent d'utiliser l'expression «les territoires fluides de l'immigration», le terme fluide renvoyant à la difficulté de saisir et d'appréhender les trajectoires résidentielles des immigrants qui gagnent la majorité des territoires (Germain, Poirier 2007, 111). Il est alors intéressant de regarder, la cartographie de l'établissement des nouveaux arrivants entre 2006 et 2011, car elle révèle de nouveaux ancrages sur le territoire de la métropole montréalaise. En analysant les données sur les immigrants récents nés en Chine, nous observons effectivement de nouvelles concentrations de ménages, notamment dans les arrondissements de Verdun et de Saint-Laurent, ou encore dans les environs de l'Université Concordia (Statistique Canada, 2011).

D'abord, il est intéressant de se pencher sur les statistiques pour observer que déjà en 2006, la présence de personnes nées en Chine dans de nombreux autres quartiers s'est largement consolidée avec l'arrivée de nouveaux immigrants. Saint-Laurent, Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce, Verdun, ainsi que les environs de l'Université Concordia, des arrondissements reconnus pour leur diversité culturelle, comptent désormais de nombreux nouveaux arrivants originaires de la Chine. Cette présence multiculturelle est mise en visibilité principalement par le biais des commerces. La carte suivante illustre la concentration résidentielle dans les différents

arrondissements de la région métropolitaine de Montréal des personnes nées en Chine arrivées entre 2006 et 2011 .

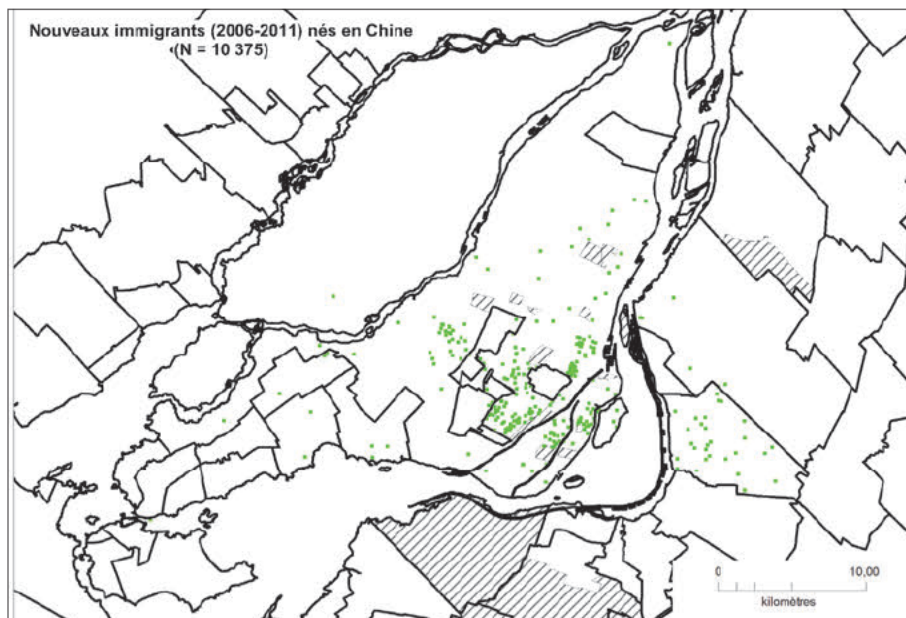


Figure 1.3 : Carte des lieux de résidence des immigrants nés en Chine arrivés entre 2006 et 2011

Source : Nathalie Vachon, Enquête nationale auprès des ménages, Statistique Canada, 2011

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, où les immigrants comptaient en 2011 pour 47,4 % de la population, est l'arrondissement le plus peuplé de la Ville de Montréal et est considéré comme très cosmopolite. L'Asie et le Moyen-Orient y sont très représentés. Sur l'ensemble de la population, 18,5 % des gens y sont nés. Les pays de naissance sont très diversifiés et beaucoup viennent aussi de l'Europe de l'est et de l'Afrique du Nord. Alors qu'à partir des années 2000 le nombre d'immigrants venant de Hong Kong diminue, le nombre de personnes nées en Chine continentale qui s'installent dans cet arrondissement est croissant.

L'arrondissement de Saint-Laurent accueille une population très diversifiée parmi laquelle figure un nombre important de personnes originaires de la Chine. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, la population immigrante chinoise y a plus que doublé entre 2001 et 2006. En 2011, Saint-Laurent était le principal foyer d'accueil des nouveaux immigrants, avec 52,4 % de sa population née à l'extérieur du Canada. Dans ce même arrondissement, 7,5 % des immigrants sont nés en Chine, une proportion qui place ce pays au troisième rang des principaux pays de naissance des immigrants, après le Liban et le Maroc (Ville de Montréal 2013, 49).

Tableau 2 : Lieu de résidence des immigrants récents nés en République populaire de Chine, agglomération de Montréal

Arrondissement	2001	2006	Variation 2001-2006
Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	2150	3 725	73,3
Verdun	895	1 830	104,5
Ville-Marie	810	1 560	92,6
Saint-Laurent	540	1 370	153,7
Sud-Ouest	410	1 040	153,7
Plateau Mont-Royal	835	665	-20,4
Rosemont-La-Petite-Patrie	295	625	111,9
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	330	605	83,3
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	375	570	52,0
LaSalle	140	315	125
Agglomération de Montréal	7 845	13 825	76,2

Source : Ville de Montréal 2010, 5.

Devant la géographie des lieux de résidence des nouveaux arrivants, on ne s'étonne plus de passer sous silence le quartier chinois traditionnel comme un lieu de résidence, puisque très peu de nouveaux arrivants s'y installent à leur arrivée. Les arrondissements de Saint-Laurent et de Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce semblent se consolider comme pôles d'attraction des nouveaux migrants chinois, mais ils ne sont pas les seuls. Parce qu'il attire un grand nombre d'étudiants asiatiques, le quartier dans lequel se situe l'Université Concordia s'est fait attribuer le surnom de «nouveau quartier chinois». Cet endroit est caractérisé actuellement par un développement immobilier sans précédent, essentiellement composé de condominiums. Un journaliste du quotidien La Presse indiquait effectivement que le quartier se trouve dans la ligne de mire des promoteurs immobiliers qui visent la communauté asiatique. On y écrivait : «La clientèle visée? Les parents d'ici ou d'ailleurs, qui ne sont pas nécessairement riches et donnent

un coup de main à leurs enfants en investissant dans l'immobilier» (Bonneau, 2014). Par son aménagement selon les principes du Feng Shui, ou encore le remplacement des chiffres qui portent malheur dans les croyances de la culture chinoise, l'une des tours à condominiums dont il est question dans l'article s'adresse directement à la population chinoise qui se fait de plus en plus présente dans ce secteur, et plus précisément aux étudiants venus de Chine pour étudier à Concordia. Cette mise en scène de l'ethnicité chinoise dans l'immobilier survient après que de nombreux commerces affichant des origines asiatiques se soient établis dans ce secteur, d'où le nom de nouveau quartier chinois qui lui fut attribué par plusieurs journalistes. Lors du congrès Metropolis 2015, Annick Germain abordait ainsi les logiques résidentielles des étudiants internationaux qui participent à ces transformations urbaines.

Dans une étude faite sur la variété des milieux d'insertion urbaine des immigrants à Montréal à partir d'une analyse d'écologie factorielle utilisant les données du recensement, nous avons été frappés par l'importance de milieux caractérisés par de fortes concentrations étudiantes comprenant notamment des étudiants internationaux. (Germain, 2015)

La carte suivante, provenant d'une enquête réalisée par l'UTILE, un organisme qui travaille à la promotion et au développement de logement étudiant coopératif, illustre les lieux de résidence d'un échantillon d'étudiants internationaux de trois universités, soit Concordia, McGill et UQAM.

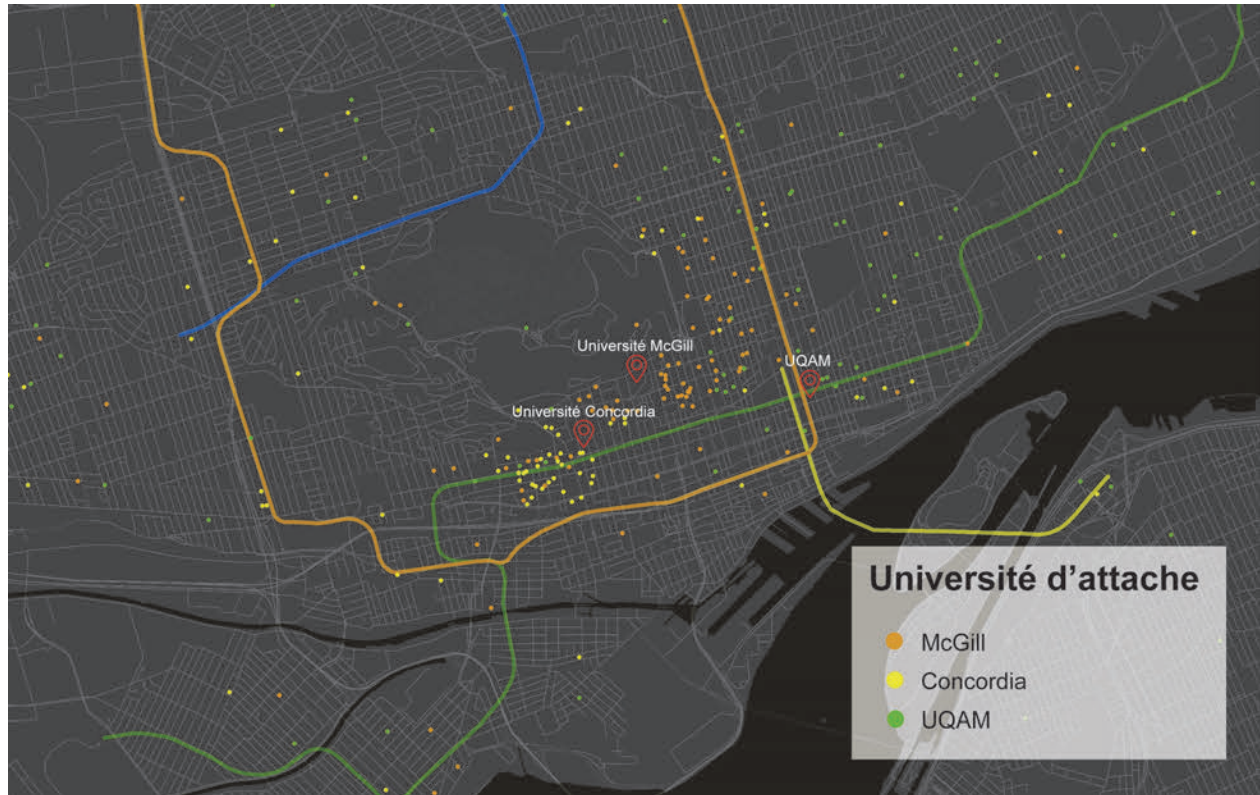


Figure 1.4 : Répartition géographique des lieux de résidences des étudiants internationaux de trois universités montréalaises

Source : UTILE, 2014

La concentration de points qui se situe aux environs de l'Université Concordia correspond à l'une des concentrations de ménages d'origine chinoise repérées dans les statistiques du recensement de 2011. Lieu de résidence pour de nombreux étudiants, cette zone est sans doute un point d'ancrage pour des gens très mobiles, peut-être établis temporairement. À cet endroit précis, des observations sur le terrain nous montrent que de nombreux commerces qui affichent une origine asiatique sont apparus au cours des dernières années, si bien que le quartier est de plus en plus fréquemment surnommé Chinatown 2 ou nouveau quartier chinois par des journalistes. Les environs de l'université Concordia, tout comme les autres lieux de concentration cartographiés, et le quartier chinois traditionnel, sont certainement des points d'ancrage importants parmi bien d'autres. Les migrants chinois dispersés dans la région métropolitaine, sont plus mobiles qu'autrefois et se retrouvent à graviter autour de points d'ancrages qui sont spatialement dissociés de leur lieu de résidence. Ces points d'ancrage ne sont plus tant des quartiers que des commerces, des lieux de cultes ou des associations (CiM 213, 16).

Déjà en 1998, Zelinsky proposait le modèle de l'hétérolocalisme pour comprendre la dispersion résidentielle des migrants. Influencés par les réseaux virtuels et traditionnels, les choix en matière de localisation résidentielle remettent en question les modèles d'insertion résidentielle qui jusqu'à la fin du 20^e siècle dominaient. L'analyse du cas de Los Angeles avait amené Zelinsky à expliquer qu'au sein de cette logique de dispersion, les migrants avaient tout de même tendance à s'installer à proximité d'autres migrants pour faciliter leur installation (Zelinsky, 1998). Si la fin du 20^e siècle a profondément restructuré les relations entre les individus, les lieux, ainsi que les échanges économiques et sociaux, ce contexte n'aurait toutefois pas eu l'effet de dissoudre les liens sociaux entre des individus qui partagent une même origine ethnique et dont les lieux de résidence sont dispersés. À l'inverse, une cohésion sociale et une identité ethnique forte seraient maintenues malgré l'absence d'un lieu de concentration forte. Les lieux dans lesquels les migrants s'investissent pourraient donc, à différents degrés, avoir un rôle pratique et symbolique important. Cécile Poirier nomme ces points de concentration des centralités immigrées, qu'elle décrit comme «pôles d'attraction de populations diverses aux multiples fonctions» (Poirier, 2008). Ces centralités apparaissent comme des lieux de ressourcement, voire des espaces de visibilité pour les communautés, revêtant ainsi une signification plus symbolique. Le quartier chinois de Montréal, dont le rôle s'est transformé au cours des années, pourrait être compris comme l'une de ces centralités.

Certains quartiers ne sont plus, ou plus seulement, des lieux de résidence de populations immigrantes nouvellement installées (port de première entrée) ou sédentarisées (quartier d'intégration), pas plus qu'ils ne sont des enclaves ethniques, ils constituent des pôles d'attraction de populations diverses aux multiples fonctions (Poirier 2008, 149).

Comme l'expliquait Jean Remy, l'ancrage peut être considéré comme le point de départ de la mobilité, mais il peut aussi être pensé comme l'élément qui peut amener l'individu à s'investir dans un lieu (Remy, 1990). Non sans remettre en question la pertinence de l'échelle du quartier pour étudier le quartier chinois, ces propos théoriques soulignent l'importance de l'étudier en parallèle avec les concentrations de ménages d'origine chinoise les plus significatives sur le territoire métropolitain. La mobilité accrue en contexte de mondialisation entraîne une déconnexion entre les lieux de travail, de résidence et de loisirs et une reconfiguration des points d'ancrage qui autrefois étaient généralement regroupés dans le quartier. Les dynamiques urbaines dans lesquelles ces transformations prennent place sont empreintes de mobilité, si bien que la manière dont les gens s'approprient l'espace s'en voit redéfinie. Pour les Chinois

des premières générations, qui n'étaient pas autant mobiles, le quartier chinois à Montréal était certainement un point d'ancrage important. Cet ancrage est également psychologique, car «en recréant le passé, les immigrants cherchent à rétablir un chez soi et reconnecter avec ce qu'ils ont laissé derrière eux» (Mazumdar et al., 2000). Encore aujourd'hui, un tel lieu d'ancrage pourrait se présenter comme une continuité symbolique. Mais pour une communauté chinoise qui est peu unifiée (Entrevue #7) et très diversifiée, le rapport à ce lieu est certainement différent, du point de vue pratique et symbolique. D'après le Conseil interculturel de Montréal, le rapport à l'espace pour les nouveaux arrivants serait influencé par la présence de ces deux dimensions.

Les lieux que viennent à fréquenter les immigrants à Montréal rempliraient deux prérogatives: une première fonctionnelle, qui consiste à fournir un ensemble de produits et de services ethniques, et qui font des commerces des lieux de rassemblement (Garcia-Lopez, 2003). La seconde fonction toucherait à une sphère symbolique où le lieu de rassemblement deviendrait le lieu de ressourcement. (CiM 2013, 17).

Cependant, les personnes de la seconde génération, et encore plus ceux de la troisième génération, manifesteraient de moins en moins d'intérêt à l'égard du quartier chinois puisque leurs référents identitaires seraient davantage associés à la société québécoise (CiM 2013, 17). Mais qu'en est-il des étudiants chinois, qui sont nombreux à faire de Montréal leur ville d'accueil?

En même temps que la géographie des lieux d'établissement des migrants évolue, les technologies médiatiques évoluent également, de telle sorte que des réseaux virtuels apparaissent parallèlement aux réseaux physiques rattachés à un lieu. La place grandissante que prennent ces réseaux dans les pratiques sociales et identitaires ne serait pas étrangère à un détachement des représentations identitaires conventionnelles (Kang 2011, 467). Kang montre que le virtuel et le réel peuvent s'imbriquer l'un dans l'autre, si bien que certaines pratiques transnationales impliquent l'utilisation de réseaux virtuels qui sont ensuite territorialisés. Par exemple, les individus peuvent participer à des événements ayant lieu dans leur pays d'origine tout en étant dans leur chez-soi au pays d'accueil, ou encore ils peuvent installer des images digitales du pays d'origine dans leurs espaces de vie quotidiens au pays d'accueil.

Bien que les réseaux dans lesquels s'impliquent les migrants soient très diversifiés et moins territorialisés, Greene a montré que le quartier peut continuer à être un lieu rassembleur pour

une communauté hétérogène. L'expression anglophone *vicarious citizen*, proposé par Greene visait à l'origine à mieux comprendre l'attachement symbolique et l'identification à un quartier précis pour des personnes homosexuelles. En prenant le quartier gai comme étude de cas, l'auteur explique que la communauté exerce une influence sur le lieu, et que le lieu peut à son tour reconfigurer une communauté (Greene, 2014). Le quartier compterait alors des résidents à proprement parler et des résidents symboliques qui sont dispersés dans la ville. La participation de ces résidents dans les institutions locales pourrait permettre la pérennité du secteur. Ainsi, la mobilité et la dispersion des ancrages dans la ville et à l'extérieur n'ont pas fait disparaître les attaches locales au quartier. Nous sommes de l'avis, à l'instar d'Annick Germain et de Johanne Charbonneau, que le quartier apparaît plutôt comme un espace réactualisé (Germain, Charbonneau, 1998).

1.4 La visibilité ethnique dans le paysage urbain

1.4.1 L'ethnicité : éléments de définition

Nous entendons l'ethnicité avant tout comme l'une des dimensions de l'identité. Précisons par ailleurs que nous nous appuyons sur les recherches de Deirdre Meintel qui propose que l'ethnicité englobe l'identité ethnique. Meintel définit l'ethnicité comme un sentiment d'appartenance envers un groupe, dans lequel les individus se sentent unis par un passé et un avenir communs à une communauté. Il faut toutefois faire attention de ne pas voir l'ethnicité comme le conservatisme culturel d'un groupe donné, mais plutôt comme le résultat de l'interaction entre des groupes sociaux, à un moment donné (Meintel 2004, 11). L'approche préconisée par les théories essentialistes qui ont longtemps perçu les groupes ethniques comme une unité stable et un assemblage de traits culturels, est aujourd'hui largement remise en question par les théories constructivistes. Considérant que le terme *ethnie* provient du grec *ethnos*, qui signifie nation, nous ne pouvons nous étonner que la notion d'ethnicité ait longtemps été pensée relativement à la nation. Les théories constructivistes, qui critiquent l'accent trop important attribué au passé et la manière trop rigide dont est pensée la culture, sont toutefois loin d'être récentes. Déjà en 1922, Weber affirmait que les groupes ethniques sont construits par les acteurs sociaux. Selon Weber, l'ethnicité est un concept qui compte une grande part de subjectivité et qui résulte en partie d'une auto-attribution à un groupe ethnique (Juteau, 1999).

D'un point de vue constructiviste, nous concevons l'ethnicité comme un processus qui se recompose dans les expériences migratoires. Les expériences migratoires font partie du concept large de mobilité et l'on a tendance à les associer à des expériences migratoires internationales. Or, la migration, qui est une dimension physique de la mobilité, doit être saisie à toutes les échelles. Les expériences migratoires internationales redéfinissent certes la construction de l'ethnicité, mais les migrations intra-régionales et intra-urbaines font également partie de ce processus identitaire. Pour Barth, la mobilité et le contact culturel sont des facteurs qui donnent un caractère évolutif aux catégories ethniques auxquelles peuvent s'identifier les individus. Ainsi, l'individu et l'autre se recomposent continuellement au fil de leurs interactions. Sa théorie apparaît tout à fait d'actualité dans l'optique où il explique que «les frontières ethniques persistent en dépit du flux de personnes qui les traversent» et que l'interpénétration et l'interdépendance entre les groupes ne doivent pas être perçues comme un brouillage des identités ethniques, mais comme les conditions de leur perpétuation (Poutignat et Streiff-Fenart 2008, 67).

Pour comprendre le sens de l'expression «frontière ethnique», nous nous référons à Danielle Juteau, qui explique que l'ethnicité est constituée de dimensions interne et externe: c'est ce que l'auteur appelle la double logique relationnelle. Ainsi, la dimension interne se construit au fil du temps, selon l'héritage culturel réel ou imaginé commun. Puis, à la dimension interne s'ajoute une dimension externe, c'est-à-dire une dimension qui relève du rapport à autrui, à l'intérieur du groupe comme à l'extérieur. Ces deux dimensions interdépendantes se présentent comme des frontières. Les frontières doivent être comprises au sens strictement social et renvoient à des distinctions entre les individus. Pour Juteau, les frontières sont construites à partir d'un rapport social inégal, engendré par des rapports de domination dans un contexte de colonialisme, de même que dans les migrations internationales contemporaines (Juteau 1996, 99).

Chez Barth, les groupes ethniques sont perçus comme des groupes organisationnels et non pas des groupes statiques. Ces groupes organisationnels résultent de l'auto-attribution des individus à des identités ethniques et de la catégorisation des autres. L'individu et l'autre, ou le «nous» et le «eux» pour Barth, se recomposent continuellement au fil des interactions entre les individus. Les frontières entre les groupes, entre le «nous» et le «eux», sont marquées par des contrastes culturels hautement sélectifs, des référents culturels mobilisés pour organiser les interactions. Barth précise que ces référents culturels sont utilisés de façon emblématique (Barth, 1984 : 80 cité dans Poutignat, Streiff-Fenart et Barth 2005, 200). Il précise : «En d'autres termes, les catégories ethniques forment une coquille organisationnelle à l'intérieur de laquelle

peuvent être mis des contenus de formes et de dimensions variées dans des systèmes socioculturels différents. Ces catégories peuvent être extrêmement pertinentes au niveau des comportements, mais elles peuvent aussi ne pas l'être; elles peuvent infiltrer toute la vie sociale, ou n'être pertinentes que dans certains secteurs d'activités.» (Barth dans Poutignat et Streiff-Fenart 2008, 212).

Enfin, nous concevons l'ethnicité comme une construction sociale qui évolue avec le temps, en nous situant dans le sillage des théories de Barth et de Juteau. Comme le soulignaient Felouzis et Fouquet-Chauprade, le facteur temporel est aussi très important. Les théories que nous avons abordées ici mettent en évidence la subjectivité de l'ethnicité et les facteurs qui contribuent à sa construction. Mais ces théories, qui ne sont qu'une infime partie de ce qui se trouve dans la littérature existante, montrent que la conceptualisation est elle-même toujours en construction.

Dans ce contexte de globalisation, les identités peuvent certainement être multiples et, comme l'indique Vertovec au sujet de communautés transnationales, les références culturelles deviennent hybrides (Vertovec, 1999). Soulignons que la construction de l'ethnicité au fil d'interactions sociales doit être comprise au sens large, c'est-à-dire en relation avec les contacts établis avec le pays d'origine durant le parcours migratoire et selon différentes temporalités, allant des interactions quotidiennes à celles qui sont plutôt occasionnelles. Le portrait des nouveaux migrants d'origine chinoise est aujourd'hui si diversifié qu'il suppose que les individus aient de nombreuses manières de percevoir leur ethnicité. Surtout, cette construction évolutive de l'ethnicité se poursuit au pays d'accueil. D'après Bhabba, la ville, encore plus que le groupe ethnique, est un terrain fertile pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouvelles identités (Bhabba 1990, 320, cité dans Barabantseva 2016, 103).

1.4.2 Le lieu : éléments de définition

Ainsi, tout l'orientalisme tient lieu de l'Orient, et s'en tient à distance : que l'orientalisme ait le moindre sens dépend plus de l'Occident que de l'Orient, et l'on est redevable de ce sens à différentes techniques occidentales de représentation qui rendent l'Orient visible, clair et qui font qu'il est «là» dans le discours qu'on tient à son sujet. Ces représentations s'appuient pour leurs effets sur des institutions, des traditions, des conventions, des codes d'intelligibilité, et non sur un Orient lointain et amorphe. (Said 1980, 35)

...

1.4.2.1 Une perspective constructiviste

Pour étudier le rapport au territoire des nouveaux arrivants, nous empruntons encore une fois une perspective constructiviste de la notion de lieu. Nous appréhendons le lieu comme une construction sociale, et le quartier comme un lieu qui se définit par rapport à d'autres lieux. Nous partons de l'idée que le paysage construit est fait de représentations, et non pas que de matérialité. Ces représentations sont étroitement reliées à la manière dont les individus perçoivent leur identité, de même qu'à la manière dont les individus extérieurs au groupe ethnique la perçoivent. La mise en visibilité de l'ethnicité est nécessairement liée à ce double processus. En arrimant le paysage urbain à la construction de l'ethnicité, nous abordons la dimension sociale du paysage. À cet effet, de nombreux auteurs se sont penchés sur le lien étroit qui unit le paysage et la société. Dans l'ouvrage intitulé «Paysages construits: mémoire, identité idéologies», dirigé par Anne-Marie Broudehoux, le lieu, tout autant que l'individu, est appréhendé comme une construction.

[...] le paysage reflète la société et la façonne tout à la fois. Le paysage joue donc un double rôle à cet égard : d'une part en tant que produit d'une société, il incarne ses valeurs, ses idées et ses conflits; d'autre part, le paysage est essentiel à la construction et à la reproduction de cette même société, que ce soit en facilitant ou en contraignant l'action sociale ou en véhiculant les idéologies et la mémoire collective à travers divers chapitres de l'histoire. (Broudehoux 2006, 1)

Daniel Chartier, lors d'un séminaire sur la notion de lieu, proposait d'approcher celui-ci par l'idée qui lui est rattachée, laquelle serait fondée à la fois sur les discours qui l'entourent et sur l'expérience que nous en avons (Chartier, 2013). Ces discours et les expériences sont liés aux représentations qui découlent de la manière dont les gens investissent les lieux et sont donc très subjectifs.

1.4.2.2 La notion de quartier

La notion de quartier réfère à un espace construit administrativement, mais est aussi, selon Germain (Germain et al, 1995), un espace social et symbolique. Il importe de comprendre cette dimension sociale du lieu au travers de ses dimensions physique, sociale et symbolique, lesquelles sont interreliées et interdépendantes. À cet effet, Charpentier affirmait que «la

compréhension symbolique d'un lieu façonne à la fois l'expérience sociale de ce lieu et l'usage physique que les gens en font» (Charpentier et al. 2010, 340). La manière dont Richard Morin et Michel Rochefort expliquent ces différentes dimensions guidera l'analyse que nous faisons du quartier chinois.

«Ainsi, le quartier doit être compris tour à tour (dans des proportions extrêmement variables d'un groupe social à l'autre et d'un territoire à l'autre) comme un espace fonctionnel délimité qui influence en partie, en raison de sa morphologie et de ses équipements collectifs, le mode de vie de ses habitants; comme un espace symbolique forgé par des représentations; comme un espace relationnel plus ou moins diversifié et valorisé, abritant des formes de sociabilité publique éphémères aussi bien que des liens de solidarité durables; comme un espace politique dans la mesure où l'on s'y mobilise autour d'enjeux locaux, mais aussi à l'occasion de la promotion et de la négociation d'intérêts donnés.» (Morin et Rochefort 1998, 105)

En se présentant comme un espace dans lequel les groupes ethniques se côtoient, se développent et rayonnent ou stagnent, le quartier demeure un espace, réel ou potentiel, participant à l'identification ethnique (Poirier 2008, 148). Pour Poirier, le quartier est aussi conçu comme un espace pluriel qui reflète la cohabitation de temporalités différentes: «celle de l'immigrant récent par rapport à ces prédécesseurs dans son rapport à l'espace urbain, celle de chaque individu, par essence pluriel, dont les différentes composantes identitaires (ethnique, familiale, professionnelle, etc.) se déploient différemment selon les temps et les lieux en des compositions chaque jour renouvelées.» (Poirier 2008, 148) La notion de quartier est donc largement subjective. Cet espace se construit selon la manière dont les gens l'investissent, ou ne pas l'investissent pas. Comme le rappelle Annick Germain, «l'appropriation de la ville se joue dans les quartiers, selon des modalités de plus en plus variées en contexte de multiethnicité croissante» (Germain 2015, 268).

Parce qu'il met en scène l'ethnicité, le lieu est fortement lié à la construction de l'ethnicité. Nous adoptons donc une approche qui suggère que le lieu soit une construction sociale. Devant l'approche dominante qui a longtemps considéré le Chinatown soit par la forte concentration d'individus d'origine chinoise, soit par les activités économiques qu'on y retrouve, K. J. Anderson proposait dans un article publié en 1987, de reconceptualiser cette notion afin de l'appréhender comme une construction sociale.

Rather, one might argue that Chinatown is a social construction with a cultural history and a tradition of imagery and institutional practice that has given it a cognitive and material reality in and for the West. (Anderson 1987, 581)

En se penchant sur le cas de Vancouver, Anderson décrit le Chinatown comme une forme urbaine homogène entièrement fabriquée par l'Occident (Anderson 1987, 583). Les représentations associées à cet espace construiraient, dans un rapport de domination, l'idée d'une culture chinoise en l'inscrivant dans une classification arbitraire de l'espace. Non sans rappeler la géographie imaginative d'Edward Said, une telle désignation de l'espace accentue la distance et la différence imaginée avec celui-ci. La différence est construite et dramatisée, ce qui influence la manière dont chacun se définit.

1.4.3 La mise en scène de l'ethnicité

1.4.3.1 Représentations identitaires dans l'environnement

L'identité à la fois collective et individuelle qui se construit continuellement dans les rapports sociaux se projette dans la dimension spatiale au travers de différents marqueurs. Annick Germain indique que «le sens que les habitants confèrent aux espaces urbains par les gestes qu'ils posent pour les faire leurs, à titre individuel ou collectif» est l'une des manières dont nous pouvons définir le terme appropriation (Germain 2015, 256).

Comme l'indique Fredrik Barth, les référents culturels qui sont mobilisés dans les interactions au sein d'un groupe peuvent avoir un caractère emblématique, et ont un impact sur la manière dont l'ethnicité est mise en visibilité (Poutignat, Streiff-Fenart et Barth, 2005). Parler de caractère emblématique n'est pas anodin dans la mesure où le sens étymologique de ce terme lui attribue la signification, provenant du latin classique, d'ornement en relief. Le terme emblématique est aussi fortement défini par l'idée de représentation qui elle, provient de l'action de rendre présent. Cette représentation dans l'espace correspond à un processus tout à fait subjectif de mise en scène de l'ethnicité auquel les individus participent de manière volontaire ou involontaire. Dans la littérature, on décrit ce processus par le concept de *place-making*. Les ressources économiques et sociales d'un groupe donné, l'histoire des migrations, le contexte social, économique, politique et culturel sont tous des éléments qui marqueront ce processus (Preston 2008, 209). Ce processus de mise en scène ne se limite pas à une représentation de forme

matérielle, par exemple dans l'environnement bâti et par des artefacts. De plus en plus, on aperçoit un marquage immatériel, par le biais d'activités culturelles qui favorisent la cohabitation en s'adressant à toute la population (Preston et Lo 2010, 79). Les activités commerciales, sociales, ainsi que les interactions et les participations collectives, à différents degrés d'intensité, participent au *place-making* et ce, même si elles sont partielles et éphémères (Mazumdar et al. 2000; Bourdin 2005, 98). Surtout, ces activités signalent le droit des migrants d'occuper l'espace public et leur confèrent une reconnaissance des élus et des autres citoyens (Preston et Lo 2010, 79).

Les commerces participent aussi au marquage identitaire. Il s'agit même de «l'un des moyens les plus évidents par lequel les immigrants transforment le milieu urbain» (Preston et Lo 2010, 79). Cette forme d'appropriation de l'espace urbain à laquelle participent de manière plus ou moins volontaire les diverses communautés socioethniques est une expression de la ville pluriethnique (Raulin 1987, 104). Les façades commerciales peuvent être mises en scène de telle sorte que des clientèles spécifiques seront attirées par les commerces. C'est ce que Raulin appelle la scénographie commerciale. Cependant, l'affichage commercial n'est pas l'unique moyen de mise en scène ethnique. Un commerce peut afficher une ethnicité par différents marqueurs tels que ses produits, son décor, ses employés et sa clientèle.

Les commerces participent donc à la mise en scène de l'ethnicité, qui engage le client dans un exercice de perception (Raulin 1987, 117). Notons que ces commerces sont encore aujourd'hui des sources d'emplois importantes pour les nouveaux arrivants qui n'accèdent pas au marché de l'emploi (Preston et Lo, 79). Selon Radice, la mobilisation de l'ethnicité dans la sphère commerciale influence certainement la façon dont les citoyens expérimentent la différence ethnique au quotidien (Radice 2010, 423). En étant des lieux d'interactions quotidiennes, les commerces ont le pouvoir de créer du lien social. Les espaces commerciaux jouent ainsi un rôle important dans la dynamique des échanges interethniques.

Pour Raulin, l'espace est constamment en mouvement. Il est capable des métamorphoses les plus inattendues et les plus éphémères, et est en constant renouvellement (Raulin 2007, 178). Les activités commerciales, tout comme l'organisation d'évènements, peuvent permettre le "butinage social", expression que nous empruntons au sociologue Alain Bourdin. Le quartier où est mise en visibilité une ethnicité peut devenir un site privilégié pour la tenue de manifestations et de fêtes, qui prennent ainsi leur pleine signification, grâce à la symbolique du lieu. Pour Ledrut, la puissance symbolique peut aller jusqu'à mettre en place une réactivation culturelle

(Ledrut, cité dans Raulin 2007, 169). La mise en scène de l'ethnicité peut donc être comprise comme un processus d'investissement des lieux qui peut être pratique, mais aussi symbolique. Chaque lieu est ainsi imprégné de significations qui structurent le sens que les usagers lui prêtent et qui nourrissent leur sentiment d'y appartenir. La lecture qui sera faite de cette mise en visibilité de l'ethnicité sera elle aussi subjective, variant d'un individu à l'autre (Radice, 2010). De ces significations multiples et variées résulte le *sense of place*, qui se construit au quotidien, au fil de la mobilité et des ancrages des citoyens.

1.4.3.2 La mise en scène de l'ethnicité comme stratégie de développement

Une diversité d'acteurs participe au *place-making* et ce, même s'ils proviennent de l'extérieur du groupe donné. Les interactions de tous les individus qui le fréquentent donnent effectivement un sens au lieu, incluant les usagers qui le visitent sans s'y identifier d'aucune manière. Ceux-ci l'investissent à leur tour d'un sens, ce qui contribue à son développement. Cette participation peut certes se faire au sens pratique en s'appropriant un endroit régulièrement ou occasionnellement, mais peut aussi être politique. Par exemple, la décision du maire Bourque d'installer de nouvelles arches est un geste politique qui peut être perçu comme la volonté d'adresser le quartier chinois à une population touristique. Tous ces acteurs qui influencent l'image du lieu ont le pouvoir de contribuer à la perpétuation d'un mythe ou d'y mettre fin. Il en est ainsi pour les Chinatown dont le mythe est créé au travers de diverses stratégies de *marketing*, qui peuvent aller jusqu'à la «touristification» et dont l'image perdure au travers des médias.

Par ailleurs, Jonathan Cha a montré que le quartier chinois a connu des phases successives d'enchinoisement visant à le prévaloir d'une image symbolique pour l'ancrer dans un système global. Les interventions qui en découlent se font dans un objectif de développement économique par le biais de la «touristification» (Cha 2004, 14). L'analyse qu'en a faite Cha met bien en lumière l'évolution du paysage du quartier au fil des gestes posés par les acteurs de son développement. Considérant que celle-ci couvre l'existence du quartier depuis son apparition jusqu'aux années 2000, il apparaît d'autant plus pertinent de voir si les changements dans l'immigration chinoise à partir de cette nouvelle décennie amènent le quartier à poursuivre un tel type de développement, ou si, au contraire, ils l'orientent vers une nouvelle phase de transformations.

À l'ère d'une mondialisation effrénée, le contexte de compétitivité global est tel que la culture se présente comme un instrument de développement économique et l'ethnicité comme un instrument de *marketing*. Dans ce contexte, la planification urbaine accorde une grande importance à la préservation de l'héritage ethnique et à la création de lieux culturels, et participe à la mise en scène de l'ethnicité. C'est d'ailleurs le propre de la ville postmoderne que de faire de la culture et de la consommation des éléments centraux au développement économique (Greene 2014, 101). De nombreux projets de développement urbain récents s'appuient effectivement sur l'ethnicité dans le but d'être attractifs dans un contexte de concurrence internationale. À cet effet, on a observé au cours des deux dernières décennies que les villes, surtout en Amérique du Nord, ont cherché à repositionner leurs quartiers ethniques fondateurs de manière à en faire des lieux attractifs pour des visiteurs attirés par le cosmopolitisme (Shaw, 2004). Cette stratégie a amené bien des quartiers ethniques à connaître un véritable renouveau. À San Francisco où le tourisme se classe au premier rang des industries les plus lucratives, le Chinatown fait partie des cinq attractions touristiques les plus populaires (Aytar, Rath, 2012). Cette participation des acteurs politiques et économiques a pris une place si importante dans la transformation des quartiers ethniques que l'espace devient alors folklorisé dans un objectif de *branding* (Lin, 2011). À cet effet, Jan Lin va jusqu'à affirmer que certains quartiers chinois sont transformés en quartiers thématiques.

Les auteurs Aytar et Rath, dans leur livre intitulé *Selling Ethnic Neighbourhoods*, mettent en lumière l'essor d'un entrepreneuriat ethnique qui contribue à la revitalisation de ces quartiers. Dans cette restructuration économique qui met de l'avant l'économie symbolique, ces entrepreneurs acquièrent des opportunités puisqu'ils sont de plus en plus mobilisés dans l'industrie du tourisme culturel. Comme l'explique Lin, le tourisme peut détruire ce qu'il touche, mais il peut aussi agir comme un profond stimulus des transformations culturelles (Lin, 2011). Si la mise en valeur d'un héritage ethnique offre des opportunités de développement pour une communauté, les effets de la consommation de cet héritage par les visiteurs doivent être interrogés. Cela peut avoir à la fois des conséquences positives, telles que l'augmentation des interactions sociales entre diverses communautés, entre les visiteurs, et les consommateurs, et des conséquences négatives, telles qu'une perte de l'authenticité et la menace de la pérennité du secteur. Surtout, les initiatives de développement à saveur culturelle et touristique soulèvent des questionnements quant au risque d'essentialiser une culture et de placer des individus dans une position d'infériorité et de dépendance vis-à-vis des visiteurs. La relation qui existe entre les groupes ethniques et la population devient ambivalente puisqu'elle repose en quelque sorte sur

un désir d'exotisme et ce, même si le projet de développement permet une mobilité sociale. Alors qu'il peut s'agir d'une opportunité d'affaires, l'on observe généralement une utilisation de stéréotypes culturels extrapolés. Selon Pang, qui s'est intéressé à la relation entre les entrepreneurs ethniques et les consommateurs, cette relation est ressentie de manière très variable selon les individus (Pang, 2002). Dans la littérature, la consommation interethnique a beaucoup été abordée du point de vue de la consommation exploratoire par les groupes majoritaires blancs, identifiée comme du colonialisme culinaire (Radice 2015, 10).

L'intérêt grandissant dans les dernières années pour les produits orientaux, et pour un style de vie considéré comme tel, entraîne des changements dans l'offre des restaurants, ainsi qu'une mobilisation de l'économie symbolique dans la revitalisation urbaine qui s'appuie sur de nouvelles formes de consommation, beaucoup plus orientées vers l'expérience et la recherche d'authenticité. L'authenticité, perçue très souvent comme les qualités innées d'un lieu, est manipulée et devient un outil de développement économique par les acteurs du développement urbain (Zukin, 2010). L'ethnicité symbolique est alors fréquemment mobilisée. L'ethnicité apparaît ici comme une ressource qui guide la fabrication d'espaces touristiques et d'espaces de consommation et de loisirs, sur lesquels est fondée l'économie symbolique (Aytar et Rath, 2012). Or, comme le rappelle Zukin, la recherche de l'authenticité exprime souvent des inquiétudes face aux changements qui y prennent place (Zukin, 2010). L'engouement pour cette expression dans un contexte où les dynamiques urbaines se transforment rapidement n'est certainement pas anodin.

La tenue de marchés et l'organisation de festivals sont autant de moyens de mettre en scène une ethnicité dite authentique pour rendre un quartier attractif. Mais l'authenticité qui est mise en scène peut devenir une manière de stimuler un renouveau culturel, qui lui, est authentique. Selon Yolande Pottie-Sherman, l'engouement pour les marchés en contexte multiethnique est représentatif de la perception de la diversité comme un bien économique, mais aussi de nouvelles pratiques commerciales et sociales (Pottie-Sherman 2014, 9). Les marchés ont aussi été étudiés sous l'angle de la possibilité d'engager des pratiques sociales où les différences et les hiérarchies de pouvoir se mêlent inconsciemment et donnent lieu à un "cosmopolitisme tactique" (Hiebert, Rath et Vertovec 2014, 20; Landau et Freemantle, 2009). C'est une expérience cosmopolite similaire que Greene étudie lorsqu'il montre que la diversité qui existe dans les réseaux sociaux transforme désormais les citoyens eux-mêmes en touristes et voyageurs qui au quotidien poursuivent des expériences culturelles authentiques au travers

desquelles ils peuvent s'intégrer dans diverses communautés qui ne sont pas nécessairement rattachées à un lieu (Greene 2014, 101).

1.5 Lacunes dans la littérature

L'approche dominante empruntée par les études sur les Chinatown appréhende ce quartier comme un espace dont les limites sont statiques. Considérant que les pratiques sociales sont aujourd'hui très dispersées dans la ville et même à l'extérieur de celle-ci, nous proposons d'étudier ce territoire en le situant dans un contexte spatial élargi, à l'intersection des parcours et des pratiques des migrants récents.

Si les concepts de *place-making* et de *sense of place* peuvent nous éclairer sur certaines pratiques qui participent au développement urbain et donnent lieu à une réinterprétation des représentations qui forment le paysage urbain, ils n'arrivent pas à capter l'entièreté de pratiques, planifiées ou non, qui ont lieu dans l'espace et dans les relations entre les individus qui s'y trouvent. Alors que c'est surtout la mobilisation de l'ethnicité dans les projets de développement urbain portés par des opérations de *branding ethnique* qui sont discutés dans la littérature, les manières dont les individus investissent l'espace au quotidien et mettent en scène leur ethnicité sont laissées dans l'ombre.

Étudier la mise en scène de l'ethnicité et le rapport qu'ont les migrants au territoire sous l'angle du développement touristique, comme c'est le cas pour de nombreuses études qui se penchent sur les quartiers chinois, nous apparaît limité dans la mesure où les nouvelles dynamiques migratoires complexifient et transforment le rapport qu'ont les nouveaux arrivants à un tel lieu emblématique. Les actions menées par les acteurs publics dans la planification urbaine doivent être différenciées de l'émergence de nouvelles pratiques non-planifiées qui mettent en scène une ethnicité symbolique dans le quartier chinois et à l'extérieur de celui-ci. Ces pratiques, qui apparaissent naturellement dans un contexte de mobilité accrue, proviennent des interactions quotidiennes et sont sans doute caractérisées par une authenticité qui diffère de ce qui est considéré comme authentique dans les interventions planifiées.

1.6 Questions de recherche et hypothèses

Le rapport au territoire pour les immigrants chinois récents est certainement très complexe dans la mesure où ils font partie d'une communauté largement hétérogène caractérisée par des dialectes variés et des référents culturels multiples. Le rapport qu'ont les individus au territoire diffère sans doute selon le contexte, l'époque et les motifs qui caractérisent leur migration. Les nouvelles variables dans les dynamiques migratoires, notamment la place importante occupée par les étudiants qui constituent en quelque sorte une figure de la mobilité, marquent d'autant plus l'importance d'étudier le quartier chinois en relation avec les autres lieux d'ancrages dans la ville. Aujourd'hui, l'hétérogénéité de la communauté et de ses styles de vie se reflète dans le paysage par l'apparition de nouveaux lieux qui mettent en scène l'ethnicité chinoise, notamment à proximité de l'Université Concordia, où le paysage urbain est fortement associé à la présence d'étudiants chinois. Sans se présenter comme un déplacement du quartier chinois, la multiplication de tels lieux de rencontre correspond à l'augmentation de la mobilité des individus. D'après Sharon Zukin, la mobilité accrue des individus et la transformation des ancrages transforment l'environnement bâti de telle sorte que les identités locales et les cultures ne sont plus entièrement rattachées à un lieu précis (Zukin, 2010). La manifestation de l'ethnicité au cours des déplacements quotidiens nous apparaît donc d'autant plus pertinente à étudier dans la mesure où les lieux dans lesquels s'investissent les individus sont multiples, en regard de leur mobilité. Dans cette optique, nous cherchons à savoir si au cours des activités quotidiennes des citoyens, dispersées sur tout le territoire, et au cours de leurs déplacements à différentes échelles, de nouveaux mécanismes de mise en visibilité de l'ethnicité et de transmission culturelle se développent.

Nous adoptons dans ce mémoire la perspective de Martha Radice, qui aborde le cosmopolitisme sous l'angle des interactions quotidiennes dans la ville et qui suggère de déplacer l'accent de la migration internationale vers la mobilité à différentes échelles, par exemple celle qui est engendrée par les nouvelles dynamiques résidentielles (Radice, 2015). Partant de cette prémisse, nous croyons que ce contexte de mobilité est porteur de nouvelles manières d'investir l'espace, de mettre en scène et d'actualiser une ethnicité dans divers lieux qui s'insèrent dans les parcours quotidiens de personnes très mobiles. L'usage d'une telle perspective permettra d'éviter de réfléchir le territoire en des termes très sédentaires, comme le montre la tendance à comprendre le devenir des quartiers ethniques en laissant de côté la mobilité dont sont empreintes les dynamiques urbaines.

Le quartier chinois se retrouve au milieu de transformations causées notamment par les trajectoires diversifiées des gens qui le fréquentent. À l'externe, le quartier chinois se retrouve aussi affecté par les changements qui surviennent dans son environnement immédiat. Le quartier chinois, un quartier devenu multiculturel qui sera encore appelé à changer, ne peut plus être défini par la notion de Chinatown qui lui était attribuée autrefois. Tout comme l'ethnicité est une notion qui se recompose dans le temps et dans l'espace, nous l'avons dit, le quartier chinois se recompose donc au fil des transformations de sa population et des changements qui surviennent dans son environnement. La compréhension du rôle pratique et symbolique du quartier chinois ne peut se faire sans tenir compte de ces nouvelles dynamiques de mobilité et d'ancrages pour les nouveaux arrivants d'origine chinoise. Nous cherchons donc dans ce mémoire à tenir compte des identités et des ancrages multiples et de la variété de manières dont il est possible d'investir l'espace au quotidien. Le quartier s'insère-t-il dans de nouveaux parcours quotidiens, de manière à être investi différemment aujourd'hui? Transformé à la fois par ses dynamiques internes et externes, le quartier vit-il un renouveau urbain en s'inscrivant au croisement de mobilités et d'ancrages diversifiés? Dans ce mémoire, la grande question à laquelle nous cherchons à répondre est la suivante: Comment comprendre les transformations qui redéfinissent le quartier chinois de Montréal?

Face à cette question large, nous posons les trois hypothèses suivantes qui, dans une démarche exploratoire, nous permettront de mettre en lumière de nouvelles logiques sociales :

1) Situé au croisement de projets urbains structurants, notamment le quartier des spectacles, le Vieux-Montréal et le quartier international qui ont tous bénéficié d'un marketing important, le *place-making* du quartier semble adopter un caractère particulier. Le fait que des acteurs publics soient actuellement préoccupés par son avenir confirme d'autant plus qu'il est à la veille de changements. En plus de telles transformations externes, le quartier chinois fait l'objet d'une redéfinition au moyen de véritables actions de planification. Or, une nouvelle vision de l'intervention se déploie. Les gestes que posent les principaux acteurs du développement du quartier dans le but d'améliorer la situation économique de celui-ci ne semblent pas aller dans le même sens que le *marketing* adopté dans les années 1990 qui avait mené à une nouvelle phase de «touristification», mais adoptent un caractère plutôt neutre. Cette stratégie consiste à améliorer la situation économique du quartier non pas en attirant des touristes en se basant sur leur désir d'exotisme, mais à attirer des jeunes entrepreneurs d'origine chinoise, en actualisant l'image du quartier, par un aménagement moins pastiche et plus neutre, ou encore par une murale conçue par des artistes locaux.

2) Le paysage bâti du quartier témoigne de la diversification des origines ethniques, affichant symboles, référents et écritures variés, de même que la diversification des styles de vie. Cette hétérogénéité se manifeste certainement dans la manière dont les gens appartenant à différentes générations et différents milieux utilisent ce lieu. Dans ce contexte, de nouvelles formes de rapports à l'espace et de nouvelles significations se sont ajoutées avec l'arrivée récente de populations qui le fréquentent, entre autres les étudiants chinois. Par exemple, les étudiants chinois venus temporairement ont sans doute une perspective différente de celle de jeunes d'origine chinoise qui ont grandi à Montréal. Nous présumons que ces étudiants chinois ont un rapport bien différent au quartier, compte tenu du contexte de mobilité dans lequel ils évoluent et de la diversité de leurs ancrages, tant physiques que virtuels. En effet, la place grandissante des réseaux virtuels pourra sans doute expliquer une présence moins importante de la jeune génération dans certains lieux physiques. Ces nouvelles dynamiques, qui rendent compte de différences importantes entre les premières générations qui avaient et peuvent encore avoir un lien important avec le quartier, et les jeunes d'origine chinoise, beaucoup plus présents dans différents réseaux qui ne sont pas rattachés à un lieu.

Les parcours des individus et leurs styles de vie sont donc empreints d'hétérogénéité, à l'image de la communauté. Le rapport à l'espace sera encore une fois différent pour ces jeunes et pour les gens âgés qui habitent le quartier, de même que pour ceux qui travaillent et demeurent à l'extérieur de celui-ci et y viennent à l'occasion. À la croisée de ces parcours variés, les rôles pratique et symbolique du quartier chinois sont loin d'être clairs, mais les transformations internes à la communauté chinoise contribuent certainement à redéfinir le quartier chinois. En se retrouvant au cœur d'une transition démographique, économique et sociale, le quartier semble en être un en transition, à l'aube de nouvelles transformations.

3) Enfin, ces dynamiques complexes nous amènent à croire qu'il existe un décalage entre les moyens de participer au développement du quartier pour ces différents acteurs. Ce décalage se retrouve au cœur des gestes posés par les acteurs publics visant à mettre en scène le quartier, et des pratiques des individus, dans la sphère privée, qui peuvent également être compris comme du *place-making*. En effet, nous croyons qu'au-delà d'un *marketing* du lieu qui met en valeur un héritage ethnique, se créent naturellement des échanges cosmopolites et authentiques entre des individus provenant d'horizons diversifiés. Nous abondons dans le sens de Sylvie Paré qui souligne l'importance de prendre en compte les degrés d'intentionnalité des gestes d'aménagement posés par différents acteurs (Paré, 2005). Ainsi, au-delà des actions volontaires de la planification urbaine, se trouvent à notre avis d'autres acteurs qui posent des

gestes qui pourraient mener à redéfinir le rôle du quartier et son développement futur. Ces gestes peuvent sembler anodins, tout comme ils peuvent prendre la forme d'organisations plus formelles, ou encore prendre place dans des réseaux virtuels. Dans tous les cas, il s'agit de moyens différents de *place-making*, planifiés ou pas.

1.7 Conclusion

Les transformations internes du quartier se manifestent par de nouvelles dynamiques migratoires, qui comprennent des changements majeurs dans la mobilité des migrants, une diversité désormais très grande de leur profil socioéconomique et de leurs styles de vie. En plus de la mondialisation de l'économie et de la multiplication des moyens de communication qui entraînent ces changements majeurs, l'internationalisation de l'éducation supérieure est un phénomène récent qui voit l'arrivée de nouvelles populations, qui participent à l'hétérogénéité des styles de vie. Au plan spatial, ces transformations donnent lieu à de nouvelles trajectoires résidentielles et à une multiplication des ancrages, tant physiques que virtuels. Au fil de leur expérience migratoire, qui correspond aux déplacements internationaux, mais aussi à la mobilité à l'échelle locale, la construction de l'ethnicité de ces migrants évolue, de même que la mise en scène de cette ethnicité dans le paysage urbain. En mobilisant la notion de mise en scène, nous avons cherché à mettre en lien les concepts de lieu et d'ethnicité. La mise en scène de l'ethnicité, concept évolutif, se fait au travers des pratiques sociales dispersées sur tout le territoire, mais peut aussi être réfléchie et manipulée.

Nous observons que de nouveaux lieux se consolident dans la cartographie résidentielle des immigrants chinois. L'établissement des migrants chinois à proximité d'universités notamment, n'est pas sans rappeler l'importance d'une catégorie d'immigrants temporaires importante, celle des étudiants internationaux. Incarnant la mobilité et la superdiversité qui caractérisent désormais l'immigration chinoise récente, nous remarquons que ces personnes ont des ancrages multiples dans la ville et dans des réseaux diversifiés. Or, ces ancrages, différents de ceux des générations précédentes d'immigrants, redéfinissent certainement le rapport qu'ils ont au quartier chinois. De par la manière dont ces étudiants s'investissent dans l'espace, nous pouvons croire qu'ils participent à la redéfinition du quartier, à l'instar d'une multitude d'autres acteurs qui influencent l'aménagement et le développement économique du territoire et qui poursuivent des objectifs et des visions très différentes.

Nous avons identifié dans ce chapitre les concepts qui guident l'analyse de la transformation de quartiers ethniques qui à l'ère de la mondialisation, deviennent plutôt des espaces thématiques de consommation. Or, si ces concepts nous permettent de guider notre recherche, nous croyons que le cas de Montréal nous permet de cerner toute la complexité de la transformation des quartiers chinois.

CHAPITRE 2 : MÉTHODES DE RECHERCHE

2.1 Pertinence de la recherche

Nous identifions dans ce chapitre les méthodes de recherche qui ont été utilisées pour répondre aux questions posées dans le chapitre précédent, et pour tenter de combler certains trous laissés dans la littérature sur les quartiers ethniques à l'ère de la mondialisation. Bien que les quartiers chinois aient été largement étudiés déjà, ce sont des espaces qui constamment se renouvellent. Il nous apparaît donc nécessaire de renouveler le regard qu'on leur porte. Les dynamiques récentes de mobilité, que ce soit au niveau des migrations internationales ou aux parcours quotidiens, complexifient grandement le rapport qu'ont les populations au territoire. Or, les concepts mobilisés dans la littérature n'arrivent pas à capter cette complexité qui a notre avis mérite que nous y accordions une attention particulière afin de faire une meilleure lecture des transformations qui touchent ces quartiers à priori considérés comme emblématiques.

Premièrement, si les quartiers ethniques ont beaucoup été étudiés en relation aux changements qui surviennent en contexte de mondialisation, ils n'ont encore jamais été étudiés en relation aux transformations récentes dans l'immigration chinoise. Ces changements, bien qu'ils ne soient pas spécifiques au contexte montréalais, font paraître notamment une nouvelle variable, celle des étudiants internationaux dont l'impact est, de manière générale, encore peu connu. Déjà, leur impact sur le paysage urbain a été approché par le concept de *studentification* qui suggère que la concentration d'étudiants universitaires dans une ville entraîne des transformations sur les plans social, culturel, économique et physique (Smith 2005, 74). Cependant, nous ne savons rien de la relation que ces personnes mobiles maintiennent avec un lieu qui met en scène une ethnicité qu'ils partagent. Les recherches qui se sont penchées sur les quartiers chinois ne tiennent effectivement pas compte de sa place au sein de parcours variés. Si le rapport à un tel territoire emblématique peut encore compter une grande part de symbolisme, il comporte certainement un sens différent pour ces nouveaux arrivants et pour ceux qui habitaient le quartier chinois autrefois.

C'est donc en tenant aussi compte des autres lieux visités par les individus faisant partie de l'immigration chinoise récente que nous tenterons de comprendre quelles pratiques quotidiennes actualisent, de manière directe ou indirecte, le quartier. L'intérêt de porter attention à la localisation du quartier dans sa redéfinition nous apparaît donc tout à fait approprié et

nécessite d'aborder ce lieu, dans un premier temps, à l'aide de documents statistiques et cartographiques puis d'entretiens. L'entretien semi-dirigé, que nous explicitons ci-dessous, constitue la principale méthode de collecte de données.

2.2 Opérationnalisation du cadre conceptuel

Les concepts que nous avons mobilisés au premier chapitre pour comprendre les transformations qui concernent le quartier chinois de Montréal sont représentés ici sous la forme d'un schéma. Il s'agit donc d'une opérationnalisation des concepts théoriques, c'est-à-dire que nous avons décliné ces concepts en variables afin de les aborder de manière plus concrète. Ce schéma nous permet d'illustrer les transformations internes et externes d'abord sous la forme de deux entités, puis d'observer que les variables qui découlent de chacune de ces catégories de transformation sont en fin de compte largement imbriquées les unes dans les autres. Surtout, nous pouvons y observer que les transformations externes et internes au quartier se font en parallèle, et comprendre comment leurs effets sur le quartier sont interreliés.

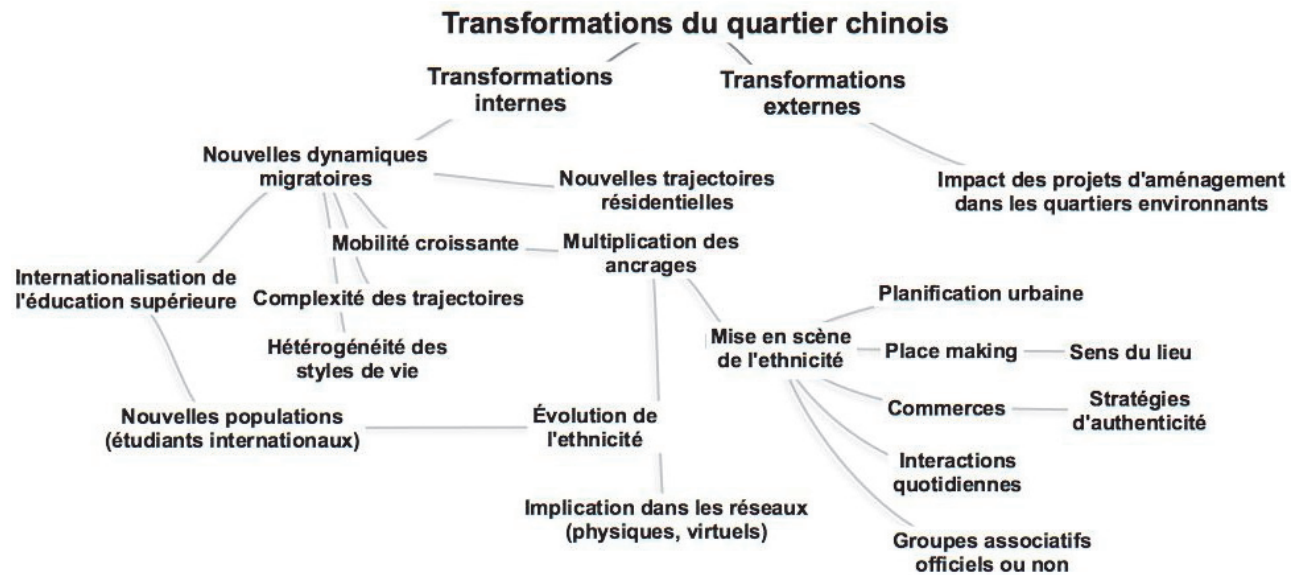


Figure 2.1 : Schéma du cadre conceptuel

Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015

2.3 Stratégie de recherche

Cette recherche a pour point de départ l'élaboration d'un portrait socioéconomique et spatial des immigrants récents d'origine chinoise à partir de l'enquête auprès des ménages de 2011 de Statistique Canada. Nous avons réalisé une première analyse de la répartition spatiale des immigrants chinois nés en Chine et arrivés entre 2006 et 2011, sur tout le territoire de la région métropolitaine de Montréal. La dispersion de ces migrants témoignait de l'importance d'étudier la redéfinition du rôle pratique et symbolique du quartier chinois auprès d'individus établis sur ce territoire, et d'étudier le quartier en relation avec son environnement. La lecture de ces données à la lumière de la littérature sur les dynamiques migratoires, sur les quartiers ethniques étudiés à l'ère de la mondialisation et sur des concepts rattachés à l'ethnicité et sa mise en scène dans le paysage urbain, a soulevé des questionnements quant au sens et à la place que prend le quartier chinois dans les parcours quotidiens des migrants récents arrivés. Étant donné que l'immigration chinoise récente se compose de nouvelles variables peu présentes dans la littérature, soit l'augmentation accrue de la mobilité et la présence importante d'étudiants internationaux venant de la Chine, nous avons choisi de privilégier une approche inductive. Nous présumons donc que le cas de Montréal est riche d'enseignements au sujet de la transformation des quartiers chinois et optons pour cette approche afin de recueillir de manière empirique des données qui éclaireront de nouveaux phénomènes.

Étant donné que nous questionnons comment les individus font sens d'un territoire précis, la stratégie qualitative nous apparaît tout à fait appropriée pour examiner cette relation entre les individus et le lieu. C'est selon une perspective constructiviste que nous étudions cette relation, puisque nous présumons que celle-ci est continuellement en transformation. Les concepts mobilisés au chapitre précédent rendent certainement compte de cette position ontologique.

2.4 Design de recherche : une étude de cas

Il s'agit d'une étude de cas qui prend comme terrain le quartier chinois traditionnel de Montréal. Pour délimiter ce territoire, nous utilisons les frontières administratives, qui correspondent au boulevard René-Lévesque au nord, à la rue Jeanne-Mance à l'ouest, au boulevard Saint-Laurent à l'est et à la rue Viger au sud. Le choix de ce design de recherche nous apparaît tout indiqué dans la mesure où la redéfinition du quartier chinois à Montréal s'impose par de

nombreux changements au sein de ses dynamiques internes et externes. Certains de ces changements qui résultent de dynamiques globales sont spécifiques à Montréal, alors que d'autres sont des phénomènes globaux. Même si le contexte de compétitivité a amené de nombreux quartiers ethniques à se transformer dans les villes d'Amérique du Nord, l'étude du cas de Montréal nous apparaît particulièrement pertinente dans la mesure où l'on observe à la fois des similitudes avec ces cas et des aspects uniques. Ces études, qui ne se penchent pas sur la mobilité et les ancrages d'une communauté très diversifiée, adressent plutôt le rôle des quartiers chinois sous l'angle de l'entrepreneuriat ethnique, de la planification urbaine ou encore, de l'architecture et du patrimoine. L'étude du cas de Montréal pourrait ainsi donner des pistes de réflexion sur les quartiers ethniques en Amérique du Nord. Surtout, aucune étude ne porte sur le lien entre les quartiers ethniques et les étudiants internationaux, une jeune génération de migrants mobiles et très présente dans les dynamiques migratoires depuis la dernière décennie.

2.5 Outils de collecte

2.5.1 Recherche documentaire

La littérature sur les quartiers ethniques, qui peut être déclinée en de nombreuses dimensions, atteint une taille colossale. Nous nous sommes donc surtout concentrés à consulter les documents récents et avons orienté la recherche en restreignant celle-ci à quelques thématiques, notamment l'immigration chinoise, la mobilité résidentielle des migrants, les étudiants internationaux, le commerce ethnique, et aux concepts de lieu, d'ethnicité, d'authenticité et de thématisation des espaces ethniques. La revue de la littérature que nous avons faite en amont de la recherche a permis de cerner les trous à combler dans la littérature et surtout, a fait naître des questionnements quant aux lieux fréquentés par les migrants chinois récents à Montréal, et leur rapport au quartier chinois traditionnel.

Pour établir un portrait statistique de l'immigration chinoise récente, nous avons choisi d'utiliser les données de 2011 de l'enquête nationale auprès des ménages (ENM) de Statistique Canada. Les données que nous avons sélectionnées pour dresser ce portrait sociodémographique proviennent des variables «Immigrants», «Origine ethnique», «Statut des générations» ainsi que «Immigrant récent». Le terme immigrant récent signifie que la personne a immigré au Canada au cours des cinq années précédant la date de l'enquête de Statistique Canada. Bien que les

données de l'ENM de 2011 comportent plus de biais méthodologiques que les enquêtes précédentes, ce choix nous apparaissait plus cohérent dans la mesure où le qualificatif «récent» est central à la recherche et suppose des changements vis-à-vis des données provenant des recensements antérieurs. La notice de Statistique Canada quant à l'utilisation de ces données est somme toute d'une importance cruciale¹.

2.5.2 Observation non-participante

Dans une perspective exploratoire, nous avons choisi de combiner plusieurs méthodes qui poursuivent des objectifs différents. Dans un premier temps, la méthode de l'observation non-participante nous a permis de nous familiariser avec le terrain d'étude. Des périodes d'observation ont été conduites à différents moments de la journée et de l'année. Les plages horaires ont été variées afin de couvrir différentes périodes clés : heure de pointe, saison estivale, basse saison, etc. Ces séances d'observation passive visaient à récolter des données de nature descriptive quant à la vie quotidienne, au profil général des individus qui fréquentent ce lieu, au volume de visiteurs et au type de comportements et d'interactions qui avaient lieu entre les usagers, ainsi que sur les modes d'utilisation de l'espace, par exemple les activités pratiquées individuellement et collectivement, et la durée de celles-ci. Des notes ont aussi été prises systématiquement sur les marqueurs identitaires que l'on retrouve dans le paysage urbain ainsi que sur l'ambiance, les odeurs et la musique s'il y a lieu.

Évidemment, nous avons conscience que ces observations sont teintées de notre propre expérience et de notre position de chercheur, non-résident de ces quartiers et non-immigrant. Il s'agit d'un biais méthodologique important qu'il importe de garder en tête tout au long du processus de recherche, c'est-à-dire lors de ces périodes d'observation non-participante, ainsi que pour les autres méthodes de collecte des données.

¹ Les données de l'ENM ont été recueillies d'après une participation volontaire et peuvent comporter davantage d'erreurs dues à un taux élevé de non-réponse. Le changement concernant l'obligation de participation étant survenu entre les recensements de 2006 et de 2011, la dernière enquête est plus difficilement comparable avec les précédentes (Statistique Canada).

2.5.3 Entrevue semi-dirigée

L'entrevue semi-dirigée constitue la méthode principale de collecte de données de la recherche. Puisque nous cherchions à rendre compte de perceptions, cette méthode était tout à fait appropriée puisque sa structure nous permet d'aborder des thèmes fixés d'avance, en même temps que de laisser place à d'autres thèmes qui pourraient s'avérer importants pour les participants. Celle-ci offrait donc la flexibilité nécessaire à la compréhension de parcours et de perceptions diversifiés.

2.5.4 L'échantillon pour les entrevues

L'échantillon comporte 13 participants, dont 4 informateurs clés, deux intervenants provenant du milieu communautaire, un fonctionnaire à l'arrondissement de Ville-Marie et six étudiants internationaux d'origine chinoise qui fréquentent une université montréalaise. Deux de ces étudiants avaient terminé leurs études au moment de l'entretien et étaient arrivés au Québec non pas dans les deux dernières années, mais il y a 10 ans de cela. Ils sont depuis peu de temps des jeunes professionnels qui ont complété leurs études au Québec. Leur perspective est certes largement différente de celle des étudiants internationaux arrivés il y a environ deux ans, mais demeurerait tout à fait pertinente pour éclairer les pratiques sociales et spatiales des jeunes migrants. Surtout, leur discours relevait des différences fondamentales avec les étudiants internationaux récents, et révèle des informations précieuses permettant de voir l'ébauche d'une vision partagée par la jeune génération de migrants chinois, qui ont grandi en partie au Québec.

La composition de l'échantillon ne reflète pas la représentativité de la communauté chinoise, puisque là n'était pas l'intérêt de cette recherche. À l'inverse, nous avons cherché à rencontrer des personnes qui, de par leur expérience ou leur occupation, avaient une bonne connaissance des logiques variées qui concernent la communauté chinoise. L'emphase que nous avons choisi de mettre sur les étudiants internationaux reflète la présence marquée d'un nouveau groupe de migrants au Québec, mais relève aussi surtout d'un choix personnel. Ce choix a été motivé par notre participation à une recherche sur les étudiants internationaux à l'INRS. La revue de littérature élaborée pour ce projet nous a permis de nous familiariser avec certains concepts propres à la population étudiante. Le recrutement de participants que nous avons effectué dans le cadre de ce projet a attiré notre attention sur des logiques particulières et nous a amenés à rencontrer des étudiants internationaux chinois. L'une de ces personnes participantes à la

recherche a accepté de participer à ce projet de mémoire pour une entrevue exploratoire et sa participation a confirmé l'intérêt de s'intéresser davantage à cette population mobile en recrutant davantage d'étudiants internationaux.

2.5.4.1 Les informateurs clés

En rencontrant des informateurs clés issus de milieux divers, nous cherchions à comprendre l'interaction qu'ils ont avec le quartier étudié et à éclairer les dynamiques internes à l'immigration chinoise récente. Ces participants proviennent de réseaux professionnels, du milieu des affaires, ou se sont impliqués depuis au moins cinq ans auprès des communautés chinoises. Contrairement à ce à quoi nous nous attendions, c'est par l'effet boule-de-neige que nous avons recruté des participants qui sont tous familiers avec les nouvelles dynamiques de l'immigration chinoise ou avec le quartier chinois. Les thématiques abordées lors des entrevues sont les suivantes:

- Le profil de l'immigration chinoise récente;
- Les dynamiques résidentielles de l'immigration chinoise récente;
- Les enjeux concernant le logement dans le quartier chinois;
- L'offre commerciale et les types de services offerts;
- Les fonctions actuelles du quartier chinois;
- Le rapport de la jeune génération d'immigrants chinois avec le quartier;
- Les réseaux professionnels qui attirent les jeunes;
- Le rôle du quartier pour les personnes de différentes catégories d'âge;
- La perception de l'impact du récent projet de réaménagement du domaine public;
- Les évènements organisés dans le quartier chinois et à l'extérieur de celui-ci.

2.5.4.2 *Les intervenants en milieu communautaire*

Nous avons cherché à rencontrer plusieurs personnes travaillant au sein d'organismes culturels ou d'organismes qui offrent des services aux nouveaux arrivants, puisque ceux-ci nous apparaissaient en quelque sorte un pont pour connaître de manière générale la relation que maintiennent les nouveaux arrivants avec le quartier, entre autres s'ils viennent y chercher de l'aide et s'ils y habitent. Toutefois, il y en avait moins d'organismes que ce que nous avons cru apercevoir lors de nos premières séances d'observation. Les employés du principal organisme communautaire paraissaient débordés, mais ont tout de même consenti à nous rencontrer. Nous avons rencontré un intervenant du Service à la famille chinoise du Grand Montréal, avec qui nous avons discuté de la transformation de l'offre de services, du profil des bénéficiaires des services, ainsi que de l'expérience et des perceptions que ces derniers pourraient leur avoir laissé entendre au sujet du quartier. Cette entrevue était cruciale pour mieux comprendre la place qu'occupe le quartier au niveau de l'offre de services aux nouveaux arrivants. Nous avons également interrogé une femme qui s'est impliquée dans le centre culturel et dans l'offre en logements sociaux du quartier. Le questionnaire d'entrevue était très semblable à celui utilisé avec les informateurs clés et couvrait les thématiques suivantes:

- Le profil de l'immigration chinoise récente;
- La perception de l'évolution du quartier chinois;
- Les utilisateurs des services communautaires et leur provenance;
- La transformation des services offerts et des utilisateurs;
- Les besoins ressentis dans le quartier;
- Les fonctions actuelles du quartier chinois;
- Le rapport de la jeune génération d'immigrants chinois avec le quartier;
- Le rôle du quartier pour les personnes de différentes catégories d'âge;
- La perception de l'impact du récent projet de réaménagement du domaine public;
- La vision d'avenir qui devrait orienter les interventions de développement futures du quartier chinois.

2.5.4.3 L'arrondissement de Ville-Marie

La localisation stratégique du quartier nous amenant à penser qu'il pourrait faire l'objet d'interventions urbanistiques significatives, nous avons rencontré un fonctionnaire à la division de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, qui a participé au projet de réaménagement de l'espace public inauguré à l'été 2015. La rencontre avec cet acteur important dans la transformation du quartier chinois nous a permis d'éclaircir la vision entrevue par l'arrondissement, mais aussi de mieux comprendre les enjeux actuels dans le quartier. Les thématiques suivantes ont structuré l'entrevue:

- Les enjeux concernant le logement dans le quartier chinois;
- L'orientation donnée avec le projet de réaménagement du domaine public inauguré au mois de juillet 2015;
- La participation citoyenne dans le projet de réaménagement;
- La vision d'avenir pour le quartier;
- Le rôle du quartier auprès des visiteurs et la provenance des visiteurs;
- Les dynamiques résidentielles de l'immigration chinoise récente;
- Le titre officiel de zone touristique donné au quartier;
- La santé économique du quartier.

2.5.4.4 Les jeunes professionnels chinois arrivés il y a plus de 10 ans au Québec

C'est en ayant entrepris les entrevues avec les informateurs clés et avec les étudiants internationaux que nous avons vu la nécessité de rencontrer également des jeunes migrants de première génération, âgés entre 25 et 30 ans, qui ont grandi durant environ 10 ans à Montréal. C'est encore une fois grâce à l'effet boule de neige que nous avons sélectionné deux participantes qui correspondaient à ce profil. Elles étaient toutes deux nouvelles sur le marché du travail, l'une à Montréal et l'autre à Chicago depuis peu. Nous avons utilisé la même grille

d'entrevue que pour les étudiants internationaux, ce qui a fait ressortir des différences et des ressemblances très parlantes.

2.5.4.5 Les étudiants chinois fréquentant une université montréalaise

Cette catégorie de migrants attire l'attention des chercheurs depuis peu, mais nous ne savons encore rien sur le rapport qu'ils entretiennent avec le quartier chinois. En conduisant des entrevues avec des étudiants d'universités montréalaises ayant le statut d'étudiant étranger et venant de la Chine, nous avons eu l'occasion de mettre en lumière la signification que prend le quartier au sein de leurs parcours individuels. Ces jeunes sont âgés entre 23 et 30 ans, et ont entrepris des études à Montréal depuis moins de 2 ans. Les entretiens avec les étudiants ainsi qu'avec les jeunes professionnels ont couvert les thèmes suivants:

- Les lieux visités à l'échelle de la ville au quotidien et occasionnellement;
- La fréquentation du quartier chinois et les motifs;
- Les services utilisés dans le quartier;
- Les réseaux mobilisés dans le projet de migration et à l'arrivée.

2.5.5 Recrutement des participants

Comme les informateurs clés et les groupes communautaires ont une grande visibilité, nous avons simplement contacté tous ceux qui nous semblaient en position de nous informer sur nos questionnements. Nous avons également envoyé des courriels aux employés de la Ville de Montréal qui occupaient un poste en planification urbaine à l'arrondissement Ville-Marie, et dont les coordonnées étaient accessibles sur le site web de la ville. Dans le cas des étudiants, nous avons d'abord tenté de les recruter par le biais des associations étudiantes. Or, c'est plutôt grâce à l'effet boule-de-neige que nous avons rencontré les étudiants. Ainsi, les étudiants qui

participaient à la recherche en parlaient dans leurs réseaux sociaux et ceux qui étaient intéressés par le projet de recherche nous contactaient.

2.5.6 L'entrevue semi-dirigée déclinée en deux formules

La méthode de l'entrevue semi-dirigée a pris deux formes différentes, selon les types d'acteurs rencontrés. Avec les informateurs clés, les groupes communautaires et les fonctionnaires municipaux, nous avons généralement conduit des entrevues d'une durée d'environ une heure dans leur milieu de travail et parfois au Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS. L'objectif de mener des entrevues avec ces acteurs était d'améliorer notre compréhension de la population migrante d'origine chinoise et des dynamiques urbaines au sein du quartier chinois. Avec les étudiants internationaux récents, nous avons choisi de laisser tomber la méthode classique pour tenter l'expérience de la méthode de l'entretien mobile, une méthode qui s'inscrivait bien dans notre démarche exploratrice. Cette méthode nous apparaissait mieux adaptée à cette catégorie de participants puisqu'elle avait l'avantage d'enrichir le discours des participants en permettant à des situations imprévues de survenir et en faisant de l'observation spontanée, un déclencheur du discours.

2.5.7 Une méthode exploratoire : l'entrevue mobile

La méthode de l'entrevue mobile constitue en quelque sorte un mélange entre l'entrevue et l'observation participante. L'intérêt d'utiliser cette méthode expérimentale est étroitement lié à l'importance de la relation entre le lieu et le discours, dans l'optique où nous étudions le rapport des individus avec l'espace. Nous abondons dans le sens de Kevin Lynch qui affirmait, en introduisant son ouvrage intitulé *Image of the City*:

Nothing is experienced by itself, but always in relation to its surroundings, the sequences of events leading up to it, the memory of past experiences. (Lynch 1960, 1)

Bien que récentes en sciences sociales, les méthodes mobiles démontrent un potentiel énorme quant à l'amélioration de notre compréhension de la relation qu'ont les individus avec l'environnement. Dans notre étude de cas, l'entrevue mobile a permis de rendre compte des perceptions et de l'expérience du quartier chinois pour des individus d'origine chinoise qui habitent Montréal depuis peu. Plutôt que d'utiliser uniquement un questionnaire pour déclencher

la parole, les images fortes produites par les éléments du paysage urbain deviennent aussi sources de discussion. Considérant qu'une grande partie de la recherche se situe au niveau des perceptions et des interprétations, cette méthode nous apparaissait très appropriée. Au fil de l'entrevue, l'individu exprime son interprétation du territoire. Comme l'explique Jones, le lieu peut stimuler les souvenirs et les opinions, ce qui enrichit certainement l'entrevue (Jones et al., 2008: 6). Lévy ajoute qu'«un parcours se construit toujours sous la dépendance des éléments du contexte de la situation du voyageur» (Lévy, 2001 cité dans Meissonnier 2011, 1) Que ce soit dans le contexte de l'entrevue ou des parcours quotidiens du participant, la perspective constructiviste est centrale dans le rapport au lieu des migrants.

Par ailleurs, concevoir la mobilité comme un déclencheur de la parole ne nous apparaît pas anodin dans la mesure où les discussions portent sur la mobilité et sur les ancrages. Aussi, le parcours peut comporter plusieurs niveaux d'analyse puisqu'il a une dimension biographique. En abordant son projet d'émigration au fil de l'entretien, les réseaux dans lesquels il s'est intégré depuis son arrivée, les lieux qu'il a habités et les lieux qu'il parcourt à l'échelle de la ville, le participant retrace une partie de sa vie. L'on parle à la fois de mobilité physique et de mobilité sociale.

2.5.7.1 Avantages et inconvénients de l'entrevue mobile

Bien que dans tous les types d'entrevues, le rapport de pouvoir qui existe entre le chercheur et le participant puisse avoir un effet significatif sur les données générées, la méthode de l'entrevue mobile a pour avantage de réduire ce type de biais (Jones et al. 2008). Le chercheur ne se trouve plus dans la position du détenteur du savoir, mais reconnaît alors implicitement la capacité du participant à porter un regard analytique sur lui-même. Pour Petiteau et Pasquier, le chercheur rend compte de la richesse de la connaissance ordinaire (Petiteau et Pasquier 2001 cité dans Meissonnier, 2011).

Le fait de se balader offre un avantage dans la construction du rapport entre le participant et le chercheur, que certains qualifient d'*empowering*. En effet, ce contexte place l'enquêteur et l'enquêté dans une dynamique qui n'est plus contrôlée par l'enquêteur puisque l'environnement peut à tout moment susciter des situations non-prévues telles que des rencontres, des réactions ou des surprises (Rouay-Lambert, 2001). Par ailleurs, nous avons remarqué que le statut

d'étudiant universitaire, qui est le même pour le participant et le chercheur, réduisait d'autant plus la distance entre l'enquêteur et l'enquêté.

Cette méthode comporte tout de même des inconvénients. D'une part, le fait que l'expérience de chaque entrevue soit unique et non reproductible constitue à la fois un avantage et un inconvénient de cette méthode. Si l'interprétation de l'espace peut être d'une grande richesse, les entrevues mobiles sont plus difficilement comparables à l'étape de l'analyse. Afin de produire une base comparative et d'établir un fil conducteur pour l'analyse, nous avons fait usage d'un questionnaire, dont les questions ont bien sûr été abordées dans le désordre et sous différentes formulations.

En s'appuyant sur une étude expérimentale qu'elle a menée en 2001, Emmanuelle Lévy a noté qu'un biais non négligeable se trouve dans la capacité très divergente des individus à exprimer leurs ressentis face aux situations qui se présentent et aux observations qu'ils peuvent faire d'un lieu ou de personnes. À ce sujet, Audas et Martouzet ajoutent que pour la plupart des participants «ne sont pas habitués à s'exprimer sur leurs ressentis. Ils cherchent ce qu'ils pourraient dire et, de ce fait, ils se réfèrent à des clichés fréquemment véhiculés pour ce type de lieux» (Audas et Martouzet, 2008)

2.5.7.2 Déroulement de l'entrevue mobile

Les entrevues mobiles se sont déroulées en deux parties. La première partie consistait en un parcours commenté d'une durée approximative de trente minutes. Le participant choisissait lui-même et sur place le trajet qu'il désire emprunter à partir de la Place Sun Yat Sen, lieu de rencontre donné à tous les participants. Le trajet emprunté, dessiné sommairement sur une carte au fur et à la mesure, a fait lui-même l'objet d'une analyse puisque celui-ci est révélateur des endroits significatifs, de ceux qui ne le sont pas, de points d'ancrage, bref, de la relation qu'a l'individu avec ce lieu. La représentation graphique de ce trajet s'avère donc importante puisqu'elle «laisse apparaître ce qui n'est pas toujours spontanément énoncé et les absences de représentation sont toutes autant significatives» (Rouay-Lambert, 2001). Outre l'utilisation d'une carte vierge du quartier et d'un enregistreur vocal, nous n'avons pas utilisé d'autres appareils. Le participant indiquait parfois les lieux qu'il reconnaissait ou racontait pourquoi il avait déjà visité un endroit précis. Dans tous les cas, l'entrevue a pris la forme d'une conversation fluide alimentée par des observations concernant l'offre commerciale, les symboles

culturels affichés, des comportements d'autres usagers, des sons et des odeurs. En tant qu'interviewer, notre rôle a consisté à recentrer les propos des participants autour des thèmes à aborder, et à alimenter la discussion à l'aide de question de relance.

Ensuite, le participant choisissait un endroit où nous arrêter, par exemple dans un parc ou dans un restaurant, afin de revenir brièvement sur les endroits pointés et sur ceux évités, et pour répondre à des questions portant sur les thèmes de la mobilité et des ancrages à l'échelle de la ville. En ouvrant les questions à un territoire plus grand, nous cherchions à comprendre la place qu'occupe le quartier au sein du territoire de la ville dans les parcours quotidiens de l'individu. Cette seconde partie de l'entrevue comprenait un exercice qui s'inspire du concept d'imagibilité de Kevin Lynch, celui de la carte mentale. Les participants recevaient la consigne de dessiner sur une page blanche les lieux qu'ils fréquentent sur le territoire montréalais. Le résultat consiste en une carte qui illustre les points de repère de l'individu au quotidien et les lieux qui lui paraissent significatifs. Autrement dit, le participant illustre ses points d'ancrage dans la ville.

2.6 Outils d'analyse

Nous avons repris le schéma du cadre conceptuel (figure 2.1) comme point de départ à l'élaboration du cadre d'analyse des entrevues. À partir d'une opérationnalisation des concepts théoriques, c'est-à-dire que nous les avons déclinés en variables afin de les aborder de manière concrète lors des entrevues, nous avons élaboré un second schéma. Il s'agit du cadre d'analyse que nous avons intégré au logiciel NVivo. Organisés sous la forme d'un arbre de codage, les indicateurs constituent en fait les «nœuds» du cadre d'analyse NVivo.

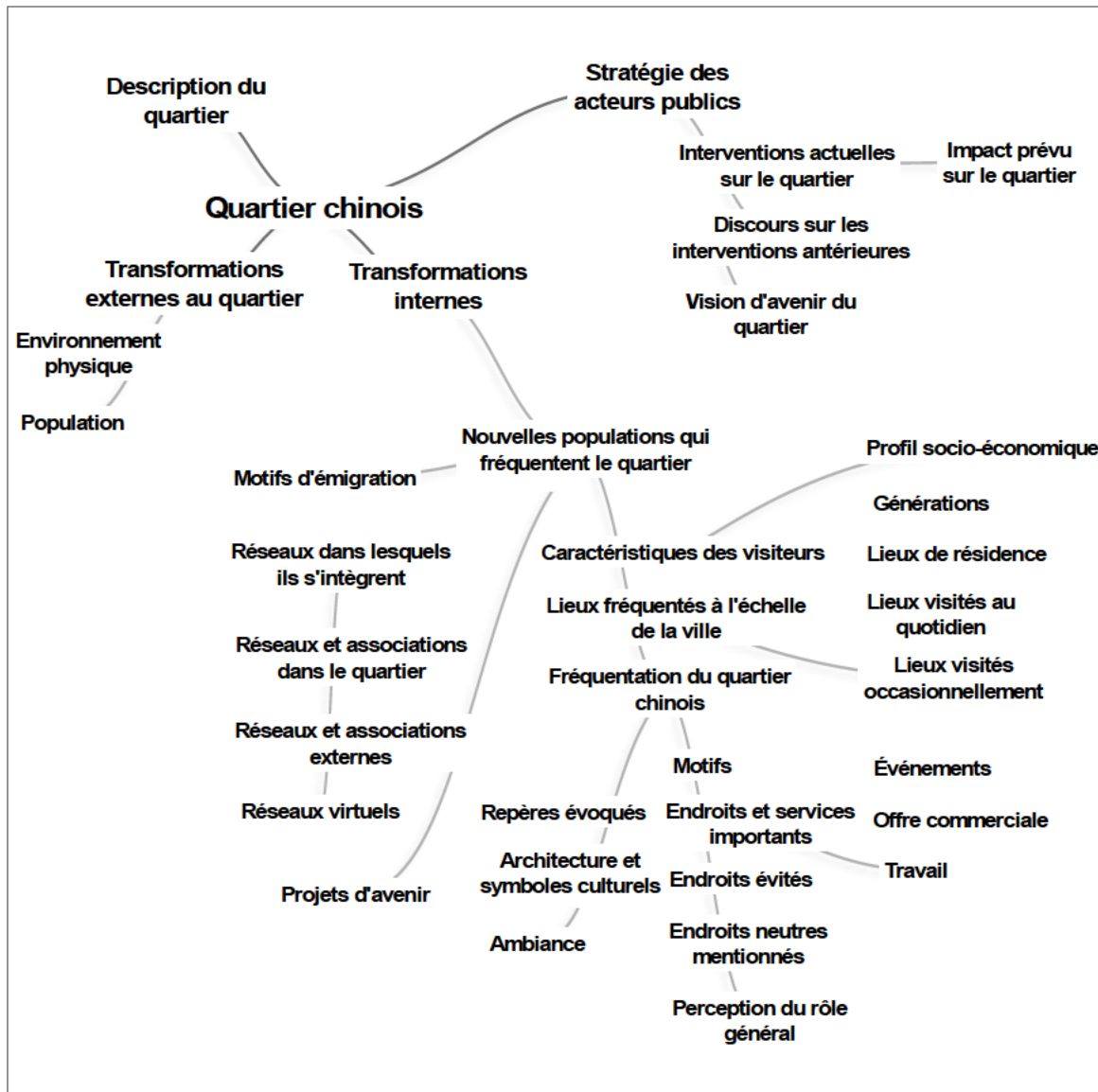


Figure 2.2 : Cadre d'analyse qualitative

Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015

2.7 Considérations éthiques

Un certificat d'éthique a été délivré par le Comité d'éthique en recherche avec des sujets humains en date du 8 décembre 2014. Le numéro du certificat est le CER-14-365. Les individus recrutés ont tous été avisés qu'en participant au projet, ils ne s'exposaient à aucun risque connu, à l'exception d'un risque d'identification indirecte minimal. Avant de démarrer l'entrevue, les participants ont été informés des détails du projet de recherche, du déroulement de

l'entrevue, de l'enregistrement de l'entrevue dans le but de faciliter l'analyse, de leur possibilité de se retirer de l'entrevue ou de ne pas répondre à des questions, et des moyens entrepris pour assurer la confidentialité de leurs propos. Bien entendu, ils ont signé un formulaire de consentement. Nous nous sommes assurés de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité de leur identité et des personnes dont ils peuvent avoir parlé au cours de l'entrevue ont été approuvées. Les mesures suivantes ont été prises: le nom de la personne et le nom de l'association dont cette personne faisait partie si tel était le cas, ont été remplacés par un code chiffré afin que les propos du participant ne puissent lui être associés. Lors de la rédaction, nous avons utilisé simplement le numéro de l'entrevue. Les fichiers ont été sécurisés par un mot de passe et n'étaient accessibles qu'à la chercheuse et sa directrice de recherche. Une fois l'analyse des résultats terminée, l'enregistrement et le fichier de retranscription ont été détruits.

2.8 Limites de l'étude

Certaines limites sont présentes dans la cueillette des données et dans le traitement de celles-ci. Premièrement, rappelons que la participation à l'enquête nationale auprès des ménages de 2011 ayant été faite sur une base volontaire, la représentativité des données recueillies peut être variable. Deuxièmement, une recherche statistique nous a bien montré que le profil de l'immigration chinoise récente en est un très varié. Les identités multiples qui existent au sein de la communauté chinoise ne peuvent à notre avis être réduites à des catégories. C'est pour cette raison que nous avons fait le choix de ne pas conduire des entrevues avec des profils types, mais plutôt de faire appel à des informateurs clés, des groupes communautaires et des migrants récents et moins récents de la jeune génération pour soulever la variété de services offerts, les besoins relevés au sein de la population d'origine chinoise et leur perception de la transformation de l'immigration chinoise. La nouvelle variable que constitue la présence significative d'étudiants internationaux nous a toutefois amenés à nous pencher spécifiquement sur cette tranche de la population, en gardant en tête que les profils sont multiples et variés et que ce qui les regroupe en une catégorie est plutôt leur mobilité et le contexte de migration. Un échantillon plus grand d'étudiants chinois aurait certes permis de contribuer plus significativement à la littérature qui étudie l'impact des étudiants internationaux sur les villes. La difficulté à recruter les étudiants pour participer aux entrevues mobiles s'explique entre autres par la période durant laquelle la collecte des données fut menée, qui correspondait avec la fin

d'un semestre universitaire et une charge de travail scolaire très grande pour eux. Par conséquent, nous abordons ces échanges plutôt comme des pistes de réflexion, qui à notre avis ont un apport tout autant pertinent à ce domaine d'études.

Pour rendre compte de la multiplicité d'acteurs qui participent aux transformations de l'environnement urbain, nous avons varié l'échantillon de participants. Évidemment, nous sommes conscients que ce mémoire n'aborde pas la totalité des discours, qui varient largement d'une personne à l'autre. Les points de vue relevés par les groupes communautaires et les informateurs clés s'appuient certainement sur l'expérience des personnes venues chercher de l'aide, laissant en plan de nombreux individus qui n'auraient pas fait appel à de tels services. Nous croyons toutefois que le choix de ces participants nous a permis de relever des informations significatives au niveau du rôle pratique et symbolique du quartier chinois, que nous croyons nécessaire à la compréhension des enjeux qui entourent ses transformations.

Troisièmement, il existe une limite en ce qui concerne la position du chercheur. Il importe à cet effet d'avoir continuellement conscience que ma propre expérience influence certainement sur les données recueillies notamment durant les séances d'observation, ainsi qu'au cours des entrevues, où ma perception du discours de la personne pourrait être teintée. Aussi, au fil de la cueillette de données, le rapport que j'entretenais avec ce lieu a sans doute évolué de telle sorte que ma perception du sujet a pu être modifiée au fil de la recherche.

Enfin, une lacune non négligeable s'est glissée par l'utilisation de la méthode de l'entrevue mobile. En choisissant de suivre un parcours à l'intérieur du quartier chinois traditionnel, et en insistant sur celui-ci par le choix des questions, l'importance de la fréquentation d'autres lieux dans la ville a pu être sous-estimée, et celle du quartier chinois, surestimée. Considérant que nous cherchions à mieux comprendre la place qu'occupe le quartier chinois au sein de parcours plus larges qui englobent d'autres lieux dans la ville ou même à l'extérieur de celle-ci, l'importance de ces lieux dans les parcours quotidiens a pu paraître moins grande que dans la réalité.

L'échantillon comporte également un biais dans la mesure où la place des groupes communautaires se fait toute petite. La difficulté à rejoindre les intervenants, et le peu de visibilité d'associations ou de réseaux qui auraient pu être une source de données précieuses a limité l'accès que nous aurions pu avoir. Il nous apparaissait également pertinent de nous appuyer sur les groupes communautaires qui travaillent avec les migrants provenant de divers horizons pour connaître leurs intérêts et les raisons qui les attirent dans le quartier chinois

traditionnel. Or, il est évident qu'un échantillon d'entretiens qui aurait compris des résidents nous aurait permis de recueillir des propos plus personnels quant à la relation à ce lieu. Cela nous aurait aussi amenés à aborder la perception d'individus plus diversifiés, incluant ceux que ne sont pas entré en contact avec les groupes communautaires.

Finalement, le quartier étant devenu multiethnique, il aurait pu être pertinent d'étudier les significations qu'a le quartier pour les migrants de manière générale et non pas que pour les migrants chinois.

2.9 Conclusion

En adoptant une approche exploratoire, nous avons combiné plusieurs méthodes de cueillette de données pour comprendre la redéfinition dont fait l'objet le quartier à l'étude. Ainsi, nous avons joint la méthode de la recherche documentaire à celle de l'entrevue semi-dirigée qui s'est déclinée sous deux formes : l'entrevue statique et l'entrevue mobile. Dans ce chapitre, nous avons exploré les avantages et les inconvénients de chacune de ces méthodes et surtout, nous avons expliqué les objectifs que nous cherchions à atteindre avec celles-ci. Ces méthodes nous ont permis de dresser un portrait de l'immigration chinoise récente, et de le mettre en relief avec le discours et les trajectoires spatiales des jeunes étudiants chinois. À partir du cadre conceptuel explicité au premier chapitre, nous avons schématisé le cadre d'analyse de la recherche. Les résultats de cette analyse qualitative font l'objet des chapitres 4 et 5.

CHAPITRE 3 : TERRAIN À L'ÉTUDE

3.1 Aperçu de l'arrondissement de Ville-Marie

Le quartier chinois de Montréal se situe dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans lequel se trouve aussi le site fondateur de Montréal. Le dynamisme de l'arrondissement vient notamment de la présence du centre-ville et de multiples lieux de diffusion culturelle. Le quartier chinois, zone commerciale et touristique, constitue l'un de ces lieux de diffusion culturelle. Il se trouve entre deux pôles touristiques importants, soit le Vieux-Montréal et le Quartier des spectacles, ce dernier ayant fait l'objet d'un important projet d'aménagement porté par un *branding* culturel fort au cours des dernières années. De son côté, le Vieux-Montréal fait présentement l'objet d'une réflexion sur les différents moyens à adopter pour le mettre en valeur. Les secteurs du Vieux-Montréal et du quartier chinois sont actuellement séparés par l'autoroute Ville-Marie, qui prochainement devrait être recouverte dans le but de relier ces deux pôles. Ce projet, prévu pour le 375^e anniversaire de la ville de Montréal, accueillera des lieux publics, des commerces, des projets résidentiels, ainsi que l'agrandissement du Palais des congrès au-dessus de l'autoroute.

Le quartier chinois connaît un achalandage certain, lequel est d'autant plus considérable en raison de la proximité de points de destination tels que le Palais des Congrès, plusieurs chambres de commerces, sièges sociaux et hôpitaux, en plus d'une desserte en transport collectif qui facilite son accessibilité. Ces équipements attirent un flux de visiteurs élevé, autant locaux que régionaux, ainsi que des travailleurs qui se rendent quotidiennement dans ce secteur, et des touristes. Comme l'indique la Ville de Montréal sur sa page web, le quartier se positionne au centre d'un véritable carrefour des affaires et du commerce. La carte suivante nous permet d'observer comment s'articule le quartier à son environnement. Cet environnement est composé de quartiers distincts, thématiques, qui ont tous été l'objet d'opérations de *marketing*.

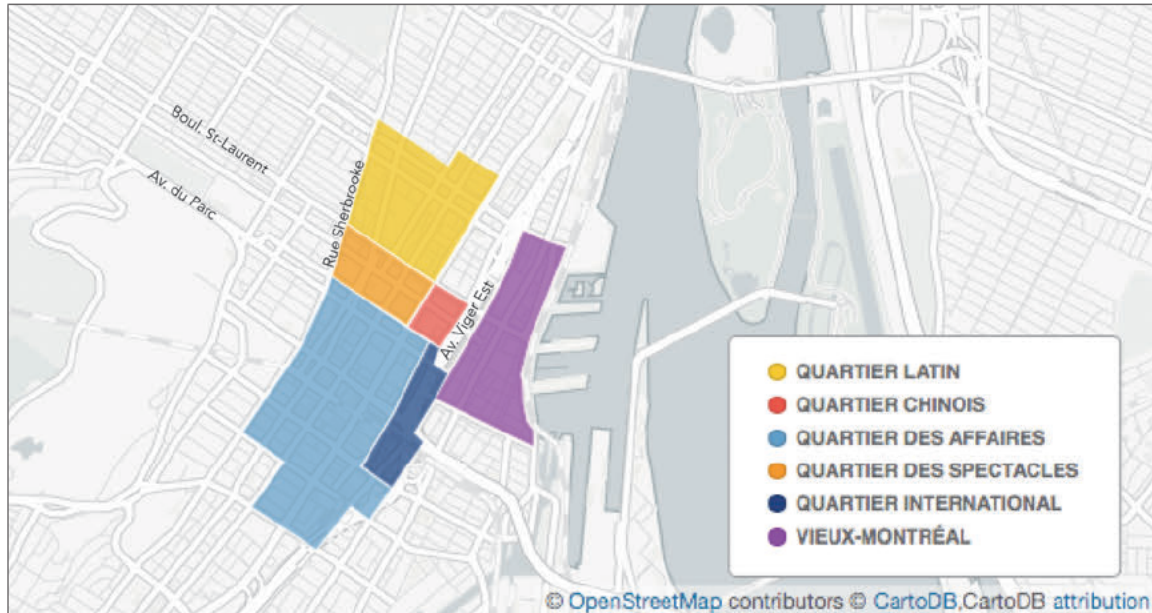


Figure 3.1 : Le quartier chinois et les quartiers environnants

Source : Marie-Ève Charbonneau 2015

Le profil sociodémographique des résidents de cet arrondissement se distingue de celui des résidents d'autres arrondissements de la ville par une proportion supérieure d'adultes âgés entre 25 et 34 ans, et par une population importante issue directement ou indirectement de l'immigration. Plus d'une personne sur deux est effectivement née à l'étranger ou a au moins un parent né à l'extérieur du Canada (Ville de Montréal 2014, 5). Si les pays d'origine des migrants sont très variés au sein de l'arrondissement, on note toutefois que la Chine, la France et le Liban sont les principaux pays de naissance des immigrants. Dans un document publié par la Ville de Montréal en 2014, qui dressait un portrait sociodémographique des habitants, nous pouvions lire «qu'au cours de la période de 2006 à 2011, les nouveaux arrivants en provenance de la Chine et de la France ont largement contribué au développement démographique de l'arrondissement.» (Ville de Montréal 2014, 5). La lecture que nous pouvons faire des transformations du paysage urbain témoigne certainement de cet apport provenant des différentes communautés.

3.2 Les frontières du quartier chinois

Depuis son appellation de *Chinatown* apparue pour la première fois en 1902, le quartier s'est continuellement transformé, au fil des populations qui l'ont fréquenté et des politiques publiques qui ont contribué à le modeler. Au plan physique, l'une de ces transformations consiste en la réduction considérable de la superficie du quartier. Denise Helly a montré qu'en 1917 les limites du quartier correspondaient aux rues Dorchester (René-Lévesque) au nord, Saint-Laurent à l'est, Craig (Saint-Antoine) au sud et Beaver Hall Hill à l'ouest. Aujourd'hui, les limites du quartier sont illustrées clairement par des éléments du paysage urbain. Mis à part les arches qui marquent les entrées, l'autoroute Ville-Marie et d'imposants immeubles construits dans les années 1980 forment des barrières au quartier. Le noyau du quartier chinois, lui, est toujours le même qu'en 1917, soit à l'angle de la rue De La Gauchetière et du boulevard Saint-Laurent. Malgré que ces limites soient bien marquées dans le paysage urbain, on observe la présence d'institutions, de lieux de culte et de commerces chinois dans les rues environnantes.

La carte à la page suivante, tirée de l'ouvrage de Denise Helly, illustre les limites du quartier et la répartition des établissements associés aux Chinois en 1917. La ligne pointillée rouge, que nous avons superposée, indique les limites actuelles du quartier. Cette carte comparative permet de mieux tracer l'évolution du quartier, au niveau de ses limites, mais aussi de son offre en service et en commerces, qui sera détaillée plus loin dans ce chapitre. Notons aussi que la partie nord-ouest compte aujourd'hui moins de rues puisque c'est à cet endroit qu'a été bâti le Complexe Guy-Favreau. Il en est de même pour la partie sud, où la construction du Palais des Congrès a eu pour effet de faire disparaître les établissements chinois qui se trouvent à l'extérieur du tracé rouge.

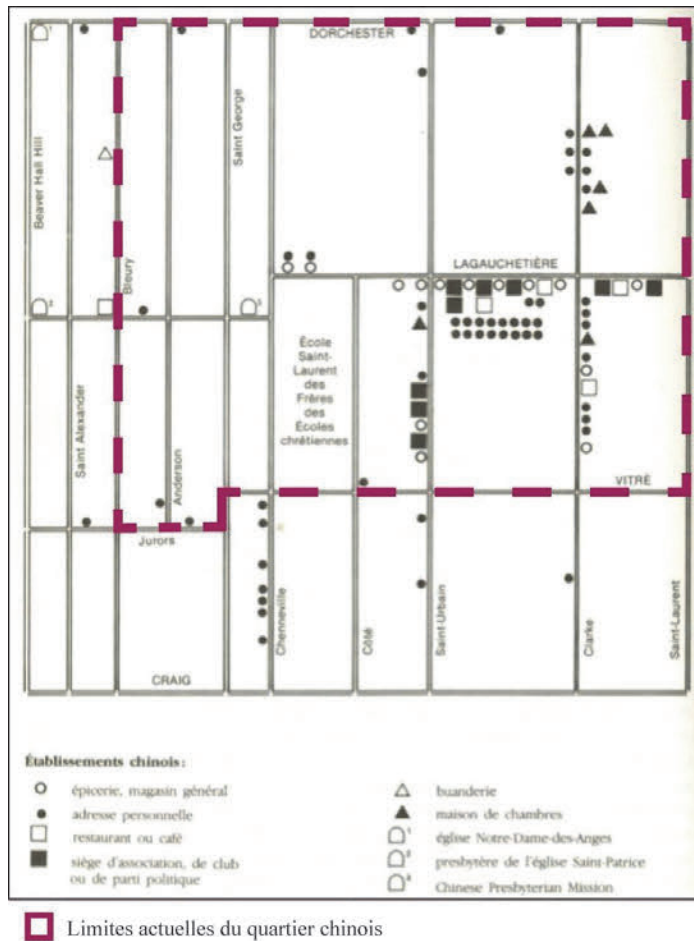


Figure 3.2 : Comparaison des limites du quartier chinois, 1917 / 2015

Source: Helly, D. 1987, Google maps.

3.3 Bref historique du quartier chinois

La notion d'enclave ethnique est certainement la manière la plus commune dont le lien entre la communauté et le territoire est établi dans la littérature (Barabantseva 2016, 100). Or, cette notion suggère que les frontières sociales et spatiales du quartier chinois soient figées. Le quartier chinois de Montréal a cependant connu d'importantes transformations selon les vagues d'immigration et les politiques publiques adoptées qui ont redéfini ses limites physiques à plusieurs reprises et ont eu un impact sur ses usagers. Cela a eu pour effet de changer le rôle du quartier, si bien que la notion d'enclave ethnique ne paraît plus appropriée aujourd'hui. Au fil du temps, le quartier est passé d'un lieu d'accueil important de la population immigrante chinoise où les gens vivaient leur quotidien, à un lieu multiculturel visité par des populations très

variées. Mais la relation qu'ont les citoyens avec le quartier ne saurait être tout à fait comprise sans tenir compte de la dimension temporelle de l'espace (Raulin 2007, 169). En évitant d'adopter une perspective strictement spatiale, nous cherchons à éclairer comment le quartier enregistre son histoire et la représente.

Denise Helly a dressé un portrait très complet de l'histoire du quartier. C'est principalement dans cette source d'une importance majeure que nous avons tiré les connaissances qui suivent. Cependant, nous abordons ce quartier autrement ici, c'est-à-dire que nous organisons son histoire en quatre temps dans le but de mettre en lumière la manière dont le rapport qu'ont les populations avec ce lieu et avec son environnement s'est transformé au fil du temps. Nous présumons qu'en même temps que les dynamiques au sein de l'immigration chinoise ont été marquantes dans les transformations du rôle du quartier, les dynamiques dans son environnement l'ont été tout autant. La forme et le sens que prend le quartier à chacune de ces étapes se superposent à la forme et au sens qu'il prend par la suite. Le lieu est donc constitué des multiples couches discursives qui s'accumulent au fil du temps. Le modèle du palimpseste proposé par André Corboz et Lucie K. Morisset réfère à un manuscrit dont le contenu a été effacé pour être réécrit (Morisset et Corboz 2009, 10). Cette image illustre bien la succession de transformations qu'a connues le quartier chinois, qui ont continuellement eu l'effet de le redéfinir, tout en laissant les traces de son passé.

3.3.1 Quartier d'installation

À l'origine, le quartier était habité par des Irlandais, des Écossais et des juifs. Jusqu'en 1881, il n'y avait à Montréal que sept Chinois, également les seuls dans toute la province de Québec. C'est à la fin du 19^e siècle que des paysans principalement de la région de Canton en Chine venus d'abord travailler à la construction du chemin de fer du Canadian Pacifique dans l'ouest du pays, se dirigent vers les grandes villes. Victimes de discrimination sur les chantiers, beaucoup d'entre eux souhaitent devenir leurs propres employeurs. Certains tentent leur chance à Montréal et ouvrent des commerces, principalement des buanderies à la main, puis des restaurants. Devant la discrimination qui est encore faite à leur égard, les Chinois se regroupent pour créer leur propre marché du travail et du capital, pour perpétuer leurs coutumes et se créer un réseau social. Ils se regroupent près du centre-ville, dans le quartier devenu le quartier chinois. Ce qui était le Petit Dublin devient alors le quartier chinois. Le rôle du quartier en est un très pratique, car c'est là que les immigrants chinois habitaient, travaillaient et vivaient leur

quotidien. Des institutions se développent, notamment l'hôpital chinois. Durant cette période, le quartier se présente surtout comme une zone d'exclusion. Cette carte, tirée de l'ouvrage de David Lai correspond au quartier chinois en 1921. La trame de rues diffère beaucoup de celle d'aujourd'hui, mais déjà, la rue De La Gauchetière y était centrale.

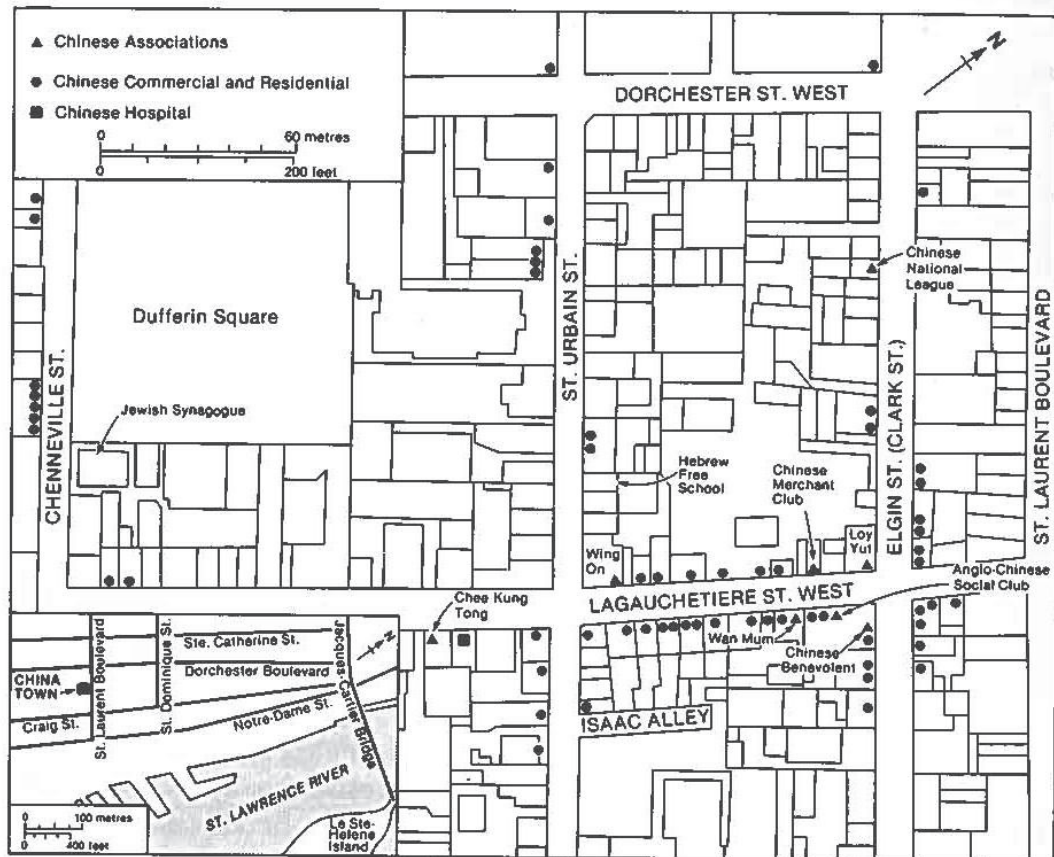


Figure 3.3 : Carte du quartier chinois de Montréal en 1921

Source : Lai, 1988 : 100.

Si le ton discriminatoire qui imprégnait les articles de journaux de cette époque laisse graduellement place à un ton neutre, la discrimination provenant des institutions est, elle, grandissante (Helly, 1987). Des taxes d'entrées successives imposées par le gouvernement fédéral, passant de 50 \$ en 1885, à 100 \$ en 1900, sont adoptées pour décourager les Chinois de venir s'installer au pays. En 1902, 3 587 Chinois paient tout de même le droit d'entrée pour le Canada. Insatisfait, le gouvernement fédéral hausse la taxe à 500 \$ en 1905. L'effet se fait sentir rapidement, car la même année, seulement 77 Chinois immigrent au Canada (Helly, 1987).

Durant les années qui suivirent, la communauté ne s'agrandit pas, mais de nombreuses associations voient le jour. Le contexte de discrimination, ainsi que la modernisation qui met en péril les emplois que les Chinois occupent dans les blanchisseries à la main sont à l'origine de beaucoup d'entre elles. L'association chinoise de Montréal, créée en 1914, poursuit l'objectif de protéger les blanchisseries chinoises contre la place grandissante qu'occupent les propriétaires blancs de blanchisseries mécanisées (Con et al. 1984, 110). De 1911 à 1923, ces associations se multiplièrent, si bien que l'on retrouve des organisations de nature politique, une association de secours mutuel, en plus des associations liées aux clans dont les individus faisaient partie en Chine. Par défaut, le quartier chinois devient un lieu de regroupement sur les plans culturel, socio-récréatif, religieux, politique et social (Chan 1986, 62). Le tableau suivant identifie les principales associations que l'on comptait dans le quartier en 1960.

Tableau 3 : Réseau des associations chinoises de Montréal, vers 1960

Catégories	Noms des associations
Communautaire	Association de secours mutuel Hôpital chinois de Montréal YMCA chinois
Socio-politique	Francs-maçons Kuomintang East Wind Club
Clanique	Société Chau Lum Gee How Tong Fee Fong Toy Tong Association de la famille Lee Sam Dark Tong Société Wong Won Sun

	Wong Kong Har Tong
Commerciale	Associations des restaurants chinois de Montréal
Loisirs et sports	Association Dart Coon
Musicale	Club musical cantonais Yuet Sing
Religieuse	Mission catholique chinoise Église presbytérienne chinoise

Source : Con et al., 1984 : 341

À l'instar des associations, le nombre de commerces se fait de plus en plus grand au cours de la première moitié du 20^e siècle. C'est donc également un endroit commercial, et les commerçants habitent généralement à l'arrière de leur boutique. Les photographies ci-dessous donnent un aperçu de ce à quoi le quartier ressemblait dans les années 1930. Sur un cadre bâti typiquement montréalais, puisqu'existant avant l'arrivée des premiers Chinois, des enseignes et divers symboles ont peu à peu été apposés, si bien que le paysage est rapidement devenu strictement associé à la présence des Chinois (Cha, 2004).

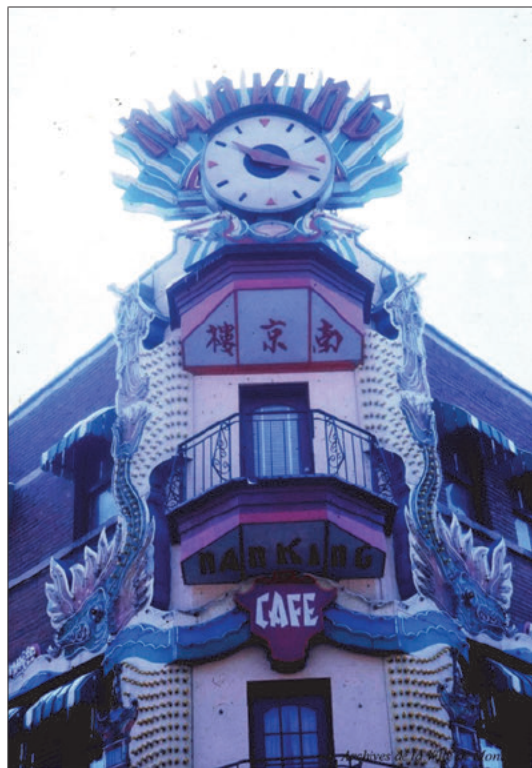


Figure 3.4 : Le Nan King Café
Source : Archives de la ville de Montréal



Figure 3.5 : Le Club Paradise
Source : Archives de la ville de Montréal



Figure 3.6 : La rue De La Gauchetière dans les années 1930
Source : Archives de la ville de Montréal

3.3.2 Quartier fondateur

Au cours des années 1950 et 1960, l'augmentation de la valeur foncière au centre-ville amène des spéculateurs à acheter des propriétés notamment dans le quartier chinois. La démolition des bâtiments sur les terrains achetés fait en sorte que le quartier devient parsemé de lots vacants qui sont utilisés à des fins de stationnements, permettant aux nouveaux propriétaires de percevoir un revenu avant de les vendre lorsque des prix élevés leur seront offerts. La valeur foncière devient si élevée dans le quartier chinois que l'Hôpital chinois, qui nécessitait un agrandissement, est reconstruit à l'extérieur des limites de celui-ci (Lai 1998, 149).

La seconde moitié du 20^e siècle est marquée par d'importantes interventions de renouvellement urbain suscitées par un désir de modernisation. Cette époque de grands changements caractérise de nombreuses grandes villes et Montréal n'y fait pas exception. Les années 1970 et 1980 sont synonymes de grands projets de rénovation urbaine, et plusieurs chantiers prennent place à très grande proximité du Chinatown. Ceux-ci ne sont pas sans impacts sur le quartier et on retrouve aujourd'hui des traces de ces interventions urbanistiques. Par exemple, l'agrandissement du boulevard Dorchester Ouest, devenu le boulevard René-Lévesque et la construction de l'autoroute Ville-Marie ont eu pour effet de réduire sa superficie et de marquer clairement de nouvelles limites au Chinatown. Aussi, la construction du Complexe Guy-Favreau, édifice fédéral, a donné lieu à la démolition de l'Église presbytérienne chinoise, de l'Église pentecôtiste chinoise, d'une usine de production alimentaire, et de quelques épiceries. Le seul bâtiment à avoir échappé à ce traitement est l'Église catholique chinoise puisqu'il avait été désigné monument historique quelques années plus tôt. Aussi, la construction du Palais des Congrès, du Complexe Desjardins et l'élargissement de la rue Saint-Urbain pour construire la Place du Quartier, sont à l'origine de nombreuses expropriations de résidents et de commerçants. Considérées comme un moyen de revitaliser le quartier par les acteurs municipaux, ces interventions ont plutôt eu l'effet de réduire sa taille et de mettre en péril son existence (Lai 1988, 150).

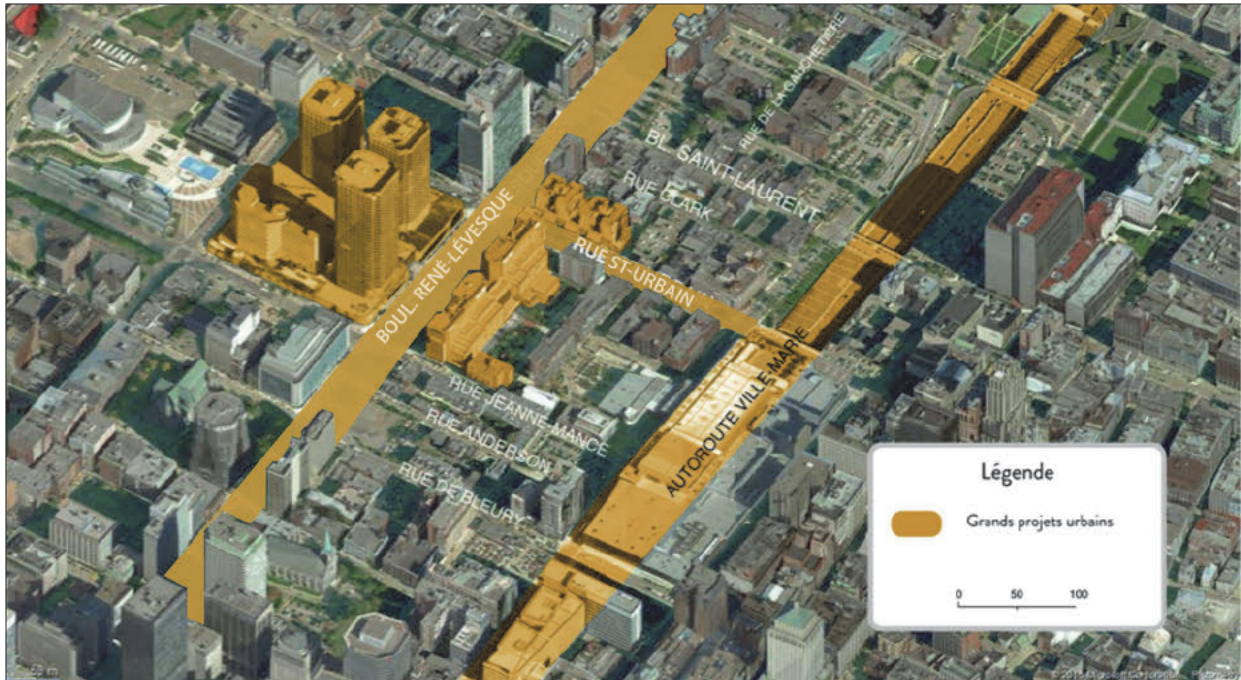


Figure 3.7 : Carte des grands projets urbains encadrant le quartier chinois

Source : Bing maps, Marie-Ève Charbonneau

Si quelques milliers de personnes d'origine chinoise habitaient le quartier chinois au début des années 1960, il n'en reste plus que 500 vingt ans plus tard. C'est à cette même époque que l'on commence à observer une diversification des trajectoires résidentielles des immigrants. Les nouveaux arrivants s'installent désormais principalement ailleurs à Montréal, dans les villes environnantes, et même dans d'autres provinces. À Montréal, ces grands projets poussent de nombreuses familles à quitter le quartier. Aussi, l'adoption de la loi 101 constitue un autre facteur à l'origine du départ de près de nombreuses familles d'origine chinoise installées sur le territoire montréalais.

Entre temps, le quartier chinois se diversifie avec l'arrivée de nouvelles populations, notamment des réfugiés vietnamiens après 1975 et des Cambodgiens dont la présence devient graduellement visible dans l'affichage commercial. David Lai explique que le choix de s'installer dans le quartier chinois est dû principalement au fait que ces nouveaux résidents ne maîtrisent habituellement pas la langue anglaise et ne sont pas familiers avec la culture occidentale. Le quartier chinois peut donc s'avérer être un lieu transitoire qui leur permet de mieux s'adapter à leur nouvel environnement (Lai 1988, 284).

Bien qu'à cette époque le quartier soit caractérisé par une période de grands changements, un élément traditionnel persiste toujours : le rôle actif que jouent les associations dans le quartier. Déjà dans les années 1960, un premier plan de développement pour le quartier avait été proposé, malgré son élaboration difficilement consensuelle due à d'importantes divisions sur les plans politique et religieux dans la communauté. Ces divisions rendent évidemment difficile l'organisation d'une mobilisation s'opposant aux grands projets urbains en chantier. Au cours des années 1980, de nouvelles associations se forment pour participer à la revitalisation du quartier, mais celles-ci ne coordonnent par leurs actions et ne s'entendent pas sur les interventions à mener. Toutefois, l'expropriation prévue de certains bâtiments qui abritaient des associations, par exemple l'association de la famille Lee, a donné lieu à une mobilisation citoyenne dans le quartier, menée par des quelques personnes qui formèrent le *Montreal Chinese Community United Center* (CCC) en septembre 1980. Bien qu'ils réussirent à sauver le bâtiment, l'élargissement de la rue St-Urbain mena à la démolition du parc de la Pagode, un petit parc jusqu'alors très fréquenté par la population du quartier. Cet incident est d'une gravité beaucoup plus grande que ce qu'il pourrait paraître dans la mesure où il s'agissait de l'unique parc que l'on retrouvait dans le quartier. De manière générale, les quartiers chinois en Amérique du Nord, en étant situés au centre-ville, se trouvent dans un milieu dense, et comptent peu d'équipements récréatifs. Les rares parcs qui y ont été aménagés ont progressivement disparu pour laisser place à de nouveaux projets de développement. Parallèlement, le manque d'espaces récréatifs extérieurs et de parcs exacerbe les problèmes liés à la surdensification de la population et les problèmes sanitaires (Li, 2014).

La *Montreal Chinatown Development Association* (CDA) voit le jour en 1983, dirigée par le Père Thomas Tou, et travaille en collaboration avec la Ville pour réaménager un nouveau parc au coin des rues Clark et De La Gauchetière, pour piétonniser la rue De La Gauchetière et installer des arches sur cette même rue. Or, les autres organisations du quartier ne furent pas toutes consultées dans l'élaboration du projet. La CCC, déçue de ne pas avoir été consultée, décide de mettre en œuvre un projet de logements sociaux, sans la collaboration de la CDA. Cet exemple illustre l'action non coordonnée des différents acteurs du développement du quartier à cette époque. L'implication de ces associations a tout de même été d'une importance capitale dans le développement du quartier.

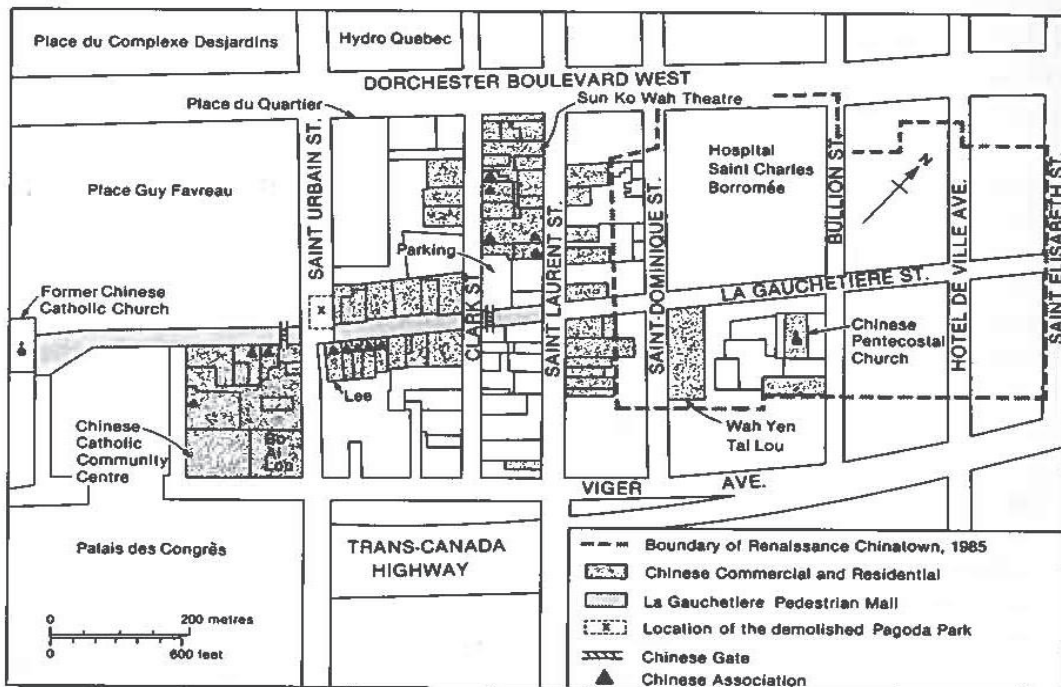


Figure 3.8 : Carte du quartier chinois de Montréal en 1986

Source: Lai, 1988 : 150

Considérant que les limites physiques du quartier chinois sont désormais constituées par l'autoroute au sud, un boulevard très passant au nord, le Complexe Guy-Favreau à l'ouest et le Palais des Congrès à l'ouest, les associations du quartier chinois font pression à partir de 1985 pour étendre le quartier à l'est. Cette expansion allant jusqu'à la rue Sainte-Élisabeth est illustrée sur la carte ci-haut. À l'époque, le directeur exécutif sous l'administration Drapeau fait la sourde oreille aux demandes des citoyens. Aux élections municipales suivantes, le maire Jean Doré se montre à l'écoute de la communauté et, sans pour autant mettre en œuvre le plan de développement proposé, l'enquête menée par le CCC auprès de la population en 1987 pour connaître l'avenir souhaité pour le quartier a pour effet d'orienter le zonage prévu à l'est du boulevard Saint-Laurent dans le Plan de développement du centre-ville conçu par la Ville. Ce secteur fut alors classé «Le réseau d'ambiance», afin de permettre des usages commerciaux et résidentiels. Aussi, changement de cap pour le quartier, celui-ci est déclaré «zone touristique» en 1988 en réponse aux demandes de la communauté qui souhaitaient permettre l'ouverture des commerces le samedi, horaire qui alors n'était permis que dans les zones touristiques (Lai 1988, 153).

Les propos de Martha Radice peuvent nous aider à mieux comprendre le rôle qu'adopte le quartier chinois à cette époque. Comme elle l'explique très bien dans son étude sur les rues commerçantes de quartier à Montréal, «le quartier fondateur peut devenir une destination de consommation» (Zukin et Kosta, 2004, cité dans Radice, 2015), non seulement pour la communauté ethnoculturelle d'origine, «mais aussi pour l'ensemble des citoyens en ce qu'ils l'utilisent comme repère symbolique, en ce qu'ils la fréquentent à titre touristique ou sur un mode que certains veulent de grande familiarité» (Raulin 2000, 10; Radice 2015, 8). Radice rappelle également que, «la mobilité intra-urbaine ainsi que la mutation des modèles d'intégration résidentielle de la ville des groupes ethniques ont donc des effets considérables sur les rues résidentielles multiethniques» (Radice 2015, 10). La clientèle se distinguera entre les visiteurs qui fréquentent le commerce sur la base de l'exploration, ceux qui fréquentent le quartier fréquemment, et ceux qui viennent spécifiquement pour les produits spécialisés.

Avec les différentes vagues migratoires, des changements sont apparus dans le paysage urbain, notamment dans les banlieues, où s'établissent par exemple de nombreux Hongkongais dans les années 1990. L'apparition d'institutions financières et de points de services aux gens d'affaires chinois nous amène à observer qu'il y a recomposition du territoire (Germain, Rose et Richard, 2012). Malgré cette diversification des trajectoires résidentielles, le quartier chinois demeure l'endroit principal où s'affiche l'ethnicité chinoise et continue d'être un point de rencontre pour les gens d'origine chinoise. Le quartier chinois qui dans la première moitié du 20e siècle jouait le rôle d'un quartier d'accueil, devient quartier fondateur, c'est-à-dire qu'il est toujours un point de rencontre pour les gens d'origine chinoise, même s'il est délaissé sur le plan résidentiel. Remy définit le quartier fondateur comme un lieu d'articulation entre deux univers (Remy, 1990). Les gens qui le quittent font preuve d'une réussite sociale, mais ils y reviennent à l'occasion de fêtes et échangent avec ceux qui y sont encore, passant d'un univers culturel à un autre. Le quartier connaît alors un rayonnement qui dépasse ses limites géographiques et qui l'amène à acquérir une fonction de centralité pour les groupes ethniques (Germain et Séguin 1993, 53). Le quartier fondateur continue de retenir les gens, mais d'une manière symbolique.

3.3.3 Quartier patrimonial et touristique

À partir de 2001, nous observons que les trajectoires résidentielles des immigrants illustrent une variété de milieux d'établissement. Des réseaux se développent sous l'effet de certains acteurs

très influents et ceux-ci influencent les choix résidentiels des nouveaux arrivants (Germain, Rose et Richard, 2012). La carte suivante montre que les individus nés en Chine qui arrivent entre 1991 et 1996 se dispersent sur le territoire du Grand Montréal. Les arrondissements de Verdun, de Côte-des-Neiges, ainsi que la ville de Brossard, accueillent alors beaucoup d'entre eux. Aussi, on aperçoit une présence significative d'immigrants chinois à Saint-Laurent, arrondissement déjà multiculturel, qui le deviendra d'autant plus dans les années suivantes.

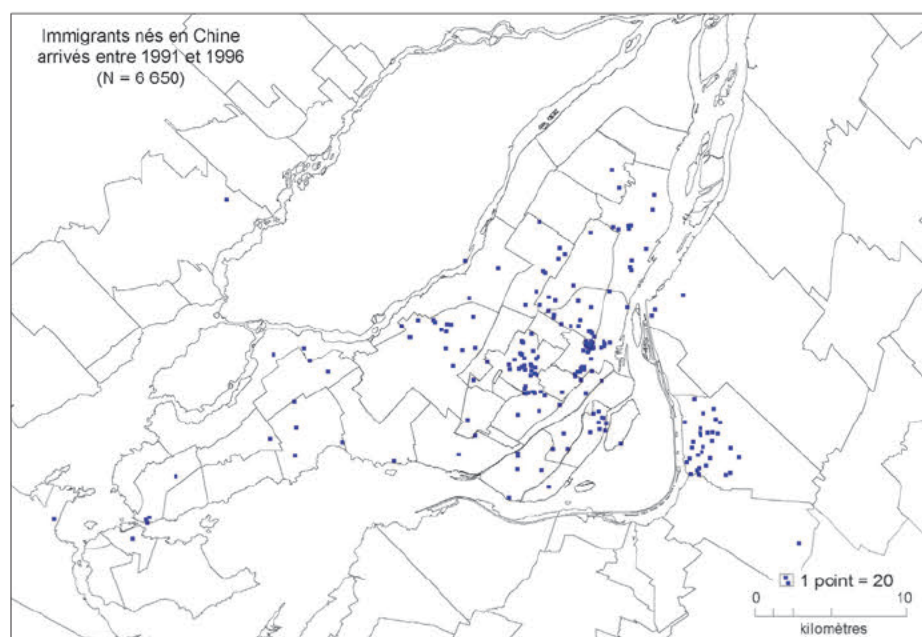


Figure 3.9 : Carte des lieux de résidence des immigrants nés en Chine arrivés entre 1991 et 1996

Source : Nathalie Vachon, Statistique Canada.

Devant ces nouvelles trajectoires résidentielles, le quartier chinois fait l'objet d'une réflexion quant à son avenir. Sous l'égide du maire Bourque, un plan de revitalisation du quartier chinois qui vise la relance économique du secteur est adopté en 1998 (Cha 2004, 13). L'objectif de ce plan de développement est de renforcer les liens du quartier avec les autres secteurs touristiques, commerciaux et résidentiels environnants et de le rendre plus attrayant. Poursuivant une vague de modernisation, le quartier chinois fait l'objet de projets de réaménagement qui visent à accentuer son symbolisme et à réhabiliter le quartier dans l'imaginaire collectif des Montréalais (Cha, 2004). À cette occasion, le maire Bourque fait venir des artisans chinois à Montréal pour réaliser deux autres arches qui seront installées sur le boulevard Saint-Laurent et la place Sun-Yat Sen est dotée d'un nouveau temple-pagode. Un caractère strictement chinois est aussi donné au secteur avec l'ajout de panneaux particuliers

indiquant le nom des rues. Il s'agit encore une fois de gestes monumentaux symboliques qui participent à construire l'identité du quartier. Ces gestes renforcent le caractère chinois du lieu. Jonathan Cha affirme que «cette nouvelle image d'une Chine nord-américanisée ouverte et flamboyante s'insère dans un véritable processus de muséification [...] atteignant son apogée en 2001». (Cha 2004, 14) On note une volonté de doter le quartier d'une image de marque reconnaissable et universelle qui vise surtout à poursuivre un développement économique axé sur le tourisme. Selon Cha, les composantes du quartier chinois, notamment sa localisation, la présence de bureaux, de commerces, d'institutions communautaires, d'une artère commerciale animée, colorée et dense, d'un parc et le fait d'y tenir des événements, assure sa pérennité en contexte de mondialisation.

C'est par le biais d'une architecture à saveur chinoise évoquant un style traditionnel que la revitalisation du quartier est initiée, et vise à mettre en visibilité la présence chinoise. À partir de ce moment, le quartier se tourne explicitement vers les visiteurs qui ne sont pas d'origine chinoise. L'esthétique et les symboles mis en scène se rattachent à un paysage folklorique évocateur principalement pour la communauté cantonaise du Guangdong, comme nous le rappelle Jonathan Cha (Cha, 2004). En même temps, devant la dispersion des ménages chinois, la diversification des niveaux d'instruction, des types d'emplois occupés et des régions d'origine de membres de la communauté, l'affirmation du caractère culturel chinois devient particulièrement importante (Con et al. 1984, 270). Parallèlement, les politiques canadiennes qui cherchent à promouvoir le multiculturalisme à partir des 1970 encouragent les manifestations de l'ethnicité dans le paysage urbain. Cette époque correspond à l'une des multiples phases que Jonathan Cha surnomme l'enchinoisement du quartier, un terme qu'il définit comme «l'idée de rendre un caractère chinois à l'objet, au lieu ne l'étant pas au départ, par une réinterprétation se voulant manifeste, mais non pastiche. Chaque phase correspond à de nouvelles stratégies qui mettent en scène un caractère chinois dans l'espace. Planifié ou spontané, l'enchinoisement sert principalement des intérêts symboliques et identitaires, comme c'est le cas pour le quartier chinois de Montréal» (Cha 2004, 7).

L'image qui résulte de ces phases d'enchinoisement correspond à une interprétation nord-américaine de la culture chinoise. Mais si la Ville de Montréal valorisait à cette époque la présence des communautés dans le paysage urbain en renforçant le caractère ethnique par de telles actions, il semblerait qu'elle poursuive plutôt une tendance à privilégier la pasteurisation de l'espace public aujourd'hui, pour reprendre l'expression d'Annick Germain. (Germain, Liégeois et Hoernig, 2008) À partir des années 1990, la protection de l'héritage ethnique et sa

mise en valeur vont de pair avec les principes du Nouvel Urbanisme adoptés dans les développements urbains. Les villes entendent ainsi promouvoir l'histoire locale et la culture, l'architecture vernaculaire, la marchabilité et les interactions dans les espaces publics. (Lin 2011, 253). Alors que la Ville de Montréal reconnaissait la contribution de communautés à la ville en leur associant des espaces et en nommant des lieux en leur honneur, elle semble avoir mis fin à de tels gestes au cours des dernières années pour valoriser la neutralité des espaces. On pourrait dire que sa stratégie s'inscrit plutôt dans la logique du multiculturalisme, où l'on cherche à ne pas valoriser la présence d'une communauté plus qu'une autre.

3.4 Le quartier aujourd'hui

3.4.1 De nouvelles transformations aux plans démographique et territorial à partir des années 2000

Les travaux qui portent sur le quartier chinois de Montréal, tel que ceux de Jonathan Cha qui se penchent surtout sur son aspect architectural, ne couvrent pas la période qui débute au tournant du 21^e siècle. Les différentes phases d'enchinoisement du quartier que propose cet auteur nous permettent de comprendre qu'il est un lieu de destination pour des populations très diversifiées, pour des visiteurs et des Montréalais d'origine chinoise, mais n'expliquent pas la complexité de ce lieu. Dans le but d'avoir une compréhension plus précise des usagers du quartier chinois, l'arrondissement de Ville-Marie avait commandé en 2002 une enquête sur le profil des usagers, sur leur comportement d'achat et leur perception à l'égard de la sécurité, de l'animation et de la propreté du quartier. L'enquête réalisée auprès de 220 personnes avait permis de constater que 47 % de l'échantillon des usagers étaient d'origine asiatique. Les francophones d'origine non-asiatique, pour leur part, comptaient pour 30 % des répondants. Seulement 0,5 % des répondants résidaient dans le quartier, mais près du quart résidaient dans l'arrondissement de Ville-Marie, et 65 % sur le territoire de la Ville de Montréal. Pour 92 % de ces personnes d'origine asiatique, le motif principal pour venir dans le quartier chinois était d'effectuer des achats. Le quartier constituait par ailleurs leur destination principale pour les achats dans les commerces d'alimentation. Pour les francophones d'origine non-asiatique, le motif principal de leur visite dans le quartier était lié au divertissement. Ce rapport présentait le quartier comme une destination commerciale qui visait l'échelle de la ville. Parmi la population qui le fréquentait, le groupe d'âge le plus représenté était celui des 30-39 ans. À l'inverse, la population âgée

semblait très peu représentée. En effet, la présence des personnes âgées de plus de 50 ans était très faible, avec 11 % des répondants. Autre constat intéressant, le rapport identifiait que 33 % des répondants étaient étudiants (Info-Site, 2002).

Ces constats dressent un portrait très général des usagers du quartier et de la manière dont les gens le fréquentent, mais surtout, cela fait surgir des questionnements quant à la place occupée par différentes fonctions autrefois importantes dans le quartier, notamment les fonctions communautaire et résidentielle. Or, nous constatons que les données statistiques montrent que des changements rapides s'effectuent au niveau de la population, notamment avec une hausse importante des étudiants internationaux. Le quartier chinois comme espace de rencontre et destination commerciale pour les achats spécialisés semble s'être transformé en même temps que les concentrations immigrées se sont développées.

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, les transformations dans les dynamiques migratoires qui sont survenues au tournant du 21^e siècle, ont attiré l'attention de chercheurs principalement américains, qui ont observé une nouvelle phase de touristification des quartiers ethniques, à laquelle participent de loin ou de près des entrepreneurs du quartier. Cependant, le quartier continue d'attirer les gens, mais ceux-ci sont plutôt des touristes, puisque les concentrations immigrantes deviennent le lieu où se rencontrent les gens d'origine chinoise dispersés sur tout le territoire (Preston, 2010; Lin, 2011; Aytar, Rath, 2013). À Montréal, les transformations qui se sont opérées dans le quartier ne nous amènent pas à en dire autant, bien qu'il s'avère pertinent de comprendre quelles sont ces transformations et quel effet elles ont sur le quartier.

3.4.2 L'expression d'une diversité dans le paysage urbain du quartier chinois traditionnel

Aujourd'hui, à l'inverse d'une homogénéisation du quartier, on semble assister à une différenciation accrue, où se distinguent des identités locales. Ces distinctions sont tantôt clairement inscrites ou bien se perçoivent au travers des inscriptions par le biais de l'écriture. Une réforme en Chine dans les années 1960 qui a donné lieu à l'adoption d'une forme simplifiée d'écriture est celle qui prévaut dans l'affichage des commerces associés à des régions de la Chine continentale. Cependant, Hong Kong et Taiwan, n'ayant pas adopté cette réforme, continuent d'utiliser la forme traditionnelle. Cet affichage est à l'image de la diversité qui existe

au sein de ce que nous nommons la communauté chinoise et témoigne également de différentes vagues d'immigration, notamment avec l'arrivée de Cambodgiens et de Vietnamiens à partir des années 1975. Cette diversité dans la communauté, loin d'être associée uniquement aux lieux de naissance, est aussi présente au niveau générationnel. La polarité entre la jeune génération et la vieille génération est significative dans la mesure où l'expérience de chacune des générations influe sur la vision du quartier.

3.4.3 Profil des résidents du quartier

Cette section cherche à dresser un portrait du quartier. Ce portrait a été conçu à partir de données statistiques démographiques et socioéconomiques, et d'un relevé de l'utilisation du sol qui détaille chacune des dimensions résidentielle, communautaire et commerciale du quartier. Étant donné qu'il n'existe pas de données précises sur le quartier chinois, nous utilisons l'unité du secteur de recensement de l'enquête nationale auprès des ménages de 2011, dont fait partie le quartier, ainsi que le rôle de l'évaluation foncière de la ville de Montréal. Les limites du quartier chinois sont très semblables à celles de l'unité du secteur de recensement, qui correspondent au boulevard René-Lévesque au nord, au boulevard Saint-Laurent à l'est, à la rue Bleury à l'ouest et à la rue Saint-Antoine au sud. Il est donc important de garder en tête que les données dressent un portrait statistique du secteur de recensement, qui nous aide à élaborer un portrait général du quartier chinois.

Des 1305 personnes recensées en 2011 par l'enquête nationale auprès des ménages sur ce territoire, plus de la moitié, c'est-à-dire 670 personnes, étaient nées à l'extérieur du Canada. Leur profil, que ce soit au niveau social, économique ou professionnel, est très varié. Les pays de naissance sont aussi diversifiés, mais la Chine et Hong Kong demeurent tout de même plus fréquents. Précisément, 270 personnes sont nées en Chine et 60 personnes viennent de Hong Kong. Entre 2006 et 2011, peu de nouveaux arrivants se sont installés dans le quartier. En effet, seules 90 personnes, parmi lesquelles on retrouve 55 Chinois, se sont installées dans ce secteur à leur arrivée au Canada. Si peu de gens venant de la Chine sont arrivés dans le quartier récemment, on comptait en 2011 tout de même 495 personnes qui déclaraient avoir une origine ethnique chinoise. L'origine chinoise demeurait très représentée, mais on retrouvait également au recensement de 2011, des gens qui indiquaient avoir une origine italienne (75), arménienne (45), roumaine (35), espagnole (35), algérienne (35), et libanaise (35), en plus des origines canadiennes et québécoises (Statistique Canada).

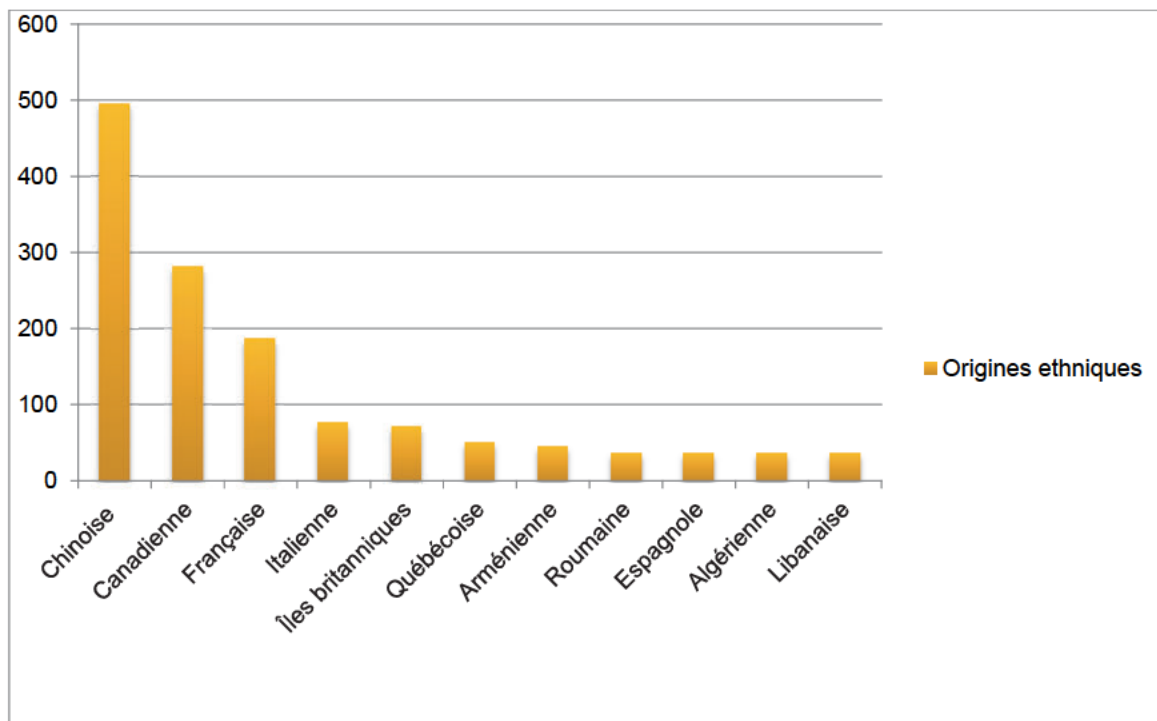


Figure 3.10 : Origines ethniques des résidents du secteur en 2011

Source : Statistique Canada, ENM 2011.

L'âge médian de la population qui habite le secteur de recensement est de 50,4 ans, soit plus élevé que pour le reste de la population de l'arrondissement de Ville-Marie et que pour la Région métropolitaine de Montréal où l'âge médian est de 39,3 ans. Le graphique suivant illustre les groupes d'âge de tous les résidents du secteur dans lequel se trouve le quartier chinois.

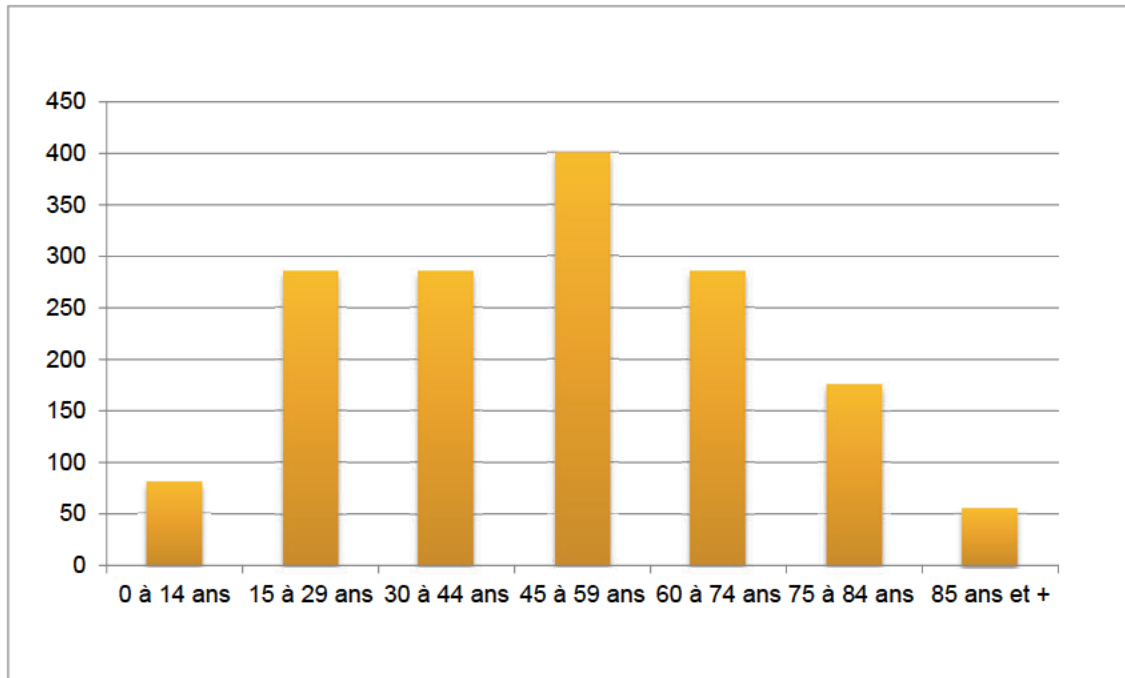


Figure 3.11 : Groupes d'âge des résidents du quartier chinois

Source : Statistique Canada, ENM 2011

Il est important de garder en tête que les résidents du l'Hôpital Chinois, qui compte 128 chambres individuelles et doubles, sont généralement âgés de plus de 85 ans. Or, ces personnes ne sont pas comptabilisées dans ce graphique puisque l'hôpital est situé à quelques rues des limites du quartier chinois et ne figure pas dans le secteur de recensement d'où proviennent les données. Autrefois situé au cœur du quartier, l'hôpital a été déménagé à plusieurs reprises avant d'être reconstruit sur un terrain plus grand à l'intersection de l'avenue Viger et de l'avenue de l'Hôtel-de-ville. Aujourd'hui, il s'agit d'un Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD). Bien qu'il n'est pas localisé à proprement parler dans le quartier chinois, l'hôpital chinois est considéré comme une institution importante du quartier. Sa présence augmente d'autant plus la proportion de personnes âgées dans le secteur.

Dans le secteur de recensement dont fait partie le quartier chinois, seulement un peu plus de la moitié de la population âgée de plus de 15 ans est active. Cela correspond à 54,5 % des résidents qui occupent un emploi ou qui sont chômeurs. Le graphique suivant répartit les professions de ces personnes dans des catégories d'emploi. Ces personnes qui résident dans le quartier ont des emplois qui sont principalement dans l'hébergement et de la restauration, le commerce de détail et les secteurs de la finance et des assurances et de l'administration publique.

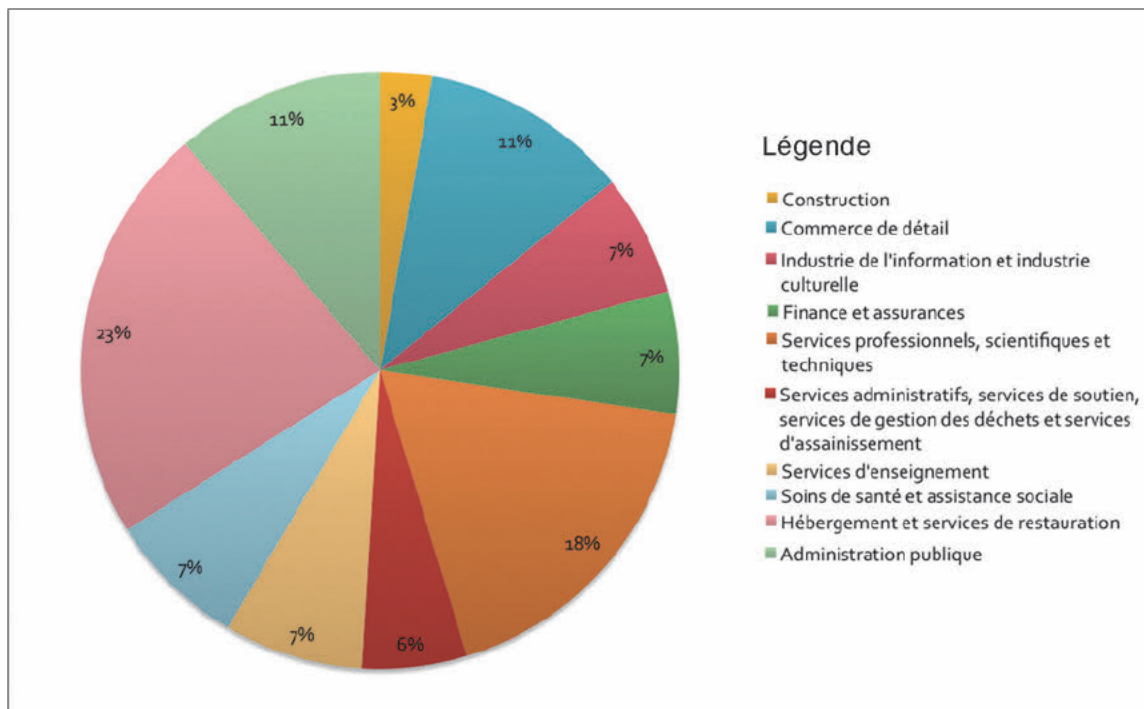


Figure 3.12 : Catégories de professions des résidents du secteur

Source : Statistique Canada, ENM 2011, catégories du SCIAN 2007

Le revenu médian des résidents est plus faible que pour l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal avec 20 848 \$ par année. Par ailleurs, les données sur la scolarité nous informent que plus de la moitié de la population du quartier, soit 58,24 % détiennent un certificat, un diplôme ou un grade post-secondaire. Parmi eux, 21% ont obtenu un diplôme de baccalauréat et 17% ont un grade supérieur au baccalauréat. Sur le plan socioéconomique, il s'agit d'une population largement hétérogène.

3.4.4 Une vue d'ensemble de l'utilisation de l'espace

Défini comme un quartier principalement commercial, le quartier chinois affiche désormais des produits diversifiés, en fonction des changements dans la population qui le fréquente. Par ailleurs, la présence de populations issues de l'immigration s'inscrit principalement dans le paysage montréalais par le biais de commerces ethniques. La carte suivante nous permet certes de voir la place attribuée à chacune de ces fonctions, mais aussi d'observer le nombre élevé de locaux vacants, ainsi que la composition précise de l'offre commerciale. Notons toutefois qu'il est difficile de connaître l'utilisation exacte des locaux, ainsi que le nombre de

logements vacants, puisqu'on ne retrouve très souvent pas d'affichage à cet effet, et ce surtout dans les étages supérieurs des bâtiments. Somme toute, ces constats soulèvent des questions quant à la nature des visiteurs. Considérant la diversité des profils des résidents du quartier, la diversité des communautés chinoises et des visiteurs, nous nous demandons à qui ces commerces s'adressent, et qui bénéficient des services offerts.

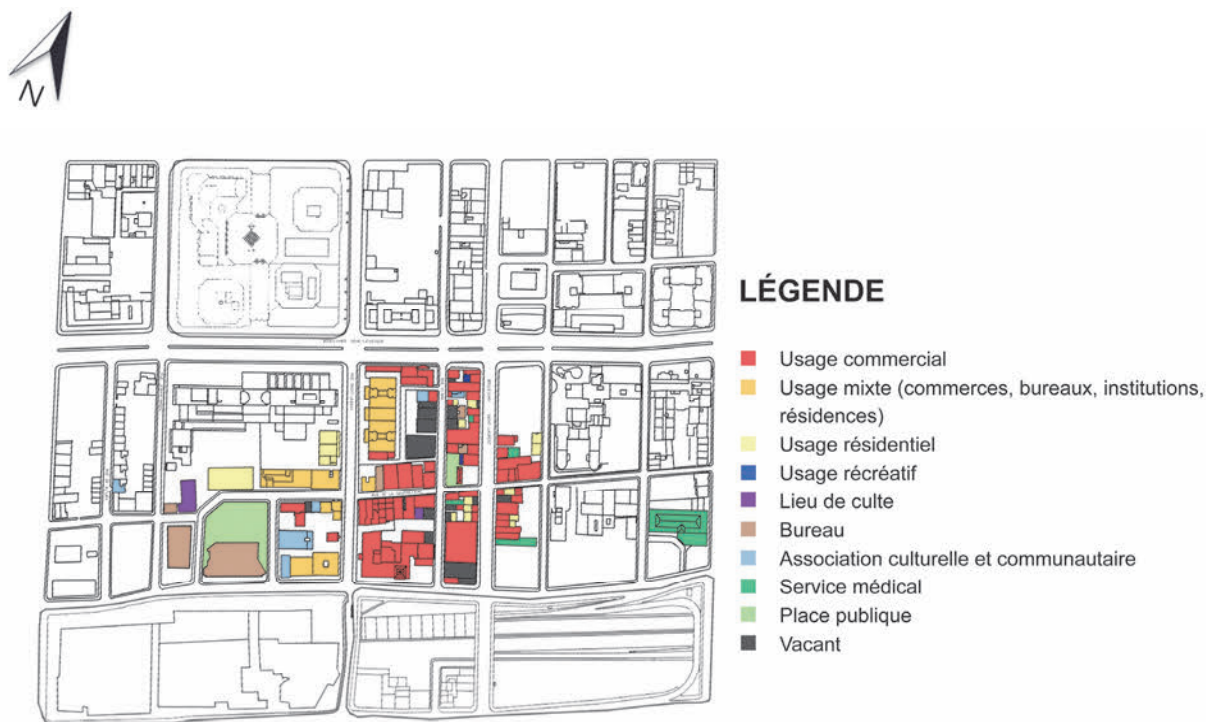


Figure 3.13 : Relevé de l'utilisation du sol²

Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015

3.4.5 Caractéristiques des logements occupés

D'abord, les grandes opérations de rénovation urbaine des années 1980 laissent croire à la destruction de la majorité des résidences dans le quartier. Ces interventions ont certes modifié considérablement le parc résidentiel, mais on y retrouvait encore 770 logements en 2010, dispersés principalement dans trois grands complexes d'habitation construits après les années 1980, ainsi que dans les condominiums construits aux abords du quartier après les années 2000, où l'on compte 280 logements.

² La carte de l'utilisation du sol a été conçue à partir d'observations effectuées au printemps 2015.

Ainsi, la fonction résidentielle est encore bien présente aujourd'hui, mais le cadre bâti qui accueille les résidents s'est largement transformé. Par ailleurs, il ne reste que 75 logements qui ont été construits avant 1960. Les projets urbains des années 1980 ont donc eu pour effet de renouveler le parc de logements locatifs. C'est le cas du Complexe Guy-Favreau, construit à cette époque, qui comprend une portion résidentielle appelée Les Habitations du centre-ville avec 316 logements et d'un bâtiment mixte qui compte 57 logements sociaux sur la rue St-Urbain. La Place du quartier, un autre complexe à usage mixte situé sur la rue Saint-Urbain, compte de nombreux appartements en condominium. À eux seuls, ces trois complexes en partie résidentiels abritent 70,7% de la population du secteur.



Figure 3.14 : Les Habitations du centre-ville

Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015



Figure 3.15 : Les logements communautaires du quartier chinois
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015



Figure 3.16 : La Place du quartier
Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015

3.4.6 Offre commerciale et offre de services

Les logements font presque toujours partie de bâtiments où l'on retrouve également des commerces ou des services au rez-de-chaussée. On retrouve généralement une forte densité de locaux commerciaux dans chacun des bâtiments, cette concentration étant d'autant plus forte avec la présence de trois grands bâtiments mixtes et d'un centre commercial où les cinq étages ne sont occupés que par des commerces et des bureaux. Ces bâtiments de grande superficie comptent des commerces, mais aussi des services très variés, notamment des services juridiques, services de comptabilité, des salons d'esthétique et de coiffure, des pharmacies, des opticiens, des agences de voyages, des centres sportifs (YCMA et sports de combat asiatiques), ainsi que des studios d'art. On compte également plusieurs hôtels, dont l'hôtel Holiday Inn Select qui accueille régulièrement des événements corporatifs et institutionnels. Construit en 1998, le bâtiment comporte des symboles qui réfèrent à des éléments architecturaux chinois, et s'inscrit dans la mouvance des actions qui visaient à renforcer le caractère chinois du lieu dans les années 1990.



Figure 3.17 : L'Hôtel Holiday Inn
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016

3.4.7 Une concentration d'institutions

Si la présence des associations communautaires se fait discrète sur le plan de l'affichage extérieur, le quartier n'en compte tout de même pas moins de 100 selon plusieurs informateurs clés, des individus impliqués depuis longtemps. Considérant que la présence des associations culturelles, communautaires, familiales, politiques ou religieuses est peu visible dans l'affichage, le relevé de l'utilisation du sol que nous avons réalisé au mois de mai 2015 n'arrivait pas à faire ressortir l'importance de cette dimension dans le quartier. C'est plutôt au cours des entretiens effectués avec des informateurs clés et des étudiants internationaux que nous avons pu mettre en lumière ce rôle important que joue le quartier. Il existe ainsi plusieurs centres religieux qui offrent des services culturels et communautaires, notamment le centre communautaire catholique chinois qui abrite l'école catholique chinoise. Outre les petites associations nombreuses qui rassemblent des gens selon certaines appartenances, le Service à la famille chinoise du Grand Montréal constitue un centre de services majeur dans le quartier.



Figure 3.18 : Le Service à la famille chinoise du Grand Montréal
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016

Dans le rapport annuel pour 2013-2014 du Service à la famille chinoise du Grand Montréal, on dénombre un nombre important de services axés sur l'intégration des nouveaux arrivants, des services de soutien spécialisés pour des personnes vivant des situations spécifiques, par exemple de violence conjugale. Ce centre offre des services aussi diversifiés que des services de loisirs, de soutien à l'intégration au marché du travail, de soutien aux aînés et d'entraide entre les générations, des cours de francisation ou encore un service de renseignement juridique. Le nombre de demandes élevées avait mené à l'ouverture d'un second centre, le centre Sino-Québec à Brossard dans les années 1990. À Montréal, le nombre de demandes que reçoit le Service à la Famille chinoise du Grand Montréal s'est non seulement maintenu au cours des cinq dernières années, mais il s'est aussi diversifié. Aussi, les employés sont-ils d'origines diverses, ce qui permet d'offrir un service dans plusieurs langues, qui s'adresse donc aux gens établis sur un large territoire et provenant de pays diversifiés.

L'Hôpital chinois de Montréal, qui est en fait un centre des soins de longue durée, est une institution majeure pour le quartier chinois. La décoration des chambres est laissée à la disposition des patients afin qu'ils puissent en faire un milieu de vie qui leur convienne et les menus offerts s'inspirent des mets chinois. Cette institution, avec le Centre d'hébergement Paul-Émile-Léger et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), forme une concentration d'institutions de santé tout juste à côté du quartier chinois.



Figure. 3.19 : L'Hôpital chinois de Montréal
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016

Enfin, aucune association ne se consacre à proprement parler à la diffusion culturelle, mais certaines proposent des événements réguliers ou occasionnels au sein de leur mandat. La faillite du centre culturel en 2013 pourrait se présenter comme une marque du déclin de la fonction culturelle dans le quartier en raison de la présence de ce bâtiment imposant abandonné. Cependant, on ne peut parler d'absence de diffusion culturelle puisque des groupes religieux et certains organismes communautaires hébergent de telles activités. Par exemple, on retrouve des cours de danse à la Mission catholique chinoise. Les lieux qui hébergent les différentes associations et les activités culturelles ne profitent simplement pas d'un affichage comme le font les commerces, mais ils attirent de manière régulière des gens au moyen du bouche-à-oreille ou d'un simple affichage à l'intérieur du bâtiment.



Figure 3.20 : Le Centre de la Mission chrétienne chinoise
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015



Figure 3.21 : Centre communautaire et culturel chinois fermé

Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016

La cueillette de données par la méthode de l'entrevue dont nous partageons l'analyse au chapitre suivant, nous a permis de relever de nouveaux points de rencontre. Nous avons eu l'occasion de voir si ces lieux associatifs sont significatifs pour la jeune génération de migrants d'origine chinoise, de voir s'ils prennent de nouvelles formes, et s'ils se situent dans le quartier. Nous reviendrons également sur la place qu'occupent les lieux à caractères religieux et spirituels. La carte à la page 76 représente les endroits où les locaux des différentes associations ont été repérés. Il y manque la très grande majorité d'entre eux puisque l'affichage ne permettait pas de les repérer, d'autant plus qu'il est très commun que les gens se rencontrent au restaurant. Il arrive également que les associations soient hébergées dans des locaux ayant déjà une fonction autre.

3.4.8 La santé économique du quartier

Alors que la ville avait investi dans les années 1990 pour renouveler l'image du quartier et attirer des touristes, c'est plus souvent pour discuter de ses difficultés économiques qu'on en parle

aujourd'hui dans les médias. En 2012, le journal métro lançait un S.O.S. pour aider «notre mythique quartier chinois» (Carignan, 2012). Or, la localisation du quartier fait en sorte qu'il bénéficie au quotidien d'un bassin de visiteurs provenant du centre des affaires, du Vieux-Montréal et du Quartier latin, en plus de touristes internationaux. À cela s'ajoutera une nouvelle clientèle provenant du CHUM, avec 12 000 travailleurs de plus qui se trouveront à proximité très prochainement. Le problème qui freine le développement commercial du quartier se retrouverait donc au niveau de l'offre, et non pas au niveau de la demande.

Dans une entrevue télévisée publiée en 2014, on indiquait que le taux d'inoccupation se situe entre 20 % et 30 %, ce qui apparaît à la fois comme un obstacle à la santé économique du secteur et un potentiel pour sa relance économique. Selon Jimmy Yu, directeur de l'association du commerce des restaurants chinois, le problème est lié à l'absence d'un plan d'ensemble pour favoriser un développement économique à long terme (MATv, 2014). La nécessité de réfléchir à l'avenir du quartier se fait largement sentir. Dans cette même entrevue, le conseiller municipal du district électoral dans lequel se trouve le quartier chinois soulignait que le manque de représentants pour faire valoir les intérêts des résidents et des gens qui se sentent concernés par le quartier est un obstacle majeur à sa relance économique. Pour Martin Wong, président de la société du jardin de Chine de Montréal, il s'agit d'une période de transition. La relève de jeunes commerçants est donc attendue. Or, nous nous questionnons sur l'intérêt que portent les jeunes à l'idée d'investir le quartier.

Surtout, les apparitions du quartier chinois dans les journaux et à la radio montrent qu'il n'y a aucun doute qu'il est caractérisé par d'importantes transformations. Certaines sont positives, d'autres sont négatives. Plusieurs informateurs clés s'inquiètent de voir que de nombreux commerces sont fermés, et que plusieurs sont remplacés par des commerces qui visent une nouvelle clientèle. On y trouve notamment des bars qui attirent une clientèle très diversifiée. L'un des participants au projet de recherche, un jeune homme d'origine chinoise né à Vancouver et arrivé à Montréal il y a environ 8 ans, en dresse un portrait plutôt sombre.

«On peut constater du côté de la communauté chinoise la faillite du centre culturel communautaire dans le quartier sur la rue Clark. On peut constater les vieux restaurants qui commencent à mourir graduellement pour être remplacés par des restaurants de qualité douteuse. On peut constater la Plaza Swatow sur St-Laurent, qui a ... ça doit faire plus que cinq ans, si c'est pas dix ans que ça existe et il y en a encore 4 étages qui sont complètement vides parce que personne ne veut investir dans le quartier.» Il ajoute : « le

quartier chinois en tant que tel fait face à plusieurs problèmes, dont loyers extravagants, loyers trop élevés, gentrification, manque de soutien de la population locale, manque de sentiment d'appartenance communautaire.» (Entrevue #7)

3.4.9 Une nouvelle phase de réaménagement

Depuis l'attention qu'avait attirée le quartier dans les années 1990 et qui avait mené à l'installation des arches et à d'autres éléments fortement symboliques, le quartier n'a pas fait l'objet de projets urbanistiques majeurs jusqu'à ce que la Ville entreprenne un projet de réaménagement du domaine public en 2012. Cette nouvelle réflexion sur le quartier l'inscrit dans un tout autre ordre d'idée, axée non pas sur le symbolisme, mais sur la modernité. D'emblée, les acteurs publics indiquent que l'image du quartier a été mise à mal au cours des dernières années et que celle-ci doit être renouvelée. La nécessité de redorer cette image d'un quartier touristique désuet provient d'abord de la diminution de touristes dans les dernières années. Surtout, il s'agit selon la Ville d'une manière d'insuffler un nouveau dynamisme au quartier et de mettre en valeur ses atouts dans le but d'attirer visiteurs et congressistes (Ville de Montréal, 2015). À l'inverse d'une couverture médiatique qui critiquait que le projet ait l'air cosmétique, les acteurs publics l'identifient plutôt comme un projet structurant. Mais ce qui fait surtout ressortir cette couverture médiatique, c'est surtout la nécessité d'intervenir dans le secteur. En soulignant les difficultés économiques vécues par les commerçants et en interrogeant les moyens d'intervenir, celle-ci affirme l'intérêt d'accorder une réflexion sur le devenir du quartier.

Ce projet comprend donc le remplacement du pavé, du mobilier urbain et de l'éclairage sur la rue piétonne De La Gauchetière, ainsi que la restauration des arches. Du même coup, le projet cherche à intégrer des moyens de lutter contre les îlots de chaleur par la plantation d'arbres. Des bassins de rétention des eaux de pluie ont été installés afin de répondre aux problèmes d'accumulation des eaux. Lors de l'inauguration du projet en 2015, le maire annonçait que la revitalisation du quartier se poursuit avec la réalisation d'une nouvelle murale et la restauration de celles qui sont existantes. Dans un communiqué de la Ville de Montréal qui faisait suite à l'inauguration du projet de réaménagement, on insistait sur la localisation stratégique du quartier. On y écrivait que : «Compte tenu de la proximité de la rue De La Gauchetière Ouest avec le Palais des congrès et le complexe Guy-Favreau, et du fait que le quartier fait la transition entre le Vieux-Montréal, le centre des affaires et le Quartier des spectacles, la qualité

des nouveaux aménagements revêt une importance déterminante pour l'attrait de ce quartier très achalandé» (Ville de Montréal, 2015). Surtout, ce projet cherche à réaffirmer l'importance commerciale et touristique du quartier, dans un contexte où son environnement fut renouvelé au cours des dernières années.



Figure 3.22 : La rue De La Gauchetière après les travaux de réaménagement

Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015

Bien que nous ne connaissions pas l'impact précis qu'auront les interventions internes au quartier comme ce projet de réaménagement, de même que les interventions externes prévues comme le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie et l'ouverture du nouveau CHUM, nous pouvons toutefois émettre l'hypothèse que cela pourrait amener le quartier à se positionner différemment dans les parcours quotidiens de la population. Encore une fois, ses limites risquent d'être changées.

3.5 Pour conclure

À travers quatre phases de son histoire, nous avons retracé les transformations spatiales et sociales du quartier chinois de Montréal. Inspirées des phases d'enchinoisement de Cha, nous avons pu observer que les stratégies de mise en scène de l'ethnicité chinoise vont de pair avec des changements importants dans les dynamiques migratoires. Alors que le contexte politique du début du 20^e siècle participait au regroupement des immigrants chinois essentiellement dans le quartier chinois, l'ouverture des politiques d'immigration à partir des années 1970 attire des migrants d'autres origines qui fuient leurs pays. La diversification de la population dans le quartier chinois transforme celui-ci, tout comme l'arrivée massive de personnes venant de Hong Kong transforme le paysage urbain dans les années 1990. Le rôle du quartier chinois change alors que les migrants s'installent principalement à l'extérieur de celui-ci, mais continuent à s'y retrouver. Parallèlement, les interventions dans le cadre bâti du quartier et de son environnement ont un impact sur les mouvements de population et contribuent indirectement à définir son rôle. Des morceaux de quartier disparaissent dans les années 1980, mais la construction de points de destination majeurs ramène des visiteurs. Les interventions liées au logement donnent lieu à des changements dans les modes d'habiter. Par exemple, la construction de logements sociaux puis, plus récemment, les condominiums attirent différentes populations.

En retraçant ainsi l'histoire du quartier, nous avons souhaité mettre en relief les caractéristiques physiques et sociales du quartier aujourd'hui. D'un point de vue objectif, nous avons dressé un portrait démographique du quartier. Nous précisons celui-ci au cours des chapitres suivants en nous penchant non pas que sur ses résidents, mais aussi sur ses visiteurs. Nous avons ensuite cherché à compléter ce portrait en étudiant les types de services et de commerces qui le constituent. Enfin, nous avons conclu ce chapitre en reprenant l'expression du déclin utilisée par les médias depuis les dernières années. Si nous avons surtout montré que le quartier s'est constamment transformé au fil des transformations de sa population, il est pertinent de se questionner sur le sens du mot déclin utilisé pour parler de la fermeture de commerces au cours des dernières années. Or, ce déclin signifie-t-il vraiment la disparition prochaine du quartier, ou la fin du quartier tel que nous le connaissons? Nous sommes plutôt d'avis que le quartier chinois de Montréal serait en transition vers une nouvelle phase.

CHAPITRE 4 : MOBILITÉ ET ANCRAGES DE L'IMMIGRATION CHINOISE RÉCENTE

4.1 Profils des migrants chinois récents

Durant la première moitié du 20^e siècle, le quartier chinois a connu peu de transformations démographiques. Les politiques d'immigration de l'époque étant alors discriminatoires et restreintes, la population du quartier, principalement originaire du sud de la Chine, est demeurée pour ainsi dire « figée » jusqu'à l'abolition de la Loi sur l'immigration chinoise en 1947. La reprise de l'immigration qui permit pour certains la réunification des familles fut également caractérisée par une diversification des origines asiatiques. L'arrivée des *boat people* notamment, contribua à diversifier un quartier que l'affichage commercial justifia désormais d'appeler asiatique. À la fin des années 1970, le Canada accueille des réfugiés de l'Indochine. Parmi ces gens qui viennent du Vietnam, du Cambodge et du Laos, 16 000 s'établissent au Québec entre 1979 et 1982 (Sabourin, Lambert, 2013). La plupart d'entre eux s'installent à Montréal et dans ses banlieues, de telle sorte que la présence de ces migrants d'Asie devient bien visible dans le quartier chinois de Montréal. C'est parce que ces gens se sont établis dans le quartier ou y ont créé des entreprises qu'il met en scène leur ethnicité.

Aujourd'hui, parler d'un quartier chinois hétérogène n'a rien de nouveau puisqu'il l'a presque toujours été. Cependant, les transformations des politiques d'immigration induisent une immigration qui est encore plus diversifiée aujourd'hui, de par ses statuts d'immigration, ses profils socio-économiques et ses régions de provenance. Les milieux résidentiels où s'installent ces migrants à leur arrivée au pays d'accueil sont très diffus dans la région métropolitaine de Montréal. Les immigrants ne s'établissent plus à l'intérieur du quartier chinois, et leur présence s'y fait donc moins visible que pour les personnes des générations précédentes qui fréquentaient cet endroit plus régulièrement. Cela soulève des questionnements quant à l'image qui est mise en scène par le quartier. On observe de fait une représentation identitaire qui ne correspond ni à chacune des communautés asiatiques qui l'investissent de quelque manière que ce soit, ni aux nouvelles générations de migrants chinois. Par ailleurs, les différences générationnelles sont importantes à bien des égards et pourraient donner une nouvelle orientation au devenir du quartier.

Sans vouloir restreindre cette population à deux catégories que l'on pourrait considérer réductrices, soit la jeune génération de migrants et les personnes plus âgées appartenant à des générations bien établies, nous avons fait le choix de nous concentrer sur le discours de jeunes Chinois, certains arrivés tout récemment avec un statut d'étudiant international, d'autres arrivés à l'adolescence pour suivre des études à Montréal. Ces derniers ont récemment intégré le marché du travail. Nous avons cependant voulu mettre en relation les nouvelles manières de faire sien le territoire, particulières à cette population, avec le discours de personnes qui connaissent bien les communautés du quartier chinois, du fait de leur implication de longue date dans le quartier. Nous croyons ainsi arriver à mieux comprendre les transformations sociales qui ont eu lieu au sein de celui-ci.

Dans un premier temps, nous dressons un profil de cette population considérée comme la relève, une idée récurrente dans les discours de plusieurs acteurs sur le développement économique du quartier. Ce profil nous permettra de mettre en relief ce qui différencie cette population du reste de la population migrante chinoise. Nous chercherons ensuite à rendre compte des ancrages de ces jeunes afin de voir d'une part, comment le rapport au territoire peut s'être transformé au fil des générations, et d'autre part, ce que devient le rôle du quartier chinois par rapport aux nouveaux lieux d'ancrage des migrants.

Les données sociodémographiques présentées au premier chapitre montrent de manière générale que l'hétérogénéité de la communauté chinoise est un élément clé pour comprendre les dynamiques dans le quartier chinois. Au fil des entrevues, les jeunes nés en Chine arrivés récemment, et ceux qui ont grandi en partie à Montréal ou dans ses environs, ont tous abordé cette caractéristique.

«Séparé par dialectes, noms de famille, name it. C'est tellement grand et c'est pas facile de tout réunir.» (Entrevue #8)

«La communauté chinoise je dirais qu'elle est moins unifiée aussi qu'à Vancouver. Il y a plusieurs positions qui ont des intérêts différents. Il y a plusieurs communautés, des communautés qui ne sont pas nécessairement unifiées.» (Entrevue #7)

«Il y a une chose intéressante en Chine, vu que le pays est grand et qu'il y a tellement de... il n'y a pas une seule culture chinoise, moi je pense qu'il y a plusieurs cultures, comme des sous-cultures chinoises selon la région ou la géographie ou l'histoire. Donc c'est une population qui est pas mal divisée.» (Entrevue #6)

Cette hétérogénéité dans la communauté se reflète dans le paysage bâti et donne sa couleur au quartier chinois. Elle est à l'origine de la présence des associations multiples et des commerces variés qui ont tenu une adresse dans le quartier. Or, il s'agit également de l'un des éléments qui freinent l'élaboration d'une vision commune pour l'avenir du quartier chinois. Les référents culturels étant diversifiés, et les conflits politiques ayant parfois brisé des liens sociaux, il semble difficile d'engager un dialogue avec chaque acteur et surtout, de nommer des représentants pour porter la voix des communautés. Cela est d'autant plus complexe lorsqu'on appréhende les usagers du quartier comme une seule communauté.

4.1.1 Motifs d'émigration des jeunes migrants d'origine chinoise

En nous penchant principalement sur des jeunes âgés entre 23 et 30 ans, nous avons observé que l'hétérogénéité que l'on attribue à la communauté est reproduite dans ce segment de la population. L'une des répondantes souligne ceci :

Il y a beaucoup de Chinois à Montréal, mais il y a différentes catégories. Il y a des immigrants comme moi, immigrés à l'adolescence, ou nés au Canada et qui ne peuvent pas parler chinois. Aussi il y a les Chinois qui viennent au Canada juste pour l'université. (Entrevue #5)

Considérant que les politiques en matière d'immigration au Québec cherchent à attirer de plus en plus de travailleurs qualifiés temporaires et d'étudiants, nous avons fait le choix dans cette recherche de mettre l'accent sur cette catégorie de jeunes. Les étudiants interrogés poursuivent tous des études universitaires à l'Université Concordia, à l'Université McGill et à l'INRS. Deux autres participantes sont diplômées de l'Université McGill et ont récemment intégré le marché du travail. L'une travaille dans le domaine pharmaceutique, et l'autre réside maintenant à Chicago où elle travaille à la conception de films d'animation. Ces dernières se distinguent cependant des autres étudiants chinois dans la mesure où elles se sont installées à Montréal il y a un peu plus de 10 ans.

Les motifs d'émigration sont similaires pour tous ces jeunes. Ils sont à la recherche d'une éducation qui puisse se faire sous une moins grande pression compétitive et aspirent à une plus grande liberté au niveau de la culture, de la langue et des réseaux sociaux, par rapport à la Chine. Ils jugent aussi les conditions de travail beaucoup plus avantageuses (Entrevue #2). Les

jeunes qui ont migré à Montréal pour leurs études il y a plusieurs années partagent aussi ces préoccupations et ce, même si à l'origine, c'était plutôt leurs parents qui avaient ce discours. Vers le début des années 2000, beaucoup de parents auraient effectivement encouragé leurs enfants à aller poursuivre des études à l'extérieur de la Chine (Entrevue #5). Pour comprendre cette tendance, il importe de s'attarder au contexte académique chinois. La difficulté des concours d'admission dans les universités chinoises, conjuguée à la perception des études à l'étranger comme une valeur ajoutée pour intégrer le marché du travail, pourrait sans doute avoir motivé leur projet d'émigration. Selon Nong Zhu, les parents investissent des montants d'argent très élevés pour la scolarité de leurs enfants puisque les frais pour étudier dans une université chinoise, comme pour les études à l'étranger, sont très onéreux³.

Les parents de l'une des jeunes femmes arrivées il y a environ 10 ans l'auraient encouragée à entreprendre des études de niveau secondaire à l'étranger parce qu'une telle expérience lui permettrait de se démarquer.

Il y a eu une vague de popularité chez les Chinois pour étudier dans un pays étranger. D'abord pour apprendre une autre langue. Et aussi pour avoir un bon futur. Ça veut dire qu'éventuellement, il y a beaucoup de Chinois qui vont retourner en Chine pour avoir de meilleures opportunités de travail. (Entrevue #5)

Il peut être pertinent de préciser que les parents de cette étudiante détiennent un capital migratoire, étant tous deux amenés à voyager dans le cadre de leur profession. Le choix du Québec s'est fait grâce à la présence de membres de la famille déjà installés à Montréal. C'est aussi le cas d'une autre étudiante chinoise qui arrive de la France où elle a poursuivi des études universitaires. Malgré son désir de rester en Chine à l'époque, ses parents avaient souhaité qu'elle fasse ses études collégiales et universitaires en France. Aujourd'hui diplômée, elle est arrivée récemment à Montréal avec un visa qui lui a permis de faire un stage. Touchant la fin de son mandat, elle est à la recherche d'un emploi. Selon elle, ce serait beaucoup plus facile de trouver un bon emploi ici.

Sans avoir un plan clair quant à leurs projets d'avenir, certains étudiants semblent déterminés à offrir éventuellement un cadre de vie qui s'apparente à celui qu'ils connaissent depuis peu, à leurs enfants. L'accès à un cadre académique et professionnel moins compétitif ou à un environnement moins pollué est central à ce projet d'avenir.

³ Cette information provient d'une entrevue informelle menée dans le cadre de ce mémoire avec Nong Zhu, professeur à l'INRS.

More and more Chinese people they immigrate outside. Maybe because of the pollution. And also the education of the next generation, they prefer for their children to get a better education and a less stressful education system. In China we must be very competitive (incomprehensible)... So as a parent, maybe they would like their children to go abroad to have more freedom and get better education. Like language, like culture, like making friends. (...) I am not very young but close to marriage, close to get birth to a baby, so we are thinking more about our next generation. And we are already have some concept about study abroad, about living abroad so... after some communication they have some plan about going abroad. For immigration, or study or work. So it's like a trend. I guess this is why new Chinatown is developing. (Entrevue #2)

Ce cadre de vie que souhaite laisser cette étudiante à ses enfants n'est toutefois pas rattaché à un lieu précis. On peut supposer que l'héritage social et culturel qui sera légué aux futures générations sera empreint de cette mobilité qui caractérise la jeune génération de migrants chinois.

4.1.2 Les nouveaux arrivants sous statut d'étudiants internationaux

La communauté chinoise demeure évidemment tout aussi grande et hétérogène qu'elle l'était autrefois, et l'est même certainement plus encore aujourd'hui lorsqu'on observe le profil des migrants récents. Considérant que le discours général sur les étudiants internationaux tend à les homogénéiser en les plaçant dans une seule catégorie, il en va de même pour le sous-groupe des étudiants chinois qui se voit naturellement homogénéisé lui aussi. S'ils partagent une situation qui peut en quelque sorte les rapprocher, le profil de ces étudiants n'en est pas moins diversifié. Mais au-delà de cette situation étudiante partagée, la population étudiante se caractérise par des différenciations multiples. Comme le rappellent Doray et Picard, les étudiants se différencient par leurs conditions de vie, tributaires des héritages sociaux, culturels et scolaires acquis, et des expériences antérieures (Doray et Picard 2011, 2).

Cependant, ces différences ne doivent pas être confondues avec les divisions qui existent au sein de la communauté. Tout se passe comme si ce statut d'étudiant qui est associé à un mode de vie particulier les amenait à laisser de côté des différences qui étaient fondamentales autrefois pour les autres générations.

On n'a pas tout ce bagage-là, le passé, les guéguerres. Ce n'est pas très complexe dans l'organisation, on met plus l'emphase sur les projets, il n'y a pas tant de débats politiques. (Entrevue #8)

Contrairement aux migrants arrivés il y a quelques décennies et pour qui le quartier chinois était un point de rencontre, ce qui réunit les jeunes migrants aujourd'hui est plutôt leur statut d'étudiant ou leur statut professionnel. Par exemple, les jeunes qui partagent le statut d'étudiant international se rencontrent principalement dans des réseaux reliés à l'université. Les lieux qu'ils fréquentent sont ensuite choisis selon les intérêts communs des gens impliqués dans les réseaux.

4.2 Les réseaux

Selon la nature de leurs études, les jeunes, ceux qui sont arrivés notamment sous le statut d'étudiant international, et ceux de deuxième génération, intègrent des réseaux multiples qui ne sont pas ancrés dans le quartier chinois, ni même reliés à l'origine ethnique; ils sont moins territorialisés, c'est-à-dire ancrés dans un lieu, que virtuels. Si le quartier chinois compte encore un nombre très élevé de locaux occupés par des associations liées à la famille, la religion, les services sociaux ou encore des associations de nature politique, ceux-ci semblent très peu fréquentés par les jeunes, qu'ils soient nouvellement arrivés ou pas. Ce sont beaucoup plus les associations universitaires ou professionnelles qui sont mobilisées occasionnellement et quotidiennement.

4.2.1 Réseaux universitaires

Les étudiants internationaux rencontrés font tous partie des réseaux d'étudiants d'origine chinoise rattachés à leur université. Pour certains, ces réseaux sont à la base de la configuration de leurs cercles sociaux. Pour d'autres, ils ont joué un rôle important dans leur installation à Montréal. Malgré la présence d'organismes communautaires basés dans le quartier chinois, ce sont effectivement les réseaux universitaires qui ont offert des services liés à l'accueil et à l'intégration. Par exemple, l'université peut fournir plusieurs services d'accompagnement pour s'installer et pour trouver un logement. Par ailleurs, aucun des

répondants n'a indiqué avoir participé aux activités organisées par un centre communautaire ou une institution située dans le quartier chinois.

En plus d'offrir des services plus pratiques, notamment liés à l'installation de ces nouveaux arrivants, les associations universitaires organisent aussi des activités sociales, qui parfois ont lieu dans le quartier chinois. Pour une étudiante de l'Université McGill, il s'agit de l'une des raisons principales pour lesquelles elle fréquente le quartier chinois. Elle se joint parfois aux sorties d'autres étudiants internationaux de son programme d'études. Lorsqu'interrogée sur les visiteurs qui viennent selon elle au quartier chinois, elle répond d'abord que ce sont les étudiants internationaux.

Mostly it's Chinese students in our department. Some Taiwanese students also. We have some big get-together. It's like most of the students from our department, including the foreign students and local students. We went to some restaurant and have a big lunch. One Taiwanese student passed a PhD comprehensive exam and invite all of us to go to this place to eat. And I think other students come, including the local people, they enjoy the food there too. (Entrevue #4)

Pour plusieurs, ces réseaux d'étudiants occupent une grande place dans leur vie. Par exemple, les célébrations traditionnelles se font avec les autres étudiants de l'association universitaire s'ils ne peuvent retourner visiter leur famille. Ils cherchent ainsi à concilier ces événements à leurs nouveaux modes de vie. Si certains étudiants insistent sur des valeurs importantes associées à leur ethnicité chinoise, comme le sens de la famille, ils expriment leur crainte vers les autres qui adoptent un mode de vie plus «occidental». Le mode de vie, peu importe la manière dont il est qualifié, est certainement évolutif, au gré des expériences, liées à la mobilité ou pas, et aux réseaux sociaux. L'ethnicité chinoise n'est pas une construction statique. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, celle-ci découle d'une construction identitaire subjective, qui évolue constamment au fil de l'expérience migratoire.

Les regroupements d'étudiants sont multiples et ce, même au sein de l'université. On en retrouve qui sont surtout fréquentés par des étudiants internationaux, mais peu par des Chinois de deuxième génération ou établis depuis longtemps. En plus des associations liées à une université, il existe des bourses octroyées par le gouvernement chinois pour encourager les rencontres via l'organisation d'activités sociales visant spécifiquement les jeunes partis étudier outre-mer. Dans d'autres cas, les étudiants intègrent des clubs universitaires, qui ne s'adressent

pas qu'aux étudiants internationaux, mais qui sont plutôt rattachés à un domaine d'étude. Ce sera par exemple un club d'astronomie à l'Université McGill.

Sans surprise, l'université est un lieu central dans la vie des jeunes. Pour l'une des répondantes, aujourd'hui diplômée et partie travailler à Chicago, c'est en fréquentant l'université McGill qu'elle a appris l'histoire et la culture de son pays d'origine. La collection de livres à la bibliothèque de l'université fut sans contredit une ressource qu'elle a beaucoup exploitée. L'université peut ainsi être un moyen d'ouverture au pays d'origine.

Mais rentrant à McGill, j'ai découvert qu'ils avaient une bonne étude de l'Asie de l'Est et leur collection de livres, c'est pour moi la première fois que j'ai vu autant de livres en chinois traditionnel, qui sont publiés dans les années 20, ou 30 ou 40. Parce qu'en Chine, après la révolution culturelle dans les années 60, on n'a pas vraiment des livres d'avant la période communiste et ça devient plus rare. Maintenant il y a une pression accentuée sur tout ce qui est plus traditionnel. C'est pour moi comme une porte qui s'est ouverte. J'ai profité de mes 3 ans à McGill pour lire sur le sujet de l'histoire et de la littérature. (Entrevue #6)

Au-delà de ces associations officielles, nous observons que l'université peut être un lieu de rencontre pour des jeunes qui souhaitent s'impliquer auprès des communautés chinoises. C'est le cas de l'un des répondants qui vivait à Vancouver et qui avait mis sur pied un projet d'écriture qui avait pour objectif de mettre en valeur la voix de la jeune génération des Canadiens d'origine chinoise. Il voulait, par différents médiums, aborder la complexité de l'identité des Canadiens d'origine chinoise. Cette expérience s'est avérée être, pour ce jeune homme, un premier contact auprès de la communauté et a donné lieu à la rencontre de jeunes intéressés à parler de leur origine par de nouveaux moyens. Une fois déménagé à Montréal, il a repris le projet pour l'adapter au contexte québécois. Ce projet a alors adopté la forme cinématographique, en collaboration avec le Centre d'histoire orale de Concordia. Finalement, le projet s'est concrétisé sous la forme d'un film documentaire⁴ qui fut projeté à de nombreuses occasions partout au Québec.

⁴ Guy, Malcom et William G. Wee Dere. 2013. «Être Chinois au Québec : un road movie», Productions Multi-Monde.

4.2.2 Réseaux professionnels

À l'instar des réseaux universitaires, les organisations professionnelles définissent énormément les cercles sociaux des jeunes qui accèdent au marché du travail. Alors que pour les migrants chinois des générations précédentes, ces réseaux étaient plus largement ancrés dans le territoire du quartier chinois, les emplois qu'occupent les jeunes professionnels sont situés de manière diffuse sur le territoire. Ces réseaux se trouvent désormais à l'échelle internationale, ou du moins, ne sont plus associés à des limites territoriales ou bien à l'origine ethnique.

Cette place prépondérante qu'occupent les réseaux professionnels semble participer aussi à la manière dont se définissent les jeunes. Pour cette jeune femme membre de l'Association des jeunes professionnels chinois, mieux connue sous le nom de YCPA, l'origine ethnique est un atout qui sera utile pour son cheminement professionnel.

Pour les Chinois qui ont grandi ici... Tu sais moi je suis pas juste venu goûter au quartier chinois, je vais utiliser mes origines pour pouvoir m'aider davantage dans mon développement. (Entrevue #8)

L'association des jeunes professionnels chinois est un réseau de professionnels qui a beaucoup attiré notre attention dans cette recherche. Elle organise des activités de réseautage et a pour objectif de donner une plus grande visibilité aux jeunes professionnels d'origine chinoise. Ses membres regroupent principalement des comptables, des banquiers, des avocats, des médecins, des ingénieurs et des entrepreneurs. Bien qu'on y compte une petite population étudiante, le regroupement est surtout composé de professionnels qui pour la plupart ont grandi au Canada. Ce sont généralement des jeunes de deuxième génération.

Les lieux où sont organisés les événements de l'association changent continuellement, mais le quartier chinois n'en fait habituellement pas partie. Parmi les différents événements, on retrouve les célébrations traditionnelles du Nouvel An chinois. Or, le lieu où se tient l'événement ne semble pas avoir une importance symbolique.

Si l'association voulait organiser un événement là, parce qu'on fait des événements une fois par mois, oui peut-être qu'on pourrait l'organiser dans le quartier chinois, mais la question c'est où? (Entrevue #8)

Les nouvelles générations arrivent, les gens d'affaires communiquent avec nous. Je vais te donner un exemple. Quand on a fait le Nouvel An chinois, il y a un nouveau restaurant asiatique qui vient d'ouvrir dans le square Philips qui nous a dit: On vient d'ouvrir, on s'entraide, on va recevoir tes gens et comme ça tu vas faire connaître notre restaurant aussi. (Entrevue #8)

Ces jeunes professionnels, par leurs compétences et leurs spécialisations respectives, cherchent à participer à un développement économique qui n'est plus ancré dans un lieu précis. Leur vision du développement et de l'entrepreneuriat diffère sans contredit de celle des autres générations de migrants. Cependant, l'accent est plus souvent mis sur le développement économique bien plus que sur la participation politique. Selon l'une des membres, on ne retrouve encore que très peu de personnes d'origine chinoise dans certains domaines. L'association YCPA, dont l'objectif est de donner une plus grande visibilité aux personnes d'origine chinoise, va pourtant dans le sens d'une plus grande participation aux prises de décision, notamment dans des sphères politiques.

Ça fait 200 ans que les Chinois sont là, que les Asiatiques sont là. Mais je dirais qu'ils n'ont pas pris leur place encore. Ils ont beau avoir des super études, ils réussissent très bien au niveau académique, des super emplois, mais quand on parle des cercles d'influence, que ce soit dans les milieux, je dirais des postes de cadre, ou encore gouvernementaux, on n'en voit pas de Chinois ou d'Asiatiques. (Entrevue #8)

La question de la représentation des communautés ethnoculturelles demeure problématique alors que la majorité continue de limiter la capacité de représentation de celles-ci dans de nombreux milieux, notamment dans la fonction publique (Germain, Liégeois et Hoernig 2008, 21). En comparaison avec les communautés installées à Vancouver, l'un des répondants indiquait ne pas sentir beaucoup de participation politique chez les jeunes qu'il rencontre ici.

[À Vancouver] La population est très ancrée. Ils sont venus depuis longtemps, ils ont construit la ville, ils sont là, ils sont acceptés jusqu'à un certain niveau. Il y a plus de présence politique. On voit des membres du parlement chinois, on voit des représentants du gouvernement chinois, on voit des gens en position de pouvoir, on voit des gens dans les médias, des annonceurs, des animateurs chinois sur l'émission de nouvelles. (Entrevue #7)

[Au Québec] je ne le ressens pas des communautés, des gens, des associations, des étudiants qui viennent à Concordia, qui restent 3 ou 4 ans puis qui repartent. Ou des nouvelles générations qui viennent pour une raison ou pour une autre, peut-être pour se faire une nouvelle vie, pour trouver du travail, mais pas nécessairement pour effectuer du changement politique. Les changements politiques, je le vois plus dans la communauté des Chinois de deuxième, troisième, quatrième génération. (Entrevue #7)

Ce participant rappelle que cette visibilité dans les sphères politiques serait toutefois plus présente chez les jeunes de deuxième génération et plus. De plus en plus, les jeunes, par les réseaux auxquels ils participent, semblent chercher à s'engager dans certains milieux professionnels et dans des cercles d'influence. Leur implication ne se limite donc plus à des espaces physiques, mais se fait désormais dans un espace global et politique.

4.2.3 Réseaux virtuels

Nous avons observé que la sollicitation des réseaux virtuels au quotidien a un impact sur l'ancrage des jeunes dans des pratiques sociales et dans des lieux. Cette implication dans les réseaux virtuels peut donner lieu à des interactions très locales comme à des interactions qui s'étendent à un niveau global. Par exemple, à l'échelle de toute la ville, on peut faire partie temporairement d'un réseau lorsqu'on recherche des recommandations sur les lieux à fréquenter. L'une des étudiantes chinoises disait consulter les avis et les critiques des restaurants via l'internet, afin d'orienter ses choix de restaurants. Elle tiendra compte de l'expérience que partagent des gens d'origine chinoise, ou pas, et décidera de sa destination en fonction de ces critiques.

Ainsi, l'usage des technologies de l'information et de la communication donne lieu à de nouvelles pratiques sociales et à de nouvelles formes de mobilité. Évidemment, cette mobilité repose sur la capacité des personnes à s'approprier ces technologies (Kauffman, 2004). Pour aborder les nouvelles dynamiques de mobilité, Kauffman propose le terme de motilité qui se définit comme la manière dont un individu fait sien le champ du possible en mobilité et en fait usage pour développer ses projets.

Les jeunes peuvent aussi s'engager dans des interactions qui s'étendent à l'échelle planétaire via des forums internet et des blogues. L'une des jeunes professionnelles rencontrées disait entrer fréquemment en contact avec des personnes d'origine chinoise. Cet intérêt pour l'héritage

culturel devenu accessible à l'extérieur de la Chine, et dont chacun contribue même à l'extérieur du pays, est grandissant. Ces réseaux lui permettent de prendre connaissance d'un héritage culturel bien vivant dans son pays d'origine et de le transposer dans ses créations artistiques. Pour elle, il s'agit d'une ouverture sur les pratiques actuelles en Chine dans le domaine des arts visuels. La multitude de réseaux virtuels peut ainsi réunir des ressources qui proviennent d'un grand nombre de personnes dispersées et donc participer à la construction de l'ethnicité et à de nouvelles manières de la mettre en scène. Comme nous l'observons avec cette jeune femme, cet engagement dans des espaces virtuels ou encore globaux laisse paraître de nouveaux moyens de transmission culturelle. Contrairement à l'héritage culturel qui paraît figé dans le quartier chinois, ces moyens d'interaction et d'ouverture donnent accès à des pratiques qui mettent en scène une ethnicité chinoise, qui se renouvelle continuellement. La mobilisation de ces réseaux virtuels par les jeunes migrants rappelle le concept de communauté émancipée qu'a étudié Nevena Mitropolitska.

Les transformations structurelles et technologiques (y compris la baisse des coûts de communication) ont fait sortir la communauté du cadre restreint du quartier et ont dispersé les relations sociales. [...] Avec la communauté émancipée, on ne fait plus appel aux institutions officielles pour résoudre tous les problèmes, mais on mobilise ou on crée plutôt des réseaux pour aider les individus. (Mitropolitska, 2008 : 16)

Bien que le développement des nouveaux moyens de communication ait effacé les limites de l'espace, ces réseaux virtuels étendus peuvent parfois se territorialiser. Comme l'explique l'auteur, les membres de la communauté virtuelle accordent une grande importance à leurs rassemblements physiques et à leurs interactions en personne (Mitropolitska, 2008).

4.3 Signes d'une mobilité accrue

Tous les jeunes rencontrés, étudiants internationaux et jeunes professionnels, ont déjà visité d'autres pays, lors de voyages ou pour y étudier. Cette mobilité influence leur vision du monde, mais peut aussi signifier un attachement moindre à un espace. Il s'agit là certainement d'une différence majeure entre la jeune génération de migrants et les autres générations. L'un des répondants, qui a grandi à Montréal et qui est maintenant retraité, illustre bien cette différence générationnelle portée par la mobilité.

Today you have a lot more people who speak different dialects coming to Chinatown, like the students, new immigrants. Not necessary from the south of China, a lot of them are coming from the north. But these people are here today, but their gone because they have so much mobility. Years ago, people from south, they stayed. (Entrevue #10)

Par ailleurs, à l'occasion de visites en Amérique du Nord, en Chine ou même ailleurs, ces jeunes ont observé le développement d'autres quartiers chinois. Ils ont d'ailleurs évoqué lors des entrevues les quartiers chinois de Toronto, de New York, de San Francisco et de Vancouver. La comparaison qu'ils font presque systématiquement avec les autres quartiers chinois témoigne de leur mobilité, mais indique aussi que la vision qu'ils ont du quartier chinois de Montréal et de ce qu'il devrait devenir est influencée par ces voyages. Au travers de la comparaison, les répondants remarquent des manques et évoquent de bonnes initiatives qui devraient être adoptées à Montréal.

Mais si on regarde San Francisco ou même à New York, il y a un musée dédié aux premiers immigrants asiatiques qui sont arrivés aux États-Unis, aux premiers Chinois qui sont arrivés aux États-Unis. C'est la société asiatique qui focus sur l'histoire et les traditions, mais aussi sur des projets innovateurs qui les amènent à connecter avec les centres en dehors des États-Unis. (Entrevue #6)

Notons qu'on ne parle pas que de mobilité au sens physique. L'implication de ces personnes dans des réseaux sociaux et virtuels qui dépassent les limites territoriales, contrairement aux générations installées depuis longtemps, pourrait avoir un impact sur leur perception des rôles pratique et symbolique du quartier chinois de Montréal. Ironiquement, les réseaux dans lesquels ils s'intègrent ne requièrent aucune mobilité puisqu'ils peuvent y accéder à partir de n'importe où. À l'inverse, les migrants d'autres générations se déplaçaient au quartier chinois pour prendre part à toutes sortes d'activités sociales et communautaires.

Les gens que je connais directement, il n'y en a pas une seule qui veut changer quelque chose de fondamental dans le quartier chinois. Mais éventuellement ça peut arriver, et si ça arrive soit de l'intérieur, c'est-à-dire localement à Montréal les gens ont pris l'initiative de recharger ou régénérer, ils peuvent le faire, ou sinon ça peut aussi bien venir de l'extérieur, c'est-à-dire si on devient plus avec les plateformes socio ou médiatiques. Si on se connecte avec les autres associations en Amérique du Nord, à Toronto, ou Vancouver. (Entrevue #6)

Bien entendu, la mobilité est très variable d'un individu à l'autre. Certains couvrent un vaste territoire par leurs déplacements quotidiens et occasionnels, alors que pour d'autres, le «métier» d'étudiant les rend plutôt immobiles. Mais de manière générale, on observe de nouveaux phénomènes qui témoignent d'une mobilité générale accrue. Par exemple, les concentrations de commerces qui ont émergé avec l'établissement de ménages chinois à l'extérieur de Montréal attirent une clientèle qui n'est pas limitée à celle qui réside à proximité. On observe que certains commerces se distinguent par une offre de produits spécialisés que parfois on ne retrouve pas au quartier chinois et attirent une clientèle dispersée. Les jeunes interrogés diront par exemple qu'un type de plats précis sera meilleur à un restaurant à Brossard, ou qu'ils ont trouvé un certain produit uniquement à Saint-Laurent. Bien sûr, ils fréquentent aussi des restaurants et des lieux très divers, associés à d'autres origines ethniques. Contrairement au quartier chinois, ces commerces bénéficient d'espaces de stationnement, ce qui fait en sorte que les personnes d'origine chinoise qui habitent à proximité délaissent le quartier chinois.

Nous retrouvons donc à l'échelle de la région métropolitaine de Montréal des commerces qui détiennent également des produits spécialisés, que l'on ne retrouve parfois même pas au quartier chinois. À Vancouver, la spécialisation de ces pôles commerciaux situés en périphérie du quartier chinois s'est même vue accrue grâce à un nouveau phénomène, celui des marchés de nuit. En étudiant précisément le marché de nuit de Richmond, une banlieue désormais surnommée le «nouveau quartier chinois», Yolande Pottie-Sherman a montré que les marchés de nuit, un événement qui existe depuis le 8^e siècle en Chine, ont vu le jour à Richmond avec l'établissement de migrants chinois dans les années 1990. Cette pratique qui s'avère être un élément de mise en scène de l'ethnicité chinoise, a fait l'objet d'un *branding* multiculturel à partir de la fin de la première décennie du 21^e siècle. Selon Pottie-Sherman, cette transition est représentative des transformations démographiques du territoire, d'une stratégie des entrepreneurs et des politiques multiculturelles des acteurs municipaux (Pottie-Sherman 2015, 2).

Cette mobilité qui amène les individus à s'arrêter et à s'investir dans différents lieux est elle-même tributaire de la transformation continue de l'ethnicité chinoise. L'ethnicité n'évolue-t-elle pas au gré des transformations des communautés et de leur relation au territoire? L'expérience des déplacements, des pratiques et des rencontres quotidiennes mobilise différents référents culturels et identitaires, de telle sorte que l'ethnicité et la manière dont elle est mise en scène se transforment.

Un article paru dans le magazine populaire américain *Lucky Peach* exprimait cette évolution de l'ethnicité au travers de la mobilité, en faisant appel à l'image de la promenade en voiture.

We rarely drove to San Francisco's Chinatown anymore; the things my parents craved couldn't be found there. The urban Chinatown—with its tourists and souvenir lipstick holders and monochromatic chow mein—was no more familiar to my parents than the lazy sprawl of California's suburbs. (Hsu, 2015)

Durant les balades presque méditatives du dimanche après-midi en banlieue de San Francisco que répètent chaque semaine ses parents, le protagoniste observe comment sa famille s'attache à des éléments de mise en scène ethnique qui graduellement, ne sont plus toujours associés à leur origine chinoise. De plus en plus, les référents ne sont plus asiatiques. Mais les endroits visités qui sont associés à cette ethnicité portent toujours une valeur identitaire importante.

4.4 Les ancrages multiples des jeunes migrants chinois

4.4.1 Les choix résidentiels

La mobilité et les réseaux influencent la géographie des lieux fréquentés par les migrants chinois récents. À une petite échelle, la mobilité s'inscrit dans les trajets quotidiens. Dans l'optique où les points de destinations sont variés, la proximité géographique est un facteur déterminant dans le choix des lieux fréquentés. Cette proximité est généralement calculée en fonction du lieu de résidence. Une étudiante chinoise qui fréquente le quartier chinois à raison d'environ une fois par mois indique qu'elle s'y rend parce que ce n'est pas très loin de chez elle. Ce lieu de résidence, elle l'a choisi en fonction de la facilité à voyager en transport en commun vers l'université où elle est inscrite.

Here is not my only choice. I can go to another supermarket. But it is far away. If I am by metro, it is convenient for me to come here. But to go to another supermarket, a bigger... I don't know the region. (Entrevue #2)

Les quartiers où résident les répondants sont très variés. Mais lorsqu'on examine cette géographie des lieux résidentiels, nous pouvons tout de même remarquer certaines particularités. Les deux répondants qui sont âgés de plus de 60 ans habitent des endroits où

l'on retrouve des concentrations de ménages chinois sur l'île de Montréal établis depuis plusieurs décennies. Précisément l'une habite l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et a travaillé longuement à Saint-Laurent tout en s'impliquant dans des institutions basées dans le quartier chinois, et l'autre loge dans le quartier chinois. Il dit y avoir déjà habité lorsqu'il était jeune, et y est retourné plus récemment pour être près de sa mère qui habite le quartier. Il réside au Complexe Guy-Favreau.

La situation est tout à fait différente pour les jeunes interrogés. Ils habitent dans des quartiers tout aussi variés que Verdun, le Mile-End, le quartier Concordia et le «ghetto McGill», c'est-à-dire les environs de l'Université McGill, ainsi que dans la Ville de Longueuil, à proximité de la station de métro. Le choix du logement est souvent déterminé par le coût et par l'état du logement, dont les critères correspondent notamment à la propreté et à la «modernité», c'est-à-dire que l'on recherche une construction récente. Mais surtout, la proximité de l'université ou du lieu de travail est le critère auquel ils accordent le plus d'importance. Cette proximité est calculée en distance de marche, ou de transport en commun.

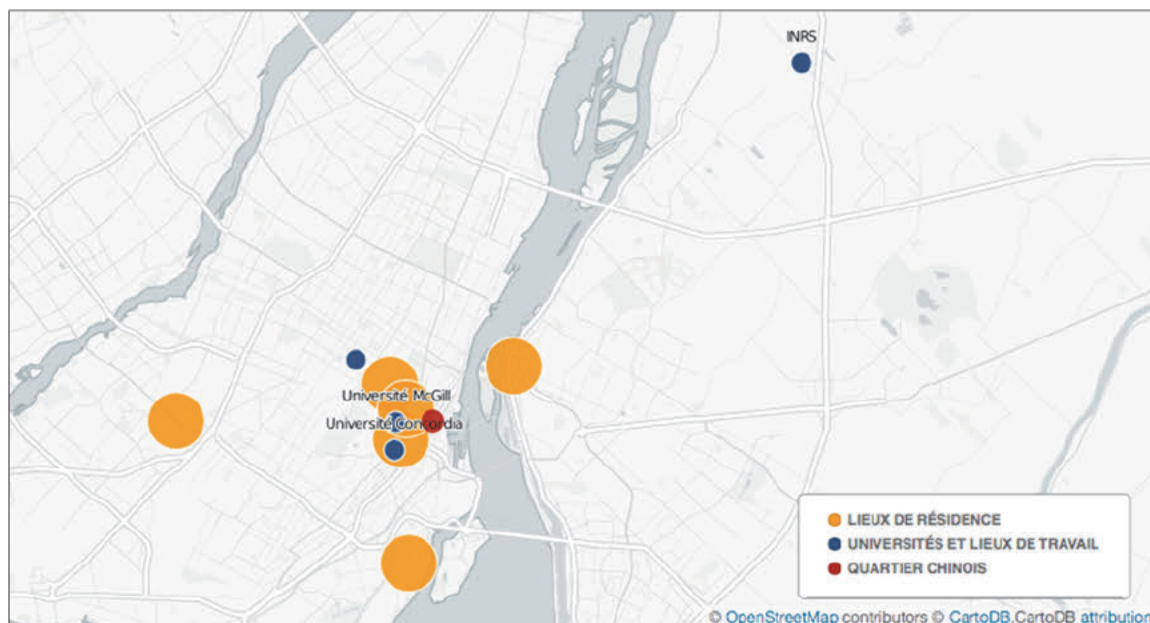


Figure 4.1 : Lieux de résidence des répondants

Source : OpenStreetMap; Marie-Ève Charbonneau, 2015.

4.4.2 Les lieux visités au quotidien

Les lieux que les jeunes visitent au quotidien dépendent habituellement de la proximité au logement. Il ne faut donc pas croire que parce que ce sont des personnes mobiles, les déplacements quotidiens sont multiples et s'étendent sur un territoire très large. Les étudiants ne se déplacent qu'occasionnellement au-delà du quartier où ils résident et de celui où se trouve l'université qu'ils fréquentent. Une étudiante qui réside à Verdun raconte un exemple de sortie qu'elle a choisi de faire spontanément parce que celui-ci se trouvait tout près de chez elle.

I think it depends. If the activity is close to my house, I would go there. Last month I think, there was a concert called backyard concert. It just happened two streets away from my house, so I would just go there and enjoy the music with the neighbourhood.

(Entrevue #4)

Toutefois, le lieu de résidence choisi est plus souvent situé près du centre-ville, où se trouvent les universités McGill et Concordia. Les endroits fréquentés sont alors accessibles par la marche. S'ils demeurent dans un quartier plus éloigné du centre-ville, les étudiants y ont accès efficacement par le biais du transport collectif.

Je pense que je fréquente le quartier Place des arts, McGill area, c'est proche de ma place. (Entrevue #5)

On observe cependant un cas où l'étudiant couvre une très grande partie du territoire lors de ses sorties avec des amis. Il habite le quartier Concordia et utilise le transport en commun au quotidien. Cependant, parce que ses amis possèdent des voitures, il est amené à faire de courts voyages de manière régulière plus fréquemment que les autres répondants.

I like the Plateau a lot. I also like sometimes to go to... let me see. My friends, they have cars, so sometimes we go very far. (Entrevue #3)

En analysant les déplacements de ces participants, nous avons observé que les lieux d'ancrage ne sont pas fixes. Au contraire, ils changent au fil du temps selon les occupations que font les personnes, mais aussi simplement selon le temps passé dans la ville. Pour deux jeunes femmes arrivées il y a une dizaine d'années, ces lieux ont changé au fil de l'apprentissage du français.

Quand mon français est mieux, je me sens mieux à parler français, je bouge beaucoup, dans le coin du Plateau, dans le centre-ville un peu moins, des fois pour les centres d'achats, mais ce n'était pas mon centre d'intérêt. Je pense que pour le loisir, cinéma, théâtre, librairies, bibliothèque et sinon la bibliothèque pour tout ce qui est des livres asiatiques ça a été un gros plus pour moi. Mais sinon, le quartier chinois aussi de temps en temps, mais c'est seulement quand je suis avec des amis qui veulent manger du chinois. (Entrevue #6)

Une autre demande en riant :

Maintenant ou avant? Maintenant, c'est comme tous les autres gens, dans le weekend si tu veux aller au restaurant, au bar ou dans les festivals, comme Mutek. On est allé à Mutek aussi avec mes amis. Des fois on fait un pique-nique dans le parc du Mont-Royal, je fais aussi du cycling, de la natation et la danse. I evolved in a street dance community et des fois il y a le street dance battle. (Entrevue #5)

Lors des sorties, les étudiants internationaux fréquentent surtout le centre-ville ou les quartiers centraux, par exemple le Plateau Mont-Royal. Le quartier chinois se présente comme un lieu visité plutôt occasionnellement, principalement pour accompagner des amis qui désirent y manger ou pour faire quelques achats. Nous reviendrons sur ces visites au chapitre 5. La nouvelle configuration des ancrages ne signifie pas pour autant que le quartier chinois perd son rôle comme espace de sociabilité, mais que ce rôle et la manière dont les gens s'approprient l'espace sont redéfinis par leur mobilité.

Pour comprendre la relation qu'ont les étudiants interrogés avec l'espace et la manière dont ils se représentent les liens entre chacun de ces lieux, nous avons emprunté l'approche de Kevin Lynch, urbaniste qui a cherché à comprendre la construction de l'image de la ville qu'ont les citoyens dans un ouvrage qui fut publié pour la première fois en 1960. Nous avons ainsi donné la commande aux étudiants Chinois de dessiner les lieux qu'ils fréquentent dans la ville et d'en donner une brève description verbale. Les cartes mentales dessinées par les étudiants, présentées ci-dessous, illustrent d'une part que les points de destination sont extrêmement variés entre eux. La variété de lieux dépend d'autre part, du temps qu'ils ont passé à Montréal, puisque cela influence en partie les réseaux dans lesquels ils se sont intégrés.

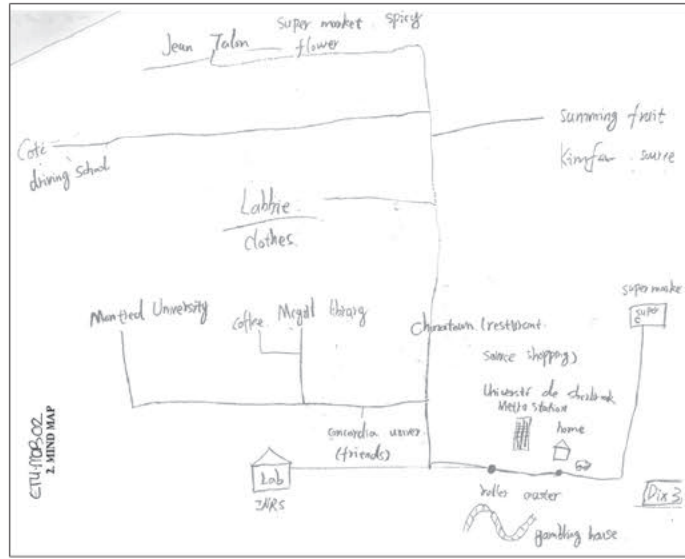
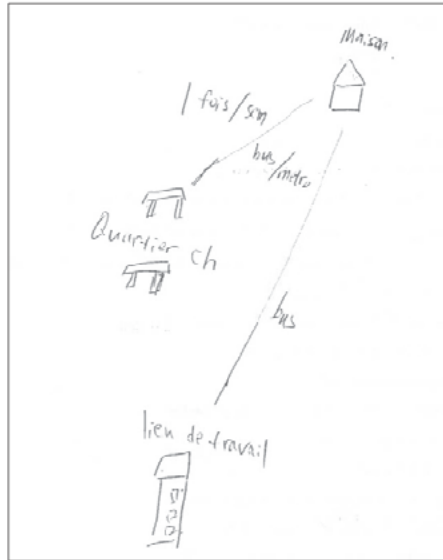


Figure 4.2 : Carte mentale, entrevue #1 Figure 4.3 : Carte mentale, entrevue #2

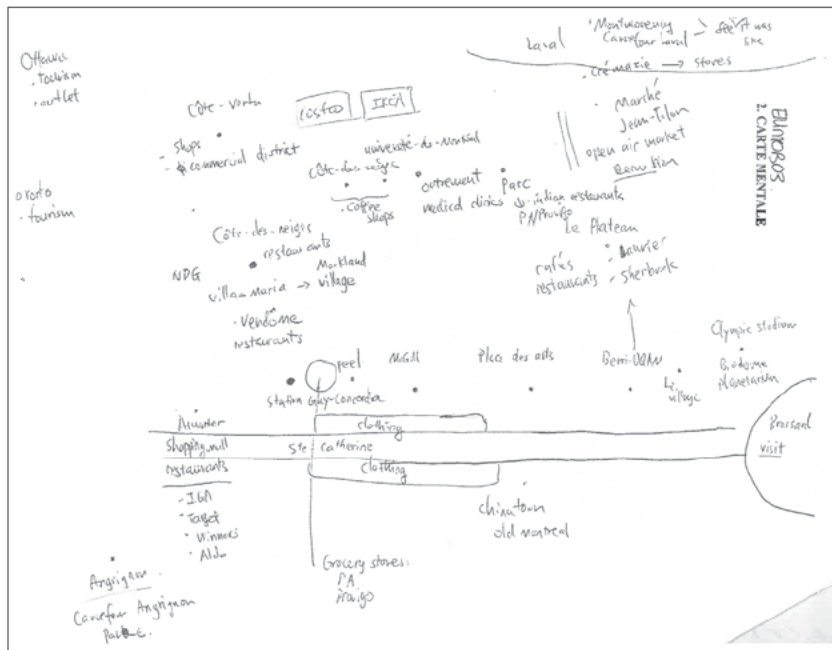


Figure 4.4 : Carte mentale, entrevue #3

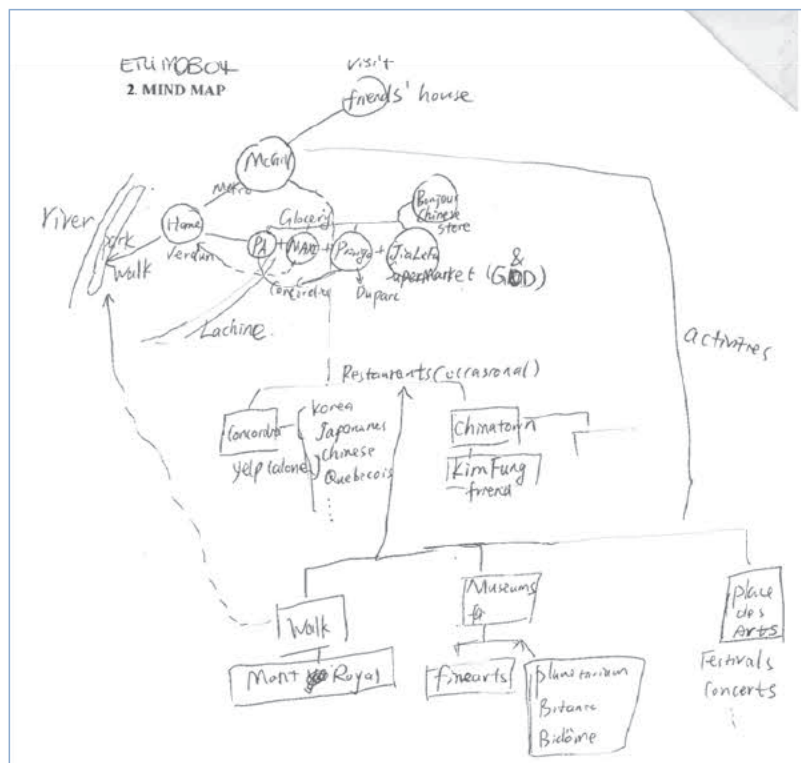


Figure 4.5 : Carte mentale, entrevue #4

Dans un premier temps, nous observons que ces représentations cartographiques sont structurées d'après les moyens de transport utilisés. Sur la carte qui correspond à l'entrevue #3, les noms de certaines stations de métro ont été ajoutés comme points de repère. Ce même étudiant, qui voyage aussi régulièrement en automobile avec des amis de l'université, a inscrit le nom des villes autour de Montréal.

Il est également intéressant de noter qu'une des étudiantes interrogées mentionnait qu'elle visite d'autres quartiers que nous pourrions dire ethniques afin de trouver des produits spécifiques pour cuisiner de la nourriture traditionnelle.

Here I don't know why the sources are not spicy enough. In China we can have very spicy sources but here... Only in Indian supermarkets I can find spicy sources, but here I cannot find. (Entrevue #2)

À l'exception de la carte qui correspond à l'entrevue #1, qui est peu détaillée, nous observons que les lieux les plus approfondis sont ceux qui représentent le quartier où se trouve l'université

fréquentée et le quartier de résidence. Cela est très visible pour les cartes dessinées durant les entrevues #2 et #4. La carte qui correspond à l'entrevue #1 est celle de l'étudiante qui est installée depuis peu de temps à Montréal. Son réseau social semble moins étalé et est surtout composé de collègues où elle fait son stage. Notons qu'il est possible que le quartier chinois détienne une place plus importante dans cet exercice puisque les étudiants savaient que le projet de recherche portait ultimement sur le quartier chinois.

Nous observons toutefois des différences importantes dans les habitudes de mobilité des étudiants. Les lieux fréquentés pour les loisirs étant indiqués, nous apercevons que certains étudiants se déplacent sur toute l'échelle de la ville et même à l'extérieur de celle-ci pour aller à un restaurant, à une boutique ou pour faire une activité de plein air. À l'inverse, d'autres étudiants préféreront demeurer dans leur quartier, ou rencontrer des gens par exemple dans les environs de l'université. Ces parcours qui définissent les styles de vie des étudiants peuvent être compris par la notion d'individuation que François Ascher définit comme la différenciation par rapport aux autres, les autres appartenant tout autant à d'autres groupes sociaux qu'à un même groupe social ou encore à une même famille. (Ascher 1995, 120). Nous pouvons inclure l'appartenance à différents réseaux à ces groupes sociaux, mais ceux-ci sont changeants et peuvent même être éphémères. Les choix personnels, ainsi que ces appartenances multiples influencent les lieux que représentent les étudiants sur leurs cartes mentales et qui sont donc très variés.

Poursuivant des déplacements semblables à ceux de ces étudiants, plusieurs commerces ont ouvert des succursales à l'extérieur du quartier chinois. Ce qui nous intéresse ici n'est pas tant la dispersion géographique des commerces que l'ouverture de ces commerces aux mêmes endroits qu'ont mentionné visiter régulièrement les jeunes interrogés. Par exemple, le comptoir de restauration *Chatime* dont le «bubble tea» est la spécialité, et qui est considéré par certains étudiants comme le meilleur, a ouvert des succursales sur l'avenue du Parc dans le Mile-End, sur l'avenue du Mont-Royal dans le Plateau Mont-Royal, ou encore sur la rue Sainte-Catherine près de l'Université Concordia. Ces endroits ne correspondent pas tant aux concentrations ethnoculturelles qui ont déjà attiré l'attention de chercheurs comme Saint-Laurent ou Brossard. Il s'agit plutôt de nouveaux ancrages pour les jeunes migrants d'origine chinoise. Si l'un des étudiants indique que ce n'est pas seulement les Chinois qui aiment cette spécialité, nous pouvons tout de même observer que les succursales vont là où on retrouve des étudiants chinois. Ces lieux apparaissent dans les cartes mentales, comme les plus populaires auprès des

étudiants. C'est également le cas d'une pâtisserie qui compte deux succursales, l'une dans le quartier chinois et l'autre près de l'Université Concordia.

4.3 L'émergence d'un nouveau lieu d'ancrage : le quartier Concordia

Parmi les lieux évoqués par les étudiants, le quartier Concordia a été abordé par tous. Si certains le visitent occasionnellement pour des sorties, il est un lieu central pour d'autres. L'émergence de ce quartier que certains journalistes surnomment le «nouveau quartier chinois» témoigne des transformations récentes des dynamiques migratoires. Bien que d'autres quartiers connaissent des transformations suite à l'arrivée de populations étudiantes, nous jugeons qu'il est nécessaire de s'attarder davantage à ce cas qui est en quelque sorte le reflet d'une tendance à l'immigration temporaire, un segment important de l'immigration chinoise récente.

Le quartier Concordia a la particularité d'être à l'image de la population qui s'y trouve. Une forte population étudiante, qui compte une proportion plutôt élevée d'étudiants chinois fréquente le lieu de manière régulière. L'offre commerciale y est en constant roulement, à l'instar de la population étudiante qui y demeure temporairement.

Il y a un restaurant qui est là il y a six mois, il peut rapidement disparaître, il peut rapidement être remplacé par un autre. C'est un peu représentatif aussi de la population là-bas, qui est un peu de même. Ils viennent, vont louer un appartement puis partent l'année prochaine. Donc c'est pour ça que j'aurais moins tendance à m'attacher à cet endroit-là. (Entrevue #7)

Selon ce jeune homme, c'est la présence de la jeune population d'étudiants et des jeunes d'origine chinoise qui crée un tel paysage urbain. Mais d'abord, précisons que cet espace où est mise en scène l'ethnicité chinoise est structuré par deux artères commerciales : les rues Sainte-Catherine Est, et Saint-Mathieu. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, la stratégie de mise en scène identitaire peut se faire de plusieurs manières. Ici, on parle principalement de pratiques de *place-making* par l'offre commerciale et son affichage. Cela fait écho à l'exemple du Petit Maghreb, qui a bénéficié d'un *branding* fort pour attirer la clientèle dans ses commerces, ces commerces qui sont le moyen principal de la mise en scène de l'ethnicité. La clientèle est bien plus diversifiée. Pour l'une des étudiantes interrogées, cette identité qu'on attribue au quartier est avant tout associée aux étudiants chinois qui y résident.

Concordia, I think they have a big amount of students from China, so a lot of Chinese students living around this neighbourhood, and also there are a lot of Chinese restaurants so I think Yeah you can call it a second Chinatown. (Entrevue #4)

Ces étudiants représentent un bassin de clientèle important pour ces commerces, dont l'offre se différencie de ce que l'on retrouve au quartier chinois. Si le quartier chinois apparaît aux yeux des étudiants comme une représentation de la Chine figée dans l'époque qu'ont connue les Cantonais qui se sont d'abord approprié l'espace, le quartier Concordia est fidèle aux caractéristiques des migrants récents temporaires. Certains étudiants y perçoivent une plus grande authenticité. La notion d'authenticité semble inhérente à l'attachement qu'ils ont envers ce lieu.

Si tu parles juste des restaurants là-bas, c'est peut-être plus authentique parce qu'il y a beaucoup d'étudiants internationaux chinois qui fréquentent là-bas. Ils font des recommandations donc c'est plus authentique. (...) Bien sûr que c'est très loin des vrais plats chinois, mais c'est meilleur que certains restaurants dans le quartier chinois. (Entrevue #5)

Comme l'indique cette répondante, on retrouve toujours des différences entre les plats servis en Chine et ceux servis ici. Il est alors certainement question d'adaptation, laquelle permet d'élargir la clientèle. Dans la mesure où cette adaptation des mets chinois met en péril l'authenticité de ceux-ci, nous pouvons observer que la manière dont l'authenticité est définie par les répondants tient plus au contexte qu'à la représentation exacte. Les plats seraient certes plus fidèles que pour bien d'autres restaurants du quartier chinois, mais l'authenticité ne peut être définie qu'uniquement par l'offre de produits. Comme l'expliquent Zukin et Pottie-Sherman, l'authenticité doit être perçue au travers de l'expérience quotidienne (Zukin, 2009; Pottie-Sherman, 2013). L'authenticité s'exprime au travers de l'évolution graduelle des expériences quotidiennes de plusieurs générations (Pottie-Sherman 2015, 13). Ainsi, la mise en scène de l'ethnicité asiatique dans les environs de l'université Concordia serait perçue comme plus authentique que l'image du quartier chinois pour les migrants récents dans la mesure où elle reflète les transformations de cette population migrante et des lieux qu'elle fréquente. À l'inverse, le quartier chinois, par la faible présence de la jeune génération dans son développement, apparaît figé dans le temps et dans l'espace et donc, est moins authentique.

Cependant, le discours autour de l'offre commerciale varie énormément d'un répondant à un autre. L'un des étudiants qui habite près de l'Université Concordia dit ne pas y aller souvent puisqu'il préfère se déplacer ailleurs à Montréal ou même dans d'autres villes pour trouver des restaurants qu'il juge meilleurs. Aussi, nous notons que la perception de ce lieu qu'ont les personnes qui se sont impliquées dans le quartier chinois diffère souvent de celle des étudiants, entre autres parce que leurs occupations ne les amènent pas à aller dans le quartier.

Usually, you know, I don't really eat in quartier Concordia because I think that, certainly there are Asian restaurants in Montreal but if you had better Asian food elsewhere, let's say in Toronto or in you know New York City I guess, then you would find the Asian restaurants here are not that good. That's why I don't usually go. (Entrevue #3)

Moi je n'y vais pas, vraiment. Moi je trouve la qualité de bouffe vraiment moins bonne là et moi je ne considère pas ça comme le deuxième quartier chinois. Ça s'est appelé de même dans les journaux là et tout ça, mais écoute, le vrai quartier chinois est là-bas. (Entrevue #7)

L'émergence de ce quartier en tant que «nouveau quartier chinois» selon l'expression médiatique, pose la question de la définition d'un quartier ethnique. Parler de quartier ethnique comme on le fait pour le quartier chinois n'est peut-être pas approprié. Loin d'avoir la même forme, le quartier où se trouve l'université Concordia ne compte pas d'institutions qui s'adressent à la population d'origine asiatique.

C'est vrai qu'il y a toujours la dimension commerciale qui prend plus de place, mais est-ce qu'il y a autre chose? Des centres communautaires, des centres de diffusion artistique? (...) À ma connaissance, il y a pas de centres autres que des commerces ou des restaurants. (Entrevue #7)

Dans un mémoire qui prend position sur le Plan de développement de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal soulignait que les nouvelles dynamiques migratoires et les profils diversifiés des migrants nous amènent à observer «une mutation de la géographie résidentielle des groupes ethnoculturels, tout comme celle du marquage ethnique, à travers lequel ces mêmes groupes continuent de se rendre visibles dans l'espace urbain montréalais.» (CiM 2013, 16). Les commerces mettent en visibilité l'ethnicité asiatique, qu'on réduit aisément à l'ethnicité chinoise dans les médias. Or, il ne s'agit pas de l'unique facteur de marquage ethnique, la présence des étudiants chinois participant aussi à ce marquage de l'espace. Lorsque Raulin

écrit que la mise en scène des façades commerciales cherche à attirer des clientèles spécifiques (Raulin, 1987), nous pouvons comprendre que leur apparition et le roulement qu'on leur connaît montrent qu'elles s'adaptent à la clientèle étudiante.

Pour un homme qui s'est impliqué durant de nombreuses années auprès de la communauté chinoise, ce quartier s'est développé parce qu'il y aurait eu un besoin pour cela. Que ce soit pour combler un besoin ou que ce soit en réaction au potentiel que représente un si grand bassin d'étudiants, il s'agit d'un phénomène nouveau.

If there's a need, people can also go outside of downtown Chinatown and build another Chinatown. Which is happening right now. Near Concordia and in Brossard. But it's the not the same as the one in Chinatown (...) They don't have the institutions. The only thing they have the shops, restaurants and groceries. Mostly restaurants. (Entrevue #10)

À l'arrondissement de Ville-Marie, on a bien remarqué que les dynamiques migratoires ont contribué à repositionner ce lieu. Ce qu'on retient est surtout la dimension commerciale et l'on en parle comme un produit, qui pourrait éventuellement avoir le potentiel pour devenir touristique.

On parle d'un pôle commercial, on parle d'un attrait touristique, et quand on parle de ça, on est au centre-ville et la qualité du produit touristique est très importante. (Entrevue #12)

Pour l'instant, aucun plan n'a été conçu à cet effet. On dit qu'il reste beaucoup à faire si l'on veut soutenir la concurrence internationale. Il sera pertinent de suivre l'évolution de ce quartier et les stratégies mises en place par la Ville.

4.5 Pour conclure

Dans ce premier chapitre d'analyse, nous avons d'abord cherché à contextualiser les changements dans les profils des migrants d'origine chinoise. Ces changements sont liés d'une part à l'ensemble des dynamiques migratoires et politiques. Entre autres, la catégorie de l'immigration temporaire, qui comprend les travailleurs temporaires et les étudiants, a été largement mise de l'avant dans les politiques d'immigration. Cela est central à notre propos puisqu'une fois de plus, le portrait très hétérogène de la communauté chinoise se trouve

modifié. L'un des principaux constats de cette recherche exploratoire est que les profils diversifiés des migrants les amènent à s'intégrer à différents degrés dans des réseaux, souvent liés à leurs professions (d'étudiant pour certains) qui sont également très diversifiées. Les réseaux ne sont donc plus tant associés à un espace physique, mais bien à un espace global. Aussi, ces réseaux influencent-ils largement les lieux fréquentés, autant au quotidien qu'à l'occasion. Conjugée à une mobilité grandissante, les ancrages deviennent multiples et variés. Le quartier chinois, lui, se situe quelque part parmi ces lieux d'ancrages, mais il n'est plus central. Ces changements sont le résultat de transformations sociales et spatiales qui s'échelonnent sur de nombreuses années. Récemment, la place que prennent les étudiants internationaux parmi la population migrante laisse paraître de nouveaux ancrages.

Si les jeunes attribuent parfois une valeur historique au quartier chinois, ils ne le fréquentent pas de la même manière que le faisaient les générations antérieures de migrants. Leur mobilité les amène à percevoir ce quartier d'une manière qui leur est particulière, mais aussi à avoir des ancrages ailleurs dans la ville. La fréquentation du quartier chinois dépendra de la proximité de leur lieu de résidence, et surtout, des réseaux dont ils font partie. Les jeunes fréquentent des milieux qui représentent beaucoup plus leurs intérêts académiques professionnels et personnels, et qui réfèrent moins à leur origine ethnique. Les déplacements quotidiens de ces personnes à l'échelle de la ville et dans leurs quartiers respectifs les amènent à découvrir de nouveaux lieux qui les interpellent davantage. L'essor de l'individuation apparaît clairement dans leurs ancrages et dans la manière de définir leur ethnicité. Il est ainsi très complexe de cerner le rapport à l'espace pour ces personnes, dont l'identité est multiple.

Par ailleurs, la manière dont ils conçoivent leur ethnicité ne dépend plus de ce lieu, mais est fortement rattachée à différents réseaux. La construction de leur ethnicité tient compte davantage de leur expérience migratoire qui transforme leurs référents culturels. Considérant que leurs aspirations et leurs projets d'avenir consistent plutôt à intégrer des cercles professionnels, des cercles d'influence, on n'observe pas une mise en scène de leur ethnicité limitée à un territoire, mais plutôt d'une identité insérée dans un espace global et politique. L'ethnicité est alors mobilisée différemment.

CHAPITRE 5 : ENTRE REPRÉSENTATIONS COMMUNES ET DIVERGENTES DU QUARTIER CHINOIS DE MONTRÉAL

5.1 Le quartier chinois marché par les jeunes

La méthode de l'entrevue mobile s'est avérée avantageuse à bien des égards puisqu'elle nous a permis de récolter des informations quant à la manière dont les étudiants se représentent spatialement le quartier. En laissant le soin aux étudiants de choisir leur trajet une fois sur place, nous avons observé que leur connaissance du quartier ne s'étendait pas à toute sa superficie. Celle-ci se limite généralement aux deux artères principales, soit la rue De La Gauchetière et le boulevard Saint-Laurent. Nous retenons d'abord deux choses des déplacements effectués lors des entrevues. Les trajets que les étudiants ont choisi d'emprunter et les endroits qu'ils ont évités sont, d'une part, tous semblables, et d'autre part, ne concernent que la partie est du quartier. Ce constat n'est pas étonnant puisque la partie ouest du quartier est occupée par le Complexe Guy-Favreau, par beaucoup d'associations communautaires, une église catholique et un temple. Bien que nous y comptions plusieurs restaurants, ce sont plutôt des services qui se situent de ce côté du quartier. À l'inverse, les trajets empruntés par les jeunes participants se concentrent là où l'on compte une plus grande densité de restaurants et de supermarchés. Ces trajets, illustrés ci-dessous, avaient tous un point de départ qui leur était imposé, soit à la Place Sun Yat Sen. Même si celui-ci est central et constituait à notre avis un point de repère, certains ne le connaissaient pas.

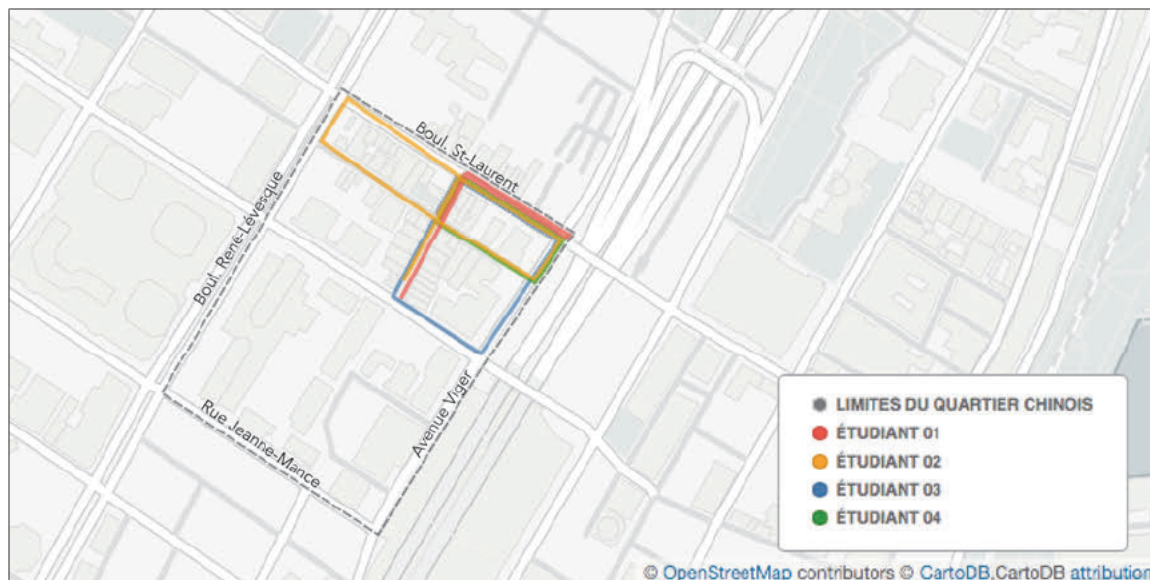


Figure 5.1 : Carte des trajets empruntés par les étudiants en entrevue mobile

Source : OpenStreetMap; Marie-Ève Charbonneau, 2015

Pour comprendre comment les étudiants perçoivent cet espace, nous avons encore une fois fait appel au concept d'imagibilité de Lynch. Ce concept réfère au potentiel «qu'a un objet de créer une forte image chez n'importe quel observateur» (Lynch 1969, 11). Celui-ci nous paraissait particulièrement adapté pour noter comment le paysage urbain structurait le discours des répondants, leurs réactions devant des objets ou des pratiques qui mettent en scène une ethnicité que les étudiants partagent à priori. L'imagibilité de la ville pour un individu sera influencée à la fois par sa signification sociale, c'est-à-dire sa fonction, son histoire ou même son nom, ainsi que par la perception des objets physiques qu'elle comporte. Ces objets physiques peuvent former des voies, des limites, des points de convergence, des points de repère notamment.

Les étudiants ont tous mentionné dès le début du parcours l'existence du supermarché situé dans un sous-sol sur le boulevard Saint-Laurent, ce qui témoigne bien de la principale activité qu'ils font dans le quartier et d'un lieu de convergence important. Ce supermarché, de même que la station de métro et certains commerces qui différaient selon chacun, constituaient des points de repère. Les arches constituaient également des points de repère importants et délimitent l'espace de façon claire.

And here is another door so I guess it's the end of the Chinatown. (Entrevue #2)

La construction de l'image de la ville peut nous en apprendre énormément quant à la manière dont une personne s'investit dans un lieu. Comme l'explique Raulin à propos de l'approche de Lynch, la signification de l'espace se construit dans la relation entre le sujet et l'objet. Les cartes mentales présentées au chapitre précédent témoignent bien de l'idée selon laquelle le sens pratique et affectif d'une personne envers un lieu sera variable selon l'expérience que cette personne a de ce lieu. Cette expérience est largement reliée au temps passé à cet endroit (Raulin 2007, 165).

Ensemble, l'imagibilité du quartier de chaque étudiant peut former une image collective. Bien que nous n'ayons pas fait l'exercice avec d'autres types d'usagers du quartier, nous pouvons croire que la manière dont les étudiants se représentent le quartier divergera de celle des autres usagers. Cette dimension spatiale complète leur discours au sujet de la relation qu'ils entretiennent avec ce lieu.

Si les jeunes s'entendent tous pour dire que le quartier est très petit, surtout lorsqu'ils le comparent aux autres quartiers chinois en Amérique du Nord, peu d'entre eux semblent connaître les événements qui ont modifié ses limites. Seul un jeune homme né de parents de deuxième génération, qui s'implique auprès de la communauté connaît bien l'histoire des luttes sociales dans le quartier.

Dans le temps le quartier chinois était beaucoup plus large que ça. Et c'était déjà, la frontière nord était à René-Lévesque. Dans le sud, puis dans l'ouest, quand ils ont fait la proposition pour le Complexe Guy-Favreau, ils ont décidé de le mettre dans ce quartier-là, parce que, soi-disant c'est de la communauté chinoise qu'ils pouvaient s'attendre à moins de résistance dans ce projet-ci. Donc ils l'ont complété, ils ont complètement rasé les bâtiments, les commerces et les résidences qui étaient du côté sud et est, et qui sont devenus le complexe Guy-Favreau et le Palais des Congrès. La loi 65,13 voulait limiter la construction de commerces chinois au-delà de St-Laurent. Il y a eu une lutte, une manifestation de la part de la communauté pour contester cette loi et ils ont gagné, je ne sais pas, 100 pieds ou quelque chose comme ça. Maintenant ça se rend à St-Dominique. Au-delà de ça, la communauté était effectivement bloquée, ils ne pouvaient plus développer. C'est pour ça donc que ça se limite un peu aux deux coins de rue qu'on connaît maintenant. (Entrevue #7)

Cette taille réduite amène un répondant qui réside dans le quartier à dire que pour l'instant, cette taille permet d'en faciliter la gestion. À cet effet, l'émergence du quartier Concordia pourrait être perçue comme une réponse au manque d'espace pour les jeunes dans le quartier.

I think for the time being, the size of Chinatown is good. If there's a need, people can also go outside of downtown Chinatown and build another Chinatown. Which is happening right now near Concordia and in Brossard. (Entrevue #10)

Pour cette même personne, la localisation est un élément clé qui contribue au développement du quartier. On observe ainsi une vision beaucoup plus tournée vers l'extérieur.

To the east you have the hospital, to the west you have the convention center, and to the south you have the old port, the old Montreal, and to the north, you have the "Quartier des spectacles". So we are in the middle of everything. I think for us to go one step forward, we need to have the business people participation. (Entrevue #10)

La localisation du quartier chinois est un facteur important dans la redéfinition dont il fait l'objet. La proximité d'équipements institutionnels et de points de destination culturelle et artistique majeurs qui attire de nombreux visiteurs autant locaux que régionaux et internationaux, est certainement en partie à l'origine de transformations de l'offre commerciale dans le quartier chinois. Mais ces transformations ne sont pas si récentes puisqu'elles sont aussi dues aux transformations qui ont graduellement touché les quartiers qui entourent le quartier chinois. C'est le propos d'une participante qui s'est impliquée dans plusieurs associations et fondations depuis 25 ans dans le quartier chinois, interrogée au sujet des transformations récentes de l'offre commerciale et de la clientèle.

Not in the last years you know, I'd be near 40 some years. Chinatown definitely has improved, in every way. The businesses are growing, and it's mostly restaurants and stores and all kind of food, much better. And also you have people, from different provinces in China. It is a good thing. The old ones, they are growing old. And they don't feel that all the work that they've done was for nothing. It attracts people. And also, you see local people visiting Chinatown. It's incredible. Between Place des Arts and old Montreal, we are like a passerelle you know. So everybody come to Chinatown. (Entrevue #9)

5.2 L'implication des jeunes dans le quartier chinois

Les personnes qui se sont longuement impliquées dans le quartier insistent sur la nécessité d'attirer les jeunes d'origine chinoise et les entrepreneurs. Ils expliquent qu'au-delà des divisions dans la communauté chinoise, il existe une solidarité au sein des personnes qui y cohabitent.

You know in a community, there are different opinions but on the hold there is solidarity. If one organize a fundraising, they all participate. (Entrevue #9)

Or, ce type de participation ne concerne que très peu les jeunes, qui ne s'impliquent pas de manière constante dans les événements qui ont lieu dans le quartier. S'ils ne l'utilisent pas au quotidien comme les personnes âgées qui y habitent, beaucoup de jeunes participent cependant à du travail volontaire. Par exemple, certains s'impliquent dans l'organisation de célébrations avec les personnes âgées qui résident à l'Hôpital chinois, ou encore, ils vont offrir un service de comptabilité durant la période des impôts. Ces activités de bénévolat sont souvent organisées par le réseau universitaire. Cependant, il s'agit d'implications occasionnelles.

Nous comptons également des projets à saveur culturelle et sociale initiés par des jeunes d'origine chinoise. Il s'agit par exemple du *Green Chinatown Project*, une installation d'agriculture urbaine sur le site de l'Hôpital chinois (Entrevue #7). Par l'entremise de ces projets, nous observons que les jeunes peuvent se sentir concernés par ce lieu. Or, ce n'est pas tant au lieu qu'aux communautés chinoises que les jeunes ressentent un attachement. Pour un jeune homme, le lieu contient une large part de symbolisme et témoigne de l'importance qu'il attribue à ses origines. Bien que le film auquel il a participé, «Être chinois au Québec», portait sur des thèmes bien plus larges que les communautés installées dans ce quartier, il accorde à ce lieu une existence emblématique.

C'est là qu'on a fait la première du film. C'était dans le quartier chinois. C'était en février 2013. Et on voulait le faire là pour justement souligner l'importance de ce lieu-là. Par la suite, on aimerait faire d'autres interventions là aussi, pas juste... je veux dire plus artistique aussi, plus sociale. Et quand j'ai la chance aussi j'aime introduire, ou agir un peu comme ambassadeur pour d'autres qui connaissent peut-être pas, ou moins le quartier. (Entrevue #7)

5.3 Des visions divergentes du développement économique du quartier

Les entrevues nous ont permis d'observer que les jeunes qui sont depuis longtemps installés au Québec et qui s'impliquent auprès de la communauté chinoise de quelque manière que ce soit sont tous des jeunes qui font partie d'une multitude de réseaux. Ils sont mobiles, c'est-à-dire qu'ils se déplacent dans des lieux très diversifiés et qu'ils ont voyagé ou ont habité à l'extérieur du Québec et de la Chine. De par ces expériences engendrées par la mobilité, ils donnent un point de vue intéressant sur le quartier, lequel diffère de celui des personnes qui s'y résident. Or, leur implication ne passe pas par des projets qui demandent un capital plus important, ou qui nécessitent l'achat ou la location d'un espace. Les raisons qui expliquent l'absence d'une implication dite entrepreneuriale ne sont pourtant pas complexes.

Je pense que le quartier chinois ça reste un choix ouvert pour les jeunes, mais c'est juste au niveau pratique je sais pas, mettons c'est combien le loyer par mois, ça je n'ai jamais fait de recherche là-dessus. (Entrevue #6)

Le prix élevé des loyers commerciaux dans le quartier chinois est un facteur répulsif pour les jeunes. Aussi, la distance entre le quartier chinois et le lieu de résidence pourrait faire en sorte que le quartier chinois n'est pas nécessairement le lieu ciblé pour mettre en œuvre une telle initiative. Parallèlement, on observe des initiatives ailleurs dans la ville, où les coûts pour un local sont moindres. Par exemple, l'une des répondantes, jeune professionnelle dans le domaine de l'animation 3D, mentionne l'initiative d'un ami qui a ouvert un centre culturel asiatique, cambodgien plus précisément, à Côte-des-Neiges (Entrevue #6)

Mais pour des personnes qui se sont longuement impliquées dans le quartier et qui approchent de la retraite, les jeunes ne s'impliquent pas. Par implication, ils entendent une implication au niveau de l'entrepreneuriat par l'ouverture de nouvelles entreprises ou la reprise de celles existantes.

You have all these old people who arrived from China there was almost 30 years, and now they're getting old and they're no longer in a position of influence. So they never try to introduce young people in the organization. So everything is stacked, they are leaving but there's nobody else. Nobody goes in the press and talk about Chinatown. Nobody talk about what is going on here. (Entrevue #10)

Les jeunes migrants arrivés récemment ou les Chinois de deuxième génération sont considérés comme la relève pour les personnes qui ont des établissements commerciaux dans le quartier. Ils sont souvent perçus comme des entrepreneurs potentiels qui pourraient revitaliser l'économie du quartier. Or, la plupart n'ont pas de projet d'entrepreneuriat lorsqu'ils arrivent, et ont peu de moyens financiers. Aussi, la mobilité des jeunes se pose comme un facteur d'incertitude quant à la reprise des commerces qui façonnent l'image du quartier.

So they don't have a sense of belonging. Today I have business here tomorrow I'm gone. Those are differences. That's why we need to have business opportunity for them, make them feel like this is their home. At least a second home. The only thing missing is economic development. In the last years we lost that, but I think we can restart. (Entrevue #10)

I think now, you have lots of new immigrants coming from China, mainly lots of students, and those are the potential business people. (Entrevue #10)

Dans un article publié par «The Atlantic», Gillian B. White expliquait que la reprise des commerces dits ethniques se fait habituellement dans une trajectoire intergénérationnelle, mais encore faut-il que les nouvelles générations socialisent dans des réseaux communs.

[...] Not only are owners are willing and able to hire fellow immigrants for their businesses, but also that there's the ability to create an intergenerational trajectory, where owners are able to pass their business down to their children and grandchildren, continuing the job-clustering effect. (White, 2015)

Les commerces dans le quartier chinois, largement issus du domaine de la restauration, attirent peu les jeunes Chinois qui fréquentent des réseaux complètement différents. L'origine de ces commerces tient de différents éléments contextuels tels que l'arrivée des migrants chinois à la fin du 19^e siècle et de leur concentration, causée par un contexte discriminatoire. L'obtention d'un visa pour immigrer étant facilitée pour les marchands n'est pas étrangère à cette propension des immigrants chinois à ouvrir des buanderies, mais aussi à travailler dans le domaine de la restauration. Ce même contexte, qui a donné lieu à la Loi sur l'immigration chinoise, a mis un terme à l'immigration chinoise durant près de 30 ans, période durant laquelle les Chinois ont ouvert de nombreux commerces et institutions. Le contexte actuel favorise beaucoup plus la dispersion des migrants et, autant les jeunes arrivés récemment que les Chinois de 2^e génération ou plus, investissent le territoire autrement.

Évidemment, la mobilité est loin de concerner uniquement les étudiants internationaux. Elle touche aussi les entrepreneurs de manière générale, ce qui amène l'un des répondants à affirmer que nous devons d'abord avoir une situation économique stable dans le quartier. Or, pour atteindre cette stabilité et cette vitalité, il est nécessaire d'une part de retenir la relève dans le domaine des affaires en leur offrant un environnement qui leur convient et, d'autre part, de concevoir un plan clair et coordonné entre les différents acteurs du développement économique, incluant la Ville.

I think what are lacking are also initiatives from the municipal government and the community itself to coordinate a plan you know, what needs to be done. There are a couple of models that the city has, the SDC, Society development of commerce. All the merchants get together for their own good. Chinatown has no SDC. I think that eventually it will have one because we're moving into an era that has competition. The only way you can compete is if you have this model or something similar to it. Then you can develop the area. (Entrevue #10)

Autant la Ville que certaines personnes qui s'impliquent auprès des communautés chinoises croient que le modèle de regroupement commercial de la Société de développement commercial (SDC) serait essentiel à la viabilité du quartier. L'encadrement, la coordination avec l'instance municipale et la contribution des commerçants sont perçus comme les éléments clés pour élaborer un plan d'action qui mettrait fin à la situation actuelle que plusieurs perçoivent comme un déclin économique. Si l'absence d'une telle structure jusqu'à présent peut en partie être expliquée par les divisions qui existent entre les entrepreneurs du quartier, la relève est perçue comme une opportunité pour engendrer une nouvelle réflexion quant à l'avenir du quartier. À ce titre, les changements qu'on observe dans les quartiers environnants, ainsi qu'au sein de la communauté elle-même, pourraient favoriser un renouveau.

5.4 L'apparition de nouveaux types d'entreprises

Une différence majeure apparaît dans la vision du développement économique du quartier pour ces groupes d'acteurs. Spécifions d'abord que les entrevues nous ont permis de voir que seuls les jeunes qui sont établis au Québec depuis longtemps, au moins 10 ans, ou qui sont de deuxième génération, ont une vision concernant le développement du quartier chinois. Mais contrairement aux personnes établies depuis de nombreuses années dans le quartier, leurs

idées privilégient des types d'entreprises émergentes. Selon eux, le développement économique devrait prendre de nouvelles formes. (Entrevue #6) La visite d'autres quartiers chinois au cours de voyages les amène à proposer des initiatives qui pourraient répondre à de nouveaux besoins.

Mais pour le moment l'évolution est plus diversifiée au niveau des produits, mais ça se diversifie plus encore, ça reste dans la nourriture et les produits de loisirs, les services de loisirs, mais moins dans ce qui nourrit l'esprit. C'est plus ce qui nourrit le corps. (Entrevue #6)

De nombreux commerces qui ont pignon sur rue actuellement sont nés d'une époque particulière, où l'offre commerciale était largement orientée vers le tourisme. Si cette forme promettait des opportunités d'affaires pour des personnes qui connaissaient les difficultés de l'arrivée dans un nouveau pays, les jeunes qui ont grandi à Montréal sont plus tournés vers les besoins en équipements communautaires, culturels et artistiques.

Je n'en ai pas vu encore des bons centres, des bonnes bibliothèques, centres communautaires dédiés aux Chinois, aux Japonais ou coréens. Peut-être qu'il y en a à petite échelle, ou qui restent dans le cercle privé, mais des choses qui sont accessibles à tous, il n'y a pas une infrastructure qui le soutient à ce moment. (Entrevue #6)

On observe cependant un nouveau phénomène dans le quartier, celui d'entrepreneurs qui ne sont pas d'origine chinoise, qui y voient de nouvelles opportunités d'affaires. Certains commerces mettent en scène une ethnicité chinoise, mais n'ont pas été ouverts par des gens d'origine chinoise, et un autre affiche une ethnicité mexicaine. Jusqu'à présent, il s'agit du premier commerce qui ne met pas une ethnicité asiatique en scène. À cet effet, un fonctionnaire de la ville de Montréal affirme qu'il y a de moins en moins de restaurants «à connotation 100 % chinoise». (Entrevue #12)

Le restaurant le plus branché du quartier chinois, de la nouvelle génération, c'est un Québécois qui est habitué dans la restauration qui a parti un restaurant chinois. Il est arrivé il y a deux ans et il a fait ça uniquement par son réseau et sa réputation. Il est la relance actuellement. (Entrevue #12)

Les photographies ci-dessous illustrent ces nouveaux phénomènes. Par exemple, un restaurant mexicain a ouvert ses portes sur le boulevard Saint-Laurent, et un nouveau restaurant qui sert des mets chinois est tenu par des propriétaires québécois.



Figure 5.2 : Restaurant mexicain La Capital
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.



Figure 5.3 : Un restaurant chinois dit «fusion»
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.

5.5 Mise en scène symbolique de l'ethnicité

La méthode de l'entrevue mobile s'est aussi révélée avantageuse pour aborder des questions qui concernent la perception de l'environnement. Cette divergence perceptuelle du paysage urbain fait écho aux propos de Lucie K. Morisset.

Ce qui compte dans le paysage, c'est moins son «objectivité» que la valeur attribuée à sa configuration. Cette valeur est et ne peut être que culturelle. Les projections dont je l'enrichis, les analogies que je fais spontanément résonner à son propos font partie intégrante de ma perception : c'est pourquoi bien qu'identique, ton paysage et le mien ne se recouvrent pas. (Morisset 2009, 84).

En étant tout à fait immergés dans le quartier chinois, les participants ont eu différentes réactions à la vue de symboles, d'éléments architecturaux et des pratiques d'autres visiteurs qu'ils croisaient. Bien souvent, l'ambiance particulière dans laquelle ils se trouvaient a été à l'origine de leur discours. Nous avons pu ainsi capter directement les réactions des participants vis-à-vis d'une grande variété d'éléments de mise en scène captés par leur sens.

Ces éléments de mise en scène réfèrent au concept d'enchinoisement proposé par Jonathan Cha qui a analysé la mise en symboles du quartier chinois. Le processus d'enchinoisement se définit comme l'ajout de symboles à partir d'un cadre bâti typiquement montréalais dans le but d'y attribuer un caractère chinois. Ce qu'on observe dans le quartier chinois de Montréal serait une réinterprétation des artéfacts et des icônes inspirées de lieux authentiques en Chine, par des représentants des communautés chinoises et de la ville de Montréal (Cha 2004, 7). Comme le souligne l'auteur, «l'identité chinoise se définit moins par le rapport à l'histoire, mais davantage par un tissu d'associations et de références matérielles» (Cha 2004, 7). L'accumulation d'images symboliques perpétue une image de la Chine qui correspond aux fondateurs du quartier, mais qui se trouve souvent décalée de ce qu'en connaissent les migrants récents. Les arches, fabriquées par des artisans du sud de la Chine avec un savoir-faire et des matériaux spécifiques à cette région, renforcent l'image de la présence cantonaise. Si elles sont une fierté pour certains, elles sont le reflet d'une distance culturelle au sein de la population pour d'autres.

Le concept de *local distinctiveness* proposé par Broudehoux, c'est-à-dire l'exacerbation de l'expression d'une identité dans un contexte de mondialisation où l'on craint l'hybridation culturelle pour comprendre les stratégies qui poussent la construction de l'image symbolique d'un lieu, peut certes éclairer les gestes posés pour façonner l'image du quartier chinois (Cha 2004, 7). D'après Cha, les années 1998 à 2001 peuvent être perçues comme une période marquée par la volonté de s'ancrer dans le contexte de mondialisation par la spécialisation, le raffinement et une richesse esthétique influencée par la Chine impériale. Si certaines interventions faites dans le passé ont cherché à renforcer le caractère chinois du quartier dans le but de pérenniser son développement économique et touristique, les transformations sociales qui caractérisent aujourd'hui la communauté chinoise complexifient et questionnent les moyens d'affirmation culturelle. À l'heure actuelle, nous ne pouvons affirmer que l'on cherche à attribuer au quartier chinois une image symbolique qui le distinguerait dans un système global. Faisant allusion aux étapes d'enchinoisement de Cha, l'un des informateurs clés disait à la blague que le quartier en est aujourd'hui à sa septième phase. Il veut ainsi dire que le quartier a connu de grandes transformations depuis le début des années 2000.

Nous avons observé qu'au niveau des symboles, de l'ambiance et de l'architecture du quartier, les avis des répondants sont très partagés. L'ambiance générale peut représenter une Chine exotique pour quelqu'un qui vient du nord de la Chine.

Pour les enfants qui ont grandi en Chine, notre concept de quartier chinois vient des films de Jackie Chan. Ou des films d'action qui se sont tournés à Hollywood, à New York ou à San Francisco, où ils ont filmé les quartiers chinois qui sont en dehors de la Chine. Donc déjà pour nous l'idée de quartier chinois c'est une idée qui vient de l'ouest. Soit des États-Unis, Canada ou Britain. Donc déjà dès le début je me suis dit Ah ok c'est quelque chose qui me ressemble, mais qui ne m'appartient pas. (Entrevue #5)

Cette jeune femme qui a grandi dans une métropole du nord de la Chine n'y reconnaît pas l'architecture, les couleurs ou les symboles qui correspondent plutôt aux villes du sud de la Chine. Le paysage du quartier chinois qui rappelle les premiers immigrants chinois arrivés à la fin du 19^e siècle qui s'étaient approprié cet espace, est donc un univers plus ou moins connu pour d'autres migrants chinois. Il leur paraît figé dans le temps et dans l'espace. Nous observons que la distance culturelle et géographique qui existe en Chine se retrouve donc dans le pays d'accueil également.

I find this looks like every Chinatown in North America but much smaller. Actually the general image is the same, very similar to other Chinatown in North America. But all these Chinatown they don't really look like... I don't know why they look like this, or why people built them like this [...] probably it's from another epoch. (Entrevue #3)

L'ambiance peut aussi rappeler la Chine d'une autre époque, avec la musique provenant d'un magasin sur la rue De La Gauchetière, qui rythme le passage des piétons. D'un côté, diffuser une musique ambiante fortement pour que les passants puissent l'entendre serait encore très courant en Chine. Mais comme le rappelle l'une des jeunes femmes qui a grandi en partie à Montréal, il s'agit toujours de vieilles chansons, celles qui ont marqué l'époque des générations qui la précèdent. L'offre de produits, les mets et les objets souvenirs vendus dans les boutiques lui paraissent moins sophistiqués que ceux retrouvés en Chine, ce qui renforce cette image d'exotisme. Ce sont des produits touristiques, plutôt que de vrais produits ayant une valeur historique (Entrevue #5).

L'un des étudiants a demandé pourquoi tous les quartiers chinois nord-américains avaient une telle image. À l'inverse des villes en Chine dont les styles architecturaux se mêlent au fil du temps, le quartier chinois conserve les traditions et identifie ainsi clairement l'identité qui se projette dans le lieu. Si l'offre de services et de produits est à l'image de Montréal, c'est-à-dire moderne et ouverte aux échanges internationaux, elle diffère de ce que l'on retrouve en Chine. Mais pour plusieurs étudiants, certains symboles, par exemple les lions sur les arches à l'entrée

du quartier réfèrent à des traditions et à l'histoire. Ce sont des symboles qui dépassent les limites territoriales et temporelles. Par exemple, une jeune femme venue faire un stage à Montréal explique :

Pourquoi on a mis un lion ici? Parce qu'en Chine pour la maison, les personnes vraiment riches mettent ce type de lion à l'entrée parce que ça veut dire qu'ils veulent la sécurité pour la famille. Ça, c'est une bonne signification. Dans la culture chinoise, c'est vraiment important. C'est une bonne signification pour la maison, mais aussi dans l'architecture classique en Chine, il y a ce type de lion. (Entrevue #1)

Les photographies ci-dessous illustrent les deux symboles reconnus par les étudiants lors des entrevues mobiles.



Figure 5.4 : Une arche du quartier chinois

Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015



Figure 5.5 : Une sculpture de lion

Source : Marie-Ève Charbonneau, 2015

Au sujet de l'installation des arches, un jeune homme d'origine chinoise né à Vancouver indique «que c'est plus pour les Chinois, c'est pour les touristes.» Pour reprendre son expression, cela symbolise une *tokenisation*. (Entrevue #7) Loin d'être le seul exemple, tous ne s'entendent pas au sujet de l'image projetée par le quartier. Si l'une des répondantes soutient que le quartier chinois est important notamment pour le développement des jeunes de deuxième génération

afin qu'ils aient un certain rapport à leur origine, un autre étudiant chinois explique que le quartier tel qu'il est actuellement, donne une image erronée de la Chine. Comme si celle-ci ne s'était pas développée depuis les quarante dernières années.

I feel it's really old, it doesn't really represent Asian cultures or Chinese culture anymore because what I see is something that might have been in China maybe forty years ago. But now if you go to China you would not see something like this. I feel this gives a wrong impression of what China is. (Entrevue #3)

L'amalgame de symboles affiché dans le quartier représente la présence de gens provenant de différents pays asiatiques ou de différentes régions de la Chine. En plus de l'affichage des noms de ces lieux, le type d'écriture choisi est révélateur. Par exemple, l'écriture simplifiée adoptée par la Chine continentale dans les années 1960, mais pas par Hong Kong, permet de déceler un indice quant à l'offre du commerce, ou encore, dans certains cas, de voir que les anciens symboles sont encore utilisés. Avec la venue de migrants arrivés dans des contextes différents, par exemple avec la vague d'immigration des Vietnamiens dans les années 1970, le quartier a connu de nouvelles transformations. Les immigrants vietnamiens ont effectivement participé au marquage de l'espace de différentes manières. En intégrant le quartier de leurs pratiques sociales, ainsi qu'en y ajoutant une offre commerciale et un affichage qui met en scène leur ethnicité, ils ont du coup diversifié l'image du quartier. Le bagage culturel de chacune des populations migrantes qui investissent le territoire s'additionne à la richesse culturelle déjà présente, de telle sorte que le paysage urbain est formé de ces couches discursives de mise en scène (Morisset, 2009).

L'un des participants connaît bien les dynamiques économiques du quartier pour s'y être impliqué longuement. Pour lui, la visibilité de l'ethnicité chinoise doit avoir un rôle d'ouverture sur la Chine qui peut favoriser son développement économique. Dans un contexte où les gouvernements cherchent à accentuer les relations entre la Chine et le Canada, le quartier se positionnerait comme un intermédiaire qui reflète ces relations.

Chinatown is a window to the other side. What I mean, it's a window to people going to China, coming from China. It has to give an image then that's proper. It has to give an image of prosperity, which is a reflection of what is in China, and that will attract even more tourists and more investors. (Entrevue #10)

Or, cette ouverture sur la Chine ne se fait pas qu'au plan spatial. Si les jeunes reconnaissent peu les éléments identitaires mis en scène dans le quartier chinois, la construction de leur ethnicité se fait autrement et se projette dans des pratiques sociales et spatiales différemment. C'est le cas de cette participante qui avait eu accès aux ressources de la bibliothèque de l'Université McGill. Aujourd'hui, c'est à travers le médium cinématographique qu'elle met en scène et interprète des référents culturels dans le cadre de son travail. Elle s'inspire d'un éventail très large de ressources qui proviennent aussi de voyages en Chine.

C'est différent ce qu'on trouve en dehors de la Chine et ce qu'on trouve en Chine sur le terrain. C'est un *overlaps*, mais il y a aussi des segments ou des matières que soit qu'on peut trouver seulement en Chine, soit qu'on peut trouver seulement, bien conservé, à l'extérieur de la Chine. Par exemple, moi quand j'ai commencé à m'intéresser plus au côté culturel et humain, c'était quand j'ai eu accès à tous ces livres qui avaient été publiés et imprimés en Chine avant les années 50. Et ce genre de choses ne sont généralement pas accessibles pour les jeunes en Chine. Peut-être dans les bibliothèques ou les librairies privées on en trouve, mais ce n'est pas comme une bibliothèque dans une université où tu peux juste entrer et emprunter quelques livres qui ont été imprimés dans les années 20 et revenir tranquillement chez toi. (Entrevue #6)

Rassemblant des informations récoltées en Chine et à l'extérieur du pays, les projets cinématographiques de cette jeune femme ne sont pas strictement politiques. Cependant, en contournant l'accès limité à des ressources à l'intérieur du pays et en cherchant à rejoindre un public généralement large, ses projets ont une certaine visée politique.

Donc moi, je suis plus du côté artistique, culturel, des choses qui sont un peu moins sensibles à être censurées en Chine. Et c'est pour ça que j'ai choisi le médium de l'animation parce que ça passe sous le radar facilement. On se dit que c'est un truc pour les enfants, mais on peut glisser des messages codés un peu, pour ceux qui sont conscients (rires). (Entrevue #6)

Ce type de projets correspond à une manière de mettre en scène une ethnicité chinoise. Cette femme projette ainsi sa propre construction de l'ethnicité chinoise, conçue au travers de son expérience migratoire, dans un espace global, qui n'a plus de limites territoriales. C'est par des réseaux d'abord académique puis professionnel qu'elle a construit cette ethnicité chinoise, et c'est aussi à travers de nouveaux canaux qu'elle la met en scène.

5.6 Valeur historique et identitaire

Malgré la distance culturelle qui peut être créée par la mise en scène du quartier, plusieurs jeunes qui ont grandi à Montréal, ou qui sont de la deuxième ou troisième génération, attribuent une valeur historique et identitaire au quartier. Cette valeur n'est pas la même pour tous les Chinois, compte tenu des différences culturelles qui existent au sein même du pays d'origine.

Le quartier chinois il représente la Chine du Sud donc pour les gens qui font partie de cette communauté ils vont trouver peut-être un sens d'appartenance ou un lieu de partage, de mémoire, de célébrations. Mais pour ceux qui n'ont pas une niche communautaire, pour nous le quartier c'est juste simplement un point pour aller acheter quelques produits ou pour manger un repas, des choses plus superficielles ou matérielles. (Entrevue #6)

Cette valeur identitaire apparaît bien plus importante pour les jeunes d'origine chinoise qui n'ont pas ou peu grandi en Chine que chez les jeunes migrants. Pour un jeune homme qui a grandi à Vancouver et qui habite Montréal depuis 8 ans, c'est un lieu qu'il qualifie d'historique.

C'est le premier lieu où se sont installés nos ancêtres, et pas parce qu'ils le voulaient là, parce qu'ils se trouvaient rejetés des autres quartiers, des autres milieux. Ils se retrouvaient là pour retrouver la force, pour être ensemble, proche les uns des autres pour se soutenir et pour être plus forts. Ils n'avaient pas le choix. Donc c'est pour ça que c'est un peu triste que ça n'ait pas pu comme continuer dans ce sens-là. (Entrevue #7)

À l'inverse, le quartier a une portée très pratique pour les migrants récents venus en tant qu'étudiants. Cela peut être dû au fait de leur séjour temporaire. La plupart du temps, ils sont peu informés au sujet des luttes sociales qu'a hébergées le quartier chinois.

5.7 Les fonctions du quartier

5.7.1. La fonction résidentielle du quartier

Aucun des étudiants n'a évoqué la fonction résidentielle du quartier, à l'exception d'un seul qui avait déjà considéré chercher un logement au Complexe Guy Favreau après avoir entendu que

les logements y étaient abordables, en bon état et à proximité du centre-ville. Une jeune avocate membre de YCPA va jusqu'à se demander si le zonage permet aux gens d'y habiter.

Mais je ne sais pas c'est quoi le zonage là-dedans, est-ce que les gens peuvent y habiter? Je sais qu'il y a des vieux édifices centenaires, ou il y a eu des maisons de chambre, puis je ne sais pas à quel point les gens habitent encore dans le quartier chinois. (Entrevue #8)

Si aucun étudiant ou jeune professionnel n'envisage habiter le quartier, il en va autrement pour deux répondants qui se sont intéressés à l'accessibilité au logement par le passé. L'un d'entre eux habite le Complexe Guy-Favreau et insiste sur la qualité de vie que l'on retrouve dans le quartier. Une femme nous dit également qu'il est encore abordable de vivre dans le quartier, en raison du parc de logement social qui s'y trouve. Cependant, l'accès au parc de logements sociaux nécessite l'inscription sur une liste d'attente qui peut s'étaler sur plusieurs années. Attiré par le faible coût du loyer, l'un des étudiants indique s'être informé au sujet des procédures pour y louer un logement. Or, le temps d'attente requis et l'incertitude quant à ses projets d'avenir font en sorte qu'il s'est rapidement tourné vers un autre logement au centre-ville. Notons aussi que ce qui l'avait d'abord attiré était surtout sa localisation au centre-ville, et non pas au quartier chinois, ainsi que la construction du bâtiment qu'il considère comme récente.

Le quartier ne compte cependant pas que des logements locatifs privés ou des logements sociaux. Les condominiums qui ont été construits récemment autour du quartier chinois pourraient attirer les jeunes travailleurs selon le participant qui habite le Complexe Guy-Favreau (Entrevue #10). On compte dans le secteur limité par les rues Viger, Bleury et les boulevards Saint-Laurent et René-Lévesque, 305 logements qui font partie d'un ensemble de logements en condominiums.

I think that they have better housing around Chinatown. Around the Chinatown, there are a lot of condos, a lot of social housing and I think that would keep those people here. But the only problem is that the people living in those housing are mostly seniors. That's going to take time to transform into younger people living around here. Cause they are the people that spends. The seniors they are here on a fix income, they would not spend over to buy things. They only buy basic necessity for what they need. I think that's going to change. I think that Chinatown has a lot to offer to seniors and to young people. It's the center of downtown. So you cannot lose. Even if you invest money, buy a condo, live here, you have all conveniences of the city. (Entrevue #10)

L'intervenant rencontré au Service à la famille chinoise du Grand Montréal indiquait que très peu de nouveaux arrivants et de jeunes s'établissent dans le quartier chinois, car les appartements sont très vieux, en piteux état et très dispendieux. C'est toutefois différent pour les personnes âgées qui sont prêtes à payer des coûts plus élevés pour être à proximité des services offerts, notamment quatre cliniques médicales et des activités sociales. Aussi, le quartier conviendrait bien aux besoins des personnes âgées, car plusieurs groupes y font des rencontres, des activités de chant, d'opéra, de danse, etc.

En 2011, sur les 1305 personnes qui résidaient dans le secteur de recensement qui correspond au quartier chinois, mais qui compte en plus la rue Bleury, 670 personnes avaient le statut d'immigrant. Comme l'illustre la figure 3.11 au chapitre 3, on retrouve une proportion plus grande de personnes âgées entre 45 et 59 ans, suivie de près par le groupe d'âge des 30 à 44 ans et des 60 à 74 ans. N'oublions pas qu'à proximité de ce secteur habite une population très âgée de par la présence de l'Hôpital Chinois. Le quartier compte donc une population retraitée qui côtoie des travailleurs dont le choix de résider à cet endroit pourrait avoir été déterminé par la proximité aux bassins d'emplois du centre-ville. Sur la rue Bleury, ainsi que sur une partie de la rue Viger, se dressent des condos récents qui attirent sans doute certains de ces travailleurs.

Bien que nous ne puissions connaître les motifs à choisir un logement dans le quartier, nous pouvons émettre l'hypothèse que la proximité peut être un critère de sélection si l'on se fie à la proximité du centre des affaires et à la densité élevée de commerces et de restaurants. D'après les données de l'ENM de 2011, près de la moitié de la population qui occupe un emploi privilégie un transport actif pour se déplacer à leur lieu de travail. Quelque 28% se déplacent en voiture et 23 % des résidents utilisent le transport en commun. Nous pouvons présumer qu'une part importante des résidents travaille à proximité du lieu de résidence.

Les données sur le nombre de personnes par ménage sont cohérentes avec cette hypothèse puisqu'on compte un nombre élevé de ménages solo et de couples. Très peu de familles avec des enfants habitent le secteur. Sur les 775 logements qu'on retrouve dans ce secteur, 730 comptent un maximum de deux chambres à coucher. Il s'agit principalement de petits logements, qui ne peuvent accueillir de grandes familles. Les complexes résidentiels comprennent toutefois plusieurs logements plus grands qui peuvent bien accueillir ces familles. Par exemple, les Habitations du centre-ville, qui se trouvent sur le site du Complexe Guy-Favreau, offrent 26 logements de 3 chambres sur ses 319 logements disponibles.

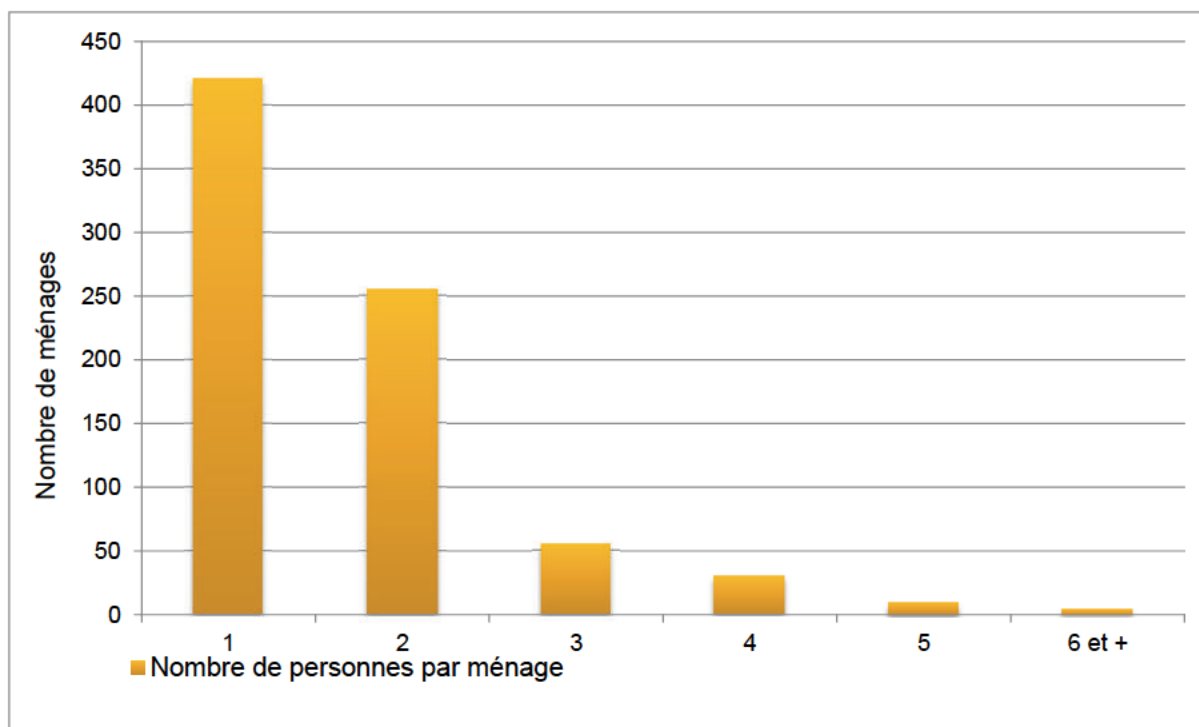


Figure 5.6 : Nombre de personnes par ménage

Source : Statistique Canada, ENM 2011.

5.7.2 Les dynamiques linguistiques

La transformation des dynamiques linguistiques est un élément central aux changements du rôle pratique du quartier. Le besoin réel de bénéficier de services dans la langue maternelle et de s'entraider face à un contexte de discrimination donnait lieu à la nécessité de se regrouper. Bien que non chinoise et n'habitant pas le quartier, une femme qui s'est longuement impliquée dans le quartier explique qu'elle avait été approchée dans les années 1970 en raison de sa connaissance du français.

I was the younger person but now I'm going older and we need the younger people. That's why I always encourage the young ones, it is important. When French was much needed in communication, and since I speak fluent French, in the seventies I would say, I could communicate. I think otherwise I would not have been needed. I got involve because at one time, they needed somebody to communicate, now you can have plenty to communicate. (Entrevue #9)

Aujourd'hui, la diversité ethnique dans le quartier permet d'offrir des services dans plusieurs langues, ce qui répond à un besoin, partagé pas seulement par les communautés chinoises, mais par tous les migrants. Or, en employant des gens d'origines diverses, le Service à la famille chinoise du Grand Montréal attire un bassin de personnes beaucoup plus grand, qui ne réside pas dans le quartier. La clientèle qui compte notamment des Vietnamiens, des Russes et des Iraniens, reflète la diversité des origines des employés, dont la connaissance de langues multiples est devenue un atout. La diversité linguistique aujourd'hui est inhérente à l'identité du quartier, contrairement au début du 20^e siècle où la langue cantonaise était une caractéristique distinctive du quartier.

Pour plusieurs jeunes, l'apprentissage de la langue française comporte plusieurs bénéfices. D'abord, il y aurait dans plusieurs universités québécoises, des incitatifs financiers pour les étudiants qui s'inscrivent à des cours de français (Entrevue #3). Considérant les frais de scolarité élevés pour les étudiants étrangers, cela peut agir pour certains comme un incitatif à formuler un projet de migration. De plus, peu importe l'endroit où ils choisiront de travailler après leurs études, la connaissance de la langue française leur permettrait de se distinguer en emploi puisque la maîtrise de plusieurs langues apparaît comme un atout.

L'un des participants estime que l'opportunité qu'offre Montréal pour apprendre la langue française est un élément distinctif vis-à-vis d'autres villes. Surtout, pour les enfants des nouveaux arrivants, la maîtrise de plusieurs langues pourra les avantager. À cet égard, la ville de Montréal détient un avantage par rapport à d'autres villes et aurait la capacité de les retenir.

French is not a problem, because once they stay here, the second generation they pick up the language in no time. So actually it's the best place to raise up kids, it's one thing we have to sell: If you raise your kids in Québec, in Montréal, he's trilingual. If you go to Ontario, he can only speak English. And we have a beautiful city here, we have a lot of things to offer. (Entrevue #10)

Malcom Guy, cinéaste qui a réalisé le documentaire «Être Chinois au Québec», explique que « C'est l'attachement au français qui démarque les jeunes Chinois d'aujourd'hui de ceux des générations précédentes» (Barlow, 2013)

Lorsque nous interrogeons les jeunes sur l'usage des langues au quotidien et dans le quartier, ceux-ci répondent qu'ils s'adaptent aux gens qu'ils rencontrent. Certains s'adressent par exemple à un commerçant en anglais en premier lieu afin de connaître la langue parlée par

celui-ci. Pour d'autres, l'utilisation du cantonnais, bien que peu courante chez les jeunes, s'apparente à une formule de politesse.

Ma tante, si on va au «dim sum», elle parle cantonais. Je pense que c'est très chaleureux, tout le monde aime ça quand tu parles dans leur langue. (Entrevue #5)

L'usage courant des langues dans le quartier chinois témoigne des changements au sein de la population migrante. Les personnes dans le quartier parlent de moins en moins cantonnais, et on entend des jeunes parler français. L'utilisation de langues différentes selon les générations accentue les différences qui existent entre elles, mais en essayant de s'adapter aux personnes établies dans le quartier, les jeunes semblent vouloir créer un rapprochement culturel (Pottie-Sherman 2015, 11). Une telle dynamique linguistique est similaire à Richmond en Colombie-Britannique où Yolande Pottie-Sherman a étudié le phénomène des marchés de nuit.

Parmi les gens qui habitent le quartier, on observe aussi des changements dans les langues parlées au quotidien. Les langues parlées à la maison sont très variées et, comme en témoigne le graphique suivant, ces langues ne sont pas qu'asiatiques. Il faut bien entendu tenir compte du fait que le Complexe Guy-Favreau, où se rendent les nouveaux arrivants pour différentes procédures liées à l'immigration, compte un parc de logement résidentiel abordable qui attire des profils de résidents très variés. Mais les résidents du quartier sont très loin d'être les seuls usagers. Or, on ne dispose pas de données sur les langues parlées couramment par les visiteurs. La diversité de langues parlées pourrait donc être encore plus grande.

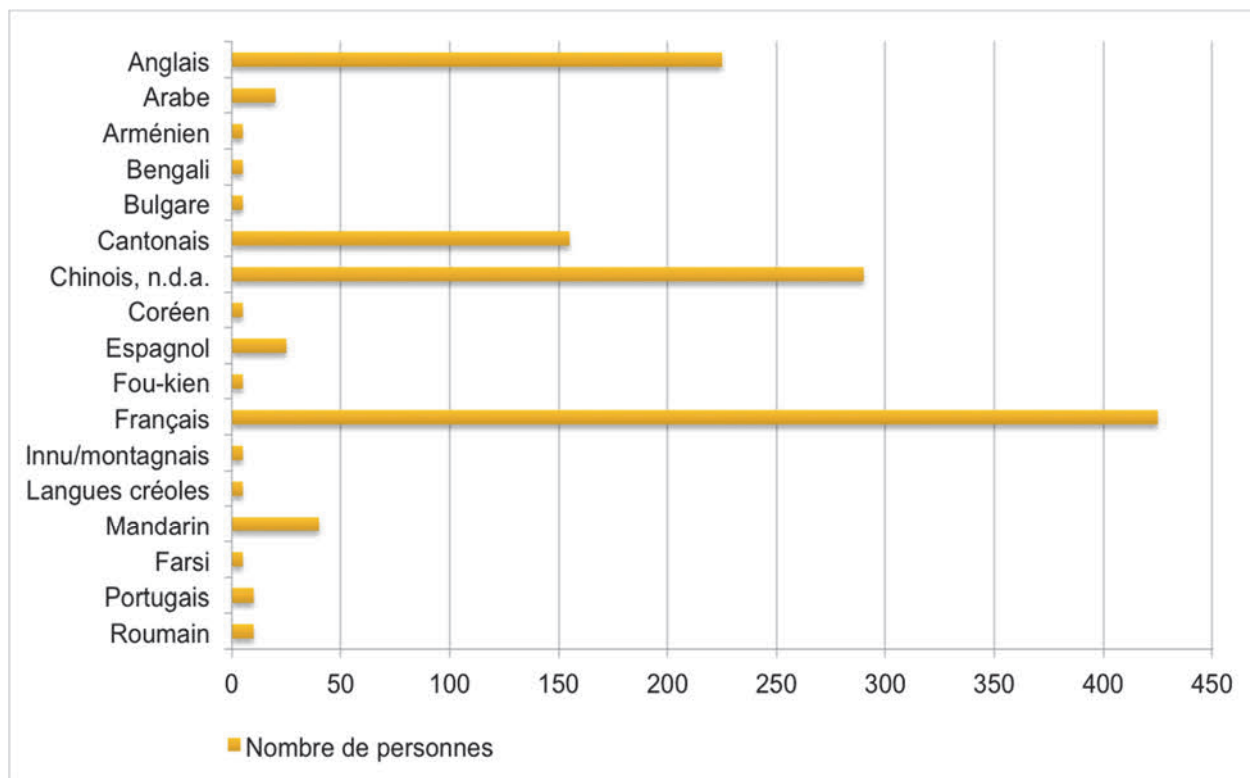


Figure 5.7 : Graphique représentant les langues parlées à la maison

Source : Statistique Canada, ENM 2011.

Il est à noter que la catégorie «Chinois, n.d.a.» regroupe toutes les langues chinoises. Jusqu'en 2001, seule cette catégorie était utilisée. Dans les recensements suivants, la classification des langues a été élargie pour ajouter le cantonais, le mandarin, le hakka, le fou-kien, le taiwanais, le chao chow et le shanghaien (Statistique Canada, 2011). Nous avons choisi de conserver la catégorie «Chinois n.d.a.» pour cette figure puisqu'elle peut comprendre d'autres langues parlées dans d'autres régions, mais il importe de ne pas l'ajouter aux autres langues.

5.7.3 Services de santé, services communautaires et vie associative

Le quartier offre une diversité de ressources, dont l'un des principaux avantages est la langue dans laquelle les services sont donnés. Les gens qui bénéficient des services sont principalement des personnes âgées et des nouveaux immigrants, c'est-à-dire arrivés depuis moins de 5 ans. Ils sont d'origines très diverses. C'est la langue parlée et la proximité des services qui font en sorte que les gens feront appel à un centre de services, par exemple le Service à la famille chinoise du Grand Montréal, plutôt qu'à un autre, et ce même s'il existe un

centre de services associé à leur origine ethnique dans la ville. Le fait que le quartier chinois, et notamment le Service à la famille chinoise du Grand Montréal qui offre de nombreux services aux nouveaux arrivants, soient situés à proximité d'une station de métro fait en sorte qu'ils sont très accessibles (Entrevue #11). D'après un intervenant travaillant à cet organisme communautaire, les nouveaux arrivants qui utilisent des services d'accueil à leur arrivée le font d'abord sur une base régulière, puis de moins en moins au fil du temps. Certains y reviendraient toutefois des années plus tard pour recevoir de l'aide pour planifier leur retraite. On retrouve donc des services qui s'échelonnent sur tout le cycle de vie.

The needs of the newcomers, that's a big job. You didn't have that many. The demand now is much bigger, and diversified, so they have to change. They cover everything. Now there is another one that's open, and I think it will take a big off. It's worth it, because there are so many people coming. That one belongs to a church. They are on Clark Street. (Entrevue #9)

Identifiant une hausse de la demande pour des services aux nouveaux arrivants, le Service à la famille chinoise du Grand Montréal avait déjà ouvert un second centre de services dans les années 1990. À l'époque, la géographie résidentielle des migrants chinois, dont beaucoup étaient originaires de Hong Kong, avait orienté le choix de localiser ce centre à Brossard. En 2015, on nous disait au Service à la famille chinoise du Grand Montréal situé dans le quartier chinois, que la demande continuait d'augmenter, justifiant sans doute l'ouverture du centre communautaire dont parle cette participante.

Le Service à la famille chinoise est certainement l'organisme le plus visible dans le quartier et offre une palette de services qui vont de l'aide à la recherche en emploi, aux cours de langues et à l'aide juridique. Mais on retrouve également des centres communautaires associés aux familles ou à des régions spécifiques de la Chine. Une jeune femme expliquait avoir donné des cours de langues alors qu'elle était encore aux études pour l'un de ces centres.

Quand j'avais donné les cours de langue, c'était justement pour une association des immigrants du sud de la Chine. C'est un groupe qui, comment dire, on ne peut pas les qualifier d'ethniques, mais c'est une région spécifique à Sud-est de la Chine. Et la communauté, ils sont quand même très solidaires entre eux. Ils ont un centre culturel, mais ça reste un peu plus pour eux-mêmes que pour les Chinois en général. (Entrevue #6)

Des associations qui existent depuis les débuts du quartier sont encore présentes aujourd'hui. Par exemple, les deux personnes qui se sont impliquées dans le quartier mentionnent l'association CCUC en insistant sur le fait qu'elle soit encore pertinente aujourd'hui. Cependant, aucun jeune n'a mentionné cette association lorsque questionnés sur les associations qu'ils connaissent dans le quartier.

You have CCUC, which is the pole of everything. CCUC means Chinese Community United Center. The population elects the board of directors. (Entrevue #9)

Par exemple, la photographie ci-dessous représente un bâtiment qui abrite de multiples commerces et locaux d'associations et d'organismes communautaires, qui ne bénéficient pas tous d'un affichage.



Figure 5.8 : L'association chinoise de Montréal et autres organismes communautaires

Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.

Outre les structures officielles d'associations, il existe aussi des associations dont la présence n'est pas visiblement signalée, mais qui n'en sont pas moins importantes. C'est généralement en discutant avec les participants que nous avons appris leur existence. Ceux-ci peuvent être

connus de la communauté, car ils ont été fondés il y a très longtemps et continuent d'offrir des services. Prenons l'exemple du *Chinese Community Association* (CCA) qui loge dans une librairie située dans une pièce au fond du troisième étage d'un bâtiment et dont la sélection se limite aux livres taiwanais. D'après un informateur clé, le financement proviendrait essentiellement de Taïwan grâce à des contacts établis depuis longtemps, ce qui incite les administrateurs à offrir des services spécifiquement aux gens d'origine taiwanaise. Mais on peut croire que cela sera appelé à changer au fil de l'évolution des relations politiques entre la Chine et Taiwan.

Enfin, les lieux de culte peuvent exercer un usage à la fois cultuel et communautaire. C'est le cas par exemple de l'Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit qui organise des activités culturelles, du centre communautaire catholique sur la rue Cheneville et du centre communautaire chrétien sur la rue Clark qui est chapeauté par un groupe religieux. Il devient difficile de différencier les lieux de culte et les lieux communautaires.

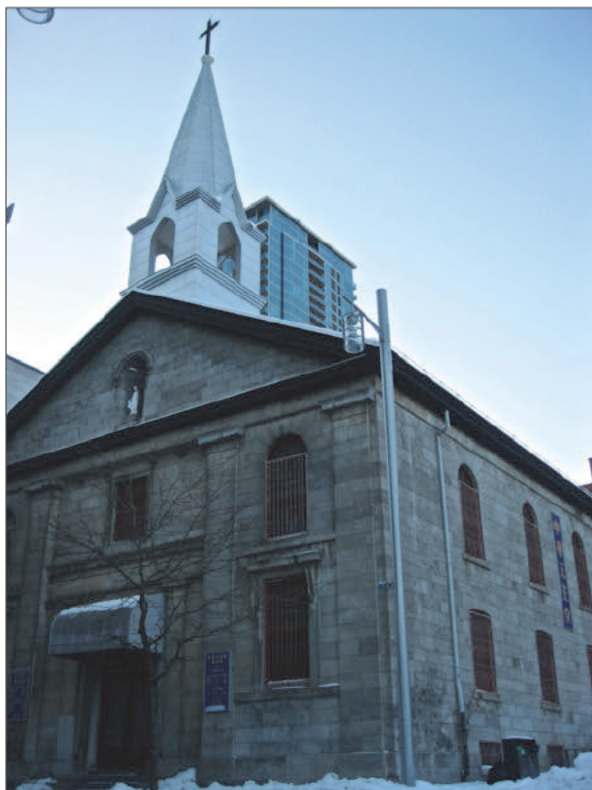


Figure 5.9 : L'Église de la Mission catholique chinoise du Saint-Esprit
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016



Figure 5.10 : Le centre culturel de la Mission catholique chinoise

Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2016

5.7.4 Autres services populaires

Les services qu'utilisent les étudiants ne correspondent pas à ces services d'aide. Même lorsqu'il leur a été recommandé d'aller au quartier chinois pour aller chercher certaines informations pratiques à leur arrivée, ils ont plutôt fait appel à l'université ou à la communauté étudiante. Un seul d'entre eux a suivi les recommandations d'un autre étudiant lui disant d'y utiliser les services bancaires. Les étudiants n'ont habituellement pas utilisé de services offerts dans le quartier autres que ceux d'agences de voyages ou des salons de coiffure qui y seraient moins dispendieux qu'ailleurs. Les agences de voyages ont effectivement été évoquées par tous. Reconnues pour offrir des prix très avantageux, elles attireraient une clientèle dispersée, et ce, même à l'extérieur de la ville de Montréal. Toutefois, les jeunes disent tous avoir des amis qui ont parfois utilisé des services de traduction, ou qui fréquentent l'église catholique qui s'y trouve.

5.7.5 Commerces spécialisés et restaurants

Le quartier apparaît avant tout comme une destination commerciale spécialisée. Lorsque questionnés sur les motifs qui les amènent à visiter le quartier chinois, les répondants racontent des expériences qu'ils ont vécues dans certains restaurants et au supermarché. Par exemple, ils sont venus y faire des courses et manger une bouchée avec des amis, ou encore ils ont participé à un événement organisé par une association d'étudiants, qui se tenait dans un restaurant du quartier. Les étudiants disent donc tous venir à l'occasion dans le quartier, mais pour la plupart, ils accompagnent des amis qui souhaitent y aller. Ils disent tous qu'ils ne choisissent pas cet endroit pour aller au restaurant, sortir ou magasiner.

It's just that everything look a bit strange. It's like a miniature version of what's build in China I guess. Everything is smaller here. And also the restaurants are not that good. I don't enjoy going to restaurants here but I come here because my friends want to.
(Entrevue #3)

Les avis concernant la qualité et l'authenticité des restaurants sont très variables d'un répondant à l'autre. La comparaison avec ce qui se fait ailleurs amène les répondants à prendre position sur l'authenticité des produits offerts dans le quartier.

Peut-être que si tu vas à Vancouver ou Toronto, tu peux trouver certains restaurants qui sont très authentiques, similaires aux plats en Chine à cause qu'il y a plus de population chinoise là-bas. (Entrevue #5)

La diversité de traditions culinaires en Chine selon les différentes régions, en plus de l'adaptation des plats à la culture nord-américaine, amènent certains à dire que ce n'est pas du tout similaire à ce qu'ils mangeaient en Chine. Pour ceux qui habitent Montréal depuis plusieurs années et qui connaissent le quartier chinois depuis plus longtemps, ce dernier recèle toutefois des ressources et des endroits qui sont comme des trésors.

Il y a un restaurant qui est un de mes préférés, qui s'appelle Dobbie & Hendy's qui est un restaurant typiquement hongkongais. Qui a l'air de rien là, c'est au coin de St-Urbain pis René-Lévesque. Ça a l'air d'une place un peu crade là, mais la bouffe est authentique.
(Entrevue #7)

Mais au-delà de l'appréciation variable des plats servis, la fréquentation des restaurants serait largement associée à des pratiques sociales et culturelles. En effet, la présence des restaurants peut elle-même être considérée comme un symbole culturel qui répond à des traditions encore présentes chez les jeunes. Pour une étudiante, les rencontres entre amis se font généralement dans les restaurants. Elle compare les pratiques des jeunes en ajoutant en riant qu'ici c'est plutôt dans les bars. À la blague, une jeune femme qui a grandi en banlieue à Laval raconte :

C'est drôle, un chinois quand tu le rencontres dans la rue, ce n'est pas «comment ça va», c'est «as-tu mangé?». «As-tu mangé? Ouais. Ok ben on ira manger ensemble!». C'est toujours tout alentour de la bouffe. C'est très important. On aime ça partagé des plats, on va commander un paquet d'affaires puis on va partager ensemble. C'est très ancré. Si tu viens chez mes parents, leur but principal c'est de te nourrir. (Entrevue #8)

Mais si les rencontres au restaurant sont une pratique courante reproduite par les jeunes, celles-ci se font partout en ville. Très souvent, les étudiants se rencontreront au centre-ville, près de leur université. Les restaurants du quartier chinois peuvent répondre à ce besoin de socialisation, mais ils ne sont pas fréquentés plus que d'autres, situés ailleurs. Cela peut-il expliquer le nombre important de locaux fermés, notamment sur la rue Clark où on ne compte plus que quelques adresses dont les fenêtres ne sont pas couvertes de carton? Les photographies ci-dessous présentent une vue de la rue Clark et l'un des bâtiments abandonnés que l'on y retrouve.



Figure 5.11 : La rue Clark
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.



Figure 5.12 : Des bâtiments abandonnés
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.

Plusieurs personnes interrogées ont abordé la situation difficile que connaissent les entrepreneurs dans le quartier due aux coûts élevés des loyers et aux transformations de la clientèle.

Le quartier chinois en tant que tel fait face à plusieurs problèmes, dont loyers extravagants, loyers trop élevés, gentrification, manque de soutien de la population locale, manque de sentiment d'appartenance communautaire. Hum il y a des Vietnamiens, il y a des Chinois plus mandarins, de Chine continentale, il y a les vieux commerces qui sont toujours des communautés cantonaises. (Entrevue #7)

Il nous apparaît pertinent ici d'établir un lien avec les entrepreneurs de la rue commerciale Rye Lane dans le quartier Peckham au sud de Londres. Né d'un projet d'ethnographie à la London School of Economics, le projet *Ordinary Streets* met en lumière de nouvelles pratiques commerciales. Devant l'augmentation accrue de la valeur foncière et les inquiétudes face à un processus de gentrification bien enclenché, les commerçants ont cherché de nouvelles stratégies pour s'adapter à ces changements (Misra, 2015). L'une de ces stratégies consiste en la division d'un espace qui accueille plusieurs commerces plutôt qu'un seul. Les commerçants se regroupent ainsi dans un seul local commercial, ce qui a l'avantage de diminuer le coût du loyer et d'encourager la multiplication des achats en présentant aux clients une plus grande diversité de produits. Par exemple, un client qui vient au salon de coiffure sera peut-être incité à acheter un café à la vue du comptoir d'alimentation qui s'y trouve. Or, les commerçants du quartier chinois à Montréal semblent à la recherche de telles stratégies afin de conserver la viabilité de leur commerce.

Au niveau des loyers aussi c'est rendu très insupportable. Même au niveau des loyers pour les restaurants. Il y a un restaurant au coin de La Gauchetière et Clark qui est comme deux restaurants en un là. (Entrevue #7)

En plus de cet exemple où les commerçants partagent les coûts fixes, une autre pratique a attiré notre attention. Un partage au niveau des activités est apparu entre un bar et le restaurant situé à l'étage supérieur dans le quartier chinois. Les deux commerçants auraient pris une entente pour que le bar puisse servir la nourriture cuisinée au restaurant (Entrevue #7).

5.8 Les visiteurs du quartier

Selon tous les répondants, les étudiants chinois seraient une clientèle importante pour le quartier chinois. D'après une jeune femme établie depuis environ 10 ans à Montréal, cela pourrait s'expliquer notamment par l'opportunité d'y faire des rencontres, facilitée par l'absence de barrière linguistique, pour ceux qui viennent d'arriver.

Je pense que le quartier chinois regroupe beaucoup plus des étudiants internationaux. Eux quand ils viennent au Canada, ce n'est pas facile de faire des amis avec des Canadiens, à cause de la barrière de la langue. Donc ils veulent faire des amis chinois et ils viennent, ils sortent. They're hanging out in the Chinese quarter right. (Entrevue #5)

Cette hypothèse est plus ou moins confirmée par les entrevues que nous avons menées puisque presque tous les étudiants rencontrés disaient venir rarement. Ils ajoutaient cependant que les jeunes avec qui ils étudient fréquentent beaucoup plus le quartier qu'eux. Mais pour l'une des étudiantes rencontrées, le quartier serait peut-être plus nécessaire pour ceux qui ne sont pas chinois puisqu'il permet une ouverture sur la Chine.

Les touristes ont besoin d'un quartier chinois plus que nous. Ils ne connaissent pas toutes les choses ici (...) ils peuvent connaître quelque chose qu'ils veulent en chinois ici et après ils peuvent y aller par eux-mêmes. (Entrevue #7)

Somme toute, les visiteurs sont très variés, de telle sorte que nous ne pouvons pas dégager de typologies. Mais nous pouvons tout de même former des sous-groupes. D'abord, les personnes dont le lieu de travail se trouve à proximité du quartier chinois forment un bassin de clientèle important. Celui-ci regroupe une grande partie du centre des affaires.

Il y en a tellement de travailleurs dans le quartier chinois, je n'ai jamais vu un bassin de clientèle comme ça. Le CHUM, on en parle beaucoup parce qu'il est au bout de la rue, mais en réalité c'est marginal. Je n'ai jamais vu autant de bassins de travailleurs que sur la rue De La Gauchetière. Quand il fait beau, c'est beaucoup une affaire d'été, ton bassin de clientèle c'est à peu près tout le centre des affaires. Les gens marchent 15 minutes pour aller sur De La Gauchetière. Tu as tout le bassin du centre des affaires, tu as tout le bassin du Vieux-Montréal et tout le bassin de l'est. C'est au carrefour de plein de quartiers. Effectivement il y a un bassin de clientèle quasiment illimité. (Entrevue #12)

L'ajout d'un bassin de plus de 15 000 travailleurs avec la construction du CHUM à proximité, aura sans nul doute l'effet d'amener encore plus de gens dans le quartier, mais il est pertinent de noter que les horaires diversifiés des employés permettront peut-être d'étendre les heures d'activité dans le quartier. Actuellement, nous pouvons observer que les visites connaissent un effet pendulaire. Ainsi, la clientèle des travailleurs qui vient sur l'heure du midi pour y manger n'y retourne généralement pas le soir.

Je me demande si le soir les gens vont là. Il y a la gang d'Hydro-Québec et de Desjardins qui sont juste à côté. Mais le soir, après ça, c'est qui va là? La fin de semaine je pense qu'ils ont des activités quand même. (Entrevue #8)

À l'extérieur des heures de travail régulières, c'est-à-dire le soir et la nuit, nous observons des types de clientèles différentes, notamment avec l'ouverture de nouveaux bars. Si les heures d'activités sont ainsi depuis peu beaucoup plus étendues, et que le statut de zone touristique qui vient d'être renouvelé permet aux commerçants d'allonger les heures d'ouverture, il reste à voir quel impact cela pourra avoir au niveau économique et social.



Figure 5.13 : Le bar Luwan
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.



Figure 5.14 : Le bar Le Mal Nécessaire
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015.

Les touristes, chinois tout comme non-chinois, sont une part importante des visiteurs du quartier. Mais encore une fois, les visites pendulaires au niveau des saisons donnent lieu à une période touristique très intense d'une courte durée, soit de quelques mois l'été.

Après le 24 juin, c'est tout le monde. En basse saison, c'est-à-dire du 15 octobre au 15 mai, c'est presque tous des Montréalais et quelques touristes égarés. Il n'y en a pas beaucoup à Montréal. (Entrevue #12)

Toutefois, l'hôtel Holiday Inn continue d'attirer des visiteurs variés tout au long de l'année, qui viennent notamment dans le cadre de voyages d'affaire ou pour assister à des congrès. Les prix de l'hôtel étant concurrentiels vis-à-vis ceux des hôtels situés dans les quartiers adjacents, le taux d'occupation y demeurerait élevé. Adapté à la clientèle des affaires, l'hôtel compte des salles de réunion et de banquets. Les salles de conférence de l'hôtel sont aussi parfois utilisées par des entreprises qui y organisent des formations. L'un des étudiants interrogés racontait qu'il avait déjà participé à une rencontre d'information que tenait une entreprise spécialisée dans la vente (Entrevue #3).

Enfin, on retrouve les personnes de la communauté qui viennent pour différentes raisons, et toute autre personne qui vient pour aller au restaurant ou essayer de nouvelles adresses. Évidemment, la localisation centrale est aussi un facteur qui fait en sorte que les visiteurs sont hétéroclites.

All kinds of people come here for different reasons. Some people come here for the restaurants, some people do groceries in Chinatown, I think different people come here for different reasons. (Entrevue #3)

It attracts people. And also, you see local people visiting Chinatown, it's incredible. Between Place des Arts and old Montreal we are like a passerelle you know. So everybody come to Chinatown. The young, the old, they all come. But now there is even more, you know even more, which is a good thing, to come but not to leave. Well they got houses in West Island, in St-Laurent, in Brossard you know. (Entrevue #10)

Si les associations professionnelles ne sont plus ancrées dans des lieux précis, les rencontres qui y sont organisées peuvent tout de même amener des jeunes à fréquenter de nouveaux lieux. La jeune femme faisant partie du réseau professionnel YCPA que nous avons rencontrée disait visiter le quartier chinois plus fréquemment depuis qu'elle est membre de l'organisation.

Je dirais que depuis que je suis avec YCPA, je le fréquente plus souvent. Il y a plus de soupers qui se font dans le quartier chinois. J'ai grandi à Laval, je n'étais pas vraiment

entourée de Chinois, donc j'ai moins eu la chance ou tendance d'y aller. Ce n'est pas quelque chose à quoi je pensais. (Entrevue #8)

Les motifs et la fréquence des visites dépendent largement des réseaux. Cette jeune femme croit qu'à l'inverse, pour un jeune qui a grandi à l'extérieur du quartier chinois et dont le réseau social est composé d'autres personnes d'origine chinoise, il est possible que le quartier soit un lieu de destination plus important.

Somme toute, les visiteurs du quartier ont beaucoup changé au cours des dernières décennies, notamment pour des raisons aussi concrètes que la difficulté à trouver un stationnement. L'ouverture de commerces et de restaurants en banlieue de Montréal, et surtout là où se concentrent des ménages de personnes d'origine chinoise, conjuguée au manque d'espaces de stationnement au quartier chinois, font en sorte qu'une grande part des visiteurs qui venaient tout de même régulièrement pour y faire des emplettes et pour des célébrations, le fréquentent moins. Les motifs deviennent beaucoup plus occasionnels, voire événementiels. Les rencontres sont organisées, et beaucoup moins spontanées. À l'inverse, ceux qui fréquentent le quartier sur une base régulière pour y faire des achats spécialisés sont ceux dont le lieu de résidence se trouve à proximité, en transport en commun ou à distance de marche.

5.8.1 De nouvelles stratégies de mise en scène?

Toutes les personnes rencontrées s'entendent pour dire que le quartier a besoin de faire l'objet d'une réflexion afin d'orienter son développement. Chacun affirme que les divisions dans la communauté chinoise ont longtemps rendu difficile l'élaboration d'une vision commune. Les stratégies proposées ou mises en place laissent paraître des différences fondamentales selon les acteurs, ce qui peut en partie expliquer pourquoi il n'y a pas de SDC, et pourquoi le quartier tarde à connaître un véritable renouveau.

Bien que le développement économique puisse sembler stagnant si l'on se fie à la difficulté des commerçants à trouver une relève entrepreneuriale, nous avons toutefois pu entrevoir à l'été 2015 une manière bien intéressante de mettre en scène l'ethnicité du quartier et de marquer son entrée : les manifestations artistiques dans le paysage urbain. De manière collaborative, la Ville et des représentants des communautés établies dans le quartier ont fait appel à l'organisme Mu, un organisme qui rassemble des artistes pour créer des murales et dont la thématique principale est la rencontre des cultures (Entrevue #13). Intitulée *May an Old Song Open a New World*, la

murale conçue au coin des boulevards René-Lévesque et Saint-Laurent illustre la situation des migrants chinois. Les artistes Gene Pendon et Bryan Beyung, Montréalais d'origine chinoise, y ont repris des symboles traditionnels dans la culture chinoise, par exemple la couleur rouge voulant signifier la prospérité, l'héroïsme, le courage et la bravoure, la forme circulaire pour l'unité, la figure d'une chanteuse d'opéra chinoise et des masques théâtraux signifiant l'optimisme et la nostalgie qui caractérise la migration vers un nouveau pays. (MU, 2015) Les photographies ci-dessous présentent la murale qui figurait auparavant sur le boulevard René-Lévesque, puis son remplacement par les artistes Pendon et Beyung.



Figure 5.15 : La murale remplacée
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2014



Figure 5.16 : La nouvelle murale
Photo par Marie-Ève Charbonneau, 2015

Cette initiative répond à la recommandation qu'avait faite le Conseil interculturel de Montréal lors de la publication du Plan de développement de Montréal, qui soulignait l'importance d'offrir davantage de soutien financier aux artistes des communautés ethnoculturelles afin que ceux-ci puissent contribuer pleinement à la vitalité culturelle montréalaise (CiM 2013, 36). Ce projet artistique s'insère aussi dans la vision de la Ville de Montréal qui cherche notamment à travailler l'image du quartier en intervenant sur l'espace public (Entrevue #12). L'élaboration de cette murale fait partie d'un projet de revitalisation plus large du quartier chinois dont la première phase consistait à installer un nouveau dallage, un nouvel éclairage et des bancs, ainsi que l'ajout de végétation et de bassins de rétention des eaux de pluie sur la rue De La Gauchetière (Ville de Montréal, 2012). Ces interventions font partie de la première phase d'un projet de grande envergure qui vise le réaménagement du quartier chinois. La Ville de Montréal souhaite ainsi mettre en valeur le quartier chinois et ultimement, attirer les jeunes entrepreneurs qui pourraient être intéressés à participer au développement économique du quartier. Il s'agit donc d'une stratégie incitative de la part de la Ville (Entrevue #12). Pour certains participants,

l'implication des jeunes serait aussi un moyen de mettre un terme aux divisions dans la communauté.

L'élaboration du projet s'est faite avec la participation des citoyens. C'est suite à la tenue d'activités de concertation telles que l'organisation d'un groupe de discussion avec douze informateurs clés et une activité publique d'information qui a attiré près de 300 usagers que la ville a établi un diagnostic puis des intentions d'aménagement. Il a été estimé qu'environ 45% des participants provenaient de la communauté asiatique (Transfert Environnement, 2012).

I was at the first meeting. It was a lot of work and they did a good job. They did what they said they were going to do. And they did consult the residents. Mostly the businessmen participated. I did give some ideas. I don't live in Chinatown so I left to those who have a business and live here you know, that's fair. (Entrevue #9)

L'ancien co-président de la Chambre de commerce chinoise de Montréal perçoit le quartier chinois comme une fenêtre sur les nouvelles relations entre la Chine et le Canada. Pour ce répondant, le gouvernement devrait d'abord tisser des liens solides avec la communauté établie ici afin d'améliorer les relations avec la Chine (Entrevue #10). Par ailleurs, l'un des constats que l'on tire du rapport de concertation du projet de réaménagement est que la grande majorité des répondants ont exprimé leur appréciation de la valeur accordée au quartier chinois et à son développement économique. Pour la Ville, la concertation autour de ce projet se présente comme une occasion pour amorcer un dialogue avec les communautés du quartier chinois quant à son avenir (Ville de Montréal, 2012).

Le rapport de concertation du projet de réaménagement du quartier chinois, conçu par l'entreprise Transfert Environnement, indique que si les participants à cette consultation publique ont indiqué être satisfaits des aspects techniques du projet comme le réaménagement de la chaussée, l'ajout d'éclairage et l'embellissement de la rue De La Gauchetière de manière générale, l'absence d'un caractère asiatique et la portée limitée des travaux ont été critiqués. Devant l'état de certaines rues qu'ils jugent délabrées, les participants ont aussi exprimé l'intérêt de prévoir un plan de développement global du quartier chinois. Puis au sujet du caractère identitaire, plusieurs répondants ont suggéré l'ajout d'éclairage aux couleurs emblématiques, d'espèces d'arbres asiatiques, de dalles aux emblèmes asiatiques, et de symboles tels que des têtes de dragons, afin de marquer le caractère distinctif du quartier. En même temps, il est souligné dans le rapport de concertation qu'il est de préoccupation générale que le choix du mobilier et de l'éclairage reflète la modernité de la communauté.

La vision de la ville semble hésiter entre des aménagements qui encouragent la mise en scène culturelle et qui répondent à une stratégie pour se démarquer sur le plan de la concurrence internationale, et la neutralité qui permet de ne pas mettre de l'avant une communauté culturelle plus qu'une autre. De manière générale, la diversification de l'immigration qui s'est intensifiée à partir des années 1990 a eu un impact sur la manière dont les municipalités de la région métropolitaine de Montréal ont entrepris la gestion de la diversité (Germain, Liégeois, Hoernig, 2008). Si la Ville de Montréal participait autrefois à la mise en visibilité de l'ethnicité dans le paysage urbain, par exemple lorsqu'elle a nommé un parc en l'honneur de la communauté portugaise qui était très présente dans le quartier, elle semble aujourd'hui préférer se retirer sur ce plan (Germain 2015, 262). Au cours des dernières années, la Ville semble avoir cherché à favoriser la création d'espaces publics pasteurisés, pour emprunter l'expression de Germain, Liégeois et Hoernig. Dans son projet récent de réaménagement de l'espace public, la Ville a évité de mettre en scène une ethnicité homogène qui ne correspond plus à la superdiversité de la population migrante et a plutôt favorisé des moyens d'action qui visent à encourager une implication plus large de la population, dans le but d'engendrer une image de renouveau et de s'appuyer sur le cosmopolitisme du quartier plutôt que sur une image ethnicisée.

Cette stratégie correspond tout à fait au virage noté par plusieurs auteurs dans les politiques municipales de gestion de la diversité, c'est-à-dire le passage «d'un cosmopolitisme à forte saveur multiculturelle à une philosophie interculturelle au fond assez vague et reposant en théorie sur une combinaison de reconnaissance de la diversité et de promotion des échanges au sein d'un cadre commun» (Germain, Liégeois et Hoernig 2008, 20). Mais en évitant de perpétuer le marquage des différences culturelles dans le paysage urbain, la ville ne suggère-t-elle pas que les communautés asiatiques soient bel et bien intégrées, adoptant du coup une orientation assimilationniste?

En même temps, la stratégie adoptée par la Ville correspond à la vision des entrepreneurs du quartier, même si plusieurs auraient souhaité que la Ville propose un véritable plan de développement. Pour les personnes qui ont une expérience d'implication dans le quartier, l'attraction des jeunes est impérative pour le développement du quartier. Sa viabilité semble conditionnelle à la présence de jeunes entrepreneurs et d'un tel plan de développement coordonné avec la Ville. Pour l'ancien co-président de la Chambre de commerce chinoise de Montréal, il est nécessaire que les entrepreneurs du quartier se regroupent et qu'ils soient soutenus par la Ville de Montréal (Entrevue #10). La volonté d'établir une association commerçante unifiée est partagée à la fois par la ville et par plusieurs personnes qui ont

participé à la consultation publique (Ville de Montréal, 2012). Ainsi, l'avenir du quartier dépend de la mise en place d'une stratégie commune à tous les acteurs de son développement économique.

Si la stratégie de revitalisation mise en place par les fonctionnaires de la Ville de Montréal témoigne bien du virage néolibéral qui valorise les partenariats locaux pour encourager l'essor des quartiers ethniques (Germain 2015, 259), le cas de Montréal se distingue des opérations de développement qui usent de la marchandisation de l'ethnicité pour transformer ces quartiers en sites touristiques, de loisir et de consommation ailleurs en Amérique du Nord et en Europe. À Montréal, la participation de l'entrepreneuriat ethnique à de tels projets de revitalisation semble freinée par des dynamiques générationnelles particulières. Cependant, nous ne pouvons être surpris de la réaction positive des employés municipaux face aux nouveaux phénomènes commerciaux du quartier chinois, comme l'ouverture d'établissements qui continuent à mettre en scène l'ethnicité chinoise et dont le produit est peut-être plus adapté à la demande du bassin de clientèle du centre des affaires. Cette mise en valeur des artères commerciales ethniques participe effectivement à l'image cosmopolite dont on veut prévaloir la ville et à l'image touristique internationale (Germain 2015, 259). Or, la vitalité du quartier reposerait plutôt sur une actualisation des pratiques culturelles, commerciales et sociales. Cela ne veut pas dire qu'on ne vise pas à attirer le tourisme, mais les stratégies qu'on associe à celles des parcs à thème sont dépassées.

5.9 Pour conclure

Dans ce deuxième chapitre d'analyse des résultats, nous avons mis l'accent sur le quartier chinois traditionnel qui se retrouve au croisement de parcours migratoires diversifiés, tant à l'échelle locale que globale. La catégorie de migrants dont font partie les étudiants internationaux présente un rapport à cet espace qui est largement différent de celui des migrants des vagues d'immigration antérieures. Le quartier chinois semble de moins en moins être le point de rencontre des migrants d'origine chinoise qui n'y habitent pas. Du fait des nouvelles communautés de migrants chinois dont les ancrages sont dispersés, et de la nouvelle géographie résidentielle des migrants chinois de manière générale, le quartier chinois ne revêt plus son rôle de quartier fondateur. La consolidation de pôles commerciaux qui affichent une ethnicité chinoise, par exemple à Saint-Laurent ou autour de l'Université Concordia, témoignent des nouveaux ancrages de la population chinoise dans la région métropolitaine de Montréal. Le

quartier chinois rassemble les gens plutôt occasionnellement, pour un repas ou un évènement, mais de la même manière que les autres lieux situés en périphérie peuvent être rassembleurs. Les frontières sociales et spatiales du quartier ne sont pas fixes. Il héberge de plus en plus de personnes diversifiées, pour un temps variable et pour des motifs différents.

Si la mise en visibilité des populations migrantes chinoises récentes se fait différemment aujourd'hui, elle n'est pas absente du paysage urbain. Bien que les jeunes ne fréquentent plus les institutions du quartier, ils conservent un lien avec celui-ci par différentes pratiques. Au-delà d'une transaction commerciale, la fréquentation des restaurants, même si elle est occasionnelle, peut être l'expression d'un lien maintenu avec la culture d'origine et le quartier qui la met en scène. De telles pratiques sociales sont visibles dans les points d'ancrage des étudiants, notamment dans le quartier chinois. Nous retenons aussi que le choix des lieux et les motifs de fréquentation dépendent beaucoup plus de l'influence des autres personnes dans leurs réseaux sociaux, et de la proximité avec leur lieu de résidence.

Bien que sa localisation lui assure des bassins de clientèles importants, la santé économique du quartier chinois semble connaître des épreuves difficiles. L'augmentation de la valeur foncière a forcé les propriétaires de commerces à réfléchir à de nouvelles stratégies, comme le partage d'une même adresse. Surtout, la fermeture de plusieurs commerces témoigne du problème qu'ont les entrepreneurs à trouver des personnes intéressées à s'investir dans le quartier de la même manière qu'ils l'ont fait. À l'heure actuelle, les stratégies de développement cherchent à attirer une partie de la population migrante peu visible dans le quartier. Les étudiants, avec les jeunes de deuxième, troisième et quatrième génération, correspondent à la relève tant attendue des personnes qui s'impliquent depuis longtemps dans le quartier chinois, notamment des entrepreneurs qui approchent de plus en plus de la retraite. Or, le discours des jeunes interrogés soulève plus souvent le manque d'entreprises émergentes qu'il n'exprime un besoin ou un intérêt comblé par celui-ci. S'ils tardent à montrer un intérêt à reprendre les rênes des commerces existants, nous avons toutefois pu observer de nouveaux types de commerces à partir des années 2000. Ces commerces réfèrent soit à une identité ethnique autre qu'asiatique, ou encore mettent en scène une origine chinoise, qui n'est pas partagée par le propriétaire. Nous avons aussi observé l'apparition de bars qui attirent une clientèle jeune, mais qui n'est pas nécessairement asiatique.

Enfin, les entrevues que nous avons faites nous ont amenés à observer que de nombreux acteurs participent aux transformations du territoire. Les acteurs municipaux, par le biais de

règlements et d'interventions urbanistiques qui relèvent de leur vision du secteur et de l'ensemble de la ville, les acteurs communautaires et les entrepreneurs par les services offerts et l'offre commerciale et enfin, les citoyens, en choisissant les endroits qu'ils fréquentent pour différentes raisons, ont tous un impact sur le quartier. Mais les visions divergentes du quartier semblent faire en sorte que son rôle est mal défini aujourd'hui. Le quartier chinois apparaît comme un quartier en transition.

CONCLUSION

Nous avons examiné dans ce mémoire les transformations récentes du quartier chinois de Montréal, au regard de différents acteurs qui s'investissent dans cet espace urbain de manières variées. La question principale à laquelle nous souhaitons répondre est la suivante : «Comment comprendre les transformations qui redéfinissent le quartier chinois?» Nous avons débuté notre recherche en abordant deux grandes dimensions du quartier : la dimension sociale et la dimension spatiale. Ainsi, nous avons explicité les concepts qui nous permettent de mieux comprendre l'immigration chinoise récente, et la manière dont les populations qui en font partie rendent visible leur ethnicité chinoise dans l'espace. Notons que la manière dont les personnes définissent leur propre ethnicité puis la mettent en scène naturellement dans leurs pratiques quotidiennes et occasionnelles est évolutive puisqu'elle se recompose au fil de l'expérience migratoire.

Comme nous l'avons vu grâce à un bref historique du quartier chinois, les moyens de mise en scène de l'ethnicité s'avèrent aujourd'hui largement différents de ceux des générations qui se sont établies antérieurement, notamment car les populations migrantes récentes sont très mobiles. L'accroissement de la mobilité et la diversification des motifs d'immigration et des profils sociodémographiques transforment le rapport qu'entretiennent les nouveaux arrivants chinois avec le quartier chinois. Les pratiques sociales des migrants chinois récents nous amènent à l'extérieur du quartier. En articulant mobilité et ancrage, nous avons exposé que la mise en scène de l'ethnicité chinoise se retrouve sur l'ensemble du territoire montréalais, sous forme de concentrations multiples. D'emblée, nous rejetons le concept d'enclave ethnique, un concept qui réfère à une frontière spatiale et culturelle. On ne peut isoler les transformations du quartier chinois d'un contexte plus large. C'est pourquoi nous avons cherché à mettre en contexte ces transformations avec les changements qui s'opèrent dans l'environnement immédiat du quartier et ailleurs dans la ville. À l'instar de Barabantseva, nous avons approché le quartier chinois comme un espace façonné historiquement par des trajectoires multiples et diversifiées, et comme le résultat d'expériences migratoires diversifiées plutôt que comme un espace associé à une ethnicité (Barabantseva, 2016).

Ce mémoire adopte une approche exploratoire. Nous avons choisi de privilégier un échantillon de participants qui apportent des perspectives différentes sur le quartier chinois et sur les transformations de l'immigration chinoise. Cet échantillon est composé de personnes qui ont

une implication de longue date dans le quartier, qui travaillent dans le milieu communautaire, ainsi que de jeunes professionnels de deuxième et troisième générations, et de jeunes étudiants de première génération, qui ont tous un regard différent sur la ville et sur les représentations de l'ethnicité dans le paysage urbain. C'est en travaillant parallèlement sur un projet de recherche qui portait sur les étudiants internationaux à l'INRS que la particularité de la mobilité et des ancrages de ces migrants temporaires a retenu notre attention. Nous avons alors choisi d'accorder une attention particulière à cette catégorie de migrants en hausse depuis les dix dernières années. Dans l'optique où les relations entre la Chine et le Canada se transforment et que l'on aperçoit un intérêt des gouvernements à retenir ces jeunes, cet angle d'approche donne à la recherche un caractère d'actualité. De plus, nous croyons que ce mémoire apporte des éléments pertinents au domaine d'études qui se penche sur l'impact des étudiants internationaux sur le paysage urbain.

Précisément, nous cherchions à comprendre si le quartier chinois fait aujourd'hui partie des parcours quotidiens des étudiants chinois, qui l'investissent de nouvelles manières. Et dans la mesure où le quartier s'inscrit au croisement de nouveaux ancrages dispersés sur le territoire, nous nous questionnions à savoir s'il vit un renouveau urbain. Afin de répondre à ces questionnements, nous avons choisi de combiner plusieurs méthodes de collecte de données. D'abord, nous avons procédé à des séances d'observations non-participantes, au cours desquelles nous avons pu nous familiariser avec différents lieux dans la ville où le paysage urbain affiche une ethnicité chinoise. Nous avons ensuite adopté la méthode de l'entrevue semi-dirigée, que nous avons déclinée en deux formes distinctes : l'entrevue fixe et l'entrevue mobile. Si l'entrevue fixe permettait un cadre adapté à la rencontre de plusieurs informateurs clés, la méthode de l'entrevue mobile nous a permis d'enrichir les rencontres avec les étudiants chinois. En plus d'alimenter leur discours et de réduire la distance entre le sujet et l'interviewer, cette méthode a bien fait ressortir leur relation au quartier chinois. Les perceptions de chacun vis-à-vis du quartier se sont révélées très variées, mais les motifs de fréquentation du quartier chinois étaient semblables. Bien que l'on affirme dans la littérature que ces personnes sont très mobiles, nous avons observé que la mobilité des jeunes est très variable et que ce sont principalement la proximité et les réseaux dans lesquels ils participent qui les amèneront à fréquenter le quartier.

D'emblée, nous croyions que la mobilité et les styles de vie multiples des étudiants les amèneraient à s'investir dans une grande diversité de lieux. C'est pour cette raison que nous avons étudié le quartier chinois non pas en l'isolant, mais en parallèle avec d'autres lieux visités

par ces jeunes. La méthode de l'entrevue mobile avec les étudiants chinois nous a donc permis de connaître leurs points d'ancrage dans la ville et de mieux comprendre où se situe le quartier chinois au sein de leurs trajectoires quotidiennes. Étant donné que les réseaux universitaires jouent un rôle majeur dans la vie sociale de ces jeunes et offrent une panoplie de services, notamment pour les accueillir et les aider à s'installer, les institutions du quartier chinois sont de moins en moins sollicitées à leur arrivée. Le quartier chinois continue toutefois d'accueillir ces jeunes pour différentes raisons, le plus souvent pratiques. Sa dimension identitaire demeure très variable d'un étudiant à l'autre, mais le quartier continue d'accueillir des pratiques sociales considérées comme des traditions ou comme des référents ethnoculturels.

En arrimant les entrevues aux séances d'observations qui les ont précédées, nous avons observé que le paysage urbain révèle ces nouvelles dynamiques migratoires et s'adapte aux pratiques sociales des nouveaux migrants. Par exemple, le roulement qui s'opère au sein des restaurants asiatiques près de l'Université Concordia est à l'image de ces populations étudiantes qui changent très rapidement. Notons au passage que l'omniprésence des restaurants n'est certainement pas étrangère aux pratiques sociales des jeunes qui, traditionnellement, accordent une grande importance à la nourriture et au partage des plats. La visibilité ethnique dans le paysage urbain est, elle aussi, le reflet de la composition hétérogène des populations asiatiques. Ces constats nous amènent cependant à nous interroger sur la relation que ces jeunes entretiennent avec ce lieu, au-delà de leurs habitudes de consommation. Bien que notre recherche se penche principalement sur le territoire du quartier chinois de Montréal, notre démarche a ouvert la porte à de nombreux questionnements concernant les différents lieux qui font partie des parcours de ces jeunes migrants. Quelle est la place des dynamiques linguistiques, des difficultés d'accès au logement et de leurs projets d'avenir dans ces parcours? Sachant que le quartier Concordia accueille des populations étudiantes aux origines très variées, une étude comparative de l'impact de ces différentes populations sur le quartier pourrait également s'avérer une piste pertinente à explorer pour contribuer à la recherche sur l'impact des étudiants internationaux sur le paysage urbain.

Outre ces étudiants, de nombreux acteurs participent aux transformations du quartier chinois, directement par des interventions de mise en visibilité de l'ethnicité, ou indirectement en s'investissant dans l'espace par le biais de différentes pratiques sociales. Parallèlement aux individus qui influencent cet espace au gré de leurs déplacements et de leurs pratiques sociales, la Ville de Montréal intervient dans le paysage urbain et dans le développement économique du quartier. L'approfondissement du rôle des acteurs gouvernementaux à différentes instances

s'avère être une piste intéressante à explorer, considérant que leur impact peut être significatif sur les parcours d'intégration des jeunes. La perception de cette population migrante par les acteurs municipaux et les mesures prises pour les retenir pourrait elle-même faire l'objet d'une recherche subséquente.

Enfin, si on lit dans les journaux que le développement économique du quartier est au ralenti et qu'on observe la fermeture de nombreux commerces, nous ne pouvons affirmer que le quartier chinois soit figé pour autant. Bien que les différentes interventions qui l'ont transformé depuis son apparition au début du 20^e siècle peuvent donner l'impression d'un quartier figé dans une époque particulière, le quartier chinois bouge énormément. Notamment, de nouvelles stratégies commerciales qui changent le visage du quartier apparaissent et ont un impact sur les clientèles qui le fréquentent. Les nouveaux acteurs de l'entrepreneuriat dans le quartier chinois changeront-ils l'image du quartier, à l'instar des *leaders* d'une communauté chinoise à Manchester en Grande-Bretagne qui ont voulu se débarrasser de l'image figée du quartier chinois et attirer de nouveaux investisseurs pour le dynamiser (Barabantseva, 2016) ?

L'interprétation des référents culturels et ethniques peut prendre des formes très diverses. Ayant relevé dans la littérature plusieurs cas où la revitalisation de quartiers ethniques visait à en faire des espaces thématiques, nous avons vu dans le cas du quartier chinois de Montréal des particularités qui le distinguent de ces études de cas. À Montréal, l'arrivée de nouveaux entrepreneurs qui cherchent à attirer de nouvelles clientèles affiche une réinterprétation de l'ethnicité. Or, l'élaboration d'une vision commune pour le développement du quartier manque encore. Au milieu de tous ces changements dans les motifs de fréquentation, les rôles pratique et symbolique du quartier chinois sont loin d'être définis. Chose certaine, le rapport qu'ont les différents acteurs avec ce lieu a bien changé au cours de la dernière décennie. Si nous comparons le quartier aux différentes phases qu'il a connues (quartier d'installation, quartier fondateur, quartier touristique), nous observons qu'il existe un écart majeur entre ces phases et ce qu'il est aujourd'hui. Faisant actuellement l'objet d'une réflexion quant à son avenir, notamment par une réflexion qui a pris la forme de consultations publiques, le quartier chinois apparaît comme un quartier en transition.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, Kay J. 1987. « The Idea of Chinatown: The Power of Place and Institutional Practice in the Making of a Racial Category. » *Annals of the Association of American Geographers* 77 (4): 580-598.
- Ascher, François. 1995. *Métapolis : ou l'avenir des villes*. Paris : Éditions Odile Jacob, 346.
- Audas, Nathalie et Denis Martouzet. 2008. « Saisir l'affectif urbain. Proposition originale par la cartographie de réactivation des discours » Communication présentée au colloque *Penser la ville : approches comparatives*. Kenchela, Algérie, octobre 2008.
- Aytar, Volkan et Jan Rath. 2013. *Selling Ethnic Neighbourhoods. The Rise of Ethnic Neighbourhoods as Places of Leisure and Consumption*. Routledge: 174.
- Barabantseva, Elena. 2015. « Seeing Beyond an 'Ethnic Enclave': the Time/Space of Manchester Chinatown. » *Identities* : 1-17.
- Barlow, Julie. 2013. Voici les nouveaux Sino-Québécois. *L'actualité*. En ligne : <http://www.lactualite.com/societe/voici-les-nouveaux-sino-quebecois/>. Consulté le 15 janvier 2014.
- Belkhdja, Chedly et Victoria Esses. 2013. « Synthèse des connaissances: Mieux évaluer la contribution des étudiants étrangers à la société canadienne. » *World Education Services* : 52.
- Bonneau, Danielle. 2014. « La revanche de l'ouest du centre-ville. » *La Presse*, 24 mai 2014.
- Bourdin, Alain et Élisabeth Campagnac. 2014. « L'université: retour à la ville. » *Espaces et sociétés* 4 (159): 7-15.
- Broudehoux, Anne-Marie. 2006. *Paysages construits : mémoire, identité, idéologies*. Québec: Éditions MultiMondes, 132.
- Bryman, Alan. 2001. *Social Research Methods*. 3. New York: Oxford University Press Inc.
- Carignan, Marc-André. 2012. « Le SOS du quartier chinois. » *Métro*, 19 décembre 2012.

_____, Marc-André. 2014. « Retour vers le futur... du quartier chinois. » *Metro*, 15 mai 2014.

Centre Sino-Québec de la rive-sud. 2014. Bâtir des ponts. *Rapport Annuel 2013-2014*, 44.

Cha, Jonathan. 2004. «La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation : l'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal» *Journal de la société pour l'étude de l'architecture au Canada*, 9 (3-4) :3-18.

Chan, Kwok B. 1986. «Valeurs fondamentales et caractères nationaux des Chinois» *Forces. Hommage aux communautés culturelles du Québec*, (73) : 62-69.

Charbonneau, Johanne et Annick Germain. 2002. « Les banlieues de l'immigration. » *Recherches sociographiques* 43 (2): 311-328.

Charpentier, Michel. 2010. « Diversité ethnoculturelle et personnes âgées. » In *Vieillir au pluriel: perspectives sociales*, 73-88. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Chartier, Daniel, Marie Parent et Stéphanie Vallières. 2013. *L'idée du lieu*. Montréal: Centre de recherche sur le texte et l'imaginaire, Université du Québec à Montréal.

Con, Harry et Edgar Wickberg. 1984. *De la Chine au Canada: Histoire des communautés chinoises au Canada*. Direction du multiculturalisme, Canada.

Conseil interculturel de Montréal. 2013. «Le plan de développement de Montréal et les relations interculturelles. Pour une gestion de la diversité ethnoculturelle et religieuse». *Avis sur le Plan de développement de Montréal* : 50.

Coutu, Simon. 2013. «Brossard Chinatown» In *Grands Dossiers*, Radio-Canada. En ligne : <http://blogues.radio-canada.ca/rive-sud/brossard-chinatown/> Consulté le 15 février 2014.

Deschamps, Jean-Claude et Pascal Moliner. 2008. *L'identité en psychologie sociale. Des processus identitaires aux représentations spatiales*. Armand Colin : 192.

Despaties, Anne-Louise. 2014. «Cure de jouvence pour le Quartier chinois de Montréal». In *Radio-Canada, Le Téléjournal*. 8 mai 2014, Montréal. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/regions/montreal/2014/05/08/009-quartier-chinois-revitalisation-montreal.shtml>. Consulté le 15 avril 2015.

- DeWolf, Christopher. 2007. «A New "Chinatown" Grows in Montreal». In *Urban Photo*. Canada. En ligne : <http://www.urbanphoto.net/blog/2007/02/02/a-new-chinatown-grows-in-montreal/>. Consulté le 14 novembre 2014.
- _____. 2007. «Chinatown is Changing». In *Urban photo*. Canada. En ligne : <http://www.urbanphoto.net/blog/2007/12/01/chinatown-is-changing/> Consulté le 14 novembre 2014.
- Divercities. 2013. «Governing Urban Diversity: Creating Social Cohesion, Social Mobility and Economic Performance in Today's Hyper-diversified Cities». En ligne : <http://www.urbandivercities.eu> Consulté le 21 février 2015.
- Doray, Pierre et France Picard. 2011. « La condition étudiante: regards longitudinaux » *Recherches sociologiques et anthropologiques* 42 (2): 1-10.
- Drouin, Martin. 2005. « À une nouvelle échelle, les préoccupations pour le quartier chinois. » In *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, sous la dir. de Lucie K. Morisset. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec, 103-110.
- Dunn, Kevin M. 1998. « Rethinking Ethnic Concentration: The Case of Cabramatta, Sydney. » *Urban Studies*, Routledge, 35 (3): 503.
- Evans, James et Phil Jones. 2011. «The Walking Interview : Methodology, Mobility and Place» *Applied Geography*, 31 (2) : 849-858.
- Felouzis, George et Fouquet-Chauprade, Barbara. 2013. « Le «savant» et l'ethnicité: essai de construction d'un objet sociologique. » *International Journal of Violence and Schools* (19): 8-26. *Essai*.
- Folie-Boivin, Émilie. 2013. « Nouvel an : le quartier chinois de Montréal en mutation. » *Le Devoir*, 9 février 2013. En ligne : <http://www.ledevoir.com/art-de-vivre/voyage/370233/le-quartier-chinois-de-montreal-en-mutation>. Consulté le 14 novembre 2014.
- Gao, Fei. 2014. « La nouvelle immigration chinoise au Canada et au Québec dans le cadre de la mondialisation. » Mémoire de maîtrise, Études internationales, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, 120.
- Garcia-Lopez, Magda. 2003. «L'insertion urbaine des immigrants latino-américains à Montréal : trajectoires résidentielles, fréquentation des commerces et lieux de culte ethniques et définition identitaire» Thèse de doctorat, Études urbaines, INRS Urbanisation, Culture et Société, 330.

- Garneau, Stéphanie et Sylvie Mazzella. 2013. « Présentation du numéro. » *Cahiers québécois de démographie* 42 (2): 183-200.
- Geddie, Kate. 2015. « Policy Mobilities in the Race for Talent: Competitive State Strategies in International Student Mobility. » *Transactions of the Institute of British Geographers*, 40 (2): 235-248.
- Germain, Annick (à paraître). « Préface: Entre ancrage et mobilité: ce qui fait bouger les villes ». In *Villes à vivre : le quotidien métropolitain entre ancrage et mobilité*, sous la dir. De Negron-Poblete, Paula et Florence Paulhiac. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 7.
- _____. 2015. « Montréal, une ville multiethnique, entre appropriations et représentations. » In *S'approprier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels*, sous la dir. de Lucie K. Morisset, 255-268. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- _____. 2015. «The International Students: New Players in the City and in the University's Re-Urbanization?» Communication au 17e Congrès national Metropolis, Vancouver, 26-28 mars 2015.
- _____. 2013. « La sociologie urbaine à l'épreuve de l'immigration et de l'ethnicité: de Chicago à Montréal en passant par Amsterdam. » *Sociologie et sociétés* 45 (2): 87-109.
- Germain, Annick, Damaris Rose et Myriam Richard. 2012. « Les banlieues de l'immigration ou quand les immigrants refont les banlieues. » In *La multiplication des territoires, 1930 à nos jours*, 1108-1142.
- Germain, A., Liégeois, L., Hoernig, H. 2008. « Les espaces publics en contexte multiethnique. Religion, visibilité et pasteurisation. » In *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la dir. de Xavier Leloup, Martha Radice. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 156-181.
- Germain, Annick et Cécile Poirier. 2007. « Les territoires fluides de l'immigration à Montréal ou le quartier dans tous ses états. » *Globe* 10 (1): 107-120.
- Germain, Annick et A.-M. Séguin. 1993. «Les modes d'insertion urbaine des immigrants: état de la question». In *Immigration et région: nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, sous la dir. de M. Bonneau et P.-A. Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi: 45-64.

- Germain, Annick, et Johanne Charbonneau. 1998. «Les modèles d'insertion urbaine des groupes ethniques: discussion à partir du cas des quartiers multiethniques montréalais» *Canadian Ethnic Studies*, 30(1): 97.
- Germain, Annick, Julie Archambault, Bernadette Blanc, Johanne Charbonneau, Francine Dansereau et Damaris Rose. 1995. *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Québec: Ministère des Affaires internationales, des Communautés culturelles et de l'Immigration, 325 p.
- Greene, Theodore. 2014. « Gay Neighbourhoods and the Rights of the Vicarious Citizen. » *City & Community* 13 (2): 99-118.
- Gouvernement du Québec. 2014. *Plan d'immigration du Québec 2015*. Diversité et de l'Inclusion Ministère de l'Immigration. Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Consulté le 15 décembre 2014.
- Gouvernement du Québec. 2014. *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion*. Diversité et de l'Inclusion Ministère de l'Immigration. Montréal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
- Guy, Malcom et William Ging Wee Dere, 2013. «Être Chinois au Québec : un road movie», Productions Multi-Monde.
- Helly, Denise. 1987. *Les Chinois à Montréal : 1877-1951*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 315.
- Hesson, Ted. 2016. «The Case for Branding More Immigrant Neighbourhoods in Detroit». *The Atlantic : City Lab*, 27 janvier 2016. En ligne : http://www.citylab.com/work/2016/01/detroit-banglatown-immigrants-neighborhoods-branding/431565/?utm_source=SFFB Consulté le 29 janvier 2016.
- Hiebert, Daniel, Jan Rath et Steven Vertovec. 2014. « Urban Markets and Diversity: Towards a Research Agenda. » *Ethnic and Racial Studies* 38 (1): 5-21.
- Hsu, Hua. 2015. «Wokking the Suburbs. Monterey Park, California, and the Rise of the Suburban Chinatown.» *Lucky Peach*. En ligne : <http://luckypeach.com/wokking-the-suburbs/> Consulté le 27 septembre 2015.
- Hsu, Yon. 2014. « Feeling at Home in Chinatown: Voices and Narratives of Chinese Monolingual Seniors in Montreal. » *Journal of International Migration and Integration* 15 (2): 331-347.

- Idir, Mouloud et Bochra Manaï. 2014. «Être Chinois au Québec: entretien avec Parker Mah.» In *Vivre ensemble*. En ligne : http://cjf.qc.ca/upload/ve_bulletins/3490_a_VE_No75_Art_Parker.pdf. Consulté le 27 mars 2015.
- Info-Site. 2002. *Enquête auprès des usagers des artères commerciales: quartier chinois*, 5. Institut de la Statistique du Québec. 2014. *Le bilan démographique du Québec*. Édition 2014. Québec: 162.
- Jones, Phil, Griff Bunce, James Evans, Hannah Gibbs et Jane Ricketts Hein. 2008. « Exploring Space and Place with Walking Interviews » *Journal of Research Practice* 4 (2): 8.
- Juteau, Danielle. 1996. « L'ethnicité comme rapport social. » *Mots* 49 (1): 97-105.
- _____. 1999. «L'ethnicité et ses frontières». *Trajectoires sociales*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 306.
- Kang, Tingyu. 2011. «Online Spatialisation and Embodied Experiences : The London-based Chinese Community» *Journal of intercultural studies*, 32 (5) :465-477.
- Kaufmann, Vincent et Christophe Jemelin. 2004. «La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales.» *Colloque de géographie sociale Espaces et Sociétés aujourd'hui*, Rennes. : 1-8.
- Lai, David Chuenyan. 1988. *Chinatowns. Towns within Cities in Canada*. The University of British Columbia Press: 347.
- Landau, Loren B. et Iriann Freemantle. 2010. «Tactical Cosmopolitanism and Idioms of Belonging: Insertion and Self-exclusion in Johannesburg.» *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36 (3): 375-390.
- Leduc, Gilbert. 2013. «Immigration : des bâtons dans les roues des investisseurs chinois» *Le Soleil*, 1^{er} août 2013. En ligne : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201307/31/01-4675942-immigration-des-batons-dans-les-roues-des-investisseurs-chinois.php> Consulté le 24 août 2015.
- Leloup, Xavier et Annick Germain. 2012. *La métropole fluide: l'évolution de la diversité ethnoculturelle à Montréal (2001-2006)*. Montréal, Institut national de la recherche scientifique Centre Urbanisation Culture Société, Inédits.

- Levitt, Peggy et B. Nadya Jaworsky. 2007. «Transnational migration studies: Past developments and future trends» *Annual Review of Sociology*, 33: 129-156.
- Lévy, Emmanuelle, 2001. «Saisir l'accessibilité: les trajets-voyageurs à la gare du Nord.» In *L'espace urbain en méthodes*, sous la dir. de Michèle Grosjean et Jean-Paul Thibaud. Marseille: Parenthèses, coll. Eupalinos, série Architecture et urbanisme, 47-62.
- Li, Chuo. 2014. « Ethnicity, Culture and Park Design: Case Studies of Urban Parks in American Chinatowns. » *Journal of Urban Design*, 19 (2): 230-254.
- Li, Wei. 1998. « Anatomy of a New Ethnic Settlement: The Chinese Ethnoburb in Los Angeles. » *Urban Studies* 35 (3): 479-501.
- Lin, Jan. 2011. *The Power of Urban Ethnic Places. Cultural Heritage and Community Life*. Routledge: 291.
- Lin Pang, Ching. 2002. « Business Opportunity or Food Pornography? » *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research* 8 (1/2): 148-161.
- Luk, Chiu M. 2005. «Contextualizing the Emergence of New Chinatowns: An Introduction.» *GeoJournal*. 64 (1) : 1-6.
- Lynch, Kevin. 1969. *L'image de la cité*. Paris, Dunod : 221.
- MAtv. 2015. *L'avenir économique du quartier chinois de Montréal*. Montréal. En ligne : <http://matv.ca/montreal/mes-emissions/mise-a-jour-montreal/videos/4034111352001>.
- Mazumdar, Sanjoy, Shampa Mazumdar, Faye Docuyan et Colette Marie McLaughlin. 2000. «Creating a Sense of Place: the Vietnamese-Americans and Little Saigon. » *Journal of Environmental Psychology*, 20 (4): 319-333.
- Meintel, Deirdre. 1993. « Nouvelles approches constructivistes de l'ethnicité. » *Culture*, 13 (2): 10-16.
- Meissner, Fran et Steven Vertovec. 2015. « Comparing Super-diversity. » *Ethnic & Racial Studies*, 38 (4): 541-555.

- Meissonnier, Joël. 2011. «La méthode des parcours commentés» Fiche méthode no. 1, 17 mars 2011, Cerema, Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, Direction territoriale Nord-Picardie : 1-5.
- Mitropolitska, Nevena. 2008. « Les réseaux immigrants "virtuels": de l'aspatial au territorial. » In *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la dir. de Xavier Leloup et Martha Radice. Québec, Les Presses de l'Université Laval : 15-32.
- Morisset, Lucie K. et André Corboz. 2009. *De la ville au patrimoine urbain. Histoires de forme et de sens*. In Québec: Presses de l'Université du Québec, 336.
- MU. 2015. En ligne : mumtl.org. Consulté le 3 septembre 2015.
- Mung, Emmanuel Ma. 1994. « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire. » *Espace géographique*: 106-113.
- Misra, Tanvi. 2015. «How Immigrant Businesses on One London Street Adapt to Rising Rents». In *The Atlantic: City Lab*, 14 octobre 2015. En ligne: http://www.citylab.com/work/2015/10/how-immigrant-businesses-on-one-london-street-adapt-to-rising-rents/407977/?utm_source=SFFB. Consulté le 15 octobre 2015.
- Morin, Richard et Michel Rochefort. 1998. « Quartier et lien social: des pratiques individuelles à l'action collective. » *Lien social et Politiques*, (39): 103-114.
- Nicholls, Alexander. 2013. « Capital social ethnique et entrepreneuriat. Le cas des commerçants chinois de Paris, Bruxelles et Montréal. » *Sociologie*, 3 (4): 395-411.
- Paré, Sylvie. 2005. « Ethnicité et paysage. Le marquage ethnique dans un Montréal aux identités plurielles. » In *La ville autrement*, sous la dir. de Pierre Delorme, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec : 193-209.
- Pécoud, Antoine. 2012. « Immigration, entrepreneuriat et ethnicité. Comprendre la création de commerces au sein des populations d'origine émigrée. » *Métropoles*, 11: 20.
- Pellerin, Hélène. 2012. « De la migration à la mobilité: changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada. » *Revue européenne des migrations internationales* 27 (2): 57-75.
- Perreault, Mathieu. 2012. « La vitalité de deux quartiers ethniques. » *La Presse*, 10 juin 2012. Consulté le 13 août 2015.

Poirier, Cécile. 2008. « Peut-on encore parler de quartiers d'intégration? Territoire et ethnicité à l'heure de la mobilité. » In *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la dir. de Xavier Leloup, Martha Radice. 133-155. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Pottie-Sherman, Yolande et Daniel Hiebert. 2013. « Authenticity with a Bang: Exploring Suburban Culture and Migration through the New Phenomenon of the Richmond Night Market. » *Urban Studies*: 538-554.

Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart. 2008. *Théories de l'ethnicité*. Quadrige. Paris, Presses universitaires de France.

Poutignat, Philippe, Jocelyne Streiff-Fénart et F Barth. 2005. «Les groupes ethniques et leurs frontières» In *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France : 203-249.

Preston, Valerie et Lucia Lo. 2010. «Enclaves ethniques dans les villes multiculturelles: nouvelles tendances en commerce de détail et nouveaux défis de planification». In *Plan: Centre Metropolis* : 79-82.

Preston, Valerie. 2008. « Le cadre bâti comme métaphore de l'inclusion des immigrants. » In *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la dir. de X Leloup, Radice, M., 207-233. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Qadeer, Mohammad et Sandeep Kumar. 2007. «Ethnic Enclave and Social Cohesion». *Canadian Journal of Urban Research*, vol. 15 (2) :1-17.

Radice, Martha. 2015. «Au-delà du «commerce ethnique» : la mobilisation de la multiethnicité dans les rues commerçantes de quartier à Montréal» In *Travailler et cohabiter : l'immigration au-delà de l'intégration*, sous la dir. de S. Arcand, Germain. A. Québec : Les Presses de l'Université Laval : 227-249.

_____. 2014. « Micro-cosmopolitanisms at the Urban Scale» *Identities: Global Studies in Culture and Power* : 1-15.

_____. 2010. « Everyday Cosmopolitan Place Making: Multiethnic Commercial Streets in Montréal Neighbourhoods. » Doctorat, Montréal, Institut national de la recherche scientifique Centre Urbanisation Culture Société, Études urbaines : 462.

- _____. 2008. « Les rues commerçantes en contexte pluriethnique: entre le confort et la différence. » In *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la dir. de Xavier Leloup, Martha Radice. Québec: Les Presses de l'Université Laval : 235-258.
- Radio-Canada. 2015. « Montréal obtient sa nouvelle zone touristique. » Radio-Canada. Consulté le 8 juin 2015.
- Raulin, Anne. 2007. *Anthropologie urbaine*, (2). Armand Colin : 211.
- _____. 1987. «Où s'approvisionne la culture ?». In *Chemins de la ville*. Enquêtes ethnologiques, sous la dir. de J. Gutwirth et C. Pétonnet, Paris: Éditions du C.H.T.S. : 103-121.
- Remy, Jean. 1990. « La ville cosmopolite et la coexistence interethnique. » In *Immigration et nouveaux pluralismes*, sous la dir. de A. Bastenier et F. Dassetto, 85-105. Bruxelles: Éditions universitaires De Boeck.
- Ricard-Châtelain, Baptiste. 2014. « La Chine partenaire de plusieurs universités canadiennes. » *Le Soleil*, 17 décembre 2014.
- Robillard, Jean-Philippe. 2014. «La fin du programme d'immigrants investisseurs inquiète la Chine» *Radio-Canada*, 13 février 2014. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2014/02/12/007-programme-investisseurs-immigrants-chine.shtml> Consulté le 3 mars 2014.
- Rouay-Lambert, Sophie. 2001. «SDF et citoyens dans l'espace public» In *Annales de la recherche urbaine*, Lavoisier, 90: 165-172.
- Sabourin, Diane et Maude-Emmanuelle Lambert. 2013. «Quartier chinois de Montréal» *L'Encyclopédie canadienne*, 24 mars 2013. En ligne : <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/le-quartier-chinois-de-montreal/> Consulté le 13 novembre 2015.
- Said, Edward. [1980] 2005. *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*. Paris : Éditions du Seuil, 422.
- Service à la famille chinoise du Grand Montréal. 2014. *Bâtir des ponts*. Rapport annuel 2013-2014, 58.

- Shaw, Stephen, Susan Bagwell et Joanna Karmowska. 2004. « Ethnoscapes as Spectacle: Reimagining Multicultural Districts as New Destinations for Leisure and Tourism Consumption. » *Urban Studies*, Routledge, 41 (10): 1983-2000.
- Smith, Darren P. 2005. « Studentification: the Gentrification factory » In *Gentrification in a Global Context: the New Urban Colonialism*. Routledge, Edition Roland Atkinson and Gary Bridge : 74-90.
- Statistique Canada. « Enquête nationale auprès des ménages », 1996, 2001, 2006, 2011. En ligne : www.statcan.gc.ca
- Transfert Environnement. 2012. *Rapport de consultation : Projet de réaménagement de la rue De La Gauchetière du Quartier chinois*. Décembre 2012, 45.
- Vertovec, Steven. 2007. « Super-diversity and its Implications. » *Ethnic & Racial Studies* 30 (6): 1024-1054.
- Veschambre, Vincent. 2004. « Appropriation et marquage symbolique de l'espace: quelques éléments de réflexion. » *ESO: travaux et documents de l'UMR 6590* (21): 73-77.
- Villeneuve, Lise. 2014. *Hôpital chinois de Montréal*. En ligne : <http://www.rcinet.ca/patrimoine-asiatique-fr/2014/05/02/hopital-chinois-reportage-de-lise-villeneuve/>.
- Ville de Montréal. 2015. *L'arrondissement inaugure la nouvelle rue De La Gauchetière Ouest dans le Quartier chinois*. Communiqué, 18 juin 2015. En ligne : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=25207 Consulté le 20 juin 2015.
- Ville de Montréal. 2014. *Quartier chinois. Réunion de démarrage de chantier*. 14 avril 2014, 21.
- _____. 2013. *Bilan de situation en développement social*. Arrondissement de Saint-Laurent, Division de la culture, des loisirs, des sports et du développement social. Octobre 2013 : 67.
- _____. 2010. *Portraits démographiques. Coup d'œil sur les immigrants nés en République populaire de Chine*. Division des affaires économiques et institutionnelles, Mai 2010 : 9.
- White, Gillian B. 2015. « Explaining Chinese Restaurants, Korean Dry Cleaning, and Indian Motels. » In *The Atlantic: City Lab*, 2 octobre 2015. En ligne :

<http://www.theatlantic.com/business/archive/2015/10/immigrant-jobs-concentration/408673/>. Consulté le 3 octobre 2015.

Wimmer, Andreas. 2008. «Elementary Strategies of Ethnic Boundary Making» *Ethnic and Racial Studies*, 31 (6) : 1025-1055.

Xue, Jingjing, Wardlow Friesen et David O'Sullivan. 2012. « Diversity in Chinese Auckland: Hypothesising Multiple Ethnoburbs. » *Population, Space and Place* 18 (5): 579-595.

Yang, Li. 2011. « Ethnic Tourism and Cultural Representation. » *Annals of Tourism Research*, 38 (2): 561-585.

Young, Ian. 2014. Vancouver facing an influx of 45 000 more rich Chinese» *South China Morning Post*, Vancouver, 7 février 2014. En ligne : <http://www.scmp.com/news/world/article/1423370/exclusive-vancouver-facing-influx-45000-more-rich-chinese> Consulté le 3 mars 2014.

Zelinsky, Wilbur et Barrett A. Lee. 1998. « Heterolocalism: an Alternative Model of the Sociospatial Behaviour of Immigrant Ethnic Communities. » *International Journal of Population Geography*, 4 (4): 281-298.

Zukin, Sharon. 2009. «Changing Landscapes of Power: Opulence and the Urge for Authenticity» *International Journal of Urban and Regional Research*, 33 (2): 543-553.

_____. 1998. « Urban lifestyles: Diversity and Standardisation in Spaces of Consumption.» *Urban Studies*, Routledge, 35 (5/6): 825.

ANNEXE 1 : LETTRE D'INFORMATION REMISE AUX PARTICIPANTS À L'ENTREVUE MOBILE

Lettre d'information sur la recherche

«Le quartier chinois de Montréal à l'aube de nouvelles transformations sociales et spatiales: quelles significations pour les jeunes migrants d'origine chinoise?»

La présente lettre est pour vous inviter à participer à un projet de recherche dont l'objectif est de comprendre quels sont le rôle pratique et la signification du quartier chinois pour la population d'origine chinoise résidant sur le territoire du Grand Montréal. Nous faisons appel à votre expérience et à vos perceptions pour nous aider à mieux comprendre les transformations que connaît ce quartier.

1. Déroulement de l'entretien □

Votre participation à ce projet consistera à prendre part à un entretien d'environ une heure, en utilisant la méthode l'entretien mobile. Vous serez invité lors de cette rencontre à discuter des principaux lieux que vous fréquentez à Montréal et de votre perception du quartier chinois, en même temps que nous nous y baladerons. Les informations recueillies serviront à la rédaction d'un mémoire de maîtrise.

Veuillez noter qu'au cours de l'entretien, vous serez libre de ne pas répondre s'il y a des questions auxquelles vous souhaitez ne pas répondre, et ce, sans avoir à en justifier la raison et sans aucun inconvénient. À titre de participant volontaire à cette étude, vous avez la possibilité de vous en retirer à tout moment si vous le jugez nécessaire.

2. Avantage et inconvénient

Considérant que les données recueillies nous permettront de mieux comprendre l'hétérogénéité de la communauté chinoise établie sur le territoire du Grand Montréal et les différentes significations que peut avoir le quartier chinois à Montréal aujourd'hui, vous contribuerez par votre participation à une meilleure compréhension de ce territoire en transformation. Surtout, les informations que vous nous fournirez nous permettront d'identifier les enjeux et les défis qui

concernent la planification de ce secteur ce qui, nous l'espérons, pourrait orienter les interventions futures sur ce territoire. Par ailleurs, nous vous assurons qu'en participant à la recherche, vous ne vous exposerez à aucun risque connu. Le principal inconvénient est le temps alloué à l'entrevue.

3. Confidentialité

Bien que nous prendrons les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité de votre identité et de celle de personnes dont vous nous aurez parlé lors de la diffusion des résultats de la recherche, nous ne pouvons vous garantir qu'il n'y aura pas un risque d'identification indirecte minimal. Nous prendrons les mesures suivantes pour assurer la confidentialité des résultats: votre nom et le nom de l'association dont vous faites partie seront remplacés par des chiffres afin que vos propos ne puissent vous être directement associés. Cet entretien sera enregistré puis fera l'objet d'une retranscription afin de faciliter l'analyse. Les fichiers seront ensuite sécurisés par un mot de passe et ne seront accessibles qu'à la chercheuse et sa directrice de recherche. Une fois l'analyse des résultats terminée, l'enregistrement et le fichier de retranscription seront détruits.

4. Informations supplémentaires

Nous vous invitons à lire attentivement le formulaire de consentement ci-joint et à nous le retourner signé si vous désirez participer à la recherche. Si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez nous joindre aux coordonnées qui apparaissent au verso de la page. Vous pouvez également contacter la présidente du Comité d'éthique de la recherche de l'INRS, Mme Cathy Vaillancourt, qui pourra vous renseigner sur vos droits en tant que participant à cette recherche.

Nous vous remercions de votre collaboration.

Étudiante responsable de la recherche:

Marie-Ève Charbonneau
Étudiante à la maîtrise en études urbaines
Centre Urbanisation Culture Société, INRS
385 rue Sherbrooke Est □ Montréal (QC) H2X 1E3 □
Téléphone: 514-632-4938 □
Courriel: MarieEve.Charbonneau@ucs.inrs.ca

Directrice de recherche:

Annick Germain ☐

Professeure-chercheure au Centre Urbanisation Culture Société, INRS

385, rue Sherbrooke Est ☐ Montréal (Québec) H2X 1E3 ☐

Téléphone: 514 499-4004 ☐

Courriel: annick.germain@uca.inrs.ca

Personne ressource extérieure à l'équipe de recherche : ☐

Cathy Vaillancourt ☐

Présidente du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains INRS

490, rue de la Couronne ☐ Québec (Québec) G1K 9A9

Téléphone : (418) 650-7436 ☐

Courriel: cathy.vaillancourt@iaf.inrs.ca

ANNEXE 2 : LETTRE D'INFORMATION REMISE AUX PARTICIPANTS À L'ENTREVUE MOBILE – VERSION ANGLAISE

Document of information about the research project

«Montreal's Chinatown at the dawn of new social and spatial transformations: what meanings for the newcomers of Chinese origin?»

The present letter is to invite you to participate to a research project that aims to understand the practical roles and the meanings of the Chinatown for the newcomers of Chinese origin living in the metropolitan area of Montreal. We would like to benefit from your experience to help us to understand how the traditional Chinatown is being transformed.

1. Progress of the interview

If you accept to participate to this research, we will conduct a one-hour interview with you. During the interview, you would be invited to discuss Chinese immigration and the emergence of new Chinese districts, your role with the newcomers, the factors that explain whether these people spend time in the traditional Chinatown of Montreal and the meanings that the area has for them. The information that you would provide will be used for conducting analysis for a Master's thesis.

Please note that during the interview, you would always be free to avoid answering any questions that you wish not to answer, without having to justify the reason and without any inconvenience. As a voluntary participant to this study, you would have the possibility to withdraw at any time if you consider it necessary.

2. Advantage and inconvenience

The data we would collect from the interview will help us to understand the heterogeneousness of the Chinese community established on the metropolitan area of Montreal and the various meanings that the Chinatown of Montreal can adopt. You would thus contribute by your participation to a better understanding of the transformations that are taking place in this area. Especially, the information that you would provide will help us to identify the challenges

concerning the planning of this sector, which, we hope, could direct future interventions in this area. We assure you that by participating to this research, you would not expose yourself to any known risk. The only inconvenience is the time allocated to the interview.

3. Confidentiality

Although we shall take the necessary measures to ensure the confidentiality of the identity of you and of the people that you could have discussed, we cannot guarantee that there would be no minimal indirect risk of identification related to the functions you occupy, at the time of presenting the results. We shall take the following measures to ensure the confidentiality of the results: your name and the name of your association would be replaced by numbers so that your words cannot be directly associated to you. The interview would be recorded and then transcribed to facilitate the analysis. Files would then be secured by a password and would be accessible only to the researcher and the director of the research. Once the presentation of the results would be finalized, the recording and the transcription files would be destroyed.

4. Additional information

Should you accept to participate to this research project, we invite you to read carefully the form of consent attached to this letter, and to return a signed copy to Marie-Ève Charbonneau to the coordinates below. If you wish to obtain more information, please contact Marie-Ève Charbonneau or Annick Germain. You can also contact Mrs. Cathy Vaillancourt, President of the Ethics Committee of research with human beings of the INRS, who can inform you about your rights as a participant to this research.

We thank you for your collaboration.

Student responsible of the research:

Marie-Ève Charbonneau
Candidate for the Master in urban studies
Centre Urbanisation Culture Société, INRS
385 Sherbrooke Est St. Montreal (QC),
H2X 1E3
Telephone: (514) 499-4085
Email: marieeve.charbonneau@ucs.inrs.ca

Director of the research:

Annick Germain□

Professor-researcher at Centre Urbanisation Culture Société, INRS

385 Sherbrooke East St.□Montreal (Québec) H2X 1E3□

Telephone: (514) 499-4004□

Email: annick.germain@uca.inrs.ca

Resource person outside the team of research:

Cathy Vaillancourt□

President of Ethics Committee of research with human beings, INRS

490, rue de la Couronne□Québec (Québec) G1K 9A9□

Telephone: (418) 650-7436□

Email: cathy.vaillancourt@iaf.inrs.ca

ANNEXE 3 : LETTRE D'INFORMATION REMISE AUX INFORMATEURS CLÉS, GROUPES COMMUNAUTAIRES ET FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

Lettre d'information sur la recherche et formulaire de consentement

«Le quartier chinois de Montréal à l'aube de nouvelles transformations sociales et spatiales: quelles significations pour les nouveaux arrivants d'origine chinoise?»

La présente est pour vous inviter à participer à un projet de recherche dont l'objectif est de comprendre quels sont le rôle pratique et la signification du quartier chinois pour la population d'origine chinoise résidant sur le territoire du Grand Montréal. Considérant votre expertise en matière de relations avec la communauté chinoise, nous faisons appel à votre expérience et à vos perceptions pour nous aider à mieux comprendre les transformations que connaît ce quartier.

1. Déroulement de l'entretien

Si vous souhaitez prendre part à cette recherche, votre participation consistera à nous accorder un entretien d'environ une heure. L'interviewer se déplacera à l'endroit et au moment qui vous conviendra. Vous serez invité lors de cette rencontre à discuter de l'immigration chinoise et de la présence de nouveaux quartiers chinois, du rôle que vous jouez auprès des nouveaux arrivants aujourd'hui, des raisons pour lesquelles ceux-ci fréquentent le quartier chinois traditionnel de Montréal, de la signification qui lui est accordée. Les informations recueillies serviront à la rédaction d'un mémoire de maîtrise.

Veuillez noter qu'au cours de l'entretien, vous serez libre de ne pas répondre s'il y a des questions auxquelles vous souhaitez ne pas répondre, et ce, sans avoir à en justifier la raison et sans aucun inconvénient. À titre de participant volontaire à cette étude, vous avez la possibilité de vous en retirer à tout moment si vous le jugez nécessaire.

2. Avantage et inconvénient

Considérant que les données recueillies nous permettront de mieux comprendre l'hétérogénéité de la communauté chinoise établie sur le territoire du Grand Montréal et les différentes significations que peut avoir le quartier chinois à Montréal aujourd'hui, vous contribuerez par votre participation à une meilleure compréhension de ce territoire en transformation. Surtout, les informations que vous nous fournirez nous permettront d'identifier les enjeux et les défis qui concernent la planification de ce secteur ce qui, nous l'espérons, pourrait orienter les interventions futures sur ce territoire. Par ailleurs, nous vous assurons qu'en participant à la recherche, vous ne vous exposerez à aucun risque connu. Le principal inconvénient est le temps alloué à l'entrevue.

3. Confidentialité

Bien que nous prendrons les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité de votre identité et de celle de personnes dont vous nous aurez parlé lors de la diffusion des résultats de la recherche, nous ne pouvons vous garantir qu'il n'y aura pas un risque d'identification indirecte minimal par les fonctions que vous occupez. Nous prendrons les mesures suivantes pour assurer la confidentialité des résultats: votre nom et le nom de l'association dont vous faites partie seront remplacés par des chiffres afin que vos propos ne puissent vous être directement associés. Cet entretien sera enregistré puis fera l'objet d'une retranscription afin de faciliter l'analyse. Les fichiers seront ensuite sécurisés par un mot de passe et ne seront accessibles qu'à la chercheuse et sa directrice de recherche. Une fois la diffusion des résultats terminée, l'enregistrement et le fichier de retranscription seront détruits.

4. Informations supplémentaires

Nous vous invitons à lire attentivement le formulaire de consentement ci-joint et à nous le retourner signé si vous désirez participer à la recherche. Si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez nous joindre aux coordonnées qui apparaissent au bas de la page. Vous pouvez également contacter la présidente du Comité d'éthique de la recherche de l'INRS, Mme Cathy Vaillancourt, qui pourra vous renseigner sur vos droits en tant que participant à cette recherche.

Nous vous remercions de votre collaboration.

Étudiante responsable de la recherche:

Marie-Ève Charbonneau
Étudiante à la maîtrise en études urbaines
Centre Urbanisation Culture Société, INRS
385 rue Sherbrooke Est
Montréal (QC), H2X 1E3
Téléphone: 514-632-4938
Courriel: MarieEve.Charbonneau@ucs.inrs.ca

Directrice de recherche:

Annick Germain
Professeure-chercheuse au Centre Urbanisation Culture Société, INRS
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3
Téléphone: 514 499-4004
Courriel: annick.germain@uca.inrs.ca

Personne ressource extérieure à l'équipe de recherche :

Cathy Vaillancourt
Présidente du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains
INRS
490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9
Téléphone : (418) 650-7436
Courriel: cathy.vaillancourt@iaf.inrs.ca

ANNEXE 4 : LETTRE D'INFORMATION REMISE AUX INFORMATEURS CLÉS, GROUPES COMMUNAUTAIRES ET FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX – VERSION ANGLAISE

Document of information about the research project

«Montreal's Chinatown at the dawn of new social and spatial transformations: what meanings for the newcomers of Chinese origin?»

The present letter is to invite you to participate to a research project that aims to understand the practical roles and the meanings of the Chinatown for the newcomers of Chinese origin living in the metropolitan area of Montreal. Based on your expertise regarding relations with the Chinese community, we would like to benefit from your experience to help us to understand how the traditional Chinatown is being transformed.

1. Progress of the interview

If you accept to participate to this research, we will conduct a one-hour interview with you. The interview would be scheduled at the time and the location that will suit you. During the interview, you would be invited to discuss Chinese immigration and the emergence of new Chinese districts, your role with the newcomers, the factors that explain whether these people spend time in the traditional Chinatown of Montreal and the meanings that the area has for them. The information that you would provide will be used for conducting analysis for a Master's thesis.

Please note that during the interview, you would always be free to avoid answering any questions that you wish not to answer, without having to justify the reason and without any inconvenience. As a voluntary participant to this study, you would have the possibility to withdraw at any time if you consider it necessary.

2. Advantage and inconvenience

The data we would collect from the interview will help us to understand the heterogeneousness of the Chinese community established on the metropolitan area of Montreal and the various meanings that the Chinatown of Montreal can adopt. You would thus contribute by your

participation to a better understanding of the transformations that are taking place in this area. Especially, the information that you would provide will help us to identify the challenges concerning the planning of this sector, which, we hope, could direct future interventions in this area. We assure you that by participating to this research, you would not expose yourself to any known risk. The only inconvenience is the time allocated to the interview.

3. Confidentiality

Although we shall take the necessary measures to ensure the confidentiality of the identity of you and of the people that you could have discussed, we cannot guarantee that there would be no minimal indirect risk of identification related to the functions you occupy, at the time of presenting the results. We shall take the following measures to ensure the confidentiality of the results: your name and the name of your association would be replaced by numbers so that your words cannot be directly associated to you. The interview would be recorded and then transcribed to facilitate the analysis. Files would then be secured by a password and would be accessible only to the researcher and the director of the research. Once the presentation of the results would be finalized, the recording and the transcription files would be destroyed.

4. Additional information

Should you accept to participate to this research project, we invite you to read carefully the form of consent attached to this letter, and to return a signed copy to Marie-Ève Charbonneau to the coordinates below. If you wish to obtain more information, please contact Marie-Ève Charbonneau or Annick Germain. You can also contact Mrs Cathy Vaillancourt, President of the Ethics Committee of research with human beings of the INRS, who can inform you about your rights as a participant to this research.

We thank you for your collaboration.

Student responsible of the research:

Marie-Ève Charbonneau
Candidate for the Master in urban studies
Centre Urbanisation Culture Société, INRS
385 Sherbrooke Est St. Montreal (QC), H2X 1E3
Telephone: (514) 499-4085
Email: marieeve.charbonneau@ucs.inrs.ca

Director of the research:

Annick Germain □

Professor-researcher at Centre Urbanisation Culture Société, INRS

385 Sherbrooke East St. □ Montreal (Québec) H2X 1E3 □

Telephone: (514) 499-4004 □

Email: annick.germain@uca.inrs.ca

Resource person outside the team of research:

Cathy Vaillancourt □

President of Ethics Committee of research with human beings, INRS

490, rue de la Couronne □ Québec (Québec) G1K 9A9 □

Telephone : (418) 650-7436 □

Email: cathy.vaillancourt@iaf.inrs.ca

ANNEXE 5 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT REMIS AUX PARTICIPANTS

Formulaire de consentement

«Le quartier chinois de Montréal à l'aube de nouvelles transformations sociales et spatiales: quelles significations pour les nouveaux arrivants?»

J'ai pris connaissance de la recherche décrite dans la lettre d'information.

J'ai été informé(e), oralement et par écrit, des objectifs de la recherche, de ses méthodes de cueillette des données et des modalités de ma participation au projet.

J'ai également été informé(e) :

- a) de la façon selon laquelle les chercheurs assureront la confidentialité des données et protégeront les renseignements recueillis;
- b) de mon droit de mettre fin à l'entrevue ou à son enregistrement, si je le désire, ou de ne pas répondre à certaines questions;
- c) de mon droit, à titre de participant volontaire à cette étude, de me retirer à tout moment sans conséquence négative;
- d) de mon droit de communiquer, si j'ai des questions sur le projet, avec la responsable du projet (Marie-Ève Charbonneau: 514-632-4938) ou sa directrice de recherche (Annick Germain: 514 499-4004).

J'ai compris que j'ai la possibilité de me retirer de la recherche en tout temps ou de ne pas répondre à certaines questions, sans avoir à fournir d'explications et sans subir d'inconvénients.

J'ai l'assurance que les propos recueillis au cours de cet entretien seront conservés de façon confidentielle et seront traités de façon anonyme. Cependant, je suis conscient que malgré toutes les précautions prises à cet effet, il demeure possible que je sois identifié de manière indirecte.

J'autorise le chercheur principal, désigné ci-dessous, à citer certains extraits de l'entretien, et ce, exclusivement à des fins de recherche.

J'accepte, par la présente, de participer à la recherche selon les modalités décrites dans la lettre d'information sur le projet, ci-annexée.

Je signe ce formulaire en deux exemplaires et j'en conserve une copie.

Signature du participant

Date

Marie-Ève Charbonneau
Centre Urbanisation Culture Société,
Institut national de la recherche scientifique,
385 rue Sherbrooke Est, Montréal (QC), H2X 1E3. ☐
Téléphone: 514-499-4085 ☐
Courriel: marieeve.charbonneau@ucs.inrs.ca

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains de l'INRS :

CER- 14-365

Date d'approbation : 8 décembre 2014.

ANNEXE 6 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT REMIS AUX PARTICIPANTS – VERSION ANGLAISE

Form of consent

«Montreal's Chinatown at the dawn of new social and spatial transformations: what meanings for the newcomers of Chinese origin?»

I acquainted with the research described in the letter of information.

I have been informed, orally and in writing, about the objectives of the research, its methods of collecting data and about modalities of my participation to the project.

I was also informed:

a) of the way according to which the researcher will protect the confidentiality of the information that will be collected;

b) of my right to end the interview or its recording if I wish, or to avoid answering specific questions;

c) of my right, as a voluntary participant, to withdraw from this research at any time without negative consequence;

d) of my right to communicate, if I have questions on the project, with the researcher (Marie-Eve Charbonneau: 514-632-4938) or the Director of research (Annick Germain: 514 499-4004).

I have been informed that the information collected during this interview will be preserved in a confidential way and handled in an anonymous way. However, I am aware that despite all the precautions taken, it remains possible that I could be identified in an indirect way.

I authorize the main researcher, indicated below, to quote extracts of the interview, exclusively for the purposes of the research.

I accept, by the present document, to participate in the research according to the modalities described in this document of information.

I sign this form in duplicate and I preserve a copy.

Signature of the participant

Date

Marie-Ève Charbonneau;
Centre Urbanisation Culture Société, Institut national de la recherche scientifique,
385 rue Sherbrooke Est, Montréal (QC), H2X 1E3.
Telephone: (514) 499-4085
Email : marieeve.charbonneau@ucs.inrs.ca

The Ethics Committee in research approved this project of research with human beings of INRS:

CER-14-365

Date of approbation: December 8, 2014.

ANNEXE 7: CANEVAS D'ENTREVUE MOBILE

«Le quartier chinois de Montréal à l'aube de nouvelles transformations sociales et spatiales: quelles significations pour les nouveaux arrivants?»

Au cours de l'entrevue j'aimerais aborder ce que signifie le quartier chinois de Montréal pour les gens d'origine chinoise et connaître quelles sont les différentes significations qu'il peut aborder. Je cherche aussi à voir quel rôle il tient auprès des gens qui le fréquentent.

1. Caractéristiques générales

Sexe : M F

Âge actuel :

Origine ethnique : _____

Langue maternelle? _____

Niveau de maîtrise du français : excellent très bon bon passable

Niveau de maîtrise de l'anglais : excellent très bon bon passable

Statut actuel : Étudiant étranger avec permis de travail sans permis de travail

Résidence permanente

Depuis combien de temps résidez-vous au Québec? _____

De quelle durée prévoyez-vous votre séjour?

Quel quartier habitez-vous?

Comment avez-vous pris la décision de vous y installer?

Occupation du père :

Occupation de la mère :

Dernier niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine :

Baccalauréat Maîtrise Doctorat Autre _____

Études à l'étranger et niveau de scolarité :

2. Carte mentale

3. Ancrage et mobilité

3.1 Pour quelles raisons avez-vous choisi de venir étudier à Montréal?

3.2 Lorsque vous êtes arrivés au Québec, avez-vous reçu de l'aide pour vous installer ?

3.3 Avez-vous bénéficié de l'aide de groupes communautaires, religieux ou de services centralisés dans le quartier chinois ?

3.4 Dans quel quartier résidez-vous et comment avez-vous choisi d'habiter ce quartier?

3.5 À quel endroit faites-vous votre épicerie ?

3.6 Quels lieux aimez-vous fréquenter pour des loisirs, des sorties, ou pour aller au restaurant? Pour quelles raisons?

3.7 Avez-vous participé à des activités, des événements organisés par les communautés chinoises, ou vous êtes-vous impliqués auprès de celles-ci ?

3.8 Prévoyez-vous rester à Montréal après vos études? Pourquoi?

4. Parcours commenté dans le quartier chinois

4.1 Fréquentez-vous le quartier chinois ? Si oui, pour quelles raisons ? Y allez-vous de manière régulière ? Si non, pour quelles raisons ne vous sentez-vous pas interpellé par ce lieu?

4.2 Que retrouve-t-on dans le quartier chinois?

4.3 Selon vous, qui fréquente le quartier?

4.4 Pour commencer la ballade, voudriez-vous me montrer les endroits que vous fréquentez et m'expliquer pour quelles raisons?

4.5 Lorsque vous vous adressez à quelqu'un dans le quartier, par exemple un commerçant, dans quelle langue parlez-vous ?

4.6 Selon vous, ce qu'on retrouve dans le quartier est-il majoritairement associé à la culture chinoise ?

4.7 Considérant que le quartier est caractérisé par une multitude des origines asiatiques multiples, le quartier se présente-t-il comme un lieu de la mémoire collective ou a-t-il plutôt un rôle différent ?

4.8 Y a-t-il des endroits que vous aimez moins dans le quartier?

4.9 Par les représentations qu'il véhicule, par ses symboles, par son offre commerciale, diriez-vous que le quartier est adapté aux jeunes générations ?

4.10 Pour vous, et pour la jeune génération d'origine chinoise, qu'est-ce qu'un lieu comme ça représente ?

4.11 Y a-t-il d'autres endroits à l'extérieur du quartier qui se présentent comme des lieux de rencontre (par exemple les environs de l'Université Concordia)?

4.12 Connaissez-vous l'histoire des premiers immigrants chinois à Montréal ?

5. Auriez-vous des questions ou y a-t-il des sujets que nous n'aurions pas couverts et dont vous auriez aimé discuter?

6. Si vous pensez à des étudiants internationaux qui viennent de Chine et qui seraient intéressés à participer au projet de recherche, voudriez-vous me les référer?

ANNEXE 8: CANEVAS D'ENTREVUE MOBILE – VERSION ANGLAISE

«Montreal's Chinatown at the dawn of new social and spatial transformations: what meanings for the newcomers of Chinese origin?»

The objective of the research project is to understand the practical roles and the meanings of the Chinatown for the newcomers of Chinese origin living in the metropolitan area of Montreal. During the interview, we would like to discuss your experience and your perceptions of the Chinatown.

1. Factual information

Gender: M F

Current age: _____

Ethnic origin: _____

First language: _____

French language proficiency: excellent very good good moderate

English language proficiency: excellent very good good moderate

Current status: International student work permit without work permit

Permanent residency

Since how long have you live in Montreal? _____

Of what duration do you plan your stay? _____

Have you live somewhere else in Quebec before? _____

In what neighbourhood do you live? _____

How have you made the decision to settle down there? _____

Highest level of education achieved in country of origin:

Undergraduate Master Doctorate Other _____

Have you done studies in another country before?

2. Mind map

3. Mobility and anchors questions

3.1 What are your motivations behind your choice of coming to Montreal for your studies?
(Choice of studying abroad and choice of the city)

3.2 Did you receive some help from family, friends or social networks to install yourself when you arrived in Montreal?

3.3 Did you benefit from the help of community groups or services located in the Chinatown?
(Social activities, lessons, general support)

3.4 In which neighbourhood do you live and how did you made your decision to settle down there?

3.5 Where do you go for grocery?

3.6 What places do you go for leisure activities, or to go to the restaurant? For what reasons?

3.7 Have you participated in activities or events organized by the Chinese community or have you been involved in the organization of these?

3.8 Do you plan to stay in Montreal after your studies? Why?

4. Commented walk

4.1 Do you visit the Chinatown on a regular or occasional basis? For what reasons? If not, for what reasons you do not feel attract by this place?

4.2 According to you, what can we find in the Chinese district?

4.3 According to you, who come to the Chinatown?

4.4 To begin the walk, would you like to show me the places you visit and to explain me for which reasons?

4.5 Who do you think go to these places?

4.6 When you address someone in the Chinatown, for example a storekeeper, in what language do you speak?

4.7 Do you think that the Chinatown is mainly associated with the Chinese culture? Or with other cultures?

4.8 Considering that the Chinatown is characterized by multiple Asian origins, does the district appear as a place of the collective memory or does it have rather a different role?

4.9 Is there anything that you like least in the Chinatown?

4.10 For you, and for the young generation of Chinese origin, what do you think that a place like this represents?

4.11 By the representations it shows, by its symbols, by its commercial offer, would you say that the district is adapted to the young generations?

4.12 Are there other places outside of the Chinatown where you go to meet people, participate in different activities (for example around Concordia University)?

4.13 Do you know the history of the Chinese immigration in Canada?

5. Are there any questions or issues that you would like to ask or discuss?

6. If you think of anybody who would be interested to participate in this research project, and who is an international student from China, do you think you could refer him (or her) to me?

ANNEXE 9 : CANEVAS D'ENTREVUE AUPRÈS DES INFORMATEURS CLÉS

1. Mise en contexte

1.1 Pourriez-vous me parler de vos fonctions?

2. Situation du quartier chinois

2.1 Avez-vous observé dans le quartier chinois des changements au cours des dernières années, d'un point de vue économique, social, démographique, culturel, etc.?

2.2 À votre avis, quelles sont les principales fonctions du quartier chinois aujourd'hui?

2.3 Qui fréquente le quartier chinois aujourd'hui? Est-ce de manière régulière ou occasionnellement?

2.4 À votre avis, que représente le quartier chinois pour les nouveaux arrivants aujourd'hui?

2.5 Est-ce qu'on retrouve des événements associés à la culture chinoise ou à d'autres cultures dans le quartier? Quels sont-ils et qui les organisent?

2.6 Savez-vous si des stratégies pour attirer de jeunes entrepreneurs à s'investir dans le quartier chinois ont été mises en place?

2.7 Sentez-vous un engouement pour le quartier, venant de la jeune génération? Croyez-vous que le quartier chinois attire les jeunes d'origine chinoise qui n'y habitent pas?

2.8 Croyez-vous que le quartier devrait mieux s'adapter aux jeunes, par exemple avec de nouveaux lieux de rencontre, etc.?

2.9. Le quartier chinois répond-t-il aux besoins des personnes âgées qui y habitent?

2.10 Diriez-vous qu'il existe de nouveaux quartiers chinois? Si c'est le cas, quel impact cela peut-il avoir sur le quartier chinois traditionnel?

2.11 De manière générale, diriez-vous que l'immigration chinoise a changé au cours des dernières années?

3. Situation économique du quartier

3.1 Est-ce que le quartier chinois fonctionne bien à votre avis? Nous entendons souvent parler d'un déclin économique, est-ce vraiment le cas? Si c'est le cas, comment expliquer les problèmes qu'il rencontre?

3.2 Il semble y avoir beaucoup de terrains et d'immeubles vacants dans le quartier. Qu'est-ce qui pourrait aider à améliorer la situation et à attirer les entrepreneurs?

3.3 Est-ce qu'il existe des services pour aider les entrepreneurs qui y sont installés actuellement?

4. Projet de rénovation du domaine public

4.1 Avez-vous d'une manière ou d'une autre, participé à l'élaboration du projet de rénovation du domaine public qui vient d'être inauguré?

4.2 À votre avis, quel sera l'impact de ce projet? Pourrait-il être un élément susceptible d'encourager de nouvelles transformations, et même d'aider à la relance économique du secteur?

4.3 Ce projet est-il cohérent avec les demandes de la communauté?

5. Vision d'avenir pour le quartier

5.1 À votre avis, que devrait-on envisager pour l'avenir du quartier chinois? De quel type de vision d'avenir devrait-il se doter?

5.2 Le quartier devrait-il demeurer un lieu de la mémoire collective ou promouvoir sa modernisation? (Comment trouver l'équilibre?)

ANNEXE 10 : CANEVAS D'ENTREVUE AUPRÈS DES INFORMATEURS CLÉS – VERSION ANGLAISE

1. Context

1.1 First, can you tell me about your functions?

2. Portrait of the Chinatown

2.1 Have you observed changes during the last years in the Chinatown? (Physical transformations, change within people who visit it, etc.)

2.2 According to you, what are the main functions of the Chinatown today?

2.3 For what reasons do the Chinese newcomers establish themselves in the Chinatown today?

2.4 For what reasons do the Chinese newcomers who live outside of the Chinatown visit this area today?

2.5 In your opinion, who visit the Chinatown? Is it on a regular basis or occasionally?

2.6 What do you think that the Chinatown represents for the newcomers of Chinese origin?

2.7 Do we hold in the Chinatown some events specifically associated with the Chinese culture, or associated to various cultures (Examples: celebrations, markets, night activities)? Who organize these events? Where does the funding come from?

2.8 Are there activities organized for young people?

2.9 Do you think that the Chinatown attracts the young people of Chinese origin who do not live in it?

2.10 Would you say that the Chinatown, by the representations that it spreads, by its symbols, by its commercial offer, is adapted to the young generations?

2.11 According to the meetings that you could have made, what does the Chinatown represent for the young people of Chinese origin?

2.12 Do you think that the Chinatown should be adapted to the young generations, for example with the installation of new places of gathering?

2.13 Does the Chinatown meet the needs of elder people?

2.14 Would you say that there are new Chinese districts?

2.15 In a general way, would you say that the Chinese immigration has changed during the last years?

3. Economic dimension of the Chinatown

3.1 Would you say that the Chinatown has a good economic health? We sometimes hear about its economic decline. If it is the case, how can we explain these difficulties?

3.2 There seems to be a lot of vacant spaces in the Chinatown, what do you think could help the situation of the entrepreneurs?

3.3 Are there services offered to help business people of Chinese origin in the Chinatown?

4. Recent renovation project

4.1 In which way have you participate in the reflection on the project of renovation conducted by the city of Montreal?

4.2 Have you represent the interests of the community in this project? If it is the case, who have you represent more specifically?

4.3 According to you, what will be the impact of this project on the Chinatown?

4.4 Do you think that this project was necessary for the Chinatown?

4.5 Is it coherent with the demands of the community?

4.6 Do you think it could encourage new transformations in the area?

5. Future projects of development

5.1 Do you think there should be renovations in the Chinatown to improve the quality of housing?

5.2 According to you, what vision for the future of Chinatown should guide its development?

5.3 Would it be necessary to preserve the Chinatown as such, as a place of collective memory of the other generations?

5.4 Do you think that there are more and more international visitors? Do you think that it could be a good way to encourage the development of the Chinatown?

6. Would you have liked to discuss other subjects that you consider relevant on these questions?

ANNEXE 11 : CANEVAS D'ENTREVUE AUPRÈS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

1. Mise en contexte

1.1 Pourriez-vous m'expliquez quelles sont vos fonctions?

1.2 Depuis quand l'organisme est-il en fonction dans le quartier ?

1.3 Quels services offrez-vous?

1.4 Y a-t-il eu une décentralisation de ces services? Si oui, à quels endroits et pourquoi ?

1.5 Y'a-t-il des services pour lesquels les gens viennent vous voir et qui nécessite que vous rediriez ailleurs ?

1.6 D'où viennent les employés de l'organisme (origines, quartiers de résidence, profil)?

2. La clientèle

Cette section cherche à établir un profil général d'une partie de la population migrante chinoise, et par l'entremise des groupes communautaires, comprendre la fonction communautaire du quartier, et les autres fonctions qu'il occupe.

2.1 À qui s'adressent vos services?

2.2 Quel est le profil général des populations qui utilisent ces services ? Sont-ils d'origines diverses?

2.3 Où résident les personnes qui bénéficient de vos services? Viennent-ils de quartiers éloignés et diversifiés? Habitent-ils le quartier chinois (Habitations centre-ville, Place du quartier, etc.) ?

2.4 De manière générale, les gens qui utilisent vos services continuent-ils de les utiliser durant une longue période après leur arrivée à Montréal?

2.5 Diriez-vous que le profil de vos «clients» et les raisons pour lesquelles ils font appel à vous ont changé depuis que vous avez commencé vos activités?

2.6 Les gens que vous aidez s'impliquent-ils dans le quartier?

2.7 De manière générale, l'immigration chinoise a-t-elle changé ces dernières années ?

2.8 Diriez-vous qu'il existe de nouveaux quartiers chinois?

3. Transformations du territoire

Cette section porte sur vos perceptions des transformations que vous auriez pu observer dans le quartier où se trouve l'organisme.

3.1 Avez-vous observé des changements au cours des dernières années dans le quartier ?
Transformation physique, changement au sein des gens qui le fréquente, etc.

3.2 Pour quels motifs les nouveaux arrivants chinois s'établissent-ils dans le quartier chinois aujourd'hui?

3.3 Pour quels motifs les nouveaux arrivants chinois fréquentent-ils le quartier chinois aujourd'hui?

3.4 Qui d'autre fréquente le quartier à votre avis et à quels moments ?

3.5 Que pensez-vous que le quartier représente pour les nouveaux arrivants d'origine chinoise?

3.6 Est-ce que le quartier répond aux besoins des personnes âgées ?

3.7 Y a-t-il des services offerts pour aider les entrepreneurs d'origine chinoise dans ce quartier?

4. La jeune génération de migrants d'origine chinoise

4.1 Pensez-vous que le quartier chinois attire les jeunes d'origine chinoise, qui n'habitent pas le quartier ?

4.2 Diriez-vous que le quartier, par les représentations qu'il véhicule, par ses symboles, par son offre commerciale, est adapté aux jeunes générations ?

4.3 Organisez-vous des activités pour les jeunes ?

4.4 D'après les rencontres que vous auriez pu faire, qu'est-ce que le quartier représente pour ces jeunes ?

4.5 Croyez-vous que le quartier devrait être mieux adapté aux jeunes générations, par exemple en misant sur de nouveaux lieux de rassemblement ?

5. Événements organisés dans le quartier

5.1 Est-ce qu'on tient dans le quartier des événements associés spécifiquement à la culture chinoise et d'autres associés à différentes cultures? (Exemple fêtes identitaires variées, marchés, activités de nuit)

5.2 Qui organise ces activités ? D'où provient le financement ?

6. Perspectives d'avenir pour le quartier

6.1 À votre avis, dans l'optique où le quartier chinois ferait l'objet d'un projet de réaménagement urbain, quel type de développement devrait-il connaître dans le futur ? Qu'est-ce qu'il y manque présentement ?

6.2 Les gens de la communauté, les associations et groupes communautaires devraient-ils participer à ce type de projet ?

6.3 Avez-vous été interpellé pour participer au projet de réaménagement du domaine public qui est en cours ?

6.4 Faudrait-il conserver le quartier chinois comme tel, comme un lieu de la mémoire d'autres générations ?

7. Auriez-vous aimé discuter d'autres sujets que pourriez juger pertinent sur ces questions ?

8. Par hasard, connaissez-vous des étudiants internationaux qui viennent de Chine et qui se sont installés à Montréal au cours des dernières années, qui pourraient être intéressés à participer à ce projet de recherche ?

ANNEXE 12 : CANEVAS D'ENTREVUE AUPRÈS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES – VERSION ANGLAISE

1. Context

1.1 Since when are you operating services in the Chinatown?

1.2 What services do you offer?

1.3 Was there a decentralization of these services? If yes, where, when and why?

1.4 Are there any services for which people come to see you that you have to redirect somewhere else?

1.5 Where do the employees come from? (Origins, place of residence, general profile)?

2. The clients

The objective of this section is to establish a general profile of a portion of the Chinese migrant population, as well as to explore the community function of the Chinatown by the interventions of the community group, and the other functions that the area could occupy.

2.1 To who are the services addressed?

2.2 What is the general profile of the populations who use these services? Are they people of diverse origins?

2.3 Where do your "customers" live? Do they come from distant and diversified areas?

2.4 Do they live in the Chinatown? (Habitations centre-ville, Place du quartier, etc.)

2.5 In a general way, people who use your services continue to use them until how long after their arrival to Montreal?

2.6 Would you say that the profile of your "customers" and the reasons why they visit you have changed since you began your activities?

2.7 Do the people you help generally get involved in the Chinatown? (Work, voluntary work, etc.)

2.8 In a general way, would you say that the Chinese immigration has changed during the last years?

2.9 Would you say that there are new Chinese districts?

3. Transformations of the area

This section concerns your perceptions of the transformations that you could have been able to observe in the Chinatown.

3.1 Have you observed changes during the last years in the Chinatown? (Physical transformations, change within people who visit it, etc.)

3.2 For what reasons do the Chinese newcomers would establish themselves in the Chinatown today?

3.3 For what reasons do the Chinese newcomers would visit the Chinatown today?

3.4 In your opinion, who visit the Chinatown? Is it on a regular basis or occasionally?

3.5 What do you think that the Chinatown represents for the newcomers of Chinese origin?

3.6 Does the Chinatown meet the needs of elder people?

3.7 Are there services offered to help entrepreneurs of Chinese origin in this Chinatown?

4. The young generation of people of Chinese origin

4.1 Do you think that the Chinatown attracts the young people of Chinese origin who do not live in it?

4.2 Would you say that the Chinatown, by the representations that it spreads, by its symbols, by its commercial offer, is adapted to the young generations?

4.3 Do you organize activities for young people?

4.4 According to the encounters that you could have made, what does the Chinatown represent for the young people of Chinese origin?

4.5 Do you think that the district should be adapted to the young generations, for example with the installation of new places of gathering?

5. Events organized in the Chinatown

5.1 Do we hold in the Chinatown some events specifically associated with the Chinese culture, or associated to various cultures? (Examples: celebrations, markets, night activities)

5.2 Who organized these events? Where does the funding come from?

6. Future projects of development

6.1 According to you, and in the context where the Chinatown would be the object of an urban redevelopment, which type of development it should show in the future? What do you think is missing at the moment?

6.2 Should people of the community, the associations and community groups participate in this type of project?

6.3 Were you asked to participate in the project of renovation of the streets which is in progress?

6.4 Would it be necessary to preserve the Chinatown as such, as a place of collective memory of the other generations?

7. Would you have liked to discuss other subjects that you consider relevant on these questions?

8. By chance, do you know international students who come from China and who settled down in Montreal during the last years, who could be interested in participating in this research project?

ANNEXE 13 : CANEVAS D'ENTREVUE AUPRÈS DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX

1. Mise en contexte

1.1 Quel est votre rôle dans le projet de réaménagement du quartier chinois, et dans l'avenir de ce secteur?

2. Projet de réaménagement actuel

2.1 Le projet fait-il suite à une demande provenant d'acteurs particuliers? Qu'est-ce qui est à l'origine de ce projet urbain?

2.2 Le projet de réaménagement actuel amènera-t-il de nouveaux visiteurs? Est-ce que c'est l'objectif? Quel est l'objectif du projet?

2.3 Est-ce que différents organismes, associations, commerçants ou résidents ont participé à l'élaboration du projet? Ce type de projet doit-il être soumis à des consultations publiques?

2.4 Considérant qu'il y aurait une deuxième phase au projet actuel de réaménagement du domaine public, quelles interventions seront faites et selon quel objectif?

2.5 Aujourd'hui, on se rend compte que le quartier est plutôt asiatique, qu'il a des origines diverses affichées. Est-ce que vous vous appuyez sur la diversité culturelle qu'on y trouve, ou vous prônez un aménagement qui réfère à la culture chinoise, (Cherchons-nous à donner de la visibilité aux communautés chinoises comme cela a été fait dans les années 1980), dans cette réflexion sur le quartier chinois? Ou la neutralité des espaces publics est-elle favorisée?

3. Transformations internes du quartier

3.1 À votre avis, le quartier chinois a-t-il changé au cours des dernières années? Disons depuis le début des années 2000.

3.2 Le rôle du quartier s'étant certainement transformé depuis ses débuts, quelle est à votre avis sa fonction principale aujourd'hui?

3.3 Les commerces du quartier semblent ne pas aller très bien, c'est ce qu'on lit dans les journaux, il y a de nombreux locaux vacants. Est-ce que la ville peut faire quelque chose pour ça? Existe-t-il des formes d'aide offertes pour aider les entrepreneurs dans le quartier? Des subventions pour la rénovation des locaux?

3.4 Qui visite le quartier aujourd'hui?

3.5 Croyez-vous que les nouveaux arrivants chinois le fréquentent ?

3.6 Diriez-vous que le quartier est réellement habité ou plutôt visité?

3.7 Des interventions au niveau du logement seraient-elles nécessaires/ sont-elles prévues?

3.8 Le quartier chinois fait partie d'une zone touristique déclarée avec notamment le Quartier latin, le quartier des spectacles, le Vieux-Montréal. Qu'est-ce que cela signifie? Quel impact cela peut avoir? L'ouverture des commerces 24h par jour, est-ce bon pour le quartier chinois?

3.9 Est-ce qu'il y a des conditions particulières pour ouvrir un commerce dans le quartier, par exemple un PIIA, etc.?

4. Vision d'avenir

4.1 Diriez-vous que c'est l'un des quartiers dynamiques de Montréal? Le quartier est-il important pour le dynamisme de l'arrondissement?

4.2 Croyez-vous que le quartier chinois pourrait être une marque de distinction pour Montréal?

4.3 Croyez-vous que la localisation du quartier entre deux pôles touristiques majeurs, le quartier des spectacles et le Vieux-Montréal, renforce actuellement le caractère touristique du quartier?

4.4 Est-ce qu'on y compte de plus en plus de visiteurs internationaux? Est-ce que c'est ce l'on veut que de l'inscrire dans un parcours touristique plus grand?

4.5 Qu'est-ce qu'on veut pour le quartier. Quelle est sa vision d'avenir?

4.6 D'autres projets sont-ils prévus pour le quartier chinois?

4.7 Comment sont organisés et financés les événements tenus dans le quartier chinois, par exemple le Nouvel An chinois? La Ville participe-t-elle à l'organisation, y a-t-il des dons, etc.?

5. Y a-t-il des aspects que nous n'avons pas abordé et qui auraient été pertinents à discuter à ce propos?



Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture et des Communications
Direction de Montréal

Dossier n° : AP-99-1783
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à:

[REDACTED]

Description de l'opération:

Pose d'une enseigne à plat non lumineuse au niveau du rez-de-chaussée près de l'entrée, tel que le dessin présenté.

Adresse du demandeur:

987, rue Côté
Bureau 501
Montréal (Québec) H2Z 1L1

Lieu de l'opération projetée:

987, rue Côté
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le

9 juillet 1999

La ministre de la Culture et des Communications

Par:

[REDACTED]
Sous-ministre adjointe à l'Action régionale,
à la Capitale et à la Métropole



Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications
Direction de Montréal

CERTIFICAT D'AUTORISATION DE TRAVAUX

Arrondissement historique de:
Aire de protection de:
Monument historique:
Autre:

l'Église de la Mission Catholique
 .
 Chinoise du St-Esprit

Demandeur: [REDACTED]
Adresse des travaux: 987, Rue Côte
Municipalité: Montreal
Dossier N°: AP-99-1783

Le demandeur a obtenu en conformité avec la loi sur les biens culturels, l'autorisation d'effectuer les travaux suivants:

Pose d'une enseigne à plat non lumineuse au niveau du rez-de-chaussée près de l'entrée

Délivré le 09-07-12 par [REDACTED]

N.B. Ce certificat doit demeurer affiché sur l'emplacement des travaux pendant toute la durée.

PRÉSENTATION DE DOSSIER

Le 4 juin 1999

DOSSIER

AP-99-1783

987, rue Côté
Montréal

DESCRIPTION

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Pose d'une enseigne à plat non lumineuse au niveau du rez-de-chaussée près de l'entrée, tel que le dessin présenté.

DEMANDEUR

[REDACTED]

CONTEXTE

Il existe d'autres enseignes de même type, de part et d'autre de la porte.

ANALYSE

Aucune incidence sur le bâtiment ou sur le bien classé.

RECOMMANDATION

La Direction de Montréal recommande la délivrance de l'autorisation demandée.

[REDACTED]
Chargée de projet : Denise Brosseau, technicienne en architecture

[REDACTED]
Directrice : Monique Barriault



5th stage →





Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture et des Communications
Direction de Montréal

Dossier n° : AP-99-1759
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à:

██████████
Propriétaire

Description de l'opération:

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Réaménagement d'une entrée selon le plan de ██████████, architecte.

Adresse du demandeur:

██████████

Lieu de l'opération projetée:

991, rue Côté
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le

21 juin 1999

La ministre de la Culture et des Communications

Par: ██████████

Sous-ministre adjointe à l'Action régionale,
à la Capitale et à la Métropole



Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications
Direction de Montréal

CERTIFICAT D'AUTORISATION DE TRAVAUX

Arrondissement historique de:
Aire de protection de:
Monument historique:
Autre:

de l'Église de la Mission
 Catholique
 Chinoise de St-Ephrem

Demandeur: [REDACTED]
Adresse des travaux: 991, Rue Côte
Municipalité: Montréal
Dossier N°: AP-99-1759

Le demandeur a obtenu en conformité avec la loi sur les biens culturels, l'autorisation d'effectuer les travaux suivants:

Réalisation d'une entrée

Décreté le 1.06.20 par [REDACTED]

Le présent certificat doit demeurer affiché sur l'emplacement des travaux pendant toute la durée.

PRÉSENTATION DE DOSSIER

Le 21 mai 1999

DOSSIER

AP-99-1759

991, rue Côté
Montréal

DESCRIPTION

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE
CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Réaménagement d'une entrée selon le plan de [REDACTED], architecte.

DEMANDEUR

[REDACTED]
Propriétaire

CONTEXTE

Il s'agit d'une mise aux normes. L'immeuble qui est une ancienne église transformée en usine de production de «Fortune cookies,» a été beaucoup altéré. L'intervention consiste à éliminer les portes de bois existantes qui ouvrent sur un escalier et à installer en alcôve une porte d'acier.

ANALYSE

L'intervention n'a pas d'incidence négative significative sur le bâtiment et le bien classé. Seul un recyclage de l'immeuble à des fins plus compatibles au secteur permettra sa réelle mise en valeur.

RECOMMANDATION

La Direction de Montréal recommande la délivrance de l'autorisation demandée.

[REDACTED]
Chargé de projet : Mario Brodeur, architecte

[REDACTED]
Directrice : Monique Barriault



Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction générale du patrimoine
Direction de Montréal

FORMULE 3

Dossier no: AP-91-1126
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à:

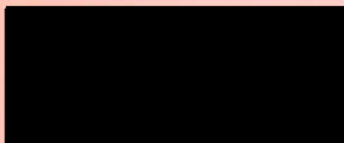
[REDACTED]
Nouilles Wing Ltée

Description de l'opération:

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Installation de nouvelles fenêtres - modèle Alcan, série 8900 (fenêtre coulissante verticale à volets inclinables), de couleur brune.

Adresse du demandeur:



Lieu de l'opération projetée:

987-991, rue Côté
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 12^e septembre 1991

La

Par: [REDACTED]

Directeur

Le sous-ministre adjoint aux Programmes

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES
DIRECTION GÉNÉRALE DU PATRIMOINE
DIRECTION DE MONTRÉAL

PRESENTATION DE DOSSIER

1991-08-28

DOSSIER

987-991, rue Côté
Montréal

Dossier no AP-91-1126

DESCRIPTION

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Installation de nouvelles fenêtres - modèle Alcan, série 8900 (fenêtre coulissante verticale à volets inclinables), de couleur brune.

DEMANDEUR

M. [REDACTED]
Nouvelles Wing Lee

CONTEXTE

Les fenêtres existantes à guillotine en aluminium naturel de cette ancienne église recyclée en usine à nouilles seront remplacées par des fenêtres à guillotine d'aluminium brun.

ANALYSE

L'intervention n'a aucune incidence négative sur le bâtiment et l'environnement.

RECOMMANDATION

Délivrance de l'autorisation.

Chargé de projet :  Mario Brodeur, architecte

Vu par : Robert Fortin, directeur 



Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction générale du patrimoine
Direction de Montréal

FORMULE 3

Dossier no: AP-91-1117
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à:

[REDACTED]

Nouvelles Wing Ltée

Description de l'opération:

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Réparation du mur des quatre façades du bâtiment par le remplacement des linteaux et des appuis de fenêtres en pierre fissurés ainsi que des briques endommagées (briques no 53 DD, Webster et Fils Ltée).

Adresse du demandeur:

[REDACTED]

Lieu de l'opération projetée:

987-991, rue Côte
Montréal

Selon les exigences suivantes:

Conditions :

- les matériaux de remplacement utilisés doivent être identiques à ceux en place par leur composition, leurs dimensions, leur couleur et leur texture;
- le mortier utilisé doit s'apparenter par sa couleur au mortier existant.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le Sept 1991 La Ministre des Affaires culturelles

Par: [REDACTED]
Directeur

Direction des services centraux

PRESENTATION DE DOSSIER

1991-07-31

DOSSIER


987-991, rue Côté
Montréal
Dossier AP-91-1117

DESCRIPTION

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Réparation du mur des quatre façades du bâtiment par le remplacement des linteaux et des appuis de fenêtres en pierre fissurés ainsi que des briques endommagées (briques no 53 DD, Webster et Fils Ltée).

DEMANDEUR


Nouilles Wing Ltée

CONTEXTE

Ce bâtiment est visible de l'église classée en raison de l'espace dégagé devant le Palais des congrès.

La maçonnerie a été abîmée par des infiltrations d'eau et le tassement des fondations, ce qui a eu pour résultat l'éclatement de nombreuses briques et la fissuration de quelques linteaux. Le sommet du mur de façade a déjà été repris par une brique de teinte différente.

ANALYSE

Le projet consiste au remplacement ponctuel des parties abîmées par des éléments de matériaux, de couleur, de texture et de dimensions identiques, une opération rendue nécessaire par l'état des matériaux.

RECOMMANDATION

Délivrance de l'autorisation.

Conditions:

- les matériaux de remplacement utilisés doivent être identiques à ceux en place par leur composition, leurs dimensions, leur couleur et leur texture;
 - le mortier utilisé doit s'apparenter par sa couleur au mortier existant.
-

Chargé de projet


: Jacques Robert,
Analyste en architecture et m. Urb.

Vu par : Robert Fortin, directeur

VU









AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis de la Commission des biens culturels délivre son autorisation à:

[REDACTED]

Concernant:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU ST-ESPRIT

Adresse du demandeur:

[REDACTED]

Lieu de l'opération projetée:

987, rue Côté
Montréal, Qué.

selon les prescriptions suivantes:

- Construction d'un atelier de 19'9" X 77'5" et 14' de hauteur à l'arrière du 987, rue Côté, tel que décrit sur les 3 plans annexés à votre demande, lesquels ont été dressés par l'architecte [REDACTED] en septembre 80 et approuvés par la direction de l'Aide à la mise en valeur à Montréal, le 16 septembre 1980.

CONDITIONS:

- La brique devra être de couleur fougé foncée ou brune foncée. La porte de garage devra être dans une teinte foncée qui s'harmonise avec la brique
- Un échantillon de brique devra être présenté au Bureau de l'Aide à la mise en valeur à Montréal
- Le projet devra être conforme aux règlements municipaux en vigueur

EN ANNEXE: 3 plans

1.1.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 30 octobre 1980

Le Ministre des Affaires culturelles

Par [REDACTED]

Directeur général



DEMANDE D'AVIS A LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS

Conformément à l'article 48 de la Loi sur les biens culturels (Lois de 1972, chapitre 19 et amendements), le ministre des Affaires culturelles demande ce jour à la Commission des biens culturels du Québec, son avis sur le dossier ci-dessous indiqué:



CONCERNANT:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU ST-ESPRIT

ADRESSE DU DEMANDEUR:



LIEU DE L'OPERATION PROJETEE:

987, rue Côté
Montréal, Qué.

SELON LES PRESCRIPTIONS SUIVANTES:

- Construction d'un atelier de 19'9" X 77'5" et 14' de hauteur à l'arrière du 987, rue Côté, tel que décrit sur les 3 plans annexés à votre demande, lesquels ont été dressés par l'architecte [redacted] en septembre 80 et approuvés par la direction de l'Aide à la mise en valeur à Montréal, le 16 septembre 1980.

CONDITIONS:

- La brique devra être de couleur rouge foncée ou brune foncée. La porte de garage devra être dans une teinte foncée qui s'harmonise avec la brique.
- Un échantillon de brique devra être présenté au Bureau de l'Aide à la mise en valeur à Montréal.
- Le projet devra être conforme aux règlements municipaux en vigueur.

La direction de l'Aide à la mise en valeur à Montréal recommande d'accorder ce permis. Travaux acceptables de l'utilisation des lieux.

DOCUMENTS JOINTS:

note du chargé de projet : Hervé Gueymard
plan d'exécution X
autre(s): photos

plan de localisation X

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS EN DATE DU 8 octobre 1980
AVIS LA DELIVRANCE DU PERMIS DEMANDE AUX CONDITIONS DU SERVICE.

Adopté à l'unanimité.



NOTE AU DOSSIER:

DE : Hervé Gueymard
DATE : Le 17 septembre 1980
OBJET : Demande d'autorisation
987, rue Côté (Montréal)
aire de protection de l'église
de la mission chinoise
Dossier AP-80-1208

Après avoir examiné les plans préparés par l'architecte [REDACTED], je recommande d'accorder un permis pour la construction d'un agrandissement.

Le bâtiment projeté, un atelier d'un étage en brique ne présente rien de particulier, il sera toutefois visible à deux endroits de la rue St-Urbain à une distance de 75'-6". Les deux percées sur cet atelier dorment sur des terrains vacants. L'un deux, celui du côté sud, appartient au même propriétaire et sera utilisé comme stationnement et donnera accès au futur atelier on y verra donc une porte de garage.

Au niveau de l'harmonisation des matériaux, il y aurait lieu de choisir une brique rouge ou brune foncée. La porte devra également avoir une couleur foncée.

Résumé:

Construction d'un atelier de 19'-9" X 77'-5" et 14' de hauteur à l'arrière du 987 rue Côté tel que sur les plans de l'architecte [REDACTED] approuvés le 16 septembre 1980.

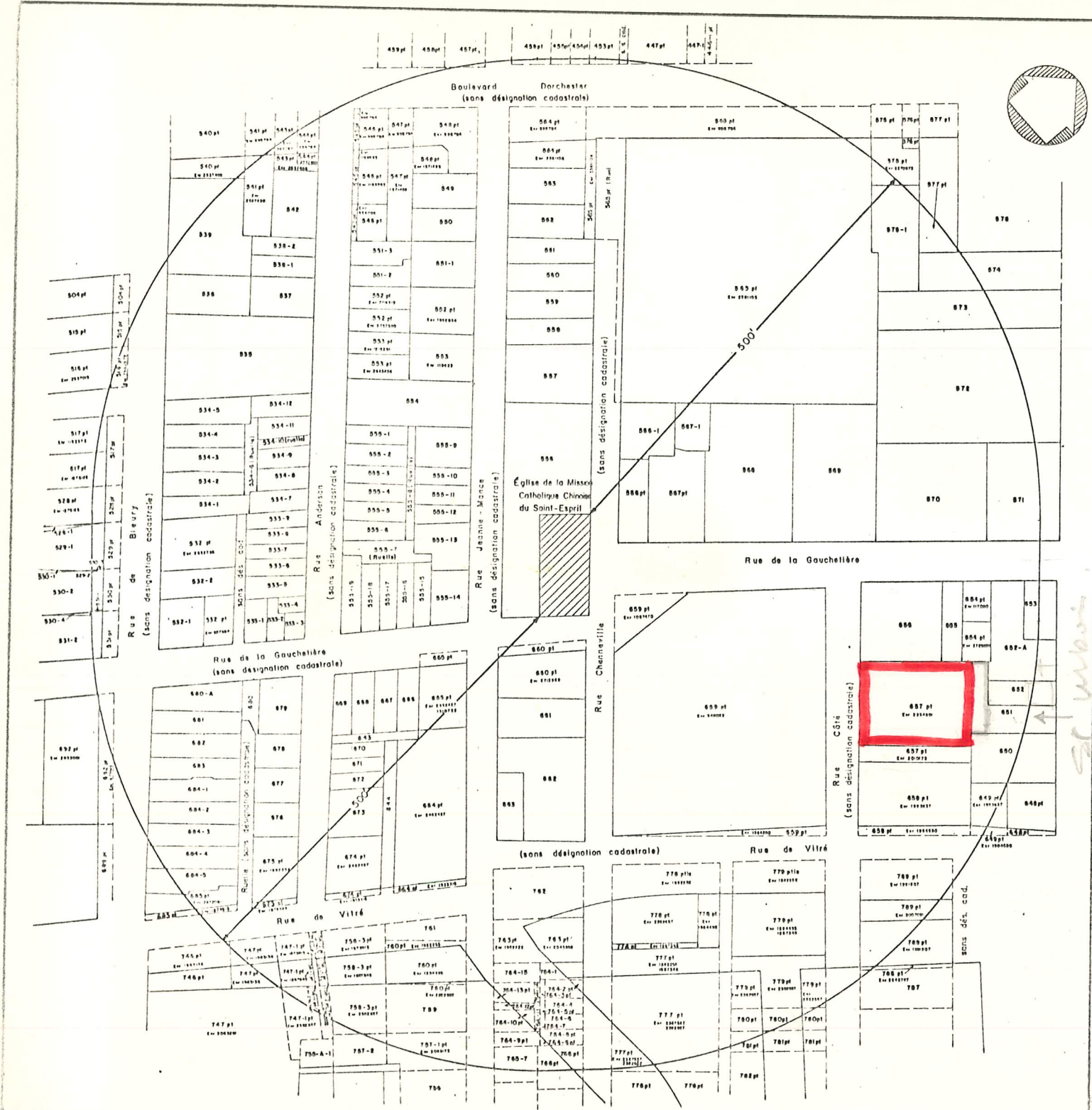
Conditions

- La brique devra être de couleur rouge foncée ou brune foncée. La porte de garage devra être dans une teinte foncée qui s'harmonise avec la brique.
- Un échantillon de brique devra être présenté au bureau de l'Aide à la Mise en Valeur à Montréal.
- Le projet devra être conforme aux règlements municipaux en vigueur.

[REDACTED]
Hervé Gueymard
HG/mm



BÂTIMENT 6 ETAGES AU 987 RUE CÔTÉ, MONTREAL
ÉLEVATION MUR SUD (2 PHOTOS)



MINISTÈRE DES
AFFAIRES CULTURELLES

Direction Générale
Du
Patrimoine

AIRE DE PROTECTION

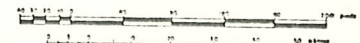
EGLISE DE LA MISSION
CATHOLIQUE CHINOISE
DU SAINT-ESPRIT

note: Ce plan a été dressé à partir de plans
de cadastre déposés et conservés
aux Archives du Cadastre du Ministère
des Terres et Forêts à Québec.

note:

CADASTRE DE LA CITÉ DE
MONTREAL (QUARTIER SAINT-LAURENT)
MUNICIPALITÉ
MONTREAL
DIVISION D'ENREGISTREMENT
MONTREAL

ÉCHELLE
1:500



MONTREAL LE 21 SEPTEMBRE 1977

PRÉPARÉ PAR: *Brian Monaghan*
BRIAN MONAGHAN
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE


dossier:

minute 178

Demande : 115367
Bien : 117569
Dossier : SAP-2008-0118-06

Autorisation

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis, délivre son autorisation à :


Nouilles Wing Itée

Description des travaux:

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION-CATHOLIQUE-CHINOISE-DU-SAINTE-ESPRIT.

Au niveau du rez-chaussée, remplacer 3 fenêtres en façade, rue Côté, et 7 fenêtres en façade, rue De la Gauchetière, selon le contrat de Pella, faxé le 2 juin 2008 et ses dessins reçus le 3 juin 2008.

Adresse du demandeur :

1009, rue Côté
Montréal (Québec) H2Z 1L1

Lieu des travaux :

1009, rue Côté
Montréal (Québec)

Selon les exigences suivantes :

Aucune.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la Loi ou des règlements.

Délivrée le

24 juin 08

La ministre de la Culture, des Communications et
de la Condition féminine

Par : 

Jean Bissonnette
Directeur
Direction du patrimoine et de la
muséologie

**Lieu des travaux****Identification et adresse du bien**

Nom : 1009, rue Côté et 120, rue de la Gauchetière Ouest (117569)
 Adresse : 120, Rue De La Gauchetière Ouest
 Montréal (Québec)
 1009, Rue Côté
 Montréal (Québec)

Autres informations

Cadastre : 1179551
 Matricule :
 Statut : Décret ministériel
 Coba : 14446-0027

Bien(s) ascendant(s)

Nom	Catégorie	Statut juridique
Église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit	Monument historique	Classement

Demandeur / Répondant**Identification****Adresse****Coordonnées communication****Demandeur**

Nom : Nouilles Wing ltée (155545)
 Titre :
 Rôle : Mandataire

1009, Rue Côté
 Montréal (Québec) H2Z 1L1

Téléphone : (514) 861-5818
 Autre téléphone : (800) 861-5818
 Télécopieur : (514) 861-4996

Répondant

Nom : [REDACTED]
 Titre :

1009, Rue Côté
 Montréal (Québec) H2Z 1L1

Téléphone : (514) 861-5818
 Autre téléphone : [REDACTED]
 Télécopieur : (514) 861-4996

Travaux

Type de travaux :

Article(s) : 50

Composante :

Admissible : **Description travaux**

AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION-CATHOLIQUE-CHINOISE-DU-SAINT-ESPRIT.

Au niveau du rez-chaussée, remplacer 3 fenêtres en façade, rue Côté, et 7 fenêtres en façade, rue De la Gauchetière, selon le contrat de Pella, faxé le 2 juin 2008 et ses dessins reçus le 3 juin 2008.

Annexe(s) à la demande

Mandat du propriétaire

Photos

Analyse(s) / Recommandation(s)**Contexte**

Arrondissement Ville-Marie.

Bâtiment situé dans le quartier chinois. Il a déjà fait l'objet de modifications et sa valeur patrimoniale en a été affectée.

Les fenêtres sur la rue Côté ont déjà été remplacées il y a plusieurs années par des fenêtres fixes en métal prépeint et les ouvertures ont été agrandies. On prévoit remplacer les fenêtres actuelles par d'autres fenêtres qui ne tiennent pas plus compte des composantes d'origine.

Les fenêtres actuelles sur la rue De la Gauchetière sont à guillotine, en bois avec carreaux; elles seront remplacées par des fenêtres à guillotine en bois recouvert d'aluminium prépeint rouge brique avec carreaux.

**Analyse**

L'opération ne vise pas le retour à l'état d'origine; les nouvelles fenêtres sur la rue Côté n'ont pas d'incidence sur la valeur actuelle du bâtiment.

L'impact sur l'environnement du bien classé est mineur.

Recommandation

La Direction de Montréal recommande la délivrance de l'autorisation demandée.

Exigence(s)

Aucune.

Intervention : Mineure Majeure

Séquence d'analyse : 1

Date d'analyse : 2008-06-13

Chargé de projet :

Denise Proseanu

Direction :

Brigitte Jacques







1089-rue Côté
(Septembre 1985)



Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction générale du patrimoine

Dossier no: **AP-83-1057**
(à l'usage du ministère)

*Membre de l'association des...
de la ville de Montréal et respectés.*

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis de la Commission des biens culturels délivre son autorisation à:

Wing Noodles Ltée
[REDACTED]

Concernant:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

Adresse du demandeur:

1009, rue Côté
Montréal (Québec)
H2Z 1L1

Lieu de l'opération projetée:

1009, rue Côté
Montréal

selon les prescriptions suivantes:

Construction d'un silo, suivant les plans [REDACTED] ingénieur, lesquels ont été présentés lors de la demande et approuvés par le Service de l'aide à la mise en valeur à Montréal, le 18 avril 1983 (plans 83-38, 1 et 2).

CONDITIONS:

- respecter les règlements de construction et de sécurité de la Ville de Montréal
- peindre le silo de couleur brune s'harmonisant avec la couleur de la brique existante

EN ANNEXE: 2 plans

1.1.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 9 mai 1983

Le Ministre des Affaires culturelles

Par: [REDACTED]

Directeur général



DEMANDE D'AVIS A LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS

Conformément à l'article 48 de la Loi sur les biens culturels (Lois de 1972, chapitre 19 et amendements), le ministre des Affaires culturelles demande ce jour à la Commission des biens culturels du Québec, son avis sur le dossier ci-dessous indiqué:

Wing Noodles Ltée

CONCERNANT:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

ADRESSE DU DEMANDEUR:

LIEU DE L'OPERATION PROJETEE:

1009, rue Côté
Montréal (Québec)
H2Z 1L1

1009, rue Côté
Montréal

SELON LES PRESCRIPTIONS SUIVANTES:

Construction d'un silo, suivant les plans [redacted], ingénieur, lesquels ont été présentés lors de la demande et approuvés par le Service de l'aide à la mise en valeur à Montréal, le 18 avril 1983 (plans 83-38, 1 et 2).

CONDITIONS:

- respecter les règlements de construction et de sécurité de la Ville de Montréal
- peindre le silo de couleur brune s'harmonisant avec la couleur de la brique existante

Le Service de l'aide à la mise en valeur à Montréal recommande d'accorder ce permis aux conditions émises plus haut.

DOCUMENTS JOINTS:

Note du chargé de projet: C. Monin, 19 avril 1983

Plan d'exécution: X

Plan de localisation:

Autre(s): photo

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS EN DATE DU: 21 avril 1983

AVIS: LA DELIVRANCE DU PERMIS DEMANDE AUX CONDITIONS DU SERVICE.

Adopté à l'unanimité.



NOTE AU DOSSIER

DE: Claude Monin

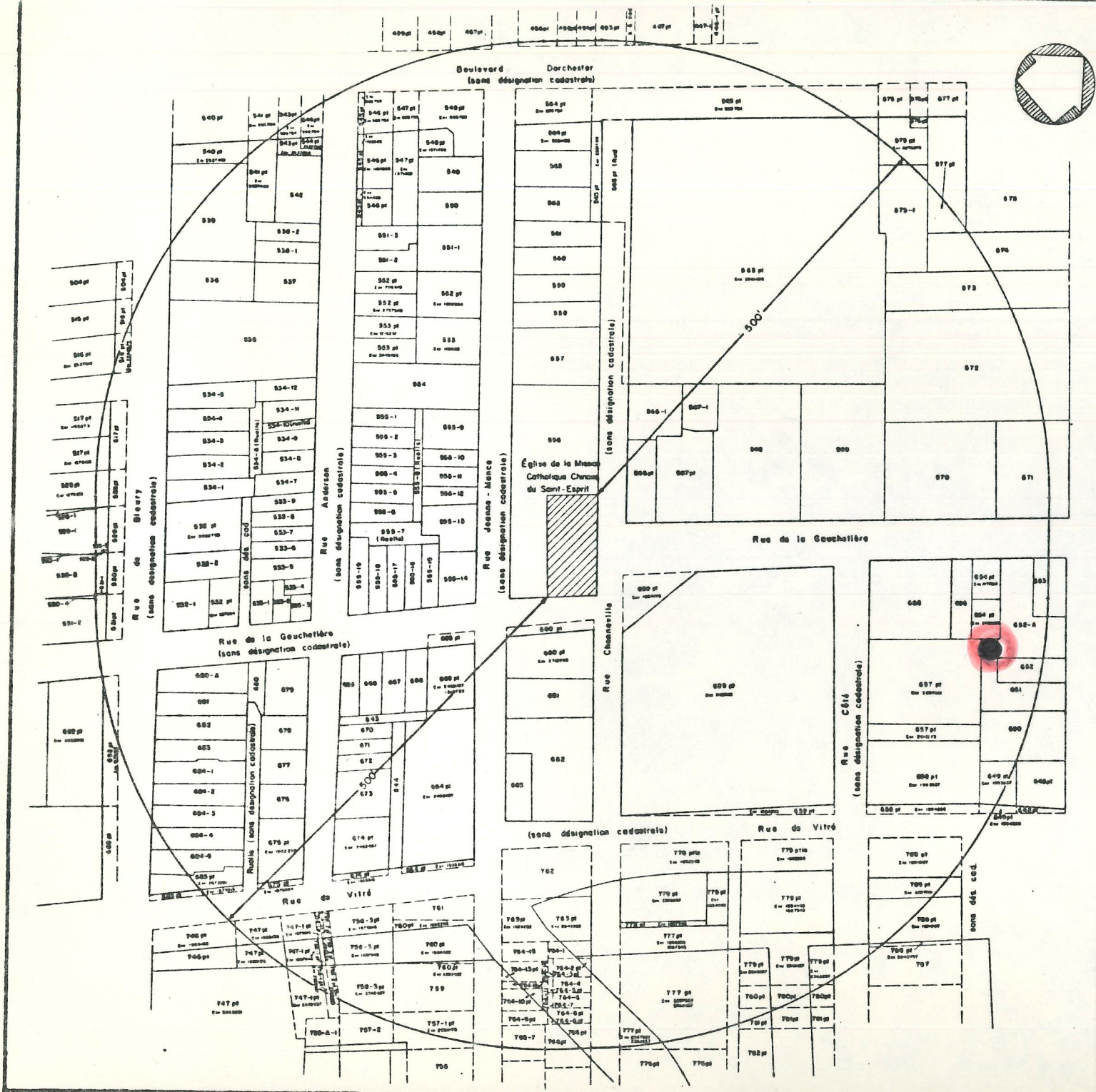
DATE: Le 19 avril 1983

OBJET: 1009, rue Côté
Montréal
(Wing Noodles Ltée, [REDACTED])
Dossier AP-83-1057
Demande d'autorisation

La construction d'un silo métallique dans la cour du 1009, rue Côté est sans impact sur l'environnement, en raison de la localisation de son implantation au fond du stationnement. Ce silo sera peint de couleur brune s'harmonisant avec les murs de brique existants.

Je recommande d'accorder l'autorisation si le projet est conforme aux règlements de la Ville de Montréal.

[REDACTED]
CLAUDE MONIN
CM/11



1009, RUE COTE

EGLISE DE LA MISSION
CATHOLIQUE CHINOISE
DU SAINT-ESPRIT



FICHE UNIVERSELLE DESTINÉE AUX AUTORITÉS MINISTÉRIELLES

Action visée	Pour information <input type="checkbox"/>	Pour approbation signature <input checked="" type="checkbox"/>
---------------------	--	---

Références	
° de la requête RA :	40766
o du requérant :	Carole Denier
Objet :	Héritage ontarien critique la ministre pour lui de changer le classement de l'ancienne école British and Canadian School situé au 120 Rue de la Gaucetiere Ouest ontarien

Faits saillants / Historique du dossier

Le 28 avril 2021, l'organisme Héritage ontarien a critiqué la ministre de la Culture et des Communications afin de solliciter une intervention du ministre pour classer la British and Canadian School en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel afin d'en reconnaître sa valeur nationale spécifique considérant ses dimensions architecturales et historiques, et assurer le maintien de son intérêt et de son authenticité.

La British and Canadian School serait le plus ancien bâtiment construit comme école publique ontarien et représente la dernière des plus anciens bâtiments représentant cette qualité.

L'ancienne école British and Canadian School est située dans l'aire de protection de l'église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit. Elle se trouve au cœur du quartier chinois.

Diverses informations font état de pressions spéculatives et foncières sur ce secteur du centre-ville.

La British and Canadian School ainsi que trois autres immeubles situés dans les limites de l'lot bordant les rues Saint-Ursin, de la Gaucetiere Ouest, Côte d'Or et d'Or, ont récemment été acquis par l'entreprise Investissements 1000 St-Ursin Ltée, entreprise dirigée par Brandon Siller et dirigée par l'architecte Ceuci ont fait l'objet de plusieurs reportages dans les médias dans les dernières semaines concernant la rénovation du manoir Lafontaine, situé de part et d'autre de l'arc Lafontaine ontarien.

Déjà en 1975, Héritage ontarien est un organisme sans but lucratif qui a pour objectif de protéger le patrimoine architectural, historique, naturel et culturel du grand ontarien et des quartiers qui le composent. Pour ce faire, il a initié récemment un projet de loi et la représentation. Ses actions se concentrent sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine ontarien. Héritage ontarien est une référence dans la réflexion sur l'avenir du patrimoine au Québec. Il jouit d'une grande crédibilité dans le milieu, et est régulièrement cité dans les médias titre de référence. Le directeur actuel des politiques d'Héritage ontarien siège sur plusieurs comités nationaux et internationaux. Il a notamment exercé le rôle de secrétaire général du Conseil international des monuments et sites UNESCO pendant plusieurs années.

Analyse / Problématique / Enjeux

British and Canadian School

La British and Canadian School a été conçue et construite en 1826. Ses plans ont été dessinés par l'architecte d'origine irlandaise James O'Donnell, concepteur de l'église Notre-Dame de l'ontarien. Son concepteur en a tracé les plans gratuitement, dotant cette école d'une qualité architecturale remarquable, notamment en ce qui concerne les édifices reliés ou adjacents.

L'école de la British and Canadian School Society de l'ontarien est destinée aux enfants de familles ou riches de diverses origines ethniques d'être instruits gratuitement, et ce, dans un cadre non confessionnel. Son caractère d'origine civique et non confessionnel, constitue une grande innovation sociale de cette époque.

En 1866, elle fut officiellement intégrée au système scolaire protestant qui se développait à l'ontarien. Alors qu'elle s'affirmait officiellement protestante, l'école continua d'attirer un nombre important d'enfants de familles catholiques et juives, ces derniers à la suite d'un accord entre les autorités et le conseil scolaire.

Des modifications sont apportées au bâtiment en 1874 : le bâtiment est laré, un étage est ajouté ainsi qu'un toit fausse mansarde, et la fenestration est modifiée.

Le bâtiment est occupé depuis plus d'une cinquantaine d'années par les installations de la compagnie Insoodles Ltd.

Quartier cinois

La ville de Montréal définit les limites du quartier cinois par le boulevard René-Leséque au nord, la rue Jeanne-Mance à l'ouest, la rue Jarry au sud et la rue Saint-Dominique à l'est. L'enclosure du quartier est Guérin.

Le quartier cinois ne profite pas d'un statut de protection en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (L.C.), mais certains secteurs du quartier se trouvent à l'intérieur du périmètre des aires de protection de l'église de la mission catholique cinoise du Saint-Esprit et du monument national.

La directrice de Montréal, Geneviève Lalonde et la députée de Saint-Louis, Geneviève Gauthier, ont demandé au ministre de la Culture et des Communications d'octroyer un statut de protection au quartier cinois en vertu de la L.C. (voir RA 40839 et 40863).

Plusieurs enjeux affectent actuellement le quartier et sa préservation : l'absence de lac adjacents dans les corridors de circulation de la communauté cinoise et démo-économique qui s'inscrit en rupture avec les caractéristiques du cadre bâti. Alors que les deux principaux enjeux découlent de la démolition, celui du démo-économique est étroitement lié à la spéculation foncière et à la réhabilitation unilatérale qui empêche la construction de bâtiments pouvant atteindre 20 étages. Un projet de construction d'une quinzième étage est d'ailleurs en cours de réalisation à l'intersection nord-est des rues Jarry et Saint-Laurent, soit tout juste à côté d'une des artères qui traversent le quartier.

Le ministre a rencontré récemment des membres du bureau de travail sur le quartier cinois. Ce bureau de travail formé de citoyens fait partie du comité consultatif mis sur pied par l'arrondissementillerie en 2019, au même titre que d'autres organismes du milieu, afin de réfléchir à l'avenir du quartier.

Le bureau de travail constate que la réhabilitation unilatérale est inadéquate et qu'elle ne permet pas d'assurer la sauvegarde du quartier. Il est également évident que le statu quo ferait disparaître tout ce qui reste aujourd'hui du quartier cinois, soit son patrimoine culturel, l'identité unique du cadre bâti, mais aussi la préservation résidente et les services offerts à la communauté.

Le bureau de travail a vu la demande de classement pour la British and Canadian School déposée par Herta et Montréal. Il transmettra également sous peu une demande d'attribution de statut pour protéger l'ensemble du quartier.

Aspects financiers (si applicable)

SO

Étapes à venir

Évaluer l'attribution d'un statut de classement à l'ancienne école British and Canadian School.

Recommandation / Conclusion

Le ministre recommande :

transmettre le projet de lettre ci-joint Herta et Montréal, et procéder à l'analyse de la demande de statut de l'ancienne école British and Canadian School.

Messages-clés

Herta et Montréal est une référence dans la réflexion sur l'avenir du patrimoine au Québec.

La prestation du patrimoine culturel est au cœur de la mission du ministre de la Culture et des Communications. La politique culturelle du Québec et son plan d'action gouvernemental reconnaissent l'importance du patrimoine, notamment son rôle dans la vitalité du territoire.

Préparée par :	Annie Tremblay avec la collaboration de Sophie Morin
Unité administrative :	Direction des services à la clientèle de l'île de Montréal
Approuvée par :	Laurence A. St-Denis
Date / mise à jour :	13 mai 2021



Direction des politiques et de l'évaluation patrimoniale

PAR COURRIEL

Le 1^{er} juin 2021

Mme Carole Denier
Présidente du Conseil
Monsieur Dinu Bucaru
Directeur des politiques
Héritage Montréal
100, rue Sherbrooke Est, bureau 500
Montréal Québec H2 1C3

Mme, Monsieur,

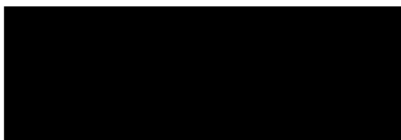
Par la présente, nous accusons réception de votre proposition concernant le classement de l'ancienne école British and Canadian School en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Soyez assurés que votre proposition sera analysée et que nous vous tiendrons informés du suivi qui sera donné.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à communiquer avec Laurence A. St Denis, directrice des services à la clientèle de l'Île de Montréal, par courriel laurenceA.stdenis@mcc.gouv.qc.ca.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portez au patrimoine québécois et nous vous remercions d'agréer, Mme, Monsieur, nos sincères salutations.

Le directeur par intérim,



François Adjarian

cc : Laurence A. St Denis, Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal

4230²⁶⁴8023

V.2 : copie (3)

ANALYSE DU MACRO-INVENTAIRE
DANS LE CENTRE-VILLE EST DE MONTREAL

Mathilde Brosseau
Inventaire des biens culturels
Direction du patrimoine à
Montréal
Septembre 1978

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

- 1 - Développement du milieu urbain
 - 1.1 Des premières concessions jusqu'à 1852
 - 1.2 De 1853 à 1907

- 2 - Caractéristiques générales du patrimoine architectural
 - 2.1 Richesse
 - 2.2 Diversité
 - 2.3 Vulnérabilité

- 3 - Analyse du patrimoine immobilier
 - 3.1 Carte des toits et matériaux de revêtement des devantures pour habitations et commerces intégrés d'avant 1920
 - 3.1.1 Le toit pignon
 - 3.1.2 Le toit pavillon (ou en croupe)
 - 3.1.3 Le toit mansard
 - 3.1.4 Le toit à fausse mansarde
 - 3.1.5 Le toit terrasse (ou plat)

 - 3.2 Carte-calque des bâtiments publics construits avant 1930
 - 3.2.1 Bâtiments à caractère religieux (en mauve)
 - 3.2.2 Bâtiments institutionnels (en bleu)
 - 3.2.3 Bâtiments commerciaux (en vert-bouteille)
 - 3.2.4 Bâtiments industriels (brun-rouge)

- 4 - Patrimoine immobilier en péril
 - 4.1 Carte des modifications
 - 4.1.1 Modifications apportées au toit (en rose)
 - 4.1.2 Modifications touchant le dessin du rez-de-chaussée (en bleu)
 - 4.1.3 Modifications touchant le décor (en vert)
 - 4.2 Carte des bâtiments en voie de disparition
 - 4.2.1 Bâtiment décrépî (en vert pâle)
 - 4.2.2 Bâtiment abandonné (en rouge)
 - 4.2.3 Bâtiment incendié (en violet)

- 5 - Processus de sélection des bâtiments à plus fort potentiel patrimonial
 - 5.1 Carte no 5: Carte sélective des bâtiments à potentiel patrimonial
 - 5.1.1 Critère d'ancienneté (en orangé)
 - 5.1.2 Critère du style architectural (en vert)
 - 5.1.3 Critère du décor (pour l'habitation-type)
 - 5.1.4 Critère du décor (pour le commerce intégré)
 - 5.1.5 Critère de l'implantation

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES ILLUSTRATIONS

MOSAIQUES DES PHOTOS DES RUES

- Hôtel-de-ville
- Jeanne-Mance
- St-André
- St-Christophe
- St-Denis (entre Sherbrooke et
Maisonneuve)
- St-Denis (entre Dorchester et Viger)
- St-Hubert
- St-Urbain

ANNEXE 1 - Vues anciennes du quartier
Vues anciennes de bâtiments individuels disparus

ANNEXE 2 - Liste des bâtiments datés

INTRODUCTION

Ce travail s'inscrit dans la poursuite de l'analyse du macro-inventaire de Montréal inaugurée par les études des quartiers St-Henri et Pointe St-Charles.

Contrairement à la pratique mise en place par les études de ces deux quartiers, le champ d'analyse ne se conforme pas à la délimitation exacte des quartiers municipaux de Montréal; borné par les rues Sherbrooke, Amherst, Vitré-Viger et Bleury, celui-ci englobe la majeure partie des quartiers St-Laurent, St-Jacques et Crémazie. Cette délimitation a été forcée par un climat de spéculation qui menace particulièrement le patrimoine immobilier de cette partie du centre-ville. Mais, dans un avenir prochain, l'analyse du macro-inventaire complétera le "portrait patrimonial" des trois quartiers concernés.

Le point de départ de l'analyse correspond aux cartes morphologiques du territoire étudié. Dans le secteur du centre-ville est, celles-ci fixent le nombre de bâtiments jugés d'intérêt patrimonial à environ 850 bâtiments choisis parce qu'ils sont issus de technologies périmées, soit les technologies artisanales et manufacturières.

La première section du travail procure un aperçu du développement du milieu urbain dans le secteur étudié à partir du début du XIX^e siècle jusqu'à environ 1910. Cette section procure une toile de fond permettant de mieux saisir le caractère du cadre bâti d'une des premières sections de Montréal à s'être développée hors des fortifications.

Le travail d'analyse du macro-inventaire a ensuite impliqué un retour sur le terrain en vue d'une cueillette des données susceptibles de rendre les caractéristiques architecturales des bâtiments (soit habitations ou bâtiments publics) reliés aux phases technologiques artisanales ou manufacturière

- 2 -

L'analyse de la carte no 1 fait ressortir, par l'étude des formes de toit et des matériaux de devanture, les caractéristiques de l'habitation-type, de ses variantes ainsi que des habitations plus exceptionnelles; elle permet de visualiser la distribution de ces bâtiments dans la trame des rues du secteur.

Quant aux bâtiments publics (dont l'importance est capitale dans le secteur), ils apparaissent sur une carte-calque superposée à la carte no 1. Le texte accompagné d'illustrations présente les principaux exemples des bâtiments, soit religieux, institutionnels, commerciaux ou industriels.

La problématique d'un patrimoine immobilier imbriqué dans le centre-ville est à dicté la réalisation des 3ème et 4ème cartes de données regroupées sous le thème "Patrimoine en péril". La 3ème carte répertorie les différentes modifications qui ont pu masquer le caractère originel de certains bâtiments. La 4ème pointe les bâtiments abandonnés, décrépis ou incendiés. L'analyse des données compilées sur les 3ème et 4ème cartes permet de visualiser les répercussions du climat de spéculation sur le cadre bâti; elle aide aussi à nuancer le processus de sélection de bâtiments à potentiel patrimonial en pointant ceux qui ont davantage perdu leur caractère originel (souvent recrutés parmi les plus anciens bâtiments).

La dernière section de l'étude représente l'aboutissement de l'analyse du macro-inventaire dans le centre-ville est. Elle est fondée sur l'interprétation de la carte intitulée "carte sélective des bâtiments à potentiel patrimonial". Celle-ci fait intervenir des jugements dans un processus de sélection de bâtiments présentant une valeur particulière au plan du patrimoine. L'analyse de cette carte ne débouche pas que sur la sélection d'un certain nombre d'éléments ponctuels; elle dégage aussi quelques ensembles immobiliers qui rehaussent l'intérêt patrimonial du cadre bâti dans un tissu urbain déjà fortement érodé.

1. DEVELOPPEMENT DU MILIEU URBAIN

1.1 Des premières concessions de terre jusqu'à 1852

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les fortifications de Montréal suivaient

au nord une ligne parallèle à la rivière Saint-Martin qui coule aujourd'hui sous la rue St-Antoine. Plus au nord, les deux côteaux correspondant grosso modo à notre secteur d'analyse furent divisés au XVII^e siècle en fermes de 30 arpents, subdivisées ensuite à mesure qu'augmenta la population de Montréal. Pendant le XVIII^e siècle, négociants fonctionnaires, bourgeois s'y installèrent peu à peu, attirés par la perspective de goûter aux plaisirs de la vie campagnarde sans trop s'éloigner de leurs places d'affaires.

Ce furent les morcellements successifs de ces terres qui formèrent au XVIII^e siècle les faubourgs de St-Laurent et St-Louis (inclus chacun dans les limites du secteur étudié). Ainsi, le premier noyau de développement, actuellement compris entre les rues Ste-Catherine, St-Urbain, St-Antoine et Cheneville correspondait initialement à une de ces terres nommée Près-de-ville. Cette dernière, concédée à Jean Desroches en 1655 fut acquise par le négociant Pierre Couraud de la Coste en 1764. Comme cette époque voyait déjà l'expansion rapide de faubourgs près de Montréal, De Coste, en spéculateur avisée, procéda rapidement au morcellement de sa terre. Il en céda une partie à Christophe Sanguinet en 1770, puis une autre à Gabriel Cotté, d'où les noms des futures rues Sanguinet et Côté.

D'une métairie très étendue, Près-de-ville (comme d'autres de ces terres), devint à la fin du XVIII^e siècle qu'un lopin de terre de quelques arpents carrés. La carte de Montréal, dressée en 1801 par Louis Charland, renseigne bien sur le développement de notre secteur d'analyse, au tout début du XIX^e siècle. Les grandes terres du XVII^e siècle avaient alors presque entièrement été morcelées en terrains situés le long d'une trame de rues déjà fort développée. Le secteur le plus peuplé gravitait autour de la rue Saint-Laurent, s'étendant au nord jusqu'à la rue Maisonneuve (alors rue Mignonne), à l'est jusqu'à Sanguinet, au sud surtout le long de La Gauchetière (même si on voit apparaître l'embryon de la rue Viger) et à l'ouest à la rue Bleury. A l'extérieur de ce premier noyau de développement, apparaissent encore d'assez grandes terres appartenant à de riches propriétaires fonciers, tel les [REDACTED].

La rue Sherbrooke (alors appelée Ste-Marie) n'était alors que partiellement tracée (Pl. 1).

En 1825, la carte de John Adams montrant la trame des rues et l'occupation du sol fait état d'une nouvelle étape dans le développement (Pl. 2). Plusieurs rues comme Vitré, La Gauchetière, St-Urbain se sont prolongées au-delà de leurs limites de 1801; à cette trame s'est également ajouté le tracé de la rue St-Denis; dès cette époque, cette rue acquiert une certaine importance grâce à la construction de la cathédrale St-Jacques et l'aménagement de la Place du Marché (à l'angle actuel de Viger), rendue possible par une donation de terrain à la ville des grands propriétaires Joseph Papineau et Denis Viger. L'occupation du sol montre déjà une certaine densité du cadre bâti, spécialement en bordure de la rue St-Laurent où se regroupent déjà artisans et petits commerçants; sur cet axe, les bâtiments forment par endroit des façades de rue continues. Mais ailleurs, les bâtiments érigés côte à côte, en bordure immédiate de la rue ont tendance à ménager un espace libre entre eux. Enfin, la rue Sherbrooke se dessine déjà comme une enclave de grandes villas construites par de prospères marchands anglophones.

Pendant les 25 prochaines années, le secteur à l'étude a connu une expansion considérable. Dès l'incorporation de la ville de Montréal en 1832, les faubourgs St-Laurent et St-Louis deviennent chacun quartier, puis en 1845, on crée le quartier St-Jacques comprenant la partie de notre secteur d'analyse située à l'est de la rue St-Denis. La présence du cadre bâti sur la carte de Cane, datée de 1848 (pl. 3) témoigne de ce développement. La densité du cadre bâti que l'on retrouvait auparavant, surtout en bordure de la rue St-Laurent, apparaît maintenant sur l'ensemble du territoire, des rues Mignonne (Maisonneuve) à Vitré (cette dernière se prolongeant jusqu'à St-Denis) entre Bleury et St-Denis. A l'est de St-Denis, le secteur se structure déjà avec la percée de la rue St-Hubert jusqu'à Mignonne, cette de St-André jusqu'à Sherbrooke et le prolongement des rues Mignonne et De La Gauchetière. On note également que la présence de la cathédrale St-Jacques, rue St-Denis,

semble avoir favorisé l'érection de plusieurs bâtiments à caractère institutionnel dans le secteur: comme le palais de l'évêché (tout à côté de la cathédrale); l'hospice St-Joseph, au coin de Ste-Catherine, l'asile de la Providence, au coin de Ste-Catherine et St-Hubert. (Ailleurs, dans le secteur plus ancien, les bâtiments et institutionnels, comme l'église sécessionniste d'Ecosse (maintenant Mission chinoise), l'église Free Church, l'école St-Laurent, située rue Vitré, la British and Canadian Free School, situé à l'angle des rues Côté et La Gauchetière, gravitent dans le voisinage de l'ancien cimetière protestant aménagé dès le début du XIX^e siècle en bordure sud de Dorchester, à l'ouest de St-Laurent). Mais, dans le quartier qui s'élabore à l'est de St-Denis, les bâtiments résidentiels érigés en bordure des nouvelles rues demeurent rares, le territoire conservant encore de vastes terrains paysagers.

C'est également vers la même époque que s'élaboraient les préparatifs en vue d'aménager le Square Viger jusqu'à la rue St-Hubert (relocalisant du même coup le marché plus à l'est). Par la renommée de sa serre, la beauté de son aménagement paysager, la popularité des événements culturels présentés, le Square Viger deviendra vite un centre d'attraction pour la bourgeoisie locale: sa présence exercera un pouvoir d'attraction, qui contribuera plus tard à l'essor du développement immobilier dans le secteur situé à l'est de St-Denis.

Au plan du cadre bâti, la carte montre clairement l'apparition d'un nouveau type de bâtiments: la maison en rangée, notamment sur les rues St-Denis (au sud de Dorchester) et Bleury (près de La Gauchetière).

L'année 1852 établit un bilan très sombre pour le quartier à l'étude. Deux incendies consécutifs, l'un en juin, l'autre en juillet, sapèrent une grande partie des bâtiments. Le feu de juillet fut particulièrement désastreux; il débuta rue St-Laurent et progressa vers l'est détruisant rapidement le quartier alors en majorité bâti en bois; quelques 1,100 bâtiments furent ainsi rasés et 9000 personnes laissées sans abri. Un tableau publié dans la Minerve le 15 juillet 1852 établit en détail les rues et bâtiments touchés par la conflagration (Pl. 4).

1.2 De 1853 à 1907

La reconstruction du cadre bâti sur le territoire incendié se fit rapidement; elle fut aussi l'occasion d'une intervention massive du Conseil de Ville dans le domaine du cadre bâti. Pour contrer un nouveau danger d'incendie (et sans doute rentabiliser davantage le coût de ses équipements urbains), le Conseil de Ville se fera indirectement le promoteur de la maison de rapport (au lieu de la maison unifamiliale) via l'obligation de construire en brique ou en pierre (au lieu d'en bois comme étaient jusqu'alors construites la plupart des maisons). Ainsi, l'incendie de 1852 lié à l'émergence de nouveaux facteurs, comme la densification de la population, l'accroissement du prix des terrains, inaugura un nouveau type d'aménagement urbain caractérisé par la construction de maisons en maçonnerie à plusieurs logements sur des cadastres étroits et profonds.

La carte de Montréal dressée en 1872 par les ingénieurs Plunkett et Brady illustre bien à la fois le nouveau découpage des cadastres et mode d'implantation des constructions, particulièrement dans les territoires nouvellement développés, soit au nord de Mignonne (Maison-neuve) et à l'est de St-Denis (Pl. 5).

Cette nouvelle expansion du cadre bâti va de pair avec la dernière progression de la trame de rues dans le secteur étudié, soit l'apparition du grand axe de la rue Ontario et le prolongement (à l'est de St-Denis) jusqu'à Sherbrooke de toutes les rues direction nord-sud sauf la rue Berri, nouvellement percée du carré Viger à Ste-Catherine.

Cette carte montre aussi l'accroissement considérable des bâtiments à caractère public depuis les années 1850. Ainsi, à l'est de St-Laurent, on note l'apparition de l'église Trinity (maintenant St-Sauveur, bâtie en 1864 au coin de St-Denis et Viger), des deux grands monastères: celui de la Miséricorde (bâti en 1853, au coin sud-ouest de St-André et Dorchester) et celui du Bon Pasteur (bâti en 1848, rue Sherbrooke), de l'asile St-Vincent-de-Paul, rue Maisonneuve, tout juste près de l'ancien hospice St-Joseph, deux écoles de part et d'autre de la cathédrale St-Jacques et

l'hôpital général sur l'emplacement actuel de l'hôpital de St-Charles Borromée. L'approvisionnement du secteur est assuré par deux marchés, celui de la rue St-Laurent (entre Dorchester et Ste-Catherine), et celui immédiatement à l'est du carré Viger. L'autre partie du secteur d'analyse, à l'ouest de St-Laurent, voit également apparaître de nouveaux bâtiments publics au nord du noyau initial gravitant autour de l'ancien cimetière protestant, devenu à cette époque le Square Dufferin. On note en particulier deux imposants bâtiments institutionnels appartenant à la Commission des écoles catholiques sur l'emplacement actuel de la Place des Arts et l'apparition de l'église St-Charles Borromée, construite en 1864, au coin sud-ouest de Sherbrooke et St-Laurent.

Pendant les décennies 1870 et 1880, la construction d'unités résidentielles progresse tout particulièrement au nord de la rue Mignonne. La création de l'Université Laval à Montréal en 1878, puis son installation rue St-Denis vers 1890 favorise la venue dans le quartier (spécialement rues St-Denis, St-Hubert) d'une bonne partie de l'élite canadienne-française: des célèbres magistrats (Sir Alexandre Lacoste, Henri Taschereau), journalistes (Arthur Dansereau, Honoré Beaugrand, Boucher de la Bruère) notaires (Denys Papineau, Moïse Garand), ministres (George Duhamel, Gédéon Ouimet, Emery Robideaux), peintres et architectes (Napoléon Bourassa, Michel Laurent, Maurice H. Perrault).

Si l'on compare enfin le cadre bâti dans le secteur au début des années 1920 à celui d'aujourd'hui, on constate vite que le tissu urbain a considérablement été érodé, parfois pour la construction de grands ensembles immobiliers comme celui des habitations Jeanne-Mance, de la Place des Arts, du Complexe Desjardins, de la Place Dupuis, mais aussi par l'aménagement de petits et grands parcs de stationnement. En dépit de cette érosion du tissu urbain, il subsiste encore dans le secteur un stock immobilier à fort potentiel patrimonial. Nous l'analyserons maintenant à l'aide de données compilées sur une série de cartes de 200 pieds au pouce.

2. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Le stock immobilier à potentiel patrimonial se distingue par trois traits: sa richesse, sa diversité et sa vulnérabilité.

2.1 Richesse

La section traitant du développement du milieu urbain illustre bien l'ancienneté du secteur étudié. Malgré la disparition de la première génération de bâtiments implantés dans ce secteur, et son remplacement par des bâtiments de la fin du XIX^e siècle, même du début du XX^e siècle, il subsiste encore des bâtiments-témoins de la première grande phase de développement, soit la décennie 1830. On peut aussi affirmer de façon générale qu'en moyenne, l'âge des bâtiments de ce secteur est plus vieux que celui de la grande majorité de bâtiments d'autres quartiers hormis celui du Vieux-Montréal.

La richesse des bâtiments touche aussi l'aspect strictement architectural; on trouve en effet dans le secteur étudié, plusieurs bâtiments qui possèdent une valeur de classement à cause de l'excellence ou de la rareté de leur dessin. C'est le cas par exemple de certains grands ensembles conventuels, d'églises, d'élégantes demeures de grands bourgeois construites pendant les décennies 1860-1870 et de bâtiments publics du début du XX^e siècle. La richesse architecturale touche également un type de maison en rangée que l'on retrouve peu à l'extérieur du territoire étudié.

2.2 Diversité

La diversité touche d'abord différents types de bâtiments implantés dans le secteur. Ainsi, on retrouve dans ce même territoire des bâtiments à fonction très diverses: églises, institutions, banques, usines, entrepôts, gratte-ciel, bibliothèques, maisons-appartements grandes résidences bourgeoises, modestes maisons à logis multiples et commerces intégrés.

Elle provient également de la présence de bâtiments dont le profil comme les détails appartiennent à différentes périodes de construction, embrassant presque 150 ans d'histoire. Cette diversité tient autant à la délimitation du territoire recoupant plusieurs quartiers qui ont attiré différents types de clientèles, qu'aux diverses mutations subies par le territoire au cours de sa longue histoire.

2.3 Vulnérabilité

La problématique du développement du centre-ville montréalais met particulièrement en danger le stock immobilier implanté dans notre secteur d'analyse. Le coût très élevé des terrains favorise davantage les bâtiments à caractère commercial (construits en hauteur de préférence). Cette situation oblige beaucoup de petits (et grands) propriétaires à effectuer de tristes rénovations en vue d'une rentabilisation maximale. Ainsi, un grand nombre de maisons à deux logements ont été transformées en maisons de chambres; d'autres, situées en particulier sur les rues St-Denis et Ste-Catherine ont subi une rénovation de leur rez-de-chaussée tout à fait incompatible avec leur caractère originel lors de leur transformation partielle en restaurant, terrasse ou boutique.

Enfin, beaucoup de bâtiments sont consciemment laissés à l'abandon et au vandalisme en attendant que leur détérioration mène à une démolition car dans ce secteur, il s'avère souvent plus rentable d'exploiter un stationnement que d'entretenir un vieux bâtiment en fonction des revenus qu'il génère. Quand un bâtiment ne se détériore pas assez vite, certains propriétaires n'hésitent pas à lui donner un coup de pouce en suscitant des incendies qui hâtent sa démolition.

3. ANALYSE DU PATRIMOINE IMMOBILIER

3.1 Carte des toits et des matériaux de revêtement des devantures pour les habitations et commerces intégrés construits avant 1920.

La répartition de ces données sur les cartes permet de distinguer les traits généraux des différents types de résidences construits dans le secteur jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle. Les toits se répartissent dans les catégories suivantes: pignon (en bleu), pavillon (en vert), mansard (en orangé), fausse mansarde (en jaune), terrasse (en brun).

Quant aux matériaux de revêtement des devantures, ils correspondent aux catégories suivantes: pierre (en gris), brique (en rouge vin), bois (en vert), matériau artificiel (en rose).

3.1.1 Le toit pignon

Le toit pignon (à deux versants) a constitué la forme de toit la plus répandue à Montréal depuis les débuts de la colonisation jusqu'aux environ de 1860. Dans notre secteur, il caractérise les deux plus anciens types de résidences.

- la maison urbaine traditionnelle:

Par son gabarit comme par le traitement de sa devanture, ce bâtiment établit une continuité avec la maison urbaine dite traditionnelle, telle qu'apparue dans l'ancienne ville fortifiée. C'est un bâtiment très peu surhaussé du sol; on y accède généralement directement de la rue. Ses proportions varient; certains, de deux parfois même trois étages atteignent des proportions imposantes (Pl. 7); mais il existe aussi de telles maisons d'un seul étage (très rares dans le quartier) qui donnent davantage l'impression d'être rivées au sol (Pl. 8). Leur devanture est presque toujours en pierre de taille, mais contrairement aux plus vieux exemples de ce type qui possèdent des façades latérales et arrière en moëllons de pierre, celles de notre secteur sont presque toujours construites en brique (avec un revêtement de pierre de taille utilisé que pour la devanture). Elles conservent souvent aussi le mur coupe-feu, même lorsque détachées des deux côtés; cependant, leurs cheminées ne possèdent plus l'aspect monumental des exemples de ce type datant de la fin du XVIII^e siècle.

Quant au décor, il est d'une grande austérité. La porte et la fenestration "à la canadienne" (lorsqu'elle n'a pas été modifiée) sont plates et ne portent aucun chambranle; elles sont tout au plus soulignées, dans de rares cas, par un linteau en pierre. Les lucarnes, de dimensions restreintes, portent un toit à pignon. Deux photos prises en 1863 et 1872 d'une partie du premier noyau de développement correspondant grosso modo à l'ancien Près-de-ville (Pl. 9: secteur compris entre Bleury, Viger, Chenneville et Dorchester, Pl. 10: secteur compris entre les rues Côté, Viger, St-Urbain et Dorchester (?) prouvent bien comme ce type de maison était omniprésent à cette époque). La carte des toits montre que le secteur illustré par les photos d'époques est aujourd'hui truffé de stationnements et de petites industries; elle ne compte guère d'exemples dérivés de la maison traditionnelle. De plus, la plupart des "survivants" souffrent souvent d'un état de détérioration avancée ou ont encore subi d'importantes modifications (Pl. 11-12).

- la maison en rangée:

Les bâtiments dérivés de la maison traditionnelle furent construits dans la plupart des cas sans recours à un architecte; ils ne manifestent non plus l'intrusion dans leur dessin de modes architecturales propres à l'ère victorienne. Conçues d'abord comme des entités individuelles, établies en largeur le long de la rue, elles étaient souvent séparées physiquement des bâtiments voisins ou parfois accolées à eux, au moyen d'un mur coupe-feu.

L'influence britannique apporte à la maison urbaine le concept de la maison en rangée, connue en anglais sous le terme terrace. Ce sont des maisons conçues au départ comme un ensemble de 3, 5, parfois 7 unités résidentielles. Quoique l'introduction de ce type de composition dans le paysage urbain de Montréal n'ait pas été suffisamment documenté, on peut affirmer qu'il se propage déjà pendant la décennie 1840. Ainsi, le marché de construction de la maison en rangée sise au 1775-81 rue Bleury (Pl. 13) établit que l'ensemble (connu d'abord sous le nom de Hannover Terrace) fut érigé en 1844

d'après les plans et devis de l'architecte James Springle. Le marché (comme la photo de Montréal reproduite en Pl. 9) prouve aussi que l'ensemble portait à l'origine un toit en pignon et comportait 5 unités au lieu de 4.

Cet ancien prototype de la maison en rangée se différencie de la maison urbaine traditionnelle, non pas seulement par la présence de multiples unités d'habitation, mais aussi par l'introduction de traits reflétant une mode architecturale de l'ère victorienne. Ainsi, le traitement de sa fenestration et des chambranles de portes incorpore des éléments tirés du répertoire formel de la Renaissance (frontons, entablement et pilastres).

Deux autres maisons en rangée contiguës, au 1019-1037 rue St-Denis (dont l'une a perdu 3 de ses unités: no 109) manifestent l'évolution de ce type sophistiqué de maison en rangée vers la décennie 1855-1860 (Pl. 14). Leur richesse se traduit par des proportions assez monumentales et certains emprunts au style italianisant (ouvertures cintrées, pierre rustiquée du rez-de-chaussée). Mais le traitement des motifs classiques reflète déjà une liberté d'invention qui préfigure un trait de l'architecture résidentielle de la fin du XIX^e siècle.

Tous les exemples de maisons en rangée dans le secteur portent une devanture de pierre de taille à l'exception de celle sise au 432-44, rue de La Gauchetière, entièrement construite en brique (Pl. 15). Cette dernière, construite en 1862, a conservé à l'arrière sa maison de cocher; elle aussi puise au répertoire classique pour articuler ses façades par la présence de longs pilastres.

Il existe enfin d'autres maisons en rangée qui par leur dépouillement (et l'omission de référence à des styles architecturaux) établissent encore un lien avec la maison urbaine traditionnelle. C'est le cas, par exemple de la maison en rangée sise au 305-343, rue Ontario construite en 1868 (Pl. 16) et de quelques autres que l'on retrouve à l'occasion rue St-Urbain (Pl. 17) ou St-Denis.

Vers 1875, on cesse de construire ce type de maison en rangée à toit pignon.

Malgré l'état encore partiel des connaissances sur l'évolution de la maison urbaine à Montréal, on est tenté de croire que la maison en rangée joua un rôle de transition entre la maison à caractère traditionnel et l'émergence d'une première génération d'habitation-type vers 1860-70 (maisons de dimensions presque identiques, implantées en façade de rue continue, construites à quelques années d'intervalle, mais ne se distinguant que par certains détails décoratifs). En effet, certains des traits caractéristiques de ces maisons en rangée, comme leur implantation sur des cadastres standardisés et leur plan "à hall latéral" (side-hall plan), développé davantage en profondeur qu'en largeur, préfigurent l'articulation de la première génération d'habitation-type. Si cette hypothèse se confirmait un jour par la recherche, elle attribuerait une valeur architecturale encore plus grande aux quelques maisons en rangée des décennies 1840-50 et 60 qui subsistent encore dans ce secteur.

3.1.2 Le toit en pavillon (ou toit en croupe):

Ce toit comporte toujours quatre versants formant une pointe au sommet, réunis par un court faitage ou interrompus par une plate forme horizontale. La pente des versants varie considérablement; elle donne, lorsqu'elle est abrupte et que les versants se réunissent en pointe, une grande importance visuelle au toit. Mais lorsque les pentes des versants sont très douces, le profil du toit devient presque invisible au passant. Quant à la variante des versants terminés à mi-chemin par une plate-forme horizontale, elle se rapproche sensiblement du profil du toit mansard; il s'agit d'ailleurs d'une version, elle aussi très populaire pendant les dernières décennies du XIX^e siècle.

A Montréal, le toit en pavillon a assez souvent caractérisé les bâtiments à partir de la fin du XVIII^e siècle. On en voit d'ailleurs plusieurs sur la photo d'une partie de notre secteur prise en 1863 (c.f. Pl. 9). Certaines maisons en rangée construites (vers 1850) d'une extrémité à l'autre d'un îlot urbain, comme par exemple celle que l'on aperçoit vers le coin

gauche de la photo de 1863 (rue Bleury, entre Viger et de La Gauchetière) étaient coiffées d'un toit en pavillon, aisément perçu par la forme particulière du toit de l'unité à chaque extrémité; elles ont souvent par la suite disparu du paysage urbain. Mais, fait intéressant, il existe encore des portions de cette même maison en rangée, en particulier l'unité située au coin de La Gauchetière et Bleury (Pl. 18). La démolition de 7 des 10 unités d'origine et la mutilation des 3 autres la rendent maintenant méconnaissable. Quelques autres bâtiments établis à l'encoignure de 2 rues ont encore conservé le même type de toit (Pl. 19). Ce sont d'ordinaire des bâtiments construits avant 1870; car par la suite, ces bâtiments adoptèrent tous le toit en fausse mansarde.

D'autres bâtiments, comme l'ancienne British and Canadian School, construite en 1826 (angle Côté et La Gauchetière) ont vu leur toit en pavillon se muer en toit mansard (ou fausse mansarde) vers la fin du XIX^e siècle (Pl. 20-21) (par la même occasion, on décida aussi de hausser d'un étage le bâtiment de 1826).

Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, cette forme de toit fut remise à l'honneur; on la vit souvent caractériser les prestigieuses maisons bourgeoises à format cubique si caractéristiques de Montréal. En dépit de leur démolition massive (notamment suite à l'élargissement de la rue Dorchester pendant les années 1950), trois de ces bâtiments subsistent encore dans le centre-ville est. Il s'agit des maisons Buchanan (170, rue Sherbrooke ouest) (Pl. 22), bâtie en 1847, Masson (1098, rue St-Hubert) (Pl. 23) datée de 1860 et Jodoin (520-30 est, De La Gauchetière) (Pl. 24) érigée en 1871. Chacune a conservé son caractère originel, sauf la maison Buchanan qui semble passablement avoir été modifiée probablement vers la fin du XIX^e siècle. Les deux autres possèdent une valeur de classement car elles constituent de beaux spécimens de la mode italianisante (Italianate) qui a marqué le dessin des grandes maisons bourgeoises de la seconde moitié du XIX^e siècle à Montréal.

Vers 1880, une fois le style italianisant passé de mode, le toit en pavillon sera tout de même récupéré par les luxueuses résidences érigées suivant les normes du style Château; c'est le cas de la pittoresque

habitation sise au 438, rue Sherbrooke est qui loge aujourd'hui le Club canadien (Pl. 25).

Comme les bâtiments caractérisés par le toit en pavillon sont pour la plupart, soit anciens, soit prestigieux, on constate sans surprise qu'ils utilisent presque toujours la pierre comme matériau de devanture (la brique apparaît à l'occasion sur les façades latérales). Seul un petit commerce intégré bâti dans un secteur plus modeste, à proximité d'Amherst est entièrement construit en brique.

Même s'ils sont peu nombreux dans le paysage urbain du centre-ville est, et surtout localisés dans la partie la plus ancienne au sud, les bâtiments avec toit en pavillon possèdent presque tous une forte valeur patrimoniale à cause de leur ancienneté et / ou de l'élégance de leur dessin. (C.f. carte sélective des bâtiments à potentiel patrimonial).

3.1.3 Toit mansard:

Cette forme de toit possède un passé assez glorieux, elle doit son nom et sa mise au point à Jules-Hardoin Mansard, architecte de Louis XIV. Son profil se caractérise par la présence de deux pentes, l'une supérieure, appelée terrasson, l'autre inférieure, dite brisis. On rencontre en outre deux versions différentes de toit mansard, celle à deux et à quatre versants. Après avoir été longtemps délaissé, ce type de toit trouve un regain de popularité à partir des années 1850 avec la montée en flèche du style Second Empire. Sur les édifices à caractère plus traditionnel, le toit mansard est simplement devenu à cette époque un moyen de maximaliser l'espace des combles. Un dessin exécuté en 1879 dans le cadre d'un projet de transformation du toit pignon (de l'Institut des Sourdes et muettes à Montréal) en toit mansard permet de constater le nouveau profil et la simplicité de charpente associée à cette version fin XIX^e siècle du toit mansard (Pl. 26-27).

La version du toit mansard à quatre versants exigeait que la maison puisse être dégagée de ses voisines; or à l'époque où se répandait le goût pour ce type de toit et son association au style Second Empire, le secteur se trouvait presque exclusivement subdivisé en lots à bâtir étroits et profonds destinés à l'établissement de maisons en façade

continue. Dans ces conditions, il apparaît assez logique que vers 1875-80 la plupart des maisons à toit mansard à quatre versants (associées aussi au style Second Empire) se soit surtout implanté sur la rue Sherbrooke, où prédominaient encore des maisons monumentales influencées par diverses modes architecturales. Les deux plus intéressants exemples du genre sont situées aux nos 96 et 300, rue Sherbrooke est (Pl. 28-29). Fait intéressant, elles se situent dans le voisinage du Mont St-Louis, seul bâtiment public de style Second Empire implanté dans notre secteur d'analyse.

Au sud de Sherbrooke, là où l'on retrouve en général l'habitation-type en rangée continue, le toit mansard apparaît à quelques reprises aux encoignures de deux rues, comme pour "habiller" l'unité d'extrémité d'un pâté de maisons (Pl. 30). Le toit mansard à 2 versants est parfois utilisé pour les mêmes fins (Pl. 31).

3.1.4 Toit à fausse mansarde:

Il s'agit d'un toit dont seul le pan avant, fortement incliné vers la rue, adopte la pente caractéristique du toit mansard; la partie arrière étant soit en pignon très atténuée pour favoriser l'écoulement des eaux, ou encore tout à fait plate quand s'est généralisée la production des drains en série, vers la toute fin du XIX^e siècle.

Ce dérivé du toit mansard de la fin du XIX^e siècle entraîne comme avantage la réduction des coûts de production d'un véritable toit mansard tout en conservant le profil caractéristique de "la mansarde", du moins pour la façade d'apparat, côté rue; à l'arrière, le pan incliné du toit se trouve supprimé et la façade est alors surplombée par un toit, apparemment plat (il existe en fait du moins sur les plus anciens exemples, souvent une légère pente, invisible du sol).

Un tel type de toit fut certainement mis au point pour rentabiliser la construction d'habitations en rangée continue, implantées sur des cadastres étroits et profonds apparus vers 1860. Il caractérise en effet la première

habitation-type à Montréal qui impose un remarquable caractère d'homogénéité à une bonne partie du secteur à l'étude, spécialement celui défini par les rues St-Denis et St-Hubert (voir mosaïques des rues St-Denis et St-Hubert).

L'importance visuelle de cette première habitation-type dans le paysage urbain du centre-ville est amène à préciser les caractéristiques propres à ce type comme son évolution pendant les dernières décennies du XIX^e siècle.

Les plus anciens exemples de ce type de résidence (datés d'environ 1870) rue St-Hubert et St-Denis présentent 4 étages habitables: un soubassement de 10 pieds de hauteur (souvent accessible à l'origine que de l'intérieur) puis le premier étage auquel mène un escalier extérieur, un second étage et enfin l'étage de la mansarde appelé "comble français", haut de 8 pieds. Les marchés de construction concernant certaines de ces habitations montrent que la plupart d'entre elles étaient à l'origine des "duplex", parfois des maisons unifamiliales (l'aménagement d'un logement au soubassement serait plus récent) (Pl. 32).

Tous ces bâtiments sont construits en brique; cependant, beaucoup d'entre eux portent en devanture un parement en pierre de taille, posée d'équerre, bouchardée en gros jusqu'au sommet du soubassement, puis bouchardée en fin jusqu'à la corniche. Ce raffinement ne constitue pas le seul lien avec la maison urbaine traditionnelle; à ce trait s'ajoutent aussi le rythme créé par la présence de murs coupe-feu et la grande sobriété du décor. En effet, les exemples les plus anciens de ce type possèdent une devanture plane (exempte de saillies) et une fenestration simplement mise en valeur par un linteau. Le seul raffinement décoratif influencé par le répertoire formel de l'ère victorienne prend la forme d'un portique fermé, construit en bois et agrémenté de pilastres ou colonnes (ceux-ci, souvent décrits dans les marchés de construction ont malheureusement été presque tous grandement modifiés). Parfois, la corniche, ornée de denticules et modillons, établit, au niveau du toit, un rappel de ce vocabulaire classique.

La genèse de ce genre d'habitation est difficile à documenter; les exemples les plus anciens du genre, répertoriés rues St-Hubert ou St-Denis remontent vers 1870, mais il se peut que de telles habitations soient apparues pendant la décennie 1860 quand le toit mansard, déjà assez répandu avait déjà pu faire l'objet d'une adaptation au contexte d'habitations construites en rangée continue, sur des cadastres standardisés. La dissémination de ce type d'habitation urbaine (sinon sa mise au point) a pu être encouragée par l'émergence vers la même époque des grandes sociétés de construction à Montréal. Mais le peu de données disponibles concernant ces sociétés ne nous permet pas de préciser davantage leur apport. D'autre part, les marchés de construction de ces habitations montrent qu'elles furent en général construites à l'unité, souvent d'après les plans et devis d'un architecte (le nom de Joseph R. Poitras est souvent lié à ces habitations des années 1870). Il faut enfin prendre en compte la part du mimétisme dans le phénomène de dissémination de la vogue; plusieurs marchés de construction mentionnent en effet que tel élément de la façade doit être copié sur celui d'une telle maison, souvent située dans le voisinage immédiat.

Les plus anciens exemples de cette habitation-type peuvent être identifiés par leur devanture en pierre de taille posée d'équerre (les devantures en brique dans les années 1870 demeurent encore assez rares), leur mansarde généralement assez courte, leurs lucarnes de petites dimensions avec toit pignon et la sobriété générale du décor. (c.f. catégorie de la lère génération d'habitation-type sur la carte no 5).

Il existe néanmoins, rue St-André, une variante de cette première génération d'habitations-type dont le dessin tranche nettement avec celui des unités résidentielles des années 1870, rue St-Denis et St-Hubert par sa devanture en brique, une entrée accentuée par un frontispice et des détails associés au style néo-gothique. Ses dimensions sont moins imposantes que celles des unités résidentielles rue St-Denis, St-Hubert, mais l'articulation conserve le même caractère (Pl. 33-34). Par contre, ces quelques 20 maisons en façade continue, rue St-André, s'inscrivent davantage dans la tradition de la maison en rangée car elles ont été construites presque simultanément, entre 1873 et 1875, et suivent un dessin unique: l'auteur de ce projet fut probablement l'architecte ...19

Michel Laurent à qui on doit une longue rangée de bâtiments identiques rue Drolet, au nord de la rue Roy (ancien village St-Jean-Baptiste).

Pendant les décennies 1880-90, l'habitation-type associée au toit en fausse mansarde fait davantage de concessions au goût pour le pittoresque. Il en résulte souvent une ligne de toit animée par des lucarnes à décor parfois extravagant; des pseudo-tours mansardées se greffent à l'occasion sur la mansarde, de petits balcons fantaisistes s'accrochent à la devanture (Pl.35). Un parement de brique ou de pierre à surface éclatée remplace le parement en pierre de taille lisse prépondérant pendant les années 1870 (Pl.36) (voir aussi les mosaïques des rues Jeanne-Mance et St-Denis, entre Dorchester et La Gauchetière). L'articulation générale du bâtiment, elle aussi évolue pendant la même époque. Sur certaines rues moins huppées, l'habitation-type à toit en fausse mansarde est construite souvent en bordure immédiate du trottoir (un caractère que l'on retrouve à cette même époque dans des quartiers ouvriers comme Pointe Saint-Charles, Saint-Henri et Sainte-Marie) (Pl.37), les escaliers donnant accès au logis des 2ème et 3ème étages sont alors tous intérieurs. Certains îlots résidentiels présentent aussi une autre articulation avec de hauts escaliers extérieurs venant au second étage (Pl.38). Dans d'autres quartiers développés à partir de la fin du XIX^e siècle, cette variante de l'habitation-type est omniprésente. Mais, dans le territoire analysé, on la vit apparaître surtout comme valeur de remplacement sur des rues, comme St-Elizabeth, St-André, Amherst, etc., qui vers la fin du XIX^e siècle perdaient peu à peu leur vieux stock immobilier.

Commerces intégrés (toit en fausse mansarde)

Bon nombre de petits commerces intégrés (mi-commerce, mi-habitation) répartis le long de certains axes commerciaux comme Ontario, Ste-Catherine, St-Laurent s'apparentent à l'habitation-type à toit en fausse mansarde. La seule différence tient à une implantation en bordure directe du trottoir qui détermine la suppression du haut soubassement et de l'escalier extérieur; le rez-de-chaussée incorpore de grandes vitrines parfois supportées par une structure en fonte.

Deux exemples suffisent à illustrer l'évolution de ce type de petits commerces intégrés vers le pittoresque pendant les dernières décennies du XIX^e siècle: le 25 est, rue Ontario daté de 1870 et attribué à la firme de Bourgeau et Leprohon par la découverte du marché de construction et le 1001-1007 Ontario, construit vers 1890 (Pl. 39-40).

3.1.5 Toit terrasse (ou plat):

Le toit terrasse ou plat caractérise les habitations plutôt modestes, construites vers le tournant du XX^e siècle. Son mode de construction est facile, économique et rapide. Il évite les travaux de charpente des combles (de simples poutres de bois ou de fer, encastrées dans la maçonnerie supportent les planches assez légères de la couverture). Le grand essor que prit vers la fin du XIX^e siècle ce type de toit s'explique par la production en série de papier goudronné, de solins, d'évents et de drains permettant l'écoulement des eaux par le centre de la terrasse et non par la présence d'une pente des versants vers les côtés comme dans le cas du toit à pignon, pavillon, mansarde ou même certains exemples du toit en fausse mansarde.

-Habitation-type:

Les habitations les plus simples associées à ce type de toit prédominant sur les rues où logeaient vers la fin du XIX^e siècle ouvriers et petits salariés: ce sont des bâtiments en brique de deux ou trois étages implantés en bordure immédiate de la rue, leur devanture, dépouillée de tout décor se termine au niveau du toit par une simple corniche de bois (Pl. 41-42). Sur plusieurs rues de prestige dont certaines sections ont été développées vers le tournant du XX^e siècle, comme St-Denis (entre Ontario et Sherbrooke) et Sherbrooke (entre St-Denis et Amherst), on peut encore voir des versions plus élaborées de ce type d'habitation à toit plat, avec devantures en pierre éclatée et détails pittoresques, perchés sur la corniche de façon à en briser l'horizontalité (Pl. 43-44).

Il existe enfin une autre variante de l'habitation à toit plat et logements multiples qui se distingue par ses grands escaliers extérieurs;

sur certaines rues, comme Ste-Élizabeth, elle alterne souvent avec des bâtiments de même articulation mais coiffés de toits à fausse mansarde (Pl. 45).

-Maisons-appartement:

Le secteur du centre-ville est comprend autre type de bâtiment à toit plat reli. Il s'agit de quelques-unes des plus anciennes construites à Montréal; on les retrouve 2116, boulevard St-Laurent (angle Sherb) Parmi celles-ci, la bâtisse du 2112-2216 truite en 1906 d'après les plans de l'ar distingue à la fois par son mode de cons d'un des premiers exemples d'utilisation au béton dans l'architecture domestique de la ville - et son dessin qui intègre les courbes caractéristiques de l'Art Nouveau, un style dont on a vu que de très rares répercussions à Montréal (Pl. 46).

Le 2112-16 St-LAURENT

= Edifice GODIN
construit en 1914

/ Joseph-Arthur Godin

Le 170-14 St-Denis =

App. St-Jacques Aussi de
GODIN en 1914.

-Commerces intégrés:

Sur les grands axes commerciaux, comme Ste-Catherine, Amherst, Ontario et St-Laurent, on retrouve de nombreux petits commerces intégrés du tournant du XX^e siècle qui eux aussi portent des toits plats. Ce sont souvent de simples bâtiments de trois ou quatre étages qui portent au-dessus des larges vitrines en verre du rez-de-chaussée une devanture en pierre éclatée, parfois en brique, simplement rehaussée au niveau du toit par une corniche en bois ou en tôle galvanisée, incluant certains motifs à la mode, comme des consoles (Pl. 47).

Sur St-Laurent, où abondent ce genre de bâtiments, on en retrouve qui manifestent une plus grande ambiance décorative, soit par le dessin de la fenestration, la combinaison de matériaux aux surfaces contrastantes ou l'inclusion de motifs pittoresques dressés sur la corniche (Pl. 48).

3.2 Carte-Calque des bâtiments publics construits avant 1930

Le nombre et souvent la qualité architecturale des bâtiments publics construits avant 1930 ajoutent à la valeur du stock immobilier à potentiel patrimonial réparti dans le centre-ville est. Cette trentaine de bâtiments témoignent des diverses époques de développement du secteur; elle manifeste aussi plusieurs mutations subies par le secteur au cours de sa riche histoire.

La carte des toits et revêtements de devantures sert à préciser divers types de bâtiments recrutés soit parmi les habitations ou les commerces intégrés d'avant 1920. Mais, comme ces traits influencent moins le caractère extérieur des bâtiments publics que les fonctions diverses de ces bâtiments, nous avons choisi de les répartir suivant des catégories (bâtiments institutionnels, religieux commerciaux et industriels), et de les faire apparaître sur un papier-calque superposé à la carte qui répertorie les formes de toit et revêtements de devanture des habitations et commerces intégrés. Ainsi, l'examen simultané de ces deux cartes permet de visualiser la distribution de ces bâtiments publics dans l'ensemble des bâtiments à potentiel patrimonial.

3.2.1 Bâtiments à caractère religieux (en mauve)

-églises et chapelles: Il existe 4 églises et une chapelle du XIX^e siècle dans le secteur d'analyse, soit les églises St-Sauveur, 1010, rue St-Denis, Holy Trinity, 8, rue Sherbrooke ouest, St-John The Evangelist, angle St-Urbain et Président Kennedy, la United St-John Church, 110, rue Ste-Catherine est et la chapelle de Notre-Dame de Lourdes, au 430, rue Ste-Catherine est.

Les 4 églises sont construites en pierre éclatée et reflètent chacune le style néo-gothique si répandu dans l'architecture religieuse de la seconde moitié du XIX^e siècle. Nous illustrons celles qui nous apparaissent le mieux réussies au plan architectural; il s'agit des églises St-Sauveur et Holy Trinity (ancienne église St-Charles Borromée, construites presque simultanément, en 1864 (Pl. 49-50).

Quant à la chapelle Notre-Dame de Lourdes, érigée en 1874, d'après les plans du peintre-architecte Napoléon Bourassa, elle constitue un fantaisiste essai de style romano-byzantin qui a peu d'équivalent dans l'architecture religieuse au Québec.

Enfin, le site de la plus ancienne église du secteur, la cathédrale St-Jacques, se trouve commémoré par l'inclusion dans le complexe de l'Université du Québec, rue St-Denis, du clocher et d'un transept de la seconde église St-Jacques érigée suivant les plans de l'architecte John Ostell après que le grand incendie de 1852 eut complètement détruit la première cathédrale (ce clocher, quoique dessiné par Ostell pendant les années 1850, ne fut érigé qu'en 1880).

-monastères: Les deux plus importants exemples d'architecture conventuelle érigés vers 1850 à l'intérieur du territoire étudié existent encore aujourd'hui: le monastère du Bon Pasteur, aux 52-104, rue Sherbrooke est, construit en 1847 et celui des Soeurs de la Miséricorde, au 850-890, rue Dorchester est, érigé en 1853-55. Chacun possède plusieurs ailes construites pendant la seconde moitié du XIX^e siècle et qui s'harmonisent bien avec le bâtiment originel (Pl. 51-52).

3.2.2 Bâtiments institutionnels (en bleu)

La première section de notre étude portant sur l'évolution du milieu urbain a mis à jour les nombreux bâtiments de type institutionnel qui se sont implantés dans notre secteur d'analyse pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. Plusieurs d'entre eux ont aujourd'hui disparu, mais les "survenants", tant par leur imposant gabarit que leur dessin architectural prêtent un caractère particulier à certains axes du secteur, notamment la rue St-Denis.

Le plus ancien date de 1888 et fut construit suivant le format du style Second Empire par l'architecte Zéphirin Resther: il s'agit de l'ancien collège du Mont St-Louis sis au 230-60, rue Sherbrooke est (Pl. 53). Les autres ont surgi suite à l'établissement de l'Université

- 24 -

de Montréal, vers la toute fin du XIX^e siècle: l'ancienne Ecole polytechnique (1902), au 1420-50, rue St-Denis (Pl. 54) et celle des Hautes Etudes Commerciales (1910-architectes Gauthier et Daoust) au 535, rue Viger (Pl. 55). A ceux-ci s'ajoutent enfin la très belle bibliothèque St-Sulpice (1914-architecte Eugène Payette) au 700, rue St-Denis (Pl. 56) et l'ancienne Ecole technique (1914-architectes Saxe et Archibald) au 200, rue Sherbrooke ouest, (Pl.57). Tous ces derniers bâtiments construits pendant les 2 premières décennies du XX^e siècle possèdent la monumentalité et le caractère académique des compositions marquées par l'influence de l'Ecole des Beaux-arts de Paris.

3.2.3 Bâtiments commerciaux (en vert-bouteille)

A partir du début du XX^e siècle, le nombre de bâtiments à vocation purement commerciale augmente considérablement sur certains axes semi-commerciaux de l'époque, comme Ontario, Ste-Catherine, Bleury et St-Laurent. Au plan des formes, le nouvel essor commercial se traduit par une flambée d'édifices de prestige comme en témoignent les banques de style Beaux-Arts construites pendant la décennie 1910 (Pl. 58-59). D'autres bâtiments commerciaux de gabarit plus imposant (7 à 12 étages) presque des gratte-ciel s'installent presque simultanément le long de ces mêmes axes; leur dessin se trouve marqué et par le fonctionnalisme propre au bâtiment en hauteur, et par un restant de goût pour le pittoresque qui se matérialise par un répertoire décoratif de facture éclectique. Certains portent un revêtement en tuile blanche (si populaire vers 1910) (Pl. 60), d'autres en pierre lisse remis à l'honneur par les principes de composition de la mode Beaux-Arts (Pl. 61). La dernière période de construction qui nous intéresse en regard du patrimoine immobilier a légué des bâtiments commerciaux de dimensions plus restreintes qui se caractérisent par un géométrisme à la Bauhaus qui intègre un décor subtil influencé par la mode Art-Déco (Pl. 62).

3.2.4 Bâtiments industriels (en brun-rouge)

Parmi les mutations subies par le secteur du centre-ville est au

cours de sa longue histoire, la mise en place de petites industries marque tout particulièrement la période de la fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle. La majorité de ces bâtiments reflète une approche strictement fonctionnelle et économique: ce sont pour la plupart de simples bâtiments en brique de 5 à 8 étages terminés par un toit terrasse; l'organisation de leur façade tente, au moyen du dessin de la fenestration de procurer un éclairage adéquat aux grands ateliers de travail (Pl. 63). D'autres comme la manufacture de cigares Grothé, construite en 1907, à l'angle des rues Ontario et St-Laurent, manifestent une volonté de s'intégrer modestement aux modes architecturales véhiculées par les bâtiments commerciaux de prestige (Pl. 64). Enfin, de petits industriels ont doté le quartier de quelques bâtiments d'échelle plus modeste mais de dessin raffiné; c'est le cas, par exemple de la petite brasserie Eckers (2115, St-Laurent) construite en 1894, d'après les plans de l'architecte A. Dunlop (Pl. 65).

4. PATRIMOINE IMMOBILIER EN PERIL

4.1 Carte no 3: Carte de modifications

Jusqu'ici, l'analyse du macro-inventaire a fait valoir la riche histoire du secteur étudié qui, dans l'analyse du cadre bâti, se traduit aujourd'hui par la présence assez élevée de bâtiments construits avant 1880. Cependant, certains d'entre eux ont fait l'objet de modifications qui diminuent leur valeur patrimoniale quand elles s'exécutent sans souci d'intégration harmonieuse. Les données compilées sur la carte no 3 procèdent seulement d'un examen visuel de l'extérieur du bâtiment. Elles ne sont que rarement documentées par des recherches en archives ou des documents iconographiques du XIX^e siècle. Néanmoins, leur dépistage (même superficiel) matérialise l'une des conséquences d'un besoin de rentabilité maximale. Il faut peut-être ajouter en contre partie que ce sont ces transformations souvent bâtarde qui ont permis de prolonger l'espérance de vie de ces bâtiments en adaptant leur forme et leur décor à de nouveaux usages rendus essentiels par la problématique du centre-ville.

4.1.1 Modifications apportées au toit (en rose)

La première carte a répertorié les différents types de toit caractérisant les habitations et les commerces intégrés. Par la carte no 3, on peut reconnaître tous ceux dont le toit a changé de profil. Cette caractéristique frappe presque exclusivement les bâtiments les plus anciens construits à l'origine, soit avec un toit en pignon ou en pavillon; mais lorsqu'on a voulu plus tard rentabiliser au maximum l'espace habitable, le bâtiment s'est vu doté d'un toit plat (Pl. 66-67). Souvent on a ajouté un étage supplémentaire au bâtiment avant de le coiffer d'un toit terrasse, comme en témoignent la série d'élégantes maisons en pierre lisse, rue Berri, entre Viger et Dorchester (Pl. 68). Ce type de modifications est aisément perceptible par les cicatrices laissées sur les murs latéraux et arrière.

4.1.2 Modifications touchant le rez-de-chaussée (en bleu)

Ce genre de modification est tributaire de l'essor commercial subi par certains axes de communication depuis le début du XX^e siècle. Plusieurs bâtiments résidentiels ont alors vu leurs rez-de-chaussée transformé en espace commercial, soit par la percée de larges vitrines (Pl. 69) ou l'adjonction d'une aile sur la devanture (dans le cas de bâtiments implantés avec une forte marge de recul) (Pl. 70). Dernièrement, la renaissance de la rue St-Denis a encouragé le pullulement de café-terrasses qui défigurent souvent le rez-de-chaussée de ces bâtiments (Pl. 71).

4.1.3 Modifications touchant le décor (en vert)

Parmi les modifications plus légères, il faut aussi mentionner celles qui touchent au décor d'origine en bois tourné ou incisé (parfois en fonte) apparaissant autrefois aux balcons, porches, fenêtres, lucarnes et porte du bâtiment. Nous ne répertorions sur cette carte que les bâtiments dont la perte de détails a considérablement réduit l'intérêt formel du bâtiment (Pl. 72).

4.2 Carte no 4: Carte des bâtiments en voie de disparition

Si les modifications répertoriées ont souvent pour effet de réduire l'intérêt historique d'un bâtiment; elles ont pu également prolonger l'espérance de vie d'un bâtiment en le dotant ainsi d'une fonction commerciale dictée par le contexte du centre-ville.

Mais, lorsque le propriétaire ne trouve aucun profit à "commercialiser" son bâtiment, car le site du bâtiment prend une valeur infiniment plus grande que celle de la structure qui l'occupe, il trouve avantage à négliger l'entretien de son bâtiment amorçant ainsi un processus qui mène lentement à la démolition du bâtiment.

4.2.1 Bâtiment décrépi (en vert pâle) ▽

Les bâtiments décrépis sont des bâtiments qui par suite d'une longue absence d'entretien montrent des signes de dégénérescence (fissures dans la maçonnerie, affaissement de la structure, etc...) présageant une démolition à plus ou moins long terme (Pl. 73-74).

4.2.2 Bâtiment abandonné (en rouge)

Lorsque l'état du bâtiment devient si lamentable que même les défavorisés n'y peuvent plus loger, le bâtiment entre dans une phase d'abandon. On le laisse alors sans chauffage, ce qui accélère sa dégénérescence.

Il faut noter cependant que les bâtiments abandonnés n'ont été dépistés que par un examen de l'extérieur; une enquête plus à fond (impossible dans le cadre d'un macro-inventaire) en dénombrerait probablement davantage. Dans le cas des bâtiments "semi-abandonnés", la couleur rouge n'apparaît que sur la moitié de la surface d'occupation du sol.

4.2.3 Bâtiment incendié (en violet)

Ces bâtiments vivent évidemment leur "phase terminale"; ils ont souvent été victimes d'un feu criminel et n'attendent plus que la démolition.

Comme dans le cas des bâtiments vides ou abandonnés, une enquête plus poussée saurait peut-être ajouter d'autres bâtiments à cette catégorie.

Les cartes no 3 et no 4, regroupées sous la rubrique "patrimoine en péril", matérialisent au plus haut point la problématique actuelle de la conservation et de l'insertion du patrimoine immobilier dans le centre-ville est. L'examen de ces cartes en regard de la dernière carte no 5 (carte sélective des bâtiments à potentiel patrimonial) montre qu'une menace pèse sur un assez grand nombre de bâtiments à valeur patrimoniale. Les plus anciens ont souvent subi de fâcheuses transformations. Ceux-là et d'autres, de construction plus récente, souffrent aussi d'un laisser-aller qui caractérise souvent les secteurs urbains où s'est déjà amorcé l'exode de la population.

5. PROCESSUS DE SELECTION DES BATIMENTS A PLUS FORT POTENTIEL PATRIMONIAL

5.1 Carte no 5: Carte sélective des bâtiments à potentiel patrimonial

Cette carte représente l'aboutissement de la démarche d'analyse du macro-inventaire en milieu urbain. On y voit apparaître les bâtiments qui possèdent une valeur particulière au plan du patrimoine. Pour identifier ces bâtiments, nous avons utilisé différents critères de sélection, soit l'ancienneté, le style architectural, le traitement du décor et l'implantation. Ces critères présentent l'avantage de récupérer non seulement les bâtiments exceptionnels au plan architectural ou historique, mais aussi tous les exemples les plus intéressants de l'habitation-type ou du commerce intégré du tournant du XX^e siècle. Un astérisque rouge devant un bâtiment caractérisé par l'une des catégories de sélection indique une valeur supérieure à la moyenne. Certains des bâtiments peuvent refléter deux différents critères de sélection: dans ce cas, leur espace d'occupation du sol porte une coloration double.

5.1.1 Ancienneté (en orangé)

La première section du texte intitulée Développement du milieu urbain a mis en relief la longue et riche histoire du territoire d'analyse.

Contrairement à d'autres secteurs de la ville qui ont connu une période de développement s'échelonnant surtout sur les toutes dernières décennies du XIX^e siècle, celui-ci a commencé à se structurer en zone urbaine à partir de la fin du XVIII^e siècle; aujourd'hui, il ne subsiste plus de témoins de la première période d'occupation, mais bon nombre de bâtiments témoignent encore de la première moitié du XIX^e siècle. En fait, nous avons attribué le critère d'ancienneté à tous les bâtiments (publics et résidentiels) construits avant le "boom" des années 1870. Cette catégorie de bâtiments prend une importance particulière car dans le contexte actuel du centre-ville, où les grands complexes immobiliers font figure de modernisme, les quelques bâtiments anciens établissent encore des liens de continuité avec les premières périodes d'implantation. La rareté de ces bâtiments accentue leur importance patrimoniale.

Parmi ce groupe, on compte toutes les maisons d'inspiration traditionnelle décrites dans la section touchant les bâtiments à toit en pignon aussi bien que certains bâtiments publics à caractère religieux ou institutionnel.

-répartition des bâtiments remarquables par leur ancienneté

Aujourd'hui, le petit nombre de bâtiments anciens se cantonne surtout au sud de la rue Ste-Catherine. On en retrouve un premier noyau dans le voisinage de l'ancienne église presbytérienne (aujourd'hui Mission Chinoise); les maisons situées dans cette enclave sont de caractère franchement artisanal. D'autres, plus cossues et associées à des modes architecturales (symbolisées par le vert) existent encore dans le secteur borné par Dorchester, Viger, St-Denis et St-Hubert).

Mais les démolitions successives n'ont guère épargné le vieux stock immobilier concentré dans des zones considérées aujourd'hui comme idéales pour le développement. Certains anciens bâtiments créent maintenant de véritables événements dans un paysage urbain truffé de stationnements et de grands complexes immobiliers; la plupart ont échappé à la démolition en modifiant leur usage initial pour abriter des boutiques d'artisans, ou de petits commerces.

5.1.2 Style Architectural (en vert)

Ce critère touche surtout les bâtiments de prestige, ceux pour lesquels le propriétaire a investi davantage en ayant recours aux services d'un architecte. Même si ce critère touche un plus grand nombre de bâtiments construits au tournant du XX^e siècle, il peut à l'occasion caractériser également certains des bâtiments plus anciens: le vert s'allie alors à l'orangé pour caractériser ces bâtiments sur la carte. Voici un aperçu des principaux traits identificateurs des styles qui marquent le paysage urbain du centre-ville est:

- style nouveau classique (c. 1835-1855)

- ordre, sévérité
- plan axial (architecture publique)
- utilisation du répertoire classique (colonnes, pilastres, portiques, fronton, entablement, frise)

- Ex: Architecture publique: -partie centrale du Couvent
des Soeurs de la Miséricorde
(Pl. 52)
- Architecture domestique: -devanture de la maison en
rangée - 1179-85, Bleury (Pl.13)

- style italianisant (c. 1840-1870)

- plan cubique
- pente de toit douce (avant-toit assez débordant)
- pierre parfois rustiquée
- ouvertures cintrées

- EX: Architecture publique: -Maison Masson, 1098, St-Hubert
(Pl. 23)
- Architecture domestique: -Maison en rangée au 1019-1037,
St-Denis (Pl. 14)

- style néo-gothique (c. 1830 à 1880 - 3 différentes phases)

- proportions élancées
- fenêtres en pointe

- 31 -

- bordure de toit en bois découpé (architecture domestique)
- moulure en larmier aux fenêtres

Ex: Architecture publique: -Eglise St-Sauveur (Pl. 49)

Architecture domestique: -Maison en rangée au 2052-2114
St-André (Pl. 33)

- style Second Empire (c. 1855-1880)

- toit mansard
- tours ou pavillons mansardés
- fenêtres en encorbeillement
- crête de toit en fonte

Ex: Architecture publique: -Mont St-Louis (Pl. 53)

Architecture domestique: -Maison au 300, rue Sherbrooke
est (Pl. 29)

- éclectisme (c. 1870-1910)

- liberté d'invention dans les proportions et l'agencement des formes
- primauté accordée au décor
- association sur un même édifice de traits propres à plusieurs styles architecturaux

Ex: Architecture publique: -Chapelle Notre-Dame de Lourdes
(Pl. 75)

Architecture domestique: -Presbytère de l'église St-Sauveur
(Pl. 76)

- style néo-roman (c. 1880-1900)

- robustesse et puissance des formes
- utilisation de la pierre éclatée
- ouvertures larges et cintrées
- motifs sculptés d'influence médiévale
- groupement de plusieurs fenêtres sous un grand arc cintré à la verticale

Ex: Architecture publique: -Ancienne brasserie Eker,
2115, St-Laurent (Pl. 65)

Architecture domestique: -Aucun exemple dans secteur

- style Beaux-Arts (c. 1893-1920)

- pompe et solennité
- plan axial
- toit terrasse (ou de pente invisible)
- utilisation de motifs classiques, mais sans souci d'exactitude archéologique

Ex: Architecture publique: -Ancienne Ecole des Hautes Etudes commerciales (Pl. 55)

Architecture domestique: -Aucun exemple

- style Art déco (c. 1925-35)

- caractère géométrisé du gabarit
- décor restreint et stylisé
- absence de motifs classiques

Ex: Architecture publique: -Immeuble au 77, rue Ste-Catherine est (Pl. 77)

Architecture domestique: -Aucun exemple

- répartition des bâtiments remarquables par leur style architectural

Les bâtiments publics ou résidentiels associés aux modes architecturales se retrouvent surtout sur les axes de prestige. A cet égard, la portion de la rue Sherbrooke incluse dans le secteur d'analyse demeure la voie la plus impressionnante grâce à ses bâtiments au dessin architectural soigné. Ce fait est d'autant plus remarquable que ces bâtiments ne sont pratiquement pas interrompus par des gratte-ciel qui, sur d'autres portions de la rue, ont nui considérablement à la mise en valeur du stock immobilier à valeur patrimoniale.

Bon nombre de bâtiments publics associés à certains styles architecturaux rehaussent aussi l'intérêt des petits commerces intégrés implantés le long de la rue St-Laurent, mais tout en respectant une continuité au niveau de l'implantation, du matériau de devanture (presque toujours la pierre) et du gabarit.

La rue St-Denis aussi se signale par l'harmonieuse intégration de bâtiments "de style" comme l'ancienne Ecole polytechnique, la Bibliothèque St-Sulpice et l'église St-Sauveur au stock d'habitations-type.

Enfin, plusieurs bâtiments à caractère commercial marqués par le critère "du style architectural" ont été bâtis rue Ste-Catherine, au début du siècle; ce sont presque tous des bâtiments de style Beaux-Arts, mais leur dessin et leur format ne s'harmonisent guère avec le caractère artisanal des petits commerces intégrés qui les côtoient.

5.1.3 Habitation-type remarquable par le traitement de son décor

Même si le secteur du centre-ville a été amputé d'une grande part de son stock immobilier, l'habitation-type (et ses variantes) demeure encore en assez grand nombre. L'habitation-type comprend les bâtiments portant toit en fausse mansarde ou en terrasse qui ont été bâtis sur des cadastres standardisés, pour former des façades de rue continue. Le caractère de l'habitation-type varie dépendant de sa période de construction et de sa clientèle d'origine (petits bourgeois versus petits salariés).

Pour particulariser davantage le caractère patrimonial des habitations-type, nous avons considéré avant tout le traitement du décor. Les bâtiments caractérisés seulement par une plage bleue sont les habitations-types qui manifestent le mieux le goût du pittoresque, une caractéristique prédominante du goût vers la fin du XIX^e siècle. Au plan visuel, le pittoresque se traduit par une ligne de toit animée de faux-frontons, de tourelles ou de lucarnes assez imposantes, décorées de chambranles fantaisistes en bois tourné ou incisé (Pl. 78-79). On retrouve aussi parfois ce décor aux portes et aux chambranles de fenêtres. Enfin, le traitement de la devanture, par l'adjonction de frontispice ou de fenêtres en encorbellement accentue parfois le pittoresque du toit (Pl. 80).

Dans l'optique du macro-inventaire, le décor comporte une valeur patrimoniale car il reflète des technologies périmées, plus encore...34

que le mode de construction de ces bâtiments.

D'autres habitations-types se distinguent de façon différente. Ainsi, leur lien avec la maison d'inspiration traditionnelle est plus évidente. L'attention aux proportions et à la qualité des matériaux a préséance sur le décor extérieur. Les devantures sont souvent en pierre de taille bouchardée en fin, le toit en fausse mansarde s'orne de petites lucarnes discrètes, coiffées d'un toit en pignon; des murs coupe-feu marquent les limites du bâtiment. Pour distinguer le caractère de cette première production d'habitation-type (moins marquée par le pittoresque), nous l'avons caractérisé par l'alliage de l'orangé au bleu, (Pl. 32).

Parmi l'ensemble des habitations-types, nous avons enfin particularisé celles qui tout en conservant l'articulation générale propre à ce bâtiment résidentiel montrent par leur décor l'influence d'une mode architecturale. Ainsi, certaines habitations-type, avec leur tour mansardée et le léger décrochement de leur devanture s'inspirent du style Second-Empire. Ces bâtiments sont indiqués sur la carte par 2 plages de couleur: le bleu et le vert (style architectural) (Pl. 36).

- répartition des habitations-type remarquables, soit par leur ancienneté, leur pittoresque ou leur style architectural

Ces bâtiments ne forment que bien peu de longues suites continues dans le secteur du centre-ville est; on en trouve que sur deux rues, soit St-Hubert et St-Denis (entre Sherbrooke et Maisonneuve) (voir mosaïques photographiques). Ce sont là des suites de bâtiments d'une importance patrimoniale toute particulière car le respect de normes communes touchant le gabarit, l'articulation et le matériau en font des ensembles d'une remarquable homogénéité. Mais leur intérêt provient aussi du fait que les habitations-type plus récentes, bâties là plupart au nord d'Ontario, ont su introduire des notes de diversité dans l'ensemble témoignant du même coup de l'évolution des formes architecturales vers la toute fin du XIX^e siècle. Grâce à l'insertion de ces habitations-types plus récentes, les deux ensembles possèdent un intérêt didactique plus grand. ...36

Les suites des rues St-André et St-Christophe, quoique formées de bâtiments aux standards plus modestes présentent-elles aussi un intérêt patrimonial. Mais la démolition de plusieurs îlots d'habitations-types a cependant nui à l'ensemble (c.f. mosaïques photographiques).

Le quartier comporte également bon nombre de plus courtes suites formées d'une dizaine ou d'une quinzaine d'habitations-types de la fin du XIX^e siècle. Certaines, comme celles des rues Ste-Famille, St-Denis (entre Dorchester et La Gauchetière) (c.f. mosaïques photographiques) témoignent bien de l'évolution de l'habitation-type bourgeoise vers la fin du XIX^e siècle. D'autres comme celles des rues Ste-Elizabeth (entre Ste-Catherine et Dorchester) ou La Gauchetière montrent le caractère plus modeste des habitations-types destinées au départ à une clientèle à plus faible revenu.

5.1.4 Commerce intégré remarquable par le traitement de son décor

Il s'agit du même type de décor (à saveur pittoresque) que celui marquant les habitations-types de la fin du XIX^e siècle. Mais dans cette catégorie de bâtiment où prédominent les structures à toit terrasse, le décor prend soit la forme de décoration-postiches accrochés, soit celle d'une fenestration au dessin souvent fantaisiste. Au rez-de-chaussée, certains de ces bâtiments ont également conservé leur structure en fonte encadrant les vitrines du magasin (pl. 81-82). Une catégorie spéciale a été créée pour ce type de bâtiment afin de mettre en valeur le caractère particulier de certains axes commerciaux dont les bâtiments, construits vers le tournant du XX^e siècle, combinent des fonctions à la fois résidentielle et commerciale. Seuls ont été retenus les bâtiments construits à l'origine comme "commerces-intégrés".

- répartition des commerces-intégrés remarquables par leur décor

Si dans certains quartiers ces petits commerces intégrés se sont souvent implantés à l'enclenchement des rues, dans le secteur du centre-ville est, on les retrouve répartis le long d'axes qui dès leur apparition ont reçu une fonction semi-commerciale. Ainsi, la rue St-Laurent, malgré bien des

- 37 -

avatars, a conservé jusqu'à maintenant ce caractère semi-commercial de la première période d'implantation, même si ses plus anciens bâtiments ont été remplacés par un stock de bâtiments datant presque exclusivement de la fin du XIX^e siècle.

Les rues Ste-Catherine, Ontario, La Gauchetière et Amherst conservent elles aussi un certain nombre de ces bâtiments, mais leur nombre est cependant trop restreint pour créer un ensemble à fort potentiel patrimonial comme celui de la rue St-Laurent.

5.1.5 L'implantation

Ce critère représente la transposition en milieu urbain du phénomène d'adaptation ou site qui caractérise tant de bâtiments patrimoniaux en milieu rural. Mais dans une ville comme Montréal, les contingences liées au site sont davantage imputables à l'imposition d'un type de grille de rue qu'à de purs phénomènes géographiques. Les bâtiments remarquables par leur implantation manifestent une volonté de rompre avec une habitude de s'implanter parallèlement à la rue. Pour dramatiser un tracé de rue en diagonale, certains bâtiments se sont implantés en dents de scie. Ils forment de courtes suites, mais qui ont leur importance, car elles créent un événement visuel remarquable dans un paysage urbain soumis à la rigidité d'une grille de rue orthogonale. Comme cette caractéristique s'ajoute toujours à d'autres "qualités patrimoniales", ces suites portent sur la carte les couleurs-symboles des différents critères de sélection qui les marquent (pl. 83-84).

Le secteur centre-ville est, possède 5 suites de bâtiments remarquables par leur implantation; elles sont réparties sur les rues Sherbrooke et Ontario.

CONCLUSION:

Cette étude a révélé que le patrimoine immobilier du centre-ville est, présente de multiples facettes, à l'image des mutations subies par ce secteur au cours du XIX^e et XX^e siècles. Plusieurs bâtiments possèdent une valeur patrimoniale digne d'un classement, soit à cause de leur ancienneté et/ou l'excellence de leur composition. Ces éléments ont été pointés par l'analyse de la carte sélective des bâtiments à valeur patrimoniale.

Mais par delà l'identification d'éléments ponctuels d'exception, le macro-inventaire vise surtout à pointer des ensembles patrimoniaux suffisamment étendus pour créer un véritable milieu de vie. Or, dans un secteur comme celui-ci, offert depuis plusieurs années à la spéculation, délaissé par une population stable, fragmenté par de nombreuses démolitions, ces ensembles se font très rares.

Néanmoins, l'analyse du macro-inventaire a mis en évidence les ensembles à plus haut potentiel patrimonial. L'ensemble résidentiel de la rue St-Hubert ressort clairement comme étant celui qui témoigne le mieux de l'évolution de l'habitation-type pendant les 3 dernières décennies du XIX^e siècle, d'autant plus que ses bâtiments ont assez bien conservé leur caractère originel. Parmi les ensembles à caractère mixte (résidentiel et institutionnel, résidentiel et commercial), il faut aussi mentionner ceux des rues Sherbrooke et St-Denis et de la rue St-Laurent; ce dernier, moins prestigieux et plus délabré que les précédents, offre tout de même un potentiel patrimonial intéressant car il exerce encore un très fort pouvoir d'attraction.

Mis à part ces quelques ensembles, la majeure partie des bâtiments à plus fort potentiel patrimonial se regroupe en fragiles lanières qui constituent autant de rappels historiques dans un milieu urbain déjà fort érodé.

ANNEXELISTE DES BÂTIMENTS DATES

NOTE: Cette liste n'est évidemment pas exhaustive. Elle a été constituée à la fois pour obtenir des données sur les bâtiments les plus intéressants au plan de l'architecture, mais certains d'entre eux ne constituent que des spécimens de l'habitation-type qui aident ensuite à dater d'autres exemples du même type.

<u>ADRESSE</u>	<u>DATE</u>	<u>ARCHITECTE</u>	<u>SOURCE D'INFORMATION</u>
200, rue Sherbrooke ouest Ancienne Ecole technique	1909-11	Saxe et Archibald	Dossiers de recherche de l'historien Robert Lemire-copie au MAC
82, rue Sherbrooke ouest	1874		Recherche effectuée par la Société St-Jean Baptiste de Montréal (82, rue Sherbrooke ouest)
8, rue Sherbrooke ouest Holy Trinity Church	1864		MAC <u>Dossier de classement sur le monastère du Bon Pasteur, préparé par le Groupe de Recherche dirigé par Mme Phyllis Lambert</u>
8-34, rue Sherbrooke est	1864		"
52 à 102, rue Sherbrooke est, Monastère du Bon Pasteur	1847		"
170, rue Sherbrooke est Maison Buchanan	1847		" plus rôles d'évaluation de la Ville de Montréal
230-360, rue Sherbrooke est, Ancien Mont St-Louis	1888	Zéphirin Resther	MAC <u>Dossier de classement sur le Mont St-Louis, préparé par le Groupe de recherche dirigé par Mme Phyllis Lambert</u>
300, rue Sherbrooke est	1871-75		Rôles d'évaluation
800, rue Sherbrooke est	1885		Rôles d'évaluation

<u>ADRESSE</u>	<u>DATE</u>	<u>ARCHITECTE</u>	<u>SOURCE D'INFORMATION</u>
1179-1185, rue Bleury	1844	James Springale	Archives nationales Greffe S.C. Bagg 26 juin 1844 Marché de construction L. Rupe1, Drake, Gibbon
15-21 Ontario 2000-12 St-Laurent Ancien immeuble Grothé 1907			Rôles d'évaluation de la Ville de Montréal
25, rue Ontario, est	1870	Bourgeau & Leprohon	Archives nationales Greffe F.J. Durand no 2929 9 décembre 1870 B. Dagenais à L. Pépin
305-343, rue Ontario est	1867		Rôles d'évaluation
430, rue Ste-Catherine est Chapelle Notre-Dame de Lourdes	1874	Napoléon Bourassa	Olivier Maurault <u>La paroisse St-Jacques</u>
Monastère des Soeurs de la Miséricorde	1853-55 1860 (aile sud- ouest)		<u>Annuaire Ville-Marie</u> Mtl, Eusèbe Sénécal, 1864
209-11 De La Gauchetière ancien presbytère de l'église presbytérienne	1850		MAC Dossier de classement de l'église de la Mission Chinoise, préparé par Barbara Salomon de Friedberg
205, rue De La Gauchetière ouest, église de la Mission Chinoise Ancienne église presbytérienne	1834	James O'Donnell	MAC Dossier de classement sur l'église de la Mission Chinoise, préparé par B.S. de Friedberg
432-444, De La Gauchetière est	1860-62		Rôles d'évaluation
520-530, De La Gauchetière	1871		" "
429, rue Viger	1867	Gauthier et Daoust	Copie des plans et dessins Fonds Massicotte Bibliothèque Nationale

<u>ADRESSE</u>	<u>DATE</u>	<u>ARCHITECTE</u>	<u>SOURCE D'INFORMATION</u>
1006-06, rue St-Laurent	1889		Pierre de date
978-984, rue St-Laurent	1889		Pierre de date
2216, rue St-Laurent	1906	Omer Marchand	MAC Dossier de classement du Monastère du Bon Pasteur, préparé par le groupe de recherche de Phyllis Lambert
2115, rue St-Laurent	1894	A. Dunlop	Dossiers de recherche de l'historien Robert Lemire copie au MAC
2000-12, rue St-Laurent Ancien immeuble Grothé	1907		Rôles d'évaluation de la Ville de Montréal
66-82, rue St-Laurent	1893-94	Perreault, Ménard & Venne	MAC Dossier de classement du Monument National
1072-74, rue St-Dominique	vers 1850 (?)		Rôles d'évaluation
101-105, rue Charlotte	vers 1850 (?)		Rôles d'évaluation
973-1010, Hôtel de Ville	1885-90		Rôles d'évaluation
1700, rue St-Denis Bibliothèque St-Sulpice (Bibliothèque Nationale)	1914	Eugène Payette	Laferrière, Philippe Les origines de la Bibliothèque St-Sulpice <u>Revue d'histoire de l'Amérique française</u> Livre 0111, 27 avril 1966
1420-50, rue St-Denis	1903		Olivier Maurault l'Université de Montréal <u>Cahiers des Dion, #17, 1959</u>
1010, rue St-Denis Eglise St-Sauveur	1865		Centre de documentation de Phyllis Lambert 415, rue Bonsecours
1029, rue St-Denis	1858-60		Rôles d'évaluation

ANNEXE - suite

<u>ADRESSE</u>	<u>DATE</u>	<u>ARCHITECTE</u>	<u>SOURCE D'INFORMATION</u>
1037, rue St-Denis	1865		Rôles d'évaluation
2094-98, rue St-Hubert	1887		Rôles d'évaluation
2047, rue St-Hubert	1888-89		Rôles d'évaluation
2011-19, rue St-Hubert	1888		Archives de la Ville de Montréal Dossier historique du quartier St-Jacques
1797, rue St-Hubert	1875		Rôles d'évaluation
1756-62, rue St-Hubert	1872		" "
1771-77, rue St-Hubert	1881-85		" "
1765, rue St-Hubert	1874-77		" "
1734-36, rue St-Hubert	1876-79		" "
1592-1600, rue St-Hubert	1874		" "
1098, rue St-Hubert	1860		" "
1013-17, rue St-Hubert	1877	Poitras & Martin	Archives nationales Greffes J.E.H. Lesage #197, 10 juillet 1877 marché de construction
2052-2114, rue St-André	1873-75	Michel Laurent (?)	Rôles d'évaluation
1710, rue Ste-Catherine	1875	Joseph Mercier (?)	Archives nationales Greffes F.J. Durand 20 avril 1875 Vente Corriveau à Mercier Greffes H.A. Brault #1941, 4 janvier 1877 Vente
Bains Généreux rue Amherst	1930		<u>Découvrir Montréal</u>
1007-09, rue Côté Ancienne British and American School	1826		MAC Dossier de classement sur l'église de la Mission Chinoise, préparé par B.S. de Friedberg

- 2 -

- [REDACTED]
 [REDACTED]
 [REDACTED]
 [REDACTED]
 [REDACTED]
 - [REDACTED]
 [REDACTED]
 - [REDACTED]
 - [REDACTED]
 - [REDACTED]
 - [REDACTED]
 - [REDACTED]

A.V.M. (Archives de la ville de Montréal)

- Rôles d'évaluation
- Dossiers historiques:
 - Quartier St-Jacques
 - Quartier St-Louis
 - Quartier St-Laurent

MAC (Inventaire des biens culturels)

- Dossier de classement du Monastère du Bon Pasteur, préparé sous la direction de Phyllis Lambert - 1978
- Dossier de classement du Mont St-Louis, préparé sous la direction de Phyllis Lambert
- Dossier de classement sur l'Eglise catholique de la Mission Chinoise, préparé par Barabara Salomon de Friedberg - 1976

PUBLICATIONS

GOAD, Charles Edward

Atlas of the City of Montreal from Special Survey and Official plans showing all buildings and names of owners by Charles E. Goad

Montreal, Goad, 1881-1890

PINSONNAULT, A. R.

Atlas of the Island and City of Montreal and Ile Bizard,
 The Atlas publishing Co., s.d.

HOPKINS, Henry Whitner (ed.)

Atlas of the City and Island of Montreal including the County of Jacques Cartier and Hochelaga. From actual surveys based upon the cadastral plans deposited in the Office of the Department of Crown Lands by and under the Supervision of H. W. Hopkins.

N.p., provincial Surveying and Publishing Co. 1879

MAURAUULT, Olivier

Saint-Jacques de Montréal. L'église, la paroisse
Montréal, Olivier Maurault, 1923

PERIODIQUES

Fabre-Surveyor, E.

"La rue St-Hubert à la fin du siècle dernier"
L'Oeil, 15 avril 1948, p. 7-8

Fabre-Surveyor, E.

"La rue Berri de ma jeunesse"
L'Oeil, 15 mai 1948, p.12-13

Fabre-Surveyor, E.

"L'Université Laval de Montréal, sa faculté de droit"
L'Oeil, 15 février 1948, p.7-8

Fabre-Surveyor, E.

"La rue St-Denis, de Craig à Dorchester"
L'Oeil, 15 octobre 1948, p.7-8

Fabre-Surveyor, E.

"La rue Ste-Catherine, de Dorchester à Ste-Catherine"
L'Oeil, 15 décembre 1948, p.7-8

Fabre-Surveyor, E.

"La rue St-Denis, de Mignonne à Sherbrooke"
L'Oeil, 15 mars 1949, p. 7-8

Fabre-Surveyer, E

"Autour du Carré Viger"
L'Oeil, décembre 1949, p. 15-16

Massicotte, E.Z.

"Une terre historique du Vieux-Montréal: Près-de-ville"
Bulletin des recherches historiques, mai 1925, p. 148-153

Massicotte, E.X.

"La côte ou le Coteau Barron à Montréal",
Bulletin des Recherches historiques, #XLIXI (Janvier 1943)

Maurault, Olivier

"L'Université de Montréal"
Le cahier des Dix, #17, Montréal 1952, p. 1 à 49

"L'incendie du 8 juillet 1852"
 dans Revue d'histoire de l'Amérique française, Livre XVII

"Grand incendie de 1852"
 dans Bulletin des recherches historiques, Volume XXIX, p. 211

"L'Université à Montréal"
 dans Opinion publique, Vol. 9, no. 2, 1878, p.17

"Widening of St-Lawrence Street"
 dans Dominion Illustrated, Vol. 3, no. 63, 14 sept. 1889, p. 166

JOURNAUX

Daveluy, M-C,

"La rue St-Hubert"
 dans Le Devoir, 10 mars 1928

Trépanier, Léon

"La rue Dorchester dans l'histoire de Montréal"
 dans La Patrie, 5 avril 1953

"Souvenirs se rattachant à la vieille Ecole St-Laurent"
 dans La Presse, 30 mai 1931

"Tableau de l'incendie du 8 juillet 1852, à Montréal".
 dans La Minerve, 15 juillet 1852

- 45- 312-16 rue Ontario
- 46- 2112-2116 rue St-Laurent
- 47- 1810-16 est, rue Ste-Catherine
- 48- Commerces intégrés, rue St-Laurent
- 49- Eglise St-Sauveur, 1010 rue St-Denis
- 50- Eglise Holy Trinity, 8 ouest, rue Sherbrooke
- 51- Monastère du Bon Pasteur, 60-68 est, rue Sherbrooke
- 52- Monastère des Soeurs de la Miséricorde, 850-90 est, rue Dorchester
- 53- Ancien Collège du Mont-St-Louis, 230-60 est, rue Sherbrooke
- 54- Ancienne Ecole polytechnique, 1420-50 rue St-Denis
- 55- Ancienne Ecole des Hautes Etudes commerciales, 535 rue Viger
- 56- Ancienne bibliothèque St-Sulpice, 1700 ouest, rue Sherbrooke St-Denis
- 57- Ancienne Ecole technique, 200 ouest, rue Sherbrooke
- 58- Banque Toronto-Dominion, 1401 rue Bleury
- 59- Banque d'Epargne, 936 est, rue Ste-Catherine
- 60- Edifice Labelle, 205-209 ouest, rue Ste-Catherine
- 61- 180 est, rue Ste-Catherine
- 62- 926 est, rue Ste-Catherine
- 63- 77-88 rue Vitré
- 64- Ancienne manufacture Grothé, angle St-Laurent et Ontario
- 65- Brasserie Eker, 2115 St-Laurent
- 66- 1120-30 rue Jeanne-Mance
- 67- 1066 rue St-Dominique
- 68- 1057-75 rue Berri
- 69- 1044-48 rue St-Denis
- 70- 1238-44 rue St-Denis
- 71- 1732 rue St-Denis
- 72- 161 est, rue Ste-Catherine
- 73- 1197-1209 De Bullion
- 74- 1000 est, rue Lagauchetière
- 75- Chapelle Notre-Dame de Lourdes, 430 est, rue Ste-Catherine
- 76- 1020 rue St-Denis
- 77- 77 est, rue Ste-Catherine
- 78- Angle nord-est de St-Denis et Lagauchetière
- 79- 318-330 est, rue Sherbrooke
- 80- 1235-39 rue Ste-Elisabeth
- 81- 972-84 rue St-Laurent
- 82- 1075-1079 rue Clark
- 83- 8-34 est, rue Sherbrooke
- 84- 526-558 rue Ontario

LISTE DES ILLUSTRATIONS

- 1- Plan de Montréal (1801) - Louis Charland
- 2- Plan de Montréal (1825) - John Adams
- 3- Plan de Montréal (1848) - J. Cane
- 4- Carte du secteur incendié en 1852, d'après la Minerve,
15 juillet 1852
- 5- Plan de Montréal (1872) - Plumkett et Brady
- 6- Extrait de l'Atlas d'assurances Pinsonneault (1907)
- 7- 1072-74 St-Dominique
- 8- 101-105 Charlotte
- 9- Montréal, vue de l'église Notre-Dame
- 10- Montréal (rues Côté et St-Urbain) en 1873
- 11- 158-174 rue Ste-Catherine
- 12- 1086-90 rue Jeanne-Mance
- 13- 1175-81 Bleury
- 14- 1019-1037 St-Denis
- 15- 432-44 Lagauchetière
- 16- 305-343 est, rue Ontario
- 17- 2085-2109 St-Urbain
- 18- 1037 rue Bleury
- 19- 96 ouest, Lagauchetière
- 20- La British and Canadian School en 1839, telle qu'illustrée dans
Hochelaga Depicta
- 21- L'ancienne British and Canadian School au 1007-09 rue Côté
- 22- Maison Buchanan, 170ouest, rue Sherbrooke
- 23- Maison Masson, 1098 St-Hubert
- 24- Maison Jodoin, 520-30 est, Lagauchetière
- 25- 438 est, rue Sherbrooke
- 26- Coupe d'un toit mansard, décennie 1870
(projet de modification du toit de l'Institut des Sourdes et
Muettes, rue St-Denis, en 1879)
- 27- Vue intérieure du toit mansard de l'Institut des Sourdes et
Muettes (1879)
- 28- 96 est, rue Sherbrooke
- 29- 300 est, rue Sherbrooke
- 30- 1001 rue St-Hubert
- 31- 526 rue Ontario
- 32- 1756-58 St-Hubert
- 33- 2052-2100 rue St-André
- 34- 2084-2086 St-André
- 35- 2017-19 St-André
- 36- 1182-90 St-Hubert
- 37- 1612-18 rue Amherst
- 38- 1252-72 rue Amherst
- 39- 25 est, rue Ontario
- 40- 1001-1007 rue Ontario
- 41- 1277-87 rue St-Timothée
- 42- 2054-64 rue St-Christophe
- 43- 902-06 rue Dorchester
- 44- 524-32 rue Sherbrooke

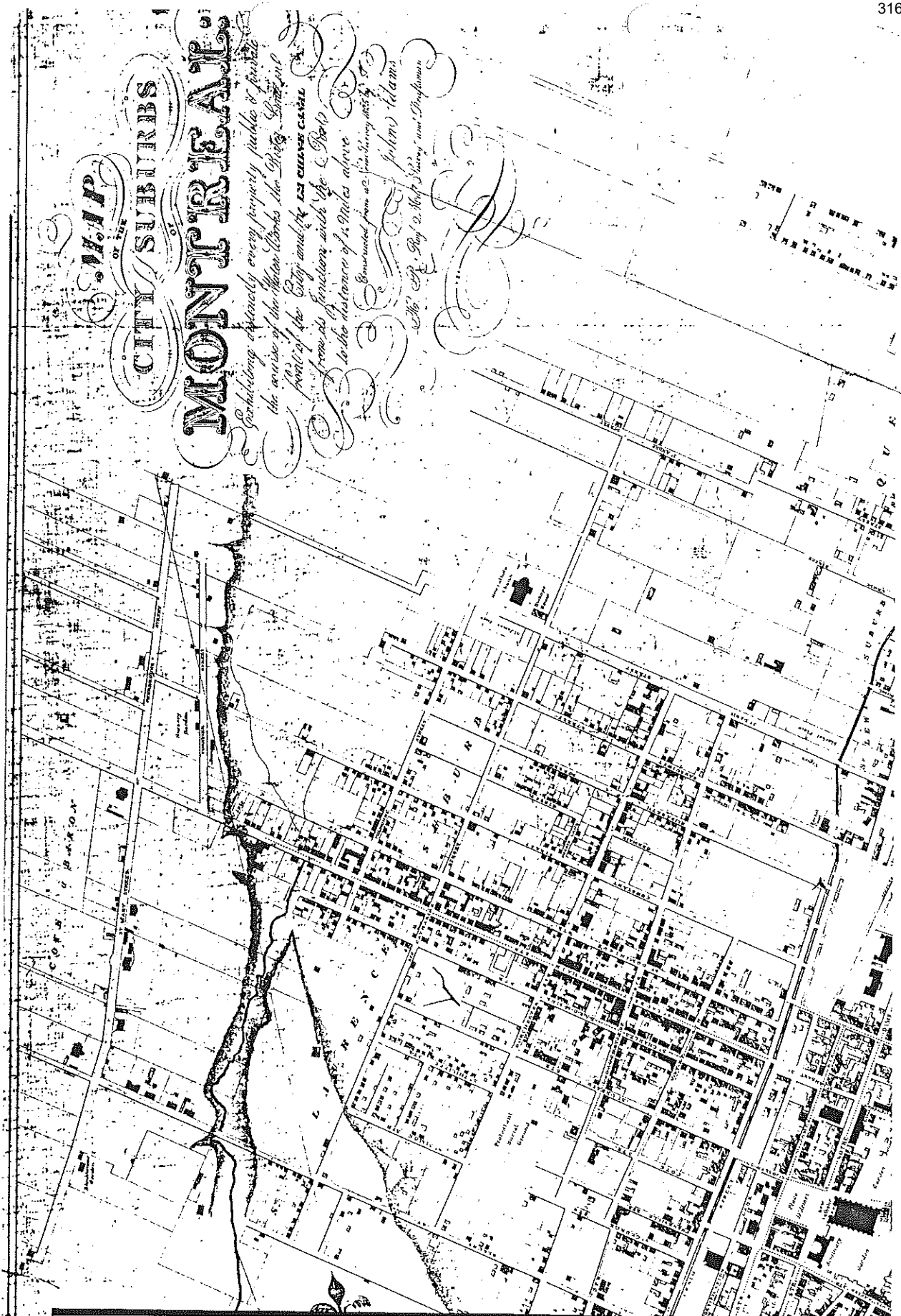


PLANCHE 2 - Le "centre-ville est" en 1825 - Plan de Montréal réalisé en 1825 par John Adams.



PLANCHE 3 - Le "centre-ville est" en 1848 - Plan de Montréal réalisé en 1848 par J. Cane.

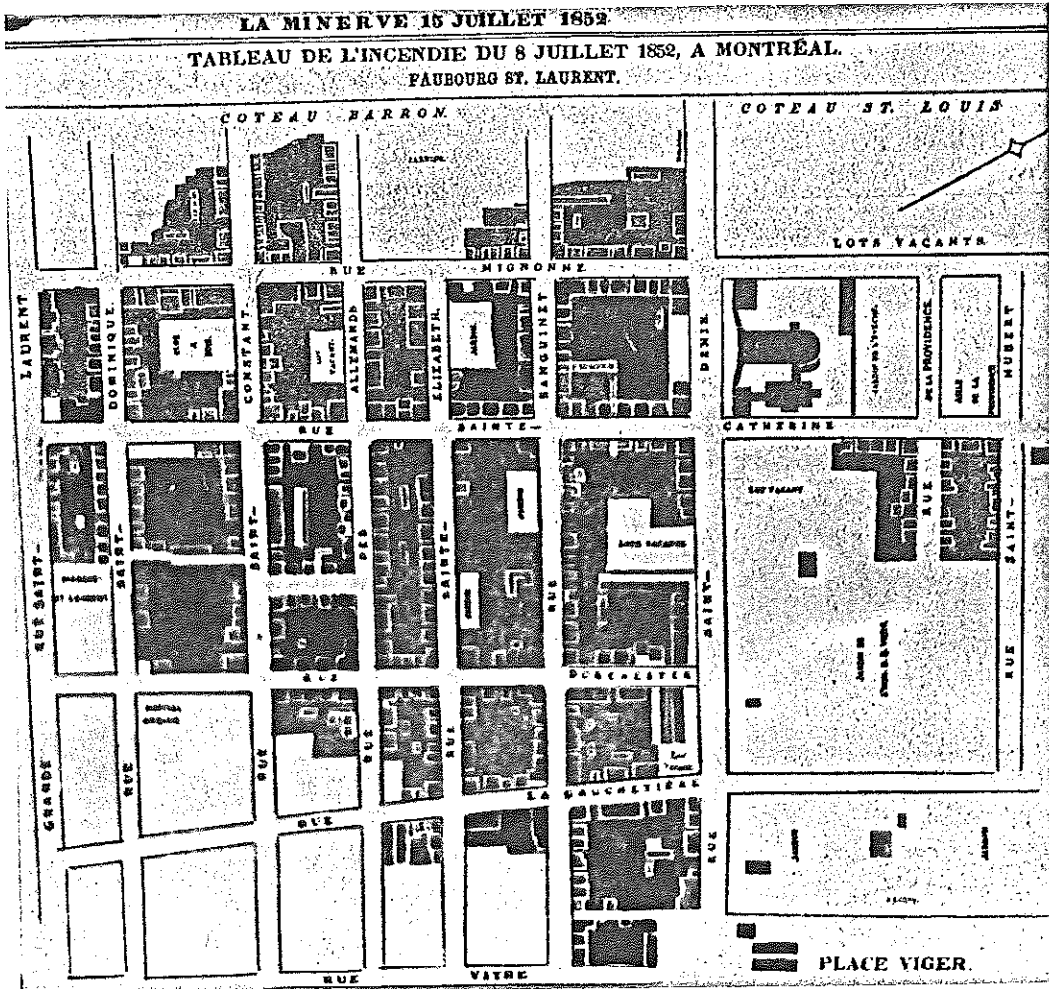


PLANCHE 4 - Tableau des bâtiments touchés par l'incendie du 8 juillet 1852, paru dans La Minerve, le 15 juillet 1852.

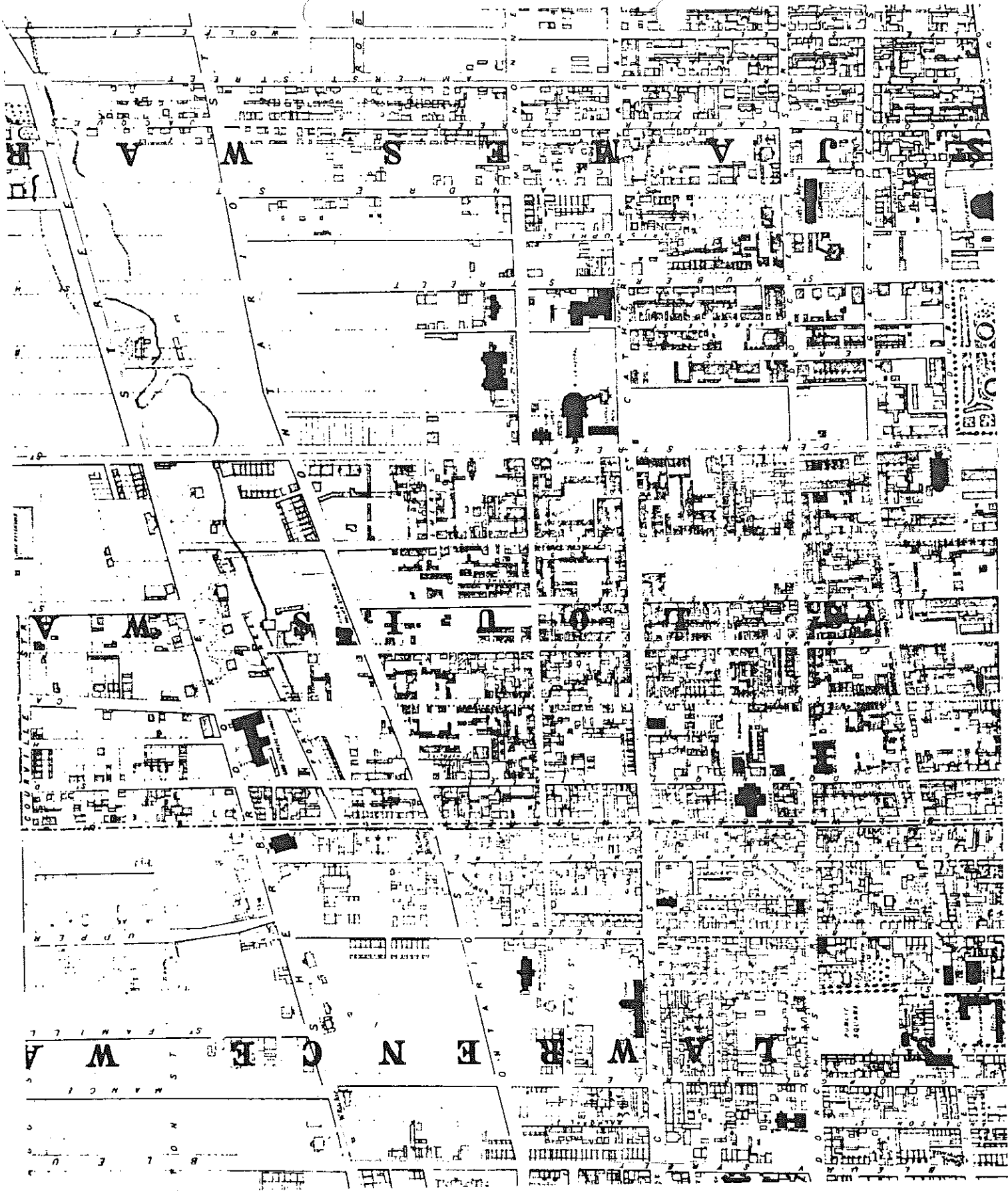


PLANCHE 5 - Le "centre-ville est" en 1872 - Plan de Montréal réalisé par Plunkett et Brady.

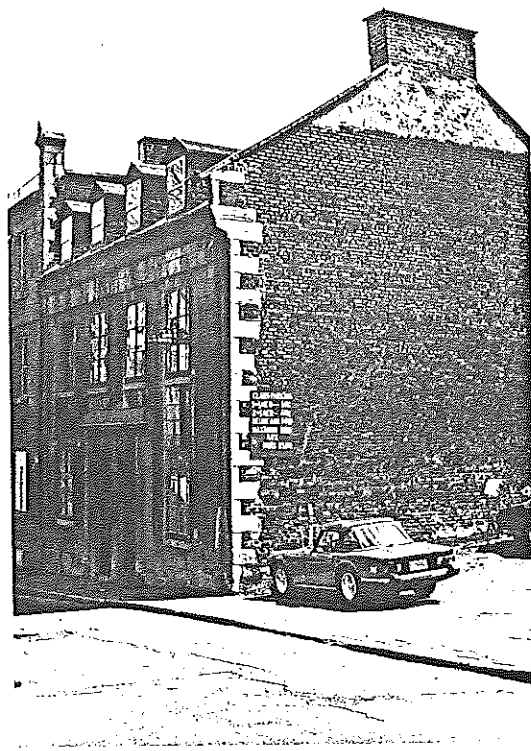


PLANCHE 7 - 1072-74, rue St-Dominique

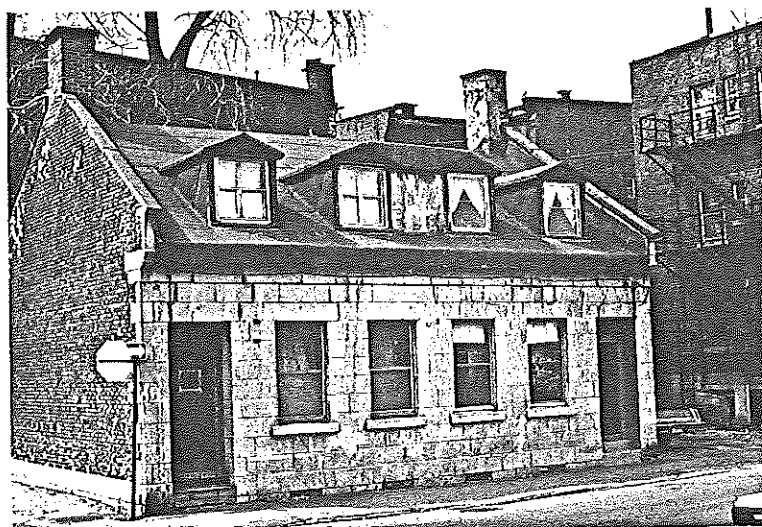


PLANCHE 8 - 101-105, rue Charlotte

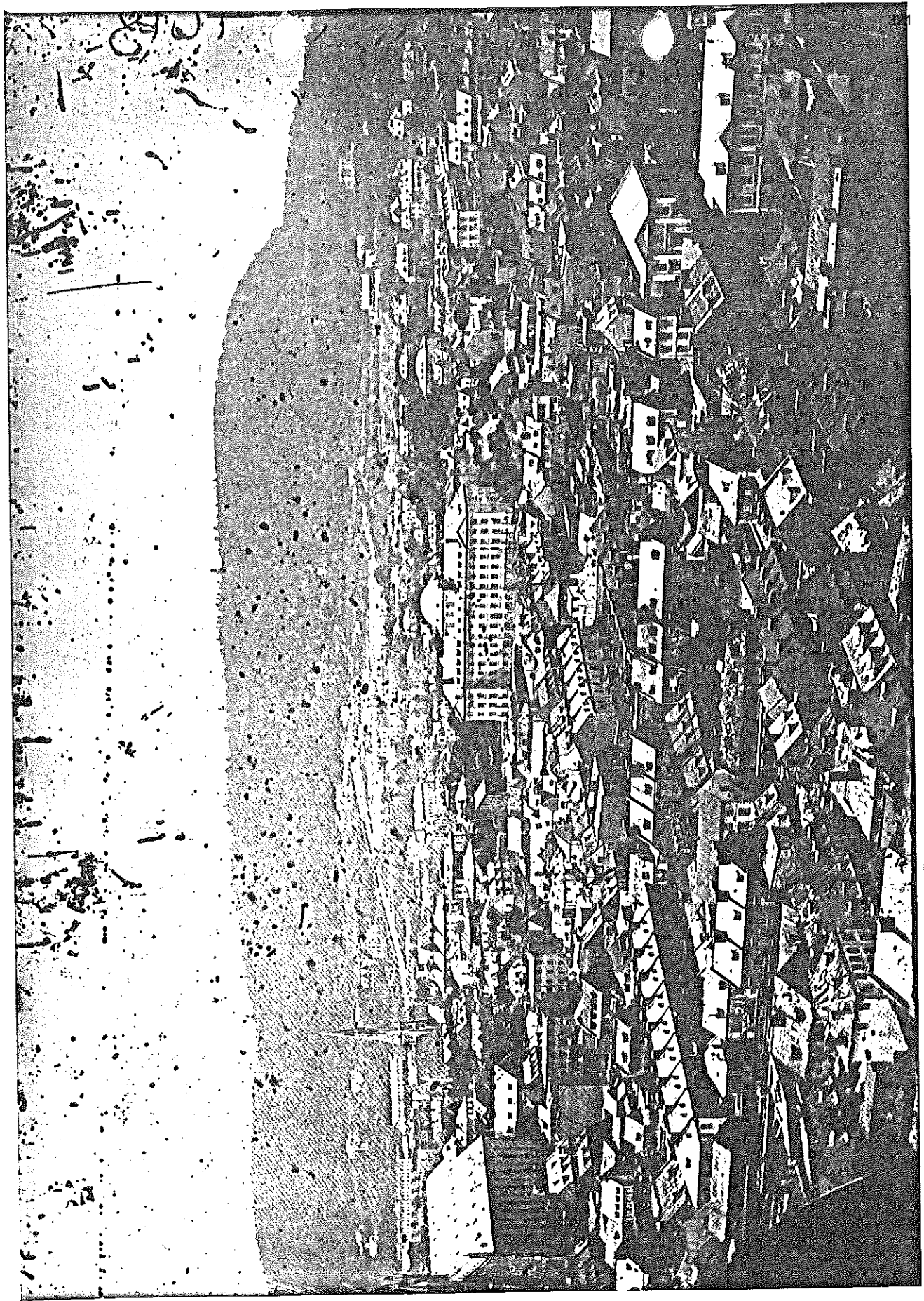


PLANCHE 9 - Vue de la portion sud-ouest du secteur d'analyse en 1863

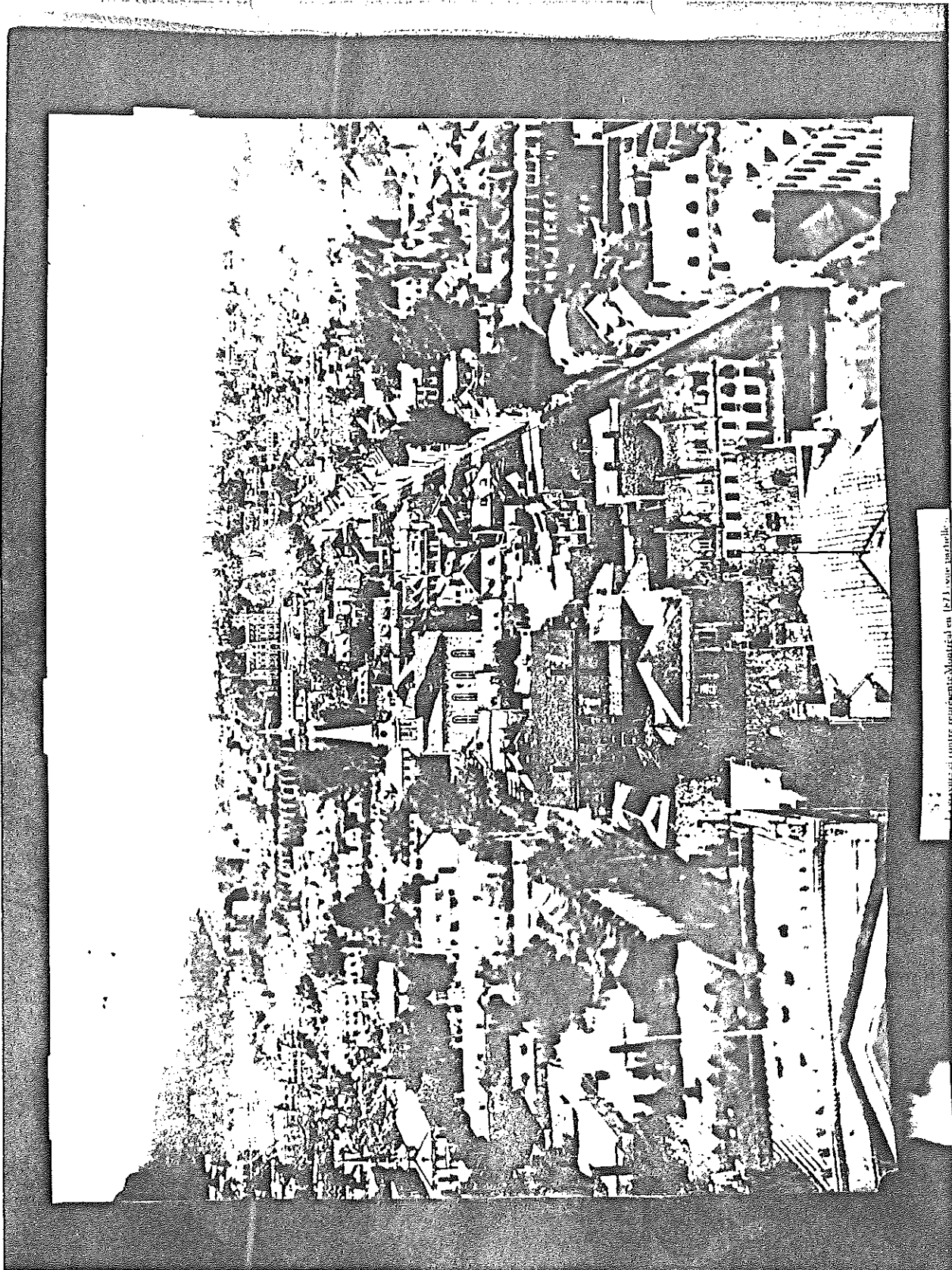


PLANCHE 10 - Vue d'une portion du secteur d'analyse en 1873 (principalement rues Côté et St-Urbain, vue vers le nord).



PLANCHE 11 - 158-174, rue Ste-Catherine ouest

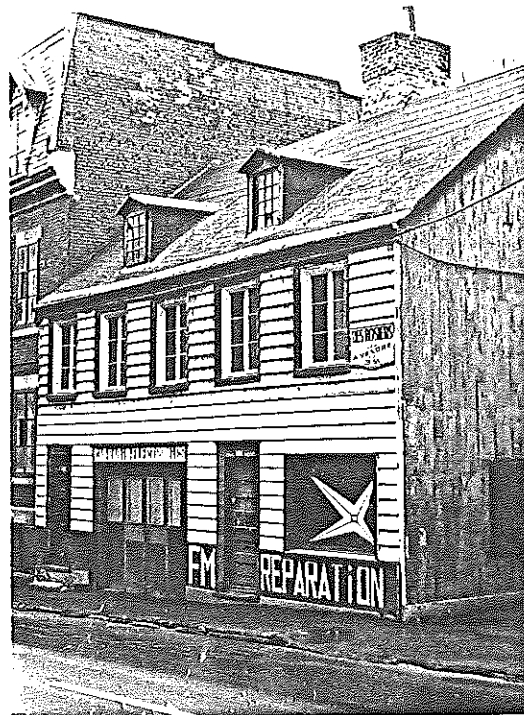


PLANCHE 12 - 1086-90, rue Jeanne-Mance



PLANCHE 13 - 1175-81, rue Bleury



PLANCHE 14 - 1019-1037, rue St-Denis

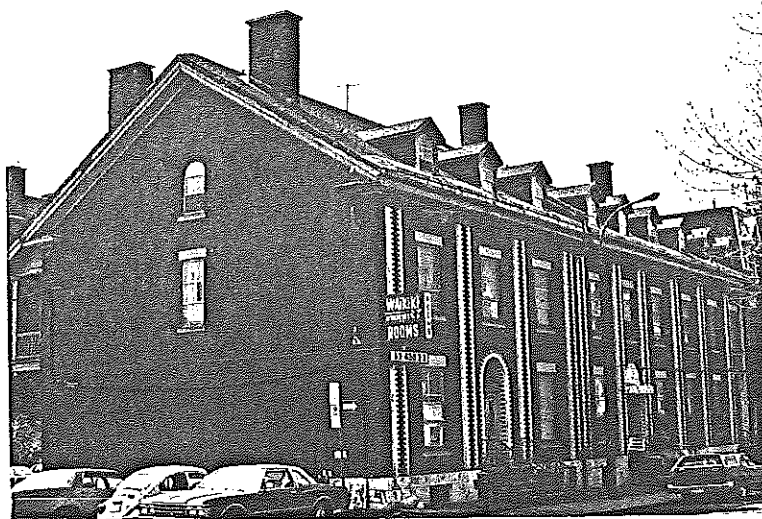


PLANCHE 15 - 432-444, rue De LaGauchetière

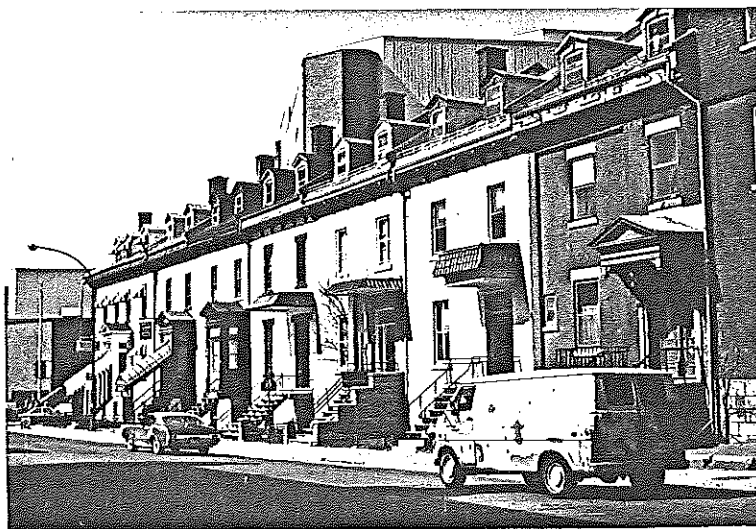


PLANCHE 16 - 305-343, rue Ontario est

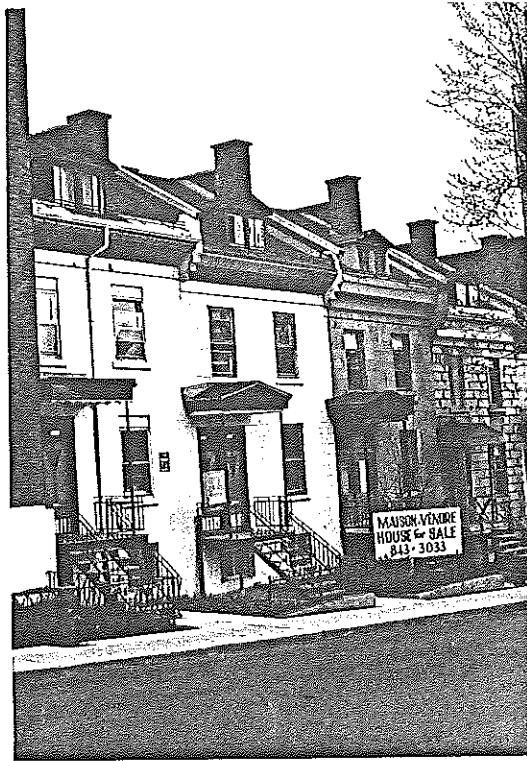


PLANCHE 17 - 2085-2109, rue St-Urbain

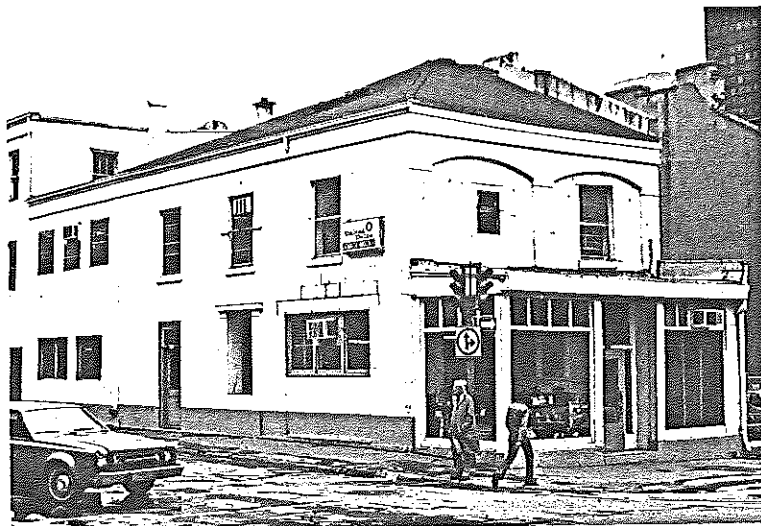


PLANCHE 18 - 1037, rue Bleury



PLANCHE 19 - 96, rue De Lagauchetière ouest

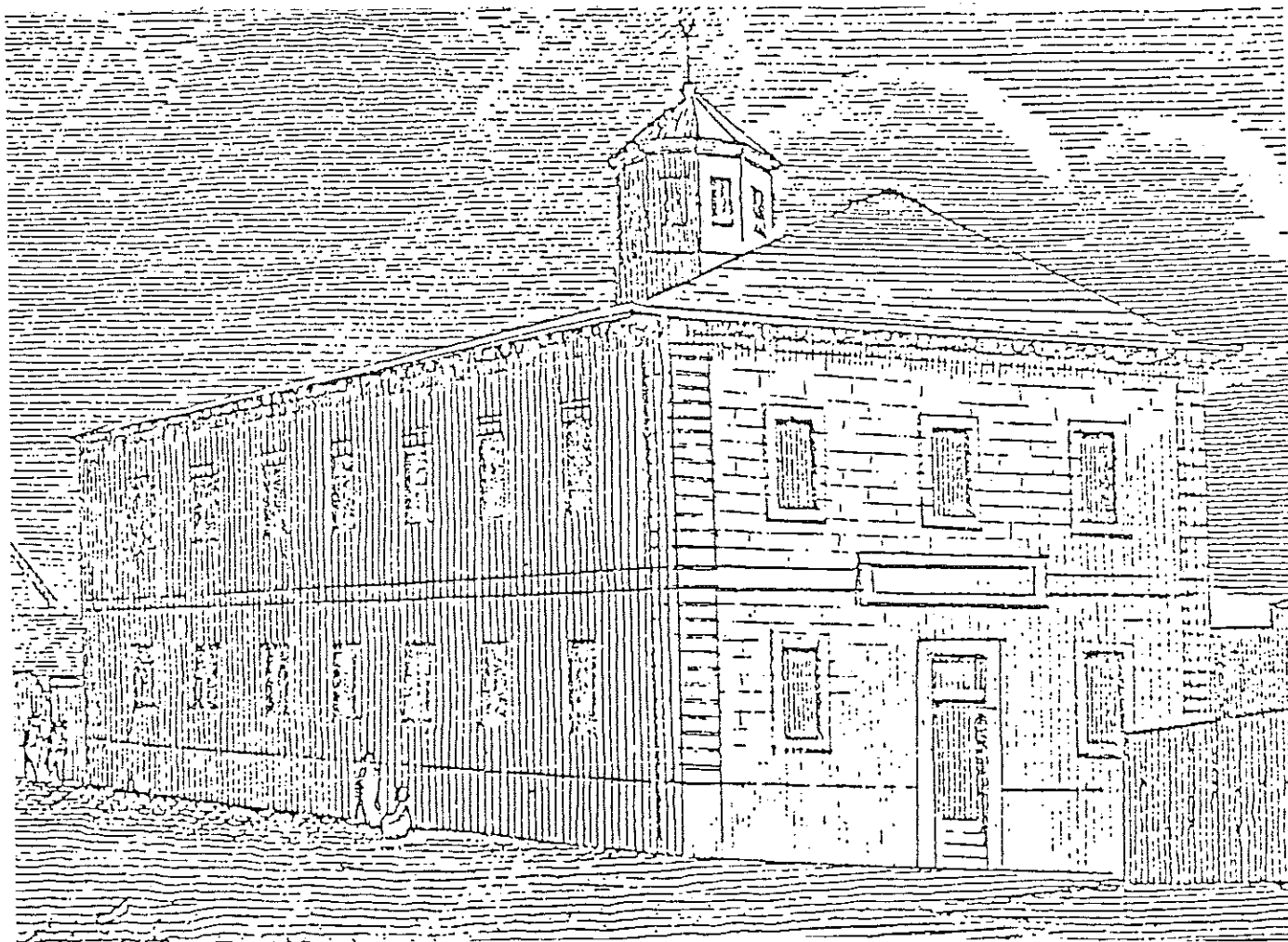


PLANCHE 20 - La British and Canadian School, vue de 1839, tirée de Hochelaga Depicta



PLANCHE 21 - L'ancien édifice de la British and Canadian School. Aujourd'hui, une fabrique de nouilles, 1007-09, rue Côté.



PLANCHE 22 - Maison Buchanan, 170, rue Sherbrooke ouest

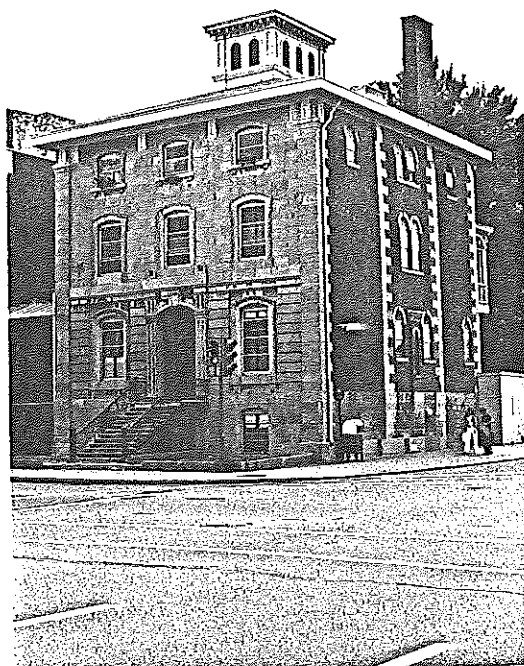


PLANCHE 23 - Maison Masson, 1098, rue St-Hubert

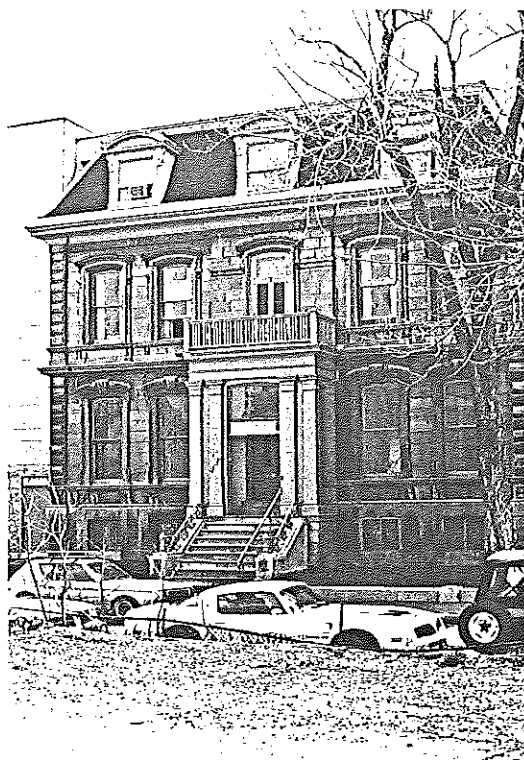


PLANCHE 24 - Maison Jodoin, 520-30, rue De Lauchetière

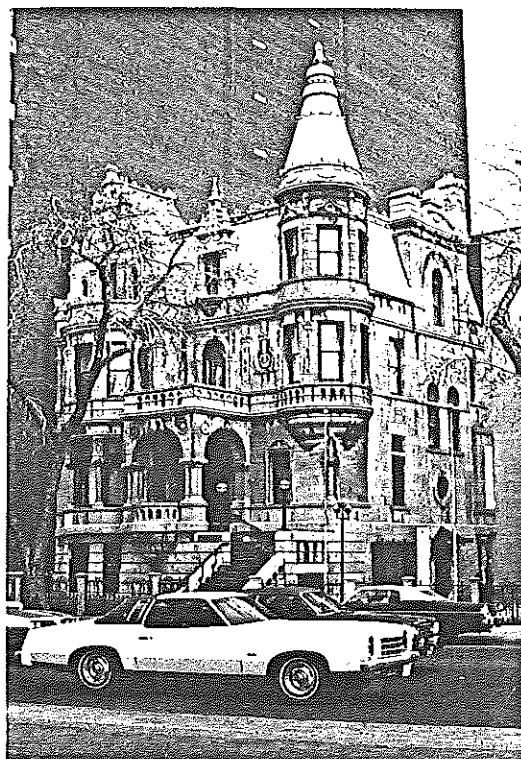


PLANCHE 25 - 430, rue Sherbrooke est

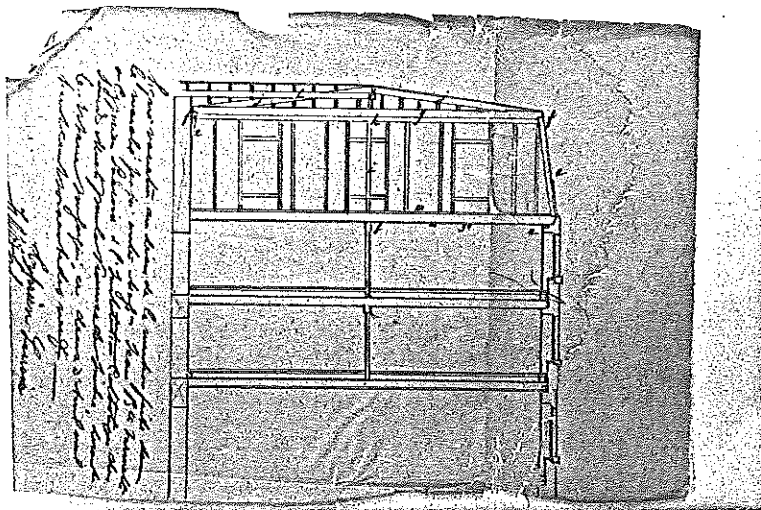


PLANCHE 26 - Coupe d'un toit mansard, décennie 1870
 (projet de modification du toit de l'Institut
 des Sourdes et Muettes, rue St-Denis, en 1879)

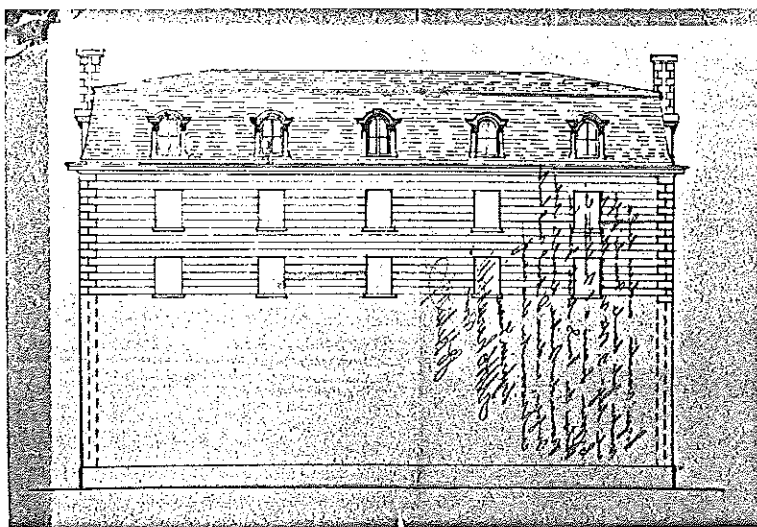


PLANCHE 27 - Vue extérieure de l'élévation principale de
 l'Institut des Sourdes et Muettes (1879)



PLANCHE 28 - 96, rue Sherbrooke est

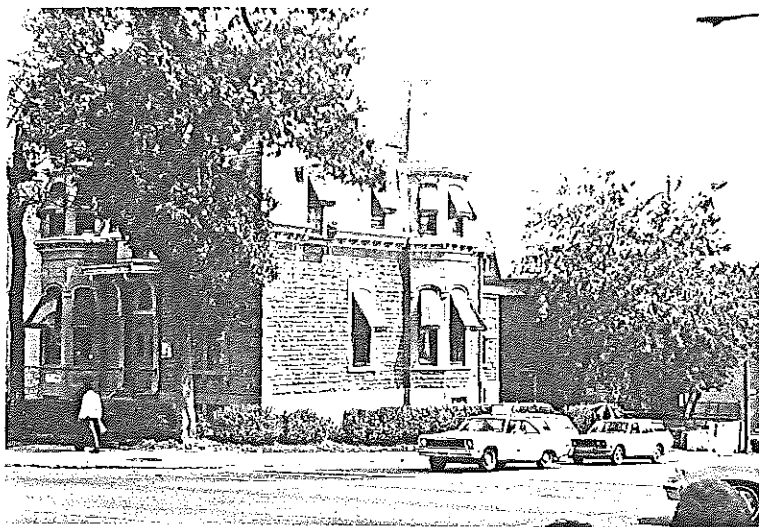


PLANCHE 29 - 300, rue Sherbrooke est



PLANCHE 30 - 1001, rue St-Hubert



PLANCHE 31 - 526, rue Ontario est



PLANCHE 32 - Unité "standard" de l'habitation-type
1756-58, rue St-Hubert



PLANCHE 33 - 2052-2100, rue St-André



PLANCHE 34 - 2084-2086, rue St-André



PLANCHE 35 - 2017-19, rue St-André

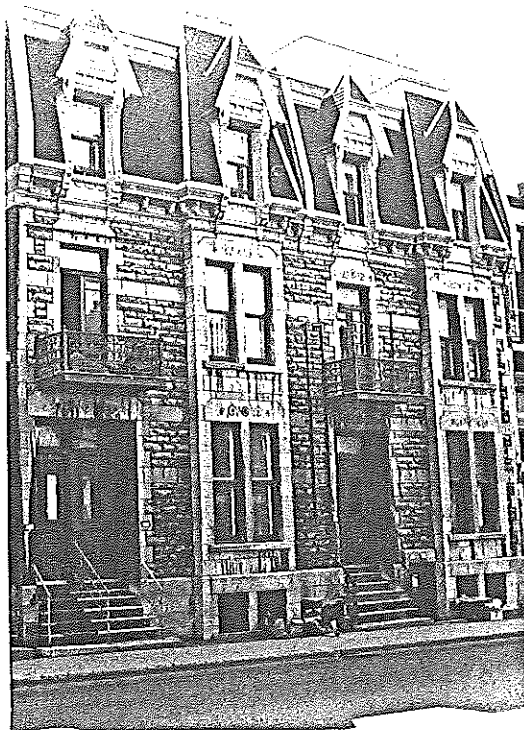


PLANCHE 36 - 1182-90, rue St-Hubert

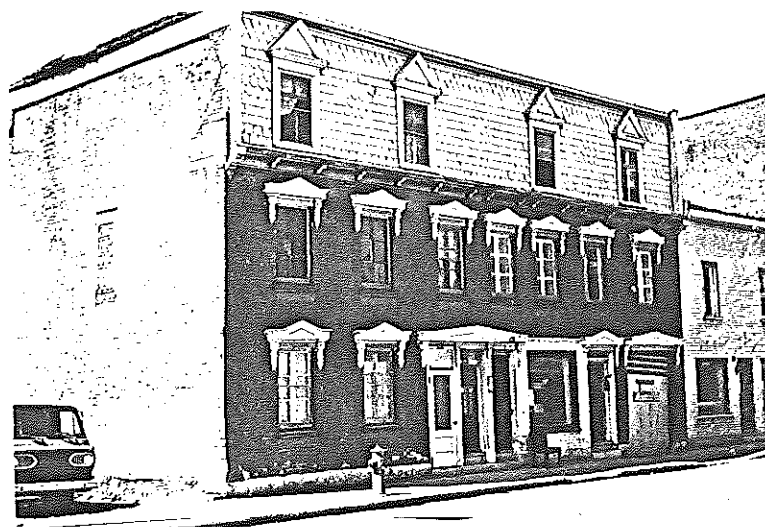


PLANCHE 37 - 1612-18, rue St-Hubert



PLANCHE 38 - 1252-1272, rue Amherst



PLANCHE 39 - 25, rue Ontario est



PLANCHE 40 - 1001-1007, rue Ontario



PLANCHE 41 - 1277-87, rue St-Thimothé

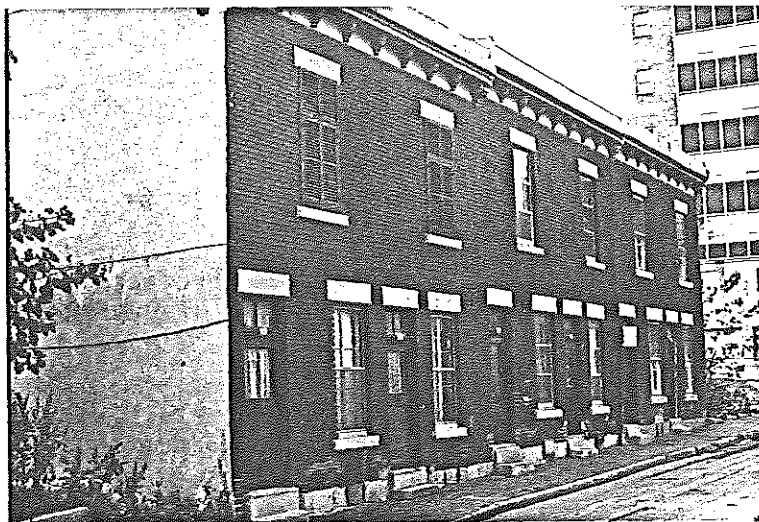


PLANCHE 42 - 2054-64, rue St-Christophe

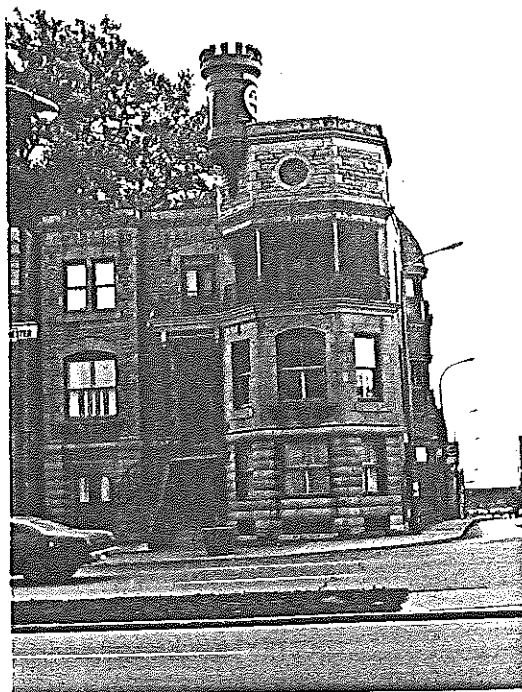


PLANCHE 43 - 902-906, rue Dorchester



PLANCHE 44 - 524-32, rue Sherbrooke



PLANCHE 45 - 312-16, rue Ontario



PLANCHE 46 - 2112-2116, rue St-Laurent



PLANCHE 47 - 1810-16, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 48 - Commerces intégrés, rue St-Laurent



PLANCHE 49 - Eglise St-Sauveur
1010, rue St-Denis

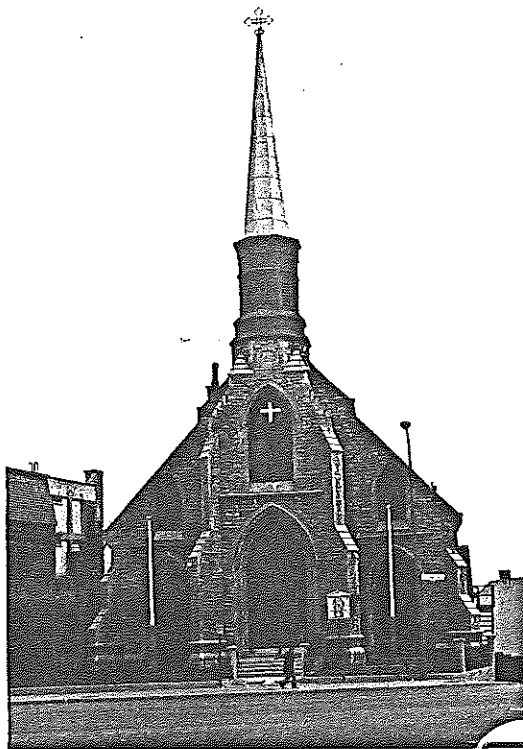


PLANCHE 50 - Eglise Holy Trinity
8, rue Sherbrooke ouest

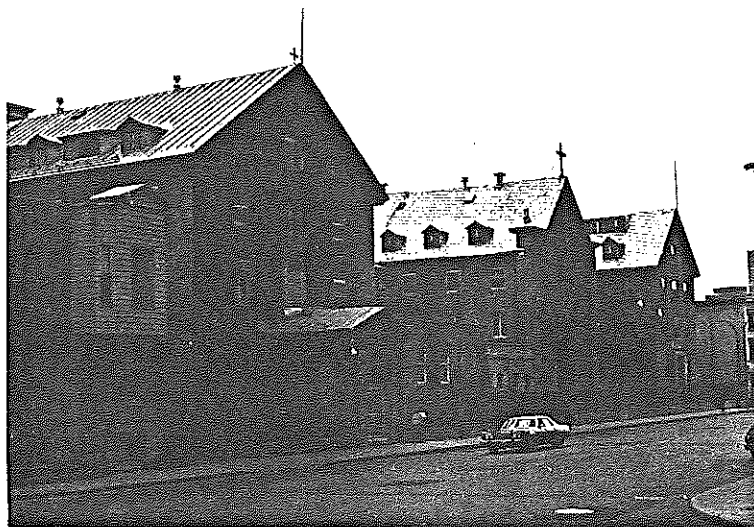


PLANCHE 51 - Monastère du Bon Pasteur
60-68, rue Sherbrooke est

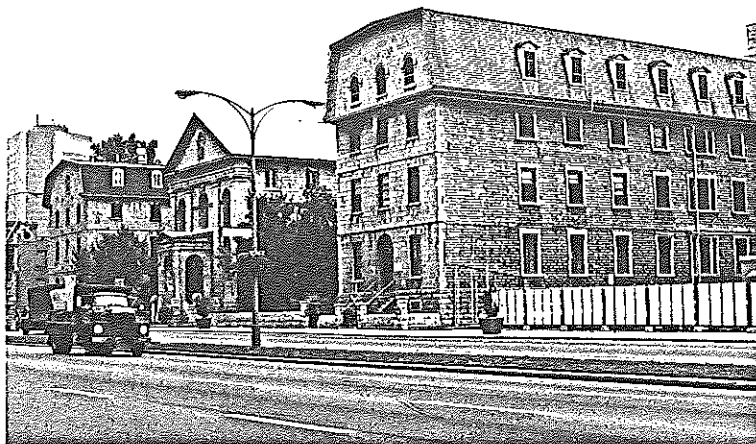


PLANCHE 52 - Monastère des Soeurs de la Miséricorde
850-890, rue Dorchester est



PLANCHE 53 - Ancien collège du Mont St-Louis
230-60, rue Sherbrooke est



PLANCHE 54 - Ancienne école polytechnique
1420-50, rue St-Denis

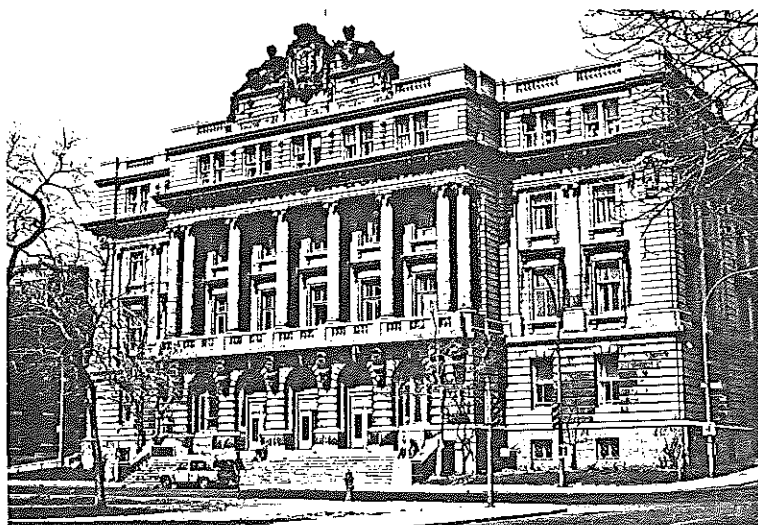


PLANCHE 55 - Ancienne école des Hautes Etudes commerciales
535, rue Viger

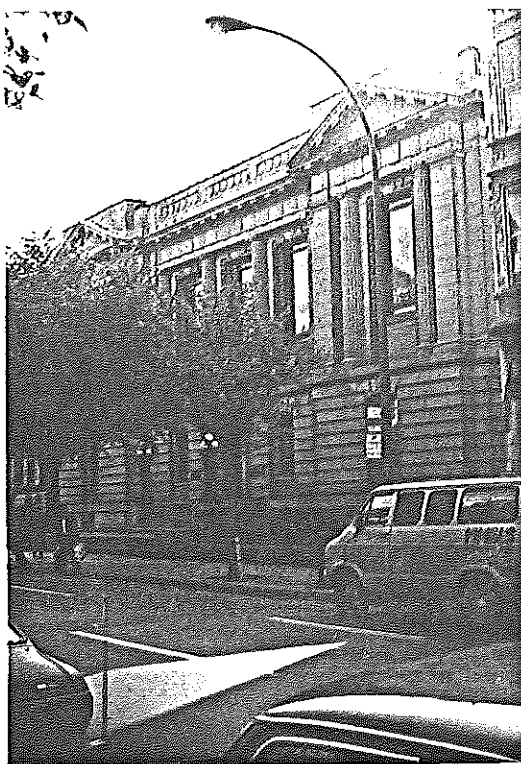


PLANCHE 56 - Ancienne Bibliothèque
St-Sulpice, 1700, rue St-Denis

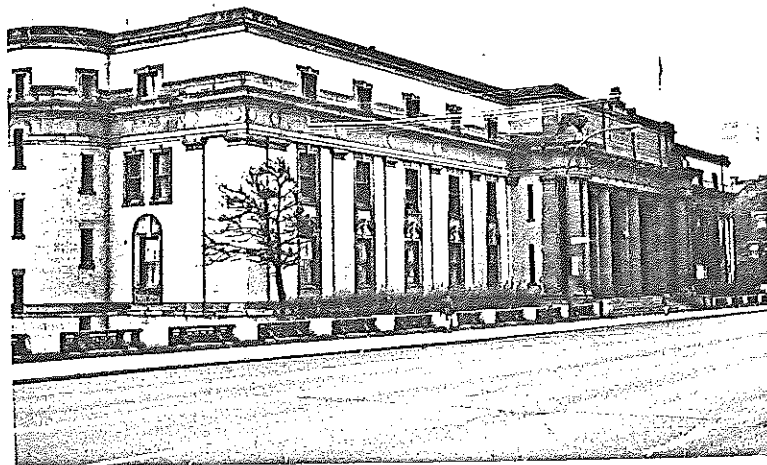


PLANCHE 57 - Ancienne Ecole Technique
200, rue Sherbrooke ouest

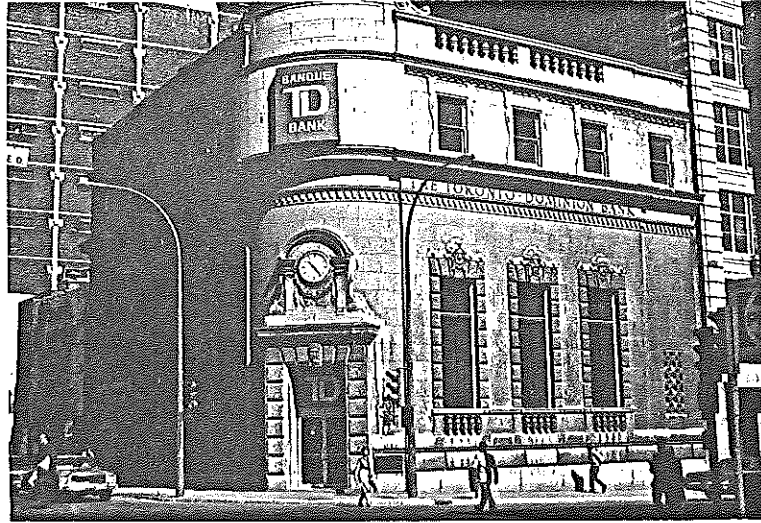


PLANCHE 58 - Banque Toronto - Dominion
1401, rue Bleury

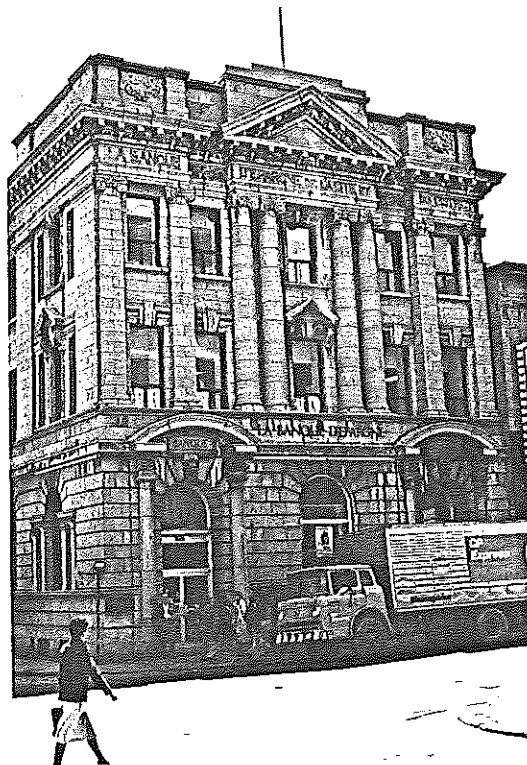


PLANCHE 59 - Banque d'Epargne
936, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 60 - Edifice Labelle
205-209, rue Ste-Catherine ouest



PLANCHE 61 - 180, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 62 - 926, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 63 - 77-88, rue Vitré



PLANCHE 64 - Ancienne manufacture Grothé
angle St-Laurent et Ontario

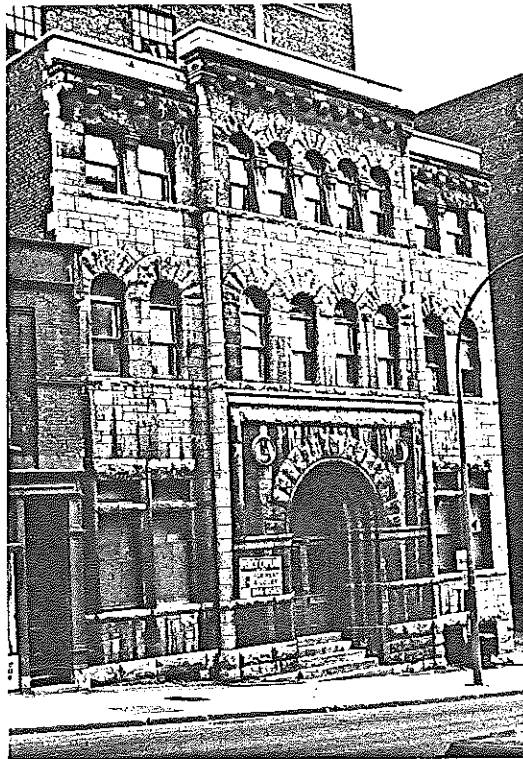


PLANCHE 65- Ancienne brasserie Eker
2115, rue St-Laurent

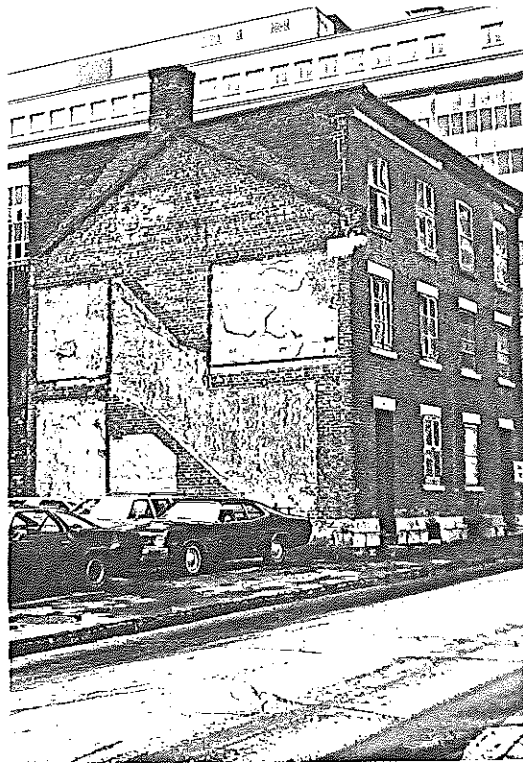


PLANCHE 66 - 1120-30, rue Jeanne-Mance

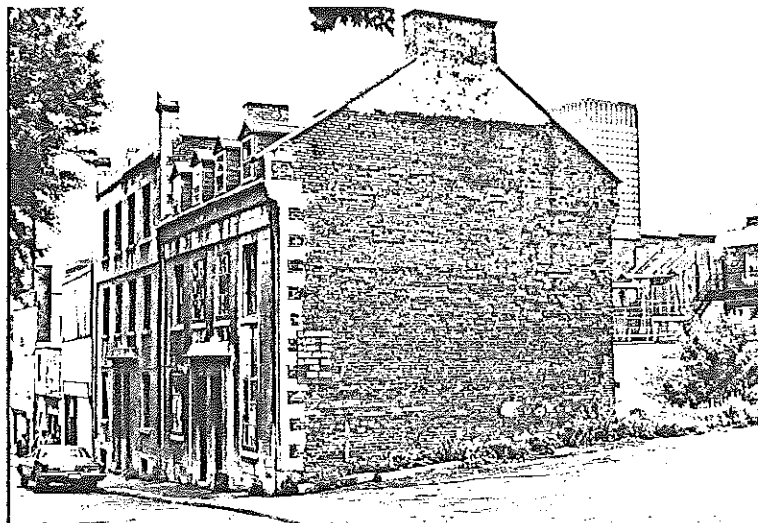


PLANCHE 67 - 1066, rue St-Dominique

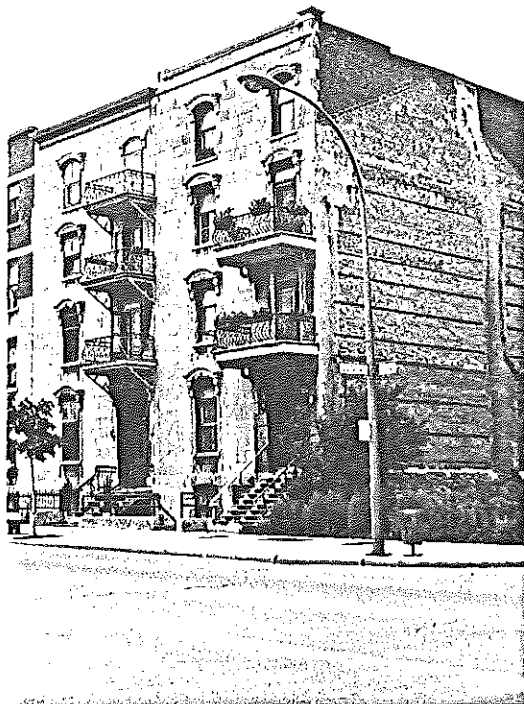


PLANCHE 68 - 1057-75, rue Berri

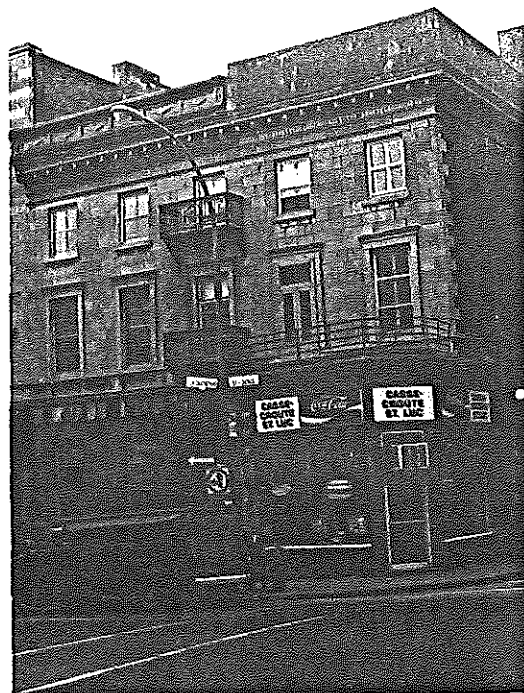


PLANCHE 69 - 1044-48, rue St-Denis

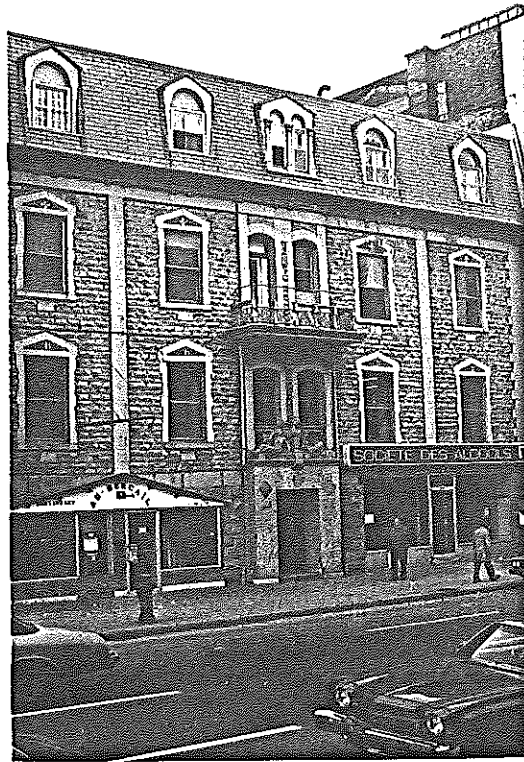


PLANCHE 70 - 1238-46, rue St-Denis

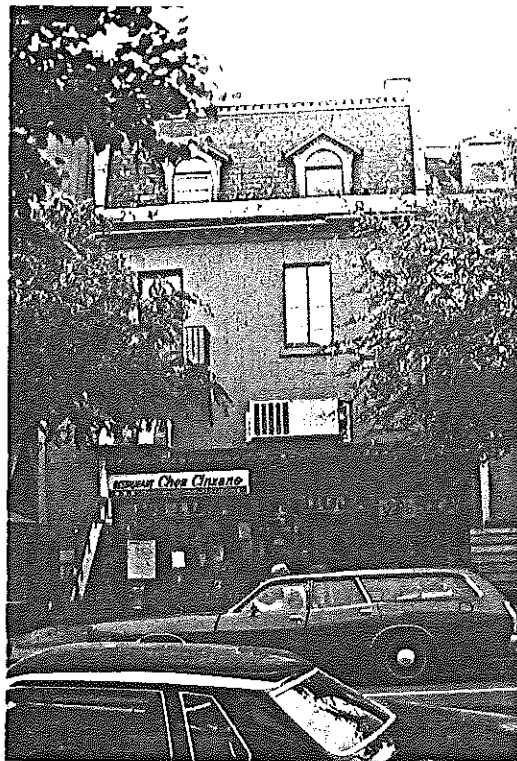


PLANCHE 71 - 1732, rue St-Denis

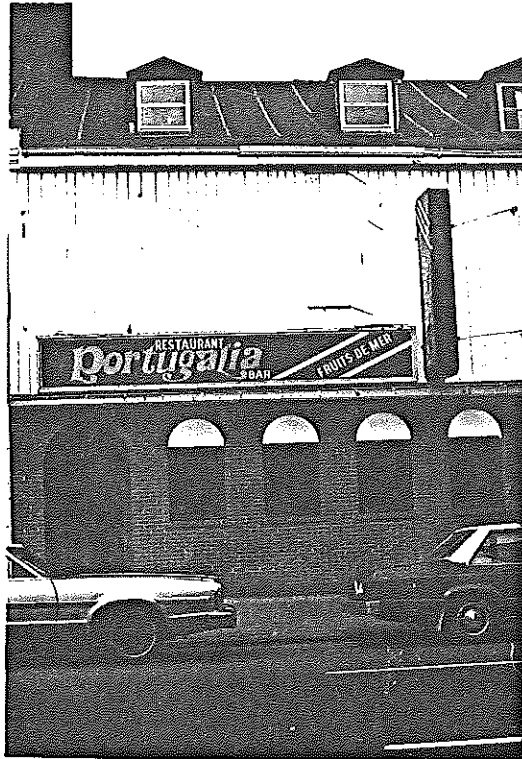


PLANCHE 72 - 161, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 73 - 1197-1209, De Bullion



PLANCHE 74 - 1000, rue De LaGauchetièrè ouest

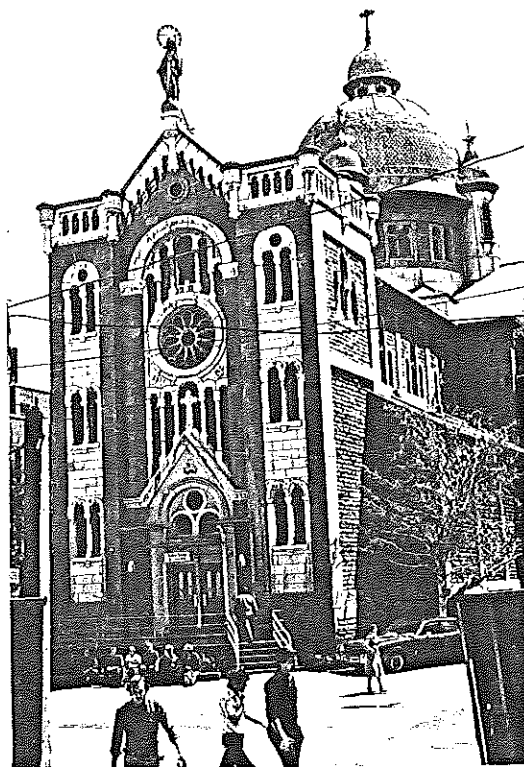


PLANCHE 75 - Chapelle Notre-Dame de Lourdes
430, rue Ste-Catherine est

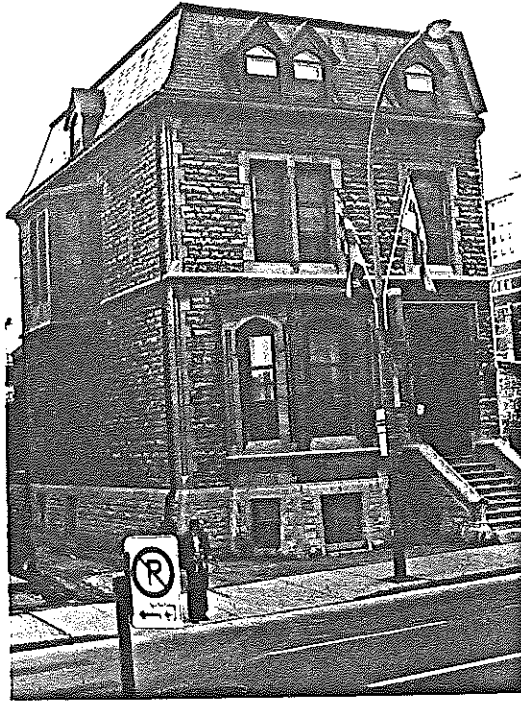


PLANCHE 76 - 1020, rue St-Denis

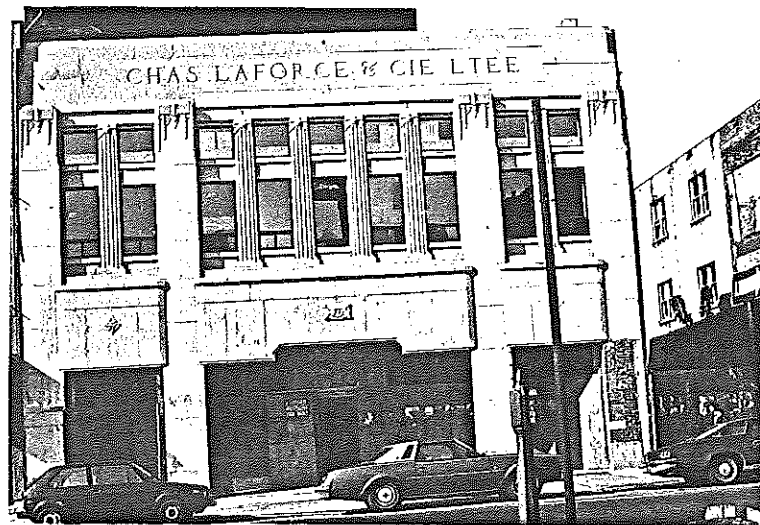


PLANCHE 77 - 77, rue Ste-Catherine est



PLANCHE 82 - 1075-79, rue Clark
Structure en fonte du rez-de-chaussée



PLANCHE 83 - 8-34, rue Sherbrooke est



PLANCHE 84 - 404-424, rue Ontario est



PLANCHE 78 - Angle nord-est de St-Denis et De Lagauchetière



PLANCHE 79 - 318-330, rue Sherbrooke est

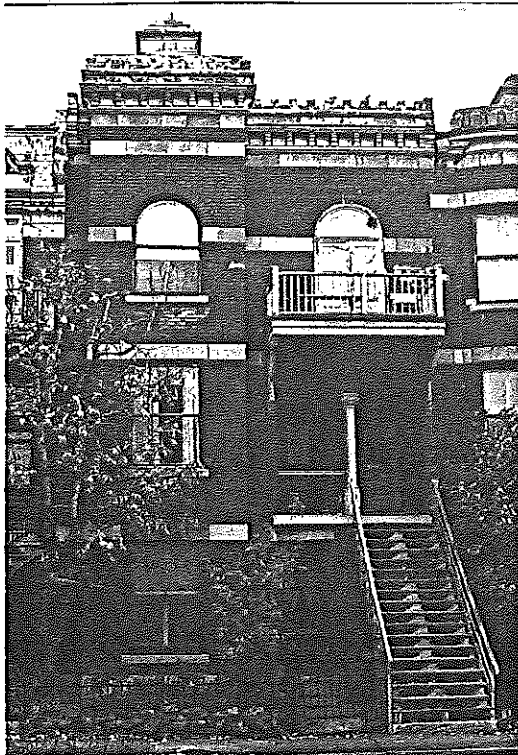


PLANCHE 80 - 1235-39, rue Ste-Elizabeth

PLANCHE 81 - Commerce intégré - décor
972-984, rue St-Laurent

Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation
ARTICLES / ARTICLES

“Proper Objects of This Institution”: Working Families, Children, and the British & Canadian School in Nineteenth-Century Montreal¹

Roderick MacLeod and Mary Anne Poutanen

ABSTRACT

Established in 1822 “for the education of the children of the labouring class,” Montreal’s British and Canadian School Society enabled working families of various ethnic backgrounds to have their children receive free schooling in a non-denominational setting. Located at the edge of the old town in a purpose-built structure, the British and Canadian School figured prominently within the array of early educational establishments studied by Bruce Curtis, Andrée Dufour, and others. In the wake of the rebellions in Lower Canada and the resulting separation of institutions along religious lines, the school became increasingly identified with the Protestant community and in 1866 was formally incorporated into the city’s emerging Protestant school system. Despite this apparent loss of its non-denominational character, the school continued to attract substantial numbers of children from Catholic and Jewish families, the latter resulting from an agreement between the synagogues and the school board. The school also retained its particular attraction for working-class families, who appear to have applied regularly with some determination to see their children exposed to learning even if only for short periods. A Registry of Admissions to the British and Canadian School from the mid-1870s reveals a pattern whereby schooling formed part of long-term strategy within the working class family economy; as such, it sheds light on the work of historians such as Bettina Bradbury and Terry Copp. The Registry also permits analysis of the school population by gender, ethnicity, age, place of residence, and academic competence.

RÉSUMÉ

Établie en 1822 pour l’éducation des enfants des classes laborieuses, l’école de la *British and Canadian School Society* de Montréal permit aux enfants de familles ouvrières de diverses origines ethniques d’être instruits gratuitement, et ce, dans un cadre non confessionnel. Située en bordure de la vieille ville, dans un édifice construit à cette fin, la *British and Canadian School* occupe une place importante dans l’ensemble des premiers établissements scolaires étudiés par Bruce Curtis, Andrée Dufour et autres. Dans le sillage des insurrections au Bas-Canada et du clivage religieux des institutions qui s’ensuivit, l’école devient de plus en plus identifiée à la communauté protestante. En 1866, elle fut officiellement intégrée au système scolaire protestant qui se développait à Montréal. Malgré qu’elle s’affiche officiellement protestante,

l'école continua d'attirer un nombre important d'enfants de familles catholiques et juives, ces dernières à la suite d'un accord entre les synagogues et le conseil scolaire. L'école conserva aussi son attrait particulier pour les familles ouvrières, qui tentaient régulièrement et résolument d'y faire admettre leurs enfants pour y être instruits, même pour de courtes périodes. Un Registre d'admissions à la *British and Canadian School Society* du milieu des années 1870 révèle que l'instruction faisait partie d'une stratégie à long terme de l'économie familiale de la classe ouvrière, comme l'ont montré les travaux d'historiens tels que Bettina Bradbury et Terry Copp. Le Registre permet aussi d'analyser l'effectif scolaire selon le genre, l'ethnie, l'âge, le lieu de résidence et les compétences académiques.

The children of all labouring people or mechanics, residing within the city of Montreal and its neighbourhood, are proper objects of this institution.

First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823.

Among the many parents seeking to send their children to the British and Canadian School during the 1876–77 school year was Charles McKiernan, Montreal's celebrated "Joe Beef." Keeper of the infamous waterfront canteen that was home to an itinerant sea of sailors, dockers, canal workers, and "wharf rats," McKiernan² was also a family man concerned for his children's education.³ His eldest, Leonard Patrick, usually called Charles, had been sent to Stanstead Wesleyan College in the Eastern Townships. This was perhaps an odd choice for Irish Catholic parents—except that McKiernan had as little respect for the Catholic church as he did for middle-class propriety, and despite its name the college was non-denominational. Boarding school may also have been a logical choice given that life in the tavern was, at least in middle-class terms, hardly suitable for children. The desire to distance his son from the rough world of Joe Beef's Canteen would seem to represent a limit to McKiernan's empathy for the disadvantaged. Nevertheless, in January 1877 he sought to enrol Charles in the British and Canadian School, historically a working-class institution located less than a kilometer from the McKiernan home above the Canteen.⁴ That this school was also historically a non-denominational institution can hardly have been a coincidence given Joe Beef's opposition to organized religion, an attitude he shared with many working-class people.

In this paper we argue that, unlike other schools in Montreal, the British and Canadian School provided a learning environment that suited many artisanal families with distinct ambitions for their children. Thus, the McKiernan family's decision to send their children to the British and Canadian School typifies a desire on the part of a great many working families of this period to acquire for their children an education that was appropriate to their needs. The school offered a disciplined environment, a broad curriculum which incorporated many practical subjects, and a long tradition of religious tolerance. These factors played into the strategies many families were adopting in order to adapt to, and even advance in, an industrializing economy. Parents wanted their children to learn to read, write and do calculations in order to meet the growing complexities of a society in which literacy and numeracy were increasingly valued. For half a century the school educated the children of the popular classes, apparently with much success, given the consistently high demand

for admission and even though there were other schools more conveniently located to home.

The literature on nineteenth-century schooling often presents it either as a delivery system for cultural and social values or a service to which not all levels of society had access.⁵ While both are clearly true, much more emphasis must be given to how schools served their constituencies and how families made use of these institutions. Historians have paid little attention to the social and demographic aspects of education in nineteenth-century Montreal; indeed, the topic of Montreal schooling in general has interested few scholars of that period. While Jean-Pierre Charland's *L'entreprise éducative au Québec, 1840–1900* uses printed sources from across the province, the only manuscript sources used are from the South Shore and Richelieu regions (Montréal).⁶ Robert Gagnon's examination of the *Commission scolaire catholique de Montréal* is urban-based and shows the link between the social demands of education and the workings of the school commission, but the role of parents, their attitudes toward education, and access of children to schools are not central themes in his study.⁷ By contrast, Andrée Dufour's studies focus on the interactions between the local communities on the island of Montreal and the state, as well as those between the communities and the churches and educational societies; her analysis suggests that the nature of the educational provider is a crucial variable in school attendance.⁸ However, Dufour's attention to the distinction between these forces (state, church, educational societies) is more finely nuanced than her treatment of the differences between confessional groups. Family historian Bettina Bradbury's study of working-class household economies in mid to late nineteenth-century Montreal explores strategies of subsistence including education. She shows, for example, how parents decided when and for how long their children remained at school.⁹

This study follows from our work on the Quebec Protestant Education Research Project and a published monograph, *A Meeting of the People: School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801–1998*,¹⁰ in which we presented schooling from the perspective of communities and their institutions. Here, we make similar use of school board records, such as the minutes and annual reports of the Protestant Board of School Commissioners (PBSC) for the City of Montreal, as well as the *Registry of Admissions* to the British and Canadian School. The *Registry*, which exists for the years 1873 to 1877, provides a list of families seeking to enrol their children, as well as their addresses (a key to determining social class), their religion, and details about the student's previous schooling and scholastic aptitude. For additional information about these families we made use of the databases assembled by *MAP (Montréal: liavenir du passé)*, a research project situated at McGill University's Geography Department, and based on census returns, municipal tax rolls, and street directories. We also consulted the existing sources for the British and Canadian School: the Annual Reports of the British and Canadian School Society 1823 to 1826, and the Annual and Quarterly Reports of the British and Foreign School Society most of which cover the period prior to the 1840s.

This paper has been organized as follows. We begin by exploring the origins of the

British and Canadian School, the motivations of the people who established it, and its pedagogical and administrative aspects. Next, we consider the school's geographical context within the expanding network of public schools. Finally, we will assess the information contained in the *Registry of Admissions* for 1873–74 in order to present a picture of the school's clientele during that academic year. We want to examine some of the reasons parents chose to send their children to the school, the demographic characteristics of the children and their families, and the educational experiences they brought with them.

Origins of the British and Canadian School

The desire to educate the poor was born of a religious zeal that arose in the late eighteenth century, although the notion of general literacy went back to the Puritan and Scottish Presbyterian emphasis on the importance of reading the Bible. The Protestant tradition also stressed the practical applications of literacy and numeracy, skills which have been generally observed among the Scottish and Non-conformist populations in Britain and North America.¹¹ The belief that literacy was an important component of democracy and citizenship brought the idea of general education to the ambitions of the American revolutionaries and later to the agendas of most liberal reform movements across Europe—as well as in Lower Canada.¹² But it was the failure of existing national school systems, whatever their ambitions, to educate more than the prosperous ranks of society, and in England the lack of any real education system outside Non-conformist spheres, that spurred late eighteenth-century evangelicals to undertake the education of the poor as a form of charity. Given the importance they placed on reading the Bible, these evangelicals saw ignorance as akin to godlessness, and knowledge as a key to redemption. Catholics, and others who did not put the same emphasis on literacy, were perceived to be steeped in ignorance; as such, popular education was also a critical tool in the ongoing battle over souls.

By the same token, evangelicals within the Church of England espoused the cause of popular education as a means of revitalizing a declining Anglican church. Chief among the Anglican evangelical organizations dedicated to education was the Society for Promoting Christian Knowledge (the “SPCK”), which in 1811 had formed the National School Society with a mandate to establish a network of schools across England and Wales.¹³ These so-called National Schools were to be vehicles for the propagation of the “National Religion”—namely that of the Church of England. Asserting the “national” status of Anglicanism and its network of schools implicitly marginalized any rival undertakings, especially the schools of the British and Foreign School Society, which had been formed earlier by Non-conformists wishing to establish their own network of non-denominational schools. The goals of this society would coincide with those of many liberal reformers across North America who wished to promote literacy and knowledge without the religious trappings of organized churches.

Prior to the 1820s, education in Montreal was largely in the hands of religious bodies, many of which had no particular vocation to instruct the poor.¹⁴ The

Sulpician-run *Collège de Montréal* was the classical school of the city's Catholic elite as of the 1760s, while daughters from these families often went to the school run by the *Congrégation Notre Dame*. A Protestant counterweight to the *Collège* was the Royal Grammar School, opened in 1816 by the Royal Institution for the Advancement of Learning, a public body established by the colonial government to provide schooling across Lower Canada. Despite its ostensibly public character, the Royal Institution's board of trustees and administration consisted principally of Anglican clergy, as well as colonial officials who tended to be High Church, and this resulted in a clear Anglican slant to the curriculum. The Grammar School, moreover, was a fee-paying institution for the city's elite, even though a quota of students were admitted yearly "on the foundation" (meaning free of charge).¹⁵ The city was also sprinkled with small private schools for the sons and especially the daughters of genteel families: Miss Plucknett's Boarding School for Young Ladies on Notre Dame Street, Mrs. Brooks' Young Ladies Boarding and Day School in Place d'Armes, and the Reverend Mr. Urquhart's Montreal Academical Institution on St-Paul Street are but a taste of these.

The poor could turn only to schools run by charitable organizations.¹⁶ Initially the most active of these was the National School Society, which enjoyed much support from the colonial government; as of 1816, well-subsidized National schools were opened in Montreal and Quebec City.¹⁷ The Anglican character of the National Schools set them at odds with the Scottish and Non-conformist communities within Lower Canada's Protestant population, both of which were strong proponents of public education.¹⁸ It also met with opposition from the colony's Catholic majority, both the leaders of the church, who considered the government's involvement in education a campaign for assimilation, and liberal Catholics, who called for greater public support for a system of schooling. The issue of denominational education, and the rivalry among religious groups, proved the principal obstacle to setting up such a system during the century's first two decades. The British and Foreign School Society referred to this situation in its 1821 report, and concluded that the best solution would be the establishment of non-denominational schools.¹⁹ For some time the society had been informed of the dearth of schools in Montreal by recent immigrants who had some experience of non-denominational education, either in England or at the society's schools in Nova Scotia or the United States. Those schools that did exist in Montreal, they learned, were "extremely high," meaning that "it is impossible for any but people in affluent circumstances to send their children to them."²⁰ Clearly there was a need for a concerted effort to bring affordable education to the popular classes of Lower Canada.

By the early 1820s the Montreal proponents of popular education were also convinced that schooling for poor children was crucial to the well-being of society. While conservative Catholics and evangelical Anglicans saw education as a means of strengthening the faith, liberal reformers saw it as way to build social order and promote discipline. They noted with some distress "the state of the rising generation in this city and suburbs," and concluded that school was the answer to "the multitude of children employed in idleness or mischief."²¹ These masses, they argued,

were steeped in ignorance, and it was in ignorance that sin and petty crime thrived: “They have been too destitute of the moral principle of love to their neighbour, to be induced to impart to others, a share of that blessing, which God in his providence had so liberally bestowed upon them. The few have revelled in intellectual luxury, while the despised multitude have perished for lack of knowledge.”²² It behoved the privileged few, therefore, to bring light to this darkness: “The friends of humanity, religion, and morals, had long felt deeply concerned for the welfare of the society of these Provinces, and more especially of the children of their neighbours and fellow citizens, in the place, in which Providence had cast their lot.”²³ This argument was born of deep religious conviction, but it was expressed in neutral, albeit Christian, terms. Indeed, reformers saw the great variety in religious affiliation in a place such as Lower Canada as a challenge, to be overcome by adopting a simple curriculum of general appeal. In the long run, however, social harmony was the real goal. This educational plan, therefore, had a sound, practical foundation: schooling would keep children off the streets and usefully occupied, and if they could gain appropriate knowledge their lives would be improved. “In towns, and their vicinity, the alternatives are, intelligence and virtue, or ignorance and vice. In such scenes of activity, a child will do and learn *something*. If you do not take care that it is good, he will take care that it is evil.”²⁴ In a world where unemployment was on the rise and city streets appeared to be full of unruly urchins, schooling at the very least offered morality, respectability, and discipline. Liberal reformers also hoped that education would lead to greater social autonomy even for the poorer members of society, allowing them to be productive and less likely to be a burden on the state.²⁵

The British and Foreign School Society served as a model for the Montreal reformers, even the name—save for the word “foreign” which they replaced with “Canadian” in order to include local French speakers, who could hardly have been considered foreign.²⁶ One of the central objectives was the schooling of girls: given the “influence that females are allowed to exert in every civilized society, their education assumes an importance equal to that of those who are destined to act a more conspicuous part in this world’s theatre.”²⁷ Such an objective appealed to the Montreal reformers who saw clear advantages to having a class of young women “acquainted with domestic duties and household work, so exceedingly desirable, either in a female servant, or the head of a family, and so especially necessary in this country, where so few servants can be found, who are...qualified for the duties of their respective stations.”²⁸ Such views underscore the reformers’ class interests.

The British and Foreign School Society made use of the “monitorial system,” considered well-suited to schools in which large numbers of pupils required instruction with very limited resources.²⁹ In this respect, as in its focus on the poor, it differed little from the National School Society. Monitorial schools were developed by Joseph Lancaster (or Dr. Bell, according to the Anglicans), wherein the master taught the more advanced pupils who in turn taught the younger ones. By this method, it was claimed, “one master can teach 1000 as well as 100.”³⁰ These monitors were given special instruction outside the usual hours of 9:00 to 12:00 and 2:00 to 5:00 (2:00 to 4:00 during the winter months) in subjects such as English Grammar and

Geography; during regular hours, monitors taught reading, writing, arithmetic and needlework, and the master supervised.³¹

A useful by-product of the monitorial system was a supply of potential schoolmasters, something else that was sorely needed in Lower Canada; there, schools following this model would “train up and qualify young persons of both sexes to supply well instructed teachers.”³² The emphasis on having teachers of both sexes shows that reformers conceived of the education of girls as more than merely a recipe for better servants and housekeepers. In many ways the monitorial method echoed the system of apprenticeship in artisanal production where there was much emphasis on the passing-on of knowledge and skills. Indeed, by 1826 the Montreal society reported that a number of “tradesmen” were making “repeated calls” at their school “for the purpose of obtaining apprentices,” suggesting that the monitorial system itself was seen to provide useful training for potential skilled labourers.³³ As a number of apprenticeship contracts issued in Montreal at this time included clauses stipulating that masters must provide schooling during the period of indenture, it is likely that these young people would have been sent to monitorial schools.³⁴

If the British and Foreign School Society shared its methods and its mandate with the National School Society, it differed fundamentally in its insistence on a non-denominational curriculum; indeed, this was the distinguishing feature of its schools, and would be that of the societies it inspired in Lower Canada. In its constitution, the Montreal society stipulated that “no book, pamphlet or other paper, be introduced into the School without being first presented to, and approved of by the Committee, and that the general reading lessons be confined to the Holy Scriptures, or extracts there from, and lessons for spelling and Arithmetic.”³⁵ Whatever their own religious persuasions, the Montreal reformers felt that non-denominational schooling was highly appropriate in the context of Lower Canada with its diverse population. They gave full credit to Lancaster, “that friend of youth,” and his pedagogical system which, thanks to its “christian simplicity, liberality and charity of its principles, and its admirable adaptation to a community composed of persons of so many different religious denominations,” they considered superior to others.³⁶

The British and Canadian School Society was formally established in Montreal on September 21, 1822, composed of a cross-section of the city’s liberal reformers, to judge by the varied names making up the committee of governors elected to run the society. The inaugural meeting was chaired by Daniel Fisher, a young merchant and member of the city’s leading Methodist family.³⁷ Fisher remained on the committee of governors along with fellow merchants John Torrance, John Frothingham, James Carsuell, Alexander Ferguson, John Mackenzie, and David Handyside—all Methodists or Presbyterians. Other governors included merchants François-Antoine Larocque and Olivier Berthelet, and notary Nicolas-Benjamin Doucet—at the time, liberal French-Canadians who worked comfortably within the British milieu.³⁸ American merchant Horatio Gates became the society’s president, and William Lunn, an English small-businessman with an apparent fondness for serving on public institutions (he would be a governor of the society for the remainder of its fifty-year history, as well as a director of the Montreal General Hospital and a public school

commissioner) became secretary. Louis-Joseph Papineau, speaker of the House of Assembly and leading figure in the *Parti Canadien*, was one of two vice-presidents; the other was George William Grant, member of the legislative council and heir to the Barony of Longueuil. Papineau's presence on the committee, and that of the other French-Canadian members, shows that a fair degree of solidarity was possible on an issue such as schooling whatever political differences might divide the colony. Grant's presence is an anomaly given the tendency of society governors to be moderately successful business figures (in Torrance's case, somewhat more than moderately successful) or professionals, rather than upper-class landowners. Most of these men were united in their commitment to the moral improvement of labouring families and in their opposition to institutions dominated by the established churches. In their selection of a patron the society turned to the governor-general himself, the Earl of Dalhousie, who stood out among colonial leaders for being Presbyterian, rather than Anglican, and a strong proponent of non-denominational education in British North America.

The committee of governors ran the school, their duties included the admission of students following recommendations by individuals who subscribed to the society.³⁹ Subscribers of £1 or more were entitled to recommend one child to the committee; a £2 subscription entitled them to recommend two children, and so on. The committee had the right to reject applicants, as well as the right to expel students for misconduct, but they were obliged to notify the subscribers in question who then had two weeks to make additional recommendations. For every prospective student the subscriber would provide the committee with a signed list specifying the parents' names, occupation, average weekly earnings, place of residence, religious affiliation, and how many other children there were in the family, as well as the intended scholar's name and age. The step of making recommendations allowed for a degree of quality control, as well as the keeping of useful statistics about the society's constituency (statistics which, unfortunately, have not survived). Although there is no way of knowing how many prospective scholars were rejected by the committee, it is likely there were not many. The society's by-laws only stipulate that children should be presentable and scrubbed, free of disease, and over six years old; if there were few places left preference was to be given to those over eight. Most of the real screening was probably done by the subscribers, prior to completing all the paperwork. The process would seem well-suited to a class of reform-minded individuals eager to do good. The annual reports contain lengthy lists of subscribers and the amounts each contributed, for the most part £1 or slightly more. Women, even a number of unmarried women, are conspicuous on these lists, underlining the important role they played within the society. In some cases husband and wife, or father and daughter—as well as various male members of the same family—made independent contributions: Lunn and his wife Margaret Fisher (sister to Daniel) each contributed £5 during the society's first year, making each among the school's top investors.

The school already had a teacher, Thomas Hutchins, who had been sent out by the British and Foreign School Society in July 1822 following a formal request from Montreal reformers.⁴⁰ The governors paid the new master his £100 annual salary as

of the moment he arrived in Montreal.⁴¹ Hutchins came “highly recommended,” presumably skilled in the methods of the monitorial system and well-practiced in the nuances of a non-denominational curriculum. It is unclear what knowledge, if any, he had of the French language, and little evidence that any instruction at Montreal’s British and Canadian School took place in French. It is difficult, however, to imagine the French-speaking members of the society, especially Papineau, applauding the achievements of Canadian children “ignorant of the Alphabet” who could now “read and write words of two and three syllables” unless at least some of these words were French.⁴² In autumn 1823 a British and Canadian School opened in Quebec City which, the Montreal governors noted, set out to instruct in both English and French and had hired two separate masters for this purpose. The situation was clearly different in Montreal—and yet the governors referred to having “supplied lessons in French and English at cost prices” to their sister institution as well as furnishing a complete set of French lessons to a nearby Catholic school.⁴³ If Hutchins himself was not skilled in French it is likely that many of his monitors were, and could apply his methods to teaching the younger Canadian pupils to read. The governors put special emphasis on the achievements of the school’s Canadian children who, in addition to learning words of two and three syllables, understood the “first two rules of Arithmetic;” others were able to master “simple and compound Rules, Reduction and the Rule of Three” after only eight months under Mr. Hutchins’ instruction.⁴⁴

The governors had also earmarked a suitable schoolhouse, a property owned by Olivier Berthelet on Bonaventure Street west of the Haymarket, which they rented at £40 per year as of October 1, 1822. A former hospital, the building featured large rooms which would have lent themselves to monitorial teaching, where the master stood on a raised dais and the students sat at long benches, and where the bustling atmosphere resembled that of a small factory.⁴⁵ In keeping with the monitorial system, students wrote on slates with “slate pencils,” five thousand of which were purchased by the governors.⁴⁶ Within a few weeks of the school’s opening it was clear that the existing classroom space was too small for the numbers of children attending, and so the governors decided to separate the boys from the girls and employ a lady teacher for the latter.⁴⁷ The building’s lower storey was refitted at a cost of £35 to accommodate what became known as the “girls’ school.”

A parallel ladies’ committee was established to oversee the education of girls. Margaret Fisher (Mrs. Lunn) was named its first president and Miss Day, daughter of a prominent New England family, became the secretary. The other thirteen members represented the same social class as their male counterparts, even the same families: Mrs. Gates, Mrs. Frothingham, Mrs. Torrance, and Mrs. Mackenzie. Not all these ladies had husbands who were governors of the society, however; the ladies’ committee was clearly not merely a wives’ auxiliary. Many, such as Mrs. Hall and Mrs. Jones, were involved in the British and Canadian School Society on their own; others served with their daughters, as did Mrs. Bancroft and Mrs. Day. There were even single women on the committee without their mothers, namely Miss Ermatinger and Miss Adams; running a school for girls appears to have had a special appeal for young women. Four days after the committee’s formation on December 21, Miss

Day placed an advertisement in the local press for “a well qualified Schoolmistress to teach the female children Reading, Writing, Arithmetic and Needle work.”⁴⁸ The girls’ school opened on January 6, 1823, with Miss Webster as teacher, but the ladies committee was not entirely happy with her and turned to the British and Foreign School Society as the governors had originally done to secure Hutchins. In July 1824 Miss Webster was replaced by a Mrs. Chapman from England, who presumably had more experience with the monitorial system—although she received the same £60 yearly salary as her predecessor.⁴⁹

The British and Canadian School was conducted on strictly non-denominational lines, but the curriculum involved a high degree of moral and religious content. The governors declared it a “very pleasing sight to behold children of all denominations assembled together, and instructed in the principles of the Holy Scriptures, which will tend, we trust, to unite all parties.”⁵⁰ By the 1840s, with religious differences highly politicized, this sort of scriptural study would become identified with Protestantism (logically, given the society’s roots in non-conformist theology) and would form the basis of Quebec’s Protestant curriculum, but in the pre-rebellion political climate where like-minded reformers could meet across religious lines, the governors’ optimism seemed quite reasonable. It also seemed reasonable to expect students to attend church regularly, and the society’s constitution contained provisions to enforce this. Children had to assemble at the school each Sunday morning before proceeding to the particular church which, according to the written information provided by the subscriber, they regularly attended. Each month, the committee appointed inspectors whose duties included escorting the children from school to church and reporting to the master on Monday morning any misconduct they had observed during the service. A Sunday absence was noted as seriously as any other.⁵¹ The philosophy of this institution was to enforce a religious sense, however ecumenical, that would bring order and respectability to the lives of working families.

Context and Constituency

Despite a mandate that contained elements of social regulation, the British and Canadian School appears to have had an appeal for families from the popular classes which went beyond the mere clutching at educational straws. By the end of the first year nearly 500 students had been admitted to the school. Not all of these attended at the same time, of course; many stayed for only a few weeks. According to the governors, “a number of boys have...been obliged to accompany their parents into the country to take land,” while some of the girls were asked to leave for disobeying the rules, some “have been put out to service,” and some, especially the “Scotch and Irish Settlers, who have made this but a resting place, have left the City.”⁵² At the beginning of the school’s second year, 160 boys and 86 girls were in attendance, and a year later these figures had risen to 196 and 121, by which time the total number of students accepted so far was 891. The discrepancy between numbers admitted and numbers in attendance points to a relatively high student turnover. Even so, the large number in attendance at any one time suggests a clear desire on the part of

families to have their children exposed to the British and Canadian School however briefly. Indeed, the high turnover rate is arguably itself an indication of the concern for gaining an education; parents were not discouraged from sending their children to the British and Canadian School because they knew it would not be for long. Even short exposure to reading, arithmetic and domestic skills would prove beneficial to the running of a household or even a small business. Moreover, the pupils themselves seemed to “manifest a great desire to learn”—allowing for a degree of enthusiasm on the teacher’s part—even after a long severe winter, Mr. Hutchins reported in April 1823.⁵³

The ratio of boys to girls (roughly twice as many boys most years) did not change throughout the school’s history, but this should not be read as evidence that parents valued their daughters’ education less than their sons’. Although more families may have opted to send their sons to the British and Canadian School, those that did send their daughters seem to have made more of an effort to keep them there. Over the course of the 1820s the school governors noted an overall decline in enrolment from the original levels, but found that the girls’ school had “suffered little diminution”, which implies that attendance for girls actually remained relatively stable despite the lower enrolment figures.⁵⁴ Thus, the turnover rate for girls was significantly lower than it was for boys. This tendency is consistent with studies of girls’ school attendance in other societies.⁵⁵

Families were prepared to pay school fees. The practice, borrowed from the parent society in England, of charging each student an additional user fee seems to contradict the society’s charitable mandate. Fees, though not very large (between two and three shillings per student per year), would nevertheless have been a burden to most working families, a further indication of the sacrifices many were prepared to make to secure an education for their children.⁵⁶ Unlike the fees charged by later school commissions which were collected by the teacher for day-to-day expenses, these amounts went directly to the British and Canadian School Society as part of its annual income. They were at best a supplemental cushion, as fees were not a great source of revenue.⁵⁷ Given that attendance rates remained fairly consistent but income from fees declined, clearly not all students were paying fees. The governors likely excused large numbers of families of having to pay, knowing how onerous the burden was. Perhaps the real reason that fees were charged at all was to make the school appear less like a workhouse and more like a part of a universal school system envisaged by the reformers.⁵⁸

The governors were more concerned about the declining rate of enrolment, even as attendance remained fairly consistent. They attributed this “want of increase of scholars” to insufficient space, and advocated the construction of a new schoolhouse.⁵⁹ In the governors’ minds, a larger student population would not involve additional costs, apart from the initial sums required for building, given the principle of the monitorial system.⁶⁰ In fact, although space in the Bonaventure Street building may well have been crowded, the real cause for the school’s stagnant numbers was lack of consistent funding. One thousand students might be taught as easily as one hundred, but certainly not as cheaply, given the need for supplies. The principle that a £1

subscription paid for one child's schooling meant that the society needed a steady supply of subscriptions to maintain the school's population. This form of revenue was diminishing even by the school's third year of operation, and although a number of individuals, including Dalhousie, made generous periodic donations, these would hardly have been conducive to long-term budgeting.

Like most educational organizations in the nineteenth century, the British and Canadian School would come to rely on the government for the bulk of its operating funds. Having raised £117 through special subscriptions, the society received a £200 grant from the House of Assembly, the speaker of which was, of course, the society's vice-president. After purchasing a lot of ground north of the old city walls, the society received an additional £400 from the assembly to begin building a new school, followed by yet another £300.⁶¹ This grant is a clear indication that the state was prepared to invest substantially in public education, or at any rate the closest thing to it in 1826. Three years later the assembly began systematically funding public education in Lower Canada by issuing grants to hundreds of locally-appointed trustees and to a handful of charitable institutions, including Montreal's British and Canadian School Society. The school received a grant of £300 in 1829 and in subsequent years was allotted £200 per year up to 1836 when the figure rose to £400.⁶²

It was not just government grants that made the building of the new schoolhouse possible; the governors also put their social connections and business experience to good use. James O'Donnell, the architect of the new Notre Dame church, was on good terms socially with Horatio Gates and came well-recommended by François-Antoine Larocque, who was chief warden of Notre Dame and secretary of the church building committee.⁶³ As a result, O'Donnell drew up plans for a new school in the summer of 1826 at no charge to the society. The governors were delighted with these plans, noting that the building would be large enough to accommodate 414 boys and 232 girls (how they arrived at these precise figures is unclear) plus an apartment for the teacher.⁶⁴ To build the school, the governors chose John Redpath, a master mason who had recently done work on Notre Dame Church and repairs to the National School.⁶⁵ Redpath's tender of £920 and the overall projected cost of £1,510 did not worry the governors unduly; they had confidence in "an enlightened legislature and a liberal public, alike capable of appreciating, and willing to aid every laudable undertaking."⁶⁶ The cornerstone was laid October 17, 1826, and the new school was completed by the following September.

The governors had chosen a strategic location, at the corner of Lagauchetière and Coté Streets in the *faubourg* St-Laurent, an area known as Près-de-Ville. As its name indicates, the area was very handy to commercial and residential parts of town, and would soon attract institutions such as a market in 1829, the Erskine Presbyterian Church in 1833, the Spanish and Portuguese Synagogue in 1838, the Christian Brothers' school in 1839, and the Free (Presbyterian) Church in 1844. Along with this bustle came the houses of an expanding population, chiefly artisanal and to a lesser extent professional in nature, a segment of urban society for whom the British and Canadian School may have served—or at any rate to whom it must have appeared—as a neighbourhood school. Over the following decades, as Montreal

expanded and networks of public schools emerged, the British and Canadian School occupied a central position, accessible from most parts of town, particularly with the advent of the street railway. The school also retained its non-denominational approach to education, although perhaps inevitably this brought it into close association with the city's Protestant school system, which continued the society's emphasis on a practical curriculum, as opposed to the Catholic system which was perceived to be a proponent of separate tradition and religious cohesion.⁶⁷

These networks of schools with their differing philosophies were slow to emerge, however. During the middle decades of the nineteenth century, which were educationally lean years at least as far as Montreal was concerned, the British and Canadian School proved a survivor, perhaps because it had relatively little competition. The 1836 dispute between the assembly and the executive, which led to rebellion and martial law, brought regular public funding of education to a halt. This turmoil also brought an end to whatever enthusiasm francophone reformers such as Papineau would have retained for the British and Canadian School Society. Furthermore, the 1838 Durham Commission's inquiry into the causes of the rebellion brought to the surface what had always been implicit in the society's agenda: that the much-touted "British" system" of education (always a codeword for the non-denominational and monitorial approach, as opposed to Anglicanism of the "National" schools) was effectively a tool of assimilation. So long as it stood in opposition to high Anglicanism (ally of the colonial government) and conservative Catholicism, liberal *patriotes* had few qualms about collaborating with the society and supporting its (liberal) British agenda. By the late 1830s this was no longer possible.

The society's Anglo-Protestant rump was nevertheless optimistic that regular public funding for education was imminent: "The Governor General has with him the most intelligent and active individual of Lord Durham's Commission on Education," a Montreal correspondent informed the British and Foreign School Society in 1840.⁶⁸ The individual was Arthur Buller, author of *The State of Education in Lower Canada* and principal architect of the public school system that would emerge under the 1841 Education Act.⁶⁹ Buller's schemes called for a publicly-funded, non-denominational school system, the society's own agenda in a nutshell. The Act complicated Buller's vision by placing control over school inspection in local hands rather than in a professional inspectorate (which would have eliminated the threat of religious interference) and by introducing the so-called dissentient clause which allowed religious minorities to establish separate schools where numbers warranted. Even so, the Act remained a recipe for establishing non-denominational schools across Lower Canada. It made no real provisions for how public schooling should be administered in Montreal, however. In the absence of a central directive, forces hostile to the idea of non-denominational education showed no interest in collaborating in the establishment of a universal school system for the city's popular classes. The British and Canadian School remained an independent, charitable institution.

The situation was not clarified when further legislation in 1846 effectively created two confessional school boards for the city of Montreal; at long last, government money would be systematically expended on schooling for the rank and file of urban

society, but it would be directed through either a Catholic or a Protestant agency. How did that leave the non-denominational British and Canadian School? For many Catholics, non-denominationalism was already identified with Protestantism, and in practice there was little to distinguish the society's outlook from that of the Protestant board, especially since by this time most Protestant denominations (Anglicans were the major exception) had recognized the need for compromise when it came to moral and religious education.⁷⁰ The city's Protestant school board always included three clergymen, but chief among the lay members was William Lunn, longtime secretary of the British and Canadian School Society, who as secretary of the board became its driving force. To Lunn, the goals of board and society were virtually indistinguishable. Indeed, for some years the Protestant school board was unable to do more than distribute its modest revenue to various independent schools around the city. Although they are not mentioned by name, it is safe to assume that the British and Canadian School was one of them.⁷¹ By the 1860s the Protestant board had opened two schools in the eastern and western ends of the city, and the commissioners were visiting the British and Canadian School as part of their regular administrative responsibilities.⁷² Lunn eventually convinced the society's governors to amend their charter in order to allow the commissioners to take over the school's administration, a transfer that took place in October 1866.⁷³

Despite its longstanding connection with the Protestant community, the school retained its original name, partly because "Canadian" had come to refer to something much broader than it had in 1822, but also because its mandate was still to educate children regardless of religious affiliation. In practice, the school's francophone population had been minimal since the time of the rebellions. "Since the troubles commenced," Baptist minister Newton Bosworth remarked in 1839, "several of the Canadian children have not continued to attend." He also reported that the level of individual subscription had decreased considerably, an inevitable consequence of a difficult political and economic environment; as a result, "large numbers of children... are suffered to grow up without availing themselves of its [the school's] benefits." This situation, the minister added with customary Protestant myopia, was especially bad for Catholic children, whose parents did not seem to value schooling the way those of British origin did.⁷⁴ Bosworth's lukewarm appraisal of the school was not shared by those who provided information to the British and Foreign School Society only a few months later; one correspondent reported that the Montreal school was "much better attended than for some years past" and that discipline was good.⁷⁵ Registration in September 1840 was at 281 (161 boys, 120 girls) with an average attendance of 135–140 for boys, 80–90 for girls; "about one-half" were Catholics and about 45 students were Canadians. With the rise of Montreal's Catholic school board in the 1840s, francophone families would have even less reason to send their children to the British and Canadian School, unless they were deliberately seeking a liberal, non-denominational form of education.

The 1840 statistics suggest that about one hundred English-speaking Catholic students attended the British and Canadian School, a high number considering the existence of the school connected with the Recollet church, the city's centre of Irish

worship. Again, the British and Canadian School must have appealed to the more liberal element within the community. This number would diminish considerably over the course of the following two decades thanks to efforts by the Catholic school board to accommodate anglophone Catholics.⁷⁶ The Christian Brothers' school, which lay, not coincidentally, just across the street from the British and Canadian school, also made concerted efforts to attract Irish boys during this period, apparently with considerable success.⁷⁷ Even so, the significant numbers of Catholics, even French-speaking Catholics, attending the school in the 1870s suggests that the legacy of non-confessional education still held an appeal, although there may have been other factors at work here such as the desire of Francophones to have their children learn English.

The British and Canadian School was also convenient for another demographic group: Montreal's Jews. The older Spanish and Portuguese (Sheareth Israel) congregation was centred on the Chenneville Street synagogue, which stood only a few steps from the school; the newer German and Polish (Shaar Hashamoyim) synagogue lay only a few streets further east. Although both congregations operated day schools during the second half of the century, by at least 1870 a number of Jewish students were attending the British and Canadian School. Obligated by law to pay school taxes to one of the two confessional boards, Jewish property owners typically opted for the Protestant system which they perceived to be more liberal, practical, and above all English-speaking; these taxes went towards hiring Protestant teachers to cover the "general elementary subjects" in the day schools as well as paying the rabbi to instruct the Jewish children attending the British and Canadian School.⁷⁸ As was the case with Montreal's Catholics, a more liberal outlook on the part of certain Jewish families might explain their decision to send their children to the non-denominational British and Canadian School rather than to the more traditional day schools. Matters were not necessarily so straightforward, however: two of the applicants to the school in 1873 were Aaron and Henry Levi, whose father was the assistant rabbi of the Shaar Hashamoyim synagogue. For a quarter of a century the city's Jewish community had a good working relationship with the British and Canadian School that is not wholly explained by its history of tolerance; location was another key factor, but the school also seems to have acquired a reputation for high academic standards, as the evidence from the *Registry of Admissions* will suggest.⁷⁹

Aside from the British and Canadian School Society's rhetoric about bringing light to the ignorant masses, and allowing for the optimism that is typical of annual reports, the school appears to have been fairly successful in its efforts to educate popular-class children. The 1840 report to the British and Foreign School Society depicts a school population with much variation in levels of skill but equally much evidence of success and dedication: out of 140 boys and 90 girls, it is impressive to find that 84 boys and 25–30 girls could "write on paper" (a step above writing on slates) while 113 boys were "cipherers," 28 were studying "Crossley and Walkingham" (a contemporary primer), 4 were studying "geometry and practical mensuration," and 2 were studying algebra (no figures were given in these cases for girls). Thirty of the boys were in the "Grammar Class," an indication that the school had pretensions of

rivaling the Royal Grammar School; a few years later these students may have even been considered for the fledgling High School of Montreal, the secondary school for the city's Protestant elite. There is also reference to the "8th Class," which contained seventy-one boys and eighteen girls; assuming these were older students who had attended school for more than seven years, this class most probably consisted of monitors, or even prospective teachers. Indeed, given this encouraging information, it was the hope of the British and Foreign School Society that the school would soon become "a model, or Normal School" and formally train teachers for Lower Canada's public school system.⁸⁰

The next glimpse into the daily life of the British and Canadian School is afforded by a set of school regulations published in 1860. By this time the system of subscriptions and their resulting privileges had disappeared; application for admission to the school was handled directly by the teacher, who would enter the applicant's name and address in a book, as well as the class the student would enter according to his or her abilities. There seems to have been a waiting list, given that the regulations make it clear that, in the event of a vacancy, the teacher should turn to the next name in the book. Vacancies were declared if a seat were "left unoccupied for a week, and unpaid for, and the teacher is not notified of the reason." The student turnover rate appears to have been as high as it had been in the 1820s. The general impression is of a tightly-run ship: matters of student comportment and discipline dominate the regulations, with much emphasis on obeying instructions and having work correctly done. Although scriptural study would have formed part of the curriculum, there was no mention of the need to attend church regularly or the in-class consequences of poor behaviour during a church service. The monitorial system had long since been discontinued; now "monitors" were elected by fellow students to make sure each desk had ink and that caps and coats were properly hung up, as well as to collect homework, report absences, and keep lists of "credits" and "discredit" marks which the teacher awarded for work well or poorly done. There appears to have been no special advantage to being a monitor other than the thrill of responsibility; monitors had "no authority over pupils other than through reporting to the teacher"—a privilege which, if abused through "mere tale-telling," would be revoked along with the status of monitor.⁸¹

The need to cultivate a supply of teachers through the monitorial system had been obviated by the creation of Normal schools in 1857. McGill University, which administered the Protestant Normal school, began graduating certified teachers a few years later. The British and Canadian School now boasted an array of teachers with various levels of expertise. The headmaster during the 1860s and much of the 1870s was Mr. Arnold, a teacher who received much praise from school inspectors and commissioners alike, and who was paid the impressive annual salary of £1,000.⁸² Under Mr. Arnold was a second teacher (paid £500 a year), head teachers for the intermediary and infants divisions (£300 each), three assistants (£240 each) and a French master (paid only £100 for his services, perhaps an indication of how little the "Canadian" half of the school's supposed clientele now counted). At this time, the other schools under the jurisdiction of the Protestant school board had at best

three teachers on staff, with no specific mention of a French master. The degree of specialization enjoyed by the British and Canadian School, and Mr. Arnold's reputation, go a long way towards understanding its popularity even within the public school network.

The school itself was also modernized and enlarged as a result of high demand and the expectation of continuing success. In 1868 it was supplied with gas, and in the following year the old apartment for the teacher was refitted as a class for infants, a sure sign that the school was thriving, to say nothing of the additional service to the community by taking in younger children.⁸³ The next step was to improve the playground behind the school; girls and boys now had separate spaces.⁸⁴ In early 1873 the commissioners decided on a complete overhaul of the school: the building was extended by four feet to the east, allowing for a new entrance and staircase. The roof was raised and an entire third storey added with a complete set of windows.⁸⁵ See figure 1. By the autumn of that year, the school had become the showpiece of the Protestant board's elementary school network: its oldest and highest-reputed institution now enlarged and modernized for a new generation of urban children.



Figure 1

Choosing the British and Canadian School

The McKiernan family's desire to send twelve-year-old Charles to the British and Canadian School in 1877 may have been the result of a sudden feeling that a champion of the working man ought not to be sending his children to boarding school; more likely it was due to a decline in the family economy, possibly a consequence of the 1870s economic depression. Even so, the school's registry at this time suggests

that students came from a wide variety of social backgrounds—not to mention a variety of religious backgrounds—from labourers in trades undergoing rapid transformation to skilled workers who were less affected by the industrial revolution, but all with ambitions for their children. Moreover, despite being administered by the city's Protestant public school board which was attempting to provide schools in all urban neighbourhoods, the British and Canadian School still required parents to apply for admission. This policy was in keeping with its original mandate to target the children of labourers, but if students were being accepted from all across the city (to say nothing of Stanstead or even further away) and not specifically working-class areas one could conclude that the British and Canadian School offered something that was unavailable in local schools. One could also conclude that parents desired this feature and went to some trouble to gain access to it for their children. At this time, the industrial economy, and especially the economic depression of the early 1870s, made it very difficult for many working-class families to spare their children during school hours when their waged labour or assistance at home was vital to the household economy. Given this situation, it is remarkable that so many of them applied to the British and Canadian School, and suggests considerable determination on their parts to acquire a sound education.

Between September 1873 and April 1874, school authorities received 502 applications from parents and guardians requesting admission of their children to the British and Canadian School. There is no evidence that the school rejected any of the applications. Of the total number of applicants, 10 percent did not attend even though a place became available. Some of these children could not be found, presumably having moved away. Others turned down the offer of admission, having already begun to attend another school. Twelve-year-old Walter Macdonald, for example, had already started attending classes at the Panet Street School when school authorities at the British and Canadian School offered him a place. Of the three applicants from the Arnold family, only ten-year-old William Henry went; by the time the school had decided to admit all three children, their parents apparently had a change of heart and decided not to send William's twin brother Percy or his older sister Emma to the school. What input the children had in their parents' decision to deny them an education at the British and Canadian School is impossible to determine.

The timing of the applications made during the year followed a natural and logical course. Half of the requests for placement were made in September, thus allowing the children to begin classes as early as possible. Figure 2 reveals that the number of applicants steadily declined over the course of the autumn, reaching its lowest level in December, but in January it rose four-fold. Whatever prompted parents to seek to remove their children from other schools during the course of the year it made sense not to do so in December with end of term and holidays looming but to wait for the new year when children were less likely to feel the impact of the transfer. Parents likely decided at the last minute, as was customary in the fragile family economies of many working-class households across the city, to apply for admission just as the new school term was about to begin. Decisions about who could continue at school rather than be sent to work depended upon a number of factors and included the need of

the household for multiple wage earners, seasonal underemployment as well as diminution of salaries, and the availability of work. It also suggests that parents wanted their children to start at a new school under the best circumstances possible.

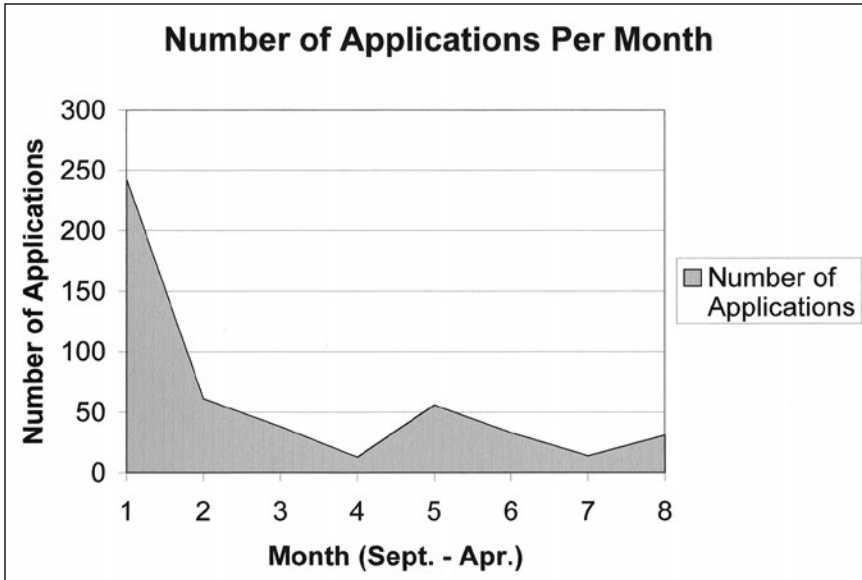


Figure 2

An analysis of the information recorded by school authorities in the *Registry of Admissions* for the 1873–74 academic year provided clues as to the demographic characteristics of the applicants. Using *GIS (Geographic Information Systems)* we created maps showing the location of households based on addresses given in the registry. Where people lived is generally a good indication of social class, with some exceptions. On the first map (see figure 3) the applicants' places of residence appear as small triangles, and the backdrop indicates the social and economic level of each neighbourhood; the shading represents different median rents. Clearly the majority of families lived in the central part of town, in either moderately low- or medium-rent housing, in areas indicated on the map by medium shading. A smaller number came from low-rent areas (indicated by light shading) southwest of the centre, to the east, and north. Very few came from the high-rent areas (indicated by darker shading) northwest of the centre on the flank of Mount Royal, the "Golden Square Mile," home to some of Canada's richest families. The children who attended the British and Canadian School from this area were most likely the sons and daughters of artisans and household staff who provided an array of services to the inhabitants of the mansions which dotted the landscape. Take for example J.J. Coleman, who lived on McTavish Street between the Allan and Lyman mansions in 1873; Lovell's Directory for that year lists him as a "guardian," which in all likelihood means he was the caretaker of one of these estates. Coleman enrolled his three children, Eliza, Mary, and

Alfred, in the British and Canadian School. Tracing this family in the 1881 census and city directory reveals that Alfred had taken over his father's responsibilities on the estate. By contrast, George Tarrant, living at 43 Mansfield Street, was the son of a hairdresser who most likely catered to the neighbourhood's well-heeled clientele and could afford the area's expensive real estate.

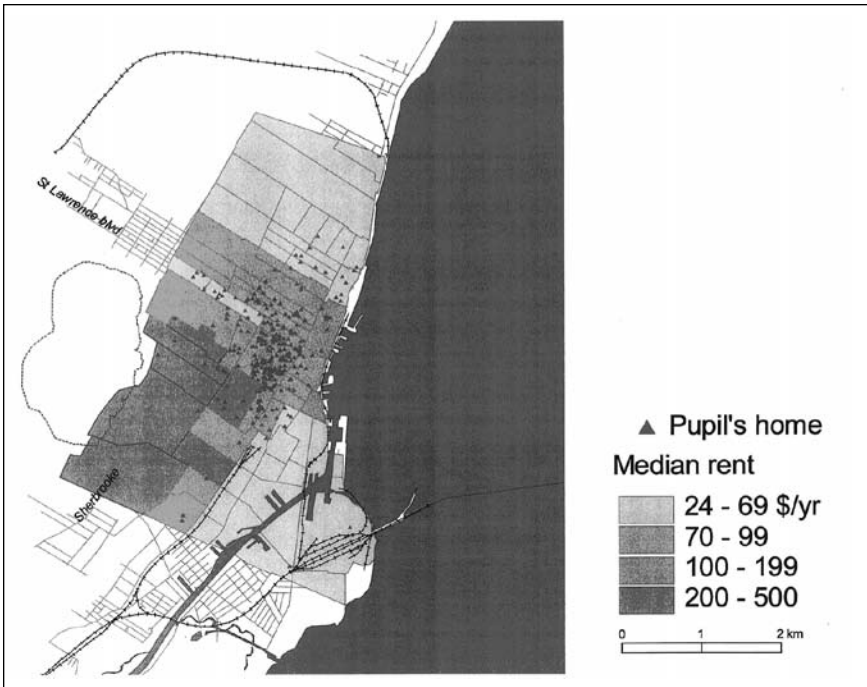


Figure 3

The vast majority of children in this cohort came from the artisanal class, most of them living within walking distance of the school. The second map (see figure 4) shows that 56 percent dwelt within a half-kilometer of the school. A large number lived just outside this half-kilometer circle. A significant proportion came from the neighbourhood north of the school, on or near St-Laurent Street, an area that would soon become home to an immigrant, largely Jewish working class; others came from the eastern and western ends of town. For these students, getting to school would have posed a problem, given the formidable cost of public transportation. William and John Cross lived in Pointe-St-Charles on Forfar Street, although at different addresses, over three kilometers away from the British and Canadian School. On foot, this journey would have taken them across several railway tracks and the canal, and would have been distinctly unpleasant in winter. Like other children who walked to the British and Canadian School, William and John would have passed other schools on the way, notably the Royal Arthur School built in 1870 in the faubourg St-Joseph on the corner of Delisle and Fulford streets to accommodate Protestant students from

the southwestern part of town. Despite the distance, however, William and John were sent to the British and Canadian School, another kilometer further. They may have taken the horse-drawn tram if their parents could afford it (William's father was a brass finisher and John's father an engineer); a later generation of children no doubt hitched a ride on the back fender of electric trams, but the horse-drawn wagons of the 1870s would not have lent themselves so well to this practice. Children who lived very far away may even have boarded with friends or relations who were closer to the British and Canadian School.

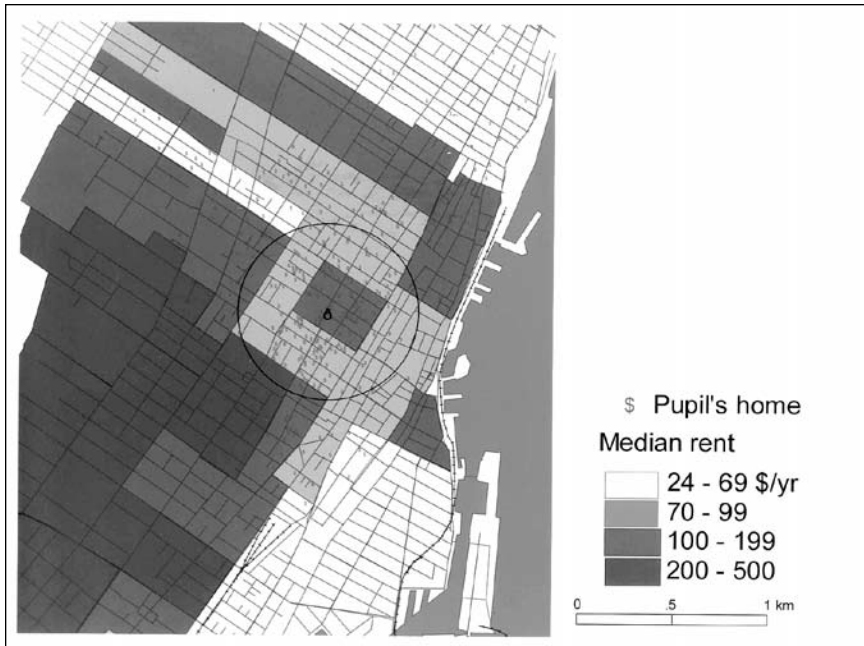


Figure 4

The majority of the applications (61 percent) were made for boys, which is remarkable given that boys were more likely to enter waged labour before their sisters. This tendency reinforces the argument that a significant proportion of these children came from families with stable and high enough incomes to meet basic household needs without having to send their children to work. That was clearly the case for John and Robert Sleeth who would become a lumber merchant and bookkeeper respectively in the family business. Keeping sons in school as long as possible may also have been a strategy implemented by households to bolster their long-term prospects as future breadwinners: James Ferguson, for example, was the son of a labourer but by 1881 had become a machinist, a trade that required a literate workforce. At the same time, more than a third of the applicants (39 percent) were girls. Some of these girls may well have aspired to be teachers; an education at the British and Canadian School offered an opportunity to seek employment in rural schools or a prerequisite level of

instruction for admission to the McGill Normal School.

Where religious denominations were recorded, 80 percent of the children were identified as Protestant, 13 percent as Catholics, and 6 percent as Jewish, although it is possible that some of the children who were listed as Protestant or whose religious designation was not recorded, were actually Jewish. Non-Protestants within the Protestant school system were normally required to pay an additional fee, but there is no suggestion from the Registry that Catholic and Jewish applicants were considered any differently from others, although the nuances of the selection process are of course not evident.

The ages of applicants range from four to seventeen, most being between six and thirteen. The distribution according to age is particularly interesting given one of the household strategies that popular-class families implemented to meet their basic needs, namely to put children to work if necessary. Without mandatory education in Quebec until 1943 (Ontario passed this legislation in 1871) parents were not obliged to send their children to school. Similarly, with no legal work age until the 1885 Factory Act, which legislated a minimum age of twelve for boys and fourteen for girls and earlier with parental consent, parents could send their children to labour in factories at any age. Yet, as figure 5 shows, 86 percent of the children (410) whose parents sought to enrol their offspring in the British and Canadian School were between the ages of six and thirteen. If we consider the age group from twelve to seventeen—twelve being the age when children were most likely to leave school to enter the work force or to help out at home—nearly a quarter (116 or 24 percent) of the applicants belonged to this cohort (twelve to seventeen) and boys made up nearly two-thirds (65 percent) of this number. This finding suggests that for those children, boys in particular, who came from households which did not require their waged labour in order to subsist, school attendance was possible, even expected. That Donald, Archie, and Louisa McNaughton's father was a merchant who paid \$240 annual rent for their dwelling indicates that they could stay in school learning all the skills needed for their future occupation as store clerks, presumably in their father's establishment. Similarly, Rachel Rubenstein lived in a home that cost her gentleman father \$200 rent per annum. All of her six brothers worked as silver platers in the family business.

For others, the British and Canadian School provided an opportunity to learn English, an asset in any future work environment where it was the *lingua franca* of business in Montreal. This may have been on the mind of Antoine Baré's father when he sought enrolment for his son in the British and Canadian School. On the register under competency is written, "wants to learn English, knows division." Similarly, Aimé, André, and Victor Provençal transferred from the Jacques Cartier Normal School to the British and Canadian School even though none of them spoke English. Their father, Demase Provençal, was a successful butcher who not only had a stall at the Bonsecour Market but paid \$180 annual rent for a house on St-Denis Street. As a small but successful businessman, Demase likely understood that English was an asset for francophone men with similar aspirations. By 1880, Aimé had become a barber and Victor a clerk. Perhaps these families chose this school over others because of its history of non-denominationalism. Equally, Hattie Lessar, Jewish and probably a recent immigrant, "knew nothing of English" when she enrolled at the school. Rather

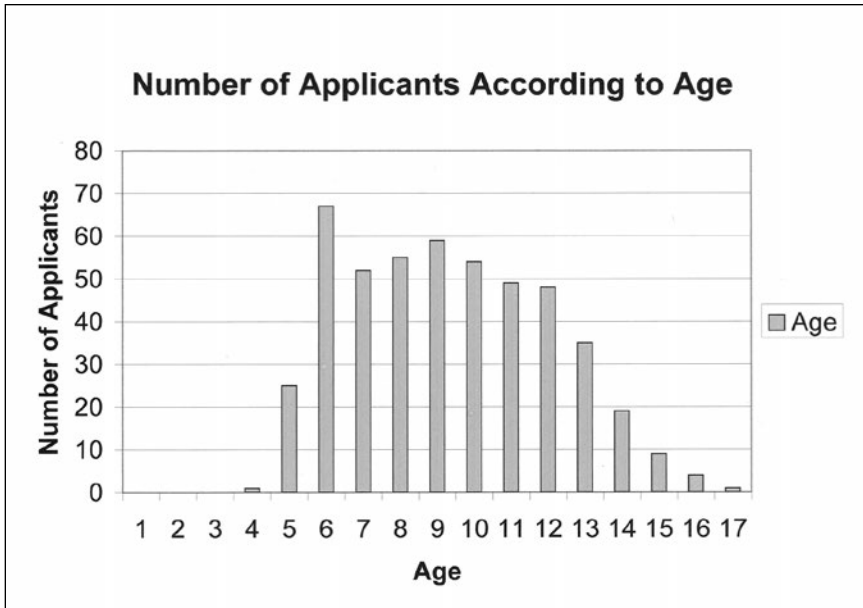


Figure 5

than attend one of the two synagogue schools, Hattie and many of her co-religionists opted for the British and Canadian School where she could obtain a more liberal education at the same time learn English. By contrast, those households which had become increasingly dependent upon the waged labour of children could only furnish them with a few years of schooling. Bettina Bradbury's authoritative study shows that households where the major breadwinner worked in trades undergoing rapid transformation were increasingly dependent upon children's waged labour to complement his inadequate and irregular income. Bradbury points out that as women's non-wage strategies were restricted by municipal by-laws, households became more dependent on children's work to pay for basic needs; "children could and did pay the rent."⁸⁶ Sending children to school involved a considerable expense for these households whose budgets were already stretched to the breaking point. The cost of schooling in real terms included both the school fees and the loss of children's wages.⁸⁷ School fees represented a huge cost for households where twenty-five cents made a significant difference in the budget.⁸⁸ Even so, some of the children who had left the British and Canadian School applied for re-admission months and even years later. If children's school attendance was constrained by absences to attend to household chores, to mind siblings, to care for sick and elderly family members, or by leaving school at age twelve to begin work in the factory or at home, parents understood that a few years of education provided their offspring with useful skills.

The British and Canadian School also catered to families whose fortunes had turned and could not afford what their social background might ordinarily lead them to expect. The most vulnerable households were those headed by widows who were

left without a male wage earner. Widow Eberwin, who shared her accommodation at 154 German Street with six others, three of whom were widows, requested that five-year-old Louisa and eight-year-old Louis be enrolled in the school. The loss of a major bread winner notwithstanding, the economic depression in the early 1870s produced turmoil in a wide variety of households including those normally with stable and adequate incomes. This may well have been the case for the McKiernan family. So too, for the two Eneas sons who had been attending the prestigious Preparatory High School before switching to the British and Canadian School. The Reverend Thomas Gale, a Baptist minister, secretary of the Quebec Temperance and Prohibitory League, and father of five, took his daughter Anna out of private school to enrol her in the British and Canadian School.

Only a minority of children from the 1873–74 Registry can be found listed in the 1881 census or the directory for that year, so it is difficult to obtain a thorough analysis of this cohort with an eye to determining whether study at the British and Canadian School led to improved social status. Nevertheless, many of those children we were able to trace to 1881 seem to have been employed in occupations that required a degree of education. Robert and Charles DeWitt, for example, who attended the school in 1873–74, reported to the 1881 census taker that they and two other siblings were working as clerks; the two youngest children in the family were currently attending school, suggesting that the DeWitts had become prosperous enough for schooling to be considered *de rigueur*. The same was true for the Thorn family, whose children Mary Anne, Annie, and Samuel had attended the British and Canadian School: their youngest sibling was attending school in 1881. Samuel Thorn and another brother were both telegraph clerks, like their father before them. Mary Anne and Annie Thorn and their two older sisters did not report an occupation; all seven Thorn siblings were living with their eighty-four-year-old grandmother, the parents presumably having died. In 1881 Donald and Archie McNaughton were employed as store clerks, likely in their father's business; he was a merchant and the family inhabited a house for which they paid a considerable \$240 annual rent. Louisa McNaughton, who also attended the British and Canadian School, was not listed as having an occupation in 1881. The experience of female students subsequent to attending school is obviously particularly difficult to ascertain; absence of a listed occupation is no necessary indication of social status however. Emma and Mary Anne Grimsdale had become servants by 1881, Mary Anne employed in the house of a bank manager; although hardly a coveted occupation, domestic service was at least in keeping with the original objectives of the British and Canadian School Society. Female students who married or went into teaching—a profession that could easily have taken them outside the city—are nearly impossible to trace in the census.

Almost all of the children applying to the British and Canadian School in 1873–74 had attended educational institutions elsewhere; only five of the applicants had not received any schooling and one had been “schooled at home.” Table 1 shows that nearly three-quarters of the youngsters (74 percent) had been enrolled in Montreal schools before making an application to the British and Canadian School. Thirteen percent had already studied at the school but had left presumably to attend school

elsewhere, to work or help out at home, or because of illness. Take the example of Thomas Nolan who reapplied for admission after an eighteen month hiatus. Others left the British and Canadian School to enrol in private schools before their parents made new applications for re-admission. Edmund Bury, for instance, attended Miss Wilson's School; his brother Albert frequented Miss Taylor's School.

Table 1
Last School Attended: Within Montreal

School	Denomination	No. of Children
Ann Street School	Protestant	8
German School	Jewish	6
British & Canadian School	Protestant	28
Bishop's School	Catholic	1
Bonne Mission	Catholic	1
Christian Brothers schools	Catholic	12
College	Catholic	1
Côte St-Laurent	?	1
French School	Catholic	2
Griffintown		1
Jacques Cartier Normal School	Catholic	3
Ladies' Benevolent School	Protestant	2
McGill Model School	Protestant	3
Model School of the Colonial		
Church & School Society	Protestant	1
Mile End School	?	1
private schools	?	94
nuns schools	Catholic	5
McGill Normal School	Protestant	1
Panet Street School	Protestant	27
Preparatory High School	Protestant	3
Royal Arthur School	Protestant	3
School of Industry	?	1
YMCA School	Protestant	1
St. George's School	Protestant	10
St. James' School	Protestant	1
St. John's School	Protestant	1
St. Lawrence School	Protestant	1
St. Mary's College	Catholic	2

(Data taken for the school year, September 1873 to April 1874 from the *Registry of Admissions, 1873-77*)

A significant proportion of the applicants came from Protestant schools (41 percent) or from private schools (43 percent). These private schools were probably informal, local places of learning situated in the teacher's house and subject to the needs of the teacher rather than the pupils. Table 2 shows the number of children who had been

schooled elsewhere: on the island of Montreal, in towns and cities in Quebec, and in the countryside. Applications included children who had attended school in other provinces of Canada, mostly in Ontario, and in other countries such as England, Germany, and the United States. Children came from as far away as Minnesota, Illinois, New Jersey, and New York, and as close as St. Albans, Vermont. These school transfers suggest a population on the move, even as they underscore the importance that parents placed on the formal education of their children.

Table 2
Last School Attended: Outside Montreal

Montreal Island			12
	Chateauguay	1	
	Côte des Neiges	1	
	Lachine	6	
	Longue-Pointe	2	
	Tanneries	2	
Province of Quebec			26
	Beaudette	1	
	Charleston	2	
	Dunegan	1	
	Frelighsburg	1	
	Lachute	3	
	Métis	5	
	Phillipsburg	1	
	Pointe-Lévis	1	
	Quebec City	5	
	Rawdon	1	
	Sherbrooke	1	
	Sorel	2	
	Trois-Rivières	1	
	Wickham	1	
Rural Quebec			5
Other Provinces			15
	New Brunswick	1	
	Nova Scotia	2	
	Ontario	12	
Other Countries			22
	England	6	
	Germany	1	
	Scotland	2	
	United States	13	
Total			68

(Data taken for the school year, September 1873 to April 1874 from the *Registry of Admissions, 1873–77*)

To determine which classroom to place a child—perhaps the reason for having parents or guardians make applications in the first place—school authorities assessed each applicant's level of literacy and proficiency in arithmetic. Given that children's school experiences varied dramatically even within the same age cohort, it is not surprising that applicants' overall knowledge ranged from "knows nothing" to "can do fractions." Scholars of literacy have moved away from seeing literacy and illiteracy as a simple dichotomy, and now think in terms of gradations of literacy or a continuum of capabilities, which usually began with learning to read before learning to write.⁸⁹ At the British and Canadian School, the teachers (we assume) assessed levels of literacy by testing each child's knowledge of the alphabet, grammar and composition, and reading ability (using a series of readers). They also determined a child's comprehension of arithmetic by testing his or her facility at identifying numbers, counting, adding, subtracting, dividing (simple or long division, as in the example of ten-year-old Mary Jane Anderson who was competent at long divisions) and doing fractions (the highest achievement and rare amongst the applicants). There was also some formal separation of students by "grades:" a pupil began with 1st and 2nd Primary (ten-year-old Frank Morrow was, according to the assessment of his competency, "about ready for 2nd Primary"), moved to 1st and 2nd Intermediate, and ended with 1st Senior. Donald McNaughton's ability to do fractions earned this fourteen-year-old a spot in Mr. Swallow's class of 1st Seniors. These formal divisions were nuanced further. While both of the Cameron children were placed in 2nd Primary, the older one entered the "highest class" while the younger brother Lewis was assigned to the "lower class."

Appraisals of competency provide historians with a window onto children's school experiences, specifically variations in applicants' ages and levels of knowledge, school attendance practices, and quality of schooling. Take the following as examples. Despite thirteen-year-old Patrick McLaughlin's history of attending school in New Jersey, and twelve-year-old Louis Ferte's experience at the "Friars" school in Montreal, both of them could not do arithmetic. By contrast, six-year-old Sophie Greenburg had already been to Miss Cameron's School where she learned "to spell some in words of 2 & 3." And ten-year-old Elizabeth Brown, who had also attended Miss Cameron's School in Montreal, could "write, add, subtract, multiply, divide." For some children, entering the British and Canadian School was their first encounter with formal education: ten-year-old Rebecca Blumenthal, for instance, had not attended school before 1873 and "knows nothing." Thus, information recorded in the *Registry of Admissions* gives us a broader and more detailed picture of the various schooling practices initiated by households to allow their children to attend school even for a few years. It may have taken Rebecca Blumenthal ten years to enter a classroom for the first time but her parents eventually found the means to enrol her at the British and Canadian School.

Conclusion

The British and Canadian School provides a rare example of an institution whose history we can trace through a variety of detailed sources for almost a century, from its opening—significantly, two decades before the establishment of a public system of education in Lower Canada in 1841 and the formation of the Montreal school boards in 1846—to its closure in 1894 when the commissioners decided the building no longer met their needs and opted to sell it to commercial interests.⁹⁰ Despite its close relationship with the Protestant Board of School Commissioners as of mid-century and particularly after its takeover by the board in 1866, the school retained a degree of independence. It does not seem to have deviated a great deal from its original mandate to educate the children of the popular classes in a non-denominational setting. Moreover, this mandate appears to have been appreciated by parents, who from a variety of social and religious backgrounds applied to enroll their children in the school even when there were more convenient options.

The early records of the British and Canadian School Society and its parent body show the operation of a charitable organization with a specific agenda; the numbers of students seeking admission and the numbers in attendance suggest that the school filled a need. The *Registry of Admissions* shows that the school continued to meet similar needs within the working-class population of the 1870s. We see how parents timed the applications to suit their families' circumstances, how long children stayed in school, and the reasons parents removed their children before school term ended. In this respect we add a layer to the picture that Bettina Bradbury has created, using census returns, of working families in nineteenth-century Montreal. The *Registry* allows us to consider the experience of going to school from the point of view of the child in the context of family and household strategies. Categories of information (age, address, previous schools attended, and individual competency) show us that children had developed a range of reading, writing, and numeracy skills which varied within age groups. This reflects the ambitions parents had for their children (girls as well as boys), the importance they placed on literacy, and the role of schooling in the family economy. Although we have no way of knowing what input children had in making these decisions, their presence at school and specifically the many cases of academic achievement suggests that at some level the children wanted to be there. Children's agency is not the focus of this paper, but their presence in the sources as individual points to the need for further research to draw out their autonomy.

That these students represented a wide variety of social and economic backgrounds and lived in many different neighbourhoods indicates that the school catered to families with differing expectations of social mobility. It would seem from the evidence of the 1870s that the sons and daughters of skilled tradesmen, of artisans in occupations undergoing rapid transformation in the industrial revolution, and even the owners of small businesses such as Joe Beef, were as well as the children of labourers the proper objects of this institution.

Notes

- 1 We would like to thank the Foundation for the Advancement of Protestant Education in Canada for its funding of the Quebec Protestant Education Research Project. A very special thanks to Sherry Olson of McGill University's Geography Department for guiding us through the databases assembled by the *Montréal: l'avenir du passé* project, and for creating maps from the raw data. We also appreciate the valuable comments made by Brian Young on an earlier version of the paper as well as those by the anonymous readers.
- 2 For more on Joe Beef see Peter DeLottinville, "Joe Beef of Montreal: Working-Class Culture and the Tavern, 1869–1889," *Labour/Le Travail* 8/9 (1981/82): 9–40.
- 3 Miriam Cloutier of the Mount Royal Cemetery archive provided information about the McKiernan family plot: McKiernan had two sons by his first wife, who had died in 1871 giving birth to a daughter. Their funeral and burial in Montreal's Protestant cemetery involved a somewhat rowdy procession of dockworkers accompanied by a marching band, a clear affront to middle-class mores. See Brian Young, *Respectable Burial: Montreal's Mount Royal Cemetery* (Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004), 77. By 1877 McKiernan had at least one child by his second wife.
- 4 English Montreal School Board Archives (EMSBA), *Registry of Admissions to the British and Canadian School, 1873–77*.
- 5 See for example, Douglas A. Lawr and Robert Gidney, "Who Ran the Schools? Local influences on Education Policy in Nineteenth-Century Ontario," *Ontario History* 72, no. 3 (June, 1980); Gidney and W.P.J. Millar, "From Voluntarism to State Schooling: The Creation of the Public School System in Ontario," *CHR* 6, no. 4 (December, 1985); Bruce Curtis, *Building the Educational State: Canada West, 1836–1871* (London, Ontario: Althouse Press, 1988); Susan E. Houston and Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario* (Toronto: University of Toronto Press, 1988); Nadia Fahmy-Eid, Micheline Dumont, *Maitresses de maison, maitresses d'école: femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec* (Montréal: Boréal Express, 1983) and *Les couventines: l'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes, 1840–1960* (Montréal: Boréal Express, 1986).
- 6 Jean-Pierre Charland, *L'entreprise éducative au Québec, 1840–1900* (Ste-Foy, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2000).
- 7 Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal* (Montréal: Boréal, 1996).
- 8 Andrée Dufour, *Tous à l'école: État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859* (Lasalle, Québec: Éditions Hurtubise HMH, 1996); "Diversité institutionnelle et fréquentation scolaire dans l'île de Montréal en 1825 et en 1835," *RHAF*, 41, no. 4 (printemps 1988): 507–35.
- 9 Bettina Bradbury, *Working Families: Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal* (Toronto: McClelland & Stewart Inc., 1993), 165.
- 10 Roderick MacLeod and Mary Anne Poutanen, *A Meeting of the People: School Boards and Protestant Communities in Quebec, 1801–1998* (Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004).
- 11 Bradbury, *Working Families*, 123. Allan Greer, "The Pattern of Literacy in Quebec, 1845–1899," *Social History/Histoire Sociale* 11, no. 22 (November 1978): 295–335.
- 12 Bruce Curtis, "Joseph Lancaster in Montreal (bis): Monitorial Schooling and Politics in a Colonial Context," *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation* 17, no. 1 (2005): 4–5.
- 13 W.K. Lowther Clarke, *A History of the S.P.C.K* (London: S.P.C.K., 1959), 52.
- 14 Jacques Viger identified forty-one schools in the city of Montreal in 1825, twelve of which were run by the Catholic church or religious orders (with a combined student population of 1,183), three by educational societies (642 students), one by the Royal

- Institution (48 students), one by a non-Catholic church (70 students), and twenty-four were private (770 students). The “non-Catholic church” school was almost certainly the American Presbyterian Sunday School; that church’s day school did not open until 1830. Viger’s data provide a useful picture of the array of schools in Montreal from 1825 on, but not for the earlier period. Many of these schools that figure in his survey had not yet opened in 1820, including two of the “educational societies” schools (British and Canadian, Montreal Orphan Asylum). The private schools also opened and closed with particular irregularity. See Andrée Dufour, “Diversité institutionnelle et fréquentation scolaire dans l’île de Montréal en 1825 et en 1835,” *RHAF* 41, no. 4 (printemps 1988): 514–517, and “Les premières enseignantes laïques au Québec: Le cas de Montréal, 1825–1835,” *Histoire de l’éducation*, no. 109 (janvier 2006): 3–32, and “Deux recensements manuscrits des écoles de l’île de Montréal en 1825 et en 1835: une contribution de Jacques Viger à l’histoire de l’éducation au Québec,” *Historical studies in Education/Revue d’histoire de l’éducation* 5, no. 3 (octobre 1988): 19–26.
- 15 Réal Boulianne, “The Royal Institution for the Advancement of Learning: The Correspondence, 1820–1829” (Unpublished Doctor of Philosophy dissertation, McGill University, 1970), 412.
 - 16 It is not clear whether the Catholic religious orders at this time, such as the *Congrégation Notre-Dame*, took the children of the poor into their schools any more regularly than did the Royal Institution; they certainly did not do so systematically. For the Grey Nuns to teach the orphans and other children abandoned at their door (Dufour, “Diversité institutionnelle,” 518) represented a different sort of charity from that of the British and Canadian School Society.
 17. Boulianne, “The Royal Institution,” 400. Clarke, *A History of the S.P.C.K.*, 156–7. Newton Bosworth, *Hochelaga Depicta, or the Early History of Montreal* (Montreal: William Greig, 1839), 136.
 - 18 Roderick MacLeod, “‘In the Hallowed Name of Religion’: Scots and Public Education in Nineteenth-Century Montreal,” in *A Kingdom of the Mind: The Scots’ Impact on the Development of Canada.*, ed. Peter E. Rider and Heather McNabb (Montreal and Kingston: McGill-Queen’s University Press, 2005).
 - 19 *Report of the British and Foreign School Society, London, 1821*, 11–12.
 - 20 *Report of the British and Foreign School Society, London, 1819*, 69.
 - 21 *The Montreal Herald*, October 5, 1822.
 - 22 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 13.
 - 23 *Ibid.*, 14.
 - 24 *Third Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1825*, 11.
 - 25 Bruce Curtis, “The State of Tutelage in Lower Canada, 1835–1851,” *History of Education Quarterly*, 37, no.1 (Spring 1997): 26.
 - 26 The “foreign” in the original title initially referred to Ireland, where the society appears to have had great success educating Catholics and Protestants alike, “keeping clear of all interference with the particular religious tenets” of the students and their families. By 1823 the society had also opened schools in France, Spain, Italy, Russia, Poland, Switzerland, the Netherlands, Mexico, and even India, where “one of the greatest obstacles in the way of moral improvement – the absolute prohibition of female education among the natives is now giving way.” (*First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 18).
 - 27 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 21–22.
 - 28 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 16.
 - 29 George W Spragge, “Joseph Lancaster in Montreal,” *Canadian Historical Review*, XXII (1941, 1): 35. Curtis, “Joseph Lancaster in Montreal (bis)”, 2.
 - 30 *Third Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1825*, 12.
 - 31 *Laws and Regulations of the British and Canadian School Society, September 21, 1822.*

- 32 *Second Annual Report of the British and Canadian School Society: Laws and Regulations, Montreal, 1824*, 3.
- 33 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 12.
- 34 Mary Anne Poutanen, "For the Benefit of the Master: The Montreal Needle Trades during the Transition, 1820–1842" (Unpublished Master of Arts dissertation, McGill University, 1985), 151.
- 35 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 5.
- 36 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 14.
- 37 Robert Campbell, *A History of the Scotch Presbyterian Church at St. Gabriel Street, Montreal* (Montreal: W. Drysdale, 1887).
- 38 Berthelet would later become a solid patron of expressly Catholic institutions, although at one time he was a member of the *Institut Canadien*. Léon Pouliot, "Antoine-Olivier Berthelet," *Dictionary of Canadian Biography*, X.
- 39 *Second Annual Report of the British and Canadian School Society: Laws and Regulations, Montreal, 1824*, 3–4.
- 40 Report of the British and Foreign School Society, London, 1822, 35–36. The request had the approval of Governor-General Dalhousie.
- 41 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 14, 28.
- 42 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 15.
- 43 *Second Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1824*, 11.
- 44 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 15.
- 45 Curtis, "Lancaster in Montreal," 3–4.
- 46 *Second Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1824*, 10.
- 47 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 14.
- 48 *The Montreal Gazette*, December 21, 1822.
- 49 *First Annual Report of the British and Canadian School Society: Report of the Ladies' Committee, Montreal, 1823*, 20; *Second Annual Report, 1824*, 15.
- 50 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 15.
- 51 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 7.
- 52 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 15, 20.
- 53 *Report of the British and Foreign School Society, London, 1824*, 136.
- 54 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 9.
- 55 See Joel Perlmann, Silvana R. Siddali, and Keith Whitescarver, "Literacy, Schooling, and Teaching among New England Women, 1730–1820," *History of Education Quarterly* 37, no. 2, Special Issue on Education in Early America (Summer 1997): 139. Perlmann et al. observed "longer school attendance for girls in lower schools, evolving teaching roles for women, and increasing literacy as measured by signing ability."
- 56 Bradbury, *Working Families*, 165.
- 57 In the first year of the society's life they generated slightly over £20, only a fraction of its total income of almost £297. The following year the sum had risen to nearly £60 (boys £39.13.7½, girls £19.14.0) out of a total income of nearly £369. The proportions were similar for the society's third year, although by 1826 the fee revenue was down to less than £44 (only £10 of which came from girls).
- 58 *First Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1823*, 14, 28.
- 59 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 9.
- 60 *Second Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1824*, 10.
- 61 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 10.
- 62 *9 George IV, cap.46; 2 William IV, cap.30; 4 William IV, cap.23; 6 William IV, cap.30*.
- 63 Franklin Toker, *The Church of Notre Dame in Montreal: An Architectural History* (Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1991), 17, 55.
- 64 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 10.
- 65 McCord Museum Archives, PO851A, Record Book, July 1, 1826, September 18, 1826.

- 66 *Fourth Annual Report of the British and Canadian School Society, Montreal, 1826*, 11.
- 67 MacLeod and Poutanen, *A Meeting of the People*, 119.
- 68 *British and Foreign School Society, Quarterly Extracts*, September 30, 1840, 6.
- 69 For more on Buller's work see Curtis, "The State of Tutelage in Lower Canada," 30–34.
- 70 Nathan H. Mair, *Protestant Education in Quebec: Notes on the History of Education in the Protestant Public Schools of Quebec* (Quebec: Conseil supérieur de l'éducation, Comité protestant, 1981), 19.
- 71 *Report of the Protestant Board of School Commissioners for the City of Montreal, 1847–1871*, 6.
- 72 English Montreal School Board Archives, Minutes of the Protestant Board of School Commissioners for the City of Montreal, March 16, 1865.
- 73 EMSB Archives, Minutes of the PBSC, October 22, 1866, November 27, 1866.
- 74 Bosworth, *Hochelega Depicta*, 149, 205.
- 75 *British and Foreign School Society, Quarterly Extracts*, September 30, 1840, 6.
- 76 Robert Gagnon, *Anglophones at the CECM: A Reflection of the Linguistic Duality of Montreal* (Montreal: Commission des écoles catholiques de Montréal, 1996), 16.
- 77 They did so using a method ("*méthode simultanée*") that deliberately set out to counter the "liberal" effects of the Lancastrian system. See Nive Voisine, *Les frères des écoles chrétiennes au Canada, Tome 1: La conquête de l'Amérique, 1837–1880* (Québec: Editions Anne Sigier, 1987), 54–56, 315–16.
- 78 David Rome, *The Drama of Our Early Education*, Canadian Jewish Congress National Archives, New Series 44, 1991, 46.
- 79 That is, the community as a whole enjoyed this good working relationship. In 1886 a dispute arose over the replacement of the retiring Hebrew Teacher at the British and Canadian School, leading to the Spanish and Portuguese congregation withdrawing its share of the school taxes. Apart from the ensuing financial difficulties, this development had little impact on the education of most Jewish families. See *Report of the PBSC, 1886*, 6.
- 80 *British and Foreign School Society, Quarterly Extracts*, September 30, 1840, 7. By the 1850s, the school is referred to as a model school in government documents.
- 81 School Regulations adopted by the British and Canadian School Society, July 13, 1860. This document also includes an Act of Incorporation, 22 Victoria, cap.CXXII, May 4, 1859, 1–2, and By-Laws adopted December 8, 1859.
- 82 EMSB Archives, Minutes of the PBSC, March 16, 1865, November 8, 1866, April 15, 1869.
- 83 EMSB Archives, Minutes of the PBSC, March 16, 1865, November 2, 1868, June 18, 1869.
- 84 EMSB Archives, Minutes of the PBSC, April 26, 1873.
- 85 Guy Pinard, *Montréal: son histoire, son architecture* (Montréal: Éditions La Presse, 1986), 52.
- 86 Bettina Bradbury, "Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861–91," *Labour/Le Travail* no.14 (Fall 1984): 45.
- 87 W.B. Stephens, "Literacy in England, Scotland, and Wales, 1500-1900," *History of Education Quarterly* 30, no. 4 (Winter, 1990): 562.
- 88 Bettina Bradbury, *Working Families: Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal* (Toronto: McClelland & Stewart Inc., 1993), 165.
- 89 Daniel Resnick and James Gilchrist cite the work of Robert F. Arno and Harvey J. Graff (eds.), *National Literacy Campaigns: Historical and Comparative Perspectives* (New York: Plenum, 1987) in their article "Literacy Development: A Laboratory for Social Science," *History of Education Quarterly* 30, no. 4 Special Issue on the History of Literacy (Winter, 1990): 670. See also, Perlmann, Siddali, and Whitescarver, "Literacy, School, and Teaching"; Bruce Curtis, "Some Recent Work on the History of Literacy in Canada," *History of Education Quarterly* 30, no. 4: 613–24; Stephens, "Literacy in

England, Scotland, and Wales,” and Gloria L. Main, “An Inquiry into When and Why Women Learned to Write in Colonial New England,” *Journal of Social History* 24, no. 3 (Spring 1991): 579–90.

- 90 In November 1892, the commissioners purchased land for a new building that would provide “accommodation more in accordance with modern educational requirements that could be obtained in the British and Canadian School.” Dufferin School was built at a cost of \$54,775 and opened in April 1894. Later that year, the British and Canadian School was sold for \$17,500 and used ever since for commercial purposes. It is currently a noodle factory. Reports of the Protestant Board of School Commissioners for Montreal, 1892–93, 5; 1894–95, 5.

FREE PRESBYTERIAN CHURCH*actuellement: entrepôt***985-991, rue Côté**

photo 1980

Propriétaire: Fashing Realty Corporation
Superficie du terrain: 1 121 m²

Années	Étapes de construction	Architectes	Entrepreneurs
1847-48	construction de l'église ¹		
16 mai 1848	ouverture de l'église au culte ¹		
Vers 1884	modifications pour transformation en manufacture et addition de 2 tours de façade ¹		
1937	réfection d'un mur de brique à l'arrière ²		J. A. Charette ²
1940	modification de la toiture ²	Kalman et John Fish ²	le propriétaire ²
1945	addition d'un étage, avec toit plat ²		A. Aaron Cohen ²
1971	rénovations intérieures diverses, pose d'une nouvelle couverture, remplacement des ascenseurs, érection d'un escalier intérieur neuf, construction d'une cheminée ²		

1. Dossier de la Mission Catholique Chinoise du Saint-Esprit: ministère des Affaires culturelles, Direction générale du Patrimoine, service de l'Inventaire des Biens culturels, Québec, octobre 1976
2. Service des permis et inspections de la ville de Montréal

FREE PRESBYTERIAN CHURCH

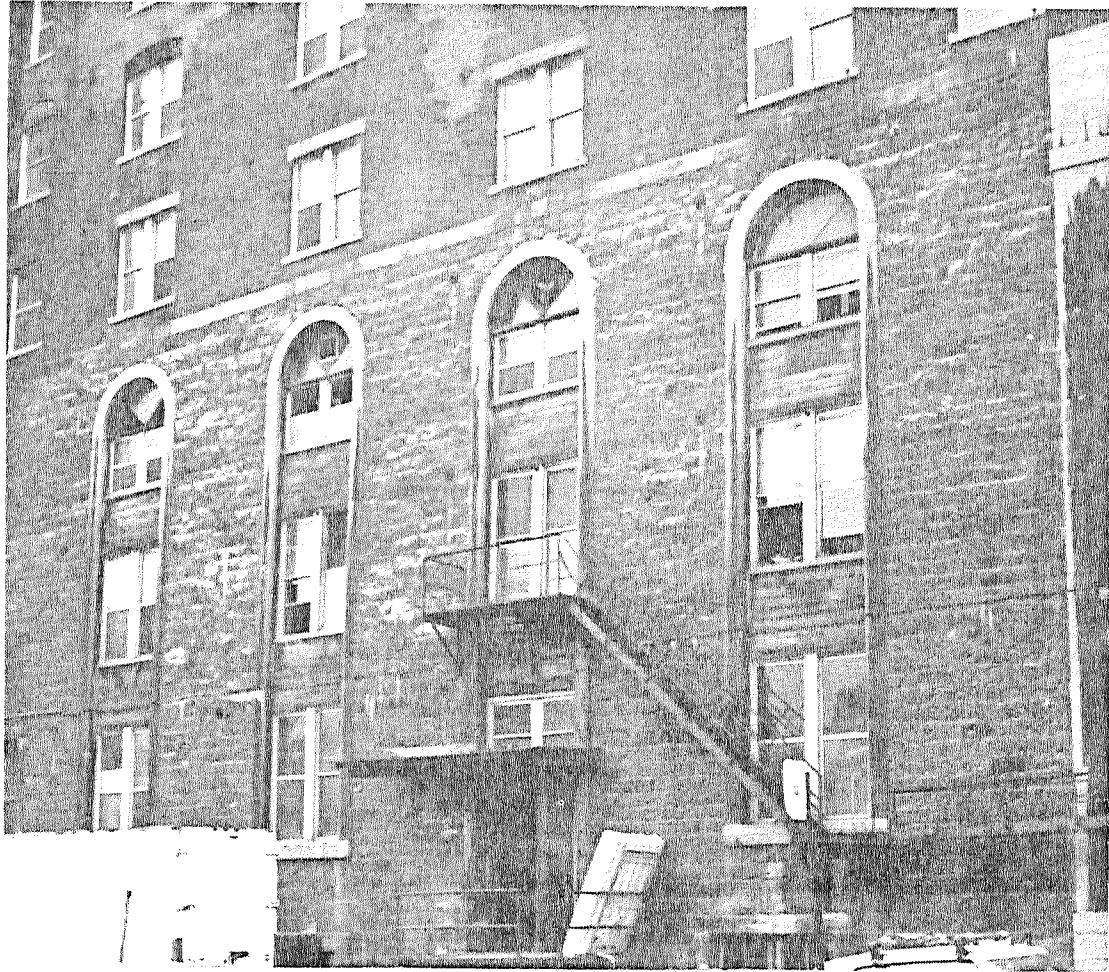
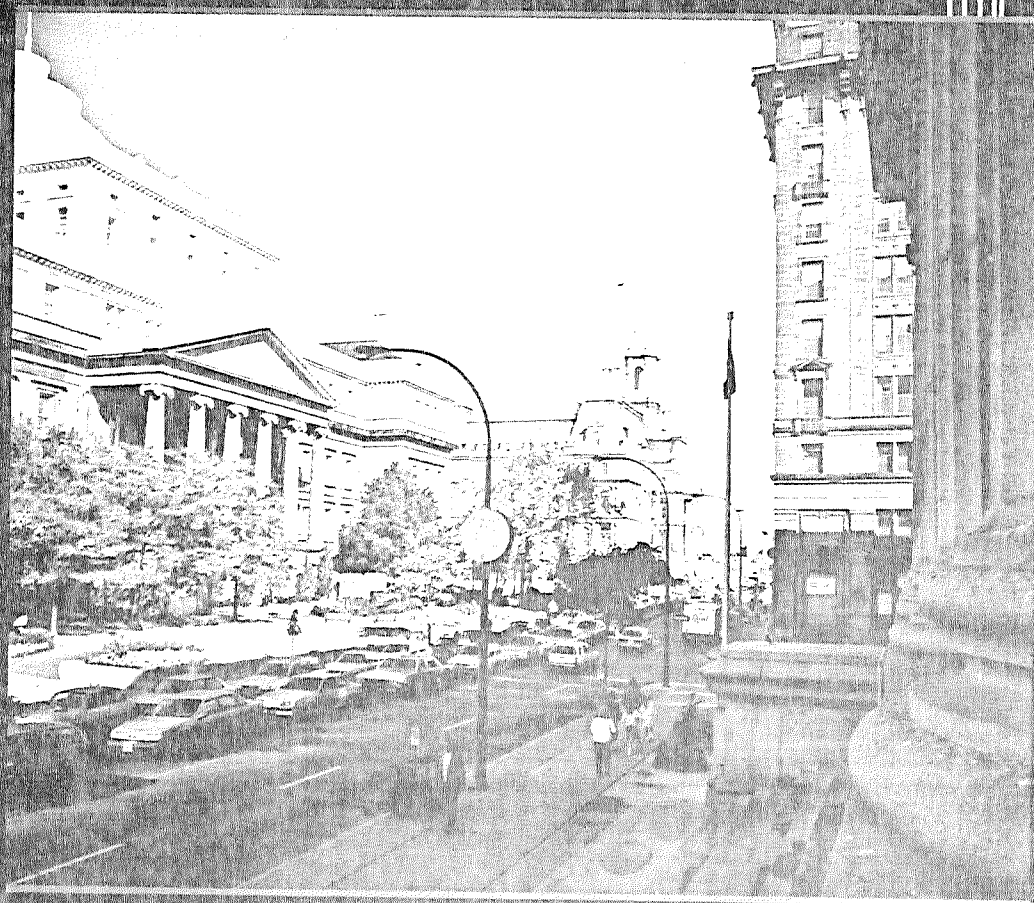


photo 1976

Un plan de l'emplacement a été fait par l'arpenteur John Ostell, qui fut également architecte et marchand de bois¹

Seuls, les murs latéraux et le mur à l'arrière font partie de l'ancienne église

MONTRÉAL SON HISTOIRE SON ARCHITECTURE



PRÉFACE DE
PHYLLIS LAMBERT

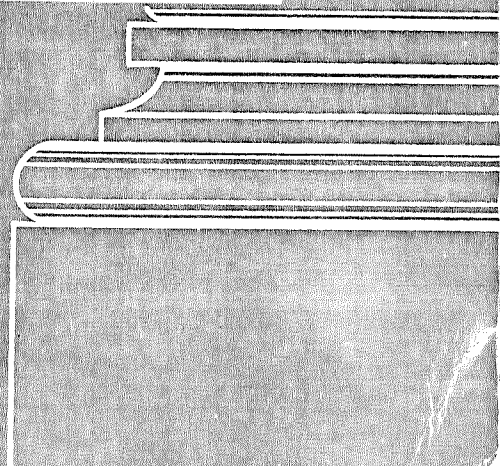
01N

1670-38-53-R

Code

Unité: 04004

la presse



9

L'École britannique et canadienne et l'église Free Presbyterian

Construction : 1826 (école)

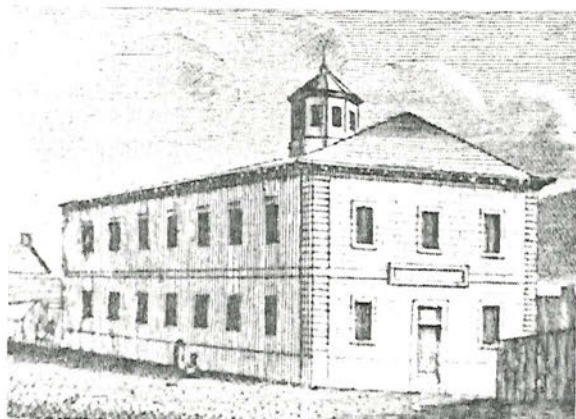
Architecte : John O'Donnell

Construction : 1848 (église)

Architecte : inconnu

Le présent chapitre et le suivant traitent de quatre bâtiments situés dans un environnement architectural caractérisé depuis deux décennies par l'érection d'édifices tels le palais des congrès, la place Guy-Favreau et le complexe Desjardins, et amputé de toute sa partie sud par la construction de l'autoroute Ville-Marie.

L'École britannique et canadienne et l'église Free Presbyterian ont évidem-



Dessin de l'école originale, tiré de Hochelaga Depicta, de Newton Bosworth.

ment perdu depuis longtemps leur vocation initiale; l'ex-école sert de fabrique de nouilles chinoises et l'église a été transformée en entrepôt. Ces transformations furent aussi nombreuses que malheureuses dans les deux cas. Il en va de même de l'église et du presbytère de la mission chinoise qui feront l'objet du prochain chapitre.

Le faubourg « Près-de-ville »

Ces quatre édifices furent construits dans le secteur jadis connu sous le nom de « Près-de-ville », ainsi désigné parce qu'il était situé tout juste à l'extérieur des fortifications, un peu à l'ouest de la porte Saint-Laurent. Il englobait l'actuel Quartier chinois.

Le premier propriétaire du terrain



L'école vue de la rue de La Gauchetière. À noter, en comparant avec le dessin original, le chaînage horizontal qui est interrompu par une rangée de fenêtres, et le chaînage vertical (à gauche) qui indique la longueur du bâtiment original.

fut Jean Desroches, qui l'obtint du sieur Paul Chomedey de Maisonneuve en avril 1655. S'étendant sur deux arpents de largeur et 15 de longueur, entre la petite rivière Saint-Martin (elle coule sous l'actuelle rue Saint-Antoine) et l'axe de l'actuelle rue Ontario, le terrain voisinera éventuellement le fief La Gauchetière, propriété de Jean-Baptiste Migeon de Branssat.

La terre prit le nom de « Près-de-ville » sous Paul LeMoine, sieur de Maricourt, qui l'acquit de Nicholas Desroches (fils de Jean) en 1693. Le nouveau propriétaire y érigea, la même année, une maison encore connue sous le nom de « château de Maricourt » au moment de sa démolition en 1913.

Après la mort de LeMoine en 1704, à l'âge de 39 ans, et l'occupation par un locataire (Jean-Baptiste Maray dit L'Épine) pendant trois ans, la terre fut vendue en 1707 au prix de 6 000 francs à Constant Le Marchand, sieur de Ligneris. Ce dernier avait deux fils, Pierre-Claude, citoyen de la Martinique, et François-Marie, marié à Thérèse Migeon de La Gauchetière. C'est de cette dernière que le négociant Pierre Courand de la Coste en fit l'acquisition en 1764.

Le morcellement commença sous ce dernier : il vendit une première partie aux sieurs Raza et Crosler en 1770, et l'autre partie cinq ans plus tard à Christophe Sanguinet, mari de Cathé-

rine Baby-Chenneville. En 1784, Sanguinet se départit de parcelles de terrain au profit de Samuel Judah et de Gabriel Cotté, la parcelle de Cotté comprenant la maison du sieur de Maricourt et le domaine « Près-de-ville ».

L'héritage de Gabriel Cotté

Les terrains sur lesquels se trouvent les quatre bâtiments précités font partie de l'héritage de Gabriel Cotté. On aura dès lors compris l'origine des rues de La Gauchetière, Sanguinet, Chenneville et Côté (Cotté), toutes situées dans le secteur.

Après l'aménagement, en 1799, du cimetière protestant sur un emplacement aujourd'hui occupé par la place Guy-Favreau (angle sud-est du boulevard Dorchester et du prolongement imaginaire de la rue Chenneville), on traça les rues de La Gauchetière (vers 1800) et Côté (vers 1819).

Construite en 1826, l'École britannique et canadienne (mieux connue sous son nom anglophone de British and Canadian School) existe toujours, quoique grandement modifiée.

En 1829, les sieurs Larocque, Quesnel et Laframboise, gendres de Cotté, résidents de la rue du même nom et administrateurs de la succession Cotté, transformèrent en marché public, baptisé « marché Près-de-ville », un lopin de terre de 251 pieds sur 112 délimité

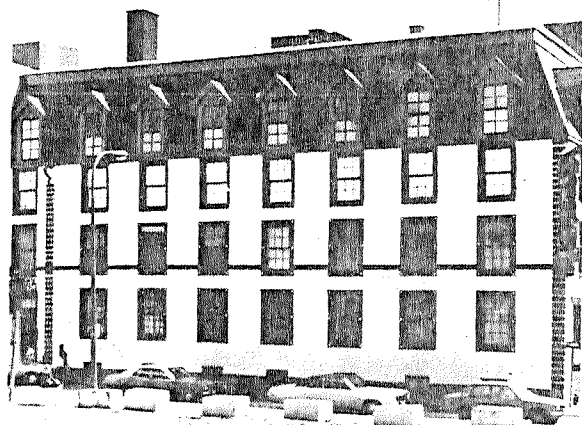


Photo ministère des Affaires culturelles

Face de la rue de La Gauchetière. À noter, à la gauche, le chaînage vertical qui permet de retracer la rallonge.

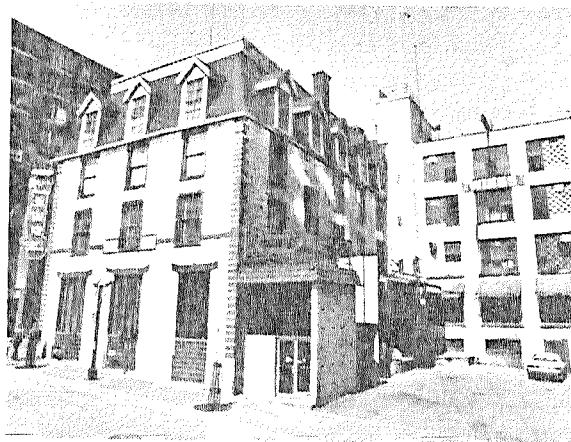


Photo Pierre McCann, La Presse

L'arrière de l'ancienne école.

par les
(ainsi n
de Vitr
nom d
maison
la rue d
choses
nade d
currenc

Jacques
fermetu
ans plu

En 1
protest
sionnis
les deu
sous le
chinois
tion de
présenc
peuplé,
sionnis
calvinis

En oc
paroiss
success
du mar

Les t
chré

Deux
Écoles
l'école
constru
August
rues C
égalem
Marico

Ces 1
réal de
séminar
1838 à
son situ
section
Franç
sulpici
démoli
de refu
s'instal
Saint-l
Dorche
un ince

frères.
949 rue
1950. S

B4, San-
de ter-
h et de
e Cotté
de Ma-
ville».

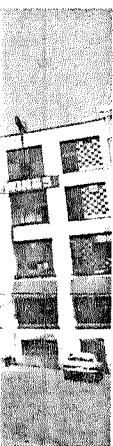
té

rouvent
ont par-
otté. On
des rues
Chen-
situées

799, du
mplace-
la place
u boule-
gement
ille), on
re (vers

ritanni-
ue sous
ish and
ujours,

e, Ques-
e Cotté,
nom et
n Cotté,
lic, bap-
n lopin
délimité



n, La Presse

par les rues Chenneville, Côté et Vitré (ainsi nommée en l'honneur de Denys de Vitré et aujourd'hui connue sous le nom de Viger), et par l'arrière des maisons riveraines du versant sud de la rue de La Gauchetière (soit à peu de choses près l'emplacement de l'esplanade du palais des congrès). La concurrence des marchés Saint-Laurent et Jacques-Cartier à proximité causa la fermeture du marché Près-de-Ville dix ans plus tard.

En 1834, au sud-ouest du cimetière protestant s'élevaient l'église sécessionniste d'Écosse et son presbytère, les deux bâtiments aujourd'hui connus sous le vocable de mission catholique chinoise du Saint-Esprit. La construction de cette église s'expliquait par la présence, dans ce secteur densément peuplé, d'un grand nombre de Sécessionnistes presbytériens d'obédience calviniste.

En octobre 1839, les sulpiciens de la paroisse Notre-Dame achetèrent de la succession de Gabriel Cotté le terrain du marché et le château de Maricourt.

Les frères des Écoles chrétiennes

Deux mois plus tard, les frères des Écoles chrétiennes s'installèrent dans l'école Saint-Laurent nouvellement construite par l'entrepreneur Louis-Auguste Comte, rue Vitré, entre les rues Côté et Chenneville. Ils prirent également possession du château de Maricourt pour y loger leur noviciat.

Ces religieux enseignaient à Montréal depuis novembre 1837, d'abord au séminaire de Montréal, puis de juin 1838 à décembre 1839 dans une maison située à l'angle nord-est de l'intersection des rues Notre-Dame et Saint-François-Xavier, propriété des sulpiciens. L'école Saint-Laurent fut démolie en 1934, alors qu'elle servait de refuge aux démunis, et les frères s'installèrent dans une école située rue Saint-Urbain, au sud du boulevard Dorchester. Puis, neuf ans plus tard, un incendie détruisit l'imprimerie des frères. Mais l'imprimerie demeura au 949 rue Côté jusqu'à la fin des années 1950. Situé derrière le terminus Craig

(lui aussi disparu pour faire place au palais des congrès, tout comme l'école Saint-Laurent) le terrain de l'école servit longtemps de garage pour les tramways.

L'église Free Presbyterian fut construite en 1848, et la superstructure de l'édifice existe toujours comme on pourra le voir plus loin. Outre ce temple et l'église sécessionniste précitée, le secteur comprenait une synagogue juive dont on sait peu de choses, rue Chenneville.

En 1852, on construisit le théâtre Royal, deuxième de ce nom puisque le premier fut érigé rue Saint-Paul, là où se trouve aujourd'hui le marché Bonsecours. Le théâtre Royal de la rue Côté fut démoli en 1925. En 1871, un parc remplaça le cimetière protestant, rue Dorchester. Déjà, on commençait à dire faubourg Saint-Laurent plutôt que faubourg Près-de-ville.

Voilà pour l'histoire de l'environnement dans lesquels baignent les deux bâtiments. Depuis une trentaine d'années, le quartier abrite la communauté chinoise de Montréal, malheureusement déracinée par la construction des immeubles déjà mentionnés.

L'École britannique et canadienne

L'École britannique et canadienne fut construite au coût de 1510 £ en 1826 par le maître-maçon John Redpath, selon des plans dessinés et offerts gratuitement par l'architecte John O'Donnell. La pierre angulaire fut posée le 17 octobre 1826, et la construction fut complétée un an plus tard, alors qu'on avait déjà commencé à l'occuper.

L'entrepreneur montréalais John Redpath avait à peine 30 ans (il naquit à Earlston, dans le Berwickshire, en Écosse, en 1796) lorsqu'il obtint le contrat. Arrivé d'Écosse en 1816, il épousa deux ans plus tard Janet Macphie. Son premier contrat d'importance fut la construction du canal de Lachine à partir de 1825. Après l'École britannique et canadienne, il construisit (avec Thomas McKay) les écuries d'Youville vers 1827 avant de s'attaquer à la construction du canal Rideau à partir de Bytown (Ottawa).

Directeur de la Banque de Montréal pendant 35 ans, il acquit des mines dans les Cantons de l'Est et fonda la raffinerie de sucre Redpath, puis la Richelieu and Ontario Navigation Co. Mentionnons qu'il fut membre du Conseil municipal de Montréal de 1840 à 1843.

Quant à l'architecte irlandais James O'Donnell, il avait 50 ans et résidait à New York lorsqu'il accepta de faire les plans de l'église Notre-Dame en 1823. Par la suite, il accepta de dessiner l'École britannique et canadienne, puis l'église American Presbyterian, à l'angle nord-est des rues Saint-Jacques et McGill. C'est d'ailleurs à Montréal que O'Donnell mourut, le 28 janvier 1930, quelques mois à peine après la fin des travaux de l'église Notre-Dame.

La construction de l'école

Pour revenir à l'École britannique et canadienne, c'est le 7 décembre 1826 que fut adjugé le contrat pour la construction d'un bâtiment scolaire sur un terrain acquis de la succession de Gabriel Cotté par les fiduciaires François Antoine LaRocque, John Frothingham, William Lunn et John Torrance, de la British and Canadian School Society.

Cette société avait été fondée quatre ans plus tôt par Lunn, Kenneth Dowie et Daniel Fisher afin d'assurer une éducation non confessionnelle aux enfants de la classe ouvrière. Elle recevait à cette fin l'appui de notables comme Peter McGill, Louis-Joseph Papineau et Horatio Gates.

En 1866, l'école devint la propriété de la Commission scolaire protestante, qui la vendit à Andrew S. Ewing en février 1894. D'octobre 1919 à aujourd'hui, le bâtiment fut la propriété d'Edward Carter (il l'acquit de la succession Ewing), Jonathan Albert McLean, les héritiers Ewing de nouveau, Harry Rudy, Max S. Bailey, et Ross-Ellis Development Corp., avant de passer à son propriétaire actuel, la Fashing Realty Corp., le 29 mars 1963. Cette entreprise le loue à la société Wing Noodles Ltd. depuis 1971.

À l'origine, le bâtiment en pierre de taille mesurait 82 pieds de longueur sur 42 de largeur. Il comportait un

toit* en pavillon surmonté d'une lanterne* octogonale. Des chaînes* de pierre démarquaient les étages et accentuaient les coins de l'édifice.

L'école fut agrandie en 1874 alors qu'on la rallongea de quatre pieds à son extrémité est; cette rallonge est d'ailleurs facile à retracer grâce à la chaîne d'angle du bâtiment original qu'on a peinte pour mieux la faire ressortir. On profita de la circonstance aussi pour hausser l'immeuble, et on construisit un toit à fausse mansarde qui permit d'ajouter un troisième étage.

À noter également qu'on en profita pour faire trois rangées de fenêtres avec les deux qui existaient à l'époque; cela est facilement visible à l'oeil nu puisque la chaîne de pierre horizontale accentuée par la couleur était équidistante des deux rangées de fenêtres originales, alors que maintenant elle est interrompue par une rangée de fenêtres. Le fenêtrage* est très varié (lucarnes*, fenêtres à guillotine*, châssis français à petits carreaux) et c'est par son biais que le bâtiment s'est donné un petit air oriental.

L'intérieur offre quelques éléments intéressants: murs en pierre épais sans revêtement; éléments structuraux en bois; mur en saillie qui permet de penser qu'il s'y trouvait autrefois une cheminée.

L'église Free Presbyterian

Aujourd'hui utilisé à des fins d'entrepôt, cet édifice fut ouvert au culte le 16 mai 1848 pour loger l'église Free Presbyterian qui, derrière John Redpath, venait de quitter la Free Church of Scotland. L'église fut construite sur un terrain vague que Redpath avait acheté en mai 1845 de Daniel O'Connor. Moins d'un mois après l'ouverture, Redpath céda le tout au conseil d'administration.

En 1884, la communauté déménagea rue Crescent, et le temple de la rue Côté fut vendu au fabricant de cigares Samuel Davis, qui y installa l'American Tobacco Co. of Canada Ltd.

Les héritiers de Davis vendirent l'édifice à Sam Lichtenhein en 1910. Les autres propriétaires qui se succédè-

L'ensem-
blenne é-
l'ancienne
liées par u
jonction q
de commu
ou l'autre
sur le plan
ral. Cette
antérieure
truction du
congrès.

rent fur
Wool W
Huldah
(janvier
Light (19
Schrekin
hing Re
1970. C
entrepôt
britann
ment de

Le bâ

Par su
sées au
vons au
de six ét
tangulai
brique,
carrée à
De l'édi
ler que l
quatre f
en pierr
latéraux
bages* d

Le bâ
ment tr
laire de
largeur
tangle d
en façad
central
croisées
deux ve
deux c

de d'une lan-
haines* de
tages et ac-
ifice.

1874 alors
tre pieds à
allonge est
grâce à la
nt original
la faire res-
irconstance
uble, et on
e mansarde
oisième éta-

n en profita
de fenêtres
à l'époque;
à l'oeil nu
e horizonta-
r était équ-
de fenêtres
tenant elle
angée de fe-
ès varié (lu-
ne*, châsis
et c'est par
s'est donné

es éléments
e épais sans
cturaux en
met de pen-
ois une che-

rian

s fins d'en-
vert au cul-
ger l'église
rrière John
er la Free
se fut conse-
e que Red-
845 de Da-
mois après
t le tout au

déménagea
e de la rue
t de cigares
la l'Ameri-
Ltd.

vendirent
n en 1910.
se succède-

*L'ensemble de l'an-
cienne école et de
l'ancienne église, re-
liées par une aile de
jonction qui n'a rien
de commun avec l'un
ou l'autre des édifices
sur le plan architectu-
ral. Cette photo est
antérieure à la cons-
truction du palais des
congrès.*



Photo ministère des Affaires culturelles

rent furent la Montreal Cotton & Wool Waste Co. (décembre 1914), Huldah Lewin, veuve de Lichtenhein (janvier 1937), Aaron Cohen et Louis Light (1939), Max Schwartz et Mendel Schreking (juin 1970), enfin, la Fashioning Realty Corp., le 29 septembre 1970. Cette dernière l'utilise comme entrepôt après l'avoir relié à l'ex-École britannique et canadienne par un bâtiment de liaison.

Le bâtiment d'aujourd'hui

Par suite des transformations réalisées au fil des ans, nous retrouvons aujourd'hui devant un bâtiment de six étages à toit plat, de forme rectangulaire, construit en pierre et en brique, et incorporant une tourelle* carrée à chaque extrémité de la façade. De l'édifice original, on ne peut déceler que le porche central en saillie, les quatre fenêtres cintrées* de la partie en pierre (facile à identifier) des murs latéraux, les murs de pierre et les jambages* des ouvertures en pierre taillée.

Le bâtiment d'origine était évidemment très différent: édifice rectangulaire de 85 pieds de longueur sur 65 de largeur (un peu plus petit que le rectangle d'aujourd'hui), avec trois portes en façade, y compris le massif porche* central en saillie et en pierre, et quatre croisées* de chaque côté. Le toit à deux versants* supportait un clocher à deux ouvertures latérales. L'in-



Photo Pierre McCann, La Presse

L'ex-église Free Presbyterian, telle qu'elle apparaît aujourd'hui. À noter que la tour de droite est plus haute que celle de gauche, ayant été haussée en 1971, lors de l'installation d'un ascenseur.



Photo ministère des Affaires culturelles

Le mur latéral sud de l'édifice, avant la construction du Centre communautaire chinois plus au sud, rue Côté. Les différences des matériaux et du fenêtrage permettent d'identifier clairement la partie du mur qui est d'origine.

térieur présentait deux rangées de colonnes.

L'édifice subit ses plus importantes transformations en 1884 alors qu'on en fit une manufacture, notamment par l'addition (facile à reconnaître) de trois étages en brique et la construction des deux tours en façade. L'addition du dernier étage et la construction d'un toit plat furent réalisées en 1945, cinq ans après que les architectes Kalman et Fish eurent modifié la toiture.

Qui fut l'architecte du bâtiment original? Nul ne peut le dire avec certitude, mais certains faits portent à croire que le bâtiment fut dessiné par John Ostell, à qui on doit notamment la façade de l'église de la Visitation, l'église Notre-Dame-de-Grâce, une aile du séminaire des Sulpiciens ainsi que la cathédrale Saint-Jacques incendiée en 1859.

D'abord, le nom d'Ostell apparaît sur le plan d'arpentage de l'église et sur l'acte de vente signé par Redpath. En deuxième lieu, Ostell et Redpath était de vieux amis. Enfin, en plus d'être arpenteur et marchand de bois, Ostell était architecte. De là à croire qu'il a pu dessiner les plans de l'église, il n'y a qu'un pas que d'aucuns franchissent allègrement.

REPÈRES

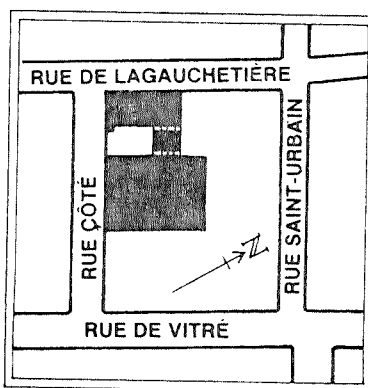
Nom: École britannique et canadienne.

Adresse: 120, rue de La Gauchetière ouest.

Nom: église Free Presbyterian.

Adresse: 985-991, rue Côté.

Méto: station Place-d'Armes, vers l'ouest avenue Viger, puis vers le nord, rue Côté.



SOURCES:

Ministère des Affaires culturelles du Québec: documents divers — Archives de la Ville de Montréal: documents divers — DeVolpi, Charles P., et Winkworth, P.S.: *Montréal, Recueil iconographique* — Bosworth, Newton: *Hochelega Depicta*.



Aujourd'hui connu sous le nom de poste de transformation Wellington d'Hydro-Québec, le poste de Royal Electric, rue Wellington, est un des beaux exemples d'utilisation de l'architecture au profit

L'architecture industrielle du faubourg des Récollets



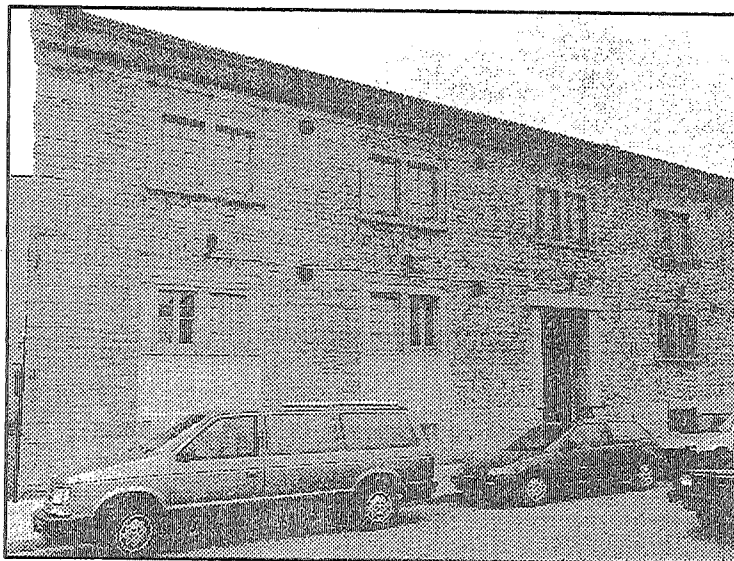
**GUY
PINARD**

La démolition des fortifications de Montréal vers 1820 et l'ouverture du canal de Lachine en 1825 furent les deux grands responsables de l'industrialisation du faubourg des Récollets.

Situé du côté de la porte de Lachine des vieux murs, ce territoire conserva cette vocation pendant près d'un siècle et demi, avant de céder devant la modernisation des outillages et le déplacement d'industries vers des terres plus « fertiles » en terme de rentabilité.

Le trajet proposé est en quelque sorte un pèlerinage dans 150 ans d'histoire, en même temps qu'une bonne leçon d'architecture industrielle et commerciale.

Le faubourg des Récollets était jadis compris à l'intérieur d'un périmètre délimité par les rues McGill, Notre-Dame et des Seigneurs, ainsi que par le fleuve Saint-Laurent et le canal de Lachine, mais il a débordé vers l'ouest et le sud-ouest.



Les entrepôts de William Busby Lambe

parfaitement symétrique met l'accent sur le fenêtrage à arc surbaissé, qui s'inscrit dans des embrasures parfois hautes de deux étages, parfois de la largeur de deux fenêtres géminées. On remarquera également l'imposant motif diamant à la base des pilastres du rez-de-chaussée, le jointolement profond

rez-de-chaussée, la pi- sises et des seuils de reil d'inspiration ron- ronement de l'édific

■ Édifice Duke I rue Duke; architecte On sait peu de chose petit bâtiment de styl

■ **Édifice Dominion Guarantee** (634, rue Saint-Jacques; *Ross & MacFarlane*, 1912) — Construit pour cette compagnie de systèmes d'alarme, l'édifice originel repose sur des assises en pierre de taille piquée et il est doté d'un revêtement de grès beige. Sa façade est d'inspiration toscane, avec fenêtres cintrées, clés de voûte et consoles à motifs floraux. À l'étage où on note une intéressante balustrade en pierre, les antes et les colonnes engagées à chapiteau composite encadrent des allèges en fonte. Un écu portant les lettres DGL (pour Dominion Guarantee Limited) interromp la base des frontons. À l'époque où l'immeuble était occupé par le Syndicat international des marins canadiens, l'architecte *P.H. Lapointe* a remplacé l'imposante corniche et le parapet de même type que la balustrade par deux étages de verre qu'il a disposés de biais par rapport au périmètre de l'édifice d'origine.

■ **Édifice Claxton** (649-651, rue Notre-Dame Ouest; *Alex C. Hutchison*, 1874-75) — Le bâtiment porte le nom du grossiste en marchandises sèches T. James Claxton & Co. Le rez-de-chaussée de cet immeuble comprenant aussi un sous-sol et quatre étages était le plus riche en éléments architectoniques mais il fut massacré en 1958 lors de rénovations signées par les architectes *Greenspoon, Freedlander & Dunne* qui ont substitué une élévation unie en granit gris aux deux imposants portails d'entrée de style roman en pierre de taille bouchardée fin, avec archivolte profonde aux détails finement ciselés, digne des édifices les plus majestueux de Montréal. On a réservé le même sort aux colonnettes à chapiteau corinthien qui supportaient les arcs cintrés des fenêtres géminées, selon un vocabulaire similaire à celui du premier étage. À noter aussi l'imposante corniche avec ses deux arcatures, ses consoles et ses boutons de rose.

■ **Édifice Charles Phillips** (464, rue McGill; *William T. Thomas* (?), 1870) — L'édifice porte le nom de son propriétaire originel qui ne le garda que pendant quelques mois puisqu'il fut vendu à son premier locataire, le bijoutier Robert Wilkes, dès septembre 1871. On attribue cet édifice à Thomas à cause de sa grande ressemblance avec un immeuble du voisinage que Thomas signa pour Savage, Lyman & Co. Là aussi, le rez-de-chaussée a été mutilé d'une manière sauvage en 1962, faisant ainsi disparaître l'arcature romane en pierre de taille grise similaire à celles des étages supérieures. L'ordonnance est parfaitement symétrique, et ces chapiteaux sont ioniques, corinthiens ou doriques selon le cas. L'édifice originel ne comptait qu'un sous-sol, un rez-de-chaussée et trois étages. Le dernier étage à fenêtres rectangulaires surmontées d'oeils-de-boeuf fut vraisemblablement ajouté en 1910, en remplacement d'une fausse mansarde et de la corniche d'origine, et il se démarque bien du bâtiment d'origine.

■ **Édifice Burland** (460, rue McGill; *architecte inconnu*, 1889) — Voisin de l'édifice Charles Phillips, l'édifice Burland doit son nom à George P. Burland, comprend un sous-sol, un rez-de-chaussée et trois étages et fut loué à la Brophy, Caines & Co. dès 1892. Sa façade est restée intacte, et son ordonnance

les colonnettes au deuxième étage, les boutons de rose qui ornent l'allège entre les premier et deuxième étages, et les motifs rectangulaires chanfreinés.

■ **Dominion Block** (400-408, rue McGill; *architecte inconnu*, 1867) — Cet ensemble de trois édifices de style Second Empire construits l'année de la Confédération canadienne (d'où sans doute son nom) pour trois propriétaires différents, Walter MacFarlane, James Donnelly et Luke Moore, était doté jusqu'au début du XX^e siècle d'une imposante mansarde avec deux couronnements bulbeux corniers surmontés d'une riche rambarde et d'un fronton arqué percé de trois fenêtres en son centre. Même s'il a été victime de deux incendies majeurs en 1963 et 1983, cet édifice comprenant un sous-sol, un rez-de-chaussée surélevé et quatre étages (le quatrième commence en retrait par rapport à la rue) est riche en ornementation sculptée dans la pierre de taille. À surveiller plus particulièrement: le fenêtrage et les embrasures, cintrés ou surbaissés selon les étages, les colonnes et les pilastres rainurés sur une partie de leur hauteur, les pilastres à faces multiples du rez-de-chaussée, les chapiteaux qui sont soit corinthiens, soit ioniques, les écus faisant office de clé de voûte, les meneaux en fonte, et les riches consoles de l'affreuse corniche, séparées par des besants dans l'édifice le plus à gauche de l'ensemble.

■ **Édifice Massey** (375-385, rue Duke; *architecte inconnu*, 1891) — Cet édifice en brique a été construit pour la Massey Manufacturing Co. Voilà un exemple très bien conservé de l'architecture industrielle de la fin du XIX^e siècle. Sauf pour les assises et les seuils de fenêtres qui sont en pierre de taille, tout est en brique, l'ornementation se limitant aux différents motifs créés avec la brique, surtout à la partie supérieure de l'édifice, ainsi qu'à l'encorbellement de la corniche. On remarquera aussi que les travées proposent deux fenêtres rue Duke, et trois rue Saint-Paul.

■ **Manufacture Andrew Frederick Gault** (351, rue Duke; *Finley and Spence* (?), 1900) — Construit pour le manufacturier de produits en textile Andrew Frederick Gault, cet édifice en brique est attribué aux architectes Finley and Spence à cause de ses nombreuses similitudes avec la manufacture Crescent que les deux hommes ont bâtie pour les frères Gault, rue de l'Inspecteur. À noter: l'entrée principale néo-romane avec clé de voûte en pierre de taille, l'appareil de la brique qui imite les pierres rayonnante chanfreinée au

mité et qui semble quartier industriel. La porte de droite est ornée de colonnettes corinthiennes, les consoles et la fausse corniche sont les éléments de la façade de pierre des perts maritimes Hay occupants actuels.

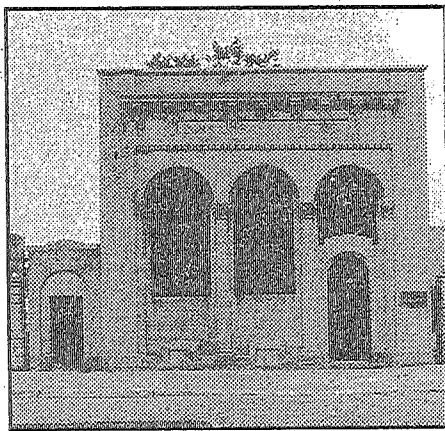
■ **Ensemble de la Company** (172, rue Spiers, 1861 — 141, rue Tell, 1859-1861) — Ces trois bâtiments dans le quartier de la rue Ann et Wellington) furent hélas en pierre et New City Gas Company bâtiments sont en briques aveugles, les pentes du toit à pignon du bâtiment de la rue on remarquera aussi les lons de pierre qui vident le premier plancher, ainsi qu'à deux ressauts, sans l'usage qu'on faisait de rempli de réservoirs.

■ **La manufacture** (350, rue de l'Inspecteur; *Spence*, 1901) — Cette manufacture Crescent propose une corniche d'ordonnance similaire à la manufacture Andrew Frederick Gault. La travée principale est à Les pierres bossées chanfreinées encadrent la corniche mais épousent l'extérieur. Un bandeau ceinture le périmètre des écus mobilisent chaque côté de la corniche d'une guirlande.

■ **Confiserie Williams** (1015, rue William; *nu*, 1905) — Édifice construit pour la célèbre confiserie Looney Co. of Canada. Six niveaux proposent d'une simplicité désignée presque intacte, cette porte à deux vantaux que au dernier étage.

■ **Usine Drumm** (rue Wellington; *F.C.*) Avant l'agrandissement mandé à l'architecte par Paco Corp., et que ce dernier a conservé l'original, ce dernier est une quadrilatère trapézoïdale sur les rues Smith, Ann et housie. Spécialisée dans la production de produits d'acier, McCull and Co. a ajouté de part et d'autre de sa façade alors situés prenant l'entrée profonde d'une embrasure qui se démarquait de la façade rouge par son revêtement peint en blanc. La porte à cinq étages abrite l'entrée couronnée par des consoles.

■ **Entrepôts de Williams** (731-739, rue de l'Inspecteur; *Hopkins, Lawford*) — Même amputé de son toit à pignon depuis l'édifice demeure un grand entrepôt construit par la Commune de Montréal étaient généralement



L'édifice Duke Investments

GUY
PINARD

L'École britannique et l'Église F

■ Le texte d'aujourd'hui et celui de la semaine prochaine proposent quatre bâtiments situés dans un environnement architectural charcuté depuis deux décennies par l'érection d'édifices tels le Palais des congrès, la Place Guy-Favreau et le complexe Desjardins, et amputé de toute sa partie sud par la construction de l'autoroute Ville-Marie.

L'École britannique et canadienne et l'Église Free Presbytérienne ont évidemment perdu depuis longtemps leur vocation originelle; l'ex-école sert de fabrique de nouilles chinoises et l'église a été transformée en entrepôt. Transformations aussi nombreuses que malheureuses dans les deux cas. Il en va de même de l'église et du presbytère de la Mission chinoise qui feront l'objet du prochain texte.

Le faubourg « Près-de-ville »

Ces quatre édifices furent construits dans le secteur jadis connu sous le nom de « Près-de-ville », ainsi désigné parce qu'il était situé tout juste à l'extérieur des fortifications, un peu à l'ouest de la porte Saint-Laurent. Il englobait l'actuel quartier chinois.

Le premier propriétaire du terrain fut Jean Desroches, qui l'obtint du sieur Paul Chomedey de Maisonneuve en avril 1655. S'étendant sur deux arpents de largeur et 15 de longueur, entre la petite rivière Saint-Martin (elle coule sous l'actuelle rue Saint-Antoine) et l'axe de l'actuelle rue Ontario, le terrain voisinerait éventuellement le fief LaGauchetière, propriété de Jean-Baptiste Migeon de Branssat.

La terre prit le nom de « Près-de-ville » sous Paul LeMoine, sieur de Maricourt, qui l'acquit de Nicholas Desroches (fils de Jean) en 1693. Le nouveau propriétaire y érigea, la même année, une maison encore connue sous le nom de « château de Maricourt » au moment de sa démolition en 1913.

Après la mort de LeMoine de Maricourt en 1704, à l'âge de 39 ans, et l'occupation par un locataire (Jean-Baptiste Maray-dit-L'Espine) pendant trois ans, la terre fut vendue en 1707 au prix de 6 000 francs à Constant Le Marchand, sieur de Ligneris. Ce dernier avait deux fils, Pierre-Claude, citoyen de la Martinique, et François-Marie, marié à Thérèse Migeon de LaGauchetière.



Dessin de l'école originelle, tiré de *Hochelaga Depicta*, de Newton Bosworth

re. C'est de cette dernière que le négociant Pierre Courand de la Coste en fit l'acquisition en 1764.

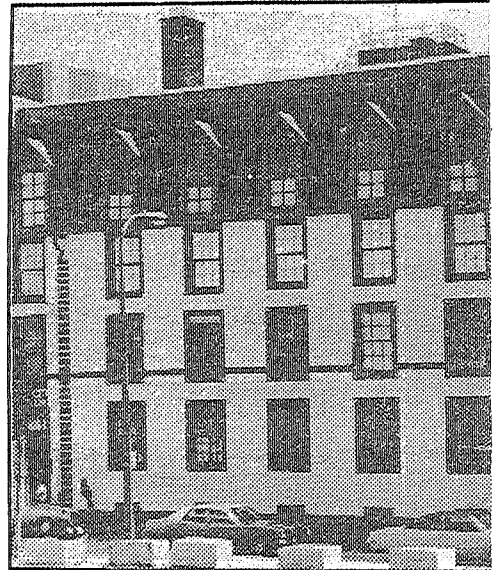
Le morcellement commença sous ce dernier: il vendit une première partie aux sieurs Raza et Crosler en 1770, et l'autre partie cinq ans plus tard à Christophe Sanguinet, mari de Catherine Baby-Chenneville. En 1784, Sanguinet se départit de parcelles de terrain au profit de Samuel Judah et de Gabriel Cotté, la parcelle de Cotté comprenant la maison du sieur de Maricourt et le domaine « Près-de-ville ».

L'héritage de Gabriel Cotté

Les terrains sur lesquels se trouvent les quatre bâtiments précités font partie de l'héritage de Gabriel Cotté. On aura dès lors compris l'origine des rues de LaGauchetière, Sanguinet, Chenneville et Côté (Cotté), toutes situées dans le secteur.

Après l'aménagement, en 1799, du cimetière protestant sur un emplacement aujourd'hui occupé par la Place Guy-Favreau (angle sud-est du boulevard Dorchester et du prolongement imaginaire de la rue Chenneville), on traça les rues de LaGauchetière (vers 1800) et Côté (vers 1819).

Construite en 1826, l'École britannique et canadienne (mieux connue sous son nom de



L'école vue de la rue de LaGauchetière avec le dessin originel, le chaînage horizontal par une rangée de fenêtres, et le chaînage vertical indique la longueur du bâtiment originel

British and Canadian School), existe toujours, quoique grandement modifiée.

En 1829, les sieurs Larocque, Quesnel et Laframboise, gendres de Cotté, résidents de la rue du même nom et administrateurs de la succession Cotté, transformèrent en marché public, baptisé « marché Près-de-ville », un lopin de terre de 251 pieds par 112 délimité par les rues Chenneville, Côté et Vitre (ainsi nommée

en l'h
et au
nom
des n
sant s
tière
l'emp
Palais
rence
et Ja
causa
Près-
En



L'ex-église Free Presbyterian, telle qu'elle apparaît aujourd'hui. À noter que la tour de droite est plus haute que celle de gauche, ayant été haussée en 1971 pour l'installation d'un ascenseur.

interrompue par une rangée de fenêtres. La fenestration est très variée (lucarnes, fenêtres à guilotine, châssis français à petits carreaux) et c'est par son biais que le bâtiment s'est donné un petit air oriental.

L'intérieur offre quelques éléments intéressants: murs en pierre épais sans revêtement; éléments structuraux en bois; mur en saillie qui permet de penser qu'il s'y trouvait autrefois une cheminée.

L'église Free Presbyterian

Aujourd'hui utilisé à des fins d'entrepôt, cet édifice fut ouvert au culte le 16 mai 1848 pour

photo ministère des Affaires culturelles



Le mur latéral de l'édifice, avant la construction du Centre communautaire chinois plus au sud rue Côté. La différence des matériaux permet d'identifier la partie du mur d'origine.

loger la Free Presbyterian Church qui, derrière John Redpath, venait de quitter la Free Church of Scotland. L'église fut construite sur un terrain vague que Redpath avait acheté en mai 1845 de Daniel O'Connor. Moins d'un mois après l'ouverture, Redpath cédait le tout au conseil d'administration.

En 1884, la communauté déménagea rue Crescent et le temple de la rue Côté fut vendu au fabricant de cigares Samuel Davis, qui y installa l'American Tobacco Co. of Canada Ltd.

Les héritiers de Davis vendirent l'édifice à Sam Lichtenhein en 1910. Les autres propriétaires qui se succédèrent furent la Montreal Cotton & Wool Waste Co. (décembre 1914), Huldah Lewin, veuve de Lichtenhein (janvier 1937), Aaron Cohen et Louis Light (1939), Max Schwartz et Mendel Schreking (juin 1970), enfin, la Fashing Realty Corp., le 29 septembre 1970. Cette dernière l'utilise comme entrepôt après l'avoir relié à l'ex-École britannique et canadienne.

Le bâtiment d'aujourd'hui

Par suite des transformations réalisées au fil des ans, nous retrouvons aujourd'hui devant un bâtiment de six étages à toit plat, de forme rectangulaire, construit en pierre et en brique, et incorporant une tourelle carrée à chaque extrémité de la façade. De l'édifice originel, on ne peut déceler que le portique central en saillie, les quatre fenêtres cintrées de la partie en pierre (facile à identifier) des murs latéraux, les murs de pierre et les jambages (un jambage est un des montants verticaux d'une porte, fenêtre ou autre) des ouvertures en pierre taillée.

Le bâtiment d'origine était évidemment très différent: édifice rectangulaire de 85 pieds de longueur sur 65 de largeur (un

peu plus petit que le rectangle d'aujourd'hui), avec trois portes en façade, y compris le massif portique central en saillie et en pierre, et quatre croisées (croisement d'un transept avec la nef d'une église) de chaque côté. Le toit à deux versants supportait un clocher à deux lanternes (ouvertures latérales). L'intérieur présentait deux rangées de colonnes.

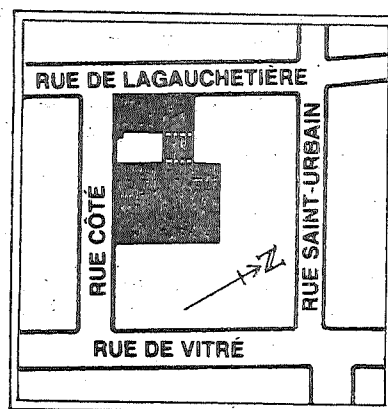
L'édifice subit ses plus importantes transformations en 1884 alors qu'on en fit une manufacture, notamment par l'addition (facile à reconnaître) de trois étages en brique et la construction de deux tours en façade. L'addition du dernier étage et la construction d'un toit plat furent réalisées en 1945, cinq ans après que les architectes Kalman et Fish eurent modifié la toiture.

Qui fut l'architecte du bâtiment original? Nul ne peut le dire avec certitude, mais certains faits portent à croire que le bâtiment fut dessiné par John Ostell, à qui on doit notamment la façade de l'église de la Visitation, l'église Notre-Dame-de-Grâce, une aile du séminaire des Sulpiciens ainsi que la cathédrale Saint-Jacques incendiée en 1859.

D'abord, le nom d'Ostell apparaît sur le plan d'arpentage de l'église et sur l'acte de vente signé par Redpath. En deuxième lieu, Ostell et Redpath était de vieux amis. Enfin, en plus d'être arpenteur et marchand de bois, Ostell était architecte. De là à croire qu'il a pu dessiner les plans de l'église, il n'y a qu'un pas que d'aucuns franchissent allègrement.

Sources: Ministère des Affaires culturelles du Québec; Archives de la Ville de Montréal; Recueil iconographique, de Charles P. deVolpi et P.S. Winkworth; Hochelaga Depicta, de Newton Bosworth.

REPÈRES



Nom: École britannique et canadienne.

Adresse: 120, rue de LaGauchetière ouest.

Nom: Église Free Presbyterian.

Adresse: 985-991, rue Côté.

Méto: station Place-d'Armes, vers l'est avenue Viger, puis vers le nord, rue Côté.



AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à :

[REDACTED]

Description de l'opération:

ÉDIFICE SITUÉ DANS L'AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Restauration du bâtiment dans le cadre du programme de revitalisation des quartiers centraux, volet résidentiel, selon les plans de [REDACTED] ingénieur, datés des 20 septembre 2000 et 10 avril 2001.

Adresse du demandeur:

[REDACTED]

Lieu de l'opération projeté:

116, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- ✓ Ne pas modifier la largeur de la vitrine au rez-de-chaussée;
- ✓ Utiliser un modèle de fenêtres à guillotine pour le remplacement des fenêtres de la façade principale;
- ✓ Soumettre les dessins d'atelier des nouvelles portes et fenêtres pour approbation au Ministère avant le début des travaux;
- ✓ Maintenir un balcon de mêmes dimensions au deuxième étage et conserver le garde-corps de métal existant.

Suggestion : Conserver les dimensions des ouvertures existantes dans le mur de maçonnerie arrière.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 18 Mai 2001 La ministre de la Culture et des Communications

Par: [REDACTED]

Directrice générale de l'action régionale
de l'Ouest du Québec

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS
DIRECTION DE MONTRÉAL

PRÉSENTATION DE DOSSIER

Le 15 mai 2001

DOSSIER

116, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal

AP-01-2414

DESCRIPTION

ÉDIFICE SITUÉ DANS L'AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Restauration du bâtiment dans le cadre du programme de revitalisation des quartiers centraux, volet résidentiel, selon les plans de [REDACTÉ], ingénieur, datés des 20 septembre 2000 et 10 avril 2001.

DEMANDEUR

[REDACTÉ]
[REDACTÉ]
[REDACTÉ]

CONTEXTE

Édifice situé dans l'aire de protection de l'Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit

ANALYSE

Le 116 rue de la Gauchetière fait partie des quelques maisons d'époque qui encadrent la perspective vers l'Église classée depuis la rue Saint-Urbain. Certaines de ces maisons ont subi des modifications malheureuses. Le projet propose pour la façade principale le changement des fenêtres, l'agrandissement de la vitrine au rez-de-chaussée et le remplacement du balcon au deuxième étage. Des modifications aux dimensions des ouvertures, le changement des fenêtres et de nouveaux balcons et escaliers de secours sont prévus pour la façade arrière. Afin de respecter l'architecture de cette maison d'époque et l'environnement du bien classé, le projet devrait être modifié de la façon suivante:

- Ne pas agrandir en largeur l'ouverture de la vitrine au rez-de-chaussée (ancienne porte).
- Le modèle de fenêtre devrait être à guillotine aux étages tel qu'à l'origine
- Conserver la dimension du balcon deuxième étage ainsi que le garde-corps.

De plus, on pourrait suggérer de conserver les dimensions des fenêtres et des portes de la façade arrière.

RECOMMANDATION

La Direction de Montréal recommande la délivrance de l'autorisation aux conditions suivantes:

CONDITIONS

- ✓ Ne pas modifier la largeur de la vitrine au rez-de-chaussée;
- ✓ Utiliser un modèle de fenêtres à guillotine pour le remplacement des fenêtres de la façade principale;
- ✓ Soumettre les dessins d'atelier des nouvelles portes et fenêtres pour approbation au Ministère avant le début des travaux;
- ✓ Maintenir un balcon de mêmes dimensions au deuxième étage et conserver le garde-corps de métal existant.

Suggestion : Conserver les dimensions des ouvertures existantes dans le mur de maçonnerie arrière.

Chargé de projet :  Gérald Savoie, architecte

Directrice : Monique Barriault





Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction régionale de Montréal

FORMULE 3

Dossier no: AP-16-1435-06
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis de la Commission des biens culturels délivre son autorisation à:

[REDACTED]

Description de l'opération:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- remplacement d'une fenêtre de 4' X 6' par une vitrine de 9' X 8';
 - installation d'un revêtement de céramique à la façade du rez-de-chaussée.
- (voir plans 1 et 2 annexés à la demande).

Adresse du demandeur:

116, de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1C3

Lieu de l'opération projetée:

116, de la Gauchetière Ouest
Montréal

Selon les exigences suivantes:

CONDITIONS:

- soumettre pour approbation du Ministère un échantillon de la céramique prévue à la façade (rez-de-chaussée) avant le début des travaux;
- fournir au Ministère avant le début des travaux, une copie de l'autorisation du propriétaire de l'immeuble à l'effet qu'il consent à ce que les travaux soient effectués conformément aux plans approuvés.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 22 dec '86 Le Ministre des Affaires culturelles

Par: [REDACTED]
Directeur régional

DEMANDE D'AVIS A LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS

50 et 50.1

Conformément à l'article de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c.B-4), la ministre des Affaires culturelles demande ce jour à la Commission des biens culturels du Québec, son avis sur le dossier ci-dessous indiqué:

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- remplacement d'une fenêtre de 4' X 6' par une vitrine de 9' X 8';
- installation d'un revêtement de céramique en façade du rez-de-chaussée.

(voir plans 1 et 2 annexés à la demande).

ADRESSE DU DEMANDEUR:

116, de la Gauchetière Ouest
 Montréal (Québec)
 H2Z 1C3

LIEU DE L'OPÉRATION PROJÉTÉE:

116, de la Gauchetière Ouest
 Montréal

SELON LES EXIGENCES SUIVANTES:CONDITIONS:

- soumettre pour approbation du Ministère un échantillon de la céramique prévue à la façade (rez-de-chaussée) avant le début des travaux;
- fournir au Ministère avant le début des travaux, une copie de l'autorisation du propriétaire de l'immeuble à l'effet qu'il consent à ce que les travaux soient effectués conformément aux plans approuvés.

La Direction du patrimoine recommande d'accorder ce permis aux conditions mentionnées plus haut.

CHARGE DE PROJET: Mario Brodeur

DOCUMENTS JOINTS:

Plan d'exécution: X

Plan de localisation:

Autre(s):

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS EN DATE DU: 1986-12-17AVIS: LA DELIVRANCE DU PERMIS DEMANDE AUX CONDITIONS DU SERVICE.

Adopté à l'unanimité.



NOTE AU DOSSIER

DE LA PART DE: Mario Brodeur, architecte

DATE : Le 15 décembre 1986

OBJET: 116, de la Gauchetière Ouest
Montréal
Dossier AP-86-1435

J. Brodeur

Travaux projetés:

- remplacement d'une fenêtre de 4' X 6' par une vitrine de 9' X 8';
- installation d'un revêtement de céramique à la façade du rez-de-chaussée.

Contexte:

- Local loué à un nouveau locataire qui a besoin de vitrine de montre pour son commerce.

Avis:

Compte tenu du précédent important créé dans l'autorisation AP-86-1280 concernant le réaménagement de la façade du rez-de-chaussée de l'immeuble adjacent (112, de la Gauchetière).

Et par conséquent, pour les mêmes motifs invoqués dans la note au dossier du 26 août de Monsieur Monin ayant trait à ce même permis, soit le AP-86-1280,

Nous sommes d'avis que nous devons délivrer le permis.

Recommandation:

Délivrance du permis, aux conditions suivantes:

- soumettre pour approbation du Ministère un échantillon de la céramique prévue à la façade (rez-de-chaussée) avant le début des travaux;

...2

- fournir au Ministère avant le début des travaux, une copie de l'autorisation du propriétaire de l'immeuble à l'effet qu'il consent à ce que les travaux soient effectués conformément aux plans approuvés.

La Direction du patrimoine,



/ Mario Brodeur,
Architecte



MINISTÈRE DES
AFFAIRES CULTURELLES
Direction
du
patrimoine

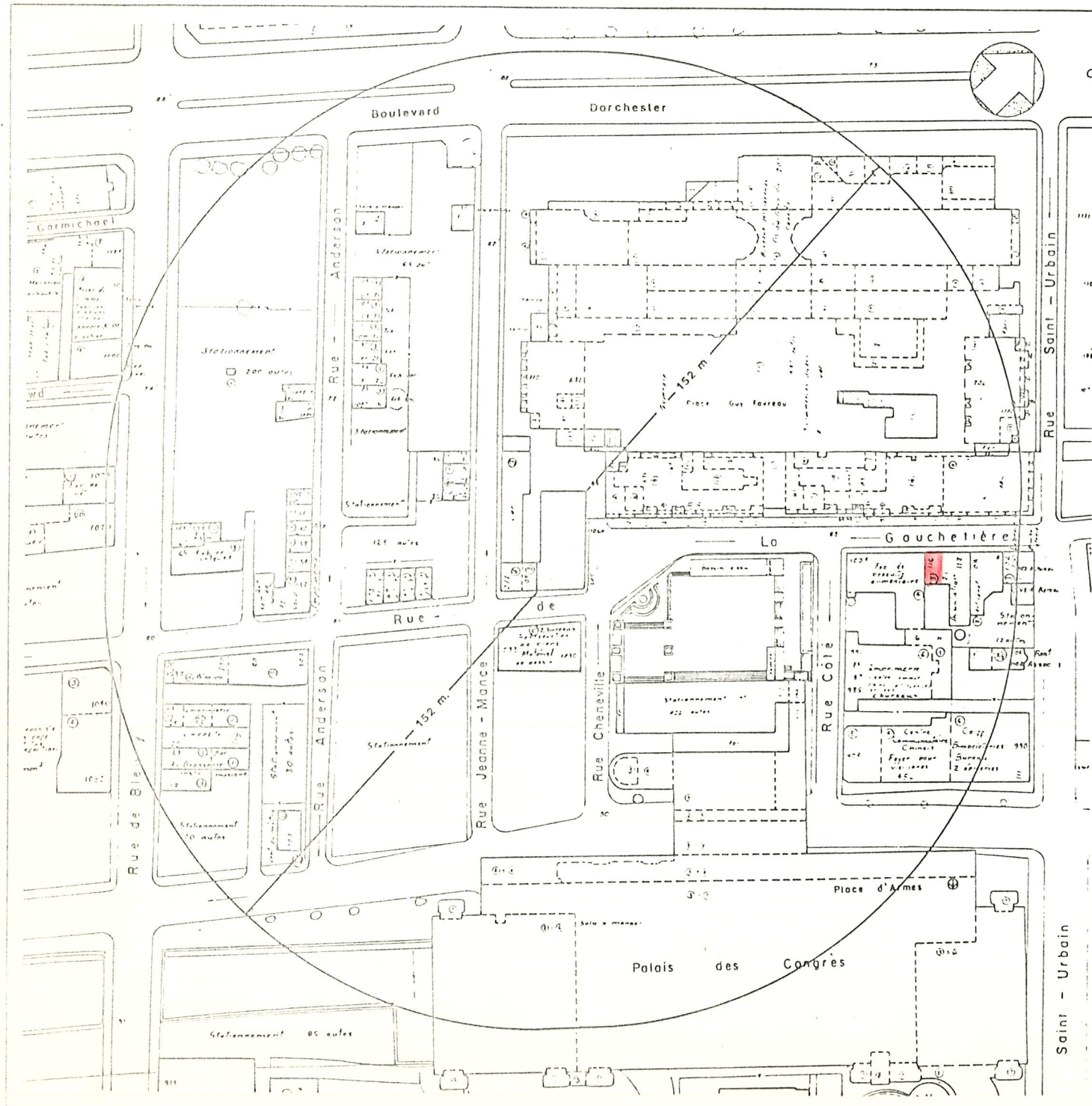
DOMAINE BÂTI

ÉGLISE DE LA MISSION
CATHOLIQUE CHINOISE
DU SAINT - ESPRIT

Montréal,
(quartier St-Laurent)

Echelle
1 1000

Montréal, le 24 mars 1986



A-0350



Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Monuments, sites et arrondissements

(à l'usage exclusif du ministre)

Après étude et sur la base des documents et renseignements fournis, le ministre, sur avis de la Commission sur les biens culturels, émet son autorisation aux termes, conditions ou réserves mentionnés plus bas.

Termes de l'autorisation: REPARATIONS MINEURES: 116, Lagachetière, ^{ouest} Montréal, Qué.

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

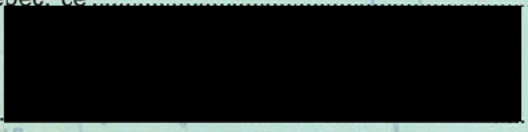
- Démolition des galeries existantes à l'arrière du bâtiment et les remplacer par un escalier métallique (noir) composé de 2 paliers et de 2 volées d'escalier.

Ces travaux seront exécutés tel que le plan annexé et approuvé par le Service en date du 20 septembre 1978

Conditions ou réserves de l'autorisation (s'il y a lieu):

Ces travaux doivent être faits selon les exigences des règlements municipaux.

Québec, ce 20^e jour de octobre 1978


Sous - Ministre des Affaires culturelles du Québec

Adresse du demandeur:

Mrs. Young Shee Yep,
a/s M. Richard Yep,
116, Lagachetière, ^{ouest}
Montréal, Qué.

1.1.

H22103
permis envoyé le 78.10.04

REPARATIONS MINEURES

NOTE AU DOSSIER/ No. AP-78-1150

DU CHARGE DE PROJET/ Albert Dehin

POUR LA DIRECTION DES SITES ET ARRONDISSEMENTS

OBJET:- 116, Lagauchetière, Montréal, Qué. [REDACTED]
AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

Après avoir pris en considération tous les documents constituant le dossier, déposés par le demandeur, tel que:

Description des travaux	<input checked="" type="checkbox"/>	Plan d'exécution	<input checked="" type="checkbox"/>
Photos	<input checked="" type="checkbox"/>	Plan de localisation	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres données	<input type="checkbox"/>		

en possession de notre Service.

La direction des sites et arrondissements émet un avis:

- 1) FAVORABLE à la demande telle que formulée par le demandeur, les travaux étant conformes aux techniques de construction, au caractère architectural du bâtiment ainsi qu'à son implantation et ses fins d'occupation, etc... (voir texte sur la formule de demande d'avis à la C.B.C.).
- 2) FAVORABLE à la demande, mais avec modification(s):
Pour être en conformité avec:
- Les techniques de construction [REDACTED]
 - Les caractéristiques architecturales du bien
 - Les normes d'occupation du terrain
 - Les fins d'occupation du bien
 - Les règles d'esthétique.
- (voir texte sur la formule de demande d'avis à la C.B.C.).
- 3) FAVORABLE à la demande mais avec condition(s):
- (voir texte sur la formule de demande d'avis à la C.B.C.).
- 4) DE REFUS pour les raisons suivantes:





Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires Culturelles
Monuments, Sites et Arrondissements

FICHE D'INSPECTION

Dossier no. **DOSSIER NO. AP-78-1150**

Après étude et sur la base des documents et renseignements fournis, le ministre, sur avis de la Commission sur les biens culturels, émet son autorisation aux termes, conditions ou réserves mentionnés plus bas.

Termes de l'autorisation: ouest
REPARATIONS MINEURES: 116, Lagachetière, Montréal, Qué.

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Démolition des galeries existantes à l'arrière du bâtiment et les remplacer par un escalier métallique (noir) composé de 2 paliers et de 2 volées d'escalier.

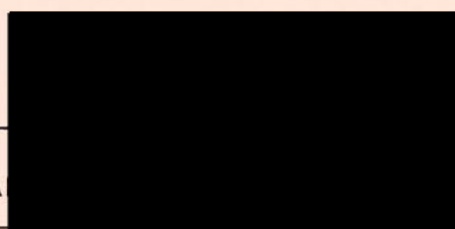
Ces travaux seront exécutés tel que le plan annexé et approuvé par le Service en date du 20 septembre 1978

Conditions ou réserves de l'autorisation (s'il y a lieu):

Ces travaux doivent être faits selon les exigences des règlements municipaux.

Québec, ce _____ jour de _____ 197__.

SOUS-



DATE	I.I. INSPECTEUR	RA	PHOTO(S)
8/9/80	[Signature]		

Le 4-12-80
[Signature]

REMIS À L'ARCHITECTE
DES PERMIS



(à l'usage exclusif du ministre)

Après étude et sur la base des documents et renseignements fournis, le ministre, sur avis de la Commission sur les biens culturels, émet son autorisation aux termes, conditions ou réserves mentionnés plus bas.

Termes de l'autorisation: REPARATIONS MINEURES: 116, Lagachetière, Montréal, Qué.
^{ouest}

AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- Démolition des galeries existantes à l'arrière du bâtiment et les remplacer par un escalier métallique (noir) composé de 2 paliers et de 2 volées d'escalier.

Ces travaux seront exécutés tel que le plan annexé et approuvé par le Service en date du 20 septembre 1978

Conditions ou réserves de l'autorisation (s'il y a lieu):

Ces travaux doivent être faits selon les exigences des règlements municipaux.

Québec, ce 10^e jour de octobre 1978

[Redacted signature]

Sous-Ministre des Affaires culturelles du Québec

1.1.

[Redacted signature]

permis envoyé le 78.10.04



Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction régionale de Montréal

FORMULE 3

Dossier no: AP-85-1418-06
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis de la Commission des biens culturels délivre son autorisation à:

[REDACTED]

Description de l'opération:

Rima Spécialité Enr.

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE
- réparation du parement de briques de la façade arrière.

Adresse du demandeur:

8232, rue Hochélag
Montréal (Québec)
H1L 2L1

Lieu de l'opération projetée:

106-108, de la Gauchetière
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 17 oct '85 Le Ministre des Affaires culturelles

Par: [REDACTED]
Directeur régional



NOTE AU DOSSIER

DE LA PART DE: Mario Brodeur, architecte


DATE : Le 9 octobre 1985

OBJET: 106-108, de la Gauchetière
Montréal
Dossier AP-85-1418

Il s'agit de travaux d'entretien à effectuer au parement de briques de la façade arrière du bâtiment. Les briques défectueuses seront remplacées par des briques semblables.

Ces travaux n'ont aucune incidence sur l'environnement du monument classé. En conséquence, nous demandons qu'une autorisation soit accordée.

La Direction du patrimoine,


Mario Brodeur,
Architecte



106-108 de La Gauchetière Q.
85.10.08.



NOTE AU DOSSIER

DE LA PART DE: Claude Monin, architecte

DATE : Le 26 août 1986.

OBJET: 112, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal
Dossier AP-86-1280.


Pour faire suite à l'avis de P. Desjardins (voir note du 21 août 1986), le propriétaire présente un nouveau plan conservant le 2^e étage dans son état actuel (sans percement de nouvelles fenêtres) mais en maintenant sa demande d'ouvrir 2 vitrines au rez-de-chaussée (voir plan révisé du 4 août).

Cette modification est acceptable dans une rue à caractère commercial et s'inscrit dans le cadre de la revitalisation de cette artère.

Bien que cet immeuble soit situé dans une aire de protection, cet aménagement est sans impact visuel direct sur le monument classé et je recommande d'accorder l'autorisation.

Les matériaux du revêtement de la façade au niveau du rez-de-chaussée restent à déterminer et le propriétaire nous transmettra des échantillons avant la mise en oeuvre.

La Direction du patrimoine,


Claude Monin,
Architecte



NOTE AU DOSSIER

DE LA PART DE: Pierre Desjardins

DATE : Le 21 août 1986

Objet: Rénovation du 112 de La Gauchetière ouest, Montréal

Après avoir pris connaissance du projet de rénovation (transformation) de l'immeuble mentionné en rubrique, je suis d'avis que les travaux projetés altéreront de façon majeure et irréversible cet édifice et qu'ils ne sont pas conformes ou respectueux de l'architecture du bâtiment.

Le quartier chinois est composé essentiellement d'édifices en pierre grise datant de la seconde moitié du XIX^e siècle, cette architecture se caractérisant par sa simplicité et sa sobriété. Depuis son appropriation par la communauté culturelle chinoise et le changement progressif d'usage de résidentiel à commercial, on assiste à une détérioration, sur le plan patrimonial, du tissu bâti. Nous croyons que ce qui serait refusé pour un édifice de même nature situé dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, ou dans une autre aire de protection à Montréal, doit l'être à plus forte raison dans celle-ci compte tenu du contexte urbain (construction de Guy-Favreau et du palais des Congrès, démolition de plus de 50% des bâtiments, etc...)

Je recommande de refuser la demande et d'enjoindre le propriétaire de respecter le caractère du bâtiment.

La Direction du patrimoine,

Pierre Desjardins



NOTE AU DOSSIER

DE LA PART DE: Claude Monin, architecte

DATE : Le 18 août 1986

OBJET: 112, de la Gauchetière Ouest
Montréal
Dossier AP-86-1280

La demande consiste à réaménager l'immeuble à usage de commerces (rez-de-chaussée et sous-sol) et de salle de réunions et bureaux (étages) pour l'Association chinoise de Montréal.

Le projet de transformation de la façade, présenté par [REDACTED] ing. n'est pas acceptable en raison du changement de matériau de revêtement et du percement proposé au 2e étage (voir plan A1).

Après rencontre de [REDACTED] le 18 août, il a été convenu:

1. de conserver le revêtement de pierre du 2e étage;
2. de conserver les 3 fenêtres existantes au 2e étage;
3. de percer 3 nouvelles fenêtres de mêmes dimensions que celles existantes;
4. de diviser la vitrine du rez-de-chaussée en 2 travées avec un pilier central.

Ces aménagements permettront de maintenir un rythme de percement mieux adapté à celui du 2e étage (faux Mansart) et à celui de l'immeuble voisin côté ouest (voir photo).

Je recommande d'accorder l'autorisation avec les conditions énumérées ci-dessus.

La Direction du patrimoine,

[REDACTED]
Claude Monin,
Architecte

MONTREAL CHINESE ASSOCIATION

112 LA GAUCHETIERE
MTL. P.Q.

BUREAU REGIONAL

MONTREAL

11 AVT 3565

M. A. C.








館會華中
CHINESE ASSOCIATION MONTREAL

滿地可華僑餐館同業會
ASSOCIATION DES RESTAURANTS CHINOIS DE MONTRÉAL





Montréal, le 12 décembre 1983


L'Association chinoise de
Montréal
112, rue de la Gauchetière ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1C3

Objet: Association chinoise de Montréal
112, rue de la Gauchetière ouest
Montréal

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande d'autorisation datée du 22 août 1983, nous aimerions vous informer que nous attendons les documents pertinents tels: programmation, plans et élévations du projet afin de compléter le dossier. Ainsi, à la réception de ces informations, nous pourrions analyser votre demande et vous émettre le permis requis dans le cadre de la Loi sur les biens culturels.

Je vous réitère le fait que le bâtiment en question n'est malheureusement pas éligible à une contribution de la part de notre ministère. Toutefois, nous pourrions éventuellement vous mettre en contact avec d'autres ministères ou organismes municipaux susceptibles de vous aider financièrement au recyclage de votre immeuble selon la programmation établie.

De plus, je peux vous assurer de notre collaboration concernant l'aide technique architecturale en restauration qui vous serait utile pendant l'élaboration de votre projet.

Veillez accepter, Monsieur, l'expression de mes sentiments à ses meilleurs.

Mario Brodeur, architecte
Direction du patrimoine



Compte-rendu de la visite du 26 octobre au 112, rue
Lagauchetière ouest, Montréal

Etaient présents:-

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

Le bâtiment dont il est question a été construit en 1870
(source: [REDACTED] et n'est qu'une partie de la cons-
truction d'origine - c.f. croquis 1 et photo. La volumé-
trie actuelle découle d'une série d'additions - c.f. croquis
1, 2 et 3.

Les schémas 4, 5 et 6 illustrent la configuration actuelle
des différents étages.

Le tableau qui suit est une évaluation très sommaire de
l'état du bâtiment.

(VOIR TABLEAU)

	Etat:			
	Satisfaisant	Incertain	Insatisfaisant	
<u>Programmation</u>				
programme			●	bâtiment mal exploité, ex. 2 salles de réunion de dimensions égales. Utilisation d'un logement (r.de.chaussée) pour fins d'entreposage.
relation inté/exté			●	le commerce a un accès indirect
distribution intérieure			●	l'accès aux logements se fait par un seul escalier central qui traverse les salles de réunion. l'accès à l'entreposage du sous-sol se fait par un escalier de 2' de large. un long corridor tortueux dessert les pièces des logements.
<u>Structure</u>				
sous-sol	●			présence de plusieurs poteaux de renforcement au sous-sol
rez-de-chaussée		●		
1 ^{er} et 2 ^e étages			●	flèche importante (4 à 5") des poutres du corps principal
toiture			●	problème avec la membrane dû possiblement au manque de rigidité de la structure sous le poids de la neige.
<u>Enveloppe</u>				
revêtement de la façade	●			vérifier le décollement du revêtement de pierre par l'entrée charretière nettoyage et remplacement de quelques éléments
revêtement du faux mansard	●			
éléments décoratifs de la façade			●	ils sont troués par la corrosion
revêtement des autres façades	●			
<u>Percements</u>				
façade avant			●	les fenêtres rénovées sont d'aspect et de qualité douteuse
façade arrière			●	désuets, rendement énergivore
<u>Intérieurs</u>				
finis			●	plâtre crevassé, lattis de bois très abîmé
<u>Mécanique</u>				
électricité			●	désuète et insuffisante pour nouvelles installations
plomberie			●	désuète
chauffage			●	système à eau chaude avec plusieurs types de calorifères. La chaudière est hors d'usage

	Etat:			
	Satisfaisant	Incertain	Insatisfaisant	
<u>Code et normes</u>				
code civil		●		il y a plusieurs cas de vues directes qui devront faire l'objet de vérification au bureau d'enregistrement! (servitude)
code national du bâtiment			●	<ul style="list-style-type: none"> - porte de bois vitrée dans un mur mitoyen coupe-feu - issue de secours par la toiture des bâtiments voisins - escalier de secours extérieur en décomposition - étage non compartimenté
<u>Aménagement extérieur</u>				
cour			●	inexistant, la cour sert presque de dépôt

- 2 -

Suite à l'évaluation de l'état du bâtiment, nous pouvons constater:


1. qu'il est souhaitable au point de vue patrimonial de conserver ce bâtiment malgré son degré avancé de 'taudification' à cause principalement de son gabarit, sa façade de pierre et son escalier principal
2. que l'évaluation préliminaire de monsieur Wong des coûts inhérents à la rénovation est d'environ 30% trop élevée. Les points de comparaison peuvent être le nouveau Mont St-Louis rénové pour environ 60,00 \$ le pied carré et la caserne rue St-Gabriel pour 40,00 \$. Les superficies utilisées pour ces calculs restent à vérifier. Evidemment, un estimé plus précis dépend de la vocation de l'immeuble.

En résumé, un projet de recyclage serait très acceptable aux conditions suivantes:

- que la façade et le volume du corps principal soient conservés et de plus que la façade soit rénovée ou restaurée. Il est toutefois primordial que les travaux ne soient pas entrepris avant l'élaboration d'une programmation claire outre peut-être les travaux
- essentiels tels: chauffage et toiture.

Par conséquent, nous avons suggéré à monsieur Wong de faire un relevé précis des différents niveaux et d'établir une première programmation selon les réels besoins des Associations.

Le 9 novembre 1983


Mario Brodeur, architecte
Direction du patrimoine



NOTE AU DOSSIER

DE: Mario Brodeur
DATE: Le 18 octobre 1983
OBJET: 112, rue de la Gauchetière ouest
Montréal

J'ai rencontré le [REDACTED], le 23 septembre. Il est le président de la Chinese Benevolent Association aussi connue sous le nom de la Chinese Association of Montreal. L'Association en question est propriétaire du 112, de la Gauchetière ouest qui est à première vue bien sûr en fort mauvais état. Le but de ma rencontre était, suite à la demande d'autorisation, d'établir une liste détaillée des travaux projetés. Cependant, monsieur [REDACTED] n'est pas intéressé à entreprendre des plans ou des travaux avant d'être assuré de la possibilité de subvention, d'où sa requête à notre service pour que nous le mettions en relation avec des personnes ressources des différents paliers gouvernementaux qui seraient susceptibles de subventionner la restauration. J'ai communiqué les attentes de monsieur [REDACTED] à madame Francyne Lord qui fit une enquête téléphonique pour trouver un programme de subvention. Ces démarches furent vaines.

Les informations que j'ai recueillies du demandeur sont les suivantes: le rez-de-chaussée du bâtiment est actuellement occupé par un commerce mais le bail ne sera pas renouvelé afin de le récupérer pour des bureaux d'accueil. Les 2 étages supérieurs occupés pour les associations seront transformés en salles polyvalentes pour fins de récréation, réunion, cours et même abri pour nécessiteux ou nouveaux débarqués.

[REDACTED]
MARIO BRODEUR



Compte-rendu de la réunion du 5 octobre, à 15 h 30

ETAIENT PRESENTS:

- Danielle Rondeau
 - Francyne Lord
 - Mario Brodeur
-

OBJET: 112, rue de la Gauchetière ouest, Montréal

Démuni devant les démarches de subvention vaines, je rencontre avec madame Lord, notre directrice pour fins de conseils et de collaboration.

Les conclusions de cette réunion peuvent se résumer ainsi:

Il faut élargir la notion de 'assistance technique':

- ✓ - en prenant connaissance du rapport de monsieur [REDACTED] qui est mentionné dans la lettre de l'Association du 3 juin
- en compilant toutes les données disponibles relatives au bâtiment (plans, historique, etc.) auprès de nos collègues ou autres
- ✓ - en faisant une expertise architecturale afin de déterminer la valeur intrinsèque du bâtiment
- ✓ - en établissant, s'il y a lieu, suite à l'expertise, une approximation des coûts inhérents à la restauration
- en faisant une étude de programmation et faisabilité
- en établissant une séquence dans le temps des travaux à faire
- en enquêtant sur l'Association (finances, etc.)

Et ceci afin d'établir des relations saines avec l'Association pour les convaincre de sauvegarder leur magnifique bâtiment!

[REDACTED]
MARIO BRODEUR

Le 18 octobre 1983

7 Sept 83



112 de La Gauchetière




116 de La Gauchetière

currier classique

Aide à la mise en valeur/Montréal
222, boul. St-Laurent
Montréal (Québec)
H2Y 2Y3

Montréal, le 16 juin 1983

L'Association chinoise de Montréal
112, rue De la Gauchetière ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1C3

A l'attention de Monsieur 

Objet: Association chinoise de Montréal
112, rue De la Gauchetière ouest
Montréal

Monsieur,

Pour faire suite à votre lettre datée du 3 juin 1983, nous aimerions vous informer qu'en vertu de la Loi sur les biens culturels, le bâtiment sis au 112, rue De la Gauchetière ouest n'est pas classé 'monument historique', mais est situé dans l'aire de protection de l'église de la Mission Chinoise à Montréal.

A ce titre, tous travaux de restauration doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation du ministère des Affaires culturelles; ce bâtiment situé dans l'aire de protection de l'église de la Mission Chinoise n'est malheureusement pas éligible à une contribution du ministère.

Nous vous incluons donc un formulaire de demande de permis à cet effet. Veuillez le compléter, le signer et nous le retourner avec les documents pertinents à votre demande.

Pour toute information supplémentaire à ce sujet, n'hésitez pas à communiquer avec nous (873-5101).

Veuillez accepter, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Claude Monin
Architecte



AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre, après avis de la Commission des biens culturels, délivre son autorisation à :

[REDACTED]
Association chinoise de Montréal

Description de l'opération:

ÉDIFICE SITUÉ DANS L'AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Agrandissement de l'ouverture d'une fenêtre existante pour créer une nouvelle entrée selon les croquis joints à la demande.

Adresse du demandeur:

112, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1C3

Lieu de l'opération projeté:

112, de La Gauchetière Ouest
Montréal

Selon les exigences suivantes:

- les nouvelles portes devront être en aluminium anodisé naturel telles que les portes existantes voisines.
- les côtés en retrait devront être recouverts d'un crépi de ciment de la couleur du granite.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le 21 Septembre 2001 La ministre de la Culture et des Communications

Par: **[REDACTED]**

Directrice générale de l'action régionale
de l'Ouest du Québec

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS
DIRECTION DE MONTRÉAL

PRÉSENTATION DE DOSSIER

Le 12 septembre 2001

DOSSIER

112, de La Gauchetière Ouest
Montréal


AP-01-2515

DESCRIPTION

ÉDIFICE SITUÉ DANS L'AIRE DE PROTECTION DE L'ÉGLISE DE LA MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DU SAINT-ESPRIT

Agrandissement de l'ouverture d'une fenêtre existante pour créer une nouvelle entrée selon les croquis joints à la demande.

DEMANDEUR


Association chinoise de Montréal
112, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1C3

CONTEXTE

Édifice SITUÉ dans l'aire de protection de l'Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit

ANALYSE

Le bâtiment est situé à la limite est de l'aire de protection et fait partie des quelques maisons d'époque qui encadrent la perspective vers l'Église classée depuis la rue Saint-Urbain. Certaines de ces maisons ont subi des modifications malheureuses. C'est le cas du rez-de-chaussée du 112 qui a été recouvert de granite rosé.

Le projet consiste à agrandir une ouverture de fenêtre existante vers le bas pour y loger une entrée avec portes d'aluminium doubles légèrement en retrait. Les côtés seraient finis en crépi tel que l'entrée voisine. Le bâtiment abrite des organismes du quartier et le propriétaire dit qu'il n'a pas les ressources financières pour envisager d'enlever le revêtement de granite récent et remettre en état la façade d'origine en pierre grise. Une photo ancienne d'un journal montre cependant une ouverture de porte à cet endroit à l'époque de l'ancien hôpital chinois.

RECOMMANDATION

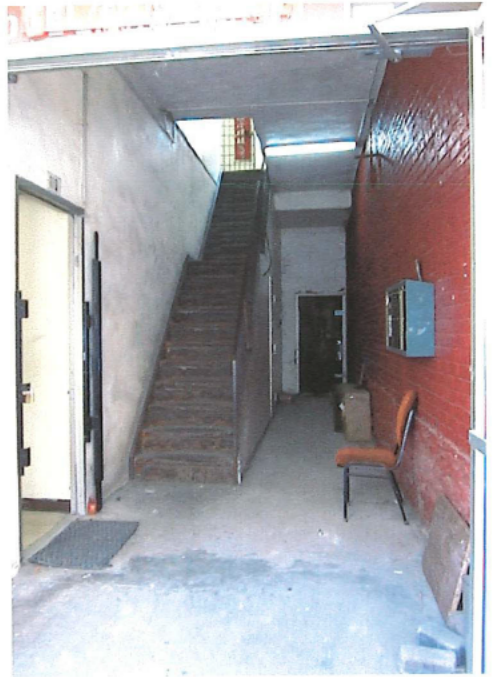
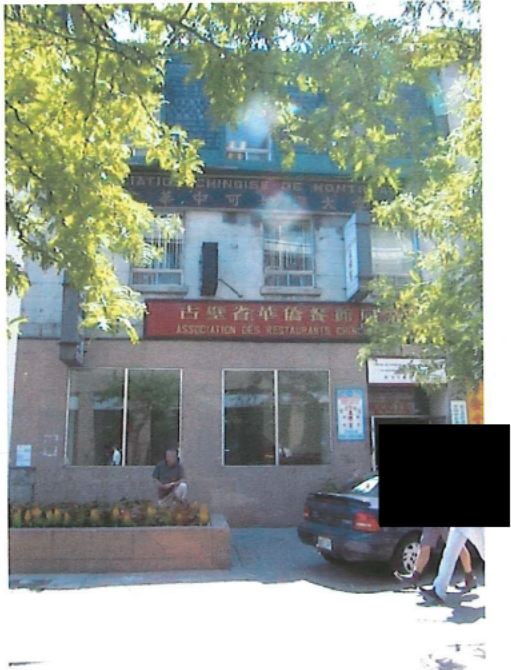
La direction de Montréal recommande la délivrance de l'autorisation aux conditions suivantes

CONDITIONS

- les nouvelles portes devront être en aluminium anodisé naturel telles que les portes existantes voisines;
- les côtés en retrait devront être recouvert d'un crépi de ciment de la couleur du granite.

Chargé de projet :  Gerald Savoie, architecte

Directrice : Monique Barriault 





Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles
Direction régionale de Montréal

FORMULE 3

Dossier no: AP-86-1280-06
(à l'usage du ministère)

AUTORISATION

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le ministre, après avis de la Commission des biens culturels délivre son autorisation à:

Association chinoise de Montréal

Description de l'opération:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- réaménagement du rez-de-chaussée de la façade l'immeuble, suivant le plan révisé de [REDACTED] no. A1 du 4 août 1986.

Adresse du demandeur:

112, de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1C3

Lieu de l'opération projetée:

112, de la Gauchetière Ouest
Montréal

Selon les exigences suivantes:

CONDITIONS:

1. conserver dans son état actuel la façade au niveau des 2e et 3e étages;
2. diviser la vitrine du rez-de-chaussée en 2 travées avec un pilier central;
3. un échantillon des matériaux de revêtement de la façade au niveau du rez-de-chaussée devra être présenté au Ministère pour approbation avant la mise en oeuvre.

- La présente autorisation devient nulle si l'opération visée n'est pas entreprise un an après la délivrance de l'autorisation ou si l'opération est interrompue pendant plus d'un an.
- Elle ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la loi ou des règlements.
- Le certificat annexé à la présente autorisation doit être affiché bien en vue sur le lieu de l'opération et ce, pendant toute la durée de celle-ci.

Délivrée le

29 août 86

Le Ministre des Affaires culturelles

Par:

Directeur régional

DOSSIER NO. AP-86-1280-06

DEMANDE D'AVIS A LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS
50 et 50.1

Conformément à l'article de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c.B-4), la ministre des Affaires culturelles demande ce jour à la Commission des biens culturels du Québec, son avis sur le dossier ci-dessous indiqué:

Association chinoise de Montréal
[REDACTED]

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION:

L'AIRE DE PROTECTION DE L'EGLISE DE LA MISSION CHINOISE

- réaménagement du rez-de-chaussée de la façade de l'immeuble, suivant le plan révisé de [REDACTED] no. A1 du 4 août 1986.

ADRESSE DU DEMANDEUR:

112, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1C3

LIEU DE L'OPÉRATION PROJETÉE:

112, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal

SELON LES EXIGENCES SUIVANTES:

CONDITIONS:

1. conserver dans leur état actuel la façade au niveau des 2e et 3e étages;
2. diviser la vitrine du rez-de-chaussée en 2 travées avec un pilier central;
3. un échantillon des matériaux de revêtement de la façade au niveau du rez-de-chaussée devra être présenté au MAC pour approbation avant la mise en oeuvre.

La Direction du patrimoine à Montréal recommande d'accorder ce permis aux conditions mentionnées plus haut.

Chargé de projet: Claude Monin

DOCUMENTS JOINTS:

Plan d'exécution:

Plan de localisation:

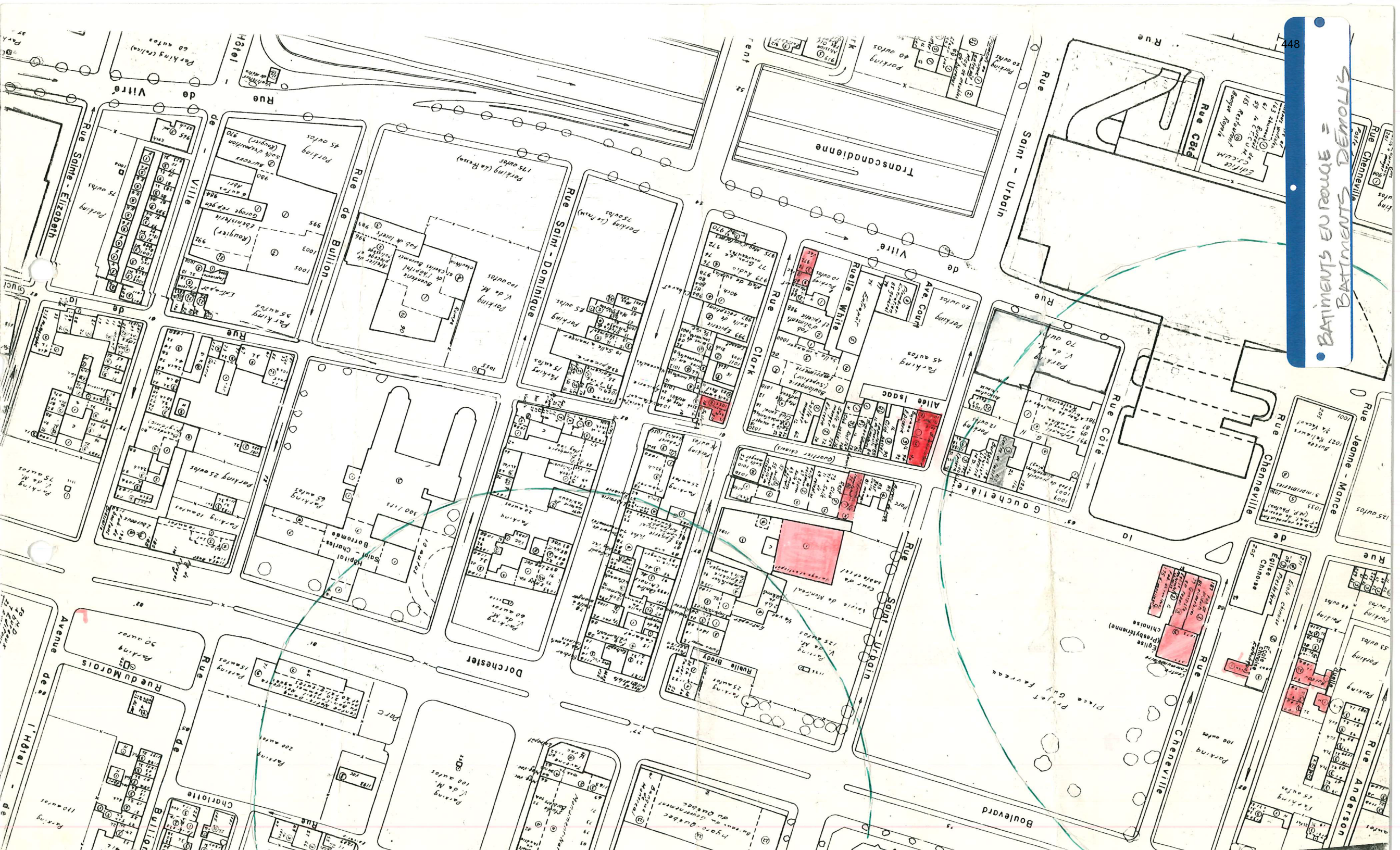
Autre(s):

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS EN DATE DU: 29 août 1986

AVIS: LA DELIVRANCE DU PERMIS DEMANDE AUX CONDITIONS DU SERVICE.

Adopté à l'unanimité.

BÂTIMENTS EN ROUGE = BÂTIMENTS DÉMOLIS



106-108, De la Gauchetière ouest, maison Barsalou

-Maison du marchand, encanteur et écuier [REDACTED]. La date de construction serait potentiellement aux alentours de 1857.

-Maison en pierre de taille avec un toit mansarde.

Actes notariés - chaîne de titres

19 octobre 1853_12 290: [REDACTED], écuier en la cité de Montréal vend un terrain situé dans le faubourg Saint-Laurent à Montréal à [REDACTED], écuier et propriétaire d'une manufacture en la cité de Montréal. Le terrain est borné au sud-ouest par celui de [REDACTED] (représente les héritiers [REDACTED] et au sud-est par celui [REDACTED] avec un passage qui sépare le dit terrain de celui de dame [REDACTED] et [REDACTED] du côté nord-ouest à la rue Lagauchetière. Le terrain 652-A a une maison en bois avec des dépendances construites dessus et un droit de mitoyenneté avec un passage de huit pieds avec le terrain de madame [REDACTED]. L'acquéreur a également un droit de mitoyenneté dans le pignon nord-est de la maison de [REDACTED] laquelle est bornée au sud-ouest du terrain 652-A.

13 avril 1887_18 372: Monsieur [REDACTED], encanteur et marchand à commissions de la cité de Montréal vend le lot connu sous le numéro 652-A à dame [REDACTED] de la cité de Montréal, épouse de [REDACTED], restaurateur de Montréal. Le terrain est borné au front par la rue Lagauchetière avec une maison en pierre à deux étages, soubassement et toit mansarde avec d'autres bâtisses érigées dessus. Le terrain a également un droit de passage en commun à l'arrière de la cour avec un passage de huit pieds avec le terrain voisin (lot 652). Le passage mitoyen a été entériné devant le notaire le 11 octobre 1845 et dame [REDACTED] et feu monsieur [REDACTED] étaient présents. Monsieur [REDACTED] a également fait bâtir son écurie sur une partie du passage mitoyen et il a un droit de mitoyenneté dans le pignon nord-est de la maison érigée du côté nord-ouest sur le niveau de la rue Lagauchetière du

dit terrain. Le terrain a été commué de tous droits seigneuriaux le 12 octobre 1853. La vente est faite pour le prix de 8, 000.00\$.

29 juillet 1893_34 459: [REDACTED], restaurateur de la cité de Montréal représente et agit en tant qu'exécuteur testamentaire de feu [REDACTED], épouse en son vivant de [REDACTED], restaurateur sous le nom de *V. Ollivon & cie*. Monsieur [REDACTED] vend l'immeuble 652-A à [REDACTED] comptable de la cité de Montréal. Le terrain est borné au front par la rue Lagauchetière avec une maison en pierre à deux étages, avec soubassement et toit mansarde. Le terrain a d'autres bâtisses construites dessus et un passage en commun de huit pieds à l'arrière de la cour sur le niveau de la rue Saint-Urbain avec le terrain 652. Le passage mitoyen a passé dans un acte de vente par feu monsieur [REDACTED] et feu dame [REDACTED] le 11 octobre 1845. Le précédent propriétaire, [REDACTED] a fait construire son écurie sur une partie de ce passage, avec aussi un droit de mitoyenneté dans le pignon nord-est de la maison érigée du côté nord-ouest du dit terrain sur le niveau de la rue Lagauchetière également établie dans un acte de vente le 19 octobre 1853. Le terrain a été commué de tous droits seigneuriaux le 12 octobre 1853. Le montant final de la vente s'élève à 9, 600.00\$.

29 mars 1904_60 069_le lot 652-A se sépare en deux parties: Monsieur [REDACTED] de Montréal est le « vendeur » et les « acheteurs » sont [REDACTED], [REDACTED] et [REDACTED], tous de Montréal et ils sont en affaires ensemble en tant que marchands de meubles, appelé *Universal furnitures Company of Montreal*. L'immeuble vendu est une partie du lot 652-A et qui donne front sur la rue Saint-Urbain. La partie séparée du terrain 652-A est bornée par les lots 651 et 654. Le terrain 652-A face à la rue Saint-Urbain est borné au sud-est par le passage mitoyen du lot 652-A et du lot 652. Le passage mitoyen a passé dans un acte de vente par feu monsieur [REDACTED] et feu dame [REDACTED] le 11 octobre 1845. La portion vendue vient avec une partie des bâtiments qui sises sur le reste du lot 652-A et dont

le propriétaire aura accès au toit en tout temps. Le terrain a été commué de tous droits seigneuriaux le 12 octobre 1853. Le prix demandé est de 1,700.00\$.

13 janvier 1905_62 270_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: Les « vendeurs » [REDACTED], marchands de meubles et l'« acheteur » est [REDACTED], manufacturier de la ville de Montréal. L'immeuble connu sous le numéro de lot 652-A se situe dans le quartier Saint-Laurent et est borné au front par la rue Saint-Urbain. Le terrain est borné à l'arrière par le lot 651 et 654 Le terrain vendu a également un passage mitoyen de huit pieds qui passe sur le lot 652-A et celui du lot 652. Le reste du lot 652-A appartient à [REDACTED]. Le passage mitoyen a passé dans un acte de vente par feu monsieur [REDACTED] et feu dame [REDACTED] le 11 octobre 1845. La portion vendue vient avec une partie des bâtiments qui sises sur le reste du lot 652-A et dont le propriétaire aura accès au toit en tout temps. Le terrain a été commué de tous droits seigneuriaux le 12 octobre 1853. La vente de l'immeuble est 1,850.00\$.

16 août 1912_87 427_la partie qui donne sur la rue Lagauchetière: [REDACTED], gérant d'imprimerie de Montréal vend la partie du lot 652-A donnant sur la rue Lagauchetière ouest à la compagnie *The Occidental Cafe Limited* représentée par Joseph Émile Théberge, restaurateur et le président; [REDACTED], avocat et le secrétaire de Montréal. Le terrain est borné au front par la rue Lagauchetière ouest dans le quartier Saint-Laurent. L'arrière du terrain est borné par les lots 651 et de l'autre côté par le 654 et au sud-est, le terrain a un passage mitoyen qui fait partie du lot 652-A et qui va jusqu'au lot 652. Le reste du lot a été acheté par monsieur [REDACTED] en 1905. Il y a une lisière du terrain vendu qui a été empiétée par une construction survenue en 1906 par monsieur [REDACTED] propriétaire de l'autre partie du lot 652-A. La propriété sur la partie du lot 652-

A qui donne sur la rue Lagauchetière porte le numéro civique 74 et se trouvent d'autres bâtisses érigées sur le lot. La propriété vendue et celle de son voisin, [REDACTED] ont un droit d'accès au toit des bâtisses érigées à l'arrière par ce dernier. Un canal qui traverse tout le lot 652-A, dont au nouveau propriétaire et monsieur [REDACTED] a une servitude commune pour le drainage des toits des bâtiments. Le prix de vente est de 10, 000.00\$.

2 février 1925_71 614_la partie du lot qui donne sur la rue Lagauchetière: *The Occidental Cafe Limited* représenté par [REDACTED], restaurateur et le président vend à la Commission Scolaire des Écoles Catholiques de Montréal représentée par le président l'Honorable Eugène Lafontaine, juge en chef de la Cour d'Appel pour la province de Québec ainsi que le secrétaire général et trésorier Aymé Lafontaine, avocat. La vente est un lopin de terre de forme irrégulière et composée d'une partie du lot 652-A du quartier Saint-Laurent. Le terrain est borné au nord-ouest par la rue Lagauchetière avec une partie des lots 654 et 651, vers le sud-est, le terrain est borné par le résidu des lots 652-A et 654, vers le nord-est, le terrain est borné 653 et une partie par la rue Saint-Urbain. Le canal existant sur la partie du lot 652-A qui part de la rue Lagauchetière jusqu'à la rue Saint-Urbain passe par le lot de monsieur [REDACTED] est pour usage à perpétuité pour le drainage de la propriété vendue. La vente s'élève à 19, 500.00\$.

19 octobre 1925_109 877_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: Le shérif Omer Lapierre du district de Montréal agit en tant qu'huissier dans le cas de poursuite opposant le demandeur, *The Dominion Commercial Travellers Association* et le défendeur, [REDACTED]. La saisie comprend l'immeuble avec les bâtisses érigées dessus connu sous le numéro de lot 652-A situé dans le quartier Saint-Laurent à Montréal et qui est borné au front par la rue Saint-Urbain, à l'arrière par le lot 651 et 654, au sud-est par le passage mitoyen existant qui traverse le lot 652-A et le lot 652 avec droit de passage acquis. La compagnie *The Dominion Commercial Travellers Association* est le

meilleur et le dernier enchérisseur pour l'immeuble connu sous le numéro de lot 652-A pour la somme de 1, 500.00\$.

13 décembre 1930_275 667_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: *The Dominion Commercial Travellers Association* représentée par le trésorier Pierre Rolland et le secrétaire Dugald Campbell. Ceux-ci vendent l'immeuble avec les bâtisses érigées dessus qui fait partie d'une portion du lot 652-A à Baldwin Cullens de la compagnie *The Dominion Commercial Travellers Association*. Le terrain se situe dans le quartier Saint-Laurent à Montréal et il est borné au front par la rue Saint-Urbain, à l'arrière par le lot 651 et 654, au sud-est par le passage mitoyen existant qui traverse le lot 652-A et le lot 652 avec droit de passage acquis. Le lot 652-A a aussi un accès sur une partie du lot 652 qui appartient à [REDACTED]. La vente est faite au montant d'un dollar avec tout autre bien de valeur.

13 décembre 1930_321 876_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: Agissant seul en tant que « vendeur », John Baldwin Cullens de la compagnie *The Dominion Commercial Travellers Association* vend l'immeuble avec les bâtisses érigées dessus qui fait partie d'une portion du lot 652-A à la compagnie *The Dominion Commercial Travellers Association* qui est représentée par le trésorier Joseph Pierre Rolland et le secrétaire Dugald Campbell. Le terrain se situe dans le quartier Saint-Laurent à Montréal et il est borné au front par la rue Saint-Urbain, à l'arrière par le lot 651 et 654, au sud-est par le passage mitoyen existant qui traverse le lot 652-A et le lot 652 avec droit de passage acquis. La vente est faite au montant d'un dollar avec tout autre bien de valeur.

15 septembre 1944_529 088_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: *The Dominion Commercial Travellers Association* représentée par Joseph Pierre Rolland, un industriel de la ville d'Outremont et Dugald Campbell, le secrétaire de la ville de Mont-Royal sont les « vendeurs » de l'immeuble connu sous le

numéro d'une partie du lot 652-A à [REDACTED], marchand de la ville de Verdun. Le terrain et les bâtisses érigées dessus se situent dans le quartier Saint-Laurent à Montréal et il est borné au front par la rue Saint-Urbain, à l'arrière par le lot 651 et 654, au sud-est par le passage mitoyen existant qui traverse le lot 652-A et le lot 652 avec droit de passage acquis. La vente totale est de 500\$.

22 juin 1946_657 108: Monsieur [REDACTED], marchand de Verdun vend l'immeuble connu sous le numéro d'une partie du lot 652-A à [REDACTED], évaluateur de Vaudreuil. Le terrain et les bâtisses érigées dessus se situent dans le quartier Saint-Laurent à Montréal et il est borné au front par la rue Saint-Urbain, l'arrière du terrain est borné par le lot 651, du côté sud-est par le lot 654 et de l'autre côté, le terrain 652-A est borné par le lot 652 avec lequel il partage un passage mitoyen de huit pieds. La présente vente est de 1, 101\$.

10 juillet 1946_659 439_la partie qui donne sur la rue Saint-Urbain: [REDACTED], évaluateur de Vaudreuil vend l'immeuble connu sous le numéro d'une partie du lot 652-A à l'abbé [REDACTED], prêtre demeurant au Séminaire des missions étrangères à Pont-Viau, près de Montréal. Le lot se situe à Saint-Laurent, à Montréal. Le terrain est borné au front par la rue Saint-Urbain, l'arrière du terrain est borné par le lot 651, du côté sud-est par le lot 654 et de l'autre côté, le terrain 652-A est borné par le lot 652 appartenant à [REDACTED] avec les bâtisses érigées dessus et avec lequel il partage un passage mitoyen de huit pieds. La vente s'élève à 3, 000.00\$.

15 septembre 1953_1 030 778_la partie qui donne sur la rue Lagauchetière: La Commission des Écoles Catholiques de Montréal, représentée par Paul Dansereau, commissaire et Marc Jarry, secrétaire vendent l'immeuble connu sous le numéro de lot 652-A à La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Montréal, représentée par Mgr Jean Archibald Mousseau, prélat domestique,

son procureur de Montréal. La bâtisse sur le terrain porte le numéro civique 106, rue Lagauchetière ouest. Le lot est décrit comme une terre de forme irrégulière et qui est bornée au nord-ouest par la rue Lagauchetière par les lots 654 et 652. Le terrain 652-A est également borné au sud-est par le lot 654 et le résidu du lot 652-A. Le terrain est borné au nord-est par le lot 653 et une partie de la rue Saint-Urbain. L'immeuble vient avec des servitudes et droits acquis dont le mur mitoyen séparant la propriété du 652-A avec celle de son voisin Mcdonald ou ses représentants ainsi que le chemin mitoyen qui passe sur les deux lots. Le canal existant sur la partie du lot 652-A qui s'étend de la rue Lagauchetière jusqu'à la rue Saint-Urbain est laissé à l'usage à perpétuité pour le drainage de la demeure vendue.

L'acte de vente stipule également la vente de l'immeuble désigné sous le numéro de lot 654 est borné de trois côtés, vers le nord-ouest, sud-est et sud-ouest par le résidu du dit lot 654. Le terrain est borné vers le nord-est par le lot 652-A. Le lot 654 a été vendu par *The Chinese Association of Montreal* le 2 février 1925 (acte # 71 615). Le prix final des deux immeubles est de 12, 000.00\$.

27 septembre 1976_2 728 259_le lot 652-A en entier: La Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal représentée par Monseigneur Paul Grégoire, Archevêque de Montréal vend à la Communauté Catholique Chinoise de Montréal représentée par le révérend Père Thomas Tou, directeur spirituel et monsieur Harry Fong, trésorier. L'« acquéreur » devient propriétaire de deux immeubles : le premier est le lot 652-A et le second est le lot 654 du quartier Saint-Laurent. Les immeubles sont bornés au nord-est par le lot 652-A, les trois autres côtés par le résidu du lot 654 ainsi que le droit de passage. La vente inclus toutes les bâtisses érigées dessus portant les numéros civiques 106 et 108, rue Lagauchetière. La vente de l'autre partie du lot 652-A a été faite le 11 juin 1954 (acte # 1 075 331). La somme de la vente finale des deux immeubles est de 70, 000.00\$.

31 janvier 1978_2 846 476: Le Ministère des Affaires culturelles a classé le site comme aire protégée.

7 juillet 1984_3 500 721 : La Corporation de la Communauté Catholique Chinoise de Montréal représentée par le révérend Père Thomas Tou et le directeur spirituel Robin Cheung vendent à [REDACTED] deux immeubles sur la rue De LaGauchetière ouest, dont le lot 654 et le lot 652-A. La vente inclut également les bâtiments érigés dessus portant les numéros civiques 106, 106-A et 108, rue De LaGauchetière ouest à Montréal. Les bâtiments ont en mitoyenneté les deux côtés latéraux et ont un droit de passage en commun qui joint les deux propriétés au sud-ouest. Le total de la vente est de 200,000.00\$.

19 mars 2021_26 149 732: [REDACTED] vendent à la compagnie *Investissements 1000 St-Urbain Ltee/1000 St-Urbain Investments Ltd.* le lot désigné comme étant le numéro 1 180 577 avec tous les bâtiments érigés dessus et portant les numéros civiques 106, 106A et 108, De LaGauchetière ouest à Montréal. La vente s'élève à 1, 843, 000.00\$.





Lieux

Le père Thomas Tou et la Mission catholique chinoise

02 juin 2017



Olivier Paré

Grand dossier : Mémoires d'immigrations

Dossier : Dialogue avec la communauté sino-montréalaise, L'immigration chinoise à Montréal

Officiellement installée en 1922 dans la rue de La Gauchetière, la Mission catholique chinoise accueille en 1957 le père Thomas Tou, premier prêtre chinois à Montréal.

À la fin du XIX^e siècle, l'Église presbytérienne et l'Église catholique de Montréal rivalisent pour convertir au christianisme les immigrants chinois, installés depuis peu dans la métropole. En 1897, le pensionnat Saint-Laurent, situé au 50, rue Côté, accueille pour la première fois des enfants chinois. À l'initiative du vicaire de l'église irlandaise Saint-Patrick, Martin Callaghan, ceux-ci apprennent les bases de la religion catholique et sont préparés pour le baptême.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

Évangélisation des Chinois de Montréal

Ce travail d'évangélisation porte ses fruits : près de 20 % des Chinois cantonnais de la ville sont convertis au catholicisme en 1904. L'archevêque de Montréal, monseigneur Bruchési, doit alors faire venir des prêtres qui sont en mesure de parler le cantonnais : ils arrivent de France et des États-Unis, mais ne demeurent à Montréal que pour une courte période. C'est finalement en 1917 que l'abbé Roméo Caillé devient le premier prêtre québécois à diriger la Mission catholique chinoise. Cinq ans plus tard, ce dernier inaugure les nouveaux locaux de la Mission, dans la rue de La Gauchetière.

Dans cette première moitié du XX^e siècle, les services sociaux primordiaux sont pour la plupart assurés par le clergé. À la fin des années 1910, par exemple, les Sœurs de l'Immaculée-Conception ouvrent d'urgence un hôpital chinois pour répondre aux besoins criants des plus pauvres de la communauté, durement touchés par l'épidémie d'influenza de 1918. La Mission catholique s'occupe aussi d'éducation : des cours de français et d'anglais sont d'abord donnés dans certaines églises, puis une école chinoise est fondée en 1916. Ces différents



Fonds Conrad Poirier, Bibliothèque et Archives Nationales du Québec. P48,S1,P5166.

services sont également offerts par la Mission presbytérienne, avec laquelle la Mission catholique entretient une certaine rivalité. Pour ces deux groupes, un enjeu majeur est la communication avec les fidèles; on souhaite pouvoir rapidement amener un prêtre d'origine chinoise à Montréal.

Le père Thomas Tou

Pour la Mission catholique, c'est en 1957 que ce désir devient réalité : le père Thomas Tou, né tout près de Beijing, arrive à Montréal. Il installe la Mission dans l'ancienne église Notre-Dame-des-Anges, construite par les Écossais en 1834 dans la rue Chenneville, au croisement de la rue De La Gauchetière. Intéressé dès son jeune âge par la vocation religieuse, il est contraint de poursuivre ses études théologiques à l'extérieur de la Chine communiste. La religion y est vue comme une entrave au progrès et est sanctionnée par l'État. Ainsi, Thomas Tou se rend à Rome où il fait la rencontre du cardinal Paul-Émile Léger, alors ambassadeur canadien. Celui-ci

convainc le père Tou de venir à Montréal pour diriger la Mission catholique et devenir prêtre pour la communauté chinoise. Après l'obtention d'un visa, il quitte l'Italie pour s'installer dans la métropole. Les premières années annoncent d'importants défis : seules 16 personnes, dont 9 Canadiens, se présentent à sa première messe. En outre, il doit apprendre les nombreux dialectes parlés au sein de la communauté, en plus du français et de l'anglais.

Avec les années, le père Tou se



2017. Centre d'histoire de Montréal.

positionne comme l'une des voix les plus importantes de la communauté chinoise de Montréal. Dans les journaux, il se fait porte-parole des réalités et problèmes observés au sein du Quartier chinois. Il visite aussi régulièrement l'hôpital chinois et devient même membre de son conseil d'administration. Au courant des années 1970, il milite activement contre la destruction des églises du secteur, menacées par la construction du Complexe Guy-Favreau. « L'homme qui a sauvé l'église catholique du *Chinatown* », c'est ainsi que le *Montreal Daily News* commémore son action politique, plus de dix ans après. Sa lutte aura permis de préserver un monument central pour les Chinois catholiques de la ville.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

Confucianisme, taoïsme, bouddhisme, christianisme : les

religions en Chine

Dans le recensement canadien de 1911, on a écrit « Confucius » dans la case indiquant la religion de plusieurs Chinois installés dans la rue De La Gauchetière. Confucius (551-479 av. J.-C.) n'a pourtant jamais prêché l'existence d'un Dieu ou d'une divinité centrale. Il a plutôt élaboré un système de pensée, un code moral qui a largement influencé la culture et l'histoire chinoises. Pour Confucius, le comportement social et la cultivation de soi sont intrinsèquement liés à l'harmonie et à l'ordre de la société. Depuis le règne de l'empereur Wu (156-87 av. J.-C.) jusqu'à la fin du régime impérial, en 1911, les idées confucéennes furent propagées, institutionnalisées et réélaborées par les différentes dynasties.

À cette ligne de pensée philosophique s'additionnent au fil du temps d'autres formes de spiritualité. Probablement rédigé au III^e siècle avant notre ère, le Laozi, texte fondateur du taoïsme, prône par exemple la nécessité de s'abandonner aux processus naturels de l'Univers. Selon cet enseignement, chaque individu doit suivre spontanément la Voie du cosmos. Pendant la dynastie Tang (618-907), le bouddhisme se propage également en Chine et les monastères sont subventionnés par l'État. Au XVI^e siècle, pendant la dynastie Ming (1368-1644), des missionnaires jésuites parviennent à convertir certains membres du gouvernement impérial au christianisme, une religion qui gagnera davantage de terrain à la fin du XIX^e siècle. À cette mosaïque de croyances s'ajoute le culte des ancêtres, ainsi qu'un grand nombre de variantes et de divinités locales. Ces multiples éléments témoignent ainsi de la richesse historique de l'univers spirituel chinois.

Références bibliographiques

CHAN, Kwok B. *Smoke and Fire: the Chinese in Montreal, Hong Kong, The Chinese University Press*, 1991, 330 pages.

HELLY, Denise. *Les Chinois à Montréal : 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 315 pages.

PLANTE, Jeffrey P. *Answering the Call for Reform: The Toronto and Montreal Chinese Missions 1894-1925*, Mémoire (M.A.), Université Wilfrid-Laurier, 1998, 72 pages.

TURCOTTE, Denise. « Hospitals for the Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) », *Historical Studies*, vol. 70, 2004, p. 131-142.

WONG, Grace. « The man who saved Chinatown's Catholic church », *Montreal Daily News*, 29 mars 1988.

中华天主堂发挥的社区作用

在19世纪末，长老会和天主教堂互相竞争希望将广东移民的子女皈依基督教，此福音传播工作一直持续到20世纪。直到50年代，因为蒙特利尔华人难以获取社会服务，如健康护理和教育，该社群当时都会请神职人员协助。

然而，直至1957年杜宝田神父上任前，神职人员与社区之间的文化差异一直存有障碍。杜宝田神父善用自己的角色来服务社区，成为华人社区的象征人物。无数的媒体采访，在中华医院董事会的席位，以及杜宝田神父挽救了中华天主堂免受拆除，使蒙特利尔唐人街成为我们今天所认识，充满活力及栩栩如生的地方。

—

Traduction en chinois simplifié : Serena Xiong et révision (chinois simplifié) : Philippe Liu.

中華天主堂發揮的社區作用

在19世紀末，長老會和天主教堂互相競爭希望將廣東移民的子女皈依基督教，此福音傳播工作一直持續到20世紀。直到50年代，因為滿地可華人難以獲取社會服務如健康護理和教育，該社群當時都請神職人員協助。

然而，直至1957年杜寶田神父上任前，神職人員與社區之間的文化差異一直存有障礙。杜寶田神父善用自已的角色來服務社群，成為華人社區的象徵人物。無數的媒體採訪、在中華醫院董事會的席位以及杜寶田神父挽救了中華天主堂免受拆除，使滿地可唐人街成為我們今天所認識，充滿活力及栩栩如生的地方。

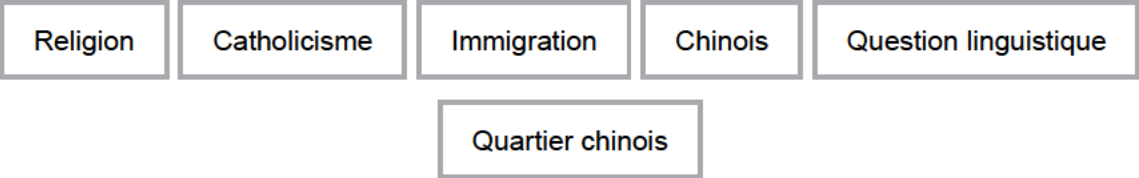
—

Traductrice : Wai Yin Kwok.

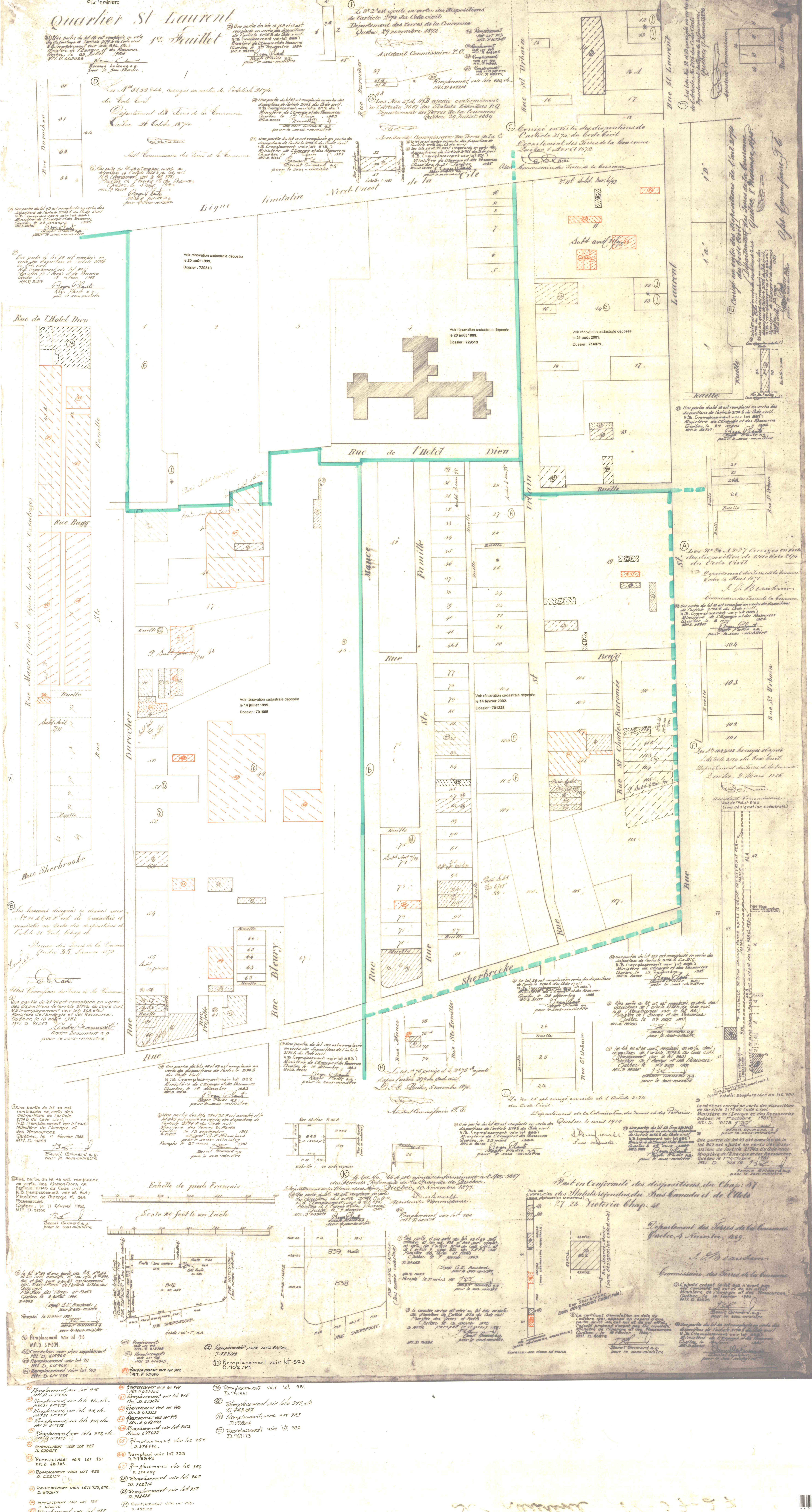
Liens

« La mission chinoise à Montréal : Entrevue avec Thomas Tou prêtre », YouTube, 2014, 22 minutes. (https://www.youtube.com/watch?v=O_Gt5uZyels)

Explorer la carte 

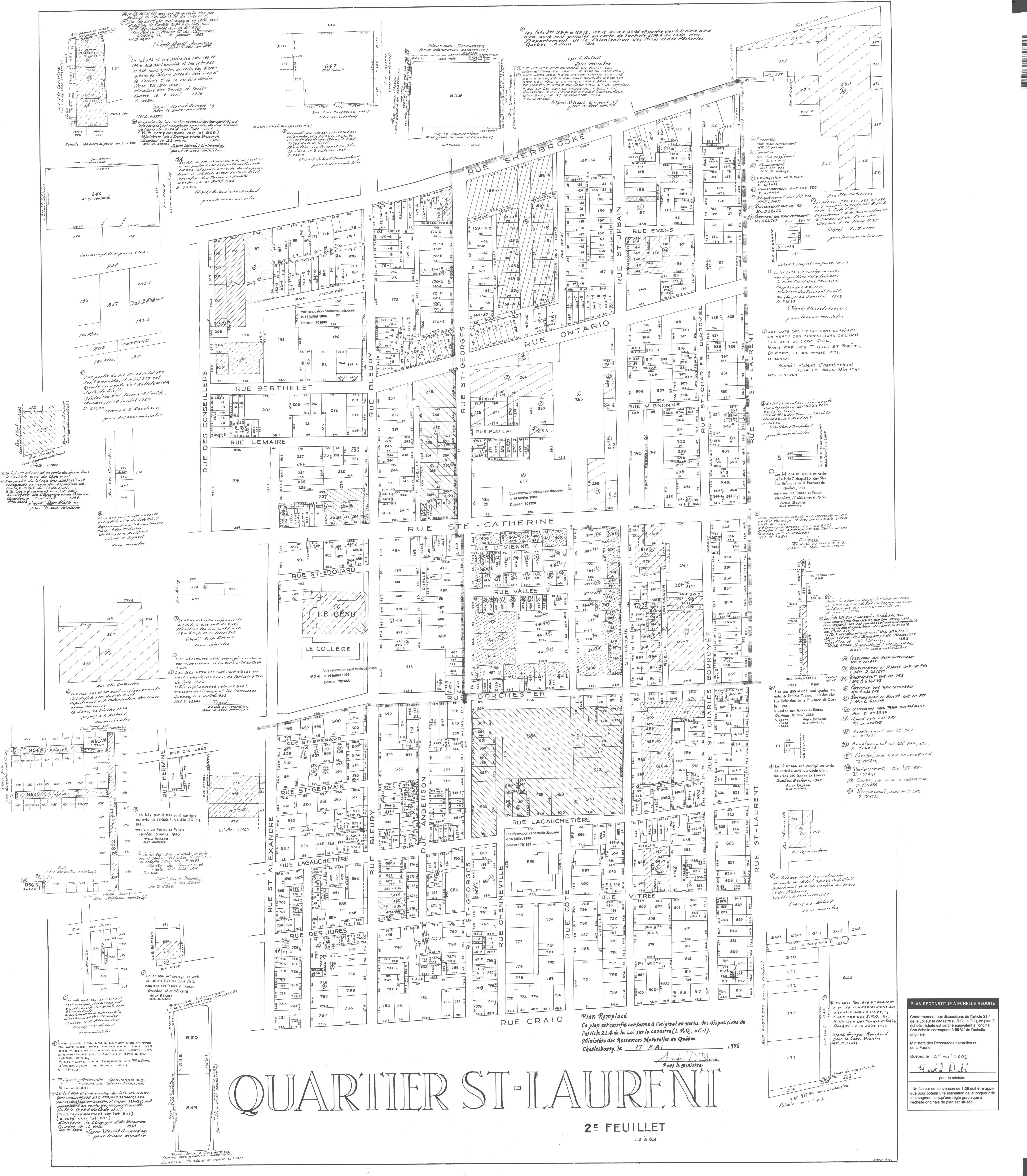


Quartier St Laurent 19. Juillet



Fait en Conformité des dispositions du Chap. 31
des Statuts révisés du Bas Canada et de l'Acte
27.28 Victoria Chap. 31
Département des Terres de la Couronne
Québec 4 Novembre 1869
I. P. B. Cauchon
Commissaire des Terres de la Couronne

- 1) Remplacement voir lot 905
- 2) Remplacement voir lot 906
- 3) Remplacement voir lot 907
- 4) Remplacement voir lot 908
- 5) Remplacement voir lot 909
- 6) Remplacement voir lot 910
- 7) Remplacement voir lot 911
- 8) Remplacement voir lot 912
- 9) Remplacement voir lot 913
- 10) Remplacement voir lot 914
- 11) Remplacement voir lot 915
- 12) Remplacement voir lot 916
- 13) Remplacement voir lot 917
- 14) Remplacement voir lot 918
- 15) Remplacement voir lot 919
- 16) Remplacement voir lot 920
- 17) Remplacement voir lot 921
- 18) Remplacement voir lot 922
- 19) Remplacement voir lot 923
- 20) Remplacement voir lot 924
- 21) Remplacement voir lot 925
- 22) Remplacement voir lot 926
- 23) Remplacement voir lot 927
- 24) Remplacement voir lot 928
- 25) Remplacement voir lot 929
- 26) Remplacement voir lot 930
- 27) Remplacement voir lot 931
- 28) Remplacement voir lot 932
- 29) Remplacement voir lot 933
- 30) Remplacement voir lot 934
- 31) Remplacement voir lot 935
- 32) Remplacement voir lot 936
- 33) Remplacement voir lot 937
- 34) Remplacement voir lot 938
- 35) Remplacement voir lot 939
- 36) Remplacement voir lot 940
- 37) Remplacement voir lot 941
- 38) Remplacement voir lot 942
- 39) Remplacement voir lot 943
- 40) Remplacement voir lot 944
- 41) Remplacement voir lot 945
- 42) Remplacement voir lot 946
- 43) Remplacement voir lot 947
- 44) Remplacement voir lot 948
- 45) Remplacement voir lot 949
- 46) Remplacement voir lot 950
- 47) Remplacement voir lot 951
- 48) Remplacement voir lot 952
- 49) Remplacement voir lot 953
- 50) Remplacement voir lot 954
- 51) Remplacement voir lot 955
- 52) Remplacement voir lot 956
- 53) Remplacement voir lot 957
- 54) Remplacement voir lot 958
- 55) Remplacement voir lot 959
- 56) Remplacement voir lot 960
- 57) Remplacement voir lot 961
- 58) Remplacement voir lot 962
- 59) Remplacement voir lot 963
- 60) Remplacement voir lot 964
- 61) Remplacement voir lot 965
- 62) Remplacement voir lot 966
- 63) Remplacement voir lot 967
- 64) Remplacement voir lot 968
- 65) Remplacement voir lot 969
- 66) Remplacement voir lot 970
- 67) Remplacement voir lot 971
- 68) Remplacement voir lot 972
- 69) Remplacement voir lot 973
- 70) Remplacement voir lot 974
- 71) Remplacement voir lot 975
- 72) Remplacement voir lot 976
- 73) Remplacement voir lot 977
- 74) Remplacement voir lot 978
- 75) Remplacement voir lot 979
- 76) Remplacement voir lot 980
- 77) Remplacement voir lot 981
- 78) Remplacement voir lot 982
- 79) Remplacement voir lot 983
- 80) Remplacement voir lot 984
- 81) Remplacement voir lot 985
- 82) Remplacement voir lot 986
- 83) Remplacement voir lot 987
- 84) Remplacement voir lot 988
- 85) Remplacement voir lot 989
- 86) Remplacement voir lot 990
- 87) Remplacement voir lot 991
- 88) Remplacement voir lot 992
- 89) Remplacement voir lot 993
- 90) Remplacement voir lot 994
- 91) Remplacement voir lot 995
- 92) Remplacement voir lot 996
- 93) Remplacement voir lot 997
- 94) Remplacement voir lot 998
- 95) Remplacement voir lot 999
- 96) Remplacement voir lot 1000



QUARTIER ST-LAURENT

Plan Remplacé
Ce plan est certifié conforme à l'original en vertu des dispositions de l'article 214-A de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c.1).
Ministère des Ressources Naturelles du Québec
Charlebourg, le 17 MAI 1996

PLAN RECONSTITUÉ À ÉCHELLE RÉDUITE
Conformément aux dispositions de l'article 214 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c.1), ce plan à échelle réduite est certifié équivalent à l'original. Son échelle correspond à 80 % de l'échelle originale.
Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune
Québec, le 29 mai 2006
Hand Dubé
pour le ministre



22/11/2015

LES BARSALOU

Temps de lecture approximatif de 5 minutes

Il y a de ces familles qui ont fait bouger l'histoire de Montréal, les Beaubien, les Viger, les Papineau et les Molson. Plus prêt de nous on peut parler des Desmarais, les Péladeau ou des Saputo. Que vous soyez d'accord ou non avec leurs participations dans l'histoire, il est impossible de nier que ces noms vous disent quelque chose. Par contre, il y a de ces familles qui malgré leur importance dans notre vie de tous les jours, sont pratiquement invisibles dans la toponymie et des livres d'histoire. La famille Barsalou a un de ces noms qui ont laissé leurs traces, mais dont l'histoire est pratiquement inconnue. Si je vous dis ce nom, les plus vieux d'entre vous reconnaîtront peut-être la marque d'un savon connu au tournant du siècle dernier, mais franchement, c'est à peut-être tout. Sauf si vous êtes fervent d'histoire ou natif de St-Hyacinthe, le nom ne vous dira pratiquement rien. Pourtant, la vie d'une grande partie

des Montréalais est affectée encore aujourd'hui par les différentes décisions de cette famille.



Joseph Barsalou. 1880

Jospeh Barsalou (1822-1897) est un homme d'affaires prospère, de nos jours, on pourrait dire qu'il est un entrepreneur. Il démarre sa carrière dans le monde des encanteurs en 1853 après avoir travaillé pendant déjà plus de 15 ans dans ce domaine. Il devient partenaire de James Benning avec qui il fondera à partir de l'ancienne société de ce dernier la Benning and Barsalou. La compagnie est florissante et installera son magasin-entrepôt au 438-440 rue St-Pierre. En plus d'encans, la B & B fait aussi son argent dans le prêt personnel et dans l'immobilier. Dès 1860, on lui donne des revenus de plus de 120 000 \$ annuellement, une somme considérable pour l'époque. En 1863, il acquiert la première usine en Amérique du Nord à fabriquer du caoutchouc, la compagnie Brown, Hibbard, Bourn and Company située au coin des rues Papineau et Notre-Dame qu'il renomme la Canadian Rubber Company. Il reste peu de cet immense bâtiment qui a partiellement été détruit en 1916 par un incendie et finalement réduit de plus belle en 1995. De nos jours, on y retrouve Cité 2000, des locaux de répétition et un centre

de location de camion et d'entreposage. Son aventure à titre de dirigeant de la Canadian Rubber Co sera de courte durée, dès 1866 il laisse la place aux frères Andrew et Hugh Allan qui rendront la compagnie plus que prospère. Barsalou se retirera de l'aventure en 1870.

Ses affaires ne se passent pas qu'à Montréal. Il investit aussi à St-Hyacinthe où il administrera avec les Dessaulles le moulin à farine et une fabrique de lainage. Il construit un pont, ne payant rien de moins, au-dessus de la Rivière Yamaska qui permettra l'approvisionnement de façon plus efficace. Plus tard, après des hauts et des bas, il devient actionnaire principal de la Banque de St-Hyacinthe et participe à l'essor industriel et financier de la municipalité.

Avec son épouse Julie-Adèle Gravel, le couple aura sept enfants. Si les cinq garçons participent aux affaires du père, une de leur fille Hortense épousera un certain Alphonse Desjardins (son 2^e mariage) qui en 1892 sera élu maire de Montréal, président de la Banque Jacques-Cartiers, ancêtre de la Banque Nationale. Ne pas confondre avec un autre Alphonse Desjardins, fondateur des Caisses Desjardins.



Savon Barsalou et savon à lessive

La compagnie de savon « J. Barsalou et cie » fondé en 1875 est probablement l'aventure la plus connue des Montréalais de l'époque et d'aujourd'hui. En 1875, la famille se lance dans la fabrication de savon. Ils utilisent une nouvelle technologie qui fait passer la production de savon de 6000 livres par semaines à 6000

livres en seulement une heure trente. Le savon autrefois était plutôt artisanal, leur fabrication mécanisée en quantité industrielle permettait de se retrouver dans toutes les maisonnées en peu de temps et à des prix que même le Canadien français moyen pouvait se payer. Les Barsalou mettent sur le marché du savon en barres pour l'usage courant et du savon en flocons pour la lessive. Vous pouviez reconnaître ce savon à son logo « tête de cheval » qui est parmi les marques de commerce la plus reconnue de l'époque. Le savon Barsalou pourrait être la vedette d'une chronique en entier, peut-être dans le futur.

Alors, comment cette famille bourgeoise ayant réussi en affaire a-t-elle changé notre ville? Si vous êtes habitué au blogue, j'ai parlé des Barsalou à deux reprises et la plupart du temps, c'était à cause de leurs têtes dures. J'écris ça dans le meilleur sens du terme bien sur. Voyez-vous, les Barsalou étaient du genre à ne pas se laisser marcher sur les pieds et notre histoire en est marqué par deux excellents exemples qui semble avoir écho dans notre histoire plus récente.



Lors des pourparlers de l'annexion d'Hochelaga, certains propriétaires de terres dont Joseph Barsalou et Alphonse Desjardins ne sont pas très chaud à l'idée de voir leurs lots de patelin dans les mains de la ville de Montréal. Ils fondent alors leur propre village, Maisonnette. La ville devient rapidement une ville

industrielle francophone voyant des usines comme la Biscuiterie Viau ou la Diminon Textiles faire leur apparition. Des citoyens comme les frères Dufresne en font une cité modèle. La ville est financièrement viable. Les constructions du Marché Maisonneuve, de la mairie (coin Pie-IX et Ontario), le Château Dufresne, des bains publics et une quantité impressionnante d'entrepôts importants marquent les belles années. La bourgeoisie francophone y fait sa place. Malheureusement, en 1918, c'est avec un peu plus de 32 000 résidents et avec de grands problèmes financiers suivant la première Grande Guerre que les gestionnaires de la ville abdiquent et demandent l'annexion à la ville de Montréal. Ce petit bout de notre histoire n'est pas sans rappeler les fusions et défusions récentes des municipalités de l'île de Montréal.

Deuxième preuve de la résistance des Barsalou est probablement la plus connue de tous, utilisez-vous le pont Jacques-Cartier? Si oui, bien sachez que le fils, Hector Barsalou reçoit l'honneur d'être la raison pour laquelle le pont a une courbe aussi « dangereuse » sur sa partie montréalaise, j'en avais glissé un mot sur ProposMontréal quand j'ai parlé de l'histoire du pont. Au moment de la construction du pont du Havre, les accès de ce dernier devaient arriver sur la rue de Bordeaux. La construction avait déjà exproprié plus de 170 familles pour faire place à la nouvelle structure. Mais Hector Barsalou n'en voyait pas ainsi, refusant catégoriquement les offres de la société responsable de la construction et de la ville, les ingénieurs durent utiliser leur imagination et plusieurs millions de dollars pour modifier les plans de construction. L'usine située aujourd'hui au 1600 Avenue De Lorimier est toujours debout et donne un pied de nez quotidien à tous les automobilistes qui empruntent le pont. Il est important de noter que 5 ans après avoir fait face à la voirie dans la construction du pont. La loi d'expropriation d'aujourd'hui est due à cet événement ou il est presque impossible pour un propriétaire de faire face à la machine bureaucratique face à une demande d'expropriation. Parlez-en aux gens de la rue May à Verdun qui n'ont pas eu d'autre choix de quitter les lieux pour faire place au nouveau pont Champlain.



Sous le pont Jacques-Cartier, on peut voir la Savonnerie Barsalou.

La famille est encore bien présente à Montréal. Que ce soit en droit ou en politique, vous verrez ce nom apparaître ici et là, mais les ancêtres sont pratiquement effacés de la carte montréalaise, dans notre toponymie, on ne retrouve pas de grands boulevards à leur nom, que la petite rue Hector-Barsalou dans Hochelaga qui n'est rien d'autre qu'une voie d'accès industrielle à la rue de Boucherville et à l'autoroute 25 ayant une ou deux adresses seulement. La fabrique de savon porte le nom d'édifice Familex qui a acheté la savonnerie durant la deuxième Grande Guerre. L'édifice de la rue Ste-Catherine qui logea les bureaux de la J.Barsalou & Co. au coin de la rue Plessis est en piètre état et n'a rien du panache qu'il avait auparavant. Maisonneuve quant à lui est un quartier en pleine ébullition qui semble voir apparaître, presque 100 ans de la fête de son annexion à la grande ville, une nouvelle génération de « petite bourgeoisie » qui redécouvre ce quartier où on peut voir plusieurs différents groupes de notre société moderne.



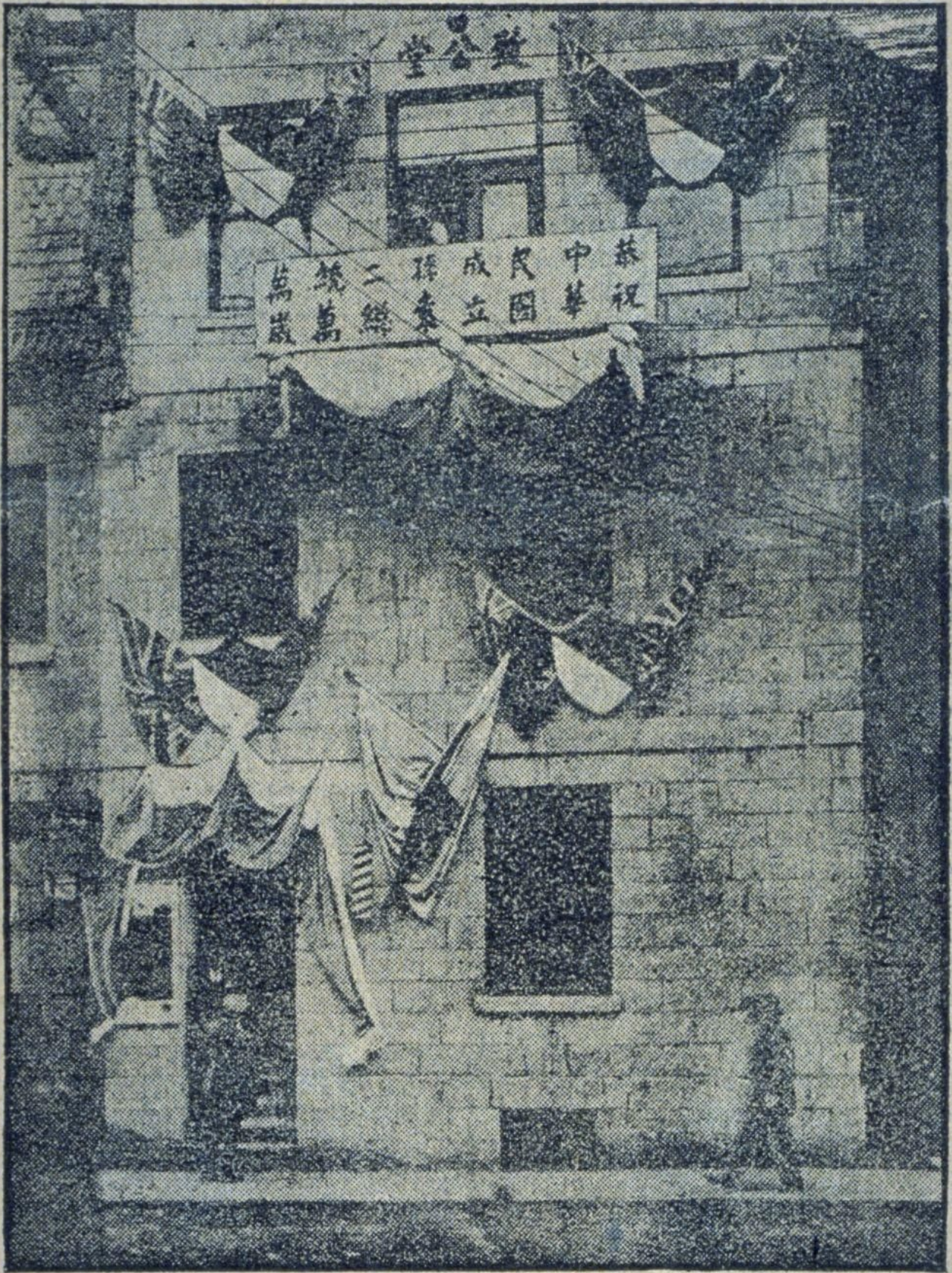
Édifice Barsalou, rue Ste-Catherine, coin Plessis

Les Barsalou ont peut-être été rayés de la carte populaire, mais leur présence est encore bien visible dans notre quotidien. Leur entêtement à en faire qu'à leur façon a modelé un quartier entier et fait bouger un pont. Si ce n'est pas une bonne raison pour être reconnu dans la culture locale, je ne sais pas ce que ça prend!

Partagez:



Commentaires



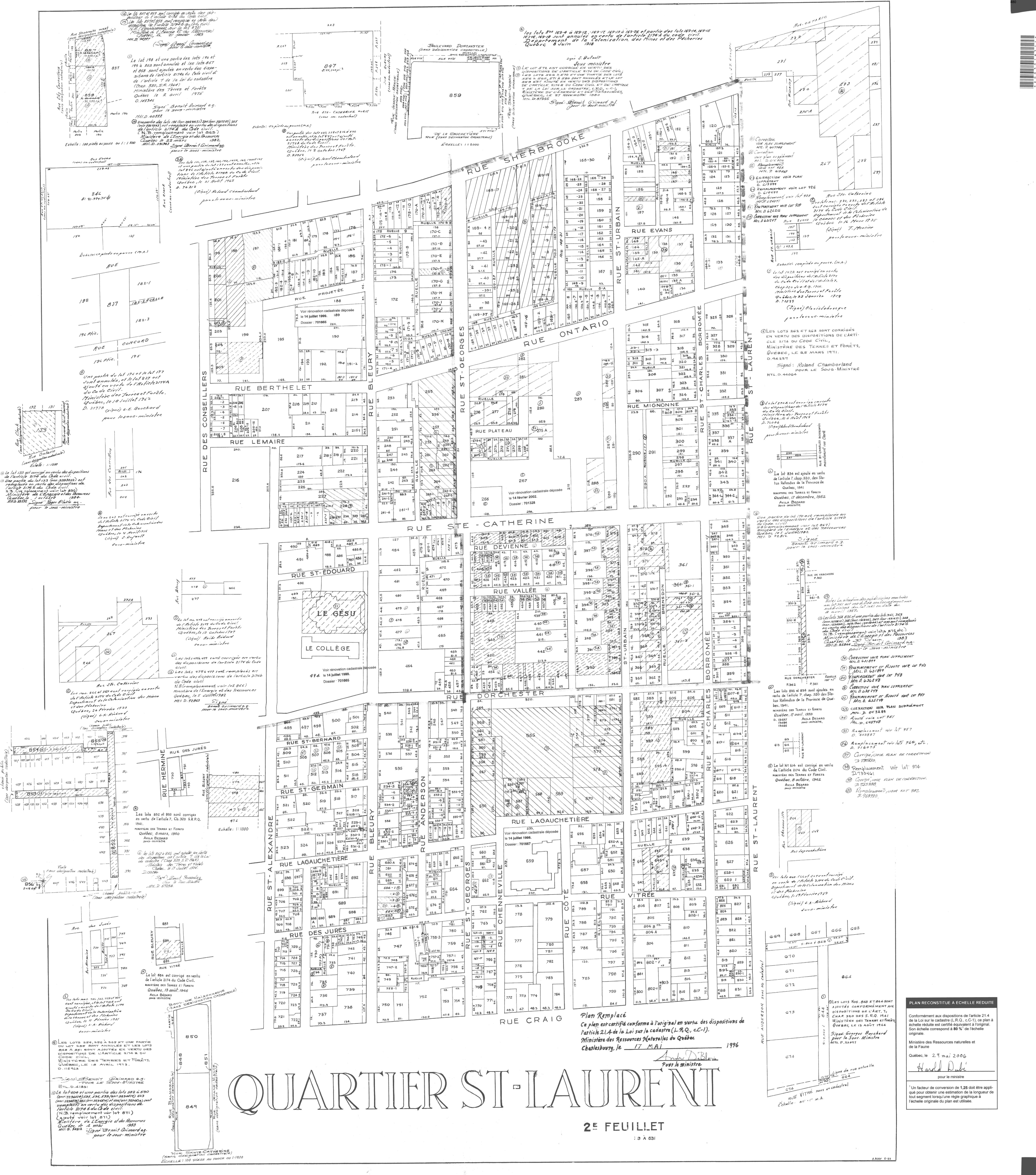
Presse 7-6-12

LE NOUVEAU TEMPLE CHINOIS DE LA RUE LAGAUCHETIERE, décoré en prévision de l'inauguration qui aura lieu dimanche prochain. — Cliché du photographe de la "Presse".

Witness 19-6-12



The Chinese 'Masonic' Temple on Lagauchetiere street, between St. Urbain and St. Charles Borom mee streets, which was decorated on Saturday.



QUARTIER ST-LAURENT

Plan Remplacé
 Ce plan est certifié conforme à l'original en vertu des dispositions de l'article 214 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c.11).
 Ministère des Ressources Naturelles du Québec
 Charlesbourg, le 17 MAI 1996

2^e FEUILLET
 1 à 631

PLAN RECONSTITUÉ À ÉCHELLE RÉDUITE
 Conformément aux dispositions de l'article 214 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c.11), ce plan à échelle réduite est certifié équivalent à l'original. Son échelle correspond à 80% de l'échelle originale.
 Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune
 Québec, le 29 mai 2006
 Roland Dubé
 pour le ministre
 Un facteur de conversion de 1,25 doit être appliqué pour obtenir une estimation de la longueur de tout segment lorsqu'une règle graphique à l'échelle originale du plan est utilisée.

Vie

Les organisations politiques sino-montréalaises ou les coulisses du pouvoir

17 septembre 2018Maude Bouchard-Dupont

Grand dossier : Mémoires d'immigrations

Dossier : L'immigration chinoise à Montréal

Au XX^e siècle, trois partis politiques organisent la communauté sino-montréalaise. Ils maintiennent aussi un lien avec la mère patrie et favorisent la solidarité entre les Chinois de Montréal.

Sur les photographies de Conrad Poirier du défilé du V-J Day (Victory over Japan Day) du 2 septembre 1945, des membres de la communauté chinoise défilent dans les rues de Montréal en suivant des porte-étendards aux couleurs des Chinese Free Mason et du Guomindang. Des images conservées au musée McCord montrent les membres de la société Hin-Jing. Ces clichés révèlent une composante importante de la communauté sino-montréalaise : l'appartenance à des associations politiques.



2 septembre 1945. Photo : Conrad Poirier. Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Reflétant la coutume pratiquée en Chine, les membres des communautés chinoises à l'étranger

font partie d'un clan familial, d'associations professionnelles, religieuses et d'entraide et, parfois, d'un parti politique. À Montréal, comme ailleurs, les activités politiques sont organisées par trois grands partis : le Hin-Jing (Parti réformiste chinois), le Zhigongdang (francs-maçons chinois) et le Guomindang (Ligue nationale chinoise, représentée par leur devise *San Min Chu I*).

Ces groupes étant considérés comme dissidents en Chine impériale, leurs membres sont contraints au secret ou à l'expatriation. Pour éviter les soupçons d'activisme en Amérique, le Zhigongdang, par exemple, se renomme « francs-maçons chinois », un nom familier pour les autorités locales. Les francs-maçons chinois ont donc peu à voir avec

l'organisation fondée au XVI^e siècle au Royaume-Uni, sinon qu'il s'agit également d'une société secrète. Recrées au sein des communautés chinoises en Amérique, ces associations reçoivent régulièrement la visite d'hommes politiques influents et elles les aident, entre autres, à financer leurs actions politiques en Chine.



Musée McCord. MP-1987.41.14.

Trois grands partis politiques

Initié par Kang Youwei, le Hin-Jing (Parti réformiste chinois) est voué à la défense de la dynastie Quig (1644-1912), réformée sous une monarchie constitutionnelle. Quant aux adhérents du Zhigongdang, ils ont pour objectif de faire tomber cette dynastie d'origine mandchoue, considérée comme une domination étrangère. Le Zhigongdang milite pour la fin du régime impérial et le retour au pouvoir d'un Chinois : un Han. Issus du milieu populaire, les membres du Zhigongdang



BAnQ. Fonds Conrad Poirier, P48,S1,P12331.

sont essentiellement des Cantonais originaires du sud de la Chine. Également opposés au régime impérial, les nationalistes de la Ligue nationale chinoise, ou le Guomindang, chérissent la devise *San Min Chu I* signifiant « les trois principes du peuple ». Ce slogan républicain, énoncé par le docteur Sun Yat-Sen, désigne le nationalisme, la démocratie et le bien-être du peuple comme

pierres angulaires de la nouvelle nation chinoise. En 1911, Sun Yat-Sen devient le premier président de la Chine moderne, mais il est contraint de fuir le pays en 1918. La plupart des adhérents de ce parti sont des Mandarins du nord de la Chine, d'origine bourgeoise.

Si les deux derniers groupes ont des objectifs communs (détruire le régime dynastique et instaurer une république), ils ne s'entendent pas sur les moyens pour y parvenir ni sur leur conception de la Chine idéale. La rivalité entre le Zhigongdang et le Guomindang s'explique aussi par les disparités socio-économiques qui les caractérisent et par l'origine géographique et linguistique de ses membres.

Un rôle politique et soulageant

Les trois partis sont fondés à Montréal au tournant du XIX^e et du XX^e siècle. Pour les expatriés montréalais, les liens d'appartenance politique permettent notamment d'amoindrir le sentiment d'impuissance et d'isolement. Avec la faramineuse taxe d'entrée imposée aux Chinois en 1885 et la Loi d'exclusion des Chinois de 1923, il est presque impossible pour les immigrants de faire venir les membres de leur famille ou de leur communauté au Canada. Nombre d'immigrés retournent en Chine à des intervalles réguliers pour voir leur épouse qui

est hébergée dans leur famille dans leur village natal. La période trouble vécue en Chine dans la première moitié du XX^e siècle a des conséquences directes pour les proches des immigrants chinois. C'est pour ces raisons, entre autres, que les expatriés s'impliquent au sein de certains groupes, dont l'objectif est d'améliorer la situation vécue en Chine. Si la composante politique joue un rôle certain et entraîne des rivalités, ces organisations ont également un rôle structurant. Elles sont soucieuses d'apporter de l'aide aux membres de la communauté locale et en Chine. Les associations politiques s'occupent d'organiser régulièrement des activités pour la communauté sino-montréalaise comptant environ 1200 personnes.

Si les convictions des groupes politiques diffèrent, les alliances entre les partis sont fréquentes et



La Presse, 14 décembre 1933, p. 3.

changent au gré du contexte politique. Lorsque la situation en Chine devient explosive, des tensions se font sentir à Montréal entre les partis politiques. En 1912, la dynastie Quig s'effondre. Célébrant ensemble la fin du régime impérial des Mandchous, les membres du Zhigongdang et les nationalistes du Guomindang craignent un raid des supporters des Quig, le Hin-Jing, à leur siège de la rue De La Gauchetière. Comme le pouvoir et le territoire sont divisés en Chine pendant plusieurs années, les dissensions renaissent à Montréal. Le Zhigongdang dénonce l'alliance du Guomindang avec un nouveau joueur, le Parti communiste chinois, ainsi que la montée de son influence. S'alliant au Hin-Jing, les francs-maçons forment alors un groupuscule s'entraînant aux arts martiaux, le Dartoon Club. Un conflit avec les nationalistes à propos du contrôle d'une maison de jeu dégénère en bagarre le 13 décembre 1933 au restaurant Man Hong du 71, rue De La Gauchetière. Les protagonistes se battent à coups de sabre, ce qui résulte à plusieurs blessés graves. Mais les incidents entraînant de la violence sont, somme toute, relativement rares à Montréal, particulièrement si l'on compare avec les autres villes canadiennes.

Des rivalités mises à l'écart

Les années de troubles et de divisions laissent la Chine affaiblie face aux envahisseurs. À la suite de l'invasion brutale du Japon en 1937, les rivalités entre les organisations politiques sont mises de côté pour venir en aide ensemble aux victimes de la guerre. Les associations montréalaises font un véritable front commun. Entre 1938 et 1944, l'effort combiné des membres des francs-maçons, du Guomindang et du YMCI chinois permet d'amasser 400 000 \$ pour venir en aide à leurs compatriotes en Chine, fournissant entre autres des avions, des ambulances et des médicaments. La fin du conflit est accueillie avec soulagement et joie, comme le soulignent les célébrations du 2 septembre 1945. En cette occasion, les partis politiques joignent une fois encore leurs efforts pour organiser cet événement haut en couleur.



Musée McCord. MP-1987.41.8.

Depuis 2001, la place Sun-Yat-Sen, à l'intersection des rues Clark et De La Gauchetière, rappelle

l'héritage politique de cet important homme d'État, premier président de la Chine moderne et fondateur du Guomindang. Dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, l'influence des organisations politiques montréalaises décline graduellement notamment avec l'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois. Néanmoins, les nationalistes du Guomindang et les membres du parti des francs-maçons continuent à perpétuer les traditions chinoises et à célébrer les fêtes annuelles pendant encore quelques décennies. Malgré les résistances des anciens du Guomindang, les membres de la communauté chinoise montréalaise commencent à s'ouvrir davantage sur le monde.

Cet article est tiré de la chronique « Montréal, retour sur l'image », parue dans Le Journal de Montréal du 30 août 2015. La section sur les francs-maçons chinois a été enrichie pour la publication dans Mémoires des Montréalais en 2018.

Références bibliographiques

« Le Chinatown : champ de bataille de deux clans », *La Presse*, 14 décembre 1933, p. 3 et 27.

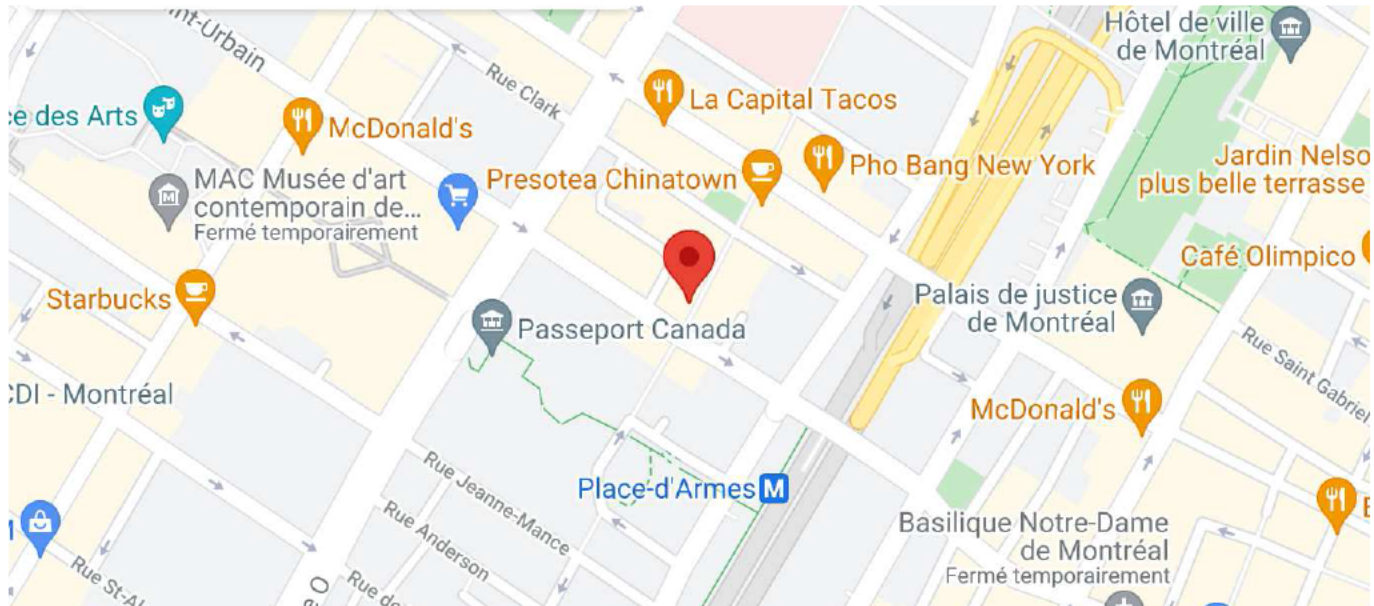
« Chinamen wanted for assault held following seach », *The Montreal Gazette*, 15 décembre 1933, p. 3.

CHAN, Kwok B. *Smoke and Fire: The Chinese in Montreal*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1991, 338 p.

HELLY, Denise. *Les Chinois à Montréal : 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987. 315 p.

HSU, Pu-Shih Thomas. *The Chinese-Canadian News Presses, Coverage of Canada's Recognition of the People's Republic of China and its Effects on the Vancouver Chinese Community, 1968-1972*, Mémoire (M.A.) (Histoire), Université Simon Fraser, 2005, 203 p.

Explorer la carte [↗](#)



- Chinois
- Immigration
- Politique
- Guerre

110-112, rue De Lagauchetière ouest**Actes notariés - chaîne de titres**

7 juin 1883_11 438: L'Honorable Pierre Chauveau, shérif du district de Montréal est présent pour le dossier de dame [REDACTED] de Montréal, veuve de feu l'Honorable [REDACTED] qui est la demanderesse contre « les terrains et immeubles » de [REDACTED], avocat de Montréal et curateur désigné pour l'Honorable [REDACTED] est le défendeur. Le shérif a saisi tous les biens de monsieur [REDACTED] et pour ensuite les vendre. La vente aux enchères inclus deux lots dans le quartier Saint-Laurent, dont celui situé sur la rue Lagauchetière à Montréal connu sous le numéro 654. Le terrain a une maison en pierre à deux étages avec autres dépendances érigées. Le meilleur et dernier enchérisseur est [REDACTED], écuier de Montréal qui a acheté les biens immobiliers pour la somme de 4, 900.00\$.

29 janvier 1891_44 982: Le testament de [REDACTED], marchand retraité qui vit désormais à Edgehill dans la ville de Kingston en Ontario. Il lègue tout à son épouse dame [REDACTED] et à leurs enfants. Elle va pouvoir bénéficier financièrement de ses lègues tant aussi longtemps qu'elle ne se remariera pas.

21 juillet 1898_46 834: Dame [REDACTED] de la ville de Kingston en Ontario, veuve de feu [REDACTED] vend à [REDACTED] de Montréal, étudiant en médecine dentaire de Montréal. L'immeuble connu sous le numéro de lot 654 avec bâtisses érigées est situé sur la rue Lagauchetière dans le quartier Saint-Laurent. La vente inclus les locataires des maisons sur le lot 654 et le pouvoir de collecter les paiements des baux mensuels. La vente s'élève à 4, 600.00\$.

6 juin 1900_53 285: L'Honorable Joseph Rosaire Thibaudeau, shérif du district de Montréal est présent pour le dossier opposant dame [REDACTED] de Kingston en Ontario, la demanderesse contre « les terrains et immeubles » de [REDACTED]. Le shérif a saisi le bien immobilier suivant : un lot situé dans le quartier Saint-Laurent à Montréal connu sous le numéro 654. Le lot est borné en front par la rue Lagauchetière et vient avec les bâtisses érigées. Un jugement a été accordé lors d'une vente aux enchères le 26 juillet 1900. Le meilleur et dernier enchérisseur a été adjudgé pour le montant de 4, 150.00\$, soit dame [REDACTED], veuve de feu [REDACTED].

22 janvier 1903_57 044: Dame [REDACTED], veuve de [REDACTED] demeurant désormais à Cincinnati dans l'état de l'Ohio aux États-Unis est représenté par son procureur, monsieur [REDACTED], gentilhomme demeurant à Montréal. Celle-ci vend un certain lot connu et désigné sous le numéro 654 situé sur la rue Lagauchetière, dans le quartier Saint-Laurent à Montréal à monsieur [REDACTED], commerçant, domicilié en la Ville de Saint-Louis, près de Montréal. Le lot vient avec une maison d'habitation et autres bâtisses dessus construites avec tous les droits et servitudes rattachant à l'immeuble. La vente finale est de 4, 000.00\$.

2 février 1903_57 202: [REDACTED], entrepreneur de Montréal vend aux messieurs [REDACTED], père et [REDACTED], tous deux agents d'immeubles de Montréal. L'immeuble connu et désigné comme étant un lot situé dans le quartier Saint-Laurent est borné en front par la rue Lagauchetière avec bâtisses érigées et portant le numéro civique 596, rue Lagauchetière. Le montant de la vente est de 5, 000.00\$.

26 février 1903_57 438: [REDACTED], senior et [REDACTED], tous deux de Montréal, agents immobiliers vendent à *Beth Hamedras Haggadol Chevra Shaas, The Great Synagogue of the Talmudic Society* représentée par Samuel **Strean**, président, Lazarus Rosenbloom, vice-président, **Mous**

Rosenbloom, secrétaire ainsi que **Wolff Zakon**, trésorier, un lot connu et désigné sous le numéro 654. Le terrain est situé dans le quartier Saint-Laurent vient avec bâtisses érigées portant le numéro civique 596, rue Lagauchetière. Le prix final de la vente est de 5, 000.00\$.

13 juin 1919_109 853: *Th Beth Hamedras Haggadol Chevra Shaas, The Great Synagogue of the Talmudic Society* représentée par **Herich Laude**, écuyer et président, Moses Cohen, secrétaire **Cezelcid** Cohen, trésorier, tous de Montréal sont les « vendeurs » et que l'« acheteur » est [REDACTED], marchand ainsi que [REDACTED] marchand, tous deux de Montréal. L'immeuble connu et désigné sous le numéro 654 est situé sur la rue Lagauchetière ouest dans la Ville de Montréal et portant le numéro civique 76. Le prix de la vente s'élève à 10, 000.00\$.

8 septembre 1921_117 020: [REDACTED] tous des marchands de Montréal représentant fiduciaires de la *Montreal Chinese Hospital* sont les « vendeurs » et l'« acheteur » est *The Chinese Association of Montreal* représentée par [REDACTED], marchands de Montréal. L'immeuble connu et désigné sous le numéro 654 fait partie du quartier Saint-Laurent avec bâtisses érigées portant le numéro civique 76, rue Lagauchetière ouest. La vente est également en vue de financer la *Chinese Medical Hospital* à Montréal dont le montant final est d'un dollar.

2 février 1925_71 615: *The Chinese Association of Montreal* représentée par [REDACTED], tous fiduciaires sont la première partie et la seconde partie est *The Montreal Catholic School Commission* représentée par l'Honorable Eugène Lafontaine, juge en chef de Montréal et président, Aymé Lafontaine, avocat, secrétaire général et trésorier. Les deux parties acceptent d'acquérir l'immeuble appartenant à *The Occidental Cafe Limited* pour faire place à

l'école chinoise. L'immeuble qui appartient à *The Occidental Cafe Limited* a été construit partiellement sur les lots 652-A et 654 et que le lot 654 appartient à *The Chinese Association of Montreal*. Ainsi, les deux parties acceptent de céder tous les espaces pour la scolarité des enfants chinois. Le prix final de la vente est de 100\$.

15 septembre 1953_1 030 778: La Commission des Écoles Catholique de Montréal représentée par Paul Dansereau, commissaire et Marc Jarry, secrétaire vend deux lopins de terre, le 652-A et le 654 du quartier Saint-Laurent à Montréal à la Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal représentée par Mgr Jean Archibald Mousseau, prélat domestique. Les bâtisses dessus construites, entre autres, la maison portant le numéro civique 106, rue Lagauchetière ouest. Le prix est de 12, 000.00\$.

27 septembre 1976_2 728 259: La Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal vend à la Corporation de la Communauté Catholique Chinoise de Montréal représentée par le révérend père Thomas Tou, directeur spirituel et monsieur Harry Fong, trésorier. Les deux immeubles connus et désignés sont les 652-A et 654 avec toutes bâtisses dessus construites. Le lot 654 aurait été vendu avec le 652-A par l'abbé Jean-Marie Potvin de la Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal le 11 juin 1954 (acte # 1 075 331).

Le tout a été vendu pour 70, 000.00\$.

31 janvier 1978_2 846 477: Le Ministère des Affaires culturelles du Québec classe le site comme aire protégée.

7 juillet 1984_3 500 721: La Corporation de la Communauté Catholique Chinoise de Montréal représentée par le révérend père Thomas Tou, directeur spirituel et Robin Cheug, directeur vendent une partie de l'immeuble connu sous le numéro 652-A et une partie de l'immeuble connu sous le numéro 654

à [REDACTED] de Westmount. Le tout vient avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 106, 106-A et 108, rue de Lagauchetière ouest. Les lots ont un droit de passage en commun selon l'acte notarié # 62 270. La vente s'élève à 200, 000.00\$.

13 septembre 1987_3 936 220: *The Montreal Chinese Hospital* représentée par David T. W. Lin, directeur et Peter Wan, directeur appelé « l'hôpital »; *The Chinese Association of Montreal inc.* représentée par Sam P. Lee, directeur et Jean Yuan Pwu, trésorier appelé « l'association »; [REDACTED] agissant en tant que membres de l'association appelé « les membres ». L'acte stipule que les prédécesseurs propriétaires de l'hôpital étaient les fiduciaires [REDACTED] et ensemble ils ont agi en tant que fiduciaires pour la *Chinese Association of Montreal inc.* depuis 1921 (acte # 117 020). L'acte fait l'objet d'un « transfert et convoyance » pour l'hôpital qui sise sur le lot 654 portant le numéro civique 112, rue Lagauchetière (anciennement 76) moins les déductions de la partie vendue à la *Montreal Catholic School Commission* datée du 5 février 1925 (acte 3 71 615). *The Chinese Association of Montreal* devient le propriétaire. La valeur de la propriété est évaluée à 166, 000.00\$.

24 février 1988_3 988 251: Avis d'enregistrement de privilège d'entrepreneur et de fournisseur de matériaux. La corporation J. L. Chiasson inc. a passé un contrat avec la *Montreal Chinese Community* pour effectuer des travaux de réfection et de rénovation intérieur et extérieur pour la somme de 339, 562.00\$.

À partir des années 1988-1989, des baux ont été signés pour des particuliers et des commerces. Les actes sont déposés sur Constellio.

Services

L'Hôpital chinois de Montréal

02 juin 2017



Olivier Paré

Grand dossier : Mémoires d'immigrations

Dossier : Dialogue avec la communauté sino-montréalaise, L'immigration chinoise à Montréal

L'Hôpital chinois est un des emblèmes de la communauté sinophone de Montréal. Une statue de Confucius veille sur cette institution unique en son genre, inaugurée en 1918.

En 1918, une grave épidémie d'influenza fait rage partout à travers le monde. Montréal n'est pas épargnée : de septembre à novembre, plus de 17 000 cas sont répertoriés dans la métropole. Les cliniques et hôpitaux débordent. Les Chinois figurent alors parmi les groupes les plus vulnérables : ils habitent des logements souvent bien peu équipés, insalubres, dans un secteur densément peuplé. En outre, on leur refuse souvent une place dans les institutions de santé de la ville, déjà saturées. Plusieurs s'en remettent aux herbes médicinales, distribuées à l'époque dans certaines buanderies chinoises.



Archives des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Face à cette situation consternante, les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

demandent au gouvernement municipal l'autorisation d'établir un espace pour traiter les Chinois malades. Ces religieuses avaient établi en 1909 une mission en Chine et aidaient déjà les immigrants chinois à leur arrivée dans la métropole. Elles font l'acquisition d'un bâtiment abandonné, au 66, rue Clark, puis le transforment en station de premiers soins. Lorsque la crise s'achève en 1919, le local ferme ses portes. Près de 60 hommes d'origine chinoise y avaient été accueillis. La sœur Délia Tétreault et le frère Roméo Caillé, chef de la mission en Chine, reçoivent cette année-là une médaille du gouvernement chinois pour leur geste de charité.

De local à hôpital

En 1919, la *Chinese Benevolent Association* achète une vieille synagogue, au 112, rue De La Gauchetière. Elle souhaite convertir l'édifice en un hôpital chinois permanent, avec davantage d'espace et de ressources. L'administration de l'institution est confiée aux religieuses de l'Immaculée-Conception, notamment parce que l'une d'elles, sœur Marie de Saint-Georges, a passé plusieurs années en Chine et peut communiquer en trois langues.

En 1922, l'institution accueille son premier médecin, le docteur Louis E. Fortier. Il sera vite rejoint par un collègue, le docteur William Delorme. Ensemble, ils planifient des agrandissements, l'achat de nouveau matériel. Jusqu'en 1945, l'Hôpital chinois est entièrement financé par les dons de la diaspora chinoise établie à Montréal et au Canada. Pendant cette période, la plupart des patients sont âgés et solitaires. Les hommes sans famille sont nombreux à l'époque : arrivés à Montréal au tournant du XX^e siècle, plusieurs avaient d'abord travaillé en Colombie-Britannique pour la construction du chemin de fer Canadien Pacifique. De plus, à cause de la Loi d'exclusion des Chinois (1923-1947), l'immigration chinoise est interdite, empêchant les familles de se réunir.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

L'Hôpital déménage!

Au début des années 1960, l'Hôpital peine à répondre aux besoins grandissants de la communauté. Le nombre de lits y est limité et le bâtiment se fait vieux. En juillet 1963, un lot est

acheté dans la rue Saint-Denis, tout près de la rue Jean-Talon. Une vaste campagne de financement est organisée par le conseil d'administration, dont fait partie le révérend Thomas Tou, prêtre catholique chinois arrivé à Montréal en 1957. Grâce à une subvention du gouvernement fédéral et au succès de la campagne médiatique, le nouvel hôpital ouvre finalement ses portes en 1965. Martha Lou, une travailleuse sociale originaire de Hong Kong, y remplace cette année-là sœur Marie de Saint-Georges comme interprète. Cette dernière est alors âgée de près de 80 ans.

En 1969, l'Hôpital recentre ses activités et se concentre désormais sur les soins de longue durée. Les premiers immigrants chinois, arrivés à Montréal à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, vieillissent souvent seuls et sans famille, et leurs besoins sont alors criants. Une journaliste du *Photo-Journal*, Thérèse Vaillancourt, vient par exemple à la rencontre de ces premiers immigrants. L'un deux, qui a 93 ans à l'époque, témoigne de l'importance de l'institution pour les aînés : « Un lit blanc, de bons soins et des compatriotes avec qui converser en chinois... je me trouve très heureux. »

Le nouvel hôpital a toutefois un défaut : il se situe bien loin du lieu de résidence de plus de 150 personnes âgées, qui vivent dans le Chinatown. Au milieu des années 1980, 60 % des résidents chinois du secteur ont plus de 60 ans. C'est la raison pour laquelle, en 1985, le conseil d'administration de l'Hôpital met sur pied un projet pour le relocaliser de nouveau. Une autre campagne de financement d'envergure est lancée : soupers-bénéfices, festivités et appels aux dons sont annoncés dans les journaux. Le nouvel Hôpital voit finalement le jour sur l'avenue Viger en 1999, grâce aux contributions de la communauté et aux subventions gouvernementales.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

L'édifice est aujourd'hui très reconnaissable : les portes du jardin sont typiquement chinoises, et une imposante statue de Confucius accueille désormais les visiteurs.

Note : La géolocalisation sur la carte est l'emplacement du module d'exposition.



Photo de Denis-Carl Robidoux, Centre d'histoire de Montréal.

Références bibliographiques

CHA, Jonathan. « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation : L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal, » *Journal of the Society for the Study of Architecture in Canada / Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, 29, n^{os} 3, 4 (2004), p. 3-18.

Également disponible en ligne : patrimoine.uqam.ca/upload/files/publications/CH.pdf

CHAN, Kwok B. « Ethnic Urban Space, Urban Displacement and Forced Relocation: The Case of Chinatown in Montreal », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 18, n^o 2, 1986, p. 65-78.

HO, Evi Kwong-ming. *The Montreal Chinese Hospital 1918-1982: A Case Study of an Ethnic Institution*, Mémoire (M.A.), Montréal, Université McGill, 1983, 223 pages.

PICHÉ, André. « Soins de santé et tradition : un peu plus à l'Est... l'hôpital chinois de Montréal », *VO : Le magazine de vie ouvrière*, vol. 248, mai-juin 1994, p.18-20.

TURCOTTE, Denise. « Hospitals for the Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) », *Historical Studies*, vol. 70, 2004, p. 131-142.

VAILLANCOURT, Thérèse. « Sans femme, sans foyer, sans soleil : Le Chinois de Montréal n'avait même pas le droit d'être malade. », *Photo-Journal*, semaine du 19 au 26 août 1964.

蒙特利尔中华医院，由紧急病房变成永久医院

1918年，一场严重的流感疫情摧毁了蒙特利尔，华人是最受影响的社群之一。有鉴于此，圣母无玷始胎修女们在 Clark 街66号购买了一座楼宇用作照料病人的紧急病房。疫情结束后，该紧急病房也随之关闭。

1919年，中华会馆在De La Gauchetière 街112号买了一座旧犹太教堂，并将其改建成一所永久性的华人医院。1960年代初期，面对社区人口老化，需求日益增长，该医院所提供的服务供不应求。1963年，中华会馆在Jean-Talon 附近的 Saint-Denis 街买了另一座楼宇，但新医院位置距离住在唐人街的长者很远。董事会随后决定再次搬迁，并于1999年在 Viger 大街上兴建新医院大楼。该建筑物现在非常瞩目：花园大门是中国式的，也放有孔子雕像来迎接访客。

—

La traduction en chinois simplifié a été faite par Serena Xiong (熊吟) et révisé par Philippe Liu (刘秦宁).

滿地可中華醫院，由緊急病房變成永久醫院

1918年，一場嚴重的流感疫情摧毀了滿地可，華人是最受影響的社群之一。有見及此，聖母無染原罪修女在 Clark 街66號購買了一座樓宇照料病人。疫情結束後，該緊急病房也隨之關閉。

1919年，中華會館在De La Gauchetière 街112號買了一座舊猶太教堂，興建永久華人醫院。1960年代初期，面對此社群人口老化，需求日益增長，該醫院供不應求。1963年，中華會館在Jean-Talon 附近的 Saint-Denis 街買了另一座樓宇，但新醫院位置距離住在唐人街的長者很遠。董事會隨後決定再次搬遷，並於1999年在 Viger 大街上興建新醫院大樓。該建築物現在非常矚目：花園大門是中國式的，也放有孔子雕像來迎接訪客。


—

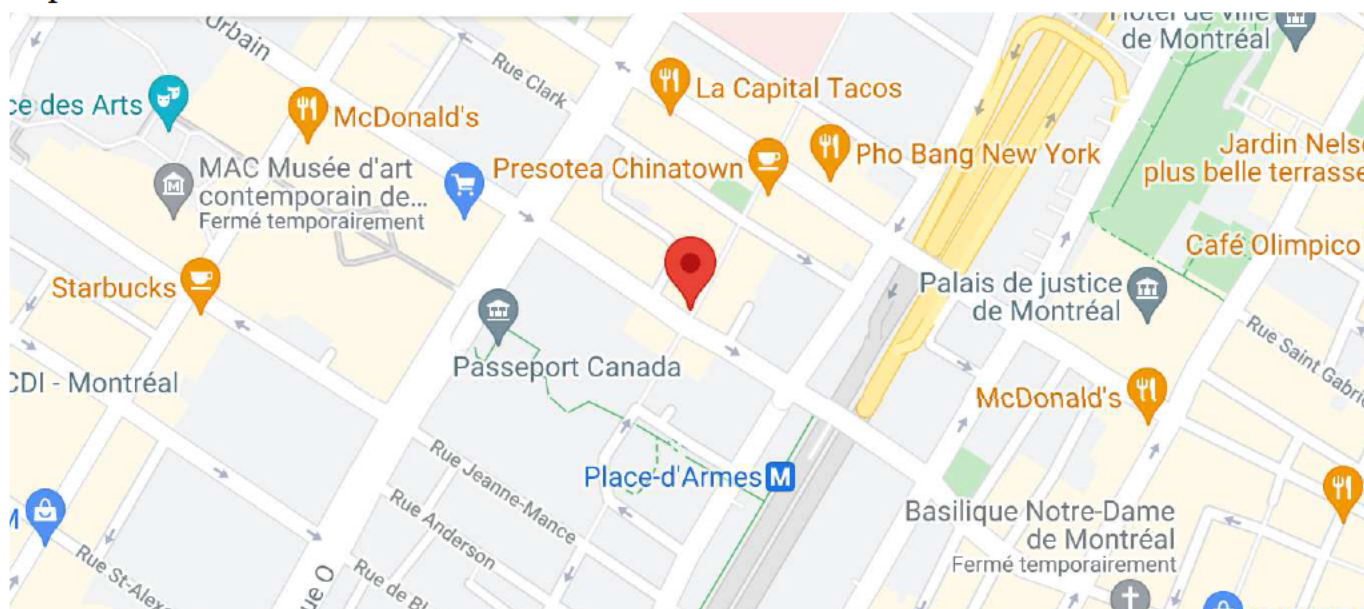
Traductrice : Wai Yin Kwok.

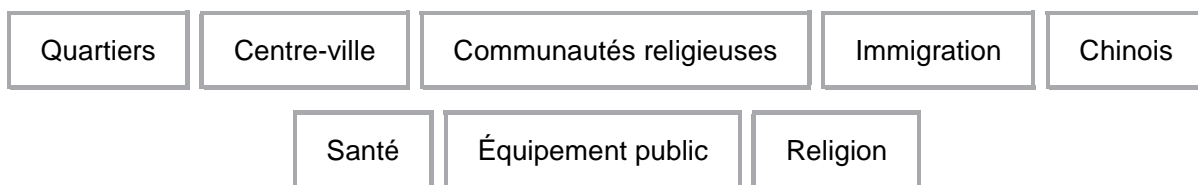
Liens

« Pandémie de 1918 : la grande tueuse », Archives de Radio-Canada, 29 juin 2002.

(<http://archives.radio-canada.ca/sante/maladies/clips/12640/>)

Explorer la carte 





Personnes

« L'œuvre chinoise » des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

02 juin 2017



Olivier Paré

Grand dossier : Mémoires d'immigrations

Dossier : L'immigration chinoise à Montréal

Au début du XX^e siècle, les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception tissent des liens avec la Chine. Certaines y résident dès 1909, d'autres se consacrent à la communauté chinoise de Montréal.

C'est au mois de juin 1902 que Délia Tétreault, accompagnée de ses amies Ida Lafricain et Joséphine Montmarquet, emménage sur l'avenue Maplewood dans Côte-des-Neiges et ouvre une école apostolique. Les trois femmes se consacrent d'abord à un projet d'éducation : l'école a pour objectif de former des jeunes filles au travail missionnaire. Deux ans plus tard, monseigneur Bruchési, archevêque de Montréal, rencontre le pape Pie X pour discuter de l'avenir de l'organisation. Ce dernier approuve la fondation d'une véritable communauté religieuse vouée aux missions étrangères. C'est le pape lui-même qui donne à l'organisation le nom de « Société des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Conception », le 30 novembre 1904.

Les premières années sont plutôt difficiles : les Sœurs peinent à recruter de nouvelles novices. Au tournant de 1907, l'organisation compte moins d'une vingtaine de membres, un chiffre modeste pour la fondatrice. L'année suivante, toutefois, un évènement marquant vient ranimer la flamme des fondatrices. L'évêque de Canton, monseigneur Jean-Marie Mérel, est de passage à Montréal et visite le couvent de Délia Tétreault, désormais sœur Marie du Saint-Esprit. Sûr de pouvoir recruter des sœurs canadiennes pour une éventuelle mission chinoise, il invite officiellement les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception à partir pour la Chine. L'année suivante, six d'entre elles quittent Montréal pour Canton. C'est la première mission outre-mer de la communauté.

Missionnaires en Chine... et à Montréal

Au début des années 1910, une autre figure notable des Missions Étrangères de Paris fait un séjour à Montréal. Le Père H. Montanar a déjà passé 15 ans de sa vie en Chine et a fondé une mission chinoise à New York. Inspiré par la présence de Montanar, monseigneur Bruchési propose aux Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception de fonder une mission semblable à celle de New York à l'intérieur de Montréal, où la communauté chinoise



Bibliothèque et Archives nationales du Québec. CP 033811 CON.

est en pleine croissance. En 1913, Délia Tétreault accepte de travailler à une « œuvre chinoise » au sein de la ville.

Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception se concentrent d'abord sur l'éducation. Des initiatives semblables existent déjà dans la métropole depuis la fin du XIX^e siècle. Par exemple, le presbytère de l'église Saint-Patrice accueille, en 1912, 30 à 50 Chinois de Montréal venus étudier les langues et le catéchisme. En 1915, les Sœurs ouvrent une école du dimanche à l'Académie commerciale du Plateau, alors située au 87, rue Sainte-Catherine Ouest, près de la rue Saint-Urbain. On y enseigne le français, l'anglais et les rudiments du catholicisme. Plus d'une centaine de Chinois suivent alors les cours organisés par les différentes organisations

catholiques de Montréal avec lesquelles les Sœurs travaillent, comme les Dames de la Congrégation et les Jésuites. Même les membres de l'Académie s'impliquent activement dans l'éducation des immigrants chinois. En 1916, une école chinoise est aussi ouverte dans la rue Anderson grâce à la collaboration et au financement de la Commission scolaire de Montréal.

Deux ans plus tard, l'épidémie d'influenza qui fait rage à Montréal touche durement la communauté chinoise, en particulier les buandiers qui travaillent dans des conditions de vie souvent précaires. Les Sœurs ouvrent d'urgence un petit hôpital pour soigner les immigrants chinois, souvent victimes de discrimination dans les établissements de santé de la ville. Plus tard, les leaders de la communauté chinoise leur confient la direction du nouvel Hôpital chinois, sur la rue De La Gauchetière, inauguré en 1921.



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Depuis 1930

Si les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception demeurent impliquées dans l'administration de l'Hôpital chinois pendant plusieurs décennies, leurs autres services auprès de la communauté chinoise sont en déclin. En 1930, les classes du dimanche sont abandonnées, et, l'année suivante, l'école chinoise est fermée, faute d'élèves. Au même moment, la population chinoise de Montréal vieillit et peine à se renouveler, puisque depuis 1923 la Loi d'exclusion empêche l'établissement permanent de nouveaux immigrants chinois au Canada. L'historienne Denise Helly note également que les écoles protestantes deviennent très populaires auprès de la population chinoise, qui délaisse de plus en plus les institutions catholiques durant les années 1930 et 1940.

Malgré tout, les Sœurs Missionnaires mettent sur pied quelques initiatives dans les années 1940 : elles ouvrent un jardin d'enfants pour les immigrants chinois en 1948, en plus de nombreux clubs et camps de vacances pour les jeunes Chinois de la



ville. Elles prennent même la direction d'une nouvelle école chinoise en 1967, mais cette entreprise sera de courte durée : on exige que les élèves chinois soient intégrés aux écoles du réseau provincial. Comme le note l'historienne Chantal Gauthier, les Sœurs ont graduellement interrompu leurs services directs à la Mission catholique chinoise de Montréal depuis les années 1980. Elles continuent toutefois de participer à certaines activités organisées par la communauté catholique chinoise de la ville.



Secteur de la gestion des documents administratifs et des archives. Commission scolaire de Montréal, Projet 489.

Un dimanche à l'école chinoise

« Un dimanche, en revenant de la messe, l'unique fillette d'un de nos Chinois montréalais dit d'un ton naïf à sa mère adoptive : «Ma tante, je pas fini lire toute ma messe, est-ce que je pourrai fini pendant les vêpres; le prêtre a été trop vite.» Quoi d'étonnant? L'enfant, n'étant encore qu'aux premiers éléments de la langue française, épelle chacun des mots de sa lecture. » Ainsi décrivait-on les progrès d'une jeune Chinoise de la métropole, instruite sur la langue française et sur la religion catholique à l'école du dimanche de l'Académie du Plateau à la fin des années 1910. Tous les dimanches à 11 heures et quart, une grand-messe y est organisée. À 10 heures et à 14 heures et demie, des



Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

leçons sont données aux élèves chinois, répartis dans des classes séparées selon leur niveau et leurs connaissances. Jeunes ou moins jeunes, laïcs ou clercs, les enseignants proviennent de toutes sortes de milieux. Il y a les philosophes du Collège Sainte-Marie, dirigés par un père jésuite; puis des étudiants du Collège de Montréal, dirigés par l'abbé Roméo Caillé; ou encore, une sexagénaire d'origine anglaise, ancienne protestante convertie au catholicisme; et même un enfant de 12 ans qui consacre du temps à l'instruction et à l'évangélisation des Chinois!

Références bibliographiques

GAUTHIER, Chantal. *Femmes sans frontières : l'histoire des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, 1902-2007*, Outremont, Carte Blanche, 2008, 499 pages.

HELLY, Denise. *Les Chinois à Montréal : 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 315 pages.

HO, Evi Kwong-ming. *The Montreal Chinese Hospital 1918-1982: A Case Study of an Ethnic Institution*, Mémoire (M.A.), Montréal, Université McGill, 1983, 223 pages.

RAGUIN, Yves. *Au-delà de son rêve... Délia Tétreault*, Montréal, Fides, 1991, 488 pages.

TURCOTTE, Denise. « Hospitals for the Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) », *Historical Studies*, vol. 70, 2004, p. 131-142.

SOEURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION. « Notes sur les catéchistes de la colonie chinoise », Archives des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, ANCQ-6070 / 1115,1 / C455. 1918.

SOEURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION. « Historique de la Mission Catholique chinoise de Montréal », Archives des Sœurs Missionnaires de

l'Immaculée-Conception, ANCQ-6070 / 1115,1 / C455. Vers 1920.

Immigration

Chinois

Communautés religieuses

Santé

Éducation

Religion

Catholicisme

De : Anne-Sophie Blanchet <anne-sophie.blanchet@mcc.gouv.qc.ca> **De la part de** Registraire Patrimoine Culturel/MCC

Envoyé : 10 novembre 2022 08:46

À : Lavoie Jean <jlavoie@toponymie.gouv.qc.ca>

Objet : Demande_Avis technique

***ATTENTION : Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation.**

Assurez-vous que le courriel, y compris les pièces jointes, est légitime avant de cliquer sur un hyperlien, ou d'ouvrir ou de télécharger des fichiers.

Avis: Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'aux destinataires. Si vous le recevez par erreur, veuillez le supprimer et nous en aviser.

Bonjour Jean,

J'espère que tu vas bien. J'ai de nouveaux avis techniques à te demander. J'en suis désolée, mais une fois de plus, les délais sont assez serrés. Idéalement nous aimerions avoir l'avis de la Commission d'ici la fin décembre, si possible.

Les biens visés sont :

- Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
- Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons
- Édifice de la British and Canadian School
-

Le site patrimonial et les deux immeubles sont situés dans la Ville de Montréal.

Pour information, je te joins les avis d'intention de classement des biens et les liens vers les fiches RPCQ. N'hésite pas si tu as besoin de plus d'informations.

Lien RPCQ:

- <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=234055&type=bien>

[Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois - Répertoire du patrimoine culturel du Québec](#)

Le site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois présente un intérêt pour sa valeur historique. Il constitue un témoin privilégié du développement du faubourg Saint-Laurent dans la première moitié du XIXe siècle, alors que Montréal connaît une croissance importante.

www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca

-
- <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=233859&type=bien>

[Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons - Répertoire du patrimoine culturel du Québec - Quebec.ca](#)

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1884 à partir des murs d'une ancienne église presbytérienne bâtie au même emplacement en 1846 et en 1847.

www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca

- <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=117569&type=bien>

[Édifice de la British and Canadian School - Répertoire du patrimoine culturel du Québec - Quebec.ca](#)

L'édifice de la British and Canadian School présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1826 et en 1827 par l'entrepreneur John Redpath pour la British and Canadian School Society, aussi connue sous le nom de Société d'école britannique et canadienne.

www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca

Merci beaucoup,

Bonne journée

Anne-Sophie

Registraire suppléante du patrimoine culturel
 Direction des politiques et de l'évaluation patrimoniale
 Direction du patrimoine
 Ministère de la Culture et des Communications
 225, Grande Allée Est, bloc C, R.-C.
 Québec (Québec) G1R 5G5



Édifice École britannique et canadienne | Édifice Wing's Nouilles chinoises

120, rue De La Gauchetière Ouest | 1009, rue Côté

Lot 1 179 551 / Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Lot 656 / Cadastre de Cité de Montréal (quartier Saint-Laurent), circonscription foncière de Montréal

DATE	ÉVÉNEMENT	SOURCES	DOCUMENT AU DOSSIER
1655	Paul Chomedev de Maisonneuve (1612-1676) cède un terrain à [REDACTED]	Pinard, 1, 50	-
1693	[REDACTED] vend sa terre à [REDACTED], sieur de Maricourt.	Pinard, 1, 50	-
1707	La succession de [REDACTED] vend la terre à [REDACTED], sieur de Ligneris.	Pinard, 1, 50	-
1764	[REDACTED], épouse de [REDACTED] fils de [REDACTED] vend la terre au négociant P [REDACTED]	Pinard, 1, 50	-
1770	[REDACTED] vend une partie de sa terre aux sieurs [REDACTED]. Cette partie de terre ne concerne pas le futur lot 656.	Pinard, 1, 50	-
1775	[REDACTED] vend l'autre partie de sa terre à [REDACTED], mari de [REDACTED]. Cette partie de terre forme une partie du futur lot 656.	Pinard, 1, 50	-
1784	[REDACTED] vend une partie de sa terre à [REDACTED], formant le futur lot 656.	Pinard, 1, 50	-
1826-12-07	[REDACTED] veuve de feu [REDACTED], et autres vendent le terrain a Louis-Joseph Papineau [et autres?], [fiduciaire(s) de la British and Canadian School Society of Montreal?]. [REDACTED], notaire Enregistrement no 14197 (non consulté)	Index_notaire N.B. Doucet Décembre 1826	OUI
????	Sans doute une transaction entre les fiduciaires et la British and Canadian School Society en 1859/1860, mais cet acte n'a pu être trouvé aux différents registres. En 1866, l'École devient la propriété de la Commission scolaire protestante.	Pinard, 1, 52	
1969-04-11	Création du lot 656		

DATE	ÉVÉNEMENT	SOURCES	DOCUMENT AU DOSSIER
1894-02-21	The Protestant Board of School Commissioners of Montreal vend l'immeuble à [REDACTED]. [REDACTED], notaire	Acte de vente no 36014 (21-02-1894)	OUI
1919-10-06	[REDACTED] et autres vendent à [REDACTED]. [REDACTED], notaire	Index_656 no 110575	OUI
1919-11-26	[REDACTED] vend a [REDACTED]. [REDACTED], notaire	Index_656 no 111059	OUI
1937-12-09	[REDACTED], débiteur, cède à [REDACTED], fils, et autres, les creanciers. [REDACTED], notaire	Index_656 no 424461	OUI
1945-07-20	[REDACTED] representee par [REDACTED] vendent à [REDACTED]. 1007 et 1009 rue Côté, 120 rue De La Gauchetière [REDACTED], notaire	Index_656 no 621847	OUI
1950-01-16	[REDACTED] vend a [REDACTED]. 1007 et 1009 rue Côté, 120 rue De La Gauchetière [REDACTED], notaire	Index_656 no 819608	OUI
1958-06-20	[REDACTED], veuve et héritière de [REDACTED] y vendent a Ross-Ellis Development Corporation Inc., represente par Henry Brandon Ellis, secrétaire-trésorier. 1007 et 1009 rue Côté, 120 rue De La Gauchetière [REDACTED], notaire	Index_656 no 1344200	OUI

DATE	ÉVÉNEMENT	SOURCES	DOCUMENT AU DOSSIER
1963-03-29	Ross-Ellis Development Corporation Inc., représenté par Henry Brandon Ellis, secrétaire-trésorier, vend l'immeuble à Fashing Realty Corp., représenté par Robert Lee. 1009 rue Côté [REDACTED], notaire	Index_656 no 1662303	OUI
1998-07-17	Remplacement du lot 656 par le lot 1 179 551		
2021-03-26	Immeuble Fashing Inc. et Fashing Realty vendent à Investissement 1000 St-Urbain Ltée.	Index_1 179 551 No 26165 363	OUI

MISE EN GARDE

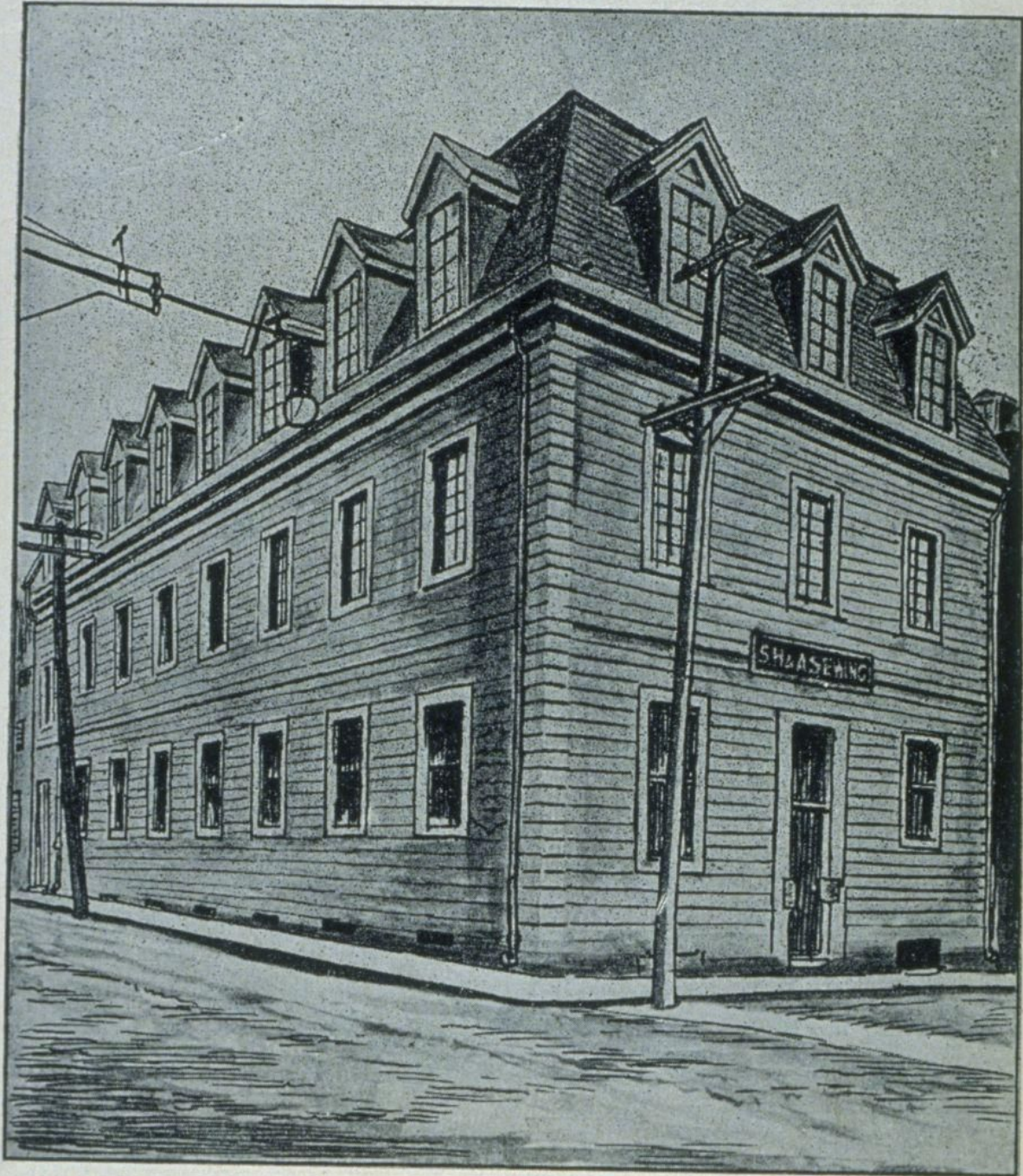
Cette recherche sur les propriétaires du bien/lot mentionné ne constitue pas une opinion juridique sur les titres. Elle présente les propriétaires apparents selon une recherche à vue effectuée à partir de l'index des immeubles du registre foncier du Québec, complétée par des vérifications d'usage.



Mont. Ill. 1894

Coin la gauche tierce Hôte

S. H. & A. S. Ewing



UNE maison d'affaires très connue à Montréal est celle de S. H. & A. S. Ewing, "Montreal Coffee and Spice Steam Mills," dont M. A. S. Ewing est maintenant le seul propriétaire. Elle fut fondée en 1845, par Andrew Stewart Ewing, originaire du Nord de l'Irlande, où il est né en 1838. A l'âge de dix ans, M. Ewing s'en vint en ce pays, et en 1860 il entra en société avec son frère S. H. Ewing, son père, feu Samuel Ewing, de la maison S. Ewing & Son, s'étant retiré. Cette maison est depuis longtemps connue dans le monde commercial sous la raison S. H. & A. S. Ewing. Cette maison fait un commerce considérable et toujours croissant, et a pris maintenant de très grandes proportions et s'étend à toutes les parties du continent. M. Ewing est depuis plusieurs années un membre éminent du "Board of Trade" de Montréal, et son nom a été depuis longtemps associé à tous les mouvements tendant à profiter à l'industrie et au commerce de Montréal. Les opérations de cette maison qui a son siège d'affaire, No 55 rue Coté, angle des rues Coté et Lagauchetière, comme importateurs, rôtisseurs et mélangeurs de café et fabricants d'épices, crème de tartre, borax, etc., et propriétaires de la célèbre poudre à pâtisserie "Vienna," s'accroissent tous les ans. La maison fait une spécialité des cafés et épices de haute qualité, qui sont importés directement des centres de production.

The British and Canadian School, Montréal

- Elle fait partie des premières institutions éducationnelles non confessionnelle et gratuite établie au Québec. Grâce à la fondation d'une société, la *Canadian School Society* en 1822, des hommes influents tels que Peter McGill, Louis-Joseph Papineau et Horatio Gates ont permis l'accès à la scolarisation aux enfants des classes ouvrières et de diverses origines ethniques et religieuses.
- La première pierre posée est le 17 octobre 1826.
- L'école britannique et canadienne ouvre ses portes la même année et la capacité d'élèves et de 414 garçons et 232 filles.
- L'architecte irlandais-américain de renom, James O'Donnell dessine les plans de l'école, mais ne participe pas lors de sa construction. Il s'occupe des plans de la cathédrale de Montréal.
- L'entrepreneur et homme d'affaires écossais, John Redpath est celui en charge de la construction de l'école. Il est également responsable du développement du canal-de-Lachine et de la raffinerie de sucre à Montréal¹.
- En 1866, l'école britannique et canadienne est officiellement intégrée au système scolaire protestant montréalais².

Actes notariés - chaîne de titres

19 mars 1870_58 964: [REDACTED], écuyer et propriétaire du lot en contigu (lot 654) avec celui où sise l'école sur la rue de la Gauchetière est présent lors de la transaction au bureau du notaire avec les représentants de La *Protestant School Commissioners*, le révérend John Jenkins D.D. (chairman) et William Lunn, écuyer (secrétaire-trésorier). Un accord entre les deux parties pour un mur mitoyen qui sépare l'école avec la maison de deux étages en pierres de monsieur [REDACTED]

¹ Article dans Constellio, # 68839243.

² Article dans Constellio, # 68969255.

21 février 1894_36 014: *The Protestant Board of School Commissioners* représentée par le réverend Donald H. C. Mac Vicar (chairman). Il a autorisé la vente avec une garantie légale à [REDACTED], marchand de Montréal le 28 novembre 1893 du bâtiment sur le lot 656 qui fait le coin des rues de la Gauchetière et Côté.

Le « vendeur », soit les membres de l'école ont acquis le lot 656 de dame [REDACTED], la veuve de [REDACTED] le 17 décembre 1826. Et le « vendeur » a cédé une partie du terrain pour un mur mitoyen avec leur voisin, [REDACTED] en 1870. L'« acheteur » paye en deux temps; 18 000\$ en argent comptant pour le premier versement. Le deuxième paiement de 15 000\$ doit se faire au maximum dans les 5 prochaines années avec intérêts.

1 octobre 1919_110 575: La succession [REDACTED] et de son épouse, dame [REDACTED] qui s'occupe de la vente du lot 656 : leurs quatre enfants, [REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED] a acheté le lot 656 le 21 février 1894. [REDACTED] et [REDACTED] ont une compagnie d'agents immobiliers, *Ewing & Ewing* établie au 437, rue Saint-James ouest à Montréal. Une des filles [REDACTED], dame [REDACTED] est mariée à un marchand de Montréal, [REDACTED]. [REDACTED] ne sont pas mariés.

[REDACTED] décède le 8 janvier 1902 et sa veuve, dame [REDACTED] hérite de la part de son époux. Elle offre par acte de donation la part de son mari à ses enfants. Celle-ci décède le 13 juin 1913 et sa part d'héritage revient également à leurs enfants. Ce sont les fils [REDACTED] [REDACTED] qui sont les exécuteurs testamentaires.

Le « vendeur », [REDACTED] à [REDACTED], écuier de Montréal le lot 656 avec la bâtisse érigée au coin des rues Lagauchetière et Côté.

La vente est de 55 000.00\$ avec le transfert d'assurances et doit être payé à la compagnie Ewing & Ewing.

[REDACTED] vend à son tour le lot 656 avec la bâtisse et dépendances à [REDACTED] le 21 novembre 1919 sous le numéro 111 059. Le 7 décembre 1937 sous le numéro 424 461, [REDACTED] l'immeuble à [REDACTED] agissant ainsi comme l'exécuteur testamentaire principale [REDACTED]

20 juillet 1945_621 847: [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] décède le 14 novembre 1941 en laissant son dernier testament notarié connu sous le numéro 523 955. Il ne sait jamais marié. Selon son testament, les « acheteurs », [REDACTED] et dame [REDACTED] doivent s'occuper de payer tout ce qui a trait avec les avoirs du défunt et que l'immeuble sur le lot 656 doit continuer à être sous la protection et les assurances de la compagnie *Ewing & Ewing*.

[REDACTED] [REDACTED] sont les « vendeurs » et l'« acheteur » est [REDACTED], marchand de la ville d'Outremont. L'immeuble connu sous le numéro 656 avec les numéros civiques 1007 et 1009 rue Côté et 120, rue la Gauchetière ouest.

16 janvier 1950_819 608: [REDACTED], marchand d'Outremont est le « vendeur » et l'« acheteur » sont [REDACTED], comptable, [REDACTED], manufacturier et [REDACTED], manufacturier de Montréal. La vente du lot inclus le bâtiment connu sous les numéros civiques 1007 et 1009, rue Côté et 120, rue Lagauchetière ouest. Le prix de l'immeuble est de 45 000.00\$.

20 juin 1958_1 344 200: [REDACTED] manufacturier de Montréal, [REDACTED], manufacturier de Montréal et dame [REDACTED], veuve de [REDACTED] (décédé le 9 décembre 1956) sont présents pour la vente du lot 656 avec la bâtisse érigée dessus connue sous les numéros civiques 1007 et 1009, rue Côté et 120, rue Lagauchetière ouest. L'achat est fait par la compagnie *Ross-Ellis Development Corporation inc.*, représenté par le secrétaire-trésorier, Henry Brandon Ellis. Le prix final de la vente s'élève à 85 000.00\$.

29 mars 1963_1 662 303: Henry Brandon Ellis, secrétaire-trésorier de la compagnie *Ross-Ellis Development Corporation inc.* vend à la compagnie *Fashing Realty Corp.*, représenté par Robert Lee, secrétaire, l'immeuble du lot 656 avec la bâtisse portant les numéros civiques 120, rue Lagauchetière et 1009, rue Côté duquel a un mur mitoyen au nord-est du bâtiment portant le numéro civique 116, rue Lagauchetière. Le prix de la vente est de 118 000.00\$.

31 janvier 1978_2 846 481: Le Ministère des affaires culturelles du Québec classe le site comme aire protégée.

19 mars 2021_26 149 776: Garnet Lee, vice-président de la compagnie *Fashing Realty inc.*, vend deux immeubles; le lot 1 179 551 (120, De la Gauchetière ouest et 1009, rue Côté) et le lot 1 180 561 (985, 987, 989 et 991, rue Côté et 1009, rue Côté) à la compagnie *Investissements 1000 St-Urbain Ltee/1000 St-Urbain Investments Ltd.* représenté par Jeremy Kornbluth, président. Le prix final des deux acquisitions s'élève à 9, 200 000.00\$.

19 mars 2021_26 165 363: Acte notarié pour louer les espaces à des fins commerciales au 120, De la Gauchetière ouest et 1009, rue Côté ainsi qu'au 987, rue Côté et 1009, rue Côté. Le propriétaire, *1000 St-Urbain Investments Ltd.* accorde une location non renouvelable au locataire *Wing Noodles Ltd.*, du 19 mars 2021 au 31 juillet 2022.

Type de bien : Immobilier
 Statut BD : Inventorié et validé (LPC)
 Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui
 Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Fait partie de

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
234055	Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois	AICL	SP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal
 MRC : Montréal
 Municipalité : Montréal
 Communauté métropolitaine : Communauté métropolitaine de Montréal
 No et odonyme : 106, rue De La Gauchetière Ouest
 108, rue De La Gauchetière Ouest

Cadastre du Québec

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 180 577 (Complet)	Actuel

Gestion des propriétaires

<i>Type</i>	<i>Identifiant</i>	<i>Intervenant</i>	<i>Identifiant Répondant</i>	<i>Part</i>
Propriétaire	174396	Investissements 1000 St-Urbain Itée		

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Situé dans un site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(0)

• Avis d'intention de classement - Situé dans un site patrimonial (Statut principal)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé : Oui
Bâtiment visé : Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Informations historiques

Dates : vers 1850 - (Construction)

Documents multimédias

Images (1)



Maison Joseph-Barsalou

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

Type de bien : Immobilier
 Statut BD : Inventorié et validé (LPC)
 Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui
 Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Fait partie de

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
234055	Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois	AICL	SP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal
 MRC : Montréal
 Municipalité : Montréal
 Communauté métropolitaine : Communauté métropolitaine de Montréal
 No et odonyme : 116, rue De La Gauchetière Ouest

Cadastre du Québec

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 180 570 (Complet)	Actuel

Gestion des propriétaires

<i>Type</i>	<i>Identifiant</i>	<i>Intervenant</i>	<i>Identifiant Répondant</i>	<i>Part</i>
Propriétaire	174396	Investissements 1000 St-Urbain Itée		

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Situé dans un site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(0)

• Avis d'intention de classement - Situé dans un site patrimonial (Statut principal)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
 Terrain protégé : Oui
 Bâtiment visé : Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Informations historiques

Dates : vers 1880 - (Construction)

Documents multimédias

Images (2)



Ancien club Zhigongtang

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Ancien club Zhigongtang

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

Type de bien : Immobilier
 Statut BD : Inventorié et validé (LPC)
 Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui
 Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Fait partie de

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
234055	Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois	AICL	SP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal
 MRC : Montréal
 Municipalité : Montréal
 Communauté métropolitaine : Communauté métropolitaine de Montréal
 No et odonyme : 110, rue De La Gauchetière Ouest
 112, rue De La Gauchetière Ouest

Cadastre du Québec

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 180 572 (Complet)	Actuel

Gestion des propriétaires

<i>Type</i>	<i>Identifiant</i>	<i>Intervenant</i>	<i>Identifiant Répondant</i>	<i>Part</i>
Propriétaire	174396	Investissements 1000 St-Urbain Itée		

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Situé dans un site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(0)

• Avis d'intention de classement - Situé dans un site patrimonial (Statut principal)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
 Terrain protégé : Oui
 Bâtiment visé : Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Informations historiques

Dates : vers 1870 - (Construction)

Documents multimédias

Images (3)



Ancien hôpital chinois

Andréane Beloin, © Ministère de la Culture et des Communications



Ancien hôpital chinois

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Ancien hôpital chinois

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

Type de bien : Immobilier
Statut BD : Inventorié et validé (LPC)
Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui
Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Fait partie de

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
92746	Église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit	CL	IP
234055	Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois	AICL	SP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal
MRC : Montréal
Municipalité : Montréal
Arrondissement municipal : Ville-Marie
Communauté métropolitaine : Communauté métropolitaine de Montréal
No et odonyme : 987, rue Côté
991, rue Côté

Cadastre du Québec

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 180 561 (Complet)	Actuel

Matricules

0040-07-5304-2-000-0000

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(1)
	Avis d'intention de classement	Situé dans un site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(0)
	Délimitation	Situé dans une aire de protection	Ministre de la Culture et des Communications		(0)

• Avis d'intention de classement - Immeuble patrimonial (Statut principal)

Autorité :	Ministre de la Culture et des Communications
Gestion doc. (COBA) :	14216-00068967651
Terrain protégé :	Non
Bâtiment visé :	Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Historique du statut

<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>
Avis d'intention de classement	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21
Proposition de statut national	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	

Motifs

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1884 à partir des murs d'une ancienne église presbytérienne bâtie au même emplacement en 1846 et en 1847. Ce temple serait le plus ancien lieu de culte destiné dès l'origine à une congrégation de l'Église libre d'Écosse à Montréal et au Bas-Canada. L'entrepreneur montréalais prospère John Redpath joue un rôle majeur dans la construction de cette église. Le bâtiment est largement reconstruit en 1884 pour accueillir la manufacture de cigares de S. Davis and Sons, l'entreprise montréalaise la plus importante de ce secteur d'activité à la fin du XIXe siècle. Cette manufacture est par la suite occupée par l'American Tobacco Company of Canada de 1896 à 1905. Au début du XXe siècle, cette entreprise et ses filiales détiennent au Canada 80 % du marché de la cigarette et 60 % du marché du tabac. L'ancienne manufacture est aussi fortement liée à Samuel Davis et à son fils Mortimer Barnett Davis, figures très importantes de la communauté juive et de celle d'affaires de Montréal. La propriété est aussi le lieu de luttes syndicales significatives. Le bâtiment est en outre associé à la famille Lee et à l'entreprise Nouilles Wing Itée de 1965 à 2021. Cette entreprise est l'une des plus emblématiques de la communauté chinoise montréalaise;

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Ce bâtiment industriel est doté d'une façade qui dénote un soin accordé à sa conception peu répandue pour de telles constructions et qui dépasse largement les simples considérations utilitaires ou fonctionnelles. Le bâtiment se distingue en outre par l'intégration des murs de l'église presbytérienne qui l'a précédé sur le même emplacement. Il s'agit d'un rare exemple où deux bâtiments destinés à des fonctions aussi différentes que le culte et la production manufacturière sont intégrés de manière à laisser voir aussi clairement l'histoire de l'occupation du lieu.

Description légale

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons, sise au 987 et au 991, rue Côté, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans la ville de Montréal, sur le terrain connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CENT QUATRE VINGT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-UN (1 180 561) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

La protection vise seulement l'extérieur de l'édifice et exclut les éléments intérieurs;

Valeur patrimoniale

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1884 à partir des murs d'une ancienne église presbytérienne bâtie au même emplacement en 1846 et en 1847. Ce temple serait le plus ancien lieu de culte destiné dès l'origine à une congrégation de l'Église libre d'Écosse à Montréal et au Bas-Canada. L'entrepreneur montréalais prospère John Redpath joue un rôle majeur dans la construction de cette église. Le bâtiment est largement reconstruit en 1884 pour accueillir la manufacture de cigares de S. Davis and Sons, l'entreprise montréalaise la plus importante de ce secteur d'activité à la fin du XIXe siècle. Cette manufacture est par la suite occupée par l'American Tobacco Company of Canada de 1896 à 1905. Au début du XXe siècle, cette entreprise et ses filiales détiennent au Canada 80 % du marché de la cigarette et 60% du marché du tabac. L'ancienne manufacture est aussi fortement liée à Samuel Davis et à son fils Mortimer Barnett Davis, figures très importantes de la communauté juive et de celle d'affaires de Montréal. La propriété est aussi le lieu de luttes syndicales significatives. Le bâtiment est en outre associé à la famille Lee et à l'entreprise Nouilles Wing Itée de 1965 à 2021. Cette entreprise est l'une des plus emblématiques de la communauté chinoise montréalaise.

L'ancienne manufacture S. Davis and Sons présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Ce bâtiment industriel est doté d'une façade qui dénote un soin accordé à sa conception peu répandue pour de telles constructions et qui dépasse largement les simples considérations utilitaires ou fonctionnelles. Le bâtiment se distingue en outre par l'intégration des murs de l'église presbytérienne qui l'a précédé sur le même emplacement. Il s'agit d'un rare exemple où deux bâtiments destinés à des fonctions aussi différentes que le culte et la production manufacturière sont intégrés de manière à laisser voir aussi clairement l'histoire de l'occupation du lieu.

Source: Ministère de la Culture et des Communications, 2022

• Proposition de statut national - Immeuble patrimonial (Statut antérieur)

Autorité :	Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé :	Non-applicable
Bâtiment visé :	Non applicable

• Avis d'intention de classement - Situé dans un site patrimonial (Statut actuel)

Autorité :	Ministre de la Culture et des Communications
------------	--

Terrain protégé : Oui 527
Bâtiment visé : Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

• Délimitation - Situé dans une aire de protection (Statut actuel)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé : Oui
Bâtiment visé : Extérieur seulement

Informations historiques

Catégorie fonctionnelle : Fonction industrielle, transformation de matières végétales et animales (Fabriques > Fabriques de produits du tabac)
Dates : 1846 - 1847 (Construction)
1884 (Construction)

Personnes associés

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Lien</i>
12832	Redpath, John (- 1847)	Constructeur(-trice) <-> Construction [Attesté(e)]

Inventaires associés

• Évaluation patrimoniale de proposition de protection (CADP) (2020 -)

Documents multimédias

Images (3)



Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

Autre(s) nom(s) : Édifice des Nouilles Wing Ltée
Maison Wing

Type de bien : Immobilier

Statut BD : Inventorié et validé (LPC)

Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui

Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Fait partie de

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
92746	Église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit	CL	IP
234055	Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois	AICL	SP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal

MRC : Montréal

Municipalité : Montréal

Arrondissement municipal : Ville-Marie

Communauté métropolitaine : Communauté métropolitaine de Montréal

No et odonyme : 1009, rue Côté
120, rue De La Gauchetière Ouest

Cadastre du Québec

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 179 551 (Complet)	Actuel

Matricules

0040-07-2716-0-000-0000

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(1)
	Avis d'intention de classement	Situé dans un site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(0)
	Délimitation	Situé dans une aire de protection	Ministre de la Culture et des Communications		(0)

• Avis d'intention de classement - Immeuble patrimonial (Statut principal)

Autorité :	Ministre de la Culture et des Communications
Gestion doc. (COBA) :	14216-00068967651
Terrain protégé :	Non
Bâtiment visé :	Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Historique du statut

<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>
Avis d'intention de classement	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21
Proposition de statut national	Immeuble patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	

Motifs

L'édifice de la British and Canadian School présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1826 et en 1827 par l'entrepreneur John Redpath pour la British and Canadian School Society, aussi connue sous le nom de Société d'école britannique et canadienne. Cet établissement scolaire est fondé en 1822 par un groupe d'hommes de langue anglaise, mais aussi de langue française, qui se sont inspirés du modèle de la British and Foreign School Society de Londres. La British and Canadian School propose ainsi une éducation aux garçons et aux filles des milieux populaires dans un cadre non confessionnel. L'enseignement met à profit le système du monitorat. L'école est intégrée dans le système éducatif confessionnel en 1866, lorsqu'elle est acquise par la Commission scolaire protestante de Montréal. Elle ferme ses portes en 1894. Au tournant du XXe siècle, l'édifice est témoin des transformations du faubourg qui s'industrialise et qui accueille un plus grand nombre d'immigrants, notamment d'origine chinoise. Il est utilisé à partir de 1894 par de nombreuses entreprises à des fins manufacturières et industrielles. Depuis le milieu des années 1960, il est occupé par la famille Lee et Nouilles Wing Itée, une entreprise emblématique de la communauté chinoise montréalaise;

L'édifice de la British and Canadian School présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Il s'agit de l'un des seuls témoins subsistants au Québec des réalisations de l'architecte James O'Donnell, dont la basilique Notre-Dame de Montréal est l'œuvre majeure. Ce bâtiment serait aussi le plus ancien conçu spécifiquement pour servir d'école à subsister à Montréal, et l'un des plus anciens au Québec. Par ailleurs, inspiré de l'architecture classique, il est représentatif de l'architecture institutionnelle du premier tiers du XIXe siècle. En outre, il s'agit vraisemblablement du bâtiment le plus ancien de son quadrilatère et très probablement l'un des plus anciens du quartier chinois. Le bâtiment a connu plusieurs campagnes de modifications, de réaménagements et d'agrandissements au cours de son histoire, pour mieux répondre aux besoins scolaires, puis à ceux des différentes entreprises manufacturières qui l'ont occupé;

L'édifice de la British and Canadian School présente aussi un intérêt patrimonial pour sa valeur emblématique. Avec son enseigne au néon et l'ajout d'éléments évoquant l'architecture chinoise, il est visuellement associé depuis le milieu des années 1960 au quartier chinois, dans lequel il est situé. Pour les membres de la communauté chinoise, cet édifice est aussi un symbole du succès commercial de la famille Lee, établie au Québec dès la fin du XIXe siècle;

L'édifice de la British and Canadian School présente en outre un intérêt patrimonial pour sa valeur sociale. En 2021, il est devenu un symbole des efforts de préservation du quartier chinois de Montréal.

Description légale

L'édifice de la British and Canadian School, aussi connu sous le nom de la maison Wing, sis au 120, rue De La Gauchetière Ouest, et au 1009, rue Côté, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans la ville de Montréal, sur le terrain connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT CINQUANTE-UN (1 179 551) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

La protection vise seulement l'extérieur de l'édifice et exclut les éléments intérieurs;

Valeur patrimoniale

L'édifice de la British and Canadian School présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Il est construit en 1826 et en 1827 par l'entrepreneur John Redpath pour la British and Canadian School Society, aussi connue sous le nom de Société d'école britannique et canadienne. Cet établissement scolaire est fondé en 1822 par un groupe d'hommes de langue anglaise, mais aussi de langue française, qui se sont inspirés du modèle de la British and Foreign School Society de Londres. La British and Canadian School propose ainsi une éducation aux garçons et aux filles des milieux populaires dans un cadre non confessionnel. L'enseignement met à profit le système du monitorat. L'école est intégrée dans le système éducatif confessionnel en 1866, lorsqu'elle est acquise par la Commission scolaire protestante de Montréal. Elle ferme ses portes en 1894. Au tournant du XXe siècle, l'édifice est témoin des transformations du faubourg qui s'industrialise et qui accueille un plus grand nombre d'immigrants, notamment d'origine chinoise. Il est utilisé à partir de 1894 par de nombreuses entreprises à des fins manufacturières et industrielles. Depuis le milieu des années 1960, il est occupé par la famille Lee et Nouilles Wing Itée, une entreprise emblématique de la communauté chinoise montréalaise.

L'édifice de la British and Canadian School présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Il s'agit de l'un des seuls témoins subsistants au Québec des réalisations de l'architecte James O'Donnell, dont la basilique Notre-Dame de Montréal est l'œuvre majeure. Ce bâtiment serait aussi le plus ancien conçu spécifiquement pour servir d'école à subsister à Montréal, et l'un des plus anciens au Québec. Par ailleurs, inspiré de l'architecture classique, il est représentatif de l'architecture institutionnelle du premier tiers du XIXe siècle. En outre, il s'agit vraisemblablement du bâtiment le plus ancien de son quadrilatère et très probablement l'un des plus anciens du quartier chinois. Le bâtiment a connu plusieurs campagnes de modifications, de réaménagements et d'agrandissements au cours de son histoire, pour mieux répondre aux besoins scolaires, puis à ceux des différentes entreprises manufacturières qui l'ont occupé.

L'édifice de la British and Canadian School présente aussi un intérêt patrimonial pour sa valeur emblématique. Avec son enseigne au néon et l'ajout d'éléments évoquant l'architecture chinoise, il est visuellement associé depuis le milieu des années 1960 au quartier chinois, dans lequel il est situé. Pour les membres de la communauté chinoise, cet édifice est aussi un symbole du succès commercial de la famille Lee, établie au Québec dès la fin du XIXe siècle.

L'édifice de la British and Canadian School présente en outre un intérêt patrimonial pour sa valeur sociale. En 2021, il est devenu un symbole des efforts de préservation du quartier chinois de Montréal.⁵³²

Source: Ministère de la Culture et des Communications, 2022.

• Proposition de statut national - Immeuble patrimonial (Statut antérieur)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé : Non-applicable
Bâtiment visé : Non applicable

• Avis d'intention de classement - Situé dans un site patrimonial (Statut actuel)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé : Oui
Bâtiment visé : Extérieur seulement

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

• Délimitation - Situé dans une aire de protection (Statut actuel)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications
Terrain protégé : Non-applicable
Bâtiment visé : Extérieur seulement

Informations historiques

Catégorie fonctionnelle : Services et institutions (Écoles primaires et secondaires)
Dates : 1826 - 1827 (Construction)

Personnes associés

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Lien</i>
--------------------	------------	-------------

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Lien</i>
8384	O'Donnell, James (1774 - 1830-01-28)	Architecte / concepteur(-trice) <-> Architecture / conception [Attesté(e)]
12832	Redpath, John (- 1847)	Constructeur(-trice) <-> Construction [Attesté(e)]

Groupes associés

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Lien</i>
33168	École britannique et canadienne (1822 - 1866)	Promoteur(-trice) / instigateur(-trice) <-> Projet [Attesté(e)] Propriétaire <-> Propriété [Attesté(e)]

Documents bibliographiques

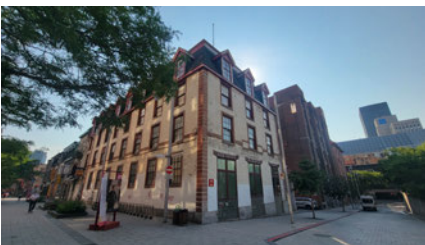
<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>
314240	MACLEOD, Roderick Charles et Mary Anne POUTANEN. « “Proper Objects of This Institution”: Working Families, Children, and the British & Canadian School in Nineteenth-Century Montreal ». Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation. Vol. 20, no 2 (2002), p. 22-54.

Inventaires associés

- **Évaluation patrimoniale de proposition de protection (CADP) (2020 -)**

Documents multimédias

Images (4)



Édifice de la British and Canadian School

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Édifice de la British and Canadian School

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Édifice de la British and Canadian School

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Édifice de la British and Canadian School

Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

Type de bien : Immobilier
 Statut BD : Inventorié et validé (LPC)
 Diffusion RPCQ : Oui Diffusion adresse : Oui
 Justification de la non-diffusion :

Biens associés

Comprend

<i>Identifiant</i>	<i>Nom</i>	<i>Statut</i>	<i>Catég.</i>
234080	1000, rue Saint-Urbain	AICL	SSP
234088	1018, rue Saint-Urbain	AICL	SSP
234081	Ancien club Zhigongtang	AICL	SSP
234082	Ancien hôpital chinois	AICL	SSP
233859	Ancienne manufacture de cigares S. Davis and Sons	AICL	IP
117569	Édifice de la British and Canadian School	AICL	IP
92746	Église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit	CL	IP
234087	Immeuble Roméo-Caillé	AICL	SSP
234085	Lot 1 284 331	AICL	SSP
234086	Lot 1 284 553	AICL	SSP
234089	Lot 2 863 403	AICL	SSP
234084	Maison Catherine-Smith-Perry	AICL	SSP
234083	Maison Joseph-Barsalou	AICL	SSP
92753	Presbytère de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit	CL	IP

Données spatiales

Adresses

Région administrative : 06 - Montréal
 MRC : Montréal
 Municipalité : Montréal
 Arrondissement municipal : Ville-Marie

Cadastre du Québec***Circonscription foncière******Numéro de lot******État***

<i>Circonscription foncière</i>	<i>Numéro de lot</i>	<i>État</i>
Montréal	1 179 549 (Complet)	Actuel
	1 179 550 (Complet)	Actuel
	1 179 551 (Complet)	Actuel
	1 179 562 (Complet)	Actuel
	1 179 572 (Complet)	Actuel
	1 180 561 (Complet)	Actuel
	1 180 570 (Complet)	Actuel
	1 180 577 (Complet)	Actuel
	1 180 580 (Complet)	Actuel
	1 284 331 (Complet)	Actuel
	1 284 553 (Complet)	Actuel
	2 863 401 (Complet)	Actuel
	2 863 402 (Complet)	Actuel
	2 863 403 (Complet)	Actuel

Gestion des propriétaires

Aliénation - Gestion documentaire (COBA) : 14216-00068967651

Statuts actuels - Sommaire

<i>St. princ.</i>	<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>	<i>Histo.</i>
X	Avis d'intention de classement	Site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21	(1)

• Avis d'intention de classement - Site patrimonial (Statut principal)

Autorité : Ministre de la Culture et des Communications

Terrain protégé :	Oui	537
Bâtiment visé :	Extérieur seulement	

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de signature par le ministre	2022-01-21

Historique du statut

<i>Statut</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Autorité</i>	<i>Date</i>
Avis d'intention de classement	Site patrimonial	Ministre de la Culture et des Communications	2022-01-21
Proposition de statut national	--		2021-05-06

Valeur patrimoniale

Le site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois présente un intérêt pour sa valeur historique. Il constitue un témoin privilégié du développement du faubourg Saint-Laurent dans la première moitié du XIXe siècle, alors que Montréal connaît une croissance importante. Les bâtiments, dont plusieurs comptent parmi les plus anciens du quartier, rappellent les différentes phases de développement du secteur, notamment sa densification et son industrialisation dans les dernières décennies du XIXe siècle et l'établissement des communautés juive et chinoise au tournant du XXe siècle. Par ailleurs, le site témoigne de l'implantation de services et d'associations de soutien de la communauté chinoise, leur permettant de faire face à un contexte socio-économique pénible et engendré notamment par des mesures discriminatoires. Ce secteur névralgique est en outre l'un des mieux conservés du quartier chinois – seul Chinatown historique significatif préservé au Québec et dans l'Est du Canada – et il est encore fortement lié à la communauté sino-montréalaise.

Le site patrimonial présente également un intérêt pour sa valeur architecturale. Il est composé de plusieurs bâtiments construits vers le milieu du XIXe siècle, alors que le faubourg Saint-Laurent se densifie et attire une petite bourgeoisie formée de commerçants et d'entrepreneurs prospères. La plupart des bâtiments sont en pierre et témoignent de l'influence de l'architecture classique. Les toits mansardés ou en fausse mansarde rappellent le choix logique de cette forme de toit lorsque les besoins d'espace habitable croissent, à la fin du XIXe siècle. Plusieurs éléments ajoutés au fil du temps, notamment les annexes arrière en brique, rappellent les changements de fonctions qui ont touché les bâtiments et la nécessité d'adapter ceux-ci en conséquence. Il s'agit de l'un des ensembles architecturaux les plus anciens du faubourg Saint-Laurent qui subsistent.

Le site patrimonial présente aussi un intérêt pour sa valeur urbanistique. Ce secteur du quartier chinois, ayant échappé aux grands projets qui ont modifié le centre-ville au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, témoigne de la trame et du bâti anciens de Montréal. Les immeubles de ce secteur s'élèvent en trois ou quatre étages et ont une densité relativement haute. La majorité d'entre eux sont mitoyens ou séparés par des passages étroits. Cette typologie marque fortement l'identité visuelle du quartier chinois, où les édifices, occupés par des commerces au rez-de-chaussée, se succèdent le long des artères principales.

Le site patrimonial présente en outre un intérêt pour sa valeur emblématique. Des éléments architecturaux, des enseignes et des inscriptions figurant sur les façades des bâtiments témoignent de la présence de la communauté chinoise dans le secteur. L'arche s'élevant sur la rue De La Gauchetière Ouest, qui marque l'entrée ouest du quartier chinois, constitue probablement le principal emblème du site à cet égard.

Le site patrimonial présente par ailleurs un intérêt pour sa valeur sociale. Il est l'objet d'un attachement profond de la population à la présence de la communauté chinoise à Montréal et au Québec. Déjà, à la fin des années 1970, la mobilisation citoyenne provoquée par l'aménagement du complexe Guy-Favreau avait entraîné le classement de

l'église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit et de son presbytère. La perception de menaces pesant sur le secteur au printemps 2021 a donné lieu à une nouvelle mobilisation en faveur de sa préservation. De plus, le tronçon de la rue De La Gauchetière Ouest est un lieu de socialisation et de rencontres pour la population du secteur.

Source: Ministère de la Culture et des Communications, 2022.

• Proposition de statut national - -- (Statut antérieur)

Terrain protégé : Non-applicable

Bâtiment visé : Non applicable

<i>Date principale</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
X	Date de proposition	2021-05-06

Informations historiques

Catégorie fonctionnelle : Non applicable (Non applicable)

Documents multimédias

Images (6)



Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



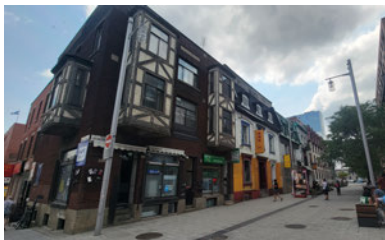
Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



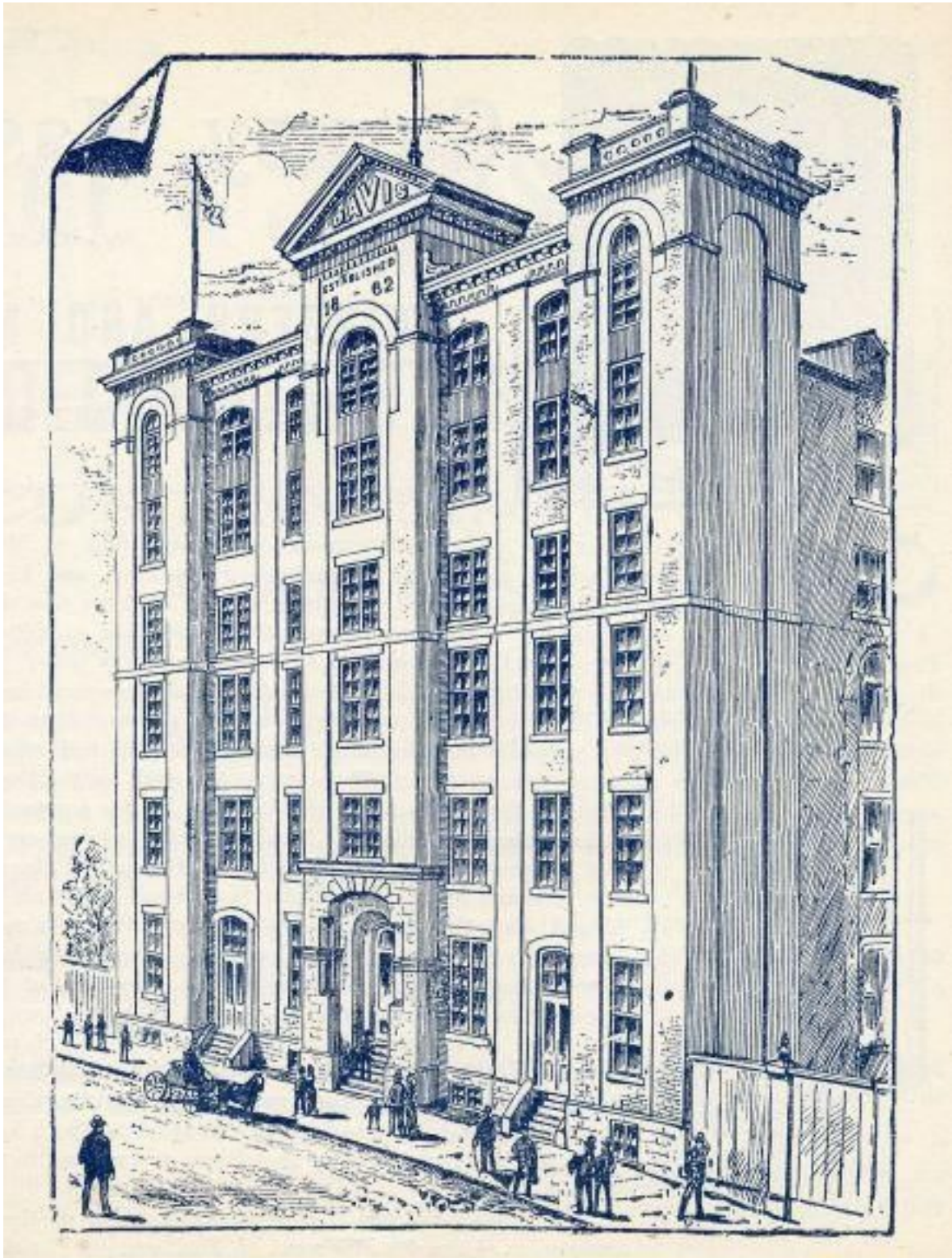
Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



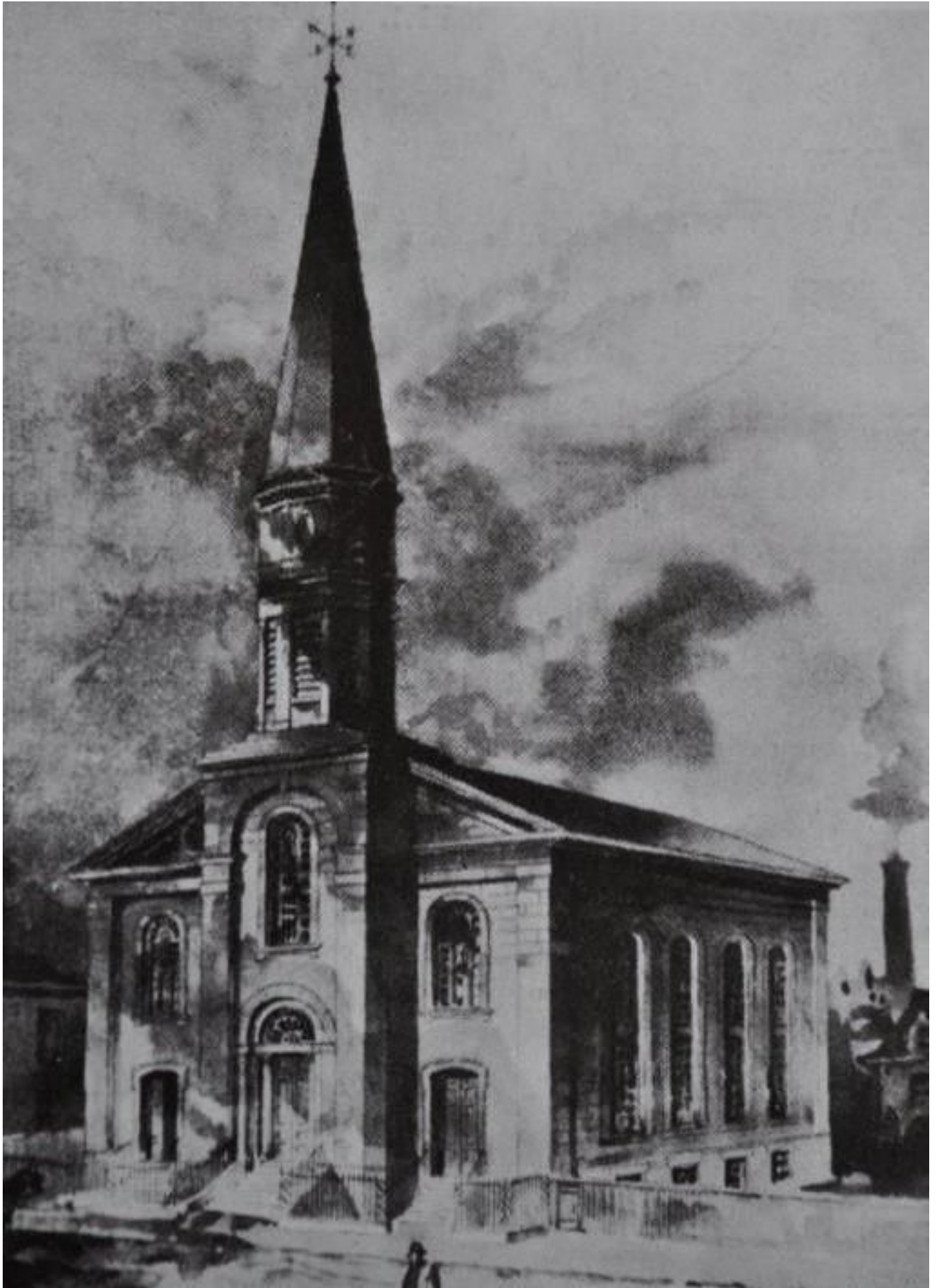
Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications

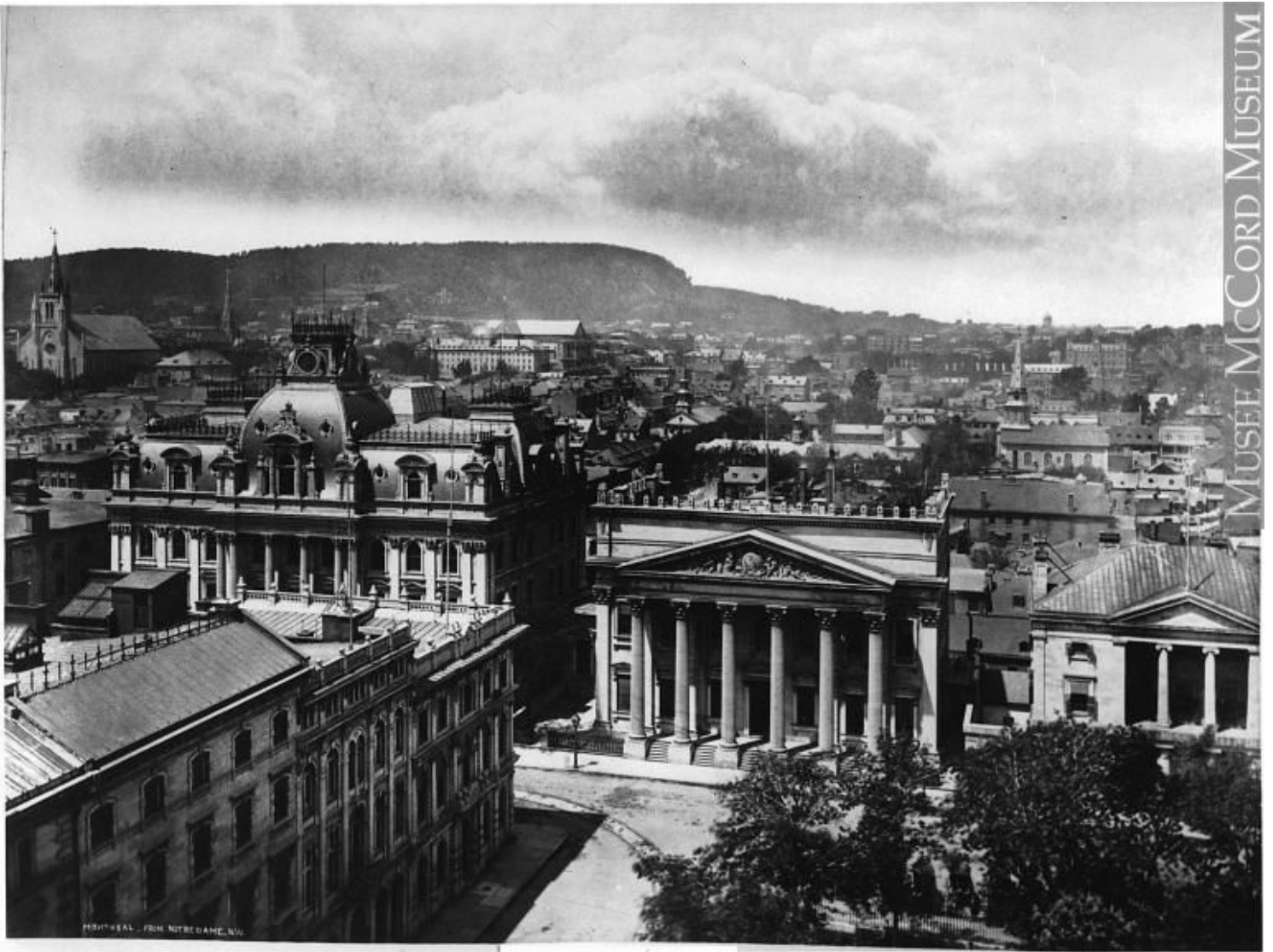


Site patrimonial du Noyau-Institutionnel-du-Quartier-Chinois
Andréane Beloin 2021, © Ministère de la Culture et des Communications



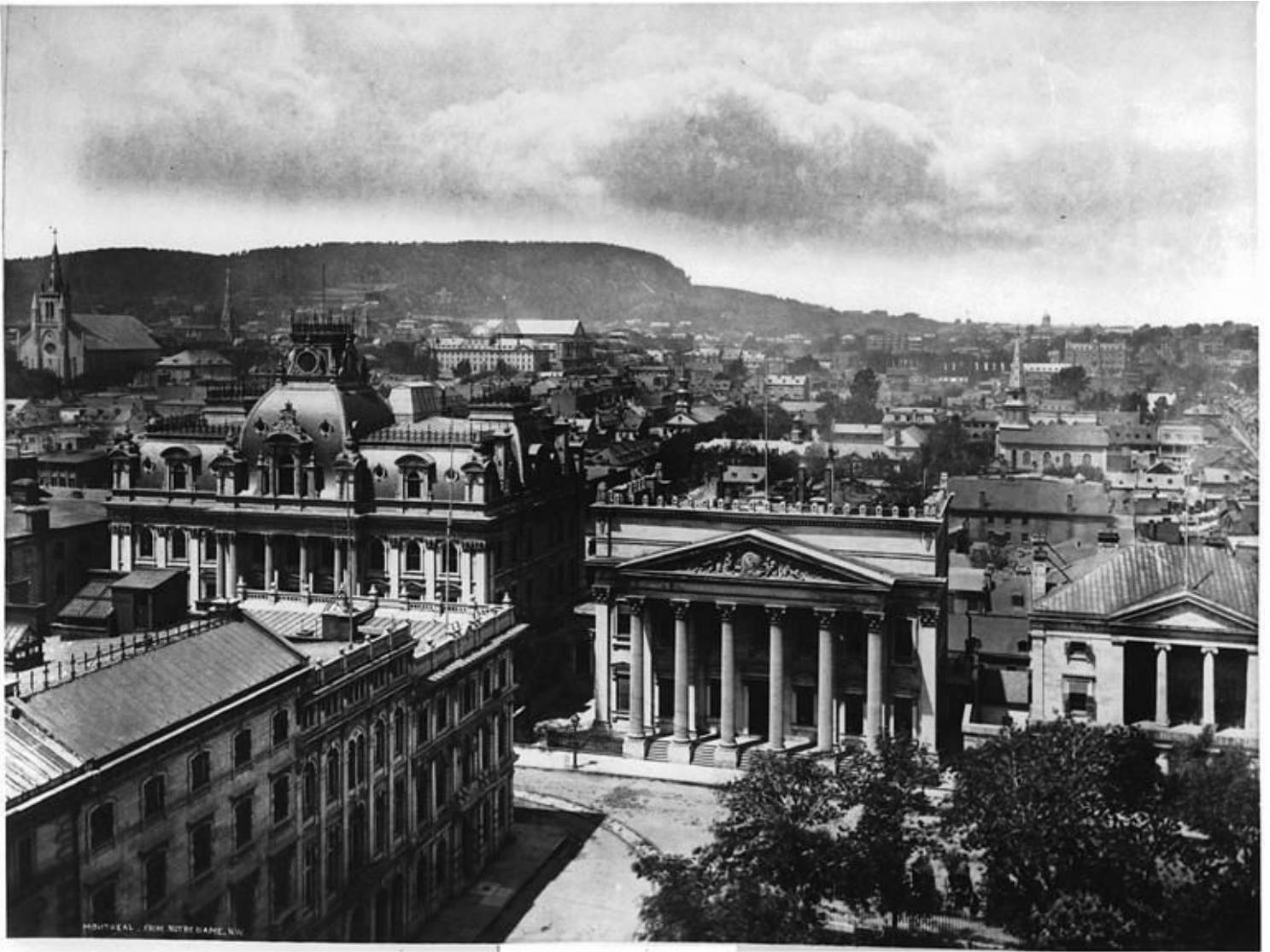






MONTREAL - FROM NOTRE-DAME, N.W.

MUSEE McCORD MUSEUM



MONTREAL - QUEBEC, CANADA

From: Sophie.Morin@mcc.gouv.qc.ca
Sent: Mon, 12 Jul 2021 19:47:40 -0400
To: Andreane.Beloin@mcc.gouv.qc.ca
Subject: Tr : Plafond
Attachments: IMG_6185.JPG, ATT00001.txt

plafond de l'annexe arrière du bâtiment sur Côté.

À noter que je suis présentement en télé-travail. Le meilleur moyen pour me joindre est par courriel, mais je suis en mesure de vous appeler si vous me le signifiez.

Sophie Morin

Conseillère en développement culturel

Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal
Ministère de la Culture et des Communications
1435, rue de Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7

Téléphone : 514 873-2255

Courriel : sophie.morin@mcc.gouv.qc.ca

Site Web : www.mcc.gouv.qc.ca

Suivez-nous   

----- Transféré par Sophie Morin/MONTE/MTL/MCC le 2021-07-12 19:47 -----

De : "Jonathan Cha" <jonathan.cha@hotmail.com>
A : "sophie.morin@mcc.gouv.qc.ca" <sophie.morin@mcc.gouv.qc.ca>
Date : 2021-07-12 16:58
Objet : Plafond

Cette image ne rend pas justice à son intérêt, mais c'est la seule que j'ai prise en raison de la noirceur.

HTTP: Missing resource stringIMG_6185.JPGHTTP: Missing resource stringHTTP: Missing resource stringATT00001.txtHTTP: Missing resource string



MISSION CATHOLIQUE CHINOISE DE MONTRÉAL (ST-ESPRIT)	
<p>« Le père Thomas Tou et la Mission catholique chinoise » in <i>Mémoires des Montréalais</i> [En ligne] https://ville.montr.eal.qc.ca/memoire-sdesmontrealais/e-pere-thomas-tou-et-la-mission-catholique-chinoise</p>	<p>« Officiellement installée en 1922 dans la rue de La Gauchetière, la Mission catholique chinoise accueille en 1957 le père Thomas Tou, premier prêtre chinois à Montréal.</p> <p>À la fin du XIXe siècle, l'Église presbytérienne et l'Église catholique de Montréal rivalisent pour convertir au christianisme les immigrants chinois, installés depuis peu dans la métropole. En 1897, le pensionnat Saint-Laurent, situé au 50, rue Côté, accueille pour la première fois des enfants chinois. À l'initiative du vicaire de l'église irlandaise Saint-Patrick, Martin Callaghan, ceux-ci apprennent les bases de la religion catholique et sont préparés pour le baptême.</p> <p>Ce travail d'évangélisation porte ses fruits : près de 20 % des Chinois cantonais de la ville sont convertis au catholicisme en 1904. L'archevêque de Montréal, monseigneur Bruchési, doit alors faire venir des prêtres qui sont en mesure de parler le cantonais : ils arrivent de France et des États-Unis, mais ne demeurent à Montréal que pour une courte période. C'est finalement en 1917 que l'abbé Roméo Caillé devient le premier prêtre québécois à diriger la Mission catholique chinoise. Cinq ans plus tard, ce dernier inaugure les nouveaux locaux de la Mission, dans la rue de La Gauchetière.</p> <p>Dans cette première moitié du XXe siècle, les services sociaux primordiaux sont pour la plupart assurés par le clergé. À la fin des années 1910, par exemple, les Sœurs de l'Immaculée-Conception ouvrent d'urgence un hôpital chinois pour répondre aux besoins criants des plus pauvres de la communauté, durement touchés par l'épidémie d'influenza de 1918. La Mission catholique s'occupe aussi d'éducation : des cours de français et d'anglais sont d'abord donnés dans certaines églises, puis une école chinoise est fondée en 1916. Ces différents services sont également offerts par la Mission presbytérienne, avec laquelle la Mission catholique entretient une certaine rivalité. Pour ces deux groupes, un enjeu majeur est la communication avec les fidèles; on souhaite pouvoir rapidement amener un prêtre d'origine chinoise à Montréal.</p> <p>Pour la Mission catholique, c'est en 1957 que ce désir devient réalité : le père Thomas Tou, né tout près de Beijing, arrive à Montréal. Il installe la Mission dans l'ancienne église Notre-Dame-des-Anges, construite par les Écossais en 1834 dans la rue Chenneville, au croisement de la rue De La Gauchetière.</p>
<p>Plante, Jeffrey Paul, "Answering the call for reform: The Toronto and Montreal Chinese missions, 1894-1925 (Ontario, Quebec)" (1998). Theses and Dissertations (Comprehensive). 33. https://scholars.wlu.ca/etd/33</p>	<p>« While efforts to evangelize the Chinese in British Columbia were underway as early as the 1860s, the Montreal and Toronto Chinese Missions were not established until 1894.</p> <p>[...]</p> <p>Montreal's missionaries began outlining their proposals for the mission in address to the General Assembly of the Presbyterian Chch in Canada in 1894. In their petition, they Insisted the Canada's Chinese population was constantly increasing and that no effort was being put forth for the evangelization. Stating that they had a responsibility and an obligation to "assist" these immigrant, the missionaries also contended that it was inadvisable to have such a large heathen population within Canada's borders, citing a recent example of the Chinese funeral involving "heathenish ceremonies" in Montreal.</p> <p>[...]</p> <p>Above all else, the Montreal Chinese Mission aimed to protect the Chinese from the dangerous influences of Chinatown, particularly situations that involved gambling, opium smoking, and prostitution. Montreal's</p>

	<p>Chinatown- was located in the city- Dufferin district, along Lagachetiere Street, a rundown residential area consisting of numerous warehouses, light industries, and lodging houses The large number of male factory workers residing in the area resulted in the establishment of laundries and restaurants, which were provided by Chinese immigrants.</p> <p>[...]</p> <p>One year after the mission was established in 1894, the Presbyterians under Thomson's direction, and with the support of the Canadian Pacific Railway, established an anti-Chinatown Christian boarding house. The district is believed to have already contained several rescue missions in the 1890s, presumably intended to counteract the widespread prostitution in the area. The missionaries viewed gambling, opium smoking, and prostitution as vices that derived from a lack of alternative activities for the Chinese in their non-workng hours. To prevent young men from participating in these activities, they often provided residential accommodations outside of Chinatown.</p> <p>[...]</p> <p>Hence the missionaries envisioned themselves in an epic struggle against the immoral and degenerate influences of Montreal's Chinatown. »</p>
<p>« La Mission chinoise de Montréal et la Mission de Vancouver » dans <i>Ville-Marie Missionnaire, 1642-1942 : exposition du troisième centenaire de Montréal, tenue à l'Oratoire Saint-Joseph du 17 septembre au 4 octobre 1942 : volume-souvenir</i>, p.324-326 [En ligne] https://cdm22007.contentdm.oclc.org/digital/collection/p22007coll8/id/512941/rec/2</p>	<p>« Hôpital chinois de Montréal. - C'est en 1913 que les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception commencèrent à s'occuper de l'Oeuvre chinoise de Montréal. Pendant trois ans, deux religieuses se rendaient chaque dimanche dans un local désigné où plus de cent élèves se trouvaient parfois réunis. Là, avec le concours de plusieurs professeurs laïques bénévoles, elles donnaient des cours de langues et de catéchisme.</p> <p>En 1916, la vénérée Mère Marie-du-Saint-Esprit, fondatrice de l'Institut des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, qui avait à coeur le succès de cette Oeuvre, entreprit de lui donner un nouvel élan. Songeant aux pauvres petits enfants chinois de notre ville que les cours du dimanche ne pouvaient atteindre, elle prit des mesures pour faire ouvrir une école qui leur serait spécialement destinée. Dans ce but, elle fit revenir de Chine une de ses Filles sachant la langue des Célestes et une Vierge catéchiste chinoise.</p> <p>A l'automne de 1916, bon nombre d'enfants étaient réunis dans un local de la rue Anderson et, dès décembre suivant, la bonne semence jetée dans l'âme des petits et des grands commençait à produire des fruits : 4 baptêmes et 11 premières communions avaient lieu à l'archevêché. Cette petite école connut quinze années d'existence, de 1916 à 1931, alors que le rapatriement d'un grand nombre de familles chinoises amena sa discontinuation. Pour la même raison, les cours du dimanche, qui avaient suscité plusieurs conversions au catholicisme, furent aussi interrompus.</p> <p>Dès cette époque, les religieuses avaient commencé à visiter les malades orientaux, soit dans les familles, soit dans les hôpitaux. C'est en 1918, à l'occasion de la terrible épidémie de l'influenza, que s'ouvrit un modeste hôpital temporaire destiné à recevoir les Chinois malades.</p> <p>Cet hôpital, aménagé dans un petit local de la rue Clarke, était trop étroit pour un établissement en permanence et, de plus, peu propice à la</p>

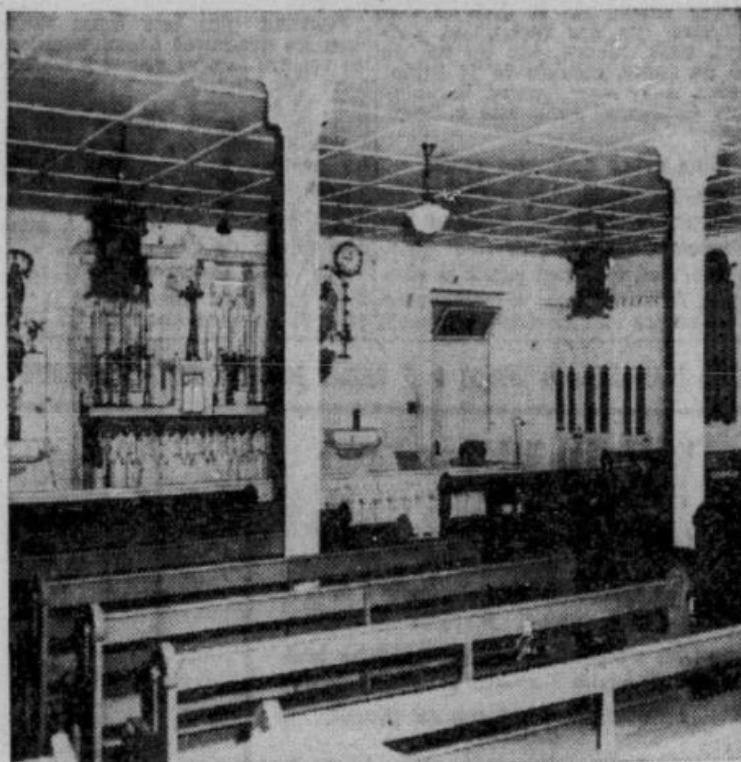
	<p>résidence des religieuses infirmières; aussi fut-il fermé après l'épidémie. Mais les Chinois, qui avaient appréciés les bienfaits de cette oeuvre de charité, connurent l'idée de se procurer de nouveau ses avantages. En janvier 1920, l'Association chinoise acquérait la propriété qu'occupe l'hôpital actuel. Pendant quelques semaines, des gardes-malades laïques en furent chargés, mais les choses ne marchant pas au gré du Comité de direction, les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, qui avaient déjà fait leurs preuves, furent invités à reprendre leur tâche de dévouement.</p> <p>L'ouverture officielle de l'hôpital chinois et de son dispensaire se fit le 8 mars 1920. Cinq ans plus tard, la colonie chinoise faisait l'acquisition d'une chapelle attenante à l'hôpital, ainsi que d'une nouvelle école pour les petits enfants. La première fut dédiée au Saint-Esprit pour qui les fils du Céleste Empire ont un culte particulier. C'est là que, chaque dimanche, M. l'abbé R. Caillé, qui consacra vingt-cinq années de son sacerdoce au service des Chinois de Montréal, chantait la grand'messe et, dans une instruction en leur langue, exhortait les assistants à la pratique de leurs devoirs de chrétiens. »</p>
<p>« Chinese Mission », <i>Montreal Daily Herald</i>, 2 juin 1894, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4285803</p>	<p>« Interesting Addresses by Rev. Dr. Thompson and Others. A well-attended meeting of the auxiliary branches of the Montreal Woman's Presbyterian Missionary Society was held yesterday afternoon at the rooms of the Y. M. C. A, 101 Metcalfe Street. Mrs A. Grier, president of the society, presided and received reports from Miss Alcsween, a trained nurse who is regularly employed by the society to work among the poor, and also from Mad. Cote. Both were of great interest. At three o'clock a public meeting was held when Rev. E. Scott, of The Presbyterian Record, and Rev. Dr. Thompson were present and addressed the meeting.</p> <p>"With reference to our work," said Mr. Scott, "the thought comes self-denial for the good of others. We are told that it is more blessed to give than to receive. Thus it is that our foreign mission work the societies for which are constantly increasing, is a blessing not only abroad, but at home. The value of the work right here among us is not fully appreciated. Among our greatest and most valuable missions is the school at Pt. aux Trembles. The work done here is only just beginning to be appreciated. It is extending year by year and the progress this season has been remarkable," He gave some interesting facts of the work of the early Jesuit Missionaries in Canada reading some descriptions by the late Francis Parkman, of the cunning resorts they took to baptize babes and children when the Indians were unwilling the ceremony should be performed. He also referred to Chinese work, and work in India, referring touchingly to the serious illness of Rev. Mr. Jamieson, who, with his wife, was obliged to leave the work then and go to California.</p> <p>Rev. Dr. Thompson, who has been employed in mission work in China for 11 years, spoke for a short time on his work there. The superstition and ignorance of the women especially he spoke of, and made some interesting remarks on his work in Canton and the provinces. Dr. Thompson has been among the Chinese of Montreal a great deal, and in that time has done much good. There about 10, 000 of the nationality in Canada, and of these 500 only are in Montreal. However, the principal teaching and mission work is done here and it is going on encouragingly. Lady teachers always prove more successful with the Celestials. In one church several have become members and there are more applications,</p>

	On the whole the good work is steadily carried on, and in this Dr. Thompson is taking an active part. »
« A Debutantes' Ball », <i>The Herald</i> , 5 décembre 1896, p.5 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4333944	« It may not be generally known that there are some five hundred Chinese in Montreal just now, though a good many of these are transient. There are about one hundred Chinese laundries, and a dozen boarding-houses and shops, mostly on Lagauchetiere, near Cote Street. The Montreal Chinese Mission, organized about two years ago, is in charge of the Rev. J. C. Thompson. In co-operation with the Chinese Mission are some fifteen schools, carried on by various Presbyterian and other churches in the city. At the Mission rooms, 810 Palace Street, classes are held daily, morning and evening, and are in charge of Miss M. E. Thomson. »
« The Chinese Residents of Montreal », <i>Montreal Weekly Witness and Canadian Homestead</i> , 10 juillet 1906, p.11 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4186655	« A popular organization with the younger Chinese is the Christian Endeavor Society, joined by 115 of them since its commencement in June, 1800, and though there have been many removals, the past quarter shows an average attendance of 66. Some 85 of them have been led into connection with Knox Church, the centre of such activities of the Montreal Chinese Mission. »
« Les chinois de Montréal », <i>Le Courrier de St-Hyacinthe</i> , 14 septembre 1912, p.2 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2589262	« Monseigneur Bruchési a essayé plusieurs fois d'établir sur des bases solides une Mission Catholique Chinoise à Montréal. Mais les circonstances imprévues ont été la cause que jusqu'à ce jour cette mission n'a pu être établie d'une manière permanente. Le Père H. Moutanar, prêtre des Missions Étrangères de Paris et missionnaire de Chine, qui a vécu plus de quinze ans dans la Province du Kwang-tong, Chine, vient d'être appelé ici pour Monseigneur Bruchési pour y établir une Mission Catholique Chinoise à Montréal. Pendant le Congrès Eucharistique eu 1910, il conduisait une trentaine de Chinois à la procession du Saint-Sacrement. Il connaît très bien la langue et les mœurs des Chinois qui vivent à Montréal. Le 15 septembre, il commencera les classes du dimanche pour les Chinois. Ces classes qui ont en, ces derniers mois, un si grand succès sous la direction du zélé M. Martin Callaghan, prêtre dd Saint-Sulpice, auront lieu tous les dimanches de 2 à 4 heures dans l'après-midi à l'Académie de l'Archevêché, 87, rue Ste-Cécile. Le soir, de 7 A 9 heures, le père Moutanar fera le catéchisme aux Chinois dans le soubassement de la même académie. Lorsqu'ils arrivent ici pour la première fois les Chinois ne connaissent ni français ni anglais. Aussi sont-ils heureux de suivre des cours dans ces deux langues, lorsque ces cours leur seront donnés gratuitement. C'est un moyen puissant pour attirer les Chinois vers le christianisme. Ils viennent étudier l'anglais ou le français et après la classe une instruction religieuse leur est donnée en chinois. Les personnes pieuses et dévouées qui désireraient aider le missionnaire dans cette bonne œuvre, sont priées de s'adresser, soit au père H. Moutanar, 408 rue Amherst, soit à M. Martin Callaghan, à Notre-Dame, soit A Mme Crevier, 27 avenue Seymour Le père Moutanar est convaincu que les Chinois de Montréal se trouvant dans un milieu plus catholique que dans aucune autre cité d'Amérique,

	sont portés ici plus qu'ailleurs à se faire catholiques et viendront plus nombreux à ses réunions. »
« De nombreuses ordinations à la cathédrale », <i>La Presse</i> , 22 juin 1917, p.11	« Dimanche, le premier juillet, aura lieu, chez les RR. Soeurs de l'immaculée Conception, Chemin Sainte-Catherine, l'ordination de M. Cayer, diacre. Le nouvel abbé prendra charge de la mission catholique chinoise à Montréal. »
« Montreal : la mission chinoise en liesse » <i>Le Précurseur</i> , juillet-août 1928, p.596-597 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242563	« Le dimanche de la Pentecôte, dans la chapelle chinoise du Saint-Esprit, 74, rue Lagauchetière ouest, après la grand'messe chantée par M. Giroit, P. S. S., Sa Grandeur Mgr G. Gauthier administra les sacrements de Baptême et de Confirmation à sept catéchumènes. M. Tarn, chinois baptisé depuis quelques années, reçut aussi, ce même jour, le sacrement qui fait les forts. Avant la cérémonie, Monseigneur l'Archevêque Coadjuteur, fit une courte allocution dans laquelle il remercia tous ceux qui ont contribué à l'organisation de l'œuvre. "Les Chinois ont maintenant, dit Sa Grandeur, leur chapelle, leur hôpital et leur école: l'Œuvre est complète et je m'en réjouis parce que je me préoccupe beaucoup de l'instruction religieuse de tous les gens de nation étrangère que nous avons dans notre ville. Les Chinois peuvent donc trouver ici tous les secours dont ils ont besoin." [...] »
« Travaux et projets » <i>Architecture - bâtiment - construction</i> , Janvier 1947, Montréal, p.36 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2673590	« La Mission catholique chinoise se propose de faire construire une église, un presbytère, une école, et, peut-être aussi, un hôpital, rue Lagauchetière. »
AUDET, Lucille, <i>Chinatown : reportage</i> , 1950, Éditions Mission Chinoise, Montréal, 63p. [En ligne] https://archive.org/details/chinatownreporta0000aude	« A l'ouest de la rue Saint-Urbain, le quartier chinois m'apparaît sous un aspect bien différent. J'y vois l'église du Saint Esprit, de la Mission Catholique chinoise, l'Hôpital chinois, (l'unique hôpital dans tout l'est du Canada, exclusivement réservé aux Chinois) l'Hôtel de Ville, (CHINATOWN est une véritable municipalité) le Bureau mis à la disposition du desservant de la Mission par les Frères des Écoles Chrétiennes dans l'édifice qu'ils occupent eux-mêmes. JE PÉNÈTRE pour la première fois dans l'église de la Mission Chinoise. C'est une toute petite dia pelle, très pauvre, aux murs fraîchement peints ivoire et brun. A gauche, tout à fait à l'arrière, une jeune fille est installée devant un harmonium. Des Frères des Écoles Chrétiennes et un jeune homme laïc formera le choeur de chant. J'aurais été déçue de ne pas trouver, même dans cette Maison du bon Dieu, un peu de couleur locale. Les lustres y sont nettement orientaux ainsi que ces quatre tableaux longs et étroits, suspen-dus à droite et à gauche de la chapelle, qui portent des inscriptions chinoises. Chaque scène du Chemin de Croix porte aussi sa légende en chinois. [...] »

	<p>L'allocution en chinois est plutôt courte. Un sermon plus élaboré suit, en anglais, cette fois. Lorsque je quitte l'église du Saint Esprit, je n'ai plus qu'une idée : rencontrer le prêtre-desservant, en apprendre davantage sur la Mission catholique chinoise, et le quartier chinois...</p> <p>MONSIEUR l'Abbé Eugène Bérichon, prêtre des Missions-Étrangères, porte la longue barbe des missionnaires, et lorsque je me surprends à l'appeler « Père », puis m'en excuse, il me dit, avec ce bon sourire qui a dû lui aider à conquérir beaucoup d'âmes, payennes et autres [...]</p> <p>— Dimanche dernier, Père, j'assistais à la grand-messe chez vous. Je vous ai entendu parler en chinois, j'ai vu des inscriptions chinoises sur les lustres et sur ces panneaux qui ornent les murs de votre Chapelle. J'aurais bien voulu vous comprendre, et aussi pouvoir déchiffrer ces inscriptions. [...]</p> <p>— L'autre jour, dis-je, je passais rue Chenneville, et j'ai vu cette « Maison-Chapelle-École » que les protestants sont à faire construire. On m'a dit que les fonds nécessaires à cette entreprise ont été recueillis dans tout l'est du Canada. Pourquoi nous, catholiques, ne ferions-nous pas de même pour « notre » Mission Chinoise?</p> <p>— Il faudrait en effet aider à tout prix la Mission catholique chinoise. Il devient inquiétant de la voir si pauvre, lorsqu'on songe au danger de toute cette propagande religieuse que font les protestants, à leurs efforts incessants pour s'emparer de la colonie chinoise de Montréal. [...]</p> <p>— Evidemment, si la Mission Chinoise était mieux logée, une foule d'obstacles à votre oeuvre s'aplaniraient presque d'eux-mêmes.</p> <p>— Nous ne disposons en ce moment que de locaux de fortune pour notre jardin d'enfants, notre école de catéchisme et de langue chinoise, notre salle de réunions, etc., etc. [...]</p> <p>Les bonnes Soeurs de l'Immaculée-Conception consacrent à mes petits Chinois et à l'entretien de notre église, tous les loisirs que leur laisse l'Hôpital Chinois. »</p>
<p>LÉGER, Jean-Marc, « Montréal aux cent visages : Les Chinois, maintenant fixés à demeure chez nous », <i>La Presse</i>, 13 août 1953, p.13 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2876097</p>	<p>« La "paroisse"</p> <p>Quelque part dans la partie ouest de la rue Lagauchetière, bruyante et colorée, et le soir violemment éclairée, — réplique miniature de quelque quartier européen, jadis, de Nankin ou de Canton, une oasis de paix, de silence. C'est le site de la mission catholique chinoise : une modeste chapelle, un calme presbytère, un petit hôpital, accueillant et propre. Créée en 1902, la mission a été confiée, depuis 1941, à la compagnie des prêtres des missions étrangères. Celle-ci assignait à ce poste, en 1946, M. Bérichon, un vétéran du pays chinois comme nous le soulignons plus haut.</p> <p>Le sympathique missionnaire nous apprend que ses ouailles sont actuellement au nombre d'environ 350, la plupart ayant été baptisés ici. Par suite d'un labeur acharné et, la grâce aidant, on amène à la foi catholique. bon an. mal an. de quinze à vingt personnes. M. Bérichon exerce son sacerdoce et fait la prédication en chinois et en anglais, car la deuxième génération ne connaît souvent que l'anglais. Quant à l'hôpital, il est tenu par les religieuses missionnaires de l'Immaculée Conception. »</p>

Le temple des Chinois catholiques



Tel est l'intérieur de la modeste mais accueillante chapelle de la mission catholique chinoise de Montréal, sise à 106, rue LaGauchetière ouest. M. E. Berrichon, P.M.E., se consacre aux intérêts spirituels de quelque 350 Chinois catholiques, cependant, que, tout à côté, les religieuses missionnaires de l'Immaculée-Conception maintiennent pour tous nos concitoyens d'origine chinoise un petit hôpital.

MVILONGO, Anselme et al., *Les minorités ethniques à Montréal*. Bureau de consultation jeunesse, 1972, p.150

« 16. MISSION CATHOLIQUE CHINOISE
211 ouest, rue La Gauchetière
Montréal - Tel.: 866-4103

Pasteur: M. l'abbé Thomas Tou

- Dépend d'un organisme incorporé
- Financé par des fonds privés
- Services aux chinois
- But Général: religion catholique auprès des chinois
- Service particulier: service social de tout genre
- Langue parlée: chinoise
- Un bulletin

Les enseignantes à la Mission Catholique chinoise sont des religieuses canadiennes-françaises de la Congrégation de l'Immaculée Conception. Le Père Tou nous avoue que les Chinois sont très conscients (surtout les hommes d'affaires) de la nécessité de la langue française au Québec. Plusieurs Chinois suivent en ce moment des cours de français et un grand nombre d'autres suivront leur exemple.

(BRDF-Rapport 142, 16 avril 1970) »

FELTEAU, Cyril,
« Une première :
L'Allier classe des
édifices
fédéraux », *La
Presse*, 19 août

« Dans un geste apparemment sans précédent, le ministre des Affaires culturelles du Québec, M. Jean-Paul L'Allier, vient de signifier au ministre fédéral des Travaux publics, M. Charles M. Drury, son avis d'intention de classer comme biens culturels deux bâtiments anciens du quartier chinois acquis par Ottawa il y a quelques années et qui se trouvent dans l'aire de développement de la place Guy-Favreau.

<p>1976, p.1; 6 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2607657</p>	<p>Il s'agit d'abord de l'église catholique chinoise, sise au 205 ouest, de La Gauchetière, et d'un édifice voisin (209-211 ouest, de La Gauchetière), construit vers 1845, et qui servit de presbytère à l'ancienne église sécessionniste d'Ecosse. Quant à l'église catholique chinoise, elle fut construite vers 1831 pour servir de temple à la secte sécessionniste d'Ecosse. A ce titre, elle est la plus vieille église protestante encore debout à Montréal.</p> <p>[...]</p> <p>[p.6] En bref, le problème se posait comme suit : après avoir acquis un bien culturel québécois qu'il ne considère pas "d'importance nationale". Ottawa peut-il en disposer sans obtenir au préalable l'assentiment du Québec ? Ne s'agit-il pas là d'un cas patent de souveraineté culturelle. Même avec la meilleure volonté du monde, le gouvernement fédéral pourrait restaurer ou même rénover l'église catholique chinoise d'une façon qui ne suit pas conforme à son histoire, assez compliquée. Ainsi, à l'origine, ses bâtisseurs, les sécessionnistes écossais, ne l'ont utilisée que pendant une trentaine d'année, soit de 1835 à 1864. A ce moment, les Sulpiciens l'achetèrent, l'agrandirent et la rénovèrent, tout en la dotant d'un très beau clocher à la française (aujourd'hui disparu selon les plans du célèbre architecte montréalais Victor Bourgeois, qui dessina également ceux de la maison mère des soeurs Grises et de plusieurs autres édifices religieux de Montréal. »</p>
<p>RUDEL, Sylvie, « Montréal : une grande mosaïque », Le soleil, 6 juin 1998, p.E 1-2 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2886624</p>	<p>« C'est dans le Chinatown que se trouve la seule église catholique chinoise de Montréal (cinq dans la région de Toronto). Elle est sobre et son chemin de croix, ainsi que la dernière cène, ont été peints par des artistes de Pékin. Le samedi, Father Wan y célèbre une messe en mandarin et le dimanche, deux messes en cantonnais. La première religion des Chinois pratiquants de Montréal est la religion catholique, suivie du bouddhisme, alors que 40% de la communauté est athée. »</p>
<p>CHAN, Billy, « Pourquoi les catholiques devraient-ils célébrer des anniversaires? », 1 août 2017, <i>Sel et Lumière média</i> [En ligne] https://slmedia.org/fr/blogue/pourquoi-les-catholiques-devraient-ils-celebrer-des-anniversaires</p>	<p>« UNE PETITE HISTOIRE DE LA NAISSANCE D'UNE COMMUNAUTÉ</p> <p>L'année 2017 est non seulement le moment de célébrer le 150^e anniversaire du Canada, mais également le temps de célébrer le 100^e anniversaire de ma première paroisse, la <i>Mission catholique chinoise de Montréal</i>. Selon un manuscrit de feu du père Eugene Berichon, la communauté chinoise était présente à Montréal bien avant la création de la paroisse, soit en 1863. En 1902, un prêtre anglais très dévoué, le père Martin Gallagher, après avoir pris sa retraite, a commencé à jouer le violon sur un coin au quartier chinois de Montréal pour la communauté chinoise. Au fur et à mesure il a commencé à servir la communauté et en deux ans, il a baptisé 58 Chinois, selon le registre de baptême de la basilique Saint-Patrick. Tous les baptisés étaient entre les âges de 18 et 49 ans.</p> <p>Le 1^{er} juillet 1917, Romeo Caille a été ordonné prêtre dans la chapelle des Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception et de nombreux leaders chinois ont été invités à la cérémonie. Juste après son ordination, le père Caille a été nommé desservant responsable de la communauté chinoise par l'archevêque. La mission de la communauté catholique chinoise de Montréal a décollé à ce moment-là.</p> <p>Par la Providence de Dieu, en 1956, l'archevêque de Montréal, Mgr P.-E. Léger, est allé à Rome pour faire une demande d'un prêtre chinois pour la communauté montréalaise. À cette époque, le père Thomas Tou venait</p>

de terminer sa thèse et attendait de retourner en Chine. Par conséquent, son nom a été donné à la Congrégation de Propagande Fide. Il avait été envoyé à Rome dans l'espérance qu'un jour la Chine deviendrait un pays libre et il pourrait servir en Chine immédiatement. (*En 1949, le gouvernement chinois a préconisé l'athéisme et beaucoup de missionnaires en Chine ont été arrêtés, emprisonnés et ensuite expulsés*). Rome a par la suite envoyé le père Thomas Tou au Canada. Il est devenu le premier prêtre chinois envoyé à Rome pour servir la communauté chinoise au Canada.

Quelques années plus tard je me suis engagé dans la communauté et y a servi pendant dix ans en tant que leader de la jeunesse. J'ai beaucoup appris dans cette communauté au niveau spirituel. Le 1er juillet 2017, la Mission catholique chinoise de Montréal a célébré son 100e anniversaire. Père Thomas Tou, âgé de 95 ans, est également venu à la célébration. »

EWING, SAMUEL H. / EWING, S.H. & A.S. IMPORTERS OF COFFEE AND SPICES

Annuaire Lovell :

- **1893-1894** : Ewings. H. & A.S. (A.S. Ewing, Sole Proprietor), Manufacturers of VIENNA BAKING POWDER, MONTREAL COFFEE AND SPICE STEAM MILLS, 65 St-James
- **1894-1895** : EWING S.H. & A.S. (A.S. Ewing, Sole Proprietor), Importers of Coffees and Spices. Manufacturers of VIENNA BAKING POWDER, MONTREAL COFFEE AND SPICE STEAM MILLS, 55 Cote st
- **1906-1907** : EWING S.H. & A.S. Established 1845 IMPORTERS OF COFFEES and SPICES, Manufacturers of Vienna Baking Powder, MONTREAL COFFEE and SPICE STEAM MILLS Bell Tel Main 155, 55 Cote St
- **1907-1908** : Ewing S.H. & Sons , Importers and General Commission Merchants Mfrs. and Importers of Corks, Coffees, Spices, Mustard Baking Powder, etc. Sole Mfrs for Canada of Peterman's Roach Food, FATAL to COCKROACHES. Office, Mills and Factory 98, 100 and 102 King.

Montreal illustrated : its growth, resources, commerce, manufacturing, interests, financial institutions, educational advantages and prospects : also, sketches of the leading business concerns which contribute to the city's progress and prosperity : a brief history of the city from foundation to the present time, Montréal, Consolidating Illustrating Co., 1894, p.112 [En ligne] <https://cdm22007.contdm.oclc.org/digital/collection/p22007coll8/id/580605>

« The importance of Montreal as a great centre of trade and commerce is abundantly demonstrated by a review of the representative establishments which are here permanently located. An excellent illustration of this is afforded in the extensive Montreal Coffee and Spice Steam Mills of Messrs. S. H. & A. S. Ewing, located at 55 Cote street. They have secured an excellent reputation in trade circles as importers, wholesale dealers and grinders of coffees and spices, and manufacturers of baking powder and grocers' sundries, their house having been established in 1845 ; and today they have on their books customers who have bought goods continuously since the foundation of the house. This extensive business was founded by the late Mr. Samuel Ewing, under the name of Samuel Ewing & Son. In 1860 Mr. Samuel Ewing retired after an honorable and successful career, and was succeeded by his sons, Messrs. S.H. & A.S. Ewing. Mr. S.H. Ewing retired in 1892, and Mr. A.S. Ewing, now sole proprietor, is carrying on the business under the old firm name of S.H. & A.S. Ewing. This business was started on Notre Dame street, then it was removed to King street, and in 1876 to 65, 67 and 69 St. James street, a substantial double basement four-story building, 44 x 90 feet in area, fully equipped with the latest improved grinding and roasting machinery as well as other appliances known to the trade, operated by a twenty-horse power steam engine. These premises, however, having proved too small for their necessities, the firm will move May 1st, 1894, to their new mills on Lagachetiere and Cote streets, where they have a three-story building, having an area of 92 x 45 feet in dimensions. Their coffees include Mocha, Java, Maracaibo, Ceylon, etc., "Willison's" Turkey and Dandion coffees, which are famous throughout the entire Dominion for their purity, strength and flavor. Consumers of the firm's coffees prefer them to all others, and the best proof of their popularity is shown in the heavy and growing trade transacted in them. The principal secret is, that the firm is thoroughly experienced in judging qualities. The same high standard characterizes their ground spices, baking powder, mustard and grocers' sundries, which have no superiors in Canada or elsewhere for quality and uniform excellence. Orders by mail or telegraph are immediately filled at the lowest possible prices, and the trade of the firm now extends throughout all sections of the Dominion and Newfoundland. Coffees and spices are likewise ground for the trade, while 17 men are employed in the house, and they also have travelling salesmen on the road. »

HEDLEY, James,
Canada and her commerce : from the

« S.W. EWING
The name of Ewing has, for more than fifty years, been connected with the coffee and spice business of the city of Montreal. Mr. S.W. Ewing's

<p><i>time of the first settlers to that of the representative men of to-day who have shaped the destiny of our country</i>, Montreal, Sabiston Litho. & Pub. Co., 1894, p.104-106 [En ligne] https://www-canadiana-ca.acces.bibl.ulaval.ca/view/oocihm.05533/112?r=0&s=3</p>	<p>grand-father was an Irish gentleman who came to this country in the early forties and at once settled in Canada, and soon after founded the firm of S. Ewing & Sons which business in a few years developed into that of S.H. & A.S. Ewing. The subject of this sketch is the son of S.H. Ewing, and was born in Montreal in 1862. He was educated at the High School, and entered upon business life in 1879 with Messrs. Gault Bros. & Co., with whom he remained for thirteen years, five of which were spent on the road. He left the firm in question in 1891, having bought out the interest of Mr. Bourgeau, in the well-known house of Bourgeon & Herron ; and the firm name was at once changed to that of Ewing, Herron & Co. Mr. Ewing is a member of the Board of Trade, the Royal St. Lawrence Yacht Club, the Albany Club, Toronto, the Junior Conservative Club, Montreal, the Numismatic and Antiquarian Societies, Natural History Society, and many other organizations of a like nature. He was married, in 1891, to Miss Ethel R. Vickers, daughter of J.J. Vickers, the founder of Vickers' Express, Toronto. »</p>
<p>[publicité] HÔTEL WINDSOR, <i>The Windsor Hotel guide to the City of Montreal : with a shopping index and directory</i>, Montreal, Printed and published for the Windsor Hotel, by the International Railway Publishing Co. Ltd., 1900, p.64 [En ligne] https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2029785</p>	<p style="text-align: center;">ADVERTISEMENTS. ESTABLISHED 1845. S.H. & A.S. EWING, IMPORTERS OF Choice Coffees ...and Spices... PROPRIETORS AND MANUFACTURERS OF THE CELEBRATED "Vienna" Baking Powder. MONTREAL COFFEE AND SPICE STEAM MILLS: No. 55 Cote St., Montreal.</p>
<p>« A Veteran Spice Merchant », <i>Canadian Grocer</i> July-December 1902, Toronto : Maclean-Hunter Pub. Co., p.130</p>	<p>« The oldest man in the spice business in Canada is Mr. S. H. Ewing, of the firm of S. H. Ewing & Sons, who entered the Montreal Coffee and Spice Co in the year 1848. Ten years later (1858) he, with his father, Mr. S. Ewing, sr., bought out this concern, and the business was then known as S. Ewing & Son. In the 60's Mr. S.H. Ewing's brother was admitted into partnership under the style of S.H. & A.S. Ewing, which continued until the year 1900, when the former severed his connection with the firm, and entered into partnership with his two sons, S.W. & A.H. Ewing, forming the firm of S.H. Ewing & Sons, of which firm the veteran merchant is still an active member. Notwithstanding his years, he is alert on all matters pertaining to the business, and still continues to take a keen interest in the doings of the commercial world. »</p>
<p>CHAMBERS, Ernest J., <i>The Book of Montreal : a souvenir of Canada's commercial metropolis</i>, Montreal, Book of Montreal Company, Publishers, 1903, p.120 [En ligne] https://cdm22007.contdm.oclc.org/digital/collecion/p22007coll8/id/515279</p>	<p>« S.H. & A.S. Ewing. The old established mercantile house of S.H. & A.S. Ewing was originally founded in 1845 in Montreal, by the late Mr. Samuel Ewing, who was one of the pioneers or the coffe and spice importers in the country. He established mills for the roasting, grinding and distributing of these imports throughout the Dominion. The firm of S.H. & A.S. Ewing is known throughout Canada, from Sydney to Vancouver, to the wholesale and retail grocery trade, as not only bring the leading house in Montreal, distributting coffee and spices, in consumable form, but as a name which is the hall mark of all that is of super excellence in their special merchandise. [...]</p>

	<p>The firm's mills are known as the Montreal Coffee and Spice Steam Mills, are situated at the corner of Côté and Lagachetière Streets, and contain the most modern and complete plant of machinery and conveniences for roasting, grinding and packing of the coffee and spices distributed and dealt in by the firm. Conservative, yet progressive, the house of S.H. & A.S. Ewing is a landmark in the industrial community of the city of Montreal. »</p>
<p>[publicité] <i>Le Prix Courant</i>, 26 janvier 1906, p. 26</p>	<p>S. H. & A. S. EWING, Etablis en 1845 Montreal Coffee & Spice Steam Hills, 53 at 55, rue Côté, Montréal. Coin de la rue Lagachetière.</p>
<p>« Montreal Financial : Montreal Cotton Co. Divides A (Water)-Melon », <i>Saturday Night</i>, September 9, 1911, p.19</p>	<p>« THE incorporation of the Montreal Cottons, Limited. with a capital of 10,000,000, draws attention to one of the most successfully conducted cotton manufacturing concerns in the Dominion of Canada and at the same time to the president of that concern. The Montreal Cotton Co. and its president Mr. Samuel H. Ewing. are now referred to. The Montreal Cottons, Limited, is of course, only a new name for the Montreal Cotton Co., which has been doing business for the past thirty-eight years. [...]</p> <p>Mr. Samuel H. Ewing, who for the past seven or eight years has been president of the company, was better known previously as a coffee and spice man. The business is now conducted as the H. Ewing Sons Co., and is one of the oldest and best known in the Dominion.</p> <p>He is an Irishman by birth, hailing from Londonderry, where he was born in 1834. When still a school-boy of eleven years of age, his family concluded to try their fortunes in Canada, so that he has now lived here sixty-six years.</p> <p>After leaving school. S. H. Ewing—who to this day is referred to by scores who never even saw him, as "Sam" Ewing—went into the coffee and spice business with his father, as already related. The firm prospered and the wealth accumulated there multiplied by judicious investment. At the present time, S. H. Ewing is not only president of the cotton company, but vice president of the Molson Bank and director of the Sun Life and other concerns. He also fills several public offices, among these being governorships of the Montreal General Hospital and the Protestant Hospital for the Insane. It is doubtful if there is a more active man of his age in the city of Montreal. »</p>
<p>ATHERTON, William Henry. <i>Montreal, 1535-1914 : biographical. Volume III : Biographical</i>, The S.J. Clarke Publishing Company, Montréal-Vancouver-Toronto, 1914, p. 131 [En ligne] https://cdm22007.contentdm.oclc.org/digital/collection/p22007_coll8/id/652904/rec/1</p>	<p>« ANDREW STUART EWING.</p> <p>Andrew Stuart Ewing, for almost half a century one of the best known business men of Montreal, was born in 1838 at Lisdillon House, Londonderry, Ireland, and was a representative of an old family of Irish origin, his parents being Samuel and Margaret (Hamilton) Ewing, who crossed the Atlantic to Canada with their family when their son, Andrew, was seven years of age. He was educated in the public schools of Montreal and in 1860 entered into partnership with his brother, Samuel H. Ewing, in the ownership and management of the extensive coffee and spice mills formerly owned by his father, who founded the business in 1845. In 1860 the firm style of Samuel Ewing & Sons was assumed and in 1892, after the retirement of Samuel H. Ewing, Andrew S. Ewing became sole proprietor of the business which was conducted at No. 55 Cote street. The enterprise was one of extensive proportions and yielded a substantial profit as a result of careful management and wise direction. During the last fifteen years of his life Mr. Ewing was a prominent member of the Montreal Board of Trade and was interested in its various projects for promoting the material progress of the city</p>

	and advancing affairs of municipal and civic interest. In politics he was a conservative and a strong supporter of the national policy. »
« Personal », <i>The Financial Post of Canada</i> , February 16, 1918, p. 10	<p>« SAMUEL H. EWING, who has been head of the coffee and spice firm of S. H. Ewing & Sons, of Montreal, for the last fifty-five years, is more widely known for his activities in other fields of industry, and especially textile manufacture. <i>The Sunshine Magazine</i>, organ of the Sun Life Assurance Company, hails him in another sphere as "The Dean of the Company's Directorate," who was one of the original subscribers of the company's stock, and has been a member of the company's board since 1883, and vice-president since 1902. The following sketch will be of interest: "Born in Ireland in 1834, he came in 1845, with his parents to Canada, where his father established the firm of S. Ewing & Son, coffee and spice merchants. In 1862, at the age of 28, the younger Ewing became head of the business, which was reorganized as S.H. & A.S. Ewing, his partner being an uncle. About two decades ago the firm name was again changed to S. H. Ewing & Sons. During his long business career Mr. Ewing has become associated with many important enterprises, and the value set upon his experience and judgment is witnessed by the fact that he has been elected to the directorates of a score of corporations. He is president of Montreal Cottons, Limited, one of Canada's leading textile concerns, and holds the presidencies also of the Canada Accident Assurance Company, the Cornwall Street Railway and half a dozen real estate companies. Besides being vice-president of the Sun Life of Canada, he occupies the same post with Molson Bank, one of the Dominion's largest financial institutions, the Crown Trust Company, Sherbrooke Street Railway and other concerns. His directorships include the Illinois Traction Co., Standard Clay Products, Atlantic Sugar Refineries and many others.</p> <p>"In addition to his business activities, Mr. Ewing has found time to set is treasurer of the Montreal General Hospital, and to devote a portion of his services to the Protestant Hospital for the Insane at Verdun and to the Art Association of Montreal. Of each of those institutions he is now a life governor.</p> <p>"Mr. Ewing takes some pride in the fact that, in the various companies with which he is connected, he has outlived three generations of directors, and although he is now in his eighty-fourth year, he is still in vigorous health and has hopes of outlasting another generation of directors yet."»</p>

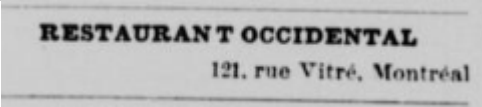
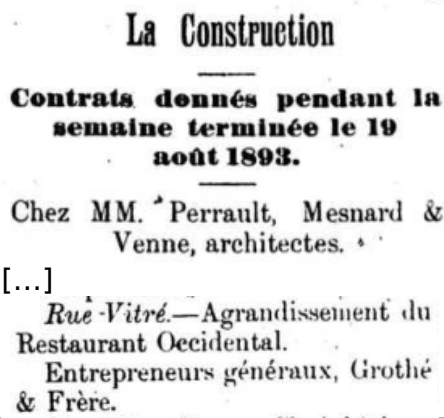
Nouilles Wing Ltée (La Maison Wings)	
<p>Lovell's Montreal Business Directory, John Lovell & Son, Limited, Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1940: Lung Wing Co. 98 Lagauchetière W (Inters. Clark) - 1946: Wing Hing Lung Co. 66 Dorchester [René-Lévesque] W (Inters. Clark) - 1950: Wing Hing lung Co. 1072 St-Urbain (Inters. Lagauchetière W) - 1963: Wing Noodles Ltd 1072 St-Urbain - 1970-71 : Wing's Chinese Noodles & Fortune Cookies 120 Lagauchetière W [1009 Rue Côté] 	
<p>« History », <i>Wing Noodles Ltd.</i>, [En ligne] http://www.wingnoodles.com/en/history.php</p>	<p>« Mr. Hee Chong Lee, an immigrant from China, started the company in 1897 as an import/export business of Chinese goods, under the banner of Wing Lung. In 1946, the company became Wing Hing Lung, producing fresh Chinese noodles, egg roll covers and won ton covers. His two eldest sons, Arthur and Samuel, joined him in the family business. Production of our famous Yet-Ca-Mein dry noodle started in the 1950's. In the mid-1960's, the product line was expanded to include rice noodles, fortune cookies, almond cookies, sauces and Portion Paks. Wing's was the first manufacturer of oriental food products to introduce bilingual messages in their fortune cookies, and to be certified kosher for their entire product line. Today, under the name Wing Noodles Ltd., three of Mr. Lee's grandsons continue to operate the company, celebrating over 100 years in business. »</p>
<p>HELLY, Denise. <i>Les Chinois à Montréal 1877-1951</i>, Québec, L'Institut québécois de recherche sur la culture (IQR), 1987</p>	<p>[p.8] « L'homme assis au centre de la photographie, Lee Yin Geow, arriva le premier au Québec. Il était paysan et teinturier à Daikong, village de la province du Guangdong. Il ouvrit une buanderie à Saint-Jean au Québec, la maintenant en activité jusqu'en 1920 et retourna en Chine. Cependant, il avait fait venir ses frères, présents sur la photographie, et acheté des parts dans un commerce d'épicerie situé dans le quartier chinois de Montréal et dénommé <i>Wing Hing Lung</i>. Il transmet ses parts à l'un de ses frères, Lee Hee Chong (debout derrière Lee Yin Geow). Ce dernier les transmet lui-même à l'un de ses fils, Arthur Lee, après avoir établi en 1946 une manufacture de pâtes alimentaires, la <i>Wing's Noodles</i> encore en activité en 1987. Photographie prise à Saint-Jean, province de Québec, 1903. Collection privée, Arthur Lee. »</p>
<p>DUBÉ, Annie et Sébastien GOUIN. « La petite histoire du quartier chinois de Montréal », 2 novembre 2016, <i>Instantanés</i> [En ligne] https://blogues.banq.qc.ca/instantanes/2016/11/02/petite-histoire-quartier-chinois-de-montreal/</p>	<p>« À partir du milieu des années 1920, la population chinoise est touchée par les crises économiques, le racisme et l'acte d'exclusion interdisant aux Chinois d'entrer au pays. Ghettoisée dans le quartier chinois, ce sont dans les restaurants et cafés que la communauté se réunit, demeurant fidèles à leur [sic] culture, à leur langue et à leur cuisine. La compagnie Wing Lung, fondée dès 1897 par Hee Chong Lee et qui prendra le nom de Wing Hing Lung en 1946 en est un exemple. L'entreprise fabrique des nouilles chinoises fraîches, des pâtes à pâté impérial et des pâtes à Won Ton. »</p>
<p>HARRIS, Patricia and David LYON. <i>Montreal</i>, Fodor's Travel Publications, 2004</p>	<p>[p.114-115] « Across de la Gauchetière at the corner of rue Côte, the massive 1826 building that once housed the first non-denominational school in Montréal is now Whig Noodle & Fortune Cookie Factory. The company is Canada's largest manufacturer of Chinese noodles and fortune cookies, and is said to be the only manufacturer of kosher fortune cookies that promise "a new life ahead" in both French and English. »</p>

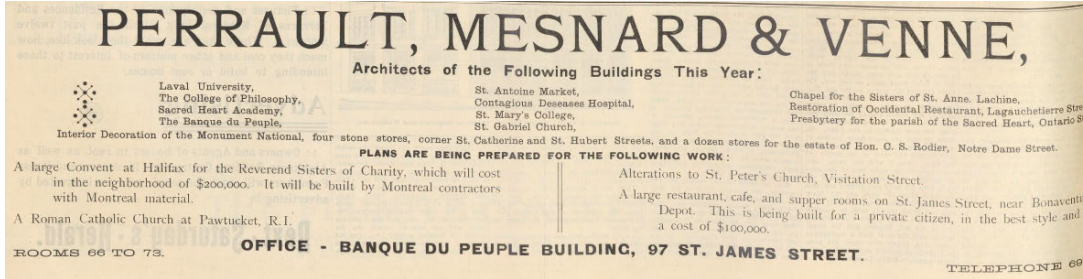

<p>YEE, Paul <i>Chinatown : an illustrated history of the Chinese communities of Victoria, Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, and Halifax</i>, Toronto, James Lorimer & Co. 2005</p>	<p>« After the war, families started modern businesses. Arthur Lee's Wing Noodles Limited began making fortune cookies, noodles, and wonton skins in 1946. Lee had been born in Montreal but went to Hong Kong in 1935. When the Japanese invaded, he escaped to China and walked 150 miles to his ancestral village. For the next four years, he lived as his forefathers had, working in the fields. Fortunately, the Japanese did not occupy that area until towards the end of the war, and Lee was able to return to Canada in 1946. »</p>
<p>CHA, Jonathan. « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation: L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal », <i>JSSAC / JSÉAC</i> 29, nos 3, 4 (2004)</p>	<p>[p.8] « Désormais implantée à Montréal, la communauté chinoise poursuit son évolution durant la période 1924-1964²³ : la population chinoise de Montréal passe de deux mille à dix mille personnes durant cette période. Elle est affectée par les crises économiques, la concurrence, le racisme, la guerre et l'acte d'exclusion (1924-1947), en vertu duquel aucun Chinois n'est autorisé à entrer au pays. C'est dans cette période difficile que les Chinois sont forcés de vivre en ghetto, épreuve importante qu'ils surmontent en communauté. C'est au milieu de ces difficultés que s'ouvrent de grandes institutions chinoises : dans les années 1920, le Sun Cafe et le Montreal Chop Suey, suivis en 1933 par le célèbre Nanking Cafe, en 1939 par le Paradise Cabaret et le restaurant Lotus Garden et, finalement en 1946, par une fabrique de biscuits et de pâtes alimentaires, Wing Hung Lung Noodles. [...] [p.9] La cas type d'application d'une coloration est l'exemple de la British and Canadian School, aujourd'hui, et, depuis 1946, la Maison Wing's Noodles laquelle a été complètement <i>enchinoisée</i> par une peinture blanche, verte et rouge afin d'en marquer la nouvelle occupation. Ce grand geste artistique a entièrement modifié la perception de ce bâtiment écossais institutionnel à un point tel qu'il apparaît aujourd'hui comme un véritable temple chinois, un legs d'une autre époque. Ce cas démontre comment le processus d'<i>enchinoisement</i> contribue de façon remarquable à modifier les perceptions et les lectures du paysage urbain et du cadre bâti. Il y avait donc intention de substitution et d'ancrage du caractère chinois dans un secteur et sur un bâtiment qui n'avaient aucun référent chinois à prime abord. »</p>
<p>Leblanc, Gérald. « Arthur Lee vit dans l'enclave cantonaise, depuis 1916 », <i>La Presse</i>, 13 octobre 1990, p.B4*</p>	<p>« [...] Arthur est bien petit-fils de Lee Yin Chiu [...]. Suivant une vieille tradition du Kouantong, la province maritime dont Canton est la capitale, Lee Yin Chiu et ses trois frères mirent le cap sur l'étranger, poussant jusqu'en Amérique l'aventure de l'émigration. Ils faisaient partie de l'armée de Cantonais qui a construit les chemins de fer nord-américains. Vers 1880, les quatre frères Lee quittent la Colombie-Britannique, secouée par un fort vent de racisme contre les Chinois, pour chercher paix et travail dans les villes de l'Est. C'est finalement à Saint-Jean d'Iberville que les frères établissent une buanderie. Leurs femmes ne vinrent jamais rejoindre les quatre frères Lee, qui retournèrent cependant de temps à autre au village natal dans le Dai Kong, le temps de faire d'autres fils qui viendront ensuite les rejoindre au Québec. Lee Hee Chong (le père d'Arthur) et deux de ses frères rejoignirent leur père, Lee Yin Chiu, au début du siècle. De la petite buanderie de province, la famille Lee était passée au magasin général (Wing Lung - ce qui ne</p>




	<p>signifie pas aile et poumon, mais éternelle prospérité) d'abord boulevard Dorchester, puis rue Saint-Urbain et enfin rue Côté, dans le Quartier Chinois.</p> <p>Le statut de commerçant et d'importateur ouvre de nouvelles portes et Lee Hee (le père d'Arthur) peut faire venir sa femme, de Canton.</p> <p>[...]</p> <p>C'est donc à Montréal, rue Chenneville (petit tronçon nord-sud, à l'ouest de Saint-Urbain, qui a presque disparu pour faire place au complexe Guy-Favreau et au Palais des Congrès), que naît Arthur, le 15 août 1916, suivi de cinq frères, la plupart encore actifs dans les entreprises familiales.</p> <p>Buandiers, commerçants et importateurs, les Lee se lancent ensuite dans la fabrication de nouilles et de «fortune cookies», les célèbres petits biscuits à message qu'on sert dans les restaurants chinois.</p> <p>C'est Arthur qui a convaincu son père d'entreprendre la fabrication de biscuits, qu'on importait alors de San Francisco, où la colonie cantonaise avait lancé cette mode.</p> <p>Société distincte oblige! Arthur fut le premier à fabriquer des «fortune cookies» bilingues. Il fit alors appel à un traducteur professionnel, qui inventa la formule «biscuits horoscopes», inspiré par l'allure divinatoire de certains messages.</p> <p>[...]</p> <p>On les fabrique toujours ces biscuits, à l'usine Wing Lung, de la rue Côté, que dirigent maintenant Gilbert et Garnet, les fils aîné et cadet d'Arthur.</p> <p>[...]</p> <p>Le magasin général des Lee était d'abord installé rue Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque). L'élargissement du boulevard a forcé un premier déménagement vers le sud, rues Saint-Urbain et Lagauchetière. Puis l'élargissement de Saint-Urbain a poussé l'usine des Lee sur la petite rue Côté, dans d'anciennes école et église.</p> <p>Guy Pinard, le spécialiste en bâtiments historiques de La Presse, a consacré une chronique à cet ensemble, en prenant bien soin de souligner que l'ancienne école britannique et canadienne fut construite en 1826, selon les plans de John O'Donnell, l'architecte de la basilique Notre-Dame. C'est donc un important pan du patrimoine montréalais qu'on retrouve, tant dans les pierres que chez les habitants du 1009 rue Côté. »</p>
<p>PINARD, Guy. « L'École britannique et canadienne et l'Église Free Presbyterian », La presse, 13 juillet 1986, p.47</p>	<p>« En 1866, l'école devint la propriété de la Commission scolaire protestante, qui la vendit à Andrew S. Ewing en février 1894. D'octobre 1919 à aujourd'hui, le bâtiment fut la propriété d'Edward Carter (il l'acquit de la succession Ewing), Jonathan Albert McLean, les héritiers Ewing de nouveau, Harry Rudy, Max S. Bailey, et Ross-Ellis Development Corp., avant de passer à son propriétaire actuel, la Fashing Realty Corp., le 29 mars 1963. Cette entreprise le loue à la société Wing Noodles Ltd. depuis 1971. »</p>
<p>ROBERTSON, Kate « Lineage of Canada's biggest Chinatowns », <i>NOW Magazine</i>, 26 Janvier 2017</p>	<p>« It's not Canada's biggest, but Montreal's Chinatown could be the liveliest: it's designated as a tourist area, so restaurants stay open late (and are packed to the gills during lobster season). From 1890 to 1920, many Jewish and Irish immigrants lived in Chinatown, looking for work. Hee Chong Lee started Wing Noodles Ltd. in 1897, making Chinese noodles and egg roll and won ton wrappers. By the 60s, the familyrun business was also making the now-ubiquitous Wing's fortune cookies. The company is housed in Chinatown's oldest building, designed by François Dollier de Casson, who was also the architect behind the city's Notre Dame. »</p>

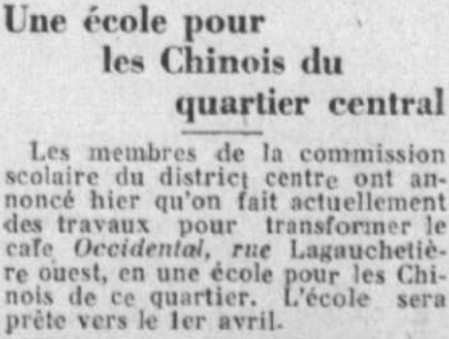
<p>« Enseignes d'intérêt patrimonial dans Ville-Marie », 11 novembre 2020, [En ligne] https://montreal.ca/articles/enseignes-dinteret-patrimonial-dans-ville-marie</p>	<p>« 1009, rue Côté (enseigne sur la rue De La Gauchetière Ouest) Fondée en 1897 sous le nom de Wing Lung par Hee Chong Lee, un homme d'affaires immigrant d'origine chinoise, Nouilles Wing Ltée est l'un des plus anciens commerces du Quartier chinois de Montréal encore en activité. Spécialisée d'abord en importation et exportation de produits chinois, l'entreprise a passé en 1946 à la production de produits alimentaires, tels que des nouilles de riz, des pâtes à rouleau impérial et à wonton et des biscuits de fortune.</p> <p>Installée en 1967, l'enseigne actuelle de Nouilles Wing Ltée s'inspire de l'enseigne originale qui se trouvait à l'emplacement précédent du commerce, sur la rue Saint-Urbain. La forme de l'enseigne et du néon reproduisant des ailes font référence au nom anglais du commerce (Wing). De plus, les couleurs peintes utilisées sur l'ossature de métal font écho aux couleurs du drapeau de la Chine, soit le rouge et le jaune. Les couleurs du néon reprennent aussi le rouge et le jaune, en ajoutant du vert. »</p>
<p>LÉVESQUE, Élyse et Jean-Philippe RIOPEL. « Alerte citoyenne : Îlot Gauchetière/Saint-Urbain/Viger/Côté » , <i>Memento</i>, 13 juillet 2021 [En ligne] https://memento.heritage-montreal.org/site/ilot-gauchetiere-saint-urbain-viger-cote/</p>	<p>Le bâtiment de la British and Canadian School (120, de la Gauchetière Ouest / 1009, Côté) a été grandement modifié depuis 1826, l'année de sa conception. C'est l'architecte James O'Donnell qui en aurait dessiné les plans, et le maître-maçon John Redpath qui l'aurait construit. O'Donnell avait, pour sa part, une autre oeuvre d'envergure en chantier au même moment : la basilique Notre-Dame, débutée en 1824. John Redpath, alors âgé de 30 ans, aura subséquemment deux autres grands chantiers, le canal Lachine et le canal Rideau, avant de fonder la raffinerie de sucre Redpath et d'être membre du conseil municipal de Montréal de 1840 à 1843. Sur les plans de O'Donnell, l'école avait deux étages et comportait un toit en pavillon surmonté d'un dôme octogonal. L'école non confessionnelle, gratuite et mixte pouvait accueillir 275 enfants, majoritairement issus de la classe ouvrière. En 1866, l'école passe aux mains de la Commission scolaire protestante. Des modifications sont apportées en 1874 : le bâtiment est élargi, un étage est ajouté ainsi qu'un toit à fausse mansarde, et la fenestration est modifiée. Actuellement, Wing's Noodles est toujours en affaires dans ce bâtiment.</p> <p>L'église Free Presbyterian a été construite en 1848. Une partie de ce bâtiment est aujourd'hui intégrée au bâtiment visible au 985-991, rue Côté. Elle sert aujourd'hui d'entrepôt et d'usine produisant les nouilles et les biscuits de fortune de la compagnie Wing's Noodles et l'association Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal y a aussi ses locaux. Il semble que le bâtiment aurait été dessiné par l'architecte John Ostell. Le bâtiment était à l'époque coiffé d'un toit en fausse mansarde à deux versants supportant un clocher, ainsi que trois portes à l'avant.</p> <p>En 1884, le fabricant de cigares Samuel David prend possession du bâtiment pour y installer le Tobacco Co. of Canada Ltd. et apporte plusieurs modifications au bâtiment, dont l'ajout de 3 étages et de deux tours en façade. Un autre étage est ajouté en 1945. Actuellement, le bâtiment de pierres et de briques comporte six étages ainsi qu'un toit plat. Plusieurs propriétaires se succèdent jusqu'à la famille Lee qui a récemment vendu. Leur commerce, Wing's Noodles, a conclu un bail locatif avec le nouvel acheteur pour continuer d'occuper les lieux et maintenir leurs activités.</p>
<p>« Montreal, The Center of the Dynamic Chinese Food Industry », <i>En</i></p>	<p>[p.9] « Back in Chinatown at the corner of La gauchetiere and Cote Wing Noodles Ltd is Montreal's unique Chinese cookie factory. Here, some 3540 employees skilfully produce and package not only fortune arid almond cookies but many of the basic ingredients for both the processing and restaurant trades egeroll and won ton skins, chow mein, soya plum and</p>

<i>Ville</i> , 22 juin 1970, p. 9-10	other sauce packs, yet-ca-mein, etc. Owner President Arthur Lee reports that his late father actually started the business before the turn of the last century. Under Arthur Lee's direction it's blossomed into a full scale food processing company with an equally successful branch manufacturing plant in Toronto »
---	--

L'Occidental (restaurant)	
<p><i>Le Monde illustré</i>, 29 novembre 1890, p.491 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4085395</p>	
<p>« Jos. Venne : Notes biographiques » ARQ, août 2001, p.21 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2689759</p>	<p>« LISTE DES ŒUVRES ATTRIBUÉES À JOSEPH VENNE (seul ou en collaboration) [...] 1893 : agrandissement du restaurant Occidental, rue Vitré, Montréal. »</p>
<p>« La Construction », <i>Le Prix courant</i>, 25 août 1893, p.11 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2746481</p>	
<p>« Restaurant Occidental », <i>La Presse</i>, 10 mai 1894, p.5 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3219035</p>	<p>« Le nouveau local de l'Occidental est maintenant ouvert au public. Le lunch habituel sera servi tous les jours de midi à 3 heures. »</p>
<p>« Il y aura 30 ans demain : De la "Presse" du 15 juin 1894 », <i>La Presse</i>, 14 juin 1924, p.18</p>	<p>« Le fameux restaurant Occidental vient d'être transporté sur rue Lagachetière. »</p>
<p>« L'Occidental : un restaurateur dont Montréal peut être fière », <i>La Presse</i>, 16 juin 1894, p. 12 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3219067</p>	<p>« Le fameux restaurant Occidental, transporté sur la rue Lagachetière, près de la rue St Urbain, (ancienne maison Victor) est aujourd'hui un des établissements du genre les plus beaux du continent américain. Hier, sur la gracieuse invitation de M. Bourdeau, le populaire propriétaire-gérant, un reporter de "La Presse" a visité toute la maison. On y a dépensé en restauration, des sommes très grandes, qui en ont fait un restaurant somptueux. Ajoutez à cela la meilleure cuisine de Montréal et une cave remplie des meilleurs crus, à des prix très modérés, et vous serez tenté d'aller souvent dîner à l'Occidental. »</p>
<p>« Public Building of the Year</p>	<p>« Some of the other works done by this firm [Perreault, Mesnard & Venne] are the following : [...]</p>

<p>1893-94 », Montreal Daily Herald, 1 décembre 1894, Supplement [cahier 2], p.2</p>	<p>The restoration of the Occidental Restaurant on Lagauchetièrè Street. Quite a new tone has been given to this popular cafe, all the interior having been refitted in the modren style. »</p>  <p>PERRAULT, MESNARD & VENNE, Architects of the Following Buildings This Year:</p> <p>Laval University, The College of Philosophy, Sacred Heart Academy, The Banque du Peuple, St. Antoine Market, Contagious Diseases Hospital, St. Mary's College, St. Gabriel Church, Chapel for the Sisters of St. Anne, Lachine, Restoration of Occidental Restaurant, Lagauchetièrè Street, Presbytery for the parish of the Sacred Heart, Ontario St.</p> <p>Interior Decoration of the Monument National, four stone stores, corner St. Catherine and St. Hubert Streets, and a dozen stores for the estate of Hon. G. S. Rodier, Notre Dame Street.</p> <p>PLANS ARE BEING PREPARED FOR THE FOLLOWING WORK:</p> <p>A large Convent at Halifax for the Reverend Sisters of Charity, which will cost in the neighborhood of \$200,000. It will be built by Montreal contractors with Montreal material.</p> <p>Alterations to St. Peter's Church, Visitation Street.</p> <p>A Roman Catholic Church at Pawtucket, R.I.</p> <p>A large restaurant, cafe, and supper rooms on St. James Street, near Bonaventure Depot. This is being built for a private citizen, in the best style and at a cost of \$100,000.</p> <p>ROOMS 66 TO 73. OFFICE - BANQUE DU PEUPLE BUILDING, 97 ST. JAMES STREET. TELEPHONE 606.</p>
<p>La Presse, 30 mars 1896, p.5 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3236839</p>	 <p>En vertu de l'Acte des liquidations</p> <p>DANS L'AFFAIRE DE</p> <p>La compagnie de l'hotel Beau EN LIQUIDATION.</p> <p>Le soussigné vendra à l'encan public, au No. 594 rue Lagauchetièrè, Montréal, jeudi, le 2 d'avril, 1896, à 11 heures a. m., l'actif suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Meubles, linge de table, vaisselle, coutellerie, etc. \$1,383.48 2. Vins, liqueurs, cigares, etc. 466.33 3. Bail du restaurant Occidental, 594 rue Lagauchetièrè, au 30 d'avril 1896. 4. Licence au 30 d'avril, 1896. 5. Tous les droit, titre et intérêt de la Compagnie dans la promesse de vente, du 10 de juillet, 1894. V. Lamarche, N. P., de la propriété 632A quartier St Laurent, Montréal, étant le numero 594 rue Lagauchetièrè. <p>On peut examiner les listes d'inventaire, au restaurant, No 594 rue Lagauchetièrè, et copies des contrats, etc., au bureau du liquidateur, No 12 Place d'Armes.</p> <p>DAVID SEATH, Liquidateur.</p> <p>THOS. J. POTTER, Encanteur.</p> <p>Montréal, 25 mars, 1896. 122-6</p>
<p>« Occidental », La Presse, 24 avril 1896, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3236860</p>	<p>« Le Restaurant Occidental qui était, depuis quelque temps, fermé par suite de liquidation, a ouvert ses portes jeudi dernier, 23 avril courant, sous la direction complète de M. Bourdeaux, qui demeure, comme par le passé, gérant général.</p> <p>Le renom universel de cet important établissement et son mérite bien connu, nous dispensent de toute réclame. Les anciens clients de la maison y trouveront, comme par le passé, un service de premier ordre. Aussi nous ne saurions trop recommander cet hôtel à tout le public de Montréal qui s'empressera sûrement de revenir en foule encourager le nouveau propriétaire. Les caves de l'Occidental sont toujours pourvues des meilleurs vins. »</p>
<p>LEBLOND DE BRUMATH, A. Guide de Montréal et de ses environs, orné de plus de trente gravures,</p>	<p>[p.156] « RESTAURANTS. L'Occidental, 594, Lagauchetièrè. »</p> <p>[p.161] « Aux gourmets en quête de mets savamment préparés, nous recommandons le</p> <p style="text-align: center;">RESTAURANT OCCIDENTAL, 594 Lagauchetièrè.</p>

<p>Montréal, Granger frères, libraires-éditeurs, 1897 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/1986870</p>	<p>Véritable cuisine française, excellents vins, cigares exquis, cabinets confortables, tout y est propre à satisfaire l'Epicurien le plus difficile. »</p> <p>[p.173]</p> 
<p>« Petites annonces », <i>Le Soleil</i>, 18 septembre 1903, p.5</p>	
<p>KAREL, David, <i>Dictionnaire des artistes de langue française en Amérique du Nord: peintres, sculpteurs, dessinateurs, graveurs, photographes, et orfèvres</i>, Presses Université Laval, 1992, p.722 [En ligne] https://books.google.ca/books?id=xojsRTC5ttcC&pg=PA722&ots=KL-zSEWDqc&dq=%22restaurant%20occidental%22%2B%22Qu%C3%A9bec%22&hl=fr&pg=PA722#v=onepage&q&f=false</p>	<p>SAINT-CHARLES, NAPOLEÓN </p> <p>Peintre décorateur, fresquiste, peintre d'enseignes, « imitateur » (marbreur) et doreur. Napoléon Saint-Charles se disait « artiste décorateur de renom » lorsqu'il ouvrit un atelier à Montréal en janvier 1880. Il fit paraître une annonce selon laquelle il était « entrepreneur pour la décoration d'édifices publics, églises, chapelles, etc. ». Son atelier était au 316, rue Saint-Laurent.</p> <p>Il avait déjà travaillé à la décoration intérieure de l'église Saint-Jacques et de l'hôtel Saint-James à Montréal lorsqu'il entreprit, en 1894, celle du restaurant Occidental de la rue Lagachetière. En mai 1894, il transporta son atelier à l'angle des rues Saint-Laurent et Ontario, endroit où il travailla jusqu'en 1897.</p> <p>On trouve de ses œuvres au Musée du Séminaire de Québec.</p> <p>HARPER70 - JJMLMINE 1892.01.07 ; 1892.01.22 ; 1893.01.04 ; 1894.02.17 ; 1894.05.28 - MLCD 1892-1894, 1896-1897 - MQMORIBC - MSQCCL89</p>
<p>« À la réunion conjointe des commissaires » <i>La Presse</i>, 30 juillet 1924, p.7 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3100521</p>	<p>« Le secrétaire donna ensuite lecture d'une autre résolution du district Centre demandant l'achat de l'immeuble situé au No 74 rue Lagachetière-Ouest, et connu sous le nom de Café Occidental, pour en faire une école pour les Chinois exclusivement. Le district Centre a visité cet immeuble et l'a trouvé fort convenable aux fins précitées, d'autant plus qu'il est situé au centre de la colonie chinoise. Le coût de cet immeuble serait de \$20,000 à \$22,000. Le prix ne rencontra pas l'approbation des commissaires du Bureau central, qui déclarèrent qu'il serait préférable de louer l'immeuble pour cinq ou six ans, avec option</p>

	d'acheter. Après discussion, il fut décidé de laisser cette question à l'étude. »
« La commission scolaire du centre réclame un école pour les enfants chinois », <i>La Patrie</i> , 30 juillet 1924, p.9 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4321273	« Pour les chinois Une résolution de la commission du district centre demandait au bureau central de se porter acquéreur d'une propriété, rue Lagauchetière ouest, en faveur des enfants chinois. M. le Dr. C.-A. Daigle, président de la commission, a soumis que la chose avait été demandée par M. l'abbé R. Caillé, chargé de l'enseignement religieux de la colonie chinoise. Cette propriété est actuellement occupé par le café Occidental, au numéro 74 rue Lagauchetière ouest, en face de l'hôpital chinois. Le coût de la propriété pourrait être de \$20,000 et la commission aurait l'avantage de louer le rez-de-chaussée comme chapelle. Une partie de la propriété serait consacrée aux classes, sous la direction des religieuses et haut de la maison servirait de résidence aux religieuses. Le Dr. C.-A. Daigle dit aussi qu'en acquérant en local au cœur ,ème de la colonie, la commission attirerait plus de 100 enfants désireux de s'instruire. Les membres de bureau central sont très en faveur de ce projet, mais regrettent que les finance ne permettent pas l'achat immédiat de la propriété. Il recommandent au Dr. Daigle de prendre des informations sur la possibilité de location de cette bâtisse. Le projet reste à l'étude. »
« Une école pour les Chinois du quartier central », <i>Le Devoir</i> , 17 février 1925, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2802222	
« L'école chinoise sera terminée au mois d'avril » <i>Le Canada</i> , 17 février 1925, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3566869	« [...] Le Bureau Central a envoyé une communication au District Centre dans lequel il autorise les travaux de transformation au Café occidental, rue Lagauchetière ouest qui doit être converti en école pour les jeunes Chinois de ce quartier. Les travaux sont déjà commencés à cet endroit et sont en bonne voie. Le régisseur a déclaré hier après-midi qu'ils devraient être complètement terminés pour le 1er d'avril. Le directeur secrétaire a présenté des soumissions au sujet des appareils de sauvetage qui doivent être posés à cette école des Chinois. Ces soumissions, au nombre de deux, sont conformes aux plans préparés sur l'ordre de l'hôtel de ville de Montréal et comprennent deux échelles de sauvetage. L'une des ces soumissions est au montant de \$992.00; l'autre est \$1.100.00. Les commissaires ont accepté la première soumission, celle de MM. Gravel et Drouin, comme étant la plus basse et le directeur secrétaire fut autorisé à faire part de cette décision au Bureau Central. [...] »
« Bénédiction de la chapelle des Chinois » <i>Le Devoir</i> , 28 avril 1925, p.4 [En ligne]	« La bénédiction de la nouvelle chapelle et l'inauguration de la nouvelle école de la mission chinoise catholique de Montréal, aura lieu dimanche prochain, le 3 mai, à 10 heures de l'avant-midi (heure normale), au no 74, rue Lagauchetière ouest. NN. SS. Gauthier, Forbes et Deschamps y assisteront. La mission chinoise catholique de Montréal, est desservie par M. l'abbé Roméo Caillé, vicaire à Sainte-Catherine. »

https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2802344	
---	--

REDPATH, JOHN / COTÉ STREET FREE CHURCH	
<p>Gérald Tulchinsky, « REDPATH, JOHN », dans Dictionnaire biographique du Canada, vol. 9, Université Laval/University of Toronto, 2003-2021, consulté le 19 juill. 2021, http://www.biographi.ca/fr/bio/redpath_john_9F.html.</p>	<p>« entrepreneur et industriel, né en 1796 à Earlston, Berwickshire, Écosse, décédé à Montréal le 5 mars 1869. [...] Fervent presbytérien de l'Église libre, Redpath fut l'un des fondateurs des Presbyterian Foreign Missions, de la Labrador Mission, de la Sabbath Observance Society et de la Société missionnaire canadienne-française à laquelle il légua une forte somme. »</p>
<p>SANDHAM, Alfred, <i>Ville-Marie, or, Sketches of Montreal, past and present</i>, Montreal, George Bishop & Co. publishers, 1870, p.268-270</p>	<p>« COTTÉ-STREET CANADA PRESBYTERIAN CHURCH.</p> <p>On the evening of the 6th January, 1844, a few friends, connected at the time with various Presbyterian churches in the city, met in the house of the late Mr. Orr. The names of those present on that occasion were, Rev. Win. Bethune (Probationer), Messrs. Redpath, Orr, A. Ferguson, D. Ferguson, W. Macintosh, W. Hutchinson, James Morrison, E. McIver, A. McGonn, Alex. Frazer, and D. Frazer.</p> <p>The meeting resolved itself into a committee for the furtherance of the cause of the Free Church in Montreal, and in Canada. Dr. McNider, Messrs. Stevenson, Court and Mackay were subsequently added to the committee. In reply to a request from this committee, the late Dr. Burns (then of Paisley, but at the time of his decease of Knox College, Toronto), visited Canada. The interest excited by his sermons and addresses was such that a large sum of money was raised in Montreal for the building fund of the Free Church of Scotland. In June, 1844, the Canadian Synod separated into two at Kingston, one part adhering to the established Church of Scotland, the other organizing themselves as the Presbyterian Church of Canada, commonly called the Free Church. Four months before the Synod met the committee above named sent to the Colonial Committee of the Free Church of Scotland an earnest application, craving that a minister should be sent to Montreal to form a new congregation. At the same time they secured the services of Rev. W. C. Burns, who for more than a year labored as an Evangelist.</p> <p>In 1845, the Colonial Committee deputed the Rev. John Bonar to Montreal. For a short time he officiated in St. Gabriel-street Church, then vacant by the absence of Rev. Mr. Esson, at Toronto. Meantime he organized Bible classes, which were largely attended, and began to meet with applicants for membership in the proposed new congregation, at a hired room on George-street.</p> <p>In the month of March, 1845, a resolution passed the committee to erect a temporary wooden church. In three weeks it was finished, at an outlay of \$1,200, defrayed almost entirely by the committee. This building was erected on Lagachetiere-street, at the head of Cotté-street. It was attended by a congregation of four to six hundred, under the ministry of Messrs. Bonar, (Lambert), Arnot, (Glasgow), and Somerville, (Glasgow), who were successively sent out by the Colonial Committee. Immediately after the opening of the temporary place of worship, office-bearers were regularly appointed and the committee ceased to act.</p> <p>In 1846, the present church was commenced, and in the month of May, 1847, it was opened for service by Dr. McGillvray, who officiated morning and evening, and Dr. Wilkes, of Zion Church, preached in the afternoon. The Church is plain but substantial, and is built of cut stone. There are three entrances by Cotté-street, and the building is</p>

	<p>surmounted by a lofty spire. The interior, which is fitted up in a very neat and effective manner, will accommodate a congregation of one thousand.</p> <p>Up to the year 1851 the church was supplied by deputies sent out by the Colonial Committee. On 20th July of this year, the Rev. Donald Fraser, M. A., preached before the congregation and received a call, which he accepted, and was inducted into the pastoral charge by the Presbytery on the evening of the 8th August. Mr. Fraser continued his labors as pastor with much acceptance and success for about seven years, at the close of which he received and accepted a call from the Free Church of Inverness, Scotland. Upon his removal the congregation was again supplied by deputies from Scotland.</p> <p>On the 30th January, 1861, the Rev. Donald H. McVicar was inducted pastor. His pastorate closed on the 13th September, 1868, he having been appointed by the Synod, Professor of Theology in the Presbyterian College, Montreal. The Church is at present without a pastor, but a call has been given to Rev. Dr. Burns, of Chicago, a son of Dr. Burns already named in connection with the Church. This call having been accepted he will enter upon his duties in May, 1870. »</p>
<p>BORTHWICK, J. Douglas, (Rev.), <i>History and biographical gazetteer of Montreal to the year 1892</i>, Montreal, Printed and Published By John Lovell & Son, 1892, p.130</p>	<p>« JOHN REDPATH</p> <p>Was born at Earlston, Scotland, in 1796, and came to Canada in 1816. He became one of the most successful contractors in the country. The Lachine Canal is an example of his capabilities and work. When he retired from business he became connected with many of Montreal's institutions. For the long space of thirty-five years he was a Director of the Montreal Bank and became its Vice-President. He was also connected with the Montreal Telegraph Company and the Richelieu and Ontario Navigation Company ; but he is best known as the one who started the first sugar refinery in Canada, a large institution which still bears his name. He married Janet Macphic, 9th December, 1818, and had a large family. His eldest son, Peter, lives in England, but will ever be remembered in Montreal from the magnificent building which he erected. and known as the "Peter Redpath Museum" which he presented to McGill College and University. One of the daughters of John Redpath married John Dougall of the Witness; another, T.M. Taylor, who was one of our most efficient Insurance Agents. and was well known in all Christian good work. A third married Hon. George A. Drutntond, so well known in Montreal as Senator and connected with the Refinery. A fourth married Professor Bovey of McGill University ; and the fifth married C. J. Fleet, Advocate, of the firm of Messrs. Robertson, Fleet & Mr. John Redpath was for years the Chairman of the General Hospital Committee and President of the Mechanics' Institute. But perhaps the most important act of his was his laying the foundation of the Theological Seminary of the Presbyterians, now the "Presbyterian College" and which has been so successful in training men for the ministry of their church. He died universally lamented at his house, " Terrace Bank." »</p>
<p>MCNABB, Heather <i>Montreal's Scottish Community, 1835-65 : A Preliminary Study</i>, Thesis (history) Concordia University, Montreal, 1999 p.52</p>	<p>« On the 6th of January, 1844, John Redpath, a wealthy Scottish born Montrealer with evangelical tendencies, gathered around him "A few private friends connected with various churches in the city (and) met that evening at the house of the late Mr. Orr then in Saint Paul Street." The group had as their intention the formation of a Free Church committee. Following the meeting steps were taken to disperse tracts on Free Church principles, and to raise money for a building fund. Mr. Redpath and his committee gained the support of the Deputies sent from Scotland to promote the cause in Canada, as well as the leader of the movement in Canada, Dr. Robert Burns. The diligent work of the</p>

	<p>committee members resulted in the building of the Côté Street Free Church and the formation of its congregation The first semices were held in a temporary wooden church built by March 1845. »</p>
<p>STIRLING, John. A <i>short sketch of the history of Crescent Street Church, Montreal</i>, Press of Morton, Phillips & Co. Montreal, [1900-1901] [En ligne] https://www.canadiana.ca/view/oocihm.66814/5?r=0&s=2</p>	<p>« Mr. John Redpath is rightly called by Mr. Stirling "The Father of the Church" for he was the leading spirit in the Free Church Committee, and his son, Peter Redpath, has perpetuated his memory in the beautiful memorial window which adorns the church.</p> <p>[...]</p> <p>During all the time of the conflict ["ten years conflict", 1834-1843] many of the members of the Presbyterian Churches of this City in connection with the Established Church of Scotland, strongly sympathised with the non-Intrusion movement, and on the disruption taking place, considered it their duty to manifest their sympathy with the Free Church principles. At that time (1843-44) there were five Presbyterian Churches in this City, viz :—St. Gabriel Street Church, St. Andrew's Church, St. Paul's Church, Lagauchetiere Street Church, and the American Presbyterian Church, the first three of which were in connection with the Established Church of Scotland. The first concerted movement in this direction took place on the 10th day of January, 1844, when twelve ardent and good men, who might well be called the twelve Apostles of the Free Church in Canada, met together and called themselves the Free Church Committee, others joining them afterwards, their object being to extend and propagate Free Church principles. The ultimate result of the work of this Committee, was that in May, 1845, a new Presbyterian congregation was formed in Montreal, which worshipped for a time in a wooden building on Lagauchetiere street, near the head of Coté street, which had been hastily and cheaply erected, being only intended to accommodate the congregation temporarily, until the projected new Church to be built on Coté street should be ready for occupation. At this time (1845) this locality was most respectable and quite uptown, and the new Church which was proposed to be erected there, turned out to be the largest and finest Presbyterian Church building of its day in the City. It was opened for public worship, on Sabbath the 16 day of May, 1847, and the name chosen for it was the "Free Church Coté Street." [...]</p> <p>In the month of November, 1875, a special meeting of the congregation was held in the Lecture Room of Cote Street Church, at which, after due consideration, a resolution was passed to move to a more suitable locality, and a Committee was appointed to select a site where to erect a new Church, and to procure subscriptions for the carrying out of th's project. After considering several available sites, the one on which Crescent Street Church now stands was decided upon [...].</p> <p>On the 10th day of March, 1878, the new, beautiful and commodious building was opened for public. [...] At this point all opposition to the selling of the old Church on Cote street, and the removal westwards vanished, and the congregation again set about to have a pastor settled over them. »</p>
<p>MACVICAR, John H. <i>Life and work of Donald Harvey MacVicar</i>, The Westminster Company, Toronto, 1904 [En ligne] https://www.canadiana.ca/view/oocihm.66814/5?r=0&s=2</p>	<p>« Côté Street Free Church, situated in what was then a most respectable up-town quarter of Montreal—the present up-town regions being then far out in the fields—was the largest and finest Presbyterian Church building of its day in the city. It stood immediately opposite the Christian Brothers' Schools, the mother-house of which had originally been the Maison de Maricour, the place where Le Moyne de Maricour, celebrated in the early military enterprises of the colony, had died in 1704. The volume of Christian influence exerted by the congregation that worshipped in Coté Street and subsequently removed, under the</p>

<p>a.ca/view/oocihm.9_90400/3?r=0&s=1</p>	<p>guidance of Dr. MacVicar, to Crescent Street, would require for its proper discussion a separate work. It was organized in 1845, in connection with the concerted sym-pathetic movement in Canada which followed the Scottish disruption. For the first six or seven years, the pulpit was supplied by deputies sent across the Atlantic by the Colonial Committee of the Free Church of Scotland [...]. »</p>
<p>MACLEOD, Rod. « Learning Out of Bounds : Montreal's British and Canadian School kindled reformist dreams of liberal education », <i>Quebec Heritage News</i> , Vol 4, No. 7, Jan-Feb, 2008, p.10-12</p>	<p>« After several years operating in temporary accommodation rented from school governor Olivier Berthelet, the British and Canadian School Society decided to erect a permanent building. [...] James O'Donnell, the architect of the new Notre Dame church, was on good terms socially with Horatio Gates and came well-recommended by François-Antoine Larocque, who was chief warden of Notre Dame and secretary of the church building committee. As a result, O'Donnell drew up plans for a new school in the summer of 1826 at no charge to the society. [...] To build the school, the governors chose John Redpath, a master mason who had recently done work on Notre Dame Church and repairs to the National School. [...] The cornerstone was laid 17 October 1826, and the new school was completed in time to begin classes the following September. [...] In the early 1870s the school was enlarged and spruced up for what became a second lease on life: it was only in the 1890s that the school board decided that the building was too old-fashioned for modern educational purposes and sold it to commercial interests. It stands today at the corner of Lagauchetière and Coté Streets in the heart of Montreal's Chinatown, for many years housing the Wing Noodle factory but otherwise not substantially changed from the structure Redpath built in 1826 and Lunn et al expanded in 1873. As such, it is one of the oldest surviving schools in the city, and enjoys a more colourful history than most. »</p>
<p>FELTOE, Richard. A <i>Gentleman of Substance: The Life and Legacy of John Redpath (1796-1869)</i>, Natural Heritage/Natural History Inc., Toronto, 2004, p.70-72</p>	<p>«This Free church movement now began to make significant inroads into the Canadian community of Presbyterian churches, as the former close links to the Scottish church had been significantly eroded due to distance and time. As a result, many Canadian Presbyterians, including John Redpath, were staunchly opposed to any relinquishing of authority and jurisdiction over their own congregations in subjugation to unknown leaders in Scotland. This issue came to a head in the summer of 1844, when the Presbyterian Council of Churches (Synod) at Kingston became a forum for intense debate, with John participating as a key representative of those calling for a total withdrawal and separation from the authority of the Church of Scotland. When no consensus or mutually acceptable resolution to the issue could be found, John Redpath led the withdrawal of the "Free" delegates from the Synod and supported the establishment of the new 'Presbyterian Church of Canada.' Returning home, he immediately set about organizing the efforts of like minded individuals within the local Presbyterian community of Montreal. [...]</p> <p>In later years, John Redpath penned his own memories of these events and how they led to the establishment of an entirely new church:</p> <p><i>During the struggle that preceded the memorable Disruption of the Church of Scotland in 1843, a number of persons in Montreal had marked with much anxiety the progress of the contest. The free church from its commencement became to them the point of attraction and the source of hope... for the revival of Gospel truth and Presbyterian principles in Canada...Hitherto these bretheren had not been united in tlx same congregation, they bad been scattered over the various churches of the city...and the Disruption opened up a hope of uniting in one congregation...</i></p>

After chairing a meeting of the twelve principal leaders of the movement, John and the others established a new congregation. Initially, this new church was able to make use of the St. Gabriel premises, with plans to establish their own facility in due course. However, after a few months, objections were raised by Reverend Esson of St. Gabriel's to the continued use of -hie church by an "outside" congregation and:

...The new congregation were thus forced, sontetabat suddenly, to find accommodation for themselves... Accordingly, ground was purchased in Cote Street as a site for the church and a wooden building erected in La Gouchetere Street for the temporary accommodation of the congregation...

What John's writings fail to mention, however, is the significant role he played in establishing the new church building, the Free church movement and ultimately the Presbyterian Church of Canada. The property on Cote Street was purchased specifically for the new church by John Redpath for the sum of £3,600. In a similar manner, the temporary "wooden" church, which was erected in only three weeks, was likewise paid for and set on property he owned. Over the next few years, John also funded the construction of the new "stone" church and then turned the entire facility over to the Trustees without accepting any reimbursement. »

Statutes of the Province of Quebec, 39 Vict. (1875), Cap. LXXIII, Quebec, Printed By Charles-Francois Langlois, p.260-261 [En ligne] https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf=139421

« An Act to declare and define the powers of the Trustees of the Free Church, coté street, of Montreal, in respect of its property

[Assented to 24th Decernher, 1875.]

WHEREAS the elders and deacons constituting the " Deacons Court " of the Free Church, Cote street, ib the dty of Montreal, in connection with the "Pres- byterian Church in Canada, " have by their petition represented that the said church is not conveniently situated ; and that the question of changing its locality and selling the property on which it stands, is under consideration in the congregation thereof, and whereas doubts exist whether section seven of the act respecting the union of certain Presbyterian Churches therein named, 24 Vict., chapter 124, apply to the said case, and whereas the said petitioners have prayed that the powers of the said congregation in respect of the said property may be more clearly defined, and it is expedient to grant the prayer of the said petition and quiet the said doubts ; Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Notwithstanding anything in the deed of acquisition property in Coté street, in the city of Montreal, now known and described upon the cadastre of Saint Lawrence ward of the said city under the number six hundred and fifty-seven, to wit, in that certain deed of sale and conveyance executed on the thirteenth day of June, one thousand eight hundred and forty-eight, at Montreal aforesaid, by John Redpath, of the said city of Montreal, esquire, of the one patt, and Adam Stevenson, and seven others, as trustees, of the other part, before Maitre W. Ross and his colleague, notaries, the seventh section of that certain act above mentioned of the parliament of the late province of Canada, duly made and passed in the twenty-fourth year of Her Majesty's reign,, intituled : " An act respecting the union of certain Presbyterian Churches therein named, " shall apply to the said Free Church, Coté street, and to the property thereof ; and therefore upon obtaining the consent of the congregation thereof, or of a majority present of those entitled to vote at a meeting convened to consider the matter, the existing trustees of the said church may exercise any or all of the powers mentioned or

	referred to in the said seventh section of the said act ; provided always that, the exercise of such powers be first sanctioned by the presbytery of Montreal of the Presbyterian Church in Canada. »
<p>VAUDRY, Richard W., <i>The Free Church in Victorian Canada, 1844-1861</i>, Wilfrid Laurier University Press, 1989, p.29</p>	<p>« A group of prominent laymen in Montreal actively supported the Free Church of Scotland. This Montreal Free Church Committee first met 6 January 1644 in James R. Orr's house in St. Paul Street, organizing themselves as a Committee for the furtherance of the cause of the Free Church in this city and in the Province." Present at this meeting were twelve men: William Bethune. John Redpath, J. R. Orr, Archibald and David Ferguson, William McIntosh, William Hutchinson, James Morrison, Evandor Melvin. Archibald McGann, and Alexander and Donald Fraser. Soon afterwards, four others were added: Mr. Maenider, Adam Stevenson, Joseph McKay, and James Court, making a total of sixteen. The leader of this group was John Redpath. Born 1796 in Earlston. Scotland, he was orphaned and emigrated to Canada in 1616. He began work as a stone-mason and was later involved in many of Montreal's business enterprises—the best known of which was his sugar refinery. On arriving in Montreal he first worshipped in the St. Gabriel Street congregation, but being an evangelical he was not sympathetic to the early Esson, and left with Mr. Black for St. Pants. There he served as Superintendent of the Sunday School and in 1825 was ordained as an elder. He espoused the principles of the Scottish Non-Intrusionists, but, wanting to have the liberty to hold such views, he resigned as Superintendent at St. Paul's and returned to the St. Gabriel Street congregation. He was able to do so because "he found that Mr. Essen and the majority of his congregation occupied common ground with him on the questions involved in the Free Church controversy. However, he was not happy with the "spiritual atmosphere" in St. Gabriel Street and left after only a short time there. His Free Church Committee, nevertheless, had in its purview the formation of a new congregation which would adequately represent the revived spiritual life of the Free Church, as well as its merely political views. That congregation became the Cate Street Free Church... »</p>
<p>MACLENNAN, George A. (Rev.). <i>The story of the old time Communion Service and Worship : also the metallic communion token of The Presbyterian Church in Canada, 1772</i>, Montreal, p.25</p>	<p>« No. 8 Montreal, Free Church Cote Street. <i>Free Church</i>. This congregation was organized in 1844 out of sympathizers with the Free Church. The late John Redpath was the moving spirit. For some years after the Disruption it was supplied by "deputies" from Scotland, some of the most eminent of the Free : Church ministers. Rev. Donald Fraser was called in 1852 and continued until 1859, in which year he was succeeded by the Rev. D, H. Macvicar, afterwards the Rev. Principal Macvicar. The tokens ere ; adopted in all probability between 1844 and 1859. Rev. Dr. Macvicar declared that he was instrumental in discarding them, about 1801. This congregation afterwards became Crescent Street, and after the union with Knox Church is known as Knox-Crescent. The word "Montreal" is in ornamental capitals. »</p>
<p>WILKINS, Robert N., « Montreal Diary: Short street has long history », <i>Montreal Gazette</i> [En ligne] https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-diary-short-street-has-long-history</p>	<p>« The other edifice of significant historical interest on Côté is found immediately south of the old British and Canadian Free School. Today, it is home to the Chinese Family Service of Greater Montreal but in the middle of the 19th century it was, in fact, a church. Initially dubbed the Free Church Cotté Street, the massive structure was described by John Stirling, an influential merchant at the time, as "the largest and finest Presbyterian church building of its day in the city." The neoclassical house of worship first opened to the public on Sunday, May 16, 1847, and was said to hold 1,000 congregants. All that remains of the original edifice today that reflects the fact that it was at one time an ecclesiastical structure are eight arched windows</p>


running the full elevation of both of the side walls. They are easily visible in a famous photo taken in 1870 from one of the towers of Notre Dame Church.


A quarter of a century after its 1847 opening, for various reasons, the congregation of the Free Church Cotté Street started looking around for another location to construct a new, even more impressive free church. Subsequently, on March 10, 1878, Crescent Street Presbyterian Church opened, making redundant the old Cotté Street sanctuary, which was quickly sold thereafter.

Wing Noodles, Limited, Quebec's leading oriental food producer, now owns both the British and Canadian Free School building and the adjacent Free Church edifice. »

MCLEAN'S COCOA MILLS LTD	
Lovell	
<ul style="list-style-type: none"> · 1937-1938 : McLean's Cocoa Mills Ltd G E McLean pres 1009 Cote · 1939-1940 : McLean's Cocoa Mills Ltd G E McLean pres 1009 Cote · 1945 : McLean's Cocoa Mills Ltd G E McLean pres 1009 Cote · 1947 : McLean's Cocoa Mills Ltd H K Crabtree u pros 1009 Cote · 1948 : McLean's Cocoa Mills Ltd P E McLean pres 1725 Basin 	
« Nouvelles raisons sociales : Les sociétés et compagnies récemment enregistrées », <i>Le Devoir</i> , 4 février 1936, p.6	« The McLean's Cocoa Mills, 1009. rue Côté, Geo-Edward McLean. »
« Nouvelles raisons sociales : Les sociétés et compagnies récemment enregistrées », <i>Le Devoir</i> , 25 avril 1938, p.8	McLean's Cocoa Mills Limited, 1008 rue Côté, Edward McLean
<p><i>Canadian trade index</i>, 1942, Canadian manufacturers' Association, Inc., Toronto, p. 283</p> <p><i>Canadian trade index</i>, 1945, Canadian manufacturers' Association, Inc., Toronto, p. 329</p> <p><i>Canadian trade index</i>, 1947, Canadian manufacturers' Association, Inc., Toronto, p. 393</p> <p>Canadian trade index, 1948, Canadian manufacturers' Association, Inc., p.398</p> <p>Canadian trade index, 1949, Canadian manufacturers' Association, Inc., p.400</p>	<p>McLean's Cocoa Mills, Limited, 1009 Cote St., Montreal, Que. Confectioners' and soda fountain supplies. Cable address, Jamoss.</p> <p>McLean's Cocoa Mills, Limited, 1009 Cote St., Montreal, Que. Confectioners', soda fountain and dairy supplies. Cable address, Jamoss. Brands, "McLean's", "Articol".</p> <p>McLean's Cocoa Mills Limited, 1009 Cote St., Montreal, Que. Branch offices, Toronto, Quebec, Winnipeg, Vancouver. Confectioners', soda fountain and dairy supplies. Cable address, Jamoss. Brands, "McLean's", "Articol".</p> <p>McLean's Cocoa Mills Limited, 1009 Cote St., Montreal, Que. Branch offices, Toronto, Quebec, Winnipeg, Vancouver. Confectioners', soda fountain and dairy supplies. Cable address, Jamoss. Brands, "McLean's", "Articol". Export agent, Czarnikow (Canada) Limited, 360 St. James St. W., Montreal, Que.</p> <p>McLean's Cocoa Mills Limited, 1725 Basin St., Montreal, Que. Branch offices, Toronto, Quebec, Winnipeg, Vancouver. Confectioners', soda fountain and dairy supplies. Cable address, Jamoss. Brands, "McLean's", "Articol". Export agent, Czarnikow (Canada) Limited, 360 St. James St. W., Montreal. Que. Exclusive agents for B.W.I., Central & South America</p>

THE CHINESE BENEVOLENT ASSOCIATION (CBA)	
<p>« 20th century » in <i>Between Past & Present : The untold stories of Montreal</i> [En ligne] https://www.untoldstoriesmtl.com/en/centuries/20th-century</p>	<p>« The Chinese Benevolent Association (CBA) is a historic Chinese association established in different regions of North America with large Chinese communities. The association's clientele consisted of Chinese immigrants from the end of the 19th century and their descendants. The objective of the CBA was to serve and protect the interests of the Chinese in the greater Montreal area. Historically, it has played a quasi-governmental role in the Chinese community. [...]</p> <p>In 1919, the Chinese Benevolent Association bought an old synagogue at 112, rue De La Gauchetière. The CBA wanted to convert the building into a permanent Chinese hospital, with more space and resources. The administration of the institution was entrusted to the nuns of the Immaculate Conception. »</p>
<p>PARÉ, Olivier, « L'Hôpital chinois de Montréal » in <i>Mémoires des Montréalais</i>, 02 juin 2017 [En ligne] https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/lhopital-chinois-de-montreal</p>	<p>« En 1919, la Chinese Benevolent Association achète une vieille synagogue, au 112, rue De La Gauchetière. Elle souhaite convertir l'édifice en un hôpital chinois permanent, avec davantage d'espace et de ressources. L'administration de l'institution est confiée aux religieuses de l'Immaculée-Conception, notamment parce que l'une d'elles, sœur Marie de Saint-Georges, a passé plusieurs années en Chine et peut communiquer en trois langues. »</p>
<p>DERÉ, William Ging Wee, <i>Being Chinese in Canada: The Struggle for Identity, Redress and Belonging</i> Douglas & McIntyre, 2019 [Epub] p.42-43</p>	<p>« In Montreal, while my father and grandfather most often sought out the company of other Chinese men in Chinatown at the Young Men's Christian Institution and the Montreal headquarters of the Hum Association, there were other mutual support organizations at hand, some with strong political associations, most notably the Chinese Nationalist League (KMT), which had opened its doors in 1918 at 139 Clark, and the Chinese Freemasons (Hong Men) at 78 La Gauchetiere. Other organizations in Montreal at the time included various other family associations and the Chinese Benevolent Society, which had started in 1915 at 6 La Gauchetiere. [...]</p> <p>During the Depression, there wasn't much help from the provincial government for the Chinese in Montreal. It was the clan associations, the YMCI, the Benevolent Society, the Hong Men, the Chinese Catholic and Presbyterian missions and other organizations that came together to provide some form of relief to those who needed it. »</p>
<p>TURCOTTE, Huguette « Hospitals for Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) » <i>Historical Studies</i>, 70 (2004), p.132</p>	<p>« In 1920, the Benevolent Chinese Association of Montreal began planning the organization their own health services by opening a permanent Chinese Hospital in more spacious premises. The Association bought an old synagogue at 112, La Gauchetière Street, in the heart of Chinatown. The Administration Board asked the Missionary Sisters of the Immaculate Conception to take charge and four Sisters went to live there »</p>
<p>« L'hôpital d'urgence chinois », <i>La Presse</i>, 30 octobre 1918, p.13</p>	<p>« L'hôpital d'urgence chinois, ouvert la semaine dernière, au No 66 rue Clarke, sous la direction de l'abbé R. Caillé, desservant de la mission chinoise, reçoit chaque jour de nouveaux patients. Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, avec un zèle inlassable, continuent de prodiguer leurs soins aux victimes.</p>

	<p>Le Bureau de Santé, et la "Chinese Benevolent Society" ont jusqu'à présent prêté leur concours pour l'érection et l'entretien de cet hôpital.</p> <p>A noter que les patients y sont directement et gratuitement admis, on a qu'à s'adresser par téléphone, (Main 4479) ou à l'hôpital même, 66 rue Clarke. »</p>
<p><i>Gazette officielle du Québec. Québec official gazette.</i>, 26 juillet 1919, p.1746-1747 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2356829</p>	<p>« Avis de formation de société charitable.</p> <p>Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable, sous le nom de "Chinese Association of Montreal", a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le onzième jour de juillet 1919, en vertu de l'ordre eu Conseil portent le numéro 1067.</p> <p>Le but de ladite société est déclaré être :</p> <ol style="list-style-type: none"> D'aider les Chinois dans cette province; D'assister les Chinois en détresse; D'assister, au moyen de contributions volontaires OU souscriptions, ceux qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune. <p>Le siège principal d'affaires de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.</p> <p>Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-septième jour de juillet 1919.</p> <p>Pour le trésorier de la province de Québec Le surintendant des assurances, P.Q. EDW. E. DUCKWORTH.</p> <p>Branche des assurances. Département du trésor, Québec. 2831 »</p>
<p>« Le jeune Simon Yuen sera décoré lundi », <i>L'Illustration Nouvelle</i>, 16 février 1939, p.4 https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2691626</p>	<p>« Lundi prochain, le 20 février, dans la salle des réceptions de la "Montreal Chinese Benevolent Society", 112 ouest, rue Lagachetière, une médaille officielle d'appréciation de la Ligne de Sécurité sera présentée à M. Simon Yuen, un jeune Chinois qui, l'été dernier, a risqué sa vie pour sauver un enfant d'une noyade certaine dans la rivière des Prairies.</p> <p>A cette même cérémonie, la S.P.C.A. offrira une récompense spéciale au Terreneuve, Bruno, le chien du Jeune Yuen à l'intervention duquel Mme H.-B. Sandwith qui s'était en vain efforcée de sauver le bambin, doit sa vie. »</p>
<p>« Mother Marie du St. Esprit : Apostle of the Chinese Work In Canada » <i>The Precursor</i>, mai 1943, p.144-145 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242117</p>	<p>« Presently, the modest hospital was opening its doors: it was on October 18, 1918. The building was located at 66 Clarke Street, and Divine Providence saw, on that very day, to all its needs. Upon the request of Reverend R. Caillé, the city defrayed the upkeep</p> 

	<p>expenses; the Benevolent Chinese Society offered to pay the rent, heating and lighting; [...]</p> <p>this hospital had been but temporarily established; the locality was not favourable to the end in view and to the residence of the Sisters. It had to be closed in June, 1919. The Chinese had appreciated the attention lavished upon them: they conceived the idea of assuring those advantages in the future. On January 17, 1920, the Chinese Association purchased the property to-day occupied by the hospital on Lagauchetière Street [...]. »</p>
<p>« Au "Chinatown" à Montréal », <i>La Presse</i>, 7 février 1963, p.11 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2757678</p>	<p>« M. Paul Comtois sera reçu par une "Danse du Dragon", samedi. La communauté chinoise de Montréal va recevoir solennellement le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, M. Paul Comtois, samedi prochain après-midi, à partir de 3 heures.</p> <p>Devant l'immeuble de la Société de bienfaisance chinoise (Chinese Benevolent Society, 211 [sic?] rue de la Gauchetière, le lieutenant-gouverneur et Mme Paul Comtois seront reçus par les représentants attitrés de la communauté chinoise de la métropole et commenceront une visite des principales institutions qu'elle comprend : hôpital, missions catholique et presbytérienne, etc. Dans les rues du quartier chinois des manifestations pittoresques seront réservées aux visiteurs, comportant entre autres une "Danse du Dragon" et des feux d'artifices. »</p>
<p>« La journée du lieutenant-gouverneur Paul Comtois dans le quartier chinois », <i>La Presse</i>, 13 février 1963, p.13 https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2757691</p>	 <p>LA DANSE DU DRAGON a marqué la visite qu'a faite samedi dernier le lieutenant-gouverneur de la province, l'hon. PAUL COMTOIS (à gauche) et son épouse (au centre) au quartier chinois de Montréal. On reconnaît, parmi les personnalités de la communauté chinoise de Montréal, de gauche à droite : le R. P. THOMAS TOU, vicaire à la Mission catholique chinoise, M. FRANK LEE, président de la Chinese Benevolent Society et de la Ligue Nationaliste (Kuomintang), M. LEOPOLD LAMONTAGNE, président de l'Association des Parrains et marraines de la Mission catholique, le DR PAUL DAY. Cette visite marquait la fin de la quinzaine de célébration du jour de l'an chinois. photo LA PRESSE</p> <p>« A 3 heures de l'après-midi le lieutenant-gouverneur et son escorte étaient reçus à la "Chinese Benevolent Society" 112 rue de la Gauchetière, par son président M. Frank Lee, dans les salons de l'Hôpital, où un bouquet de fleurs a été remis à Mme Comtois. Puis ce fut la visite de l'hôpital lui-même, sous la direction de la supérieure Soeur St-Léon le Grand, i.c. »</p>
<p>KWOK BUN, Chan, <i>Smoke and Fire: The Chinese in Montreal</i>, Hong Kong, The</p>	<p>[p.41] « My husband died in the chinese hospital during that time. The hospital is no longer there now, it has been replaced by the Kum Yin Trading Company. The hospital took both floors. The upstairs was much better, the left hand side of the building housed the Chinese Benevolent Society »</p>

Chinese University Press, 1991.	[p.119] « We applied to join the hospital union, but we were told that our hospital was to too few beds. Altogether we had to have ninety-nine beds to be eligible. Only then would we be allowed to join. The Chinese Benevolen society took up the second floor of the building. I was with the society at tha time. I tought we could move the Society to the third floor, making the second floor part of the hospital. We applied again. »
WONG, May Q., A <i>Cowherd in Paradise : From China to Canada</i> , 2012, Brindle & Glass, p.75	« On his days off, he went sightseeing in the city. When he first arrived in Montreal, Ali Ngay Gonge had taken him to Chinatown, which was then clustered along De La Gauchetiere Street West, between St. Laurent and Jeanne Mance, and Dorchester Boulevard and De Vitre. There, Ah Dang was introduced to the major Chinese organizations. As a hand laundry operator, Ah Ngay Gonge was very involved in the Chinese Association of Montreal, an organization similar to Vancouver's CCBA. One of its activities was to defend operators' rights and fight the mounting fees imposed by the provincial government. In Quebec, hand laundries were by far the single largest occupation of the Chinese. They worked long hours, for low returns, and were seen as competing against white women who took in laundry. In 1915, a licence cost fifty dollars, but Chinese operators were charged an extra fifty. In 1932, the association held off a proposed hike of one hundred dollars by the municipal government. »
LAZAR, Barry et Tasmin Douglas <i>Le guide du Montréal ethnique : Manger, Sortir, Visiter, Acheter</i> , XYZ éditeur, Montréal, 1994, p.135	« Les Chinese Benevolent Associations (CBA) ont chapeauté les associations diverses et de plus petite taille qui se créaient dans les communautés chinoises. La CBA de Montréal s'appelait Chinese Association of Montreal. Elle a été créée au début des années 1900 pour protéger les propriétaires de buanderie traditionnelle chinoise contre la prise de contrôle de leur entreprise par les propriétaires blancs de buanderie plus grande et mécanisée. Elle s'efforçait de promouvoir une unité locale, et de représenter la communauté auprès du gouvernement afin de combattre la discrimination. »
CON, Harry and al., <i>From China to Canada : a history of the Chinese communities in Canada</i> , McClelland and Stewart, 1982.	[P.107] « By 1923 community-wide organizations mostly in the form of Chinese Benevolent Associations had been established across Canada, in Vic-toria, Vancouver, Winnipeg, Toronto, and Montreal. [...] Montreal's "CBA," called the Chinese Association of Montreal, was established in 1914 in specific response to the agitation of an association of white owners of mechanized laundries against Chinese hand laundries. The Chinese Association was organized and financed through the efforts of the CKT, the Constitutionalist Party (XZD), and six clan associations, and the subscriptions for its foundation were paid by 600 stores. » [p.172] « In Montreal the Chinese hospital began on an emergency basis during the influenza epidemic of 1918. The Sisters, who had been teaching classes in English and French to the Chinese for the previous few years, now turned their attention to this enterprise, with the aid of some Chinese leaders who raised support for rent, food, and util-ity costs. Once the emergency had passed, the Sisters and the Chinese leaders decided to establish a small hospital for chronically ill single men who had no relatives to assist them. A

	<p>building on Lagachetiere Street West was purchased in 1920 to serve as the hospital and the headquarters of the Chinese Association of Montreal. A hospital committee of the Chinese Association was nominally responsible, and funds were raised throughout the Chinese community on a regular basis to keep the hospital going. The regular operation, however, was entirely the work of the Sisters and physicians who volunteered their services. This hospital, which also included an out-patient dispensary, served Chinese in eastern Canada as a whole, including some from as far away as Halifax. »</p> <p>[p.224] « Montreal, being somewhat smaller than the dominant communities of Toronto and Vancouver, had a simpler associational structure. Like Calgary and Toronto, the churches had had a significant impact in the Montreal community. Thus, although there was a CBA in Montreal, which had been an important element in mediating conflicts between the Freemasons and the KMT, its influence was diluted by the active church organizations. The Montreal community was unique in Canada in one respect: its members had to choose between an anglophone or franco-phone orientation. In a context increasingly dominated by francophones at both municipal and provincial levels, the political decisions were complex. »</p>
<p>LAI, David Chuenyan, <i>Chinese Community Leadership: Case Study Of Victoria In Canada</i>, World Scientific, Singapore, 2010, p.10</p>	<p>« At least two CBAs were formed initially with the objective of uniting the divided Chinese community in Chinatown. In the 1900s, about 90% of the Chinese in Montreal were surnamed Tam, Wong, and Lee and inter-clan conflicts were frequent. Soon after the Republic of China was formed in 1912, the Chinese consul in Ottawa visited Montreal's Chinatown and helped the Chinese form a CBA. Six directors, two from each clan, ran the association. When a dispute between two clans happened, it would be taken to CBA where the two directors from the third clan would resolve the conflict. Many Chinese in Montreal were not pleased that CBA directors were elected by only three clans. Hence, in February 1915, the Chinese consul suggested that the board of directors would have one member from each of the five clans (Tam, Wong, Lee, Chan, Woo, and Ng), one member of an association such as the Chee Kung Tong and Constitution Party, and any Chinese who made an annual donation of \$2 to the association. »</p>
<p>LAI, David Chuenyan, <i>Chinatowns: Towns within Cities in Canada</i>, UBC Press, 2007, p.149</p>	<p>« Montreal's Chinatown is sandwiched between Old Montreal and the city's downtown business district. During the late 1950s and early 1960s, properties around Chinatown were increasing in value and speculators purchased old buildings in Chinatown, demolished them, used vacant sites as parking lots, and then sold them when attractive prices were offered. As a result, large numbers of old buildings were demolished without being replaced; low-rental housing in Chinatown became difficult to find. During the 1960s, a plan for Chinatown redevelopment was proposed, but it was soon shelved, not because there was lack of money and official support but because the Chinese Benevolent Association of Montreal "could not arouse the necessary interest within Chinatown and could not unite the various factions." »</p>

BENSON & HEDGES

Lovell

- **1918-1919** : BENSON & Hedges (Canada) Ltd
tobacconists 188 St James; factory 212 Lemoine
- **1920-1921** : BENSON & HEDGES (CANADA) LIMITED
Importers. Cigar, Cigarette & Tobacco Mnfrs, Fac. and Office: 45-49 COTE. Retail Store:
188 ST. JAMES ST.
- **1926-1927** : BENSON & HEDGES (CANADA) LTD
cigar cigarette & tobacco mfrs 173 St James ; whol dept 171 St James ; cigar & tobacco
factory 45-49 Cote ; cigar factory 292 St Cath
- **1927-1928** : BENSON & HEDGES (CANADA) LTD
cigar cigarette & tobacco mfrs 173 St James ; whol dept 171 St James ; cigar and
tobacco factory 987-991 Cote ; cigar factory 292 St Catherine
- **1928-1929** : BENSON & HEDGES (CANADA) LTD
cigar cigarette & tobacco mfrs 261 St James W; whol dept 249 St James W; cigar and
tobacco factory 987-991 Cote; cigar factory 486 St Catherine W
- **1929-1930** : BENSON & HEDGES (CANADA) LTD
cigar cigarette & tobacco mfrs gen offices warehouses & factories 161-171
Lagauchetiere W

CUNNINGHAM, Rob, *La guerre du tabac : L'expérience canadienne*, CRDI, 1997, p.21 [En ligne] https://www.google.ca/books/edition/La_Guerre_du_Tabac/ORdwVevs_OEC?hl=fr&gbpv=1

« **Rothmans, Benson & Hedges Inc.**

Au second rang des grands fabricants de tabac du Canada se trouve Rothmans, Benson & Hedges Inc. (Rail). [...] RBH a été constituée en 1986 par la fusion de deux compagnies: Rothmans of Pall Mall Limited, et Benson and Hedges (Canada) Inc. La première était détenue en majorité par Rothmans International alors que la seconde était une filiale de Philip Morris. [...] Besson & Hedges a démarré en Grande-Bretagne en 1873, puis a ouvert une succursale à New York vers 1895 et s'est ensuite étendue au Canada en s'installant à Montréal en 1906. La compagnie n'a commencé à jouer un rôle important que lorsque Benson & Hedges (Canada) Ltd ainsi que sa compagnie jumelle à New York se sont fusionnées avec Philip Morris en 1954. En 1961, Benson & Hedges (Canada) a ouvert une nouvelle fabrique de cigarettes près de Brampton et la compagnie a fait un grand battage publicitaire. En 1962, Benson & Hedges (Canada) achetait Tabacofina of Canada, les fabricants de Belvedere. »

« Benson & Hedges (Canada) Inc. », *The Blue book of Canadian business*, Canadian Newspaper Services International Ltd., Toronto, 1984, p.70-72

« HISTORY

Benson & Hedges (Canada) Inc. traces its roots back to London, England, where the Company began in 1873 with the partnership of Richard Benson, of Bristol, and William Hedges, of London. Here, these two gentlemen manufactured cigarettes, cigars and tobacco products, which they sold in their shop on Old Bond Street.

In 1895, the company's bookkeeper, Arthur Walsh, was sent to New York to establish Benson & Hedges in North America; his success there prompted the opening of a second branch in Montreal in 1906. [...]

The Company first obtained cigars from J. Hirsch, Sons & Company of Montreal, and, as the business grew, acquired a small factory in 1913. Its first cigarette-making machine was purchased at that time, although some 20 people were employed to produce cigarettes by hand as well.

In 1917, the Company obtained a Dominion charter and was known as Benson & Hedges (Canada) Limited. Sales offices were established in Halifax, Toronto, Winnipeg and Vancouver, covered by three salesmen. A further expansion occurred with the amalgamation of B & H and the Hirsch cigar business in 1921.

	<p>In the mid-twenties, the London company sold its interests in Benson & Hedges (Canada) Limited to A. Gaston Munich, a regular customer of the shop. The new owner continued production of cigars, but also began expanding the cigarette end of the business.</p> <p>The company was incorporated under federal charter in 1934. Two years later, Benson & Hedges acquired the assets of a smaller tobacco firm, Forest Freres Limitee, and their two tobacco brands, Forest Freres Mild and Forest Freres Strong.</p> <p>Benson & Hedges' first "high-speed" packing machine was purchased in 1944. This acquisition replaced the method of wrapping cigarettes in wax paper by hand, a costly and time-consuming procedure.</p> <p>In 1958, Philip Morris Incorporated of New York purchased Benson & Hedges from Gaston Munich. Construction began on a new modern cigarette manufacturing plant in Brampton, Ontario, with the official opening taking place in October 1961. About this time, large tax increases on cigars and a decided change in smoking tastes caused the Company to concentrate its efforts on the production of cigarettes.</p> <p>In 1962, Benson & Hedges merged with a well established Belgian firm, Canadian Tobacofina Limited, acquiring a manufacturing plant in the Montreal suburb of Town of Mount Royal. »</p>
<p><i>Gazette officielle du Québec</i>, 21 mars 1908, p.632</p>	<p>« La compagnie "Benson & Hedges, Limited," a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal. Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Richard Wentworth Hicks, de la cité de Montréal.</p> <p>L. RODOLPHE ROY. Secrétaire de la province. Québec, 18 mars 1908 »</p>
<p>« Manufacture de cigarettes en feu », <i>Le Devoir</i>, 10 octobre 1913, p.2</p>	<p>« La brigade des pompiers a été appelée hier soir, à la manufacture de cigarettes Benson & Hedges Ltd, 214 rue Lemoyne. En moins de dix minutes le feu était éteint. Les dommages ont surtout été causés par l'eau. »</p>
<p><i>La Presse</i>, 29 juillet 1920, p.12</p>	<p>« FILLES expérimentés comme paqueteuses de cigarettes, peuvent se trouver un bon emploi permanent au plus haut salaire en s'adressant à Benson & Hedges (Canada) Ltd. 49 rue Coté »</p>
<p>« Les permis de construire à Montreal », <i>La Presse</i>, 23 juin 1921, p.23</p> <p>« Permis de construire », <i>La Patrie</i>, 24 juin 1921, p.11</p>	<p>« Rue Côté, quartier St-Laurent, un réservoir; coût \$4,000. Propriétaire Benson & Hedge, No 45 rue Coté. »</p> <p>« Benson and Hedge, 45 Côté, 1 réservoir, 45 Côté, Saint-Laurent, \$4,000. »</p>
<p>« Fusion de compagnies », <i>La presse</i>, 11 juillet 1921, p. 7</p>	<p>« Une transaction qui aura pour résultat d'amener du capital anglais ai Canada est celle qui a pour objet la fusion de deux compagnies manufacturant des cigares : la firme J. Hirsch and Sons Limited et la Benson and Hedgers [sic] Canada Limited.</p> <p>Les officiers de la nouvelle compagnie sont A.P. Hedges, Londre Angleterre, président; Michael Hirsch, Montréal, vice-président; A.E. Menkes, secrétaire-trésorier et R. Wentworth Hicks, directeur. Micheal Hirsch continuera ses fonctions de directeur-gérant avec M. J. Hirsch comme assistant et T.P. Hirsch gérant de la manufacture.</p>

	La fusion de ces deux compagnies leur permettra de concentrer leurs opérations. La firme J. Hirsch and Sons continuera de fabriquer tous les cigares tandis que la Benson and Hedges Ltd Canada fera le commerce de gros, celui de la distribution et manufacturera les cigarettes et le tabac. Le commerce de détail continuera comme par le passé. »
<i>The Saturday Review</i> , 19 novembre 1921, p.46	« Benson & Hedges (Canada), Limited, was incorporated under the Companies Acts of the Dominion of Canada, in January, 1917, to take over the Canadian business of cigar, cigarette and tobacco merchants, founded in Montreal in 1906 by Benson & Hedges, London. Since its incorporation the Company has had to rely for a large part of its supply of manufactured cigars upon Messrs. J. Hirsch & Sons, Limited, cigar manufacturers, Montreal, and in order to ensure the continuity of this supply, which is now essential to its business, the company has acquired the business of Messrs. J. Hirsch & Sons, Limited (through the purchase of its entire share capital) [...]. »
<i>La Presse</i> , 31 mai 1924, p.26	« EMPAQUETTEUSES de cigarettes expérimentées demandées. Benson & Hedges. 49 rue Coté, 3 ^e étage. »
<i>La Presse</i> , 19 mars 1929, p.16	ATTRAPEUSES (catchers) de cigarettes à la machine, expérimentées demandées à la Benson & Hedges, 987 rue Côté.

DAVIS, SAMUEL (1834-1895) / DAVIS, SIR MORTIMER BARNETT / S. DAVIS & SONS	
<p>Gerald Joseph Jacob Tulchinsky en collaboration avec James H. Lambert, « DAVIS, SAMUEL », dans <i>Dictionnaire biographique du Canada</i>, vol. 12, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 15 juill. 2021, http://www.biographi.ca/fr/bio/davis_samuel_12F.html</p>	<p>« marchand, manufacturier et philanthrope, né le 4 juillet 1834 à Londres, fils de David Davis, gentleman-farmer ; en 1857, il épousa Minnie Falk, et ils eurent cinq fils et deux filles ; décédé le 30 novembre 1895 à Montréal.</p> <p>Samuel Davis était tout jeune encore quand il débarqua à New York et s'y établit dans le commerce du tabac. Par la suite, il s'installa à Montréal, où il ouvrit en 1862 une petite manufacture de tabac qui produisait entre autres des cigares, ce qui était assez peu courant dans la ville à l'époque. [...]</p> <p>Au début des années 1880, Davis prit trois de ses fils comme associés et, en 1883-1884, l'entreprise fit construire une vaste manufacture rue Côté. Le secteur manufacturier de la ville était en pleine expansion, et le tabac en était devenu un élément important. En fait, Montréal était la capitale canadienne du cigare : sa production était presque quatre fois supérieure à celle de ses deux grandes rivales prises ensemble, Toronto et Hamilton. La S. Davis and Sons était la plus importante des fabriques montréalaises de cigares. En 1888, celles-ci comptaient en moyenne 74 employés ; Davis en avait 457 et son principal concurrent, Jean-Marie Fortier, 275. Vers 1894, à peu près 600 personnes par année travaillaient dans son usine de sept étages, équipée de monte-charge à vapeur et d'un réseau téléphonique interne. À cette époque, la S. Davis and Sons avait absorbé une autre société montréalaise, la D. Ritchie and Company. En 1895, à la fondation de l'American Tobacco Company, elle s'intégra à cette société, dont Davis devint un gros actionnaire et dont son fils Mortimer Barnett devint président. »</p>
<p>Joanne Burgess, « DAVIS, sir MORTIMER BARNETT », dans <i>Dictionnaire biographique du Canada</i>, vol. 15, Université Laval/University of Toronto, 2003- , consulté le 15 juill. 2021, http://www.biographi.ca/fr/bio/davis_mortimer_barnett_15F.html</p>	<p>« manufacturier, financier et philanthrope, né le 6 février 1866 à Montréal, troisième fils de Samuel Davis et de Minnie Falk ; le 12 juin 1898, il épousa à San Francisco, Henriette Marie Meyer, fille de Charles Meyer, banquier et philanthrope de cette ville, et ils eurent un enfant qui survécut ; divorcé en 1924, il épousa en secondes noces, la même année, Eleanor Curran, comtesse Moroni (décédée en 1963) ; décédé le 22 mars 1928 à Cannes, France. [...]</p> <p>Il poursuit des études au High School of Montreal puis, comme ses frères aînés Eugene Harmon et Maurice Edward, se joint vers 1880 à l'entreprise familiale, la S. Davis and Sons, pour y être initié aux diverses facettes de l'industrie du cigare. Une fois son apprentissage terminé, il semble avoir pris la route comme voyageur de commerce.</p> <p>En 1888, la S. Davis and Sons acquiert une autre entreprise montréalaise, la D. Ritchie and Company, ce qui lui permet d'augmenter sa capacité de production, grâce à une usine sise rue Dalhousie à proximité du canal de Lachine, et de diversifier ses produits par l'ajout du tabac à fumer et à priser, ainsi que des cigarettes, dont la fabrication est à ses débuts à Montréal ; celle-ci connaît de rapides transformations amenées par les progrès technologiques, notamment l'introduction de la machine Bonsack, qui permet de rouler mécaniquement les cigarettes et que la D. Ritchie and Company utilise dès 1888, soit quelques années après son invention. Un des associés et des propriétaires de cette dernière entreprise, Mortimer Barnett en assure aussi la direction en 1894, selon Montreal illustrated.</p> <p>L'industrie nord-américaine de la cigarette vit aussi à cette époque d'importantes restructurations qui ont des effets majeurs sur les</p>

	<p>entreprises canadiennes. En 1895, l'American Tobacco Company, formée par James Buchanan Duke et qui contrôle environ 90 % du marché américain et détient les droits sur la machine Bonsack, fait l'acquisition de la D. Ritchie and Company et d'une autre firme montréalaise productrice de cigarettes, l'American Cigarette Company. Une nouvelle compagnie, l'American Tobacco Company of Canada, est formée le 1er septembre et les intérêts canadiens de l'American Tobacco Company lui sont transférés. La famille Davis devient l'associée minoritaire de la famille Duke, avec 25 des 10 000 actions émises par la nouvelle société. Le mois suivant, Samuel Davis prend sa retraite et Mortimer Barnett quitte aussi S. Davis and Sons, qui demeure aux mains de deux de ses frères. Mortimer Barnett est peu après nommé président de l'American Tobacco Company of Canada. »</p>
<p>ATHERTON, William Henry, <i>Montreal From 1535 to 1914, Biographical</i>. Vol. III, The S. J. Clarke Publishing Company, Montreal-Vancouver-Chicago, 1914, p.375-376</p>	<p>« MORTIMER BARNETT DAVIS. Manufacturing interests of Montreal find a prominent representative in Mortimer Barnett Davis, one of the leaders in the tobacco trade of the Dominion, being active in the management of an enterprise of mammoth proportions. It is true that he entered upon a business already established, but in enlarging and developing this many a man of less resolute spirit and of more limited business sagacity would have failed. Each step he has taken in the business world has been one of progress, bringing him a broader outlook and wider opportunities. Mr. Davis was born February 6, 1866, in Montreal, a son of Samuel and Minnie (Falk) Davis, the former the founder of the firm of Samuel Davis & Sons, manufacturers and importers of cigars at Montreal. Mortimer B. Davis completed his education in the high school of his native city and early became associated with his father in business, receiving thorough training that acquainted him with every phase of the trade. He went upon the road as a traveling sales- man and eventually was advanced to the position of manager after the firm had acquired the D. Ritchie Tobacco factory. He controlled the business most systematically and, finally, when it had been absorbed by the formation of the American Tobacco Company of Canada in 1893, he became president of the company and so continues. Later he gave to the country a great national industry in the Empire Tobacco Company, which is a branch of the Imperial Tobacco Company of Canada. He was largely instrumental in establishing a permanent market for Canada leaf tobacco and promoting trade interests in his line between this and other lands. Something of the solution of business under his control is indicated in the fact that there are now three thousand workmen in his factories. No undertaking in connection with the tobacco trade seems too difficult or its scope too broad for him to successfully manage and control. Every effort which he puts forth seems to count for the utmost and obstacles and difficulties in his path seem but an impetus for renewed concentration and direction. His opinions carry weight in the management of other important financial, commercial and agricultural interests. On the 12th of June, 1898, Mr. Davis was married to Miss Henrietta Myers, and they have one son. Mr. Davis belongs to the Royal Montreal Golf Club, and also holds membership in the Mount Royal, St. James, Montreal Hunt and Montreal Jockey Clubs, the Auto Club of Canada and the Forest and Stream Club, associations which</p>

	<p>indicate something of the nature of his interests and activities and which have brought about a well rounded character, justifying the expression of the Gazette, which termed him "a man of strength, vigor, capacity and wisdom" »</p>
<p>MORGAN, Henry James (Ed.) <i>The Canadian men and women of the time : a handbook of Canadian biography of living characters</i>, Second edition, Toronto, William Briggs, Richmond Street West, 1912, p.306</p>	<p>« Davis, Mortimer Barnett, manufacturer. S. late Saml. D., founder of the firm of S. D. & Sons, manufacturers and importers of cigars, Montreal ; b. Montreal, 1864 ; e. High Sch. there ; m. Miss Henrietta Myers (V.-P. Decorative Art Assn.) ; early associated with his father in business, first as travelling salesman, then as mangr. (after the D. Ritchie Tobacco factory had been acquired), and, finally, when the business had become absorbed by the formation of the Am. Tobacco Co. of Canada, 1895, as presdt. of the Co. ; this position he continues to fill ; later, gave to the country a great national industry in the Empire Tobacco Co., a branch of the Imp. Tobacco Co. of Can. ; the establishment of a permanent market for Can. leaf tobacco is attributed to his labours and sacrifices ; now employs about 3,000 hands; reputed, by the Montreal Star, to be a millionaire ; shares with Sir W. C. Macdonald (q.v.), the honour of being termed "The Tobacco King of Can.;" gives generously ; endowed a chair in Laval Univ., Montreal, 1903 ; tormeirly presdt. Baron de Hirsch Inst. ; elected a dir. Union Bank, 1906 ; retired, 1910 ; elected a mem. Monitreal Stock Ex change, 1908; is also a dir. B. Houde Co., Quebec ; a dir. Momtreal Hort. and Fruit-growing Assn. ; a dir. Royal Montreal Golf Club ; mang. dir. Corby Distillery Co., Belleville ; V.-P. N. S Silver Cobalt Mining Co., and presdt the Blaugas Co. - 516 Pine Ave. W. Montreal; Mt. Royal Club; St. James's Club; Montreal Hunt Club; Montreal Jockey Club; Royal Montreal Golf Club; Auto Club of Can.; Forest and Stream Club, do. "A man of strength, vigour, capacity and wisdom" - M. Gazette. »</p>
<p>« S. Davis & Sons : Cigar Manufacturers, 47 Cote Street », <i>Montreal illustrated 1894: its growth, resources, commerce, manufacturing interests, financial institutions, educational advantages and prospects : also sketches of the leading business concerns which contribute to the city's progress and prosperity : a brief history of the city from foundation to the present time</i>. Montreal, the Consolidated Illustrating Co. 1894, p.292-293</p>	<p>« THE manufacture of fine Cigars has its leading representative in the Dominion in the famous old house of Messrs. S. Davis & Sons. The name of "Davis" is a veritable trademark — one that signifies honest goods, and perfection of material and workmanship to every buyer of the Davis brands. As has so often been the disagreeable experience of smokers, the brand they are using suddenly deteriorates — the method adopted by unprincipled manufacturers to secure unfair profits. The house of S. Davis & Sons on the contrary, use only the best leaf, and always keep up their standard, never allowing any brand to fall below par, after the name is established. In fact the fixed rule of this honorable house is "Quality the first consideration." This immense industry, one of the most important that Montreal has, was founded by Mr. S. Davis, about thirty-five years ago. His energy, enterprise and skill are proverbial, and he speedily developed a flourishing trade, his brands of cigars being in popular demand all over the Dominion, and ever retaining the reputation of being absolutely the best made. Repeated enlargements of facilities were necessitated, and now the factory is one of the largest and best equipped in the world. The various firm changes have been brought about by the admission of his sons into co-partnership, the present firm including beside the senior, Messrs. M. E. Davis, M. B. Davis and M. H. Davis, all practical cigar manufacturers — brought up to the trade, thoroughly understanding its every detail, and giving the various departments the benefit of their personal supervision. The factory is a splendid seven story structure, situated very centrally</p>

	<p>at Nos. 43, 45, 47 and 49 Cote street, and is substantially built of brick and stone, with a handsome front. Its dimensions are 90x106 feet, thus affording an enormous area of floor space — all utilized, and needed to cope with the tremendous volume of business conducted here, for the house keeps an average force of 600 hands busy. The staff includes the most expert cigar makers in the Dominion, men who have become renowned for turning out choicest hand made goods, and thus perfect work - manship is secured. As is too often the case, good material is spoiled by poor cigar makers, but no cigar is accepted by this house unless it is carefully and perfectly made. The premises are fully equipped throughout with steam elevators, steam heat, etc. The offices are in direct telephonic communication with all departments, while a thorough system of organization is enforced everywhere. This is one of the most complete and perfect cigar factories in the world, and stands as the peer among Canadian Institutions of this kind. The offices on the first flat are very large, and fitted up in elegant style, all having cabinet finish. The warehouses adjoin the main building. An average force of 600 hands are employed here, and turn out an immense annual quantity of cigars. Only the very choicest growths of tobacco are used, and in this respect the house has ever justly retained the enviable reputation of using the finest tobaccos imported into the Dominion. Among their celebrated brands are : "El Padre," "La Cadena," "Cable Extra," "Mungo," "Madre E 'Higo," the "Kicker," etc. Such as the above command the patronage of the most exacting consumers of "the weed" in the Dominion, Wherever this firm has exhibited it has taken the chief awards, notably, at the Paris Exhibition in 1867, in competition with the entire world, taking first prize, and at the Philadelphia Centennial Exhibition in 1876, again in competition with the world, they took the first prize medal and diploma, while they have always stood first at the Provincial Exhibitions. The members of the firm are prominent Montrealers, most favorably known commercially and socially, and who have achieved a deserved success in their staple branch of industry. »</p>
<p>ROME, David. <i>On our forerunners at work</i>, Montreal, National Archives, Canadian Jewish Congress, 1978</p>	<p>« London-born Samuel Davis founded his tobacco firm in 1861. He was a leading citizen in the community and served as president of Shearith Israel for seventeen years before he developed an interest in reforming the Jewish faith. In 1882 he joined in founding Temple Emanuel and was its president for the last decade of his life. [...] S. Davis & Sons was the largest employer of the tobacco manufacturers at the time, with 457 cigar workers in its employ [...]. »</p>
<p>HART, Arthur Daniel (éd.) <i>The Jew in Canada : a complete record of Canadian Jewry from the days of the French Régime to the present time</i>, Toronto, Jewish Publications Limited, 1926</p>	<p>« THE LATE MR. SAMUEL DAVIS was born in London, England, July 4th, 1834, and died in Montreal, November 30th, 1895. He arrived in Canada in 1861, and on reaching this country made Montreal his home. He started business in a small way as a cigar manufacturer, and gradually extended until an immense business was built up, and the firm name of S. Davis & Sons became known all over the American continent. He also became the head of the tobacco firm of D. Ritchie & Co., Montreal, which later became the American Tobacco Co. of Canada, Ltd. Acquiring wealth in abundance, Mr. Davis did not keep it to himself, but was ever ready to contribute to charitable objects and worthy institutions, his generosity being limited to neither creed nor race. He subscribed to all the city charities, and was a life governor of many hospitals. He took a</p>

	<p>lively interest in the Baron de Hirsch Institute, and was amongst those who worked hardest in obtaining a grant for the founding of that colony in the West, to which so many Jewish immigrants, who have since landed on our shores, have been sent. For seventeen years, Mr. Davis was President of the Spanish and Portuguese Congregation, Montreal. In 1882, he became interested in the Reform Movement, and he was one of the founders of the Temple Emanu-El, the first reform congregation in Montreal. Mr. Davis was President of this congregation for almost ten years, and held this office at the time of his death, when it was left vacant for a period of six months as a mark of respect. He was one of the most prominent citizens of Montreal, and no man has shed more lustre on the name of Jew than did Mr. Samuel Davis. He was married to Minnie Falk, daughter of the late James Falk, and he was the father of five sons, Eugene H., Maurice E., Sir Mortimer B., Melvin H., and David T., and of two daughters. »</p>
<p>GUTTMAN, Frank Myron, and Alexander WRIGHT. "SIR MORTIMER BARNETT DAVIS (1866-1928)." In <i>The Sir Mortimer B. Davis Jewish General Hospital</i>, 38-43. Montreal; Kingston; London; Chicago: McGill-Queen's University Press, 2018. Accessed July 19, 2021. doi:10.2307/j.ctt22zmb3d.9.</p>	<p>« [Sir Mortimer Barnett Davis] was born in Montreal on 5 February 1866 to Samuel Davis and Minnie Falk Davis, Jewish immigrants in Montreal. His father had settled there around 1861 and had soon made his mark as one of the largest cigar manufacturers in the metropolis. Davis graduated from the High School of Montreal and then joined his elder brothers Eugene Harmon and Maurice Edward in the family's cigar business, S. Davis and Sons. In 1888, S. Davis and Sons purchased another Montreal firm, D. Ritchie and Company. In 1895, the American Tobacco Company, which controlled about 90 per cent of the American market, purchased D. Ritchie and Company and the American Cigarette Company, another Montreal cigarette manufacturer. The Davis family became a minor partner of the Duke family, with 25 per cent of the 10,000 shares issued by the new corporation. Shortly afterwards, Mortimer Barnett Davis was named president of the American Tobacco Company of Canada. Under Davis's direction, this company established a virtual monopoly on tobacco, buying up firms that made a wide range of tobacco products and extending its geographical base beyond the confines of Montreal. At that time, with its subsidiaries, it controlled 80 per cent of the Canadian cigarette market and 60 per cent of the market in chewing tobacco, pipe tobacco, and snuff. Its imposing factory in the Saint-Henri district of Montreal, which was also the head office, was built in 1907. »</p>
<p>TULCHINSKY, Gerald J. J. "Pedlars and Settlers on the Urban Frontiers" in <i>Canada's Jews: A People's Journey</i>. University of Toronto Press, 2008, p. 37-61 (Voir aussi Tulchinsky, G. (1990). "Said to be a very honest Jew": The R. G. Dun Credit Reports and Jewish Business Activity in Mid-19th Century Montreal. <i>Urban History Review / Revue d'histoire urbaine</i>, 18(3), p.204-205.</p>	<p>« Tobacconist Samuel Davis arrived in Montreal from New York with substantial means about 1864. A cigar-maker by trade, he began manufacturing 'medicated' cigars and selling part of his output at two stores he opened in Montreal. If some of his accounts turned sour, he would sell them off at a discount to recoup whatever he could, thus staying as liquid as possible. Though in good standing in Montreal, Davis did not use his credit there, somewhat to the mystification of Dun's reporter, preferring instead to draw on his New York contacts. In August 1868 he brought Lyon Silverman - who invested \$4,000 - into the firm as a partner. Eighteen months later, however, despite their preference for 'good accounts,' the firm was forced into bankruptcy as a result of a major creditors' failure. Two years after settling his debts at 40 per cent, Davis was back in business, aided by his New York creditors and a new partner, Jacob L. Moss, a former local pawnbroker, who invested \$20,000. By October 1874 their firm was thriving and they</p>

<p>https://doi.org/10.7202/1017716ar)</p>	<p>employed seventy-five workers, who produced cigars for their retail and wholesale trade in Quebec and Ontario. Less than a year later, they claimed a yearly turnover of \$300,000, using substantial lines of credit at both the City Bank and Molson's Bank, thus shifting from sole reliance on New York to the Montreal banks. Samuel Davis's son, Mortimer, infused his enormous energy into the business, which flourished in the 1880s and 1890s, making him Canada's 'tobacco king,' and a multi-millionaire. »</p>
<p>CAPEL, Horacio; LINTEAU, Paul-André, dir. <i>Barcelona-Montréal : Desarrollo urbano Comparado/Développement urbain comparé.</i> Barcelone, Publicacions de la Universitat de Barcelona, 1998, p.28</p>	<p>« L'usine General Cigar (site 11) ouvre ses portes dans le quartier en 1921, peu après l'acquisition d'un bâtiment industriel vieux de 20 ans qui avait déjà connu deux autres occupants. General Cigar avait été créée l'année précédente, mais ses origines remontent beaucoup plus loin. Le véritable ancêtre de la compagnie est l'entreprise fondée par Samuel Davis en 1864, qui occupe successivement divers bâtiments dans le Vieux-Montréal, le quartier Saint-Antoine et enfin le quartier Saint-Laurent. Elle déménage quatre fois entre 1890 et 1914; ses structures et ses gestionnaires subissent aussi des modifications. Enfin, le contrôle passe aux mains de Mortimer B. Davis, fils du fondateur, et président de la compagnie Imperial Tobacco. Sous sa direction, l'entreprise réussit à affronter les jours difficiles que traverse l'industrie du cigare à la fin de la Première Guerre mondiale: pour accroître sa capacité de production, il signe des contrats de sous-traitance et établit une petite usine en Ontario. En 1920. Davis parraine la création de General Cigar afin de réunir plusieurs entreprises de cigares: S. Davis and Sons, Brener Ltd. et Vallens & Co. Malgré cette concentration de la propriété, la production de cigares de la nouvelle firme ne sera pas regroupée dans l'usine du Centre-Sud. General Cigar continue à exploiter l'usine que Brener possédait à Farnham au Québec; en 1923, elle acquiert la compagnie Andrew Wilson qui possède deux fabriques à Montréal et à Toronto, de même qu'une filiale, la compagnie Punch Cigar, dans cette même ville. »</p>
<p>Plan d'urbanisme de Montréal Partie II : Les documents d'arrondissements. Arrondissement de Ville-Marie. Le patrimoine bâti. [En ligne] http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/200824_PATRIMOINE_25.PDF</p>	<p>Les édifices industriels 987-991, rue Côté (S. Davis & Sons Cigar Manufacturers intégrant des vestiges de l'ancienne Free Presbyterian Church)</p>

Thomas Tou	
[Vidéo] « La mission chinoise à Montréal: Entrevue avec Thomas Tou prêtre » <i>SLmédia</i> [En ligne] https://slmedia.org/fr/blogue/pourquoi-les-catholiques-devraient-ils-celebrer-des-anniversaires (Ou : https://youtu.be/O_Gt5uZyels)	
« L'abbé Thomas Tou, nouveau curé de la paroisse chinoise », <i>La Patrie</i> , 21 juin 1957, p.4 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4333714	« L'abbé Thomas Tou, prêtre catholique chinois âgé de 36 ans, est arrivé à Montréal hier. Il vient de Rome, pour prendre la cure de la mission chinoise de Montréal. L'abbé Tou est le premier prêtre chinois de la mission, "L'arrivée d'un prêtre chinois remplit mes désirs et ceux de la mission" a déclaré l'abbé Lucien Lafond, chef de la mission et lui-même ancien missionnaire en Chine, pendant 15 ans. "Depuis trois années nous espérons d'obtenir un prêtre chinois, mais aucun n'était disponible, Nous en avons finalement obtenu un lorsque S.E. le cardinal Léger a visité Rome, récemment." dit-il. L'abbé Tou a passé les dernières années aux études à Rome. Avant cela, il a passé 18 mois dans sa Chine natale, dirigée par les communistes. Il y poursuivait son travail apostolique en se faisant passer pour un spécialiste de la vue. »
« La mission chinoise a 50 ans et poursuit ses conversions », <i>La Presse</i> , Cahier E, 21 août 1972, p.1 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2720422	« Alors que la religion catholique perd de plus en plus d'adepte à Montréal, le père Thomas Tou de la mission catholique chinoise de la rue Lagauchetière continue à faire des conversions. Cette année, marque le 50ième anniversaire de la mission à Montréal. L'Eglise catholique comptera grâce à lui 40 fidèles de plus. Bien sûr, le grand vent de l'incroyance a aussi soufflé sur la communauté chinoise de Montréal, mais avec peut-être moins de force: alors qu'auparavant le père Tou baptisait entre 40 et 60 adultes chaque année, le chiffre cette année a passé à 40. Hier, la petite église, située à l'angle des rues Lagauchetière et Cheneville dans le "Chinatown" à Montréal a été la scène du baptême de 20 adultes et de la confirmation de 40 autres par l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, dont c'était la première visite officielle dans le quartier chinois. Mgr Grégoire a été "reçu" par deux dragons colorés. Dans la mythologie chinoise, les dragons sont des animaux bénéfiques: leur férocité chasse les mauvais esprits, laissant derrière eux la paix et le bonheur. Le père Tou, qui parle couramment le français, ayant fait ses études en droit canon en Europe, se plaît à dire que sa paroisse est plus grande que l'archidiocèse de Montréal, et c'est strictement vrai, géographiquement parlant. Ses 900 paroissiens habitent aux quatre coins de l'île, ainsi que dans les banlieues de la rive sud. Tous les dimanches, ils reviennent dans le Chinatown pour assister à la messe. Mais la mission catholique chinoise n'est pas fréquentée que par des catholiques : elle est devenue, en 50 ans, plus qu'une église. C'est maintenant, de dire le père Tou, un véritable centre communautaire. La plupart des 25,000 Chinois qui habitent la région montréalaise se sont prévalus à un moment ou à un autre des services offerts par la mission, dont le plus important est sans doute le cours de langue chinoise que l'on prodigue aux enfants chinois pour \$5 par année, quelle que soit leur appartenance religieuse. L'école cette année reçoit 150 élèves. Et c'est la communauté tout entière qui fait vivre la mission, en lui envoyant des dons. Le père Tou sourit: ses quêtes dominicales ne lui rapportent qu'entre \$30 et \$40.

	<p>La mission changera bientôt de nom: on hésite encore entre le "Centre catholique des Chinois" et la "Communauté catholique des Chinois", pour bien indiquer qu'il ne s'agit plus strictement d'une église.</p> <p>Le changement de nom aura lieu lorsque l'église sera expropriée (un peu plus à l'est, toujours dans le quartier chinois). On se souvient que le gouvernement fédéral construira un vaste complexe administratif au sud de la rue Dorchester, et que les expropriations longeront la rue Saint-Urbain du côté ouest.</p> <p>Curieusement, ce sont surtout les églises du quartier chinois qui seront touchées: en plus de la mission catholique, on devra démolir le temple presbytérien et l'église pentecôtiste.</p> <p>Une seule église? On a demandé au père Tou s'il avait été question de reconstruire les trois églises sous le même toit, suivant l'esprit œcuménique.</p> <p>Avec un sourire où pointait toute la sagesse de Confucius, il a répondu: "Vous savez, en théorie, ce serait l'idéal, mais l'homme étant l'homme, cela créerait trop de problèmes".</p> <p>Ce sera donc, pour l'église chinoise, son deuxième déménagement en 50 ans. puisque le premier temple catholique ouvert en 1922 était situé à l'angle de Lagachetière et de Saint-Urbain.</p> <p>A cette époque, on ne comptait qu'une cinquantaine de catholiques dans le quartier chinois, et leur pasteur était l'abbé Roméo Cayer, qui avait été nommé par Mgr Bruchési.</p> <p>Le père Thomas Tou est le premier pasteur chinois de Montréal. Sa nomination date de 1957. Il a été ordonné à Pékin en 1948. mais a quitté la Chine après la révolution.</p> <p>Les célébrations du 50^{ième} anniversaire de la mission chinoise n'ont pas été que religieuses. Après les cérémonies hier, on a pu assister à des matches de ping-pong (le sport national chinois) et ce soir il y aura une grande soirée folklorique à la Salle Notre-Dame de la Salette. au 3535 ave. du Parc. Tous les amateurs sont invités et l'entrée est gratuite. »</p>
<p>CHA, Jonathan « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation : L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montreal », <i>ISSAC/SEAC</i>, 29, nos 3, 4 (2004); 3-18.</p>	<p>[P.11] « Cependant, l'avenir du quartier chinois revient au programme en 1981-1982 lorsqu'un imposant dispositif d'enchinoisement est mis en branle afin de rétablir l'identité chinoise du quartier et de lui conférer une image unique et ce, malgré la perte du tiers de son espace. La reprise du quartier est rendue possible grâce à la création d'un comité de travail, dirigé par l'architecte Henry Ng, formé de représentants communautaires chinois, dont le Père Tou*, figure emblématique du quartier chinois [...]. »</p> <p>[Notes, p.18] *« Le père Thomas Tou, communément appelé Father Tou, était à la tête du Montréal Chinatown Development Association (CDA). »</p>
<p>Gouverneur général du Canada « La Gouverneure générale célébrera la participation communautaire et la citoyenneté</p>	<p>« Révérend Père Thomas Paotien Tou, Montréal (Québec) Prix du Gouverneur général pour l'entraide</p> <p>Thomas Tou a lancé plusieurs programmes qui ont amélioré la qualité de la vie des Canadiens et, en particulier, de la communauté sino-canadienne. Outre qu'il se soit acquitté de sa tâche de prêtre de la Mission catholique chinoise depuis plus de 30 ans, il a fondé une clinique Bébé en santé, le centre communautaire et l'école catholiques chinois, ainsi qu'une association qui a construit plusieurs foyers pour les aînés. Le</p>

<p>canadienne à Montréal » <i>Archives.gg.ca</i>, 9 février 2004 [En ligne] https://archive.gg.ca/media/doc.asp?lang=f&DocID=4117</p>	<p>révérend père Tou a créé une bourse d'études pour reconnaître les mérites des étudiants chinois qui obtiennent de brillants résultats et travaillent bénévolement pour la société. Depuis plus de 40 ans, il rend visite aux malades, il aide les nouveaux immigrants à se trouver un emploi et il prête son appui aux réfugiés. Grâce à sa compassion et à sa générosité altruiste, la communauté sino-canadienne de Montréal a bénéficié d'une appréciable amélioration de sa qualité de vie. »</p>
<p>LAI, David Chuenyan, <i>Chinatowns: Towns within Cities in Canada</i>, UBC Press, 2007, p.151-152</p>	<p>« The revival of Montreal's Chinatown began in 1982 with installation of street signs throughout Chinatown and construction of the Catholic Community Centre and Bo Ai Lou, a senior citizens' home. Throughout 1983, the Montreal Chinatown Development Association (CDA), headed by Father Thomas Tou of the Chinese Catholic Church, worked closely with the city in implementation of the \$3.5 million Chinatown facelift plan." The plan called for the conversion of Lagachetiere Street between St. Lawrence Boulevard and Jeanne Mance Street into a tree-lined, brick-paved pedestrian mall and the construction of two Chinese arches spanning the mall and a Pagoda Park at the northwest corner of Lagachetiere and Clark streets (Plate 21). The ccc complained that the city planners consulted the am in the beautification project without involving the ccc which, formed by various Chinese organizations, was the elected representative. In their defence, city planners and officials said that they found it difficult to deal with so many organizations in Chinatown. Each organization seemed to have its own project. In August 1983, for example, the ccc started construction of its Chinese United Building (Wah Yen Tai Lau), a nine-storey low-cost housing complex with eighty-two units for senior citizens and low-income families, an indoor gymnasium cum auditorium, and underground parking. The project did not involve the CDA. The same year, another project, organized by another group of people in the Chinese community, was started outside Chinatown—the addition of a new wing, named Sung Pai Pavilion, to the Chinese Hospital. »</p>
<p>CHARBONNEAU Marie-Ève, <i>Le quartier chinois de Montréal à l'aube de nouvelles transformations sociales et spatiales : Quelles significations pour les jeunes migrants d'origine chinoise?</i> Mémoire de maîtrise (études urbaines), INRS/UQAM, Avril 2016 p.65 [En ligne] http://espace.inrs.</p>	<p>« La Montreal Chinatown Development Association (CDA) voit le jour en 1983, dirigée par le Père Thomas Tou, et travaille en collaboration avec la Ville pour réaménager un nouveau parc au coin des rues Clark et De La Gauchetière, pour piétonniser la rue De La Gauchetière et installer des arches sur cette même rue. Or, les autres organisations du quartier ne furent pas toutes consultées dans l'élaboration du projet. La CCC, déçue de ne pas avoir été consultée, décide de mettre en œuvre un projet de logements sociaux, sans la collaboration de la CDA. Cet exemple illustre l'action non coordonnée des différents acteurs du développement du quartier à cette époque. L'implication de ces associations a tout de même été d'une importance capitale dans le développement du quartier. »</p>

ca/id/eprint/4624/1/Charbonneau-ME-M-Avril2016.pdf	
<p>SOULIE, Jean-Paul, « La Communauté catholique chinoise s'installera dans un complexe immobilier de \$2 millions », <i>La Presse</i>, 21 avril 1973, Cahier G, p.1 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2737353</p>	<p>« Le modernisme envahissant des grands ensembles immobiliers avait pu faire craindre la disparition du pittoresque Quartier Chinois. Un Comité temporaire pour sa conservation, présidé par M. Marcel Wong, avait été formé. Mais les craintes se dissipent peu à peu. “ Personne ne veut détruire le Quartier ”, affirme le Père Tou, curé de la desserte dont l'église sera prochainement démolie. Le gouvernement fédéral a exproprié, pour préparer le terrain à Place Guy-Favreau, mais la compensation offerte et la coopération de la Ville de Montréal vont permettre de reconstruire un ensemble immobilier sur le site voisin.</p> <p>Pour le Père Tou, le problème est de “prendre le train pendant qu'il se met en marche”, sans attendre qu'il aille trop vite. “Nous voulons nous réinstaller dans notre quartier, et nous savons que nous devons le faire pendant qu'il est encore temps, dit-il. Mais les édifices que nous allons construire doivent se marier avec les nouveaux complexes. Place Guy-Favreau et Place Desjardins.”</p> <p>Une communauté</p> <p>Le projet de la Communauté catholique chinoise coûtera environ \$2,000,000. Il regroupera, dans un même ensemble, un condominium, une école, des commerces, des salles de conférence et, bien sûr, l'église et ses services connexes.</p> <p>“ Ce n'est pas un secret, explique le Père Tou, notre communauté catholique, si on la compare à la communauté chinoise protestante, est pauvre. Les fidèles n'ont pas toujours de voitures, et comme ils ont souvent dû s'expatrier dans d'autres quartiers de la Métropole, il leur est plus difficile de conserver des habitudes et des activités sociales auxquelles ils sont attachés, et qui ont pour cadre le Quartier Chinois.”</p> <p>C'est en tenant compte du désir de la population chinoise catholique, des pressions que les nouveaux ensembles immobiliers exercent sur le Quartier Chinois et des possibilités financières qu'un concours a été lancé auprès “ d'architectes-amis”.</p> <p>Le choix du système de la copropriété correspond à un besoin de couper les coûts, mais aussi à un désir très évident de regroupement, de mise en commun d'anciennes manières de vivre. “Même si nous ne sommes pas riches, explique le Père Tou, les membres de notre communauté n'en ont pas moins des habitudes d'économie qui ont permis, dès que l'idée d'un condominium a été lancée, de recueillir les signatures d'une cinquantaine de familles.”</p> <p>Le financement de la partie habitée du projet sera donc assuré selon les méthodes ordinaires, chaque logement étant acheté par une famille. Mais le nouvel ensemble comportera également des commerces, qui s'intégreront dans la traditionnelle activité du Quartier Chinois, une école, un vaste stationnement, ainsi que des locaux communautaires.</p> <p>Actuellement, l'école de la Communauté catholique chinoise compte environ 210 élèves.</p> <p>“ Huit salles de classe sont prévues dans le nouveau projet, mais, dit le Père Tou, nous devons déjà compter avec un accroissement de notre population scolaire. ” La grandeur de certaines salles de conférence permettra d'agrandir l'espace réservé aux élèves, aussitôt que le besoin s'en fera sentir.</p>

Un fait demeure certain: l'ancien terrain occupé par l'église catholique chinoise et ses diverses bâtisses qui vont être démolies n'est pas plus grand que le nouveau terrain sur lequel va être érigé le projet. Les quelques 23,000 pieds carrés qu'il représente seront certainement utilisés d'une manière plus rationnelle, et un meilleur parti en sera tiré.

"Le plan choisi, dit le Père Tou, présente des avantages pratiques, certes, mais il a surtout un caractère architectural qui rappelle la tradition chinoise, sans pour cela être en opposition avec les grands complexes de Place Desjardins, de Place Guy-Favreau et de Place des Arts.

[...]

Une organisation solide

Un complexe comme celui de la Communauté catholique chinoise nécessite une administration bien structurée, dans laquelle devront se retrouver à la fois les administrateurs habituels des immeubles en copropriété et les marguilliers traditionnels de toute paroisse.

"Nous avons fait enregistrer tout récemment notre nom de Communauté catholique chinoise, dit le Père Tou. Nos administrateurs seront élus, comme dans tous les condominium, mais nous suivrons également la loi des évêques, et c'est le curé de la desserte qui doit présider, d'office, toute l'organisation."

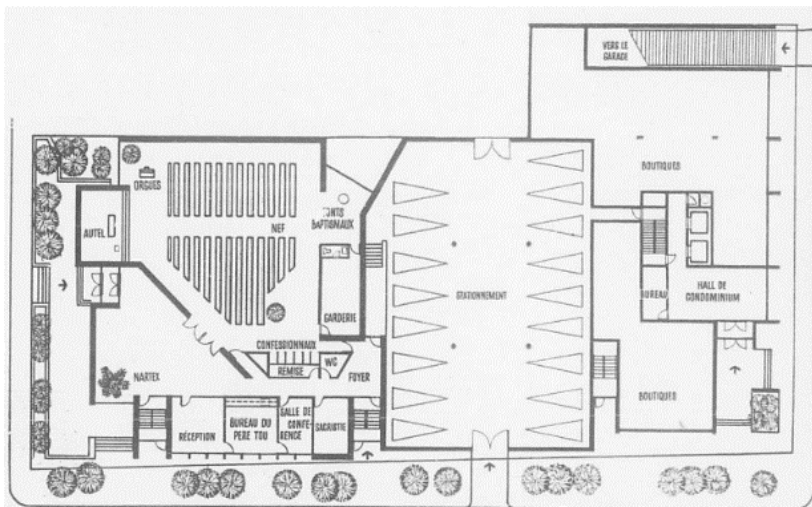
C'est donc sur des bases séculaires et solides que s'organise le déménagement des catholiques chinois de Montréal et de leur église.

Quant aux délais dans lesquels doivent se faire le déménagement et la construction tous les intéressés sont pressés.

Aujourd'hui a eu lieu le choix du projet, et le gouvernement fédéral voudrait disposer de son terrain dès le

1er octobre de cette année.

"C'est beaucoup trop rapide, dit calmement le Père Tou. Il faut quand même donner le temps de préparer le déménagement." Mais du côté des catholiques chinois, on n'est pas moins, pressé que du côté fédéral.



Ce plan du niveau de l'église du complexe immobilier de la Communauté catholique Chinoise de Montréal donnera sur la rue Viger exactement en face de la station de Métro Place d'Armes. L'emplacement fait partie du Quartier Chinois, et l'architecture de l'ensemble est un mariage entre les grands complexes Place Guy-Favreau et Place Desjardins et l'atmosphère traditionnelle du Quartier Chinois. L'ensemble a été conçu par la firme d'architectes Sternthal.

TARDIF, Germain,
« Reprendre dans l'est ce qui est perdu dans l'ouest », La presse, 27 mars 1974, Cahier I, p.11 [En ligne] <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2601646>

« La ville de Montréal comprend la situation faite aux Chinois et s'efforce, aux dires de ses représentants, d'y trouver une solution. Elle se situe à l'est.

"Nous avons eu des pourparlers avec le R.P. Thomas Tou, curé de l'église catholique, nous déclare le directeur du service municipal de l'habitation et de l'urbanisme, M. Guy Legault. Nous lui avons offert de louer, par bail emphytéotique de 63 ans, le terrain de la ville situé au nord-est de l'angle des rues Vitre et Saint-Urbain. D'après nos calculs, cette proposition est plus économique que l'achat d'un terrain privé.

" Mais la mission catholique veut l'acheter le terrain plutôt que le louer. Or, la politique de la ville, c'est de louer et non de vendre les terrains qui

lui appartiennent. Si l'on commence à faire une exception, il n'y aura plus de fin... "

"D'ailleurs, ce plan avait ceci de bon qu'il permettait de consacrer plus d'argent à la construction d'un centre catholique, après avoir perçu la somme de l'expropriation du centre actuel.

"La mission a refusé un tel arrangement. Il lui est toutefois possible d'acquérir du terrain privé à l'est du quartier chinois. Notre politique est d'ailleurs de permettre de récupérer dans l'est ce que le quartier chinois perd dans l'ouest ".

Quant aux deux autres missions, elles attendent les événements et l'issue des négociations avec la mission catholique avant de prendre des décisions.

"Pas assez d'argent"

Le Père Tou explique pourquoi il rejette l'idée d'un bail emphytéotique.

"Au début des discussions, dit-il, la ville avait offert de nous vendre un terrain, rue Vitré, entre Jeanne-Mance et Clark, à raison de \$13.50 le pied carré, alors que le gouvernement fédéral nous donne \$9.50 le pied carré pour notre emplacement actuel. Nous perdions donc \$4 le pied carré, dans l'ensemble de ces transactions.

"Plus tard, la ville nous a fait savoir qu'elle ne voulait plus nous vendre mais offrait de louer le terrain par bail emphytéotique de 63 ans, à \$20.000 par année.

" Comment voulez-vous qu'une mission pauvre comme la nôtre puisse payer annuellement une telle somme? Au bout de 63 ans, ce terrain nous aurait coûté \$1,260,000.

"Nous avons versé un dépôt de \$200.000 pour l'achat d'un terrain de \$350,000 à l'angle nord-est des rues Saint-Laurent et Vitré, avec l'intention d'y ériger un centre communautaire. Le coût lions revient à \$17.50 le pied carré.

"Des \$550,000 que nous recevrons du gouvernement fédéral, à la suite de l'expropriation, nous devons payer la balance de \$150.000 pour le terrain, plus \$200.000 pour 1 immeuble qui s'y trouve, il ne nous restera donc que \$200.000."

Nous sommes donc loin d'un centre communautaire de \$2 millions dont il avait été question, il y a quelques mois. Ce projet avait bel et bien été discuté, mais comment le financer ?

Le Père Tou l'a, à toute fin pratique, mis de côté, faute de fonds. Son église, toutefois, ne sera pas démolie immédiatement en raison de son emplacement particulier à l'extrémité du terrain de la future Place Guy-Favreau. Ce qui veut dire qu'il a quand même deux ou trois années devant lui. La situation est plus grave, toutefois, pour les deux autres missions religieuses qui, elles, doivent disparaître avant que ne débutent les travaux du projet fédéral. Elles n'ont pas encore trouvé de solution.

Trois dans un?

La véritable solution réside peut-être dans l'union. Jusqu'ici, les trois missions religieuses chinoises, voisines l'une de l'autre, ont fait chacune leur petit bonhomme de chemin, adoptant une politique de bon voisinage mais évitant des rap - ports trop étroits. Les trois parviennent en même temps, à un bout de route. Les trois doivent se relocaliser dans le même secteur si elles veulent que survive la communauté chinoise.

Les trois sont expropriées, ce qui signifie trois sommes d'argent. Ces sommes semblent toutefois insuffisantes aux dépenses qu'entraînera la relocalisation dans chacun des cas.

Pourquoi, alors, ne pas combiner les efforts et les effectifs?

	<p>L'idée a été émise d'un centre communautaire pourvu d'une église qui pourrait servir aux trois dénominations religieuses, en plus de salles, de bureaux, de logis, de boutiques et autres locaux qui pourraient servir à diverses fins récréatives ou éducatives. Mais les trois missions ont jusqu'ici manifesté peu d'enthousiasme à cette idée. C'est peut-être la seule valable et c'est peut-être celle qui, finalement, sera choisie. »</p>
<p>VIAU, René, « Le quartier chinois de Montréal : De la restauration et des restaurants » <i>La Presse, Plus</i>, 1 octobre 1983, p.7 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2290420</p>	<p>« "Nous sommes restés cramponnés autour de notre trou", blague le Père Tou, curé de la mission catholique Saint- Esprit de Montréal et président de l'Association pour le développement du quartier chinois. Aujourd'hui, ce trou béant à l'emplacement du Complexe Guy- Favreau s'est comblé. Avec l'implantation de ces mastodontes de béton et de brique que sont le Palais des Congrès et le Complexe Guy-Favreau et toutes les démolitions de ces dernières années, le quartier chinois a subi un exode massif de sa population. "Même privés de notre église qui doit rouvrir bientôt, il nous a fallu donner l'exemple et nous sommes restés coûte que coûte." Rivés par cette tête de pont au quartier, les Chinois catholiques, dispersés aux quatre coins de la ville — imitant en cela les 40 000 Chinois du grand Montréal — y reviennent le dimanche, en week-end, "pour se rencontrer". On vient y acheter des provisions, participer à des fêtes comme celle, chamarrée, de la Lune d'automne. Dans les boutiques qui regorgent de victuailles, l'animation est constante. On y achète des sacs de riz, du canard laqué, des oeufs de cent ans et que sais-je encore? D'autres échoppes proposent aux passants devenus chalands leurs décoctions bizarres et leurs bocaux d'alchimiste. Chargée de l'effluve des cuisines, la rue devient une rivière aux parfums. L'animation de la fin de semaine est aussi une façon d'assurer la cohérence du groupe, de conserver et de faire partager son identité. Menacé par les «dragons» urbains qui l'enserrent, pour survivre, le quartier chinois doit à tout prix garder son rôle de pôle social et culturel au sein de cette communauté.</p> <p>Jeunes et vieux</p> <p>La mission du Père Tou de même que d'autres organismes communautaires chinois n'ont pas ménagé leurs efforts pour y construire des logements subventionnés destinés aux personnes âgées. "Si les vieux sont là, les jeunes viendront toujours les visiter, explique le Père Tou. Du reste, beaucoup de vieillards qui sont demeurés dans le quartier habitent des chambres souvent insalubres. Ailleurs, pour une Chinoise âgée et seule qui ne parle ni l'anglais ou le français, rester à Brossard ou Dorval signifie l'emprisonnement, l'isolement." C'est ainsi qu'à l'est du presbytère tout neuf au toit de pagode du Père Tou. des résidences mixtes faisant place aux personnes du troisième âge ont poussé, coin Clark et La Gauchetière. Une autre de ces "initiatives trop locales" verra le jour angle La Gauchetière et Saint-Dominique. Toujours à l'ombre du Palais des Congrès. Seulement, et c'est là le problème, "pour la ville de Montréal, l'avenir du quartier est avant tout commercial", d'avouer le Père Tou.</p> <p>Interventions massives</p> <p>Rue La Gauchetière, un mail piétonnier truffé de dallages sculptés par un artiste d'origine chinoise s'offre en pièce de résistance. Une rue Saint-Urbain élargie à trois voies entre Dorchester et Viger. Un parc à la haute</p>

pagode, aux ponceaux sur oasis et aux mu- rets en serpentins. Tout cela avec comme condiments des arches, des arbres de Chine et des lampadaires assortis... Voila, en gros, le menu de i opération de toilette entreprise par ses soins de la ville dans le quartier chinois au coût de quelque 3 millions\$. Un menu aigre-doux, à plusieurs services, qui est loin d'enchanter tout le monde au sein de la communauté chi- noise. Sûrement que ce décor mettra en appétit les clients, estiment pourtant les restaurateurs du coin, quant à eux satisfaits.

"Au moins et pour la première fois, nous avons été consultés", d'expliquer le Père Tou. Une consultation qui cette fois-ci évitera les erreurs les plus grossières, dignes des plus mauvaises productions cinématographiques. Au dernier revampage du quartier, les cabines téléphoniques que la ville avait installées, si typiquement chinoises, étaient en réalité... de style japonais!

Pour sa part, le Père Tou reste positif. Ces nouveaux aménagements, espère-t-il. encouragèrent au moins la rénovation des bâtiments existants souvent vétustés et menacés par le feu. Les commerçants en tireront profit.

Plusieurs intervenants parmi la communauté chinoise estiment que cette consultation s'est faite à sens unique en ne portant que sur des détails. Pour ces mécontents, on ne tient compte que des besoins des commerçants et non de ceux de l'ensemble de la communauté. Ces nouveaux aménagements, fait-on savoir, ne sont qu'une façon de dérouler le tapis rouge aux milliers de congressistes étrangers, aux 3 500 fonctionnaires fédéraux du futur Complexe Guy-Favreau et aux habitants à l'aise des 400 unités d'habitation qui bientôt investiront le quartier.

Un ancrage social

"Plus qu'une opération cosmétique à incidence touristique, il au- rait fallu ici développer l'infrastructure sociale du quartier en encourageant les services communautaires, en favorisant l'habitation au profit des Chinois de Montréal", d'estimer M. Kwok Chan, sociologue, professeur à l'Université Concordia et président du Centre chinois des services familiaux.

L'analyse de Kwok Chan est claire. La consultation n'a pas impliqué la participation active de la population chinoise. Elle n'a pas pu exprimer ses besoins. "Nous sommes en présence d'une communauté ethnique installée au centre-ville et qu'a dû subir de très fortes pressions tant des administrations gouvernementales que des promoteurs pour quelle s'installe ailleurs. Aujourd'hui le quartier chinois est décime et risque de n'être qu'une attraction touristique."

Dans un quartier encerclé de toutes parts par des barrières physiques qui limitent son expansion et où le terrain est très rare, la société Khoury érige actuellement coin Dorchester et Saint-Urbain un immeuble de 96 logements «Place du quartier chinois», offerts en condominium de luxe et en location de prestige sur des terrains acquis à la ville dans le cadre de l'opération 20 000 logements.

"Quelle belle occasion perdue de faire du logement accessible aux membres de la communauté à laquelle le secteur est depuis toujours identifié, de déplorer Kwok Chan. Pour la très grande majorité d'entre nous et pour les immigrants qui viennent grossir nos rangs, il serait beaucoup trop coûteux d'aller habiter dans ces tours ou dans les logements du Complexe Guy-Favreau."

	<p>La seule façon d'assurer une vraie régénérescence du quartier, de conclure Kwok Chan, ça serait de procurer des logements convenables à ceux qui l'habitent encore ou à ceux qui voudraient y retourner. «Si ça continue, il n'y aura que des restaurants." »</p>
<p>« Les Chinois de Montréal : 110 ans d'enracinement », <i>La Presse</i>, 13 octobre 1990, Cahier B, p.5</p>	<p>« Le curé de la paroisse chinoise, Thomas Tou, vient d'une famille d'ecclésiastiques: son frère est évêque et sa soeur religieuse, à Taiwan. En 1950, le père Tou quitte son village natal, Nan Fung, à 150 kilomètres au sud de Pékin, pour parfaire ses études en droit ecclésiastique à Rome. Il ne peut cependant retourner chez lui, où les communistes ne tolèrent plus les paroisses catholiques. Il s'inscrit donc comme missionnaire. En même temps, l'évêque de Montréal, Paul-Émile Léger, en visite à Rome, cherche un prêtre pour la communauté chinoise de son diocèse. Le père Tou débarque donc à Montréal en 1957. Il doit alors apprendre la langue du pays, pas l'anglais ou le français qu'il parle déjà mais le cantonais, que parlent les Chinois de Montréal. «A l'écrit ça va, mais à l'oral c'est impossible de comprendre le cantonais quand on parle le mandarin, par exemple.» C'est toujours en cantonais que le père Tou célèbre les rites liturgiques à son église du Quartier chinois. Ironie du sort, c'est à l'invitation du gouvernement que le père Tou est retourné en Chine, en 1982, avec Arthur Lee, le patriarche de l'enclave cantonaise. Son père et sa mère étaient déjà morts, mais il y a retrouvé ses quatre frères et soeurs. C'est maintenant autour des vieux et des jeunes que gravite la paroisse du père Tou. On y retrouve en effet un centre d'accueil pour personnes âgées et plus de 1200 enfants sont inscrits aux cours de chinois dispensés par la paroisse. Et les autres viennent au Quartier chinois pour conduire leurs enfants ou visiter leurs vieux parents. Âgé de 69 ans, en poste depuis 37 ans, le père Tou est un personnage incontournable de la communauté chinoise. »</p>

**THOMAS
TOU**



**famille arrivée en
1957**

CHINESE FREE MASONS / ZHIGONGTANG/ZHIGONGDANG/CHEE KUNG TONG

Lovell

- **1921-1922** : Tong Chee Kung pres Chinese Free Masons 78 Lagaucheticre W
- **1925-1926** : Tong Chee Kung pres Chinese Free Masons 78 Lagaucheticre W
- **1930-1931** : Chinese Free Masons Chee Kung Tong pres 116 Lagauchetièrè W
- **1944** : Chinese Free Masons Chee Kung Tong pres 116 Lagauchetièrè W

BOUCHARD-DUPONT, Maude.
« Les organisations politiques sino-montréalaises ou les coulisses du pouvoir » dans *Mémoires des Montréalais* [En ligne] <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/les-organisations-politiques-sino-montréalaises-ou-les-coulisses-du-pouvoir>», 17 septembre 2018

« Reflétant la coutume pratiquée en Chine, les membres des communautés chinoises à l'étranger font partie d'un clan familial, d'associations professionnelles, religieuses et d'entraide et, parfois, d'un parti politique. À Montréal, comme ailleurs, les activités politiques sont organisées par trois grands partis : le Hin-Jing (Parti réformiste chinois), le Zhigongdang (francs-maçons chinois) et le Guomindang (Ligue nationale chinoise, représentée par leur devise San Min Chu I).

Ces groupes étant considérés comme dissidents en Chine impériale, leurs membres sont contraints au secret ou à l'expatriation. Pour éviter les soupçons d'activisme en Amérique, le Zhigongdang, par exemple, se renomme « francs-maçons chinois », un nom familier pour les autorités locales. Les francs-maçons chinois ont donc peu à voir avec l'organisation fondée au XVI^e siècle au Royaume-Uni, sinon qu'il s'agit également d'une société secrète. Recrées au sein des communautés chinoises en Amérique, ces associations reçoivent régulièrement la visite d'hommes politiques influents et elles les aident, entre autres, à financer leurs actions politiques en Chine.

[...]

Quant aux adhérents du Zhigongdang, ils ont pour objectif de faire tomber cette dynastie d'origine mandchoue, considérée comme une domination étrangère. Le Zhigongdang milite pour la fin du régime impérial et le retour au pouvoir d'un Chinois : un Han. Issus du milieu populaire, les membres du Zhigongdang sont essentiellement des Cantonais originaires du sud de la Chine.

[...]

En 1912, la dynastie Quig s'effondre. Célébrant ensemble la fin du régime impérial des Mandchous, les membres du Zhigongdang et les nationalistes du Guomindang craignent un raid des supporters des Quig, le Hin-Jing, à leur siège de la rue De La Gauchetière. Comme le pouvoir et le territoire sont divisés en Chine pendant plusieurs années, les dissensions renaissent à Montréal. Le Zhigongdang dénonce l'alliance du Guomindang avec un nouveau joueur, le Parti communiste chinois, ainsi que la montée de son influence. S'alliant au Hin-Jing, les francs-maçons forment alors un groupuscule s'entraînant aux arts martiaux, le Dartcoon Club. Un conflit avec les nationalistes à propos du contrôle d'une maison de jeu dégénère en bagarre le 13 décembre 1933 au restaurant Man Hong du 71, rue De La Gauchetière. Les protagonistes se battent à coups de sabre, ce qui résulte à plusieurs blessés graves. Mais les incidents entraînant de la violence sont, somme toute, relativement rares à Montréal, particulièrement si l'on compare avec les autres villes canadiennes. »

HELLY, Denise. *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p.238-246 [En ligne] <http://classiques.ugac.ca/conte>

« [Sun Yat-sen] provient d'une famille de paysans aisés établie dans la province du Guangdong et dont plusieurs membres émigrent en Californie au XIX^e siècle. [...] Converti au protestantisme et ouvert aux idées occidentales, Sun est partisan de l'instauration d'un régime républicain en Chine, et de retour à Hawaï, il fonde en 1894 un groupe révolutionnaire, le *Xin Zhong hui* (Association pour le redressement de la Chine). À l'été 1895, le groupe [239] réunit 120 recrues et dispose de 1

mporains/helly_denise/chinois_a_montrer/chinois_a_montrer.html

300 dollars provenant de cotisations de ses membres et de ventes de « bons révolutionnaires ».

Sociétés secrètes en Amérique du Nord

Les premiers partisans de Sun sont des immigrants chinois d'Amérique du Nord affiliés à une société secrète cantonaise. [...] [N]ombre de leurs membres acculés à la misère ou poursuivis par la police impériale doivent émigrer à l'étranger et, là, ils rétablissent leurs loges. Conscient de l'ampleur de l'implantation de ces sectes en Chine et partageant leur volonté de renverser la dynastie mandchoue, Sun recherche leur appui dans la diaspora chinoise. Sun recherche cet appui en Amérique du Nord [...].

En 1896, il se rend en Californie, multipliant les contacts avec les marchands, les blanchisseurs, les débardeurs et les ouvriers cantonais de l'État et il rencontre des membres de la Triade. Cette secte est fortement implantée au Guangdong et dans l'ensemble de la diaspora chinoise où elle porte le nom de *Zhigongtang*. Des loges de la Triade existent au Canada [...].

[...]

À Montréal, les Cantonais prennent parti

[Des immigrants chinois] adhèrent à la thèse réformiste et forment une section de l'association de Kang Youwei. [D'autres] adoptent les idées plus radicales du *Zhigongtang*, dont ils créent une loge à Montréal en 1903.

[...]

Manchous et Républicains s'affrontent

[...]

[L]a lente baisse d'influence des réformistes [...] permet [à Sun Yat-sen] de rallier des dirigeants de sociétés secrètes avec lesquels il fonde, en 1905, la Ligue d'union jurée (Tong Meng hui). [...] Au Canada, dès la formation de la Ligue, le *Zhigongtang* rompt son alliance avec le parti de la réforme et appuie les thèses républicaines de Sun. La lutte s'aiguise alors entre les deux formations.

[À] Montréal, elle se montre dans un incident survenant en 1905. Un membre du *Zhigongtang* tente de dérober les fonds de la formation républicaine mais surpris sur le fait par d'autres partisans de la même formation, il accuse ces derniers de tentative de meurtre et trois d'entre eux sont arrêtés. Quelques années plus tard, le voleur se révèle être un membre de l'association réformiste. Le conflit perdure les années suivantes mais les républicains gagnent de plus en plus de terrain au Canada et s'organisent. Lors d'une visite de Sun dans ce pays en janvier 1911, ils réunissent 35 000 dollars et la branche du *Zhigongtang* de Montréal hypothèque son immeuble pour la somme de 1 600 dollars En juin 1912, selon *La Patrie*, la « guerre entre les Manchous et les républicains » atteint un point aigu dans la ville. Les deux chefs du mouvement favorable à Sun, Charlie Yep et Charlie Sing, déclarent craindre un raid de leurs opposants contre leur siège de la rue Lagachetière. D'autres immigrants parlent pour la première fois d'une réelle guerre de « tongs » à Montréal. Les réformistes viennent en effet de perdre une bataille décisive. »

« Folktales and Social Structure: The Case of the Chinese in Montreal » in *Canadian Museum of Civilization* [En ligne]

« The earliest Chinese political party formed in Montreal was the Reformist party; its aims were to preserve the Manchu monarchy and to reform the political, economic and social systems of the home country. It was organized before 1896 (*Montreal Gazette*, August 29, 1896), and, at one time, collected donations of \$20,000 in Canada (*Montreal Gazette*, March 6, 1902). The party was opposed by the Chih Kung Tang (later

<https://www.history-museum.ca/learn/research/resources-for-scholars/essays/folktales-and-social-structure-the-case-of-the-chinese-in-montreal/>

known as Chinese Freemasons), formed in 1903. The objectives of the Chih Kung Tang were to oppose the Manchu and to restore the Ming. These differences in political objectives led to internal community conflict around the turn of the century. The Reformist party became powerless when the Manchu was overthrown in 1911. A branch of the National League was established in Montreal during that year. Later, political differences developed between the Nationalist Party and the Freemasons which have fostered divisions in the community. »

DERE, William Ging Wee, *Being chinese in Canada : the struggle for identity, redress and belonging*, Madeira Park, BC : Douglas and McIntyre [Epub], p.42

« There was a great political divide in China, which two organizations in Canada reflected: the Kuomintang, or KMT (Nationalists), and the Zhigongtang, or ZGT (Chinese Freemasons). In Montreal, while my father and grandfather most often sought out the company of other Chinese men in Chinatown at the Young Men’s Christian Institution [YMCA] and the Montreal headquarters of the Hum Association, there were other mutual support organizations at hand, some with strong political associations, most notably the Chinese Nationalist League (KMT), which had opened its doors in 1918 at 139 Clark, and the Chinese Freemasons (Hong Men) at 78 La Gauchetière. Other organizations in Montreal at the time included various other family associations and the Chinese Benevolent Society, which had started in 1915 at 6 La Gauchetière.

[...]

The history of the Zhigongtang (Hong Men) is more convoluted. It was founded as a secret society in Guangdong province in 1674 to overthrow the Manchu Qing Dynasty. In Canada, a branch was formed in 1862, during the Gold Rush, in Barkerville, BC. Its Canadian members were workers, gold miners and small merchants.

As historian Kin-ping Kam said proudly at the Twenty-third Assembly of the Chinese Freemasons in Canada, held in Toronto in September 1985: “It was neither the Kuomintang nor the Communist party that had overthrown the Qing Dynasty [in 1911–12] and built the Republic of China.” Instead, “opposition against the Qing Dynasty ... fell on the shoulders of brothers of Hong Men overseas. This spectacular achievement shines as brightly as the sun and moon, and deserves the admiration and respect of thousands of generations to come.”

During the time of Sun Yat-sen, the Hong Men in Canada had a social and political agenda: to raise funds across Canada for the nationalist cause in China. They became bitter rivals with the Kuomintang after Dr. Sun’s death in 1925 and Chiang Kai-shek’s ascendance to the KMT leadership.

That rivalry endured throughout the 1930s and ’40s. The Hong Men were sympathetic to the Chinese Communists, whereas the KMT members in Canada represented Chiang Kai-shek.

In the Montreal community, the Zhigongtang was well respected as a social welfare organization; its activities included organizing busloads of people to go to Mount Royal Cemetery to honour the ancestors for the Qing Ming festival, and it was active in establishing the original Montreal Chinese Hospital founded in 1920 in a former synagogue at 112 La Gauchetière in Chinatown.

The Hong Men, though, had an image problem in North America. Due to their origins as a secret society, authorities in the US and Canada associated them with Triad criminal gangs. The Montreal media sensationalized disputes between the ZGT and the KMT—including one physical altercation in 1933—calling them the “Tong Wars.”

[...]

	<p>During the war years, the Montreal Chinese formed their own united front against Japan—the Chinese Patriotic League — which included the KMT, ZGT, the YMCA and other organizations. Altogether, the league in Montreal raised over \$400,000.</p> <p>[...]</p> <p>My father and grandfather got involved in fundraising as the Japanese were advancing towards our home county in China. Their concern led them to become active in the patriotic campaign to raise funds for the anti-Japanese war effort. My father had brought news to Montreal of the impending Japanese on slaughter when he got back from his visit to China in 1935. He knew that if the Japanese were not stopped in Manchuria, they would eventually reach our home province of Guangdong.</p> <p>In 1937, Japan began its wholesale invasion of China in an undeclared war, after consolidating its occupation of Manchuria. People were eager for news from home. In Montreal, a large bulletin board was erected at the corner of La Gauchetière and Clark where Chinese articles about the war were posted daily. »</p>
<p>KWOK BUN, Chan, <i>Smoke and Fire: The Chinese in Montreal</i>, Hong Kong, The Chinese University Press, 1991.</p>	<p>[p.109] « The uncle of Huang Jinzhuo 黃錦燾, "Jack", already in laundry business in Montreal for years, took him to Canada during one of his trips back to China. Jack never asked what life was like for a Chinese in Montreal. Perhaps what one needed to know was already known among those destined to go overseas: brutal, hard work as a hand laundryman, day in and day out. His uncle a laundryman. Jack "naturally" also became a laundryman, as Jack himself put it.</p> <p>[...]</p> <p>Jack quickly got himself out of the hand laundry business and involved in joint partnership in Chinese restaurants, thus operating as a successful proprietor, and, subsequently, establishing a reputation for himself. This facet of his work life might have paved the way to his public involvement in the affairs of the Chinese community. He is best remembered for his pioneering work with the Freemasons in Montreal and with the establishment of the Montreal Chinese Hospital, at the time, the only one of its kind in Canada. First elected in 1931 as the Freemasons' president, he remained in the post for an astonishing twenty consecutive terms.</p> <p>[...] »</p> <p>[p.116] « In Montreal I had a friend who warmly invited me to join Zhigongtang, of which he was a member. He mentioned my name to that organization and they all welcomed me. I arrived here in 1931. I became a member in 1932. At that time, there were only about one hundred to two hundred members. They were very happy together. Later on, through the years, they voted to elect the president of the organization, I was elected president.</p> <p>When I was with the organization, there was a Chinese Hospital. »</p> <p>[p.121] « The hospital cost one million dollars to built. The Chinese people came up with about eighteen hundred thousand dollars altogether. I was very poor, but nevertheless I still gave a few thousand. From the others, the Chinese Freemasons and Huang Xia Tang, each donated one thousand dollars or more. »</p> <p>[p.135] When I first came here, there was an organization named Zhigongtang, now known as the Chinese Freemasons. The other organization was the Chinese Reform Party. Later there was the Chinese Nationalist League (Guomintang). The Chinese Nationalist League only began in the secon year of the founding of the Republic of China. When</p>

	<p>this League was first organized, most of the members were originally those of Zhigontang [sic]. Why? This was due to Dr. Sun Yat Sen (1866-1925) who was the first president of the Republic of China. Also he was a member of the Chinese Freemasons which he said was not a political party. That is why Dr. Sun Yat Sen directed all the members to organize and form another party, but he also stood for the preservation of the tongs. Therefore, the members organized another party under the name Guomintang. There were not many Chinese organizations. The Chinese Reform Party existed to protect the Qing Dynasty (1644-1911). The Zhigongtang revolted against the Qing Dynasty. These two parties did not get along well. In the city of Montreal and across Canada there were two political organizations. They seldom clashed, though. The Chinese Reform Party was not aggressive. Its members were all educated. Both groups had their ideas and respected each other. »</p>
<p>« La population exotique de Montreal : Chinois - Italiens - Juifs - Syrien », <i>La Patrie</i>, 17 octobre 1903, p. 20 [En ligne] https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4314851?docsearchtext=Francs%20ma%C3%A7ons%20chinois</p>	<p>« La colonie chinoise Une visite au Quartier chinois de Montréal est toujours intéressante et les étrangers qui viennent ici dans le but de connaître notre ville aussi complètement que possible ne manquent pas de pousser une pointe dans ce qu'on est convenu d'appeler le "China Town". A part quelques privilégiés tous ceux qui désirent pénétrer dans les établissements où l'on fume l'opium, doivent se faire nécessairement accompagner par un détective. Les fils du Céleste Empire ont une crainte salutaire des policiers et l'apparition de ses derniers dans leur domicile provoque toujours une vive sensation. Le quartier chinois est situé sur la rue Lagauchetière, entre la rue Sant Laurent et la rue Chenneville. Le jour et le soir, ce bout de rue est toujours rempli de Chinois qui discute avec animation dans leur langage baroque. Dans Montréal on compte environ 2,200 fils du Ciel. Les Chinoises ne sont qu'au nombre de cinq. [Ilisible] on le sait ordinairement le Chinois est un rude travailleur, mais ce qu'on ignore continuellement c'est son [ilisible] pour le jeu de cartes et pour l'opium qu'il fume avec passion. Le reporter de "La Patrie" accompagné d'un détective a pu pénétrer dans un de ces taudis où s'enferment les blancs et les Chinois pour fumer l'opium. Le "fumoir" se trouve situé dans le rez-de-chaussée d'un édifice de quatre étages, rue Lagauchetière. Un escalier tortueux nous conduit à la chambre où les fumeurs enragés, étendus sur planches, savourent les prétendus délices de la pipe. [...] Au No 572 de la rue Lagauchetière se trouve le temple chinois.</p>
<p>« Conspiration chinoise : Tentative de meurtre exercée sur un Chinois, par ses compatriotes », <i>La Presse</i>, 20 avril 1905, p.7 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3241181</p>	<p>« C'est un Chinois converti au catholicisme, et il est probable que c'est là son grand crime aux yeux des FRANS-MACONS CHINOIS [sic] On a commencé hier le procès, de Joe Pang, Chin Sing Pou, Kin Von, Hoo Yook et Lee Pot, prévenus de conspiration dans le but de faire disparaître George Kong, un Chinois qui s'est christianisé il n'y a pas bien longtemps, qui a prêté serment sur la bible et a donné un juste témoignage dans le procès des joueurs de fan tan, arrêté en mars dernier. La Chin Yuen Tong, espèce de FRANC-MACONNERIE CHINOISE a décrété que Fong, en se rendant coupable de dénonciation de ses ex-frères de loge, avait mérité le châtement des traîtres. Voici l'histoire que raconte</p>

Kong. Un jour, les agents firent une razzia chez les Chinois. On jouait au fan tan. Lore du procès, il fut appelé comme témoin. Kong est chrétien et jura sur la bible de dire la vérité, et il la dit. Il devenait ainsi transfuge dans l'esprit des membres de la Chin Yuen Tong. Un soir, le 17 mars, il fut attiré dans la salle de la société, rue Lagauchetière, 572. Les lumières furent éteintes et l'on jeta un sac sur sa tête, une corde lui fut passée au cou et on commençait à le piétiner et A L'ETOUTTER lorsqu'un compagnon du malheureux avertit la police. En se débattant, Kong brisa un carreau et cria au meurtre. Le constable Daoust arriva et Lee Pot lui montra Fong en disant, qu'il avait pénétré par effraction dans la salle pour défoncer le coffre-fort. Fong fut acquitté sur cette accusation. Le procès est remis au plus tard, pour permettre à l'interprète de traduire des documents que l'on prétend être des pièces du procès secret de Fong et sa condamnation par la société Tong. »

« Patriotisme chez les célestes : Les chinois paraderont protégés par la police », *La Presse*, 7 juin 1912, p.1 [En ligne]

<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3240764>

« La procession commencera à quatre heures, au champ de Mars et se terminera vers six heures et demie au nouveau temple de la rue Lagauchetière. En effet. Il ne s'agit pas seulement de manifester et de célébrer la république, mais aussi d'inaugurer un temple que nous avons visité ce matin.

LE NOUVEAU TEMPLE

C'est une salle de 75 pieds de long par 25 de large au fond de laquelle se trouve un dais qui surmonte trois trônes sur lesquels doivent siéger les anciens. »





LE NOUVEAU TEMPLE CHINOIS DE LA RUE LAGAUCHETIERE. décoré en prévision de l'inauguration qui aura lieu dimanche prochain. — Cliché du photographe de la "Presse".

« Nouvelles diverses », *Le Clairon*, 14 juin 1912, p.2

« Les chinois, partisans de la nouvelle république de leur pays natal, ont fait une procession à travers les rues de Montréal, lundi après-midi. Une foule énorme s'était portée sur le parcours de cette procession. Tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait. Les Chinois, à Montréal surtout, sont des gens paisibles et qui enfreignent rarement la loi. Le soir, il y a eu banquet et dédicace d'un nouveau temple, en plein "Chinatown", rue Lagauchetière Ouest. »

GELINAS, Jean Marie, « En flânant, rue Lagauchetière, dans le quartier chinois », *La Patrie*, 23 avril 1932, p.23
<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4323622>

« AVANT de s'engager dans la rue Dorchester, il fait le dénombrement des institutions sociales ou religieuses de la rue Lagauchetière : une chapelle et un hôpital catholiques, une loge maçonnique, un club social, sans compter deux ou trois associations de clans ou "tongs" (dont les journaux américains ont tant fait état) dont les noms s'affichent en larges lettres chinoises au-dessus de mainte porte. Tel que noté au début, on trouve, rue Dorchester, une mission anglo-chinoise avec école, temple et club de jeunes, dans le genre du Y.M.C.A.»

« 11 Chinois blessés dans une bagarre à Montréal », *L'Action*

« La police arrête 97 manifestants et en relâche 18 un peu plus tard.— Les troubles éclatent au cours d'une assemblée convoquée pour étudier un moyen de mettre fin aux bagarres dans Chinatown.

TOM KONG RECOIT DEUX BALLES

<p><i>catholique</i>, 12 février 1934, p.1</p>	<p>Montreal, 12. - D.N.C. - Une assemblée convoquée pour discuter des mesures à prendre pour mettre fin aux bagarres survenues depuis quelque temps dans le Chinatown, s'est terminée brusquement, hier soir, par la plus violente mêlée jamais vue dans le quartier chinois à Montréal. Quatre-vingt-dix-sept manifestants furent appréhendés par la police, dont dix-huit furent blessés.</p> <p>L'assemblée avait lieu dans la salle au second étage du Montréal Chinese Hospital, situé à 112 ouest, rue Lagauchetière. La plupart des arrestations furent opérées sur place et les autres dans un édifice voisin occupé par les Chinese Freemasons. N'eut été la prompte intervention de la police, il est probable que le nombre des blessés, serait de beaucoup considérable, mais des voitures de la radio-police arrivèrent bientôt sur les lieux et l'ordre fut rétablie en quelques minutes. »</p>
<p>« La hache de guerre déterrée au Chinatown », <i>La Patrie</i>, 14 mars 1936, p.45</p>	<p>« ULTIMATUM</p> <p>Afin de protester contre les executifs des Chee Kung Tung pour avoir ainsi fait arrêter le trio de leurs congénères, les Dat Koon à leur tour chercheraient vengeance et auraient fait envoyer aux premiers une lettre d'avocat enjoignant aux Chee Kung Tong d'évacuer leur club situé à 116 Lagauchetière dans un délai de trois jours expirant aujourd'hui. »</p>
<p>ST-G., H. (de), « Montréal inconnu : Visitons Chinatown », <i>La Patrie</i>, 22 mars 1936, pp.36; 40 [En ligne] https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4325010</p>	<p>« Grand, les épaules massives, les pommettes légèrement saillantes et les yeux quelque peu obliques, des cheveux blonds ondulés en chdrant un front large et énergique, Norman Jones est probablement le mentor le plus qualifié que puisse rencontrer l'étranger désireux de connaître cette pittoresque colonie, habitat des Jaunes, non pas de ces Chinois tels que tous les voient quotidiennement, enfouis dans la demi-obscureté de leurs buanderies, ou courtois et affairés dans leurs innombrables restaurants, mais</p> <div data-bbox="808 751 1523 1732" data-label="Image"> </div> <p><i>Pour la première fois dans l'histoire de la colonie chinoise de Montréal, un blanc a obtenu le privilège spécial de visiter le temple des Chee Kung Tong, rue de Lagauchetière. On voit ici l'autel où sont vénérés les neuf prêtres qui ont survécu au massacre de ceux qui défendaient les doctrines de Confucius, il y a des siècles. Au premier plan, les brûleurs d'encens, celui du centre est surmonté du dragon symbolique. Sur l'autel, à droite, près des magnifiques urnes orientales, un ex-voto représentant une pagode. A gauche, près de l'autre urne, le globe terrestre. Au centre, immédiatement en arrière du dragon recouvrant le brûleur d'encens, on distingue les bâtonnets d'encens et les chandeliers que l'on fait brûler devant les idoles. On remarque aussi sur le bord de l'autel au centre, quatre petites tasses dans lesquelles on verse le thé offert à ces idoles. L'autel est placé au fond d'une sorte de placard dont on peut relever les panneaux au besoin. Le représentant de la PATRIE, par permission toute spéciale, a été admis à visiter les lieux où d'ailleurs il a été reçu avec la plus grande courtoisie par les membres qui vivent en paix dans ce club. (Photo la "Patrie").</i></p> <p style="text-align: right;">* * *</p>

	<p>retirés dans leurs clubs, leurs cafés, leurs maisons privées, ces modestes demeures qui s'échelonnent dans la rue Lagauchetière, en plein centre de ce district mieux connu sous le nom de "red light". »</p>
<p>ST-G., H. (de), « Montréal inconnu : Visitons Chinatown » <i>La Patrie</i>, 29 mars 1936, p.65 (suite du 22 mars, pp.36; 40) [En ligne] https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4325017?docsearchtext=Temple%20Chee%20Kung</p>	<p>Mais l'heure est déjà avancée. Norman Jones désire me faire visiter le temple maçonnique chinois situé à quelques pas, avant qu'il ne soit trop tard. Je crois, dit-il, que vous serez le premier blanc qui obtiendrez admission, car jamais à ma connaissance la chose ne s'est produite.</p> <p>Temple est un mot quelque peu prétentieux pour cette maison très modeste, même pauvre, dont le second étage sert de refuge à quelques vieillards que l'on y hospitalise, Nous montons un autre escalier étroit conduisant directement à une vaste pièce presque nue et entièrement dépourvue de chaises. Un lourd pupitre derrière lequel sont rangés trois fauteuils occupe l'extrémité de cette pièce: sur les murs s'alignent les photographies représentant les martyrs chinois morts en défendant les doctrines de Confucius qu'honorent les Chee-Kung-Tong.</p> <p>Dans une sorte de placard à panneaux rouges, situé dans l'encoignure droite, est l'autel où "brillent des bâtonnets d'encens et trois chandelles blanches. Sur une large pièce de soie sont peintes les figures des neuf prêtres de Confucius qui ont survécu au massacre de certaines des leurs lors des persécutions d'alors. Deux lourds vases de Chine véritablement artistiques complètent l'ensemble, alors qu'à droite de l'autel, est inscrite en rouge la liste des membres de l'association dont le but est avant tout de garder la paix dans la colonie, d'en exclure les voleurs et les traîtres, de soutenir les vieillards pauvres et d'accomplir d'autres oeuvres de bienfaisance.</p> <p>Dans un coin est relégué un gigantesque masque orné de clochettes, masque représentant une tête de lion et servant à exécuter la danse sacrée du lion lors des grandes fêtes religieuses ou parades. D'antiques armes sont rangées le long de la muraille et l'un de mes hôtes m'en explique le maniement. Il y a principalement une longue lance de bois flexible, longue d'une quinzaine de pieds, ressemblant à une queue de billard. Cette lance, par une secousse violente que lui donne son possesseur, vibre avec tant de force que l'adversaire qui voudrait s'en saisir aurait infailliblement le crâne défoncé ou les bras rompus s'il en recevait le choc. La vibration produite est même, me dit-on, assez forte pour casser la patte d'un cheval.</p> <p>Ce qui intrigue le plus le visiteur est un cadre représentant par dessins compliqués tous les avantages que retirent ceux qui sont initiés aux secrets occultes de l'ordre. L'oeil inexpérimenté tente vainement d'y découvrir quelque signification: c'est un entrelacement inimaginable, peint en couleurs très vives, de fleurs exotiques, dragons, oiseaux sacrés, ou plantes de toutes sortes. On perçoit dans cet enchevêtrement des figures de suppliciée, des archers, des cadavres, des pagodes, un soleil se levant derrière des montagnes pourpres: la minutie et l'abondance de détails sont telles qu'on ne peut y comprendre quoi que ce soit, à moins de connaître les secrets des Chee-Kung-Tong, chose réellement impossible pour ceux qui ne sont pas membres.</p> <p>Quelques-uns de ceux-ci se réunissent parfois dans cette salle pour y pratiquer le Jiu-jitsu, cette lutte d'art absolument défensif et maintenant bien connu. »</p>
<p>LACROIX, Fernand, « Rendez-vous chinois », <i>La Revue Moderne</i>, mars 1937, p.6-7, 29 [En ligne]</p>	<p>« Le quartier chinois possède son hôpital et ses médecins. Deux professeurs chinois, attachés à l'Université McGill, enseignent la langue du céleste Empire. L'église catholique chinoise du St-Esprit, sous la direction d'un aumônier, sert de temple aux convertis. Le Chinese Reform Party, organisation politique, a ses quartiers généraux dans un hôtel particulier tandis que le Chinese Masonic Temple, relevant de</p>

<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2269871?docsearchtext=Chine%20Masonic%20Temple>

l'organisation maçonnique internationale, tient lui aussi ses assises dans le même quartier. Enfin la Chinese Welfare Association s'occupe particulièrement des femmes chinoises. Le tout est sous l'autorité du Conseil suprême de la colonie, composé des Chinois les plus en vue de la métropole, de quelques autres moins en vue mais non moins influents. »

« Assemblée annuelle des chinois francs-maçons de notre ville »,
L'illustration Nouvelle, 19 avril 1937,
p.7 [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2691055?docsearchtext=Chine%20freemasons>



La photo ci-dessus a été prise lors de l'installation des officiers du Conseil Général, de la "Chee Kung Tong Montreal Chinese Freemason Society", hier après-midi, au no 116 de la rue Lagauchetière ouest. On y remarque MM. les avocats Paul Désy et Gérard Raymond. Ne sont pas sur cette photo, Me Paul Raymond et Me J.-H. Michaud, avocats de la Société. Les nouveaux officiers, pour l'année 1937, que l'on voit ci-dessus sont: M. Lee Yoe, président; M. Wong Toy, vice-président; M. Hum Doon Yin, secrétaire; M. Hum Low, trésorier; M. Hum Get On, surintendant; M. Yip Yuen Me, grand'maitre de cérémonies; M. Wong Hong Tai, leader du Conseil; M. Eng Wing, secrétaire-archiviste; M. Hoy Moy, assistant-secrétaire; M. Hum Yuen, assistant-trésorier; M. Won Shue Cheng, officier diplomatique; M. Lee Yick Kue, secrétaire-correspondant; M. Hum Gar Soon, assistant-surintendant; M. Toy One, organisateur; M. Hum Shing, officier-enquêteur; M. Fong Get, secrétaire français; M. Lee Shue, secrétaire anglais; M. Hum Moon Wing, sentinelle intérieure; M. Leo Park, sentinelle extérieure et M. Soto Sue, sergent. (Photo l'«Illustration Nouvelle».

« Hier après-midi, il y avait glande assemblée aux quartiers-généraux des chinois francs-maçons, au No 116 de la rue Lagauchetière ouest, pour procéder à la cérémonie de l'installation des officiers de la Société communément appelée "Chee Kung Tong" et à la lecture de la charte accordée par S H. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la "Chee Kung Tong Montreal Chinese Freemason Society".

La "Chee Kung Tong" est une organisation chinoise franc-maçonne, dont le siège spirituel se trouve en Chine, et qui compte nombre de ramifications de par le monde. Ces groupements ou "Tong" sont absolument indépendants les uns des autres, quant à ce qui concerne l'organisation matérielle. Il y a, par exemple, des quartiers-généraux situés à Vancouver, pour les "Chee Kung Tong" ou sociétés de franc-maçonnerie chinoise réparties dans différentes villes de la Colombie Canadienne. Et les quartiers-généraux de la province de Québec se trouvent situés à Montréal, comme ceux de l'Ontario sont situés à Toronto.

La société "Chee Kung Tong" de Montréal a été fondée vers 1890, et les membres et officiers actuels sont les successeurs légitimes des fondateurs, et ils ont demandé et obtenu une charte provinciale afin de mieux faire connaître leur statut d'une façon officielle.

La but principal de la "Chee Kung Tong" est de grouper et d'aider ses membres, afin de promouvoir leur avancement, tant au point de vue religieux que social et économique, tout en suivant les lois de leur pays d'adoption.

	<p>Parmi les membres de la "Chee Kung Tong" de Montréal, il y a environ une trentaine de dissidents, qui ne sont pas en règle avec la Société. Ces quelques dissidents ont fait prendre un bref de Quo Warranto, prétextant que certains membres du groupe majoritaire usurpent les fonctions d'officiers de la "Chee Kung Trng". Cette cause est à se débattre devant les tribunaux.</p> <p>Il existe à Montréal deux groupements distincts chez les chinois, le premier comprend les nationalistes et le second comprend les francs-maçons. Quelques-uns des dissidents dont il est parié ci-dessus faisaient autrefois partie des nationalistes, mais ont été expulsés des rangs de ces derniers, et cherchent maintenant à obtenir la direction des affaires des francs-maçons, sans succès jusqu'à présent.</p> <p>Les chinois sont pour la plupart des citoyens paisibles et respectueux des lois du pays. Un beau témoignage leur a été rendu à ce sujet, il y a quelques mois, par l'un des juges de la Correctionnelle, à Montréal. »</p>
<p>« Nouvelles raisons sociales : Les sociétés et compagnies récemment enregistrées », <i>Le Devoir</i>, 30 avril 1937, p.10</p>	<p>« Chee Kung Tong Club Co., 116 ouest, Lagauchetière. Yep Let, président. »</p>
<p>BLOUIN, Marcel, « À deux pas de nous, le rideau de bambou : au cœur impénétrable de la célèbre colonie », <i>La Patrie</i>, 18 juillet 1954, p.65; 76; 80-81; 85 [En ligne] https://news.google.ca/newspapers?id=A6lYAAAAIBAJ&sjid=myIEAAAAIBAJ&pg=3223%2C3896932 (Voir aussi https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4332411 [certaines pages manquantes])</p>	<p>« LA FRANC-MAÇONNERIE</p> <p>La Franc-Maçonnerie est petit-être l'organisme le plus puissant de la société chinoise. Elle recrute ses membres dans toutes les cités où les Chinois sont en nombre suffisant. A Montréal, la loge maçonnique chinoise a ses quartiers rue Lagauchetière, en plein cœur du Chinatown. Le maître de la loge est Jack Wong. l'un des plus éminents membres de la communauté chinoise montréalaise. M. Wong est aussi président de l'hôpital chinois que dirigent les RR.. Missionnaires de l'immaculée-Conception. La loge maçonnique est avant tout une association fraternelle dévouée aux oeuvres de bienfaisance et à l'organisation des loisirs des orientaux vivant dans la métropole. Les membres de la loge se réunissent fréquemment dans une grande racle où la tribune du maître, les anciennes armes appuyées au mur et une sorte d'autel élevé à la mémoire des premiers maçons de Chine composent une atmosphère bizarre. C'est au cours de ces réunions que l'on décide de venir en aide à tel Chinois éprouvé, à telle famille dans le besoin, à tel nouvel arrivé. La loge de Montréal est affiliée à la grande loge de Vancouver qui à son tour fait partie d'une organisation supérieure groupant toutes les loges d'Amérique et de la Jamaïque. Chaque année, les représentants de ces loges se réunissent afin de discuter des intérêts et de la vie des Chinois dans les pays »</p>

ROMÉO CAILLÉ

FAY, Terence J.
*New faces of
 Canadian Catholics
 : the Asians*, p.46-
 52 [En ligne]
<https://archive.org/details/newfacesofcanadi0000fayt/page/50/mode/1up?q=Caille%20A9>

« **Chinese Canadian Communities in Montreal**

The Chinese Catholic Community

As early as 1863, Chinese residents of Montreal registered for language study at St. Laurent Catholic School. Their number remained small, with only seven Chinese Canadians in the whole province in 1881. Father Martin Callaghan PSS of St. Patrick's parish, just west of Chinatown, liked the Chinese people. After his retirement, he often spoke with them and played the violin for them at the corner of St. Urbain and de la Gauchetiere streets to entertain them and to teach them English. Between 1902 and 1904, Father Callaghan baptized 58 Chinese adults. He and his brother Father Luke Callaghan paid university tuition so that a young Chinese man could study medicine.

The growing Chinese community in Montreal, led by Father Emile Girot, petitioned Archbishop Paul Bruchési in March 1904 for a Chinese speaking priest. When the Jesuit Chinese missionary William Hornsby arrived in Montreal that August for a vacation, the archbishop invited this Chinese speaking priest to preach at the Brothers of the Christian Schools for the Chinese community in October. Sunday classes for the Chinese were held in French and English, followed by catechism in Chinese. The archbishop also celebrated a thanksgiving Mass in October, at which Father Hornsby preached to a congregation of 400 Chinese.

In 1910, Father H. Montanar, a French missionary from Kwangtung, visited Montreal, where he had established a Chinese mission to organize the Corpus Christi procession for 30 Chinese Catholics. Two years later, at the request of Archbishop Bruchési, Montanar returned with a Chinese preacher, Mr. Woo, to preach at Notre Dame des Anges. By 1912, the community had grown to 1,000 members, comparable in number to the Toronto Chinese community. Father Montanar ran a Sunday school in Chinese at the Church of the Infant Jesus at the corner of St. Dominique Boulevard and St. Joseph Street, and baptized eleven young adults in 1914.

Following mass for the Chinese community, Father Martin Callaghan conducted French and English classes. In June 1915, Callaghan died and Father Montanar was recalled to France for war service. The mission work was entrusted to the newly founded Society of the Missionary Sisters of the Immaculate Conception. In 1916, Archbishop Bruchési arranged a new site for the Montreal Chinese Sunday School for teaching the children. The catechesis was mostly in English for the 200 Chinese students. In 1917, a Chinese burial ground was purchased and set aside at Mount Royal Cemetery!

The seminarian Romeo Caille began working with the Chinese Catholic community in 1915 and, with his Chinese friends as witnesses, was ordained a priest in 1917 in the chapel of the mother house of the Missionary Sisters. With the approval of the archdiocese, he established a "personal parish," which was inaugurated on July 1, 1917, in the Academie Commerciale auditorium. Father Caille located a permanent site for a church in 1925, at 106 rue de la Gauchetiere in downtown

Montreal, and the Archdiocese purchased the site for the Chinese church and school. Restaurateur Frank Lee and other benefactors generously supported the endeavour. In 1927, the parish adopted the name The Holy Spirit Chinese parish. Father Caille acting as pastor, baptized and registered many parishioners. The church gave assistance to new and aged immigrants. Parishioners organized a Boy Scout troop, youth club, and folk dance club. Although he admitted that he spoke Chinese inadequately, Father Caille remained as parish priest until 1943.

The Missionary Sisters of the Immaculate Conception taught the newcomers French, English, and catechism, and facilitated their integration into Montreal society. In 1916, the sisters brought a sister and a Chinese catechist from Canton to teach Chinese children. Chinese instruction continued until 1931, when many Chinese returned to China because of the Chinese.

Exclusion Act, passed in 1923. In Montreal, Quebec City, and Trois-Rivieres, the sisters visited Chinese families to assist them with their needs. The sisters also demonstrated their commitment to the Chinese by taking stands in favour of the new immigrants and against discriminatory legislation and racist attitudes. Their efforts did not protect the sisters from Chinese Nationalists, who suspected their Christian intentions. The Nationalists established their own Chinese language and culture programs to protect, as they explained, Chinese Canadian children from Christian missionaries. Both sides frowned upon marriage between Chinese and non-Chinese.

During the Spanish influenza epidemic of 1918, Father Romeo Caille had urged the Missionary Sisters of the Immaculate Conception to rent space for a temporary shelter to care for Chinese Canadians. The Chinese were well organized to raise funds to do this, utilizing both the Chinese clans and fraternal organizations. During the epidemic, the Chinese community supported the Missionary Sisters' efforts to open an emergency shelter for Chinese influenza patients. The Benevolent Chinese Society paid the rent, heat, and light bills, the city paid the upkeep, the Clerics of St. Viator supplied the beds and pillows, and the Missionary Sisters offered the bedclothes, furnishings, and nursing services. "Fifty-five Chinese men were admitted and twenty died in influenza." The Chinese Nationalist government awarded Father Caille and the Founder of the Missionary Sisters, Mother Mary of the Holy Spirit, gold medals for their charitable work. The temporary shelter was closed in 1919, after the epidemic subsided.

Unhappy with the shelter's closure, the Chinese community decided in January of the following year to establish a permanent hospital at 112 de la Gauchetiere West, and, because of its previous experience with the Missionary Sisters, entrusted the project to them. Dr. Louis E. Fortier, and later his son Dr. Henri Fortier, directed the medical progress of the hospital until 1947 and 1965, respectively. Holy Spirit church also supported the nearby Chinese Hospital until the advent of government funding in 1946. The Montreal Chinese Hospital was closed in 1962, but was rebuilt three years later in the northern part of the city amidst a multicultural population. The new hospital served for 34 years, until the Chinese community decided to move it back downtown when a suitable

site became available. In 1999, the new Montreal Chinese Hospital, with 128 beds, was erected in Chinatown to serve the multi-ethnic population of Montreal.

The former Chinese missionary and Mandarin-speaking Father Lucien Lafond PME became pastor of the parish in 1954. Although he did not speak Cantonese, he nevertheless established the Chinese Service Association to initiate instruction in both Cantonese and Mandarin. Under the Association officers, Simon Yuen, Raymond Wong, Bill Lee, and Richard Wong, the Chinese Language School was reactivated in September 1956 at St. Laurent school. French and English were taught to adults, and Chinese languages were taught to children ages four to ten. The original 241 students increased to 278 by the following May. Government financial help was offered until the school's closing in 1971.

Fellowship of the Chinese Catholic community was both outward and inward looking. As an infant of 20 months, Gordon Wu of Toronto was diagnosed in 1991 with a fatal blood disorder. He needed a bone marrow transplant. Chinese Catholics in Montreal mobilized to seek and test suitable donors in their community. A committee was immediately struck to schedule clinic dates and prepare advertising. Parishioners arrived to assist at the clinic and to raise funds. Six hundred and fifty-five potential donors came forward to supply blood testing, and \$15,000 was raised to help the Wu family with their expenses.

Since then, the Chinese Service Association has reopened the Montreal school for the education of Chinese children, and, according to *Growing with God*, "today the Chinese Catholic School has become one of the very successful Chinese language schools in all the cities of Canada." Without government assistance, 2,000 students were instructed in a custom-built building and taught at various levels of instruction by well qualified and dedicated educators." Despite the lethargy among some Canadian-born students to learn Chinese, the teachers cultivated their goodwill and stressed the importance of learning Chinese Catholic culture for their own personal identity.

Annual scholarship awards are presented to the best Chinese students attending Montreal schools. The awards are intended to encourage Chinese students to strive for academic excellence. Seventy to 80 students receive awards annually, and many have achieved a grade average of 96 to 97. These awards motivate Chinese students to be competitive in the contemporary world and develop skills so they can contribute to the future of their family, their community, and Canada.

In the first half of the 20th century, although the United, Anglican, and Presbyterian churches had some Chinese ministers, Chinese Catholic priests were nowhere to be found in Canada. Thus, Father Lucien Lafond petitioned Cardinal Léger in 1956 to appoint a Chinese Catholic priest to the parish. Through a connection in Rome, the Cardinal learned of Father Thomas Tou, who was completing his studies there. Father Tou was invited to be the pastor of the Chinese parish in downtown Montreal. He accepted the position in 1957, and gave the next 45 years of his life to serving the Chinese community. The joy of having a Chinese priest was celebrated throughout the Montreal Chinese Community.

	<p>The community bought an abandoned Scottish Presbyterian church dating back to 1835, with plans to restore it. Before restoration began, the federal government seized the property for demolition, granting \$900,000 in compensation. This sum was used to pay for the construction of the Chinese Catholic Community Centre, Then Quebec declared the abandoned church a historic site, and it was sold back to the Chinese parish for \$1. The parish received a grant of \$750,000 from the federal government for the restoration. The Chinese Catholic Community, as a result of these miraculous windfalls, found itself well established in Chinatown with a new community centre, a restored church, and a community of active parishioners in the heart of old Montreal.' Chinese Catholics in Canada, according to Father Thomas Tou, have a good record of supporting the Church and attending Sunday mass. The Montreal Chinese parish also served as a pillar for Catholic news and supplies to Chinese Catholics in the Maritime provinces</p> <p>The Chinese Association for the Elderly was founded in 1976 to encourage seniors to enjoy their friends and lead an active life. The restored church basement was designated as the Association's recreation centre. Games, outings, and excursions were organized. The following year, Father Thomas Tou, with the assistance of a bank loan and Canada Mortgage and Housing Corporation, was able to construct the first seniors' residence, which opened in 1982 and was immediately filled.</p> <p>Three more seniors' residences were completed between 1988 and 1990. Sister Agnes Wong of the Sisters of the Precious Blood, Hong Kong, supervised the Montreal residences with the goal of providing proper health care and encouraging residents' autonomy. »</p>
<p>HELLY, Denise, <i>Les Chinois à Montréal 1877-1951</i>, Québec, L'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1987, p.157-159</p>	<p>« Près de 20% des Cantonais de Montréal sont convertis au catholicisme en 1904 et ces immigrants adressent une supplique à Monseigneur Bruchési afin que l'archevêque de la ville recrute un prêtre parlant leur langue et comprenant leurs besoins. L'archevêque accepte la demande et charge le Révérend père provincial des Jésuites du Canada de trouver un tel missionnaire. [...]</p> <p>Desserte catholique chinoise</p> <p>Pareille scène se reproduit quelques mois plus tard, en août, lorsque le père Hornsby arrive à Montréal et l'annonce de son arrivée est publiée en chinois et en français dans La Presse. Cet homme, américain de naissance, appartient à la Compagnie de Jésus et a exercé durant douze ans à Macao. Il peut prêcher en cantonais et les conversions des immigrants se multiplient. Soixante d'entre eux sont baptisés de 1905 à 1906, date de rappel du Jésuite par ses supérieurs. Face à ce rappel, l'archevêque de Montréal repart en quête d'un prêtre connaissant la langue chinoise et voire même cantonaise, mais six ans s'écoulent avant qu'une telle personne ne soit trouvée. En 1912, est délégué par les Missions étrangères de Paris le père Montanar qui, jusqu'à cette date, a exercé dans le Chinatown de New York. Après ce long intérim de six ans assumé avec difficulté par des membres de congrégations montréalaises, le nouvel arrivé se heurte à des problèmes matériels. Il doit recevoir ses fidèles chinois dans le sous-sol de l'église de Saint-Enfant-Jésus du Mile-End, soit en un lieu éloigné des points de travail et</p>

	<p>de résidence des immigrants. Pourtant, durant son séjour de trois ans, il baptise quelque 60 convertis et édite à trois reprises un catéchisme en langues chinoise, française et anglaise. D'autre part, il réussit à acheter une concession à l'intérieur du cimetière de Montréal où les Cantonais catholiques peuvent à leur tour enterrer leurs défunts. Lorsqu'il est rappelé en France à la suite de la déclaration de guerre, un sulpicien, vicaire à Notre-Dame, Emile Girot, reprend sa charge. Les convertis chinois sont alors au nombre de et chaque dimanche, en la cathédrale, la messe de huit heures est célébrée à leur intention. En 1917, Roméo Caillé succède à Émile Girot et l'archevêché décide de la création d'une Desserte catholique chinoise en 1922. Elle est placée sous la protection du Saint-Esprit et un local lui est alloué rue Lagauchetière entre les rues Saint-Urbain et Clarke. L'année suivante, à l'initiative de Roméo Caillé qui vient d'effectuer un voyage en Chine afin de connaître le pays de ses fidèles chinois, le Chinese Catholic Union est fondé et ce club, qui vise l'organisation d'oeuvres de bienfaisance en faveur des immigrants cantonais du Québec, reçoit les attentions et les visites d'un archevêque et d'un évêque chinois, ainsi que du Délégué apostolique du Canada. »</p>
<p>« Leaks by Wireless », <i>The Field Afar</i>, November, 1917, Vol.XI No.II, p.164</p>	<p>« While making his seminary course at Montreal, a young French Canadian, Romeo Caillé, managed to acquire a working knowledge of Chinese between theology hours, in the hope of being one day sent as a missionary to the Far East.</p> <p>There being eight thousand Chinese in Montreal, of whom only about two hundred are Catholic, the Archbishop has decided that for the present Fr. Caillé shall work in this great Chinese field at home. And so on September 16th Fr. Caillé sang High Mass for his new parishioners and preached his first sermon in Chinese.</p> <p>Connected with the church are two flourishing schools; and, with the aid of seven nuns of the Immaculate Conception who understand Chinese (one being a native of China), an exhaustive house to house canvass of these foreigners is being made.</p> <p>What fruits will come from this devoted zeal to God's glory, and this farsighted initiative that led Fr. Caillé to study Chinese during odd hours! How many will be the reactive graces from this initial movement in favor of foreign missions! America is waking, slowly perhaps, but surely, to her Apostolate. »</p>
<p>« Les buanderies des chinois », <i>Le Devoir</i>, 22 janvier 1926, p.3</p>	<p>« M. L'ABBE ROMEO CAILLE SOUMET UNE SERIE D'AMENDEMENTS AU REGLEMENT NOUVEAU QUE LE CONSEIL A ADOPTE</p> <p>Le comité échevinal des buanderies étudiera sous peu les modifications au règlement que propose M. l'abbé Roméo Callié, desservant de la colonie chinoise, en faveur des buanderies chinoisas.</p> <p>Voici les explications que M. l'abbé Caillé nous fournit:</p> <p>"Dans l'article 13, il est stipulé que la hauteur d'une buanderie nouvelle devra être de 10 pieds, et de 8 pieds chez les buanderies actuelles. Dans beaucoup de buanderies chinoises la hauteur de 8 pieds prescrite ne s'y trouve malheureusement pas, bien que ces buanderies soient par ailleurs convenablement installées; si le buandier chinois veut ouvrir une nouvelle buanderie, il trouvera difficilement un local ayant une hauteur de 10 pieds,</p> <p>"L'article 14 exige qu'aucune buanderie ne soit tolérée dans un sous-sol, dont la moitié de la hauteur soit plus basse que le niveau du sol. L'article ne tolérera plus de buanderies dans les maisons d'habitation ; cette clause rend impossible l'installation de nouvelles buanderies</p>

	<p>chinoises puisque ces Chinois n'ont pas les moyens de construire des édifices séparés pour leur servir de buanderies. Nous avons bien l'intention de grouper les Chinois et d'établir dans divers endroits de la ville de véritables buanderies conformes en tout à ce nouveau règlement; mais ce travail nécessitera un délai assez long.</p> <p>"En ce qui concerne le sol des lavoirs, à l'article 16. le service de Santé peut exiger, s'il le veut, la confection immédiate d'un plancher spécial pour îles buanderies déjà existantes, mais cela aura pour effet de fermer nombre de buanderies chinoises, car il est fort à craindre que les propriétaires de, ces immeubles ne fassent point d'aussi coûteuses réparations, c'est-à-dire construire en bois dur ou en matériaux imperméables le plan - cher des buanderies.</p> <p>"L'article 26 exige qu'aucune chambre ou vivoir ne soit en communication directe avec la buanderie. Très peu de buanderies chinoises ne peuvent avoir de ces pièces isolées les unes des autres, les locaux à leur usage étant plutôt restreints. "</p>
<p>OUIMET, Raphael <i>Biographies canadiennes-françaises</i>, Montréal, 1926, p.519 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2634229</p>	
<p>« Avec les Prêtres des Missions-Étrangères » <i>Le Devoir</i>, 9 janvier 1943, p.9 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2804839</p>	<p>« Origines et débuts de la Mission chinoise</p> <p>Tout le cours de son épiscopat, Mgr Bruchési s'était préoccupé de l'évangélisation des étrangers à Montréal. Mais l'on peut dire qu'il s'intéressa d'une façon toute spéciale aux Chinois. Les origines de la Mission remontent au moins à une trentaine d'années, alors que Mgr l'Archevêque fit venir de Chine un missionnaire jésuite à qui il confia le soin de la colonie chinoise. Ce religieux fut malheureusement rappelé par ses supérieurs au bout de cinq ou six ans.</p> <p>C'est alors que Mgr Bruchési s'adressa à Mgr Mérel, Vicaire apostolique de Canton, qui lui envoya un prêtre des Missions Étrangères de Paris. C'était le P. Montanar, missionnaire depuis plusieurs années déjà dans le sud de la Chine.</p> <p>Le P. Montanar connaissait bien la langue chinoise. Il organisa, sous la direction de Mgr Bruchési et avec le généreux concours de Mgr Lepailleur, alors curé de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, une école du dimanche, appelée Sunday-School. Le soubassement de l'église du Mile-End (S.-Enfant-Jésus) servait de local pour cette école. Dans la suite, on y célébra la messe chaque dimanche à 9h., et dans l'après-midi, on y donnait la bénédiction du T.-S. Sacrement, après le Sunday-School.</p> <p>Un grand nombre de généreux laïcs apportèrent à l'œuvre leur concours bénévole, soit en donnant des leçons individuelles, soit en aidant à l'organisation de fêtes récréatives ou charitables. Bref, on a accompli de bonne besogne; et le P. Montanar (Mong San Fou, comme l'appelaient les Chinois) a laissé un bon souvenir parmi les Chinois de la métropole, dont plusieurs baptisés de sa main vivent encore aujourd'hui.</p> <p>Dans le même temps, un autre prêtre dévoué s'intéressait à l'œuvre d'évangélisation des Célestes de Montréal: M. l'abbé Martin Callaghan, vicaire à la cure de Saint-Patrice. Ce bon Père Martin aimait beaucoup les Chinois. Il les réunissait dans une salle de presbytère, les catéchisait</p>

à sa manière en anglais et les baptisait par groupes, parfois vingt ou trente à la fois. On conserve encore de nos jours dans le quartier le souvenir du bon et dévoué Father Martin.

Première épreuve

La petite mission à peine organisée devait bientôt connaître des jours d'épreuves. Dès le début de la guerre de 1914, le P. Montanar fut subitement rappelé en France. Quelques mois plus tard, en juin 1915, Father Martin Callaghan était rappelé à Dieu. Les Chinois catholiques de Montréal se trouvaient donc doublement orphelins.

Mgr l'Archevêque ne fut pas sans s'alarmer de leur sort. Pour comble de malheur, un changement venait riev s'opérer à la cure du Saint-Enfant-Jésus, et des réparations au soubassement de l'église étant devenues nécessaires, la petite chrétienté perdit également son pied à terre et son protecteur en cet endroit, Mgr l'Archevêque et son vicaire général, Mgr Roy, s'inquiétèrent pour de bon du sort des malheureux Chinois.

Renouveau de la Mission chinoise

Mgr Bruchési s'adressa alors à M. le Supérieur de Saint-Sulpice, le regretté M. Lecoq, lui demandant un prêtre qui se chargerait temporairement du groupe des Chinois catholiques. M. Emile Girot, P.S.S., vicaire à Notre-Dame, accepta avec bienveillance la charge proposée. Immédiatement il entra en communication avec les principaux membres de la colonie; il chercha et découvrit un local tout à fait approprié dans l'Académie Commerciale du Plateau, située tout près du quartier chinois, coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. La commission scolaire, sur demande expresse de Mgr Bruchési, mit à la disposition de l'œuvre quelques salles de classe pour l'école du dimanche. Le groupe de professeurs bénévoles s'y transporta ainsi que les élèves. La chapelle de l'Institut de Nazareth, située à proximité de l'École du Plateau, était toute désignée pour l'instruction catéchistique du dimanche après-midi, donnée par le dévoué M. Girot et suivie de la bénédiction du T.-S. Sacrement.

Grâce donc au zèle ardent et infatigable de ce prêtre de Saint-Sulpice, grâce aussi au dévouement soutenu des professeurs laïcs, jeunes gens, dames et demoiselles, ajoutons, grâce à l'assiduité des élèves et à l'encouragement du groupe de dirigeants de la colonie chinoise, païens pour la plupart, les choses allaient bon train, la petite mission était de nouveau lancée. Mgr l'Archevêque, averti tous le premier de ces heureux développements s'en réjouit grande.

Projet d'une desserte stable

C'est tout vraisemblablement à cette époque que Son Excellence forma le projet de choisir un jeune prêtre du diocèse, ou même un séminariste, qui serait formé et ton sacré à cette oeuvre. Son désir était d'établir dans la colonie chinoise une desserte semblable à celles déjà existantes pour d'autres groupes d'étrangers catholiques de la métropole. Le saint prélat s'ouvrit de son projet à son grand vicaire, Mgr Roy, et au supérieur de Saint-Sulpice, M. Lecoq, qui tous deux l'approuvèrent sans restriction. Outre que cette solution éviterait de faire constamment appel à des missionnaires d'outremer, susceptibles d'être rappelés en tout temps par leurs supérieurs, elle dispenserait du coup le diocèse de charges assez onéreuses.

Mgr Bruchési songeait en même temps à la jeune communauté de l'immaculée-Conception, fondée sous son patronage quelques années auparavant, et dont il était resté le père spirituel et l'âme dirigeante. Il connaissait une à une les vaillantes missionnaires de cette nouvelle

famille religieuse, et était assuré de pouvoir compter sur leur zèle et leur dévouement pour la cause qui le préoccupait.

Choix du futur desservant

Au cours d'une visite au Grand Séminaire, en octobre 1915, le prélat confie son dessein à M. le directeur Lelandais, P.S.S., et l'on décida de choisir un jeune séminariste qui montrait quelque aptitude particulière pour l'étude des langues.

Le premier novembre suivant, après la messe pontificale, Mgr l'archevêque manda à son bureau le séminariste désigné (il s'agit de M. l'abbé Roméo Caillé lui-même) et lui annonça son désir de le destiner à la colonie chinoise de Montréal. Tout en continuant ses études au Grand Séminaire, on lui donnerait occasion d'entrer en contact avec les Chinois de la ville, d'apprendre les rudiments de leur langue, de les aller visiter aux jours de congé ou encore le dimanche après-midi à l'école du Plateau. Et comme on a souvent dit de Mgr Bruchési qu'il avait l'esprit de prophétie, durant ces quelques minutes d'entretien paternel avec le séminariste, il esquissa ce qu'il voulait que devint par la suite l'oeuvre de la Mission chinoise encore au berceau. La colonie chinoise, avait-il dit, pourrait avoir dans quelque temps son école, elle l'obtint effectivement peu après; son hôpital, il fut fondé en 1918; sa petite chapelle dans le quartier chinois me - me, et une résidence pour le prêtre qui en serait chargé. Et tout ce que notre grand archevêque avait souhaité et prévu dans sa clairvoyance apostolique, se réalisa à la lettre. Le séminariste se devait d'accepter, et le 21 novembre dans l'après-midi, Mgr le grand vicaire se rendait à l'Académie du Plateau pour le présenter au groupe de chrétiens et de païens du Sunday School.

Le concours des religieuses missionnaires Mgr Roy profita de cette visite pour annoncer en même temps la venue de deux religieuses canadiennes de l'Immaculée-Conception, missionnaires en Chine depuis déjà cinq ou six ans. Ces dévouées religieuses parleraient aux Chinois ans leur langue maternelle et leur enseigneraient le catéchisme. Elles dispenseraient ainsi le bon P. Girot de donner tant bien que mal ses instructions en phrases françaises coupées et traduites en chinois par un interprète païen.

Si ce fut grande fête le jour de la première visite du futur pasteur, ce fut également un jour de joie et de grande surprise pour tous que celui de l'arrivée des premières missionnaires de Chine.

Dans la grande salle de réception de l'École du Plateau se trouvaient réunis environ deux cents Chinois, une centaine de professeurs et quelques invités. L'émotion était grande quand le futur desservant encore séminariste, M. l'abbé Caillé, présenta personnellement (c'était là une délicatesse de Mgr l'archevêque) les deux missionnaires, nouvelles directrices de l'école du di - manche: la Révérende Soeur Marie de Saint-Georges et sa compagne Soeur Saint-Pierre-Claver. L'une d'elles lut immédiatement après, avec facilité et en bon chinois de Canton, un compliment cl un mot de remerciement. Geste touchant! Pour la première fois en terre canadienne, en chinois authentique à un groupe de néophytes et de futurs chrétiens chinois. Ceux qui assistèrent à cette modeste mais combien impressionnante cérémonie. en gardèrent longtemps le souvenir.

Les petites religieuses missionnaires ne tardèrent pas à se mettre à l'oeuvre. Bientôt une vierge chinoise, toujours sur le désir de Mgr l'archevêque, vint se joindre aux deux religieuses, et dès septembre 1916 s'ouvrit la première école chinoise, rue Anderson, Soeur Marie de

Saint-Georges se chargea de l'enseignement du français et de l'anglais tandis que la vierge chinoise enseignait la langue chinoise et le catéchisme.

Une étape décisive

Le 1er juillet 1917. le jeune séminariste fut ordonné prêtre. Mgr l'archevêque voulut montrer une fois de plus sa paternelle bienveillance pour une oeuvre qui lui tenait tant au coeur. Il tint à ordonner lui-même le nouveau prêtre dans la chapelle du couvent de l'Immaculée-Conception, en présence du groupe de chrétiens composant la petite congrégation et de plusieurs notables païens de la colonie.

Au lendemain de son ordination, le nouveau prêtre commença à célébrer la messe pour ses néophytes dans la salle de réception de l'Académie du Plateau, transformée en chapelle régulière de la desserte. Cependant Mgr Bruchési n'avait pas attendu ce jour pour assurer une messe dominicale à ce petit groupe de ses fils spirituels. Il avait tenu à ce qu'ils eussent chaque dimanche matin, à neuf heures, dans la chapelle des mariages de la cathédrale, une messe spéciale dont s'était chargé avec grande bienveillance M. le chanoine Douai Binette.

Le 23 décembre 1917, dans la chapelle de la Mission, à l'école du Plateau, eut lieu le premier grand baptême solennel, Mgr Bruchési présida la cérémonie et conféra ce baptême à neuf catéchumènes.

Les classes du dimanche après-midi continuèrent à fonctionner donnant d'excellents résultats. Durant la semaine, religieuses et des servants visitaient les buanderies et y recevaient un accueil toujours poli et bienveillant. On laissait des cartes d'adresse avec invitation à se rendre au *Sunday School*, et même à l'occasion, des médailles et des images.

Une grande épreuve : la grippe espagnole

Durant l'automne de 1918 éclata à Montréal la funeste épidémie de l'influenza. Les Chinois, surtout les buandiers, furent les premiers atteints par le terrible fléau. Comme le nombre de ces malheureuses victimes grandissait chaque jour, et qu'il n'y avait plus de place dans les grands hôpitaux pour les recevoir, ni même dans l'hôpital temporaire ouvert au Refuge Meurling, on songea à ouvrir un petit hôpital d'urgence uniquement destiné aux Chinois.

Fondation d'un hôpital Le 17 octobre 1918, l'hôpital de la Mission Chinoise était fondé au No 66 de la rue Clarke, dans un immeuble inoccupé. Le soir même, 17 patients y furent hospitalisés. Les religieuses de l'Immaculée-Conception voulurent bien se charger du soin des malades. La fonction de supérieure de la maison fut confiée à Sœur Saint-Pierre-Claver.

Mgr l'Archevêque, il va sans dire, approuva de grand cœur cette charitable initiative et vint lui-même, quelques semaines plus tard, bénir le modeste local, qui lui sembla bien pauvre et misérable. C'était tout ce qu'on avait pu trouver dans les circonstances. Les Chinois furent ravis d'avoir leur hôpital bien à eux. Ils furent profondément touchés de la grande charité des catholiques qui ne craignaient pas, pour leur venir en aide, de s'exposer à la contagion qu'ils craignaient tant eux-mêmes. Aussi furent-ils tous gagnés à la bonne cause, et l'oeuvre d'apostolat devint dès lors parmi eux extrêmement facilitée. Ils ne savaient trop comment reconnaître tant de bienfaits. La Société de bienfaisance chinoise obtint du Gouvernement de Chine deux médailles d'or : l'une qui fut offerte à la Supérieure de la communauté de l'Immaculée-Conception, et l'autre au desservant de la Mission.

Un autre beau témoignage d'appréciation de la part de ces braves Chinois fut leur décision de main - tenir leur hôpital et même de le transporter dans un endroit plus ! spacieux et plus convenable. Le 8 mars 1920 l'hôpital chinois était définitivement transporté rue Lagauchetière ouest (où il se trouve encore actuellement), et muni de dispensaire, salle d'opération et résidence pour les religieuses. Mgr Bruchési, qui malheureusement commençait déjà à ressentir les premières atteintes de sa longue maladie, n'avait pu venir bénir lui-même le nouvel immeuble. Nous eûmes l'honneur de recevoir son Auxiliaire, Son Exc. Mgr Georges Gauthier.

Une date inoubliable : le 3 octobre 1920

Le 3 octobre de la même année, c'était encore un jour de grande réjouissance. La colonie chinoise recevait Mgr de Guébriant, Vicaire apostolique de Canton de passage à Montréal.

Cette fois, Mgr Bruchési put présider le banquet traditionnel chinois, préparé pour la circonstance. La colonie était de plus honorée par la présence de Nosseigneurs Forbes, Brunault et Larocque.

Au cours du banquet, le Président de la Société de bienfaisance, un marchand païen, fit un remarquable discours qui surprit agréablement tous les convives. Il offrit à Mgr Bruchési des hommages de remerciement et d'admiration en termes si délicats et si profonds pour un païen, qu'ils tirèrent des larmes des yeux de plus d'un convive. C'était en même temps la reconnaissance officielle de l'autorité religieuse par la colonie chinoise de la métropole. De son côté, l'auguste prélat sut répondre à ces «o- ; blés sentiments par des paroles non moins touchantes et pleines de paternelle bienveillance. Et ce fut la dernière fois que Mgr Bruchési visita ses chers Chinois.

Progrès de la Mission

Cependant, retiré dans la souffrance, le vénérable malade ne cessa pas de porter intérêt à l'oeuvre. Il vit peu à peu se réaliser toutes les espérances qu'il avait jadis fondées sur elle.

Les Chinois gardèrent leurs engagements de rester fidèles à la direction de l'Église catholique. Us eurent occasion d'en donner des marques respectueuses et tangibles à Son Exc. Mgr Gauthier, archevêque coadjuteur, alors que le 4 novembre 1923, dans leur chapelle du Plateau, ils reçurent Son Excellence avec la plus grande pompe et la plus respectueuse vénération.

En une autre circonstance, le dimanche 12 octobre 1924, la colonie offrait à Mgr Deschamps, vicaire-général et administrateur du diocèse, ses hommages de respect et de soumission, à l'occasion du baptême solennel de six adultes.

C'est en ce jour que Mgr Des - champs, alors commissaire d'école, promettait à la colonie tout son appui et son concours pour l'achat par la Commission scolaire, d'un édifice voisin de l'hôpital chinois (situé rue Lagauchetière ouest), qui pourrait servir à la fois d'école et de chapelle. La propriété fut effectivement achetée peu après. Et le 3 mai 1925, S. Ex. Mgr Deschamps, devenu évêque auxiliaire, venait bénir la nouvelle chapelle, sise au rez de chaussée, et inaugurer l'école qui occupait les étages supérieurs. La Mission était désormais dotée de sa petite église paroissiale. Un autre voeu de Mgr Bruchési pleinement réalisé.

En septembre 1927, la maison voisine de la chapelle, située coin Lagauchetière et Saint-Urbain, fut mise en vente. Après bien des pourparlers, elle fut acquise au compte de la mission. A Noël de la même

	<p>année, un petit presbytère était ouvert, qui, le 5 février 1928, fut béni par S. Ex. Mgr Deschamps.</p> <p>Et c'est ainsi que la prédiction, faite quelque dix ans auparavant par Mgr Bruchési, se trouvait pleinement réalisée, et de magnifique façon. Une fois de plus. Dieu avait béni et couronné les travaux et les souffrances du grand archevêque de Montréal, de qui nous gardons un pieux et impérissable souvenir. »</p>
--	--

Ancien club Zhigongtang (116-118 rue De La Gauchetière O.)



Synthèse historique

La *Map of the City and suburbs of Montreal*, produite par John Adams en 1825, montre un bâtiment qui pourrait se trouver, au moins partiellement, sur la propriété correspondant aujourd'hui au 116 rue De La Gauchetière O., mais qui ne peut d'aucune façon correspondre au bâtiment actuel, vu son implantation en retrait de la voie publique.

L'acte de donation de [REDACTED] veuve de [REDACTED], à son neveu [REDACTED], le 19 novembre 1845, précise que la propriété inclut la partie sud-ouest d'une maison en pierre à deux étages. Il est

raisonnable de croire qu'il s'agit de la résidence actuelle, bien que celle-ci ait été modifiée par la suite et que les deux parties de la maison aient évolué différemment à partir de 1845.

La *Topographical and pictorial map of the city of Montreal* de James Cane (1846) montre par ailleurs deux bâtiments mitoyens, ou un bâtiment divisé en deux, correspondant aux actuels 112 et 116 De La Gauchetière O. Le plan au sol peut correspondre à la partie la plus ancienne des bâtiments actuels. Des bâtiments secondaires ou dépendances sont illustrés vers l'arrière des lots. Il s'agit peut-être de la glacière et de l'écurie mentionné dans l'acte de donation de 1845.



Des photos prises en 1859 et vers 1872 depuis l'un des clochers de l'église Notre-Dame (Constellio 69151475 et 69151472), prise depuis un des clochers de la basilique Notre-Dame, montre l'arrière des maisons mitoyennes des lots 654 et 655. Elles sont encore à ce moment à deux étages et couvertes d'un toit à deux versants percé de lucarnes.

Le plan d'assurance incendie de 1909 indique que le bâtiment compte deux étages et demi, et que le toit est couvert de métal. (Il pourrait toutefois s'agir d'une erreur; voir le paragraphe suivant). La construction est séparée de ses voisins par des murs coupe-feu s'élevant entre 6 et 18 pouces au-dessus



de la toiture. Deux annexes en bois s'élèvent au fond de la cour, dont une est identifiée comme écurie.

Le plan d'assurance incendie de 1918 indique encore que le bâtiment compte deux étages et demi, ce qui est forcément une erreur, puisqu'une photo publiée dans La Presse le 7 juin 1912 (voir ci-contre) montre clairement la présence d'un 3^e étage. Sur ce plan de 1918 deux annexes en bois s'élèvent au fond de la cour; une est identifiée comme écurie, l'autre comme « outhouse ».

Les actes de vente de l'immeuble n'aident pas à cerner la date de construction de ce 3^e étage, puisqu'ils mentionnent jusqu'en 1944 une résidence à deux étages et demi, tout en attribuant jusqu'en 1980 la propriété du lot 654 à [REDACTED], celle du lot 657 à l'Église presbytérienne et celle du lot 656 à la British and Canadian School, ce qui n'est plus le cas depuis la fin du XIX^e siècle dans les trois cas. La même description de la propriété semble donc se répéter pendant plus de 100 ans.

Toutefois, une photo prise en 1894 montre le bâtiment, tout comme le bâtiment jumeau correspondant à l'actuel 112 De La Gauchetière O., est encore à deux étages et demi et est coiffé d'un toit à deux versants percé de lucarnes. Le troisième étage a donc été ajouté entre 1894 et 1912. Contrairement à ses voisins, ce bâtiment n'a probablement donc jamais été couvert d'un toit mansardé.

Le plan d'assurance incendie de 1940 fait mention d'un troisième étage en brique, ce qui est bel et bien le cas à l'arrière. Une annexe en bois identifiée comme « outhouse » s'élève au fond de la cour et couvre sensiblement le même espace que les deux annexes illustrées sur les plans précédents. Le plan de 1950 ne montre aucun changement par rapport à 1940.

Une photo du fonds Antoine Désilets, vraisemblablement prise vers le milieu des années 1980, montre que le rez-de-chaussée et le deuxième étage des immeubles situés au 112 et au 116 De La Gauchetière gardent encore des traces de leur passé commun, notamment avec les bandeaux continus sur les deux façades et les encadrements de fenêtres similaires. Les travaux à la façade du 112, probablement réalisés vers 1988, ont fait disparaître le bandeau entre le rez-de-chaussée et l'étage, oblitérant un des derniers traits d'union entre les deux façades de ces maisons jumelles.

Lors de la visite du 15 juillet 2021, le Ministère a pu constater qu'il ne restait que très peu d'éléments intérieurs anciens. Le foyer au rez-de-chaussée semble avoir été muré de manière maladroite; cette intervention est peut-être réversible. Il reste quelques moulures anciennes à l'arrière du bâtiment, au rez-de-chaussée. L'appartement du 2^e étage n'a pas pu être visité, et l'appartement du 3^e étage ne comporte également que très peu d'éléments anciens visibles.

Fonctions du bâtiment

Le bâtiment a vraisemblablement été loué plutôt qu'habité par des propriétaires-occupants dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les noms des occupants retracés dans les annuaires Lovell, à partir de 1865, ne correspondent pas à ceux des propriétaires. Avant 1865, il est difficile d'identifier les occupants de la résidence. Cependant, à aucun moment le nom de François Alfred Laroque n'est associé à une adresse sur Lagauchetière, mais plutôt à des emplacements sur Craig (St-Antoine) ou sur Côté dans les années 1840, puis sur Saint-Jacques dans les années 1850. [REDACTED]

[REDACTED], dans les annuaires Lovell), qui aurait pu habiter la résidence malgré la donation, semble plutôt habiter au 71 rue Craig (devenue St-Antoine), près de la rue Côté, de 1842 à 1852, au 44 Sanguinet en 1853 et 1854 et au 127 rue Craig au moins de 1855 à 1864.

D'ailleurs, l'acte de donation de 1845 mentionne que la maison est louée à un marchand, [REDACTED]. La plupart des noms des occupants de la seconde moitié du XIX^e siècle sont à consonance britannique, souvent d'origine écossaise ou irlandaise. La plupart des occupants y demeurent peu de temps, à l'exception de quelques personnages, dont [REDACTED], couturière, qui y réside de 1866 à 1876, ou encore [REDACTED] et sa veuve qui y tiennent des pensions (boarding houses) de 1878 à 1895.

Au début du XX^e siècle, de 1901 à 1905, l'immeuble est brièvement habité par les propriétaires, [REDACTED]. Puis, pendant deux ans, le bâtiment est occupé par l'*Italian Immigration Aid Society for Canada*.

Un magasin général chinois occupe le 78a pour la plus grande partie des années 1910.

[REDACTED] acquiert le bâtiment le 29 novembre 1911. Ce dernier est lié au *Chee Kung Tong*, dont il est notamment secrétaire en 1915. Il s'agit de l'organisation plus connue sous la transcription *Zhigongtang*, correspondant aux francs-maçons chinois.

Un article de La Presse daté du 7 juin 1912 annonce l'inauguration d'un temple chinois dans le bâtiment deux jours plus tard, le 9 juin 1912, après un défilé de la communauté chinoise dans les rues, pour célébrer l'établissement de la République de Chine. L'inauguration du temple maçonnique est confirmée dans un article du Montreal Witness du 10 juin 1912.

La *Chee Kung Tong Club Company* devient propriétaire du bâtiment en décembre 1912. Le Chee Kung Tong rétrocède la propriété du bâtiment à Clara Bresler le 29 décembre 1915. Le même jour, [REDACTED] acquiert le bâtiment, qu'il revendra au Chee Kung Tong Club le 20 novembre 1921. L'organisation revend le bâtiment en 1932 à [REDACTED]. Cependant, les annuaires Lovell indiquent jusqu'en 1944 que le bâtiment est occupé par les francs-maçons chinois.

Le 118 De La Gauchetière Ouest sera aussi occupé par le Dat Coon Club de 1928 à 1933, selon les annuaires Lovell. Le Dat Coon ou le Dart Coon Club est un groupuscule radical de francs-maçons.

Le 15 novembre 1944, le bâtiment est vendu aux enchères et est acquis par [REDACTED] qui habitera durant quelques décennies l'immeuble. En 1980, il est vendu à [REDACTED] et à son épouse [REDACTED] (cette dernière serait la fille de [REDACTED]). Ces nouveaux propriétaires n'habitent pas l'immeuble, qui est plutôt loué. La famille [REDACTED] aura été propriétaire du bâtiment pendant tout près de 70 ans.

En 2012 et en 2021, la propriété passe successivement aux mains d'*Investissements T & L S.E.N.C./T & L Investments L.L.P* puis d'*Investissements 1000 St-Urbain Ltee/1000 St-Urbain Investments LTD*.

En juillet 2021, un seul locataire occupe l'immeuble, soit le dernier étage. Les locataires des étages inférieurs ont quitté les lieux et les logements n'ont pas été remis en location.

Groupes associés

Zhigongtang

(Zhigongdang, Chee Kung Tong, Cheekingtang, CKT)

« Reflétant la coutume pratiquée en Chine, les membres des communautés chinoises à l'étranger font partie d'un clan familial, d'associations professionnelles, religieuses et d'entraide et, parfois, d'un parti politique. À Montréal, comme ailleurs, les activités politiques sont organisées par trois grands partis : le Hin-Jing (Parti réformiste chinois), le Zhigongdang (francs-maçons chinois) et le Guomindang¹ (Ligue nationale chinoise, représentée par leur devise *San Min Chu I*).

Ces groupes étant considérés comme dissidents en Chine impériale, leurs membres sont contraints au secret ou à l'expatriation. Pour éviter les soupçons d'activisme en Amérique, le Zhigongdang, par exemple, se renomme « francs-maçons chinois », un nom familier pour les autorités locales. Les francs-maçons chinois ont donc peu à voir avec l'organisation fondée au XVI^e siècle au Royaume-Uni, sinon qu'il s'agit également d'une société secrète. Recrées au sein des communautés chinoises en Amérique, ces associations reçoivent régulièrement la visite d'hommes politiques influents et elles les aident, entre autres, à financer leurs actions politiques en Chine.

Initié par Kang Youwei, le Hin-Jing (Parti réformiste chinois) est voué à la défense de la dynastie Quig (1644-1912), réformée sous une monarchie constitutionnelle. Quant aux adhérents du Zhigongdang, ils ont pour objectif de faire tomber cette dynastie d'origine mandchoue, considérée comme une domination étrangère. Le Zhigongdang milite pour la fin du régime impérial et

¹ Aussi écrit Kuomintang, expliquant l'abréviation courante « KMT » pour désigner l'organisation.

le retour au pouvoir d'un Chinois : un Han. Issus du milieu populaire, les membres du Zhigongdang sont essentiellement des Cantonais originaires du sud de la Chine. Également opposés au régime impérial, les nationalistes de la Ligue nationale chinoise, ou le Guomindang, chérissent la devise San Min Chu I signifiant « les trois principes du peuple ». Ce slogan républicain, énoncé par le docteur Sun Yat-Sen, désigne le nationalisme, la démocratie et le bien-être du peuple comme pierres angulaires de la nouvelle nation chinoise. En 1911, Sun Yat-Sen devient le premier président de la Chine moderne, mais il est contraint de fuir le pays en 1918. La plupart des adhérents de ce parti sont des Mandarins du nord de la Chine, d'origine bourgeoise.

Si les deux derniers groupes ont des objectifs communs (détruire le régime dynastique et instaurer une république), ils ne s'entendent pas sur les moyens pour y parvenir ni sur leur conception de la Chine idéale. La rivalité entre le Zhigongdang et le Guomindang s'explique aussi par les disparités socio-économiques qui les caractérisent et par l'origine géographique et linguistique de ses membres.

[...] La période trouble vécue en Chine dans la première moitié du XX^e siècle a des conséquences directes pour les proches des immigrants chinois. C'est pour ces raisons, entre autres, que les expatriés s'impliquent au sein de certains groupes, dont l'objectif est d'améliorer la situation vécue en Chine. Si la composante politique joue un rôle certain et entraîne des rivalités, ces organisations ont également un rôle structurant. Elles sont soucieuses d'apporter de l'aide aux membres de la communauté locale et en Chine. Les associations politiques s'occupent d'organiser régulièrement des activités pour la communauté sino-montréalaise comptant environ 1200 personnes.

Si les convictions des groupes politiques diffèrent, les alliances entre les partis sont fréquentes et changent au gré du contexte politique. Lorsque la situation en Chine devient explosive, des tensions se font sentir à Montréal entre les partis politiques. En 1912, la dynastie Qing s'effondre. Célébrant ensemble la fin du régime impérial des Mandchous, les membres du Zhigongdang et les nationalistes du Guomindang craignent un raid des supporters des Qing, le Hin-Jing, à leur siège de la rue De La Gauchetière. Comme le pouvoir et le territoire sont divisés en Chine pendant plusieurs années, les dissensions renaissent à Montréal. Le Zhigongdang dénonce l'alliance du Guomindang avec un nouveau joueur, le Parti communiste chinois, ainsi que la montée de son influence. S'alliant au Hin-Jing, les francs-maçons forment alors un groupuscule s'entraînant aux arts martiaux, le Dartcoon Club. Un conflit avec les nationalistes à propos du contrôle d'une maison de jeu dégénère en bagarre le 13 décembre 1933 au restaurant Man Hong du 71, rue De La Gauchetière. Les protagonistes se battent à coups de sabre, ce qui résulte à plusieurs blessés graves. Mais les incidents entraînant de la violence sont, somme toute, relativement rares à Montréal, particulièrement si l'on compare avec les autres villes canadiennes.

Les années de troubles et de divisions laissent la Chine affaiblie face aux envahisseurs. À la suite de l'invasion brutale du Japon en 1937, les rivalités entre les organisations politiques sont mises de côté pour venir en aide

ensemble aux victimes de la guerre. Les associations montréalaises font un véritable front commun. Entre 1938 et 1944, l'effort combiné des membres des francs-maçons, du Guomindang et du YMCI chinois permet d'amasser 400 000 \$ pour venir en aide à leurs compatriotes en Chine, fournissant entre autres des avions, des ambulances et des médicaments. La fin du conflit est accueillie avec soulagement et joie, comme le soulignent les célébrations du 2 septembre 1945. En cette occasion, les partis politiques joignent une fois encore leurs efforts pour organiser cet événement haut en couleur. »²

« Between 1885 and 1914 the CKT had reached its greatest size in Canada: over forty branches and 10-20 000 members. Despite membership competition from the KMT during this period, the CKT maintained the same number of branches in 1923 and probably about the same level of membership. Meanwhile, it went through an interesting development. Once the Qing dynasty was overthrown and republican government had been nominally established in China, the CKT became an open political party. Within a short time it had been registered as such in both China and Canada. It thus became the Zhigongdang (or Zhigong political party), rather than the Zhigongtang (or Zhigong Society). By 1920 it had begun to call itself the Chinese Freemasons.

The Canadian Chinese Freemasons now became active participants in the international conferences the CKT had begun to call. [...] As it began to emerge as a political and welfare organization, the CKT began to reach out toward white society. One example of this was the CKT's purchase of Canadian government bonds during these years. A second was its effort to create friendly and co-operative relations between some of its western Canadian branches and the white Masonic lodges in those localities. [...] As it turned out, no permanent bonds were established between the Chinese and the white Freemasons.»³

« Cette secte est fortement implantée au Guangdong et dans l'ensemble de la diaspora chinoise où elle porte le nom de Zhigongtang. Des loges de la Triade existent au Canada, particulièrement en Colombie-Britannique. Elles regroupent les hommes sur une base volontaire et sans aucune distinction de clan ou de statut économique. Leur vocation affirmée en est une de solidarité, de protection et de contrôle des immigrés, et du fait des persécutions que les membres de la Triade ont connues en Chine, elles appliquent des modes de sanction très sévères à l'égard de tout affilié désobéissant à leurs préceptes ou les trahissant. L'un des buts premiers de cette secte est d'éviter toute ingérence des étrangers dans la vie des groupes immigrés et d'offrir secours et abri à tout membre aux prises avec la police ou la population blanche. Elles offrent aussi logement et assistance matérielle à leurs affiliés sans ressources. »⁴

² <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/les-organisations-politiques-sino-montrealaises-ou-les-coulisses-du-pouvoir>

³ CON, Harry & al., *From China to Canada : a history of the Chinese communities in Canada*, p.111

⁴ HELLY, Denise, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, p. 257

« [Des] immigrants adoptent les idées plus radicales du Zhigongtang, dont ils créent une loge à Montréal en 1903. »⁵

« La guerre sino-japonaise rapproche les immigrants. Francs-maçons et partisans du Guomindang travaillent conjointement à l'effort de guerre [...] En 1945, le gouvernement du Guomindang regagne Nankin et le retrait des troupes japonaises sonne l'heure de son affrontement avec les forces communistes. Face à la guerre civile qui s'annonce, le Parti des francs-maçons se réorganise à nouveau en 1944, devenant le Minzhidang (Parti républicain). »⁶

« In the Montreal community, the Zhigongtang was well respected as a social welfare organization; its activities included organizing busloads of people to go to Mount Royal Cemetery to honour the ancestors for the Qing Ming festival, and it was active in establishing the original Montreal Chinese Hospital founded in 1920 in a former synagogue at 112 La Gauchetière in Chinatown. »⁷



La photo ci-dessus a été prise lors de l'installation des officiers du Conseil Général, de la "Chee Kung Tong Montreal Chinese Freemason Society", hier après-midi, au no 116 de la rue LaGauchetière ouest. On y remarque MM. les avocats Paul Désy et Gérard Raymond. Ne sont pas sur cette photo, Me Paul Raymond et Me J.-H. Michaud, avocats de la Société. Les nouveaux officiers, pour l'année 1937, que l'on voit ci-dessus sont: M. Lee Yee, président; M. Wong Toy, vice-président; M. Hum Doon Yin, secrétaire; M. Hum Low, trésorier; M. Hum Get On, surintendant; M. Yip Yuen Me, grand maître de cérémonies; M. Wong Hong Tai, leader du Conseil; M. Eng Wing, secrétaire-archiviste; M. Hoy Moy, assistant-secrétaire; M. Hum Yuen, assistant-trésorier; M. Won Shue Cheng, officier diplomatique; M. Lee Yick Kue, secrétaire-correspondant; M. Hum Gar Soon, assistant-surintendant; M. Toy One, organisateur; M. Hum Shing, officier-enquêteur; M. Fong Get, secrétaire français; M. Lee Shue, secrétaire anglais; M. Hum Moon Wing, sentinelle intérieure; M. Lee Park, sentinelle extérieur et M. Soto Sue, sergent. (Photo l'«Illustration Nouvelle».

« Assemblée annuelle des chinois francs-maçons de notre ville », *L'illustration Nouvelle*, 19 avril 1937, p.7

Dart Coon (Dat Coon, Dart Koon)

⁵ Ibid., p. 260.

⁶ Ibid., p. 278

⁷ DERE, William Ging Wee, *Being chinese in Canada : the struggle for identity, redress and belonging*, p. 42.

« Internally, the Freemasons created a new organization of part of its membership, the Dart Coon Club. In the atmosphere of political violence that typified these years [années 1910-1920], Freemason leaders in the West saw a need for an "inner circle" of members whose loyalty and ability to keep association secrets were unquestionable. This had become an issue because it was still possible for a member of the Freemasons to be also a member of the KMT, and many were. Of more importance, the Freemasons needed a fighting arm, just as many other associations had at the time. The Dart Coon Society was to fill that job. Its martial arts skills were naturally accompanied by athletic activities and a dragon-dance team. By 1923 it had branches in Victoria, Vancouver, Cumberland, Nanaimo, Kamloops, Cranbrook, Calgary, and Winnipeg. »⁸

« These years also were marked by increased Freemason organizational activity in Toronto. In the mid-1920's a Freemasons' newspaper for eastern Canada, the Hung Chung She Bo (known in English as the Chinese Times, like its western Canada counterpart), was founded and at the same time a Toronto branch of the Dart Coon Club was established. These activities in eastern Canada may well have been a Freemason response to the growing influence of the KMT in that part of the country. Whatever the case, the Freemasons, besides these new organizations, could count upon active leadership in the East from such men as Tom Yee in Toronto and Pang Tong in Montreal. »⁹

« Le Dart Coon Club apparaît à la fin des années 1920 à Montréal. »¹⁰

Noms proposés pour l'immeuble

Maison Marie-Josephte-Cotté du nom de la première propriétaire connue; cependant, ce nom pourrait également s'appliquer au 112 De La Gauchetière O.

Maison François-Alfred-Larocque, du nom du premier propriétaire après la séparation des actuels 112 et 116 De La Gauchetière O. en deux propriétés distinctes. Toutefois, François-Alfred Larocque n'a vraisemblablement ni fait construire la résidence, ni résidé dans celle-ci.

Maison Cotté-Larocque, qui réfère aux premiers propriétaires connus et qui pourrait distinguer la propriété de sa voisine, la maison Cotté-Laframboise.

Ancienne loge maçonnique chinoise, en référence à son occupation de 1921 à 1944. Toutefois, ce nom peut porter à confusion, puisque les francs-maçons chinois ont peu à voir avec les francs-maçons plus largement répandus en Amérique du Nord. Il semble toutefois plus approprié de parler de loge maçonnique que de temple maçonnique, si le choix est fait parmi ces options.

⁸ Con, p. 111.

⁹ Con, p. 164.

¹⁰ Helly, p. 271.

Ancien club Zhigongtang, qui serait une référence plus exacte au nom de l'organisation propriétaire du bâtiment de 1921 à 1944 et qui l'a occupé durant la même période.

Chaîne de titres

19 novembre 1845 : Donation par [redacted] [fille de feu [redacted] et veuve de [redacted]] à son neveu [redacted] de la partie sud-ouest d'une maison en pierre à deux étages [correspondant au lot 655].¹¹ Il existe un passage d'environ 7 pieds de largeur entre les deux résidences. La donation comprend aussi la glacière, l'écurie et les autres bâtiments s'élevant sur le terrain. L'acte mentionne que la maison est louée, au moment de la donation, par un marchand du nom de James Burns.

7 février 1874 : Vente par [redacted] à [redacted] de la propriété connue sous le numéro de lot 655. Une maison en pierre de taille à deux étages avec pignon mitoyen à la maison voisine s'élève sur le terrain, ainsi que des dépendances. Le lot est vendu avec un passage mitoyen de sept pieds huit pouces avec le terrain de [redacted] [lot 654, actuel 112 De La Gauchetière]. Une locataire occupe la propriété vendue.

9 avril 1875 : Acte de commutation du lot 655.

17 octobre 1901 : [redacted] (veuve de [redacted] alors mariée à [redacted]) vend à [redacted] (veuve [redacted]) le lot 655.

29 novembre 1911 : [redacted] fille majeure, vend à [redacted], marchand de Montréal, l'immeuble connu sous le numéro de lot 655. La maison porte le numéro civique 78, rue Lagauchetière ouest et a un passage mitoyen de sept pieds et huit pouces avec le lot 654, situé au nord-est.

9 décembre 1912 : [redacted] marchand de Montréal, vend l'immeuble à la *Chee Kung Tong Company*, représentée par Ling Bueh Quong, buandier et secrétaire de la dite compagnie.

29 décembre 1915 : *The Chee Kung Tong Club Company* représenté par Jos. A. Pang, fabricant de cigares de Montréal, président ainsi que Lee Wah Yuen, marchand de Montréal, secrétaire, vend par acte de dation en paiement¹² à [redacted] l'immeuble connu sous le numéro de lot 655. La maison est encore décrite comme ayant 2 étages.

¹¹ La partie nord-est de la propriété, correspondant au lot 654, est donnée par [redacted] à un autre de ses neveux, [redacted], quelques jours auparavant, le 15 novembre 1845.

¹² La "dation en paiement" est une opération juridique par laquelle, en règlement de tout ou partie du montant de sa dette, un débiteur cède la propriété d'un bien, d'un ensemble de biens ou de droits, lui appartenant.

29 décembre 1915 : [REDACTED], fille majeure, vend à [REDACTED] marchand de Montréal, l'immeuble connu sous le numéro de lot 655 comportant une maison en pierre de taille de deux étages, avec d'autres dépendances.

20 novembre 1921 : [REDACTED], marchand de Montréal, vend à The Chee Kung Tong Club Company représentée par le président Wong D. Ling et autres membres du comité, l'immeuble connu sous le numéro de lot 655, comportant une maison en pierre de taille de deux étages et autres dépendances érigées dans la cour.

27 octobre 1932 : The Chee Kung Tong Club Company représentée par le secrétaire, Dar Wey Yet de Montréal, vend à [REDACTED] de Montréal l'immeuble connu sous le numéro de lot 655. *L'acte de vente mentionne encore une maison en pierre de deux étages, en plus d'attribuer la propriété du lot 654 à [REDACTED], celle du lot 657 à l'Église presbytérienne et celle du lot 656 à la British and Canadian School.*

15 novembre 1944 : Vente aux enchères publiques de la propriété par la Ville de Montréal et la Commission municipale du Québec. Le meilleur et dernier enchérisseur est [REDACTED], directeur d'un club à Montréal.

14 février 1980 : [REDACTED], restaurateur de Montréal, exécuteur testamentaire de son père [REDACTED], et représentant sa mère [REDACTED], vend l'immeuble à [REDACTED], restaurateur, et à son épouse, [REDACTED], de Saint-Hubert.

L'acte de vente mentionne une maison en pierre de trois étages, mais attribue toujours la propriété du lot 654 à [REDACTED], celle du lot 657 à l'Église presbytérienne et celle du lot 656 à la British and Canadian School.

30 mai 2001 : [REDACTED], restaurateur, et sa femme [REDACTED], retraitée de St-Lambert, obtiennent une subvention à la rénovation résidentielle de la Ville de Montréal.

8 avril 2008 : [REDACTED], retraitée vivant à Longueuil, hérite de la moitié indivise de l'immeuble, suite au décès de son mari [REDACTED].

3 juillet 2012 : [REDACTED], de Saint-Lambert, vend l'immeuble à la compagnie *Les Investissements T & L* de Montréal, représentée par [REDACTED], de Cornwall en Ontario, et Hui Ming Yang, de Montréal.

8 janvier 2021 : *Les Investissements T & L S.E.N.C./T & L Investments L.L.P* représentés par [REDACTED], de Cornwall en Ontario, et [REDACTED], de Montréal, vendent l'immeuble à *Investissements 1000 St-Urbain Ltee/1000 St-Urbain Investments LTD.*, compagnie représentée par le président [REDACTED].

Liste des occupants du bâtiment

La liste des occupants suivante a été compilée à partir des annuaires Lovell de Montréal et sa région, de 1865 à 1974. Les années sans mention ou avec la mention « vacant » ont été retirées.

Aucune adresse précise n'a pu être retracée avant 1865. Voici la liste des adresses retenues :

1865 : 498 Lagauchetière
 1889 : 598 Lagauchetière
 1906: 78 La Gauchetière Ouest
 1928: 116 et 118 La Gauchetière Ouest

(Le 118 est inoccupé à partir de 1934 et il n'en est plus fait mention de 1940 à 1974)

498

1865 : Smith John, Steamboat agent
 1866-76 : Laughlin Miss S, dressmaker
 1867: Stuart Robert, bookkeeper
 1867-70: Steencken A., of Munderloh & Steencken
 1870: Steencken A., importer of German & Belgian goods
 1877 : McNeice Jas., provision dealer
 1878-88: Dunning Mrs M, wid P. J., bdg hse
 1880: Schmidt A., tel instruments
 1882: Fortin S, engineer
 1882: Parvis Thos, engineer
 1882: Smillie Chas, machinist
 1883: Vandervee Jos., letter cutter
 1883-84: Chest James, marblecutter
 1883: McGuire, marblecutter
 1883: Ford John, carpenter
 1883: Russell James
 1888: Beaulieu, notary
 1888: Stafford John, laborer
 1888: Harrington Robt, clerk CPR
 1888: Sawyer John, laborer
 1888: Moore Dr
 1888: Murphy William, machinist

598

1889-90: Brodeur Norbert, bdg hse
 1891-95: Brodeur Mrs R, wid N, bdg hse
 1891-94: Dostaller Charles, carpenter
 1895: Sylvester George, trader
 1895: Astor Auguste, wine dealer
 1896: Déplant Edmond, carter
 1898: Brown Mrs L, wid J.M.
 1898: Croteau Mrs Gedeon
 1899: Earle Miss T

1901-1905: Bresler Mrs S wid Alex

1901-1903: Bresler Miss Clara

78:

1906: Vitromile Gaetano, of Italian Immig Aid Soc for Canada

1907: Pantaleon D, Italian Immig Aid Soc for Canada

1908-11: Malette T H

1910: Croteau H

1912: King La

1913-17: (78a) Ling Hing & Co General Store

1918: (78a) Ling Wong

1919: (78a) Lun Hong & Co

1920: Queen L C Co

1921: Tong Chee Kung

1922-27: Chinese Free Masons

116:

1928-44: Chinese Free Masons

1948-74 : Yep Willie (ou Willy)

118:

1928-33: Dat Coon Club

Hôpital chinois de Montréal	
<p>CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (CIUSSS) DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, « Historique », dans <i>Hôpital Chinois de Montréal</i>, [En ligne] http://www.montreal.chinesehospital.ca/historique.html</p>	<p>« L'Hôpital chinois de Montréal a été créé en 1918 par Mère Marie du Saint-Esprit, de la communauté des Soeurs de l'Immaculée-Conception. C'était alors une installation temporaire visant à répondre aux besoins médicaux de la communauté chinoise pendant l'épidémie d'influenza.</p> <p>En 1919, la communauté chinoise acquit une synagogue au 112, rue de la Gauchetière et la convertit en hôpital avec l'aide des Soeurs de l'Immaculée-Conception et en comptant principalement sur la générosité de la communauté pour le financement. L'Hôpital chinois de Montréal fut fondé officiellement en 1920.</p> <p>En 1962, en raison de la vétusté du bâtiment, la Ville de Montréal déclara que l'édifice ne pouvait plus être un hôpital. Une campagne de financement d'un million de dollars est alors lancée dans le but de bâtir un nouvel hôpital.</p> <p>En 1965, le nouvel hôpital, d'une capacité de 64 lits, ouvrit ses portes au 7500, rue Saint-Denis. »</p>
<p>PARÉ, Olivier, « L'Hôpital chinois de Montréal » dans <i>Mémoires des Montréalais</i> [En ligne] https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/lhopital-chinois-de-montreal</p>	<p>« L'Hôpital chinois est un des emblèmes de la communauté sinophone de Montréal. Une statue de Confucius veille sur cette institution unique en son genre, inaugurée en 1918.</p> <p>En 1918, une grave épidémie d'influenza fait rage partout à travers le monde. Montréal n'est pas épargnée : de septembre à novembre, plus de 17 000 cas sont répertoriés dans la métropole. Les cliniques et hôpitaux débordent. Les Chinois figurent alors parmi les groupes les plus vulnérables : ils habitent des logements souvent bien peu équipés, insalubres, dans un secteur densément peuplé. En outre, on leur refuse souvent une place dans les institutions de santé de la ville, déjà saturées. Plusieurs s'en remettent aux herbes médicinales, distribuées à l'époque dans certaines buanderies chinoises.</p> <p>Face à cette situation consternante, les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception demandent au gouvernement municipal l'autorisation d'établir un espace pour traiter les Chinois malades. Ces religieuses avaient établi en 1909 une mission en Chine et aidaient déjà les immigrants chinois à leur arrivée dans la métropole. Elles font l'acquisition d'un bâtiment abandonné, au 66, rue Clark, puis le transforment en station de premiers soins. Lorsque la crise s'achève en 1919, le local ferme ses portes. Près de 60 hommes d'origine chinoise y avaient été accueillis. La sœur Délia Tétreault et le frère Roméo Caillé, chef de la mission en Chine, reçoivent cette année-là une médaille du gouvernement chinois pour leur geste de charité.</p> <p>De local à hôpital</p> <p>En 1919, la Chinese Benevolent Association achète une vieille synagogue, au 112, rue De La Gauchetière. Elle souhaite convertir l'édifice en un hôpital chinois permanent, avec davantage d'espace et de ressources. L'administration de l'institution est</p>

	<p>confiée aux religieuses de l'Immaculée-Conception, notamment parce que l'une d'elles, sœur Marie de Saint-Georges, a passé plusieurs années en Chine et peut communiquer en trois langues.</p> <p>En 1922, l'institution accueille son premier médecin, le docteur Louis E. Fortier. Il sera vite rejoint par un collègue, le docteur William Delorme. Ensemble, ils planifient des agrandissements, l'achat de nouveau matériel. Jusqu'en 1945, l'Hôpital chinois est entièrement financé par les dons de la diaspora chinoise établie à Montréal et au Canada. Pendant cette période, la plupart des patients sont âgés et solitaires. Les hommes sans famille sont nombreux à l'époque : arrivés à Montréal au tournant du XXe siècle, plusieurs avaient d'abord travaillé en Colombie-Britannique pour la construction du chemin de fer Canadien Pacifique. De plus, à cause de la Loi d'exclusion des Chinois (1923-1947), l'immigration chinoise est interdite, empêchant les familles de se réunir.</p> <p>L'Hôpital déménage!</p> <p>Au début des années 1960, l'Hôpital peine à répondre aux besoins grandissants de la communauté. Le nombre de lits y est limité et le bâtiment se fait vieux. En juillet 1963, un lot est acheté dans la rue Saint-Denis, tout près de la rue Jean-Talon. Une vaste campagne de financement est organisée par le conseil d'administration, dont fait partie le révérend Thomas Tou, prêtre catholique chinois arrivé à Montréal en 1957. Grâce à une subvention du gouvernement fédéral et au succès de la campagne médiatique, le nouvel hôpital ouvre finalement ses portes en 1965. »</p>
<p>PICHÉ, André. « Soins de santé et tradition : un peu plus à l'Est... l'hôpital chinois de Montréal », VO : Le magazine de vie ouvrière, vol. 248, mai-juin 1994,</p>	<p>« La fondation de l'hôpital chinois remonte à 1918. Les religieuses de l'Institut missionnaire canadien travaillaient auprès de la communauté chinoise d'ici depuis 1913. Avec l'épidémie d'influenza (dite «grippe espagnole») qui sévit à cette époque, les soeurs ouvrent temporairement un hôpital sur la rue Clark. Il fermera en 1919 avec la fin de l'épidémie. Quelques années plus tard, la communauté chinoise se mobilise pour financer l'établissement de son propre</p>



<p>p.18-20. [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2226053</p>	<p>hôpital. Le 20 mars 1920, on acquiert une synagogue au 112 rue de la Gauchetière. L'institution sera dirigée par les Soeurs de l'Immaculée-Conception pendant plusieurs décennies. Au début de 1962, la Ville de Montréal condamne le bâtiment devenu trop vétusté. L'année suivante, une charte est accordée à une corporation pour relocaliser et mettre en fonction un hôpital chinois non-confessionnel et sans but lucratif. Suite à une levée de fonds de 1 million \$, l'hôpital chinois est réouvert au 7500 Saint-Denis. »</p>
<p>HO, Evi Kwong-ming. <i>The Montreal Chinese Hospital, 1918-1982 : a case study of an ethnic institution</i>, Thèse de doctorat (sociologie), Université McGill, Montréal, 1983, p.51-54</p>	<p>« The Chinese Philanthropist</p> <p>As Chinatown grew and evolved, the community had become increasingly aware of the social needs of its sick and elderly. With the epidemic fresh in their minds, members of the Chinese Community considered a hospital in Chinatown an urgent necessity. Health care facilities in their own community would overcome the language and cultural barriers that had plagued. As one old Catholic sister recalled:</p> <p style="padding-left: 40px;">I heard many old sisters mention that, in the early years [before 1920], there were many Chinese who lay on the beds of chronic hospitals in the city for years, and no one was able to communicate with them. They just lay there day and night, and spent their time by looking at the ceiling only.</p> <p>Seven shop owners and a court interpreter (three Wong, two Lees, one Hum, one Chan, and one Wu) met and approached the Chinese Association of Montreal and the elders of several big clans. They solicited contributions from the Chinese Community for a permanent hospital in Chinatown, and raised \$2,000 - their target - in a month. Fifty-four people, most of them laundry, chop suey, and grocery shop owners, donated \$20 apiece. The rest was raised from small individual donations.</p> <p>The group bought an old, three storey building at 112 La Gauchetière Street West. The hospital soon occupied the first two floors and basement (the top floor was used by the Montreal Chinese Association). The new hospital was called Yin Yeung Yeun--- "the place of long life and health for the aged." It was opened on October 21, 1919.</p> <p>Early organization</p> <p>For the first few months of its existence, the hospital was operated by Chinese volunteers who practiced their herbal arts in return for free meals. The only full time staff member was a Chinese cook. But the hospital organizers quickly realized the impracticality of this policy. They needed people to communicate in French and English with municipal authorities, to handle referrals and other procedures especially to dispose of the dead.</p> <p>Mother Delia Tetreault, founder of the Immaculate-Conception order, had been sending nuns to provide medical services in Chinatown. She agreed to let four nuns reside in the hospital.</p>

	<p>Further through church connections, three voluntary, part-time francophone physicians, a general practitioner, surgeon, and throat specialist, were invited to give practice in the Chinese ghetto. The herbal art was thus abandoned by the new organization. On March 20, 1920, the Yin Yeung Yuen became the Chinese Montreal Hospital. A representative of the Chinese government in Ottawa was master of ceremonies at the inauguration.</p> <p>The hospital's main function was to care for the elderly and sick married bachelors in the institution. It also acted as an alternative to traditional Chinese herbal medicine in the ghetto. However, most Chinese did not trust western medicine and went to the MCH only when traditional medicine had failed them. Thus, the hospital quickly became a station for emergency cases, referrals, and a refuge for the dying.</p> <p>[...]</p> <p>[p.60] As noted, before the 1920s the hospital hired only Chinese personnel, and patients were treated with traditional herbal medicines. But this policy was soon deemed to be impractical and an agreement was drawn up renewable annually, between the hospital board and the Corporation of the Missionaries of the Immaculate. The main points concerning management of the hospital were summarized as follows:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) The Corporation of the Missionaries of the Immaculate Conception has the right to manage and appoint all staff in the hospital. 2) It is the responsibility of the Missionaries of the Immaculate Conception to recruit physicians and not less than four nurses for patient care in the institution. 3) The hospital board is responsible for all sorts of cost and expenses in the institution, which is payable quarterly in advance to the Corporation of the Missionaries of the Immaculate Conception <p>The hospital board had to pay \$1,000 to the mother house annually for the services provided by the four as light, heat, and food for the patients. According to one of the former executive directors of the MCM, "all financial matters were directly controlled by the board members; the sisters had nothing to do with the money in the hospital: they just stayed there to care for the sick and show the love of God." Thus, the institution's goals were essentially set by the Chinese merchants. This agreement laid the foundations of a French Catholic administration for the hospital. The general supervisor, nurses, nursing aids, and later the laboratory technicians were all to be recruited from the mother house. »</p>
« Montreal Chinese Hospital », <i>The</i>	« In 1918, Montreal was struck by an influenza epidemic. Among the hardest hit was Montreal's Chinese population. especially the

<p>Canadian Nurse 1967, vol.63 no.9, p.47 [En ligne] https://archive.org/details/sim_canadian-nurse_1967-09_63_9/page/46/mode/1up?q=Montreal+Chinese+Hospital</p>	<p>hand launderers. The story of the Montreal Chinese Hospital begins with this epidemic.</p> <p>When the epidemic broke out, the Missionary Sisters of the Immaculate Conception — a congregation that had worked with Montreal's Chinese community since 1913 — immediately offered their services. The sisters sought the sick in hovels, cafes and laundries, and cared for them at a welfare shelter on Clark Street. This shelter served as a hospital until the epidemic subsided in 1919.</p> <p>The following year, the Chinese community bought the synagogue at 112 La Gauchetière Street West and converted it into a hospital. The building was almost 100 years old at the time, however, and was soon condemned as a firetrap by the inspectors of the city health service and the provincial government. The sisters were ordered to evacuate their patients from the premises.</p> <p>The new Chinese hospital at the corner of Saint Denis and Faillon Streets, opened its doors to its first patients in June, 1965. This hospital serves all of Montreal's Chinese community, whose population has been estimated at about 10,000. Of its 67 beds, 32 are reserved for aged and chronically ill Chinese patients. Most of these patients speak only Chinese; they feel at home with a staff that includes eight Chinese nurses, one Chinese male nurse who received his diploma in Hong Kong, and some Chinese auxiliary personnel.</p> <p>The new Montreal Chinese Hospital is equipped with full outpatient services, natal clinics, maternity facilities, and physiotherapy, x-ray, and laboratory services. These facilities, as well as 8 beds and 12 cribs in the maternity service, and 15 convalescent beds, are available to all, regardless of race, or creed, or nationality. »</p>
<p>« Hospitals for Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) » in <i>Historical Studies</i>, 70 (2004), p.131-142 [En ligne] http://www.umanitoba.ca/colleges/st_pauls/ccha/Back%20Issues/CCHA2004/Turcotte.pdf</p>	<p>« The Montreal Chinese Hospital traces its beginnings to 1918 when the influenza epidemic appeared in Montreal, and Delia Tetreault obtained permission from the civil and religious authorities to organize a small emergency shelter for the Chinese. [...]</p> <p>The small seven-bed infirmary opened for Chinese men at 66 Clark Street in Montreal during the 1918 influenza crisis cared for fifty-five Chinese men before it closed its doors on 26 June 1919, and the four nursing sisters went back to their convent. The charitable gesture on the part of the Church and of the Christians of Montreal was rewarded with two gold medals from the Government of China: one was offered to Mother Delia Tetreault and to her community, and the other to Fr Roméo Caillé, Director of the Chinese Mission. [...]</p> <p>In 1920, the Benevolent Chinese Association of Montreal began planning the organization their own health services by opening a permanent Chinese Hospital in more spacious premises. The Association bought an old synagogue at 112, La Gauchetière Street, in the heart of Chinatown. The Administration Board asked the Missionary Sisters of the Immaculate Conception to take</p>

charge and four Sisters went to live there. One of them, Sr Marie de St-Georges, had spent some years in China and could speak the language. A young Chinese lady, A Fa Tche, called from Canton by Mother Delia to serve the Cantonese patients, arrived the same year. The ten-bed hospital was intended for chronically-ill aged men who could not return to China and who had no families in Canada to care for them. The two doctors and the four Sisters were all volunteers and received only a nominal honorarium. An out-patient clinic and a dispensary were opened shortly after the inauguration and they were quite well attended.

Dr Louis E. Fortier was the first regular physician on the records of the budding hospital in 1922. He and the Sisters decided to add one storey to the building and to open an X-Ray room in the basement in that year. Dr William Derome joined Dr Fortier at the Chinese Hospital in 1925. Both were critical of the premises and they asked to have an office and an operating room to improve the situation. Their request was granted by the Chinese Board members and funds were obtained through the initiatives of Mr Wong Quouil, who went to Ottawa, Quebec City, and even New Brunswick to solicit financial help from Chinese communities in these cities. Plans were drawn, approved, a building contractor was hired, and the repairs were completed in December 1925. The same year, a grant of \$1,000.00 yearly was allotted to the seven M.I.C. Sisters and remained unchanged for more than forty years. In the forty-two year long history of the old hospital, there were five major initiatives designed to provide better service: 1) the purchase of X-Ray equipment in 1930; 2) the expansion by five more beds in 1935; 3) the installation of a minor surgery table; 4) the construction in 1947 of an extra floor to the Hospital, providing ten more beds; and 5) the opening of an "under-five" baby clinic in 1960.

Between 1922-45, the Hospital was entirely financed by voluntary donations from the Chinese community. For the first twenty years, the president and the treasurer traveled all over Canada soliciting funds from Chinese communities. They met with various degrees of support. But beginning in 1945, the Hospital was forced to turn to public sources for help.

[...]

In 1947, we note the death of old Dr Fortier after about 25 years of continuous services to the Chinese. He was replaced by his son, Dr Henri Fortier, who stayed with the Hospital until May 1965.

[...]

the old building was reaching the end of its useful life. It was bursting to overflowing, and the members of the Chinese Association started to consider the project of re-locating the Hospital. In 1962, the Public Health authorities declared the century-old building unfit as a hospital and ordered its closing. It was at this critical moment that Sr Pauline Longtin, M.I.C., who had worked as a nurse in Africa, returned to Canada, and was called to take charge of the condemned hospital.

	<p>[...] On 16 July 1963, a contract was signed to buy a site at 7500 St. Denis Street, in the north end of Montreal. The plans and the building permit were approved by the federal and provincial governments. In September, a subscription campaign was decided and permission from the city authorities was granted. In October, a contract was signed with the "Society of the Missionary Sisters of the Immaculate Conception" for their services, renewable every five years. [...] The first patients were admitted to the new hospital on 16 June 1965. They were moved from the old Chinatown building by numerous volunteers. [...] By 1966, the Hospital was filled to capacity with fifty-five patients. »</p>
<p>DERE, William Ging Wee, <i>Being Chinese in Canada: The Struggle for Identity, Redress and Belonging</i>, Douglas & McIntyre, 2019.</p>	<p>[p.« In the Montreal community, the Zhigongtang was well respected as a social welfare organization; its activities included organizing busloads of people to go to Mount Royal Cemetery to honour the ancestors for the Qing Ming festival, and it was active in establishing the original Montreal Chinese Hospital founded in 1920 in a former synagogue at 112 La Gauchetiere in Chinatown. »</p>
<p>KWOK BUN, Chan, <i>Smoke and Fire: The Chinese in Montreal</i>, Hong Kong, The Chinese University Press, 1991.</p>	<p>[p.70] « In Chinatown, there was a Chinese hospital. It was here for quite a few years before they move dit to St. Denis. The government said that the Montreal Chinese Hospital would not be as sanitary if it was located in Chinatown. »</p> <p>[p.116-122] « Early Community Work: The Chinese Hospital In Montreal, I had a friend who warmly invited me to join Zhigongtang, which he was a member. He mentioned my name to that organization and then all welcomed me. I arrived here in 1931. I became a member in 1932. At that time, there were only about one hundred to two hundred members. They were very happy together. Later on through the years, they voted to elect the president of the organization. I was elected president. When I was with that organization, there was a Chinese Hospital. Their is a story about the Chinese Hospital. This was about 1918 while World War I was ending. The injured soldiers were coming home with infectious diseases An epidemic started to spread. It was contagious and it spread throughout the city. Fortunately, I did not get it. Not too many Chinese fought in the war. Primarely, it was the Caucasians. The first few Chinese who went, worked in the kitchen. Those people who came back from war spread the disease. I would say about 80% of the population of Montreal got it. The Chinese laudries were even closed, about seven hundred of them. [...] The French people here were not as prejudiced against us. In this period, the older people who were sick had no place to go. There were no hospitals available for them. So, on Clark Street, we rented</p>

a house. We fixed up a few beds and made it into a clinic. If some Chinese people were sick, they would be able to come to the clinic. There was a Caucasian doctor—a French man. An order of nuns, from the Mother House, had become nurses of the clinic. There were only one or two nurses. You did not need so many for there were just a few beds. They worked full Time. In 1920 to 1921, or 1922, the Chinese people launched a massive time, campaign to buy a building. It involved a few thousand dollars. All those belonging to the hospital helped to organize. All the Chinese people got together and started to raise money. The building that was bought on 112 Lagachetiere West is now used as as the Chinese Restaurant Association. We registered with the government, and it was officially known as the Chinese Hospital of Montreal. When the building was fixed up, it had fifteen beds. It was full all the time. The Chinese population in the city was more than three thousand. Of course this did not meet the demand. In Canada, the Caucasians had different types of doctors. There were the general practitioners, head doctors and the specialists. The specialists would only come two days a week to visit the hospitals. The head doctor would only go if he was needed on call. The general doctor would go every week. There was an old doctor named Dr. Push. A very good one. He gave excellent treatment to the Chinese people and had a good attitude towards us. Another doctor was Dr. Lescal, a surgeon. He is very good and is still alive today. The head doctor was Dr. Ostiguy. When he died, his son took over his practice. He would only come if you phoned him and made an appointment. Funding for the hospital came from raising money in the form of lotteries. If the lotteries were not all sold in Canada, they would be sold in the United States. We did this once a year. [...]

In that period, I joined the Chinese Hospital as a committe worker, then supervisor. I spent a lot of time working for the hospital. I worked there for years as a volunteer for no money at all. I paid for everythin almost myself. Whenever the doctor came to the hospital, I was there. I was there to translate and help the doctors communicate better with the Chinese patients. I knew that language better, so in that way I helped. I spoke a little of both French and English. I was soon promoted to a higher level. In the third year, I was elected as the vice-president. In the fifth year, I became president. I remained as the president for twenty consecutive terms. I did not miss a single year. As soon as I became president, I made it clear to my members that I would not be as able as my predecessors to drive from city to city to pick up the donations. I could only try my best. Then there was a convention in the Mount Royal Hotel held by the medical doctors of Canada. Several sisters and I attended this convention. We applied to join the hospital union, but we were told that our hospital was to too few beds. Altogether we had to have ninety-nine beds to be eligible. Only then would we be allowed to join. The Chinese Benevolen society took up the second floor of the building. I was

with the society at the time. I thought we could move the Society to the third floor, making the second floor part of the hospital. We applied again. This time we had a bit more hope on our side. We got some help from several Caucasian priests: Father Breton, Father Lapointe and a few others. We applied again and were refused. We only had twenty-six beds, so the answer was still no. Later, due to our efforts and after having understood our needs and the fact that we were the only Chinese hospital in Canada, they allowed us to enter the union. The hospital beds for each patient cost \$1.50 a day. This included all the other essentials. There were times when the hospital could not meet all the payments for the costs. The government would pitch in whenever we ran a bit short.

During the twenty years when I was there, the hospital did not have much of a crisis. In the year 1960 to 1961, we asked for a grant to build a new hospital. The old hospital was too dirty. This comment was made by health officials who visited the hospital. They said there were cockroaches there and that it was unhealthy, and so on. The inspector caused a lot of trouble. I do not believe at all that cockroaches existed in that place. The inspectors also said that the kitchen where Chinese food was prepared was not hygienic. Also, we had to hire a Chinese cook. Eventually a friend of mine who was a Caucasian told me to go to the head of the health department and work out something with him concerning the hospital. I was very angry at the health inspectors. I asked the head of the department if he would help me. I told him I needed about twenty beds to transfer the patients out of the Chinese hospital which had so often been the object of complaints and criticisms. I also stressed that I had no money to renovate and, due to complaints by the health inspectors, we would have no alternative but to close down. The head of the health department understood and sympathized with me and did not send any inspectors after that. Since then, the hospital came along smoothly; but we thought that it was not really a hospital overall. It was just too small.

From that point on, we set out to build a new hospital. We applied to the provincial government. Along with Father Lapointe, Chinatown's MNA (Member of National Assembly) and several sisters, we met with the government to discuss this matter. It was not a long process. We met two or three times in Quebec City. Eventually the government approved. First of all, we had to buy a new building. The government helped us out on this. We had been searching for quite a while for the right building. Finally, we found one on St. Denis and we discussed the matter of buying it. It was a church at that time. We bought it and had it torn down. We planned on building a new one in its place. How much did it cost us? It was approximately one million dollars. The place was not very good but it was suitable. We had fifty beds now. The provincial and the federal governments gave us a certain amount of money

to spend on this project. Altogether it came to seventy thousand dollars. »

LONGTIN, Pauline (m.i.c.), « IMMIGRANTS 1916-1977 : Mère Marie-du-St-Esprit et les Immigrants » *Le précurseur : bulletin des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception*, mai 1977, p. 236-241 [En ligne] <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242878>

« LES M.I.C. ET LE 'CHINATOWN' À MONTRÉAL

C'est vers la Chine qu'étaient parties, en 1909, les premières missionnaires de l'Immaculée-Conception. Il semble normal que dès lors la sollicitude de la Fondatrice se soit également portée sur les fils du grand empire d'Orient qui vivaient dans notre pays et d'abord au plus près, à Montréal.

Mais, d'où étaient venus ces Chinois? Un bref rappel d'histoire répondra à la question et éclairera l'action entreprise par la femme-apôtre qu'était Délia Tétreault. Les premiers Chinois à s'établir au Canada furent ceux qui s'étaient joints à la ruée vers l'or sur les bords du fleuve Fraser en Colombie-Britannique, en 1858. Venant de San Francisco et plus tard directement de Hong Kong, ils étaient à la recherche d'un gagne-pain à cause de la pauvreté et de la surpopulation en leur pays d'origine. Ils furent patients et tenaces pour travailler dans des mines que d'autres avaient abandonnées.

Quand les mines furent épuisées, beaucoup retournèrent en Chine alors que d'autres s'embauchèrent en Colombie britannique les services domestiques. En 1881, lorsque commença la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, environ 6 000 Chinois s'engagèrent par contrat à construire la partie ouest de cette voie ferrée; mais la fin des travaux, en 1885, en jeta un grand nombre dans le chômage. N'ayant que la misère à envisager, beaucoup d'entre eux quittèrent la province, et la plupart retournèrent en Chine et aux États-Unis.

Un certain nombre cependant vinrent dans les provinces de l'est, et c'est à ce temps que la communauté chinoise de Montréal commença à se former: elle était alors 100% masculine; et ce n'est que plus tard que certains firent venir leur famille. Faut-il le dire, ces immigrants ne se sentaient pas bienvenus parmi la population du temps... Ils avaient à faire face à l'hostilité et à la pression de l'entourage, et leur insécurité n'était qu'amplifiée par les barrières de langue et leur incapacité de s'intégrer au milieu montréalais. Les Chinois conservaient toujours le désir de retourner dans leur pays natal, et cet espoir leur enlevait l'intérêt de s'intégrer à la société canadienne: ils demeurèrent donc ensemble en une sorte de ghetto et créèrent le quartier chinois comme un fort de résistance. De fait ils n'étaient venus que pour séjourner, non pour s'installer, et le quartier chinois n'était qu'une communauté de la diaspora.

La plupart des Chinois s'engagèrent dans des services domestiques ou des buanderies. L'immigrant-type d'alors travaillait dur, dépensait peu, épargnait et rêvait de retourner en



son pays d'origine après avoir accumulé une fortune: c'est ce qui explique son manque d'intérêt sur la scène locale et sa ségrégation du monde extérieur à son quartier.

Voilà, ébauchée, la situation de la population chinoise chez nous, à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e: rien de confortable ni d'enviable! Mais le Seigneur se réservait d'exprimer sa bienveillance à ces déracinés de la vie par les instruments de son choix: en l'occurrence l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Bruchési et ceux qu'il devait sensibiliser à sa préoccupation apostolique.

Le Bulletin de l'Union Missionnaire du Clergé de janvier 1940 donne un résumé des plus éclairants sur l'origine et le développement de la mission chinoise de Montréal, née elle aussi, du souci pastoral qu'avait l'archevêque d'assurer l'évangélisation de tous les immigrants établis dans son diocèse.

Sous l'impulsion de leur ardente Fondatrice, les M.I.C. prêtèrent dès les débuts leur active coopération aux cours du dimanche organisés pour la communauté chinoise et visitaient les Chinois dans les buanderies, les taudis, les cafés, les hôpitaux. Deux missionnaires, en Chine depuis cinq ou six ans, furent rappelées au pays pour prendre charge de l'enseignement aux Chinois. Elles ne tardèrent pas à se mettre à l'oeuvre, et dès septembre 1916 s'ouvrit la première école chinoise, sur la rue Anderson. Les Soeurs se partageaient les cours de français et d'anglais, tandis qu'une jeune Chinoise, venue par la suite se joindre à elles de son lointain pays, enseignait la langue chinoise et la doctrine chrétienne. Ajoutons ici que les "cours du dimanche" furent continués jusqu'en 1930, époque où pour de multiples raisons, il devint impossible de les poursuivre.

Ce fut à la demande du Cardinal Paul-Émile Léger que la direction de l'École Chinoise Catholique de Montréal fut de nouveau confiée aux M.I.C. en 1967, alors que durant plus de 40 ans elles avaient dû concentrer leurs efforts pour maintenir du personnel à l'hôpital dont elles avaient assumé les services dans les circonstances que la suite de ce récit va nous faire connaître. Il faut dire enfin, sur ce sujet de l'éducation, que les cours privés pour les Chinois et la visite des familles font toujours partie de l'apostolat des M.I.C. de la métropole.

L'année 1918, mémorable par la funeste épidémie d'influenza, marque aussi l'époque d'un nouvel engagement des M.I.C. dans la communauté chinoise de Montréal. Le débordement des hôpitaux qui ne fournissaient pas à accueillir les victimes, la vie retirée que les Chinois de l'époque étaient habitués à mener, leur ignorance du français et de l'anglais: autant de facteurs qui créèrent une situation désastreuse pour les résidents du "Chinatown" où l'épidémie fit ses premières victimes. Le nombre en augmentant chaque jour, Mère Marie-du-St-Esprit présenta à l'archevêque et aux autorités civiles de Montréal "une pressante requête dans le but d'obtenir un hôpital destiné exclusivement aux Chinois, où les Soeurs pourraient les recevoir et les soigner". Sa demande fut exaucée, et le 18 octobre s'ouvrait, au no 66 de la rue Clarke, un

	<p>petit hôpital. pour lequel l'abbé R. Caillé, dirigeant de la Mission Chinoise, obtint une subvention de la Ville, alors que la "Chinese Benevolent Association" s'engageait à payer loyer, chauffage et éclairage. Les Soeurs entreprirent le nettoyage et l'ameublement du logement resté depuis longtemps inhabité, et les annales racontent que les Clercs de St-Viateur d'Outremont, fournirent "main-d'oeuvre, cheval et voiture" pour aménager au plus tôt cette infirmerie dont les lits furent remplis dès le premier soir. Le geste de charité de l'Église et des chrétiens de Montréal obtint du gouvernement de Chine deux médailles d'or : l'une fut offerte à Mère Marie-du-St-Esprit et à sa Communauté, et l'autre à l'abbé Caillé.</p> <p>Le 'refuge' de la rue Clarke ferma ses portes à la fin de l'épidémie, en 1919. L'année suivante, les Chinois qui avaient expérimenté le bienfait d'avoir un hôpital bien à eux, décidèrent de réorganiser des services pour leurs malades dans des locaux convenables et plus spacieux: ils firent l'acquisition d'une vieille synagogue au 112 de Lagachetière, au coeur du quartier chinois.</p> <p>En mars 1920, la même association sollicitait de nouveau Mère Marie-du-St-Esprit d'affecter quelques religieuses à la direction de l'hôpital et aux soins des malades. Passant de 10 à 15, puis à 25 lits, l'Hôpital Chinois poursuivit de façon discrète et efficace ses activités au milieu du quartier chinois jusqu'en 1965. "J'étais pauvre, délaissé, malade..." tel était le billet d'entrée requis de ceux qui s'y présentaient. Non seulement les Soeurs recevaient-elles les vieillards et les malades, mais elles les visitaient dans les autres hôpitaux ainsi qu'à leur domicile souvent situé à l'arrière des buanderies et des cafés.</p> <p>À l'accueil des malades à long terme s'ajouta, au cours des années, la consultation pour malades externes, puis la clinique pour les enfants d'âge pré-scolaire. Tous pouvaient alors s'exprimer en leur propre langue et se sentir un peu chez eux dans ce coin de la métropole si longtemps considéré mystérieux et fermé.</p> <p>En juin 1965, un nouvel hôpital — répondant aux exigences des services de santé modernes — ouvrait ses portes au 7500 St-Denis. [...] »</p>
<p>« Un hôpital chinois », <i>La Patrie</i>, 1 juillet 1903, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4314759</p>	<p>« Les fils du Céleste Empire, viennent de faire un grand pas vers la réalisation des projets lancés par l'association de Réforme chinoise de Montréal. Un hôpital vient d'ouvrir ses portes aux malades de la colonie. Que d'indigestions de "chop suey" vont être soulagées sous ce toit hospitalier, et aussi Ô harmonie! quels cacophoniques accents vont réveiller les échos autrefois si paisibles des salles. C'est la grande baraque de la rue Lagachetière qui vient d'être honoré du titre pompeux d'hôpital. C'est le No 625. Depuis une semaine, à peu près, que les salles sont mises à la disposition des maladifs occidentaux, l'Esculapa sino-canadien a traité, dit-on, plusieurs cas de tuberculose pulmonaire au nouvel hôpital. »</p>

<p>« Un hôpital chinois va être établi » <i>La Presse</i>, 17 octobre 1918, p.11 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3197701</p>	<p>« Le directeur du bureau d'hygiène a annoncé ce matin qu'il avait été décidé de fonder un hôpital chinois dans la métropole, pour soigner ceux qui sont atteints de la grippe; La ville fournira les lits et les médicaments, et les Soeurs de l'Immaculée Conception se chargent de donner les soins aux malades. »</p>
<p>« Détails intéressants sur la marche de l'épidémie de grippe », <i>Le Canada</i>, 6 août 1919, p.7 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3565182</p>	<p>« Dès le début, on prévoit que les hôpitaux généraux de la ville, déjà encombrés, ne pourraient bientôt suffire à la tâche et l'on décida de prendre les mesures nécessaires pour ouvrir des hôpitaux d'urgence. En voici la liste :</p> <p style="padding-left: 40px;">Refuge Meurling 214 lits Hôpital des varioleux . . . 60 lits Orphelinat St-Arsène . . . 50 lits Ecole St-Joseph 44 lits Ecole St-Clément 75 lits Académie St-Paul 50 lits Hôpital Chinois. 12 lits</p> <p>Le personnel des divers hôpitaux d'urgence fut recruté parmi les médecins et les infirmières à l'emploi de la ville, avec le concours volontaires des autorités médicales militaires, et dans les communautés catholiques de religieux et religieuses suivantes : Soeurs Grises, Soeurs de la Congrégation Notre-Dame, Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie, Filles de la Sagesse, Frères des Écoles Chrétiennes, de l'Instruction Chrétienne, le Saint-Gabriel, L'hôpital chinois fut desservi par les Religieuses de l'Immaculée-Conception. »</p>
<p>« Mgr. Gauthier inaugure hier un hôpital chinois moderne », <i>La patrie</i>, 9 mars 1920, p.8 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4319943</p>	<p>« La fondation de l'hôpital chinoise de Montréal date de 1918. M. l'abbé Caillé directeur de la mission en jeta d'abord les bases en louant un local rue Clarke. Mais les proportions [sic] trop exigües nécessitèrent l'établissement d'un hôpital nouveau au No. 76 rue Lagachetière Ouest. Le conseil municipal avait financièrement contribué à la fondation de cet hôpital. L'hôpital chinois est bien aménagé. Il contient 25 lits dont six sont maintenant occupés. MM. Les docteur Fortier et Desforges s'occupaient de la visite des patients. Plusieurs fois la semaine deux ou trois sœurs de l'Immaculée-Conception se rendent à l'hôpital pour s'occuper du soi des malades »</p>
<p>« Inauguration d'un hôpital à Montréal : La première institution chinoise du genre au Canada », <i>Le Droit</i>, 9 mars 1920, p.1 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4067951</p>	<p>« Montréal, 9— L'établissement à Montréal, d'un hôpital chinois est maintenant un fait accompli, car ceux qui s'étaient dévoués à cette oeuvre de charité ont vu hier soir leurs efforts couronnés de succès. En effet c'est hier soir, qu'a eu lieu, au milieu des réjouissances du quartier chinois de la métropole, l'inauguration d'un hôpital qui sera consacré exclusivement au traitement des fils du Céleste Empire. Cette inauguration a revêtu un cachet tout spécial, et fut des plus imposantes.</p>

	<p>Le clergé était dignement représenté par sa Grandeur Mgr Georges Gauthier. évêque auxiliaire, Mgr G. LePailleur, l'abbé Léonidas Perrin, curé de Notre-Dame, l'abbé E. Girot, de Notre-Dame, et l'abbé Edouard Dagenais, M. l'échevin Georges Vandelac, représentait le Maire de Montréal, qui ne put se rendre pour affaire urgente, et parmi les autres invités, on remarquait: MM. Georges Ladouceur, bienfaiteur de l'oeuvre, le Dr. J. W. Rérome, le Dr J.J. Guérin, ex-maire de Montréal, Alphonse Regimbal du Bureau d'immigration J. W. Winterson, du C. P. R., Edward A. Fox, D. C, Morrison, A. Kidman, A. Tremblay. et un grand nombre. d'autres.</p> <p>La colonie chinoise de Montréal assistait aussi à cette fête presque au complet. On remarquait. M. Yong, Consul général de Chine au Canada, accompagné de MM. Fairman Wong, Président, Law C. Queen vice-président et Hum Man Jack, secrétaire.</p> <p>Après avoir fait la visite du nouvel établissement, les invités furent introduits dans une salle magnifiquement aménagée, où ils prirent part à un banquet offert par les membres de la colonie chinoise. À la table d'honneur on remarquait, M. Chiao, vice-consul chinois, résidant, à Ottawa, l'abbé Léonidas Perrin, curé de Notre-Dame, M. Georges Vandelac. représentant le Maire de Montréal, M. Young. Consul-général de Chine, au Canada, Sa Grandeur Mgr Georges Gauthier, M. Alphonse Regimbal, représentant le bureau de l'Immigration. J. W. Winterson, Ed. A. Fox, DC. Morrison. »</p>
<p>Gazette officielle du Québec. Québec official gazette., 17 juillet 1920 (no 29), p.1627 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2356885</p>	<p>« "The Montreal Chinese Hospital".</p> <p>Avis est donné qu'en vertu de la partie III de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1920, constituant en corporation sans capital-action : George Hum, commis, Fairman Wong, Wong Juai, Lee Wah Yuen, Fong Shu Shee, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :</p> <p>Donner des soins médicaux aux chinois de Montréal et autres localités, en fondant et maintenant un hôpital dans la cité de Montréal, sous le nom de "The Montreal Chinese Hospital".</p> <p>Le montant de la valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limité à une valeur annuelle de vingt-cinq mille piastres (\$25.000.00).</p> <p>Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin 1920.</p> <p style="text-align: right;">Le sous-secrétaire de la province, C.-J.</p> <p>2061 SIMARD. »</p>
<p>« HÔPITAL CHINOIS À MONTRÉAL », <i>Le précurseur : bulletin des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception,</i></p>	<p>« AINSI que plusieurs de nos lecteurs le savent déjà, avec l'approbation de Sa Grandeur Mgr l' Archevêque, un hôpital d'urgence avait été ouvert à Montréal, lors de la trop mémorable épidémie d'influenza en 1918, pour les Chinois atteints. Touchés des bons soins et du dévouement prodigués en cette occasion, le Comité de Bienfaisance chinois vient de confier en permanence aux Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception la direction</p>

<p>septembre 1920, p.47-48 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242520</p>	<p>d'un hôpital nouvellement aménagé, au No 76 rue Lagauchetière ouest, près rue St Urbain. Déjà les sœurs sont à l'œuvre. Dans le ciel de cet hôpital. Dieu fait briller des étoiles ; appels de la grâce à une religion inconnue jusque-là et dont la seule connaissance révèle la grandeur.</p> <p>[...]</p> <p>Lundi, nous recevions un Chinois, chrétien depuis plusieurs années, M. Tchan Soung Tcheuk. Il avait mis ordre à ses affaires et venait, nous disait-il en arrivant, mourir chez nous. Il pensait juste ; une maladie le minait, qui plus tôt qu'il ne le croyait lui-même, allait lui ouvrir les portes du tombeau. A peine fut-il installé que le ministre protestant vint lui offrir ses services. Il remercia disant qu'il n'avait confiance qu'au prêtre catholique. Ce même soir il nous donnait son livre de banque nous demandant de vouloir bien le remettre à M. l'abbé Caillé (desservant de la Colonie Chinoise de Montréal.) J'ai confiance, dit-il ; je sais qu'entre ses mains il est en sûreté et que mon fils aura mon argent. Cette manière d'agir avait été réglé par lui depuis longtemps sans doute car son livre était enveloppé dans un papier tout usé. Sur ce papier était écrit : "Prière de remettre ceci aux religieuses des chinois".»</p>																
<p>« En pays lointain », <i>Le Devoir</i>, 11 mars 1922, p.3 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2801147</p>	<p>« Le 18 courant quatre missionnaires de l'Immaculée-Conception quitteront Montréal pour leurs lointaines missions de Manille, Iles Philippines, et de Canton, Chine. Elles implorent instamment la charité de leurs compatriotes pour les aider à payer leurs coûteux passages. Toute aumône sera reçue avec la plus vive reconnaissance à l'une ou l'autre des cinq maisons de l'Institut dans la province: maison-mère, 314 chemin Ste-Catherine, Outremont; Maison des retraites 4, rue Simard, Québec; postulat Saint-François-Xavier, Rimouski; couvent de l'Immaculée-Conception, 44, rue Manseau, Joliette; hôpital chinois, 76, rue Lagauchetière-ouest, Montréal. »</p>																
<p>« Œuvres Chinoises des Sœurs de l'Immaculée-Conception, année 1922 », dans <i>Le précurseur : bulletin des Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception</i>, janvier 1923 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242530</p>	<p>[p.368] « MONTREAL — Hopital Chinois, 76, Lagauchetière ouest</p> <table border="0"> <tr> <td>Malades reçus</td> <td>140</td> </tr> <tr> <td>Pansements</td> <td></td> </tr> <tr> <td>2,610</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Divers traitements</td> <td></td> </tr> <tr> <td>1,560</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Opérations</td> <td>35</td> </tr> <tr> <td>Baptêmes</td> <td></td> </tr> <tr> <td>30 »</td> <td></td> </tr> </table> <p>[p.377-379] « Hôpital Chinois 76, Lagauchetière-Ouest, MONTREAL</p> <p>Durant le mois du Rosaire, nous arrivait à l'hôpital un pauvre tuberculeux. Lorsqu'il sut que sa maladie était grave, il voulut aller mourir en Chine, au milieu des siens. Il nous quitta donc... Nous sentions que cette âme nous échappait, mais mettant toute notre confiance en notre Immaculée Mère, nous ne cessons d'espérer quand même. Le lendemain, le malade étant allé chercher son passeport, fut pris d'une forte hémorragie. Il se trouva si mal qu'il</p>	Malades reçus	140	Pansements		2,610		Divers traitements		1,560		Opérations	35	Baptêmes		30 »	
Malades reçus	140																
Pansements																	
2,610																	
Divers traitements																	
1,560																	
Opérations	35																
Baptêmes																	
30 »																	

renonça à son voyage et revint le jour même solliciter de nouveau sa place, ajoutant : “ Oh ! comme je suis content qu’il y ait ici à Montréal un hôpital pour nous recevoir : je pourrai mourir tranquille ... ” Inutile de dire que c’est le cœur pénétré de reconnaissance envers notre bonne Mère du Ciel que nous l’avons accueilli. Aussitôt il s’est mis à suivre très attentivement les cours de catéchisme qui se donnent en chinois dans la salle des malades, et peu de temps après, il recevait le baptême avec de grands sentiments de joie et de piété. Nous lui avons donné le nom de Rosaire en action de grâces de la protection spéciale que lui avait accordé la sainte Vierge, et depuis ce temps, il nous édifie par sa grande patience et attend la mort avec calme et résignation.

*

**

Un autre tuberculeux fut aussi baptisé le même jour et il ne pouvait assez nous témoigner sa joie et sa gratitude. Comme il ne savait que quelques mots de français, dès qu’une Sœur paraissait dans sa chambre à n’importe quelle heure du jour ou de la nuit, il souriait et disait : “ Bon souère . . . ca va bien . . . y fait fret ... ” Et surtout, il ne manquait jamais d’ajouter “ merci”. La sainte Vierge est venu le chercher un samedi. Mille actions de grâces à notre toute Miséricordieuse Mère ! Com - me on le voit, elle aime ces



UNE SALLE DE L'HOPITAL CHINOIS DE MONTREAL.

pauvres païens et prend un soin spécial de ceux que nous lui confions.

Un de ces jours, un homme d’une quarantaine d’années, à la figure toute décharnée, au teint livide, en un mot, ayant la physionomie

	<p>d'un morphinomane, demande son admission à l'hôpital. Il est reçu, installé dans un bon lit, et entouré de tous les soins qu'il est en notre pouvoir de lui donner. Il délire sous l'effet de l'intoxication qui menace ses jours, et, comme il est dans une salle commune, les autres malades en ont tous peur. Nous-mêmes, nous ne pouvons nous défendre d'une certaine frayeur à le voir les yeux presque sortis de tête : nous le met - tons seul dans une chambre. Le médecin déclare que le patient peut avoir une syncope et mourir d'un instant à l'autre. Il n'y a pas de temps à perdre pour le salut de cette âme !...</p> <p>On interroge le malade sur sa croyance religieuse, il répond qu'il appartient depuis dix ans à " The Church of England ". Il est donc protestant ...et il va mourir !... Mais la sainte Vierge ne permettra pas que cette âme nous échappe !...</p> <p>L'aumônier de l'hôpital, Monsieur l'abbé Caillé, vint le voir. Dès qu'il parut, notre pauvre malade lui dit, la figure toute rayonnante et en joignant les mains sur sa poitrine : " Je veux me faire baptiser " — et d'un ton plus accentué — " je veux être catholique !... " Maintenant que je suis pour mourir, mes amis ne font aucun cas de moi ; au contraire, ils sont venus tantôt pour m'enlever ma bague avec diamant et ce qui me reste " d'argent ; je comprends bien maintenant que les catholiques ont la vraie charité ; les religieuses sont si bonnes, si dévouées, et elles font cela sans intérêt personnel, ce " qui prouve la vérité de leur religion. Oui, je veux être catholique et je ne craindrai pas de mourir." On l'instruisit des principaux mystères de notre sainte Foi, il reçut le baptême, et depuis il est calme, patient, et donne à tous ceux qui l'approchent, une impression sentie de la présence de l' Esprit-Saint dans son âme nouvellement régénérée.</p>
<p>« Un lis de chine moissonné », dans <i>Le précurseur : bulletin des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception</i>, juillet 1930. [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242575</p>	<p>[p.0] « Œuvres des Soeurs Missionnaires de l'Ommaculée-Conception au Canada [...] HOPITAL ET DISPENSAIRE CHINOIS, 112 ouest, rue Lagauchetière, Montréal (Fondée en 1918) Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception visitent aussi les Chinois malades dans les hôpitaux catholiques ou protestants lorsqu'on les y appelle. »</p> <p>[p.571] « DIMANCHE, le 18 mai dernier, à 9h35 de l'avant-midi, s'éteignait à l'Hôtel-Dieu de Montréal, dans sa quarante-cinquième année, l'une de nos catéchistes chinoises. Sœur Lucie (née Agathe Yip). [...] En 1927, Sœur Lucie consentit à quitter son pays pour venir au Canada, catéchiser ses compatriotes en leur propre langue. Elle arriva à la Maison Mère des Missionnaires de l' Immaculée-Conception, à Outremont, au mois de septembre. Les qualités qui la firent si justement apprécier en Chine ne se dé - mentirent jamais. Dans les différents emplois où elle eût à se dévouer, soit</p>

	<p>auprès des Chinois de Montréal comme catéchiste, soit à la petite Colonie des Trois-Rivières, elle montra qu'elle travaillait uniquement pour Dieu.</p> <p>Mais sa carrière touchait à son terme, la maladie minait sourdement sa santé et d'après l'avis des médecins, ses jours étaient comptés. Elle saisit la dernière planche de salut qui lui était offerte en subissant une redoutable opération à laquelle elle ne put survivre.</p> <p>[...]</p> <p>De l' Hôtel-Dieu, notre regrettée disparue fut transportée et exposée à l' Hôpital Chinois, 112, rue Lagauchetière ouest, pour la satisfaction des Chinois de la colonie de Montréal qui l'affectionnaient beaucoup. Ce fut dans leur chapelle qu'eut lieu son service, mardi, le 20, à 9 h. Nous sommes aussi vivement reconnaissantes envers M. l'abbé Caillé, curé de la Colonie Chinoise de Montréal, qui a bien voulu accompagner les funérailles de toute la pompe que pouvait déployer en cette occasion la modeste église chinoise. »</p>
<p>« Seventy-two rounded up in tong war outbreak », <i>Sherbrooke Daily Record</i>, 12 février 1934, p.2 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3000727</p>	<p>« Montreal, Feb. 12.—Aftermath of a free-for-all in a hall in the Montreal Chinese Hospital during which three shots were fired, seven-ty-two Chinamen were due to appear in court here today to answer to charges under the Riot Act. In addition to those in custody Pillowing the fracas early Sunday morning, seven were in hospital. Tom King being the most severely injured—two bullet wounds in the neck.</p> <p>The trouble started at a meeting of three factions of Montreal Chinatown called with a view to establishing law and order following two outbreaks of bad feeling in the past two month. Tables, chain, sabres, iron ban and hardwood sticks were brought into play. Three shots rang out, but the fight Continued. Sixty police answenng a riot call battered down the front door of the hall, and then started rounding up the prisoners and weapons.</p> <p>A total of eighty-eight were taken to police headquarters, but sixteen were released later. Seven were, in hospital suffering mainly from cuts and abrasions.</p>
<p>« Autre édifice du "Chinatown" ravagé par les flammes : L'hôpital chinois menacé », <i>La Patrie</i>, 2 juin 1950, p.3 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4330715</p>	<p>« Le "Chinatown" montréalais a été le théâtre, hier après-midi, d'un nouveau sinistre qui aurait pu avoir de funestes conséquences sans la prompt intervention des pompiers et l'empressement avec lequel on a conduit en sécurité les quelque 15 patients de l'hôpital chinois, situé porte voisine d'un édifice de quatre étages qui fut ravagé par les flammes.</p> <p>Cet immeuble incendié est celui de la Sturdy Steel Machine Products Corporation sis à 1009, rue Côté, angle Latauchetiere avec une entrée à 120, rue Lagauchetière. Une soixantaine d'employés qui y travaillaient ont pu fuir les lieux dès le début du sinistre. 4. Porte que personne d'entre eux ne fut blessé.</p> <p>L'HOPITAL</p>

	<p>On a aussi fait évacuer rapidement l'hôpital voisin, car la fumée se dégageant du brasier commençait à envahir les chambres. La R. S. St-Jean-Baptiste, supérieure de l'institution dirigée par les SS. de l'Immaculée Conception, a signalé qu'aucun cas parmi les patients n'était grave. La plupart des malades étaient des Impotents et durent être transportés sur des civières et des chaises roulantes. Toutes les ambulances disponibles dans la métropole se sont rendues sur les lieux et ont conduit ces malades à l'hôpital Général, division centre, ou à l'hôpital St-Luc.</p> <p>[...] »</p>
<p>D., Doris, « Tout en "jouant au dragon" des jeunes Chinois sont en passe de devenir de véritables Canadiens », <i>Photo-journal</i>, 31 juillet 1952, p.7 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3542376</p>	<p>« [...] on trouve, dans la colonie chinoise de Montréal, un tribunal d'arbitrage formé de trois juges, élus chaque année. Il incombe à ce trio la tâche, les responsabilités, d'arbitrer les querelles de toutes natures qui peuvent surgir entre leurs compatriotes. De plus, ce tribunal se prête volontiers à l'étude des litiges entre Chinois et blancs. Cette commission d'arbitrage relève de l'Association des Chinois de bonne volonté. Cette association n'est pas fondamentalement une oeuvre de charité, mais elle assume l'administration du "Montreal Chinese Hospital". A cet hôpital, on ne pratique point d'Interventions chirurgicales : les malades sont dirigés vers l'hôpital Notre-Dame quand une opération est requise. Les sofas prodigues au Montreal Chinese hospital le sont par des médecins qui visitent l'institution quotidiennement: la plupart de ces médecins sont des hôpitaux Notre-Dame et St-Luc. »</p>
<p>VAILLANCOURT, Thérèse. « Sans femme, sans foyer, sans soleil : Le Chinois de Montréal n'avait même pas le droit d'être malade. », <i>Photo-Journal</i>, semaine du 19 au 26 août 1964, p.2 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3543006</p>	<p>« En 1918, lors de l'épidémie de grippe espagnole, les Chinois, atteints comme les autres, ne pouvaient être admis dans les hôpitaux de la ville, faute de place. Les missionnaires de l'Immaculée-Conception furent les seules à se préoccuper de leur trouver un refuge. Dans ce local de fortune, à la fois par les autorités municipale, provinciale et fédérale, les Soeurs, depuis 45 ans, continuent toujours de soigner les patients dont personne ne veut. Un lit devient-il vacant ? Elles vont chercher, au fond de taudis indescriptibles, de grands malades atteints du cancer, de la maladie de Parkinson, de cécité ou de pleurésie. »</p>

EUGÈNE BÉRICHON

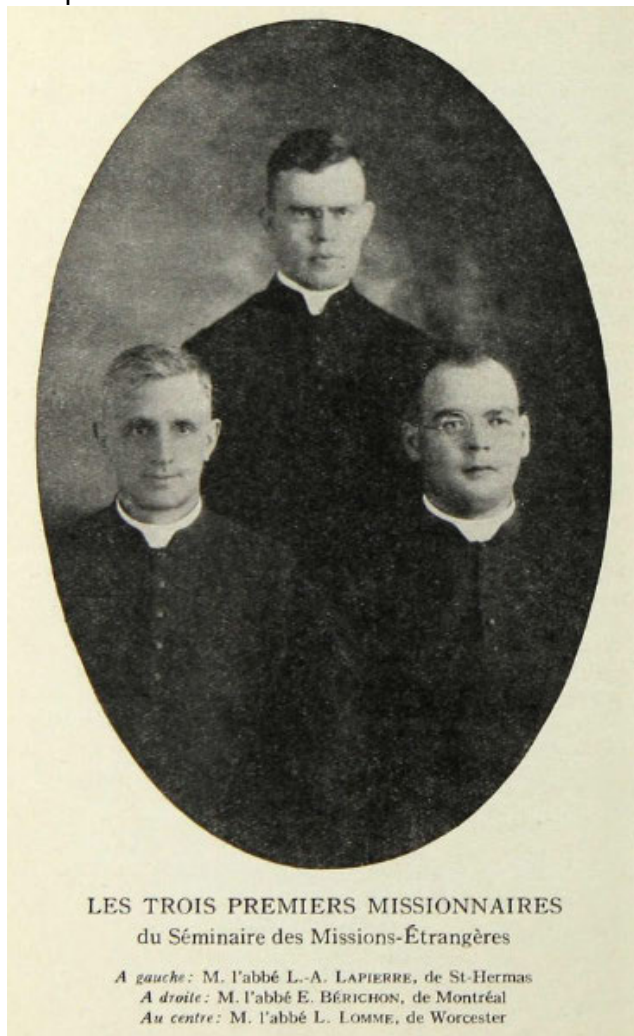
RONDEAU, Clovis, *Le Séminaire canadien des Missions-Étrangères*, Montréal, l'Oeuvre des tracts, Montréal, 1926, p.12-13 [En ligne]

<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2240983>

[p.12] « Départs des missionnaires Les trois premiers missionnaires qui sont partis du Séminaire Saint-François-Xavier pour la Mandchourie sont MM. Ls-Adelmar Lapierre, Eugène Bérichon et Léo Lomrae. La fête, présidée par Mgr G. Forbes, eut lieu le 11 septembre 1925. »

[Photo, p.13]

[p.15] Les trois prêtres partis en 1925 viennent d'être nommés assistants-missionnaires dans le vicariat de Moukden: M. Bérichon à la cathédrale, M. Lapierre à Leaoyang et M. Lomme à Niouchwang.



ALLAIRE, J.-B.-A. *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français : compléments*, Montréal, 1928, p.20

BÉRICHON (L'abbé Eugène), prêtre des Missions-étrangères de la province de Québec, né à Montréal, le 1 mars 1900, de Wilfrid Bérichon, menuisier, et de Rosina Villeneuve, fit toutes ses études au petit et grand séminaire de Montréal, où il fut ordonné par Mgr G. Gauthier, le 14 juin 1924. Entré dans la société des Missions-étrangères à Pont-Viau, il y fut ensuite professeur au séminaire de la société, de 1924 à 1925; parti pour la Chine, le 11 septembre 1925, il y occupa d'abord le poste de vicaire à la cathédrale de Moukden dans la Mandchourie en 1926, depuis lors il est missionnaire dans le vicariat apostolique de Moukden.

« 200 catholiques parmi les Chinois de la métropole » *L'Action catholique*, 1 février 1947, p.13 [En ligne] <https://collections.banq>

« MONTREAL, — D. N. C.) - Les Commissions des Oeuvres d'Apostolat déclarent que 200 Chinois sur 2.000 à Montréal sont catholiques et sont confiés à M Eugène Bérichon p.m.e. »

[.qc.ca/ark:/52327/3523747](https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3523747)

TRÉPANIÉ, Jacques,
« Le rappel d'une loi :
Traitement infligé aux
Chinois en notre pays »
La Patrie, 26 février
1947, p.14 [En ligne]
<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4329371>

« M. L'ABBE BERICHON

Écoutons ce que nous dit M. l'abbé Eugène Bérichon, prêtre des Missions étrangères en charge de la mission chinoise de Montréal : "L'Église catholique se mêle de cette question au strict point de vue moralité. Pour ce qui est de la politique canadienne d'immigration, cela ne nous regarde pas. Mais un chrétien ne peut approuver une loi qui est immorale. Or la discrimination de race est par elle-même contraire aux préceptes chrétiens." »



LA PATRIE
A gauche, M. l'abbé Jean-Marie Poitevin, économiste de la Société des Missions étrangères, qui avait charge de la mission chinoise de Montréal avant que M. l'abbé Eugène Bérichon le remplace. Ce dernier a été 21 ans en Chine de 1925 à 1946. Tous deux sont prêtres des Missions étrangères de la province de Québec.

« La vie des chinois catholiques à Montréal » *La Patrie*, 27 février 1949, p.10 [En ligne]
<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4330193>



« LA PAROISSE CHINOISE du Saint-Esprit, à Montréal, fut fondée en 1917, par M. l'abbé Caille. Située au coeur du quartier chinois, elle est actuellement sous la direction de la Société des Missions Étrangères. On voit ici l'officiant de la mission entouré de jeunes servants d'origine chinoise



M. L'ABBÉ EUGÈNE BÉRICHON, desservant de la mission chinoise de Montréal, baptise M. Frédéric Chinn. M. Bérichon a vécu plus de vingt ans en Chine.



LA CÉRÉMONIE DU BAPTÊME d'un adulte est toujours impressionnante. Ici M. François Wong reçoit la tunique blanche du néophyte qui vient d'être admis au sein de l'Église. (Suite à la 11e page)

« Une mission chinoise au sein même de la métropole » *La Presse*, 16 juin 1949, p.13 [En ligne]

<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2878259>

« L'abbé Eugène Bérichon dit comment en plein centre de la ville, une mission catholique convertit des Chinois sans aucune prédication.

L'abbé Eugène Bérichon, des Missions étrangères, a étonné ses auditeurs, les membres du club Kiwanis-S.-Laurent, au cours de la conférence qu'il prononçait, hier, au déjeuner, hebdomadaire de cet organisme, en l'hôtel Ritz-Carlton, en leur-révéland, dans un tableau fort vivant, qu'une mission' catholique ,existait au centre de la métropole.. au milieu de cette ville dans une ville qui s'appelle le "quartier chinois" ou "Chinatown".

"Le quartier chinois, a déclaré l'abbé Bérichon, n'est pas un quartier comme l'indique l'appellation populaire, mais bien une ville incorporée. Il y a une mairie, des échevins, un hôpital, une chapelle catholique et combien d'autres choses qui étonneraient, dans cette

petite partie de Montréal comprise dans les limites du "Chinatown". Et, le croirait-on, il y a une mission.

"L'oeuvre n'est pas nouvelle, puisqu'elle a été fondée en 1901. Depuis quelque temps, cependant, elle a un bureau, à 102, rue Lagachetière ouest.

"Le "Chinatown" n'est pas nouveau non plus, a expliqué le conférencier. Un contrat avec la ville de Montréal permet aux Chinois d'administrer eux-mêmes la section qui leur a été allouée pour cent ans. Il reste encore une quarantaine d'années avant l'échéance de cet acte.

But de la mission

" Des quelque 1,200 Chinois habitant la métropole, a ajouté l'abbé Bérichon, environ 300 sont catholiques. On compte, du total, une centaine de femmes, et une soixantaine d'enfants. Mais la mission a pour but l'éducation des enfants et tente l'impossible pour leur rendre la vie plus heureuse, au milieu d'une société qui désavoue presque leur race. Il est inutile ici de revenir sur ce sujet, mais tous reconnaîtront que les Chinois sont plus ou moins malheureux de se trouver parmi nous. C'est pourtant le seul groupe d'étrangers qui ait réussi, à Montréal, à s'entraider et à s'unir aussi fermement. La part de la Mission, dans ce monde, est belle, elle consiste à aider les jeunes Chinois à devenir de bons citoyens canadiens, mais la chose n'est malheureusement pas facile.

"Pas facile, parce que les parents chinois, plus souvent qu'autrement, désavouent leurs enfants nés au Canada. Il y a, au sein même de la colonie chinoise, des distinctions. Par exemple, on a déjà dit que les enfants des Chinois qui ont épousé des blanches n'auraient pas la permission de leurs parents de fréquenter les enfants de Chinoises, épouses de blancs, en tous cas, pas ceux des couples purement chinois. On a cru cela jusqu'au moment où l'on a tenté, à la Mission, de faire disparaître ces distinctions. On a réussi, tout comme on avait réussi à attirer chez nous les enfants de familles païennes et protestantes.

"La Mission a de particulier que l'on n'y prêche pas. En tous cas, si l'on n'y prêche pas de fait, l'influence est indirecte et s'exerce, et, depuis 32 mois, 85 conversions y ont été accomplies, a ajouté le conférencier. Il faut dire ici que l'abbé Bérichon, qui a passé 21 ans en Chine, d'où il est revenu au mois de septembre 1946, connaît la langue chinoise parfaitement, a appris à pénétrer le caractère chinois et devient ainsi facilement un allié et un ami pour cette population qui, le considère comme l'une des personnalités marquantes de la colonie.

"La Mission s'occupe actuellement des petits Chinois entre les âges de 4 et 18 ans. Les petites filles ont aussi leur organisation indépendante. Les garçons font partie d'une organisation de scouts. Les préjugés des parents ont été difficiles à abattre. On ne voulait d'abord pas permettre aux enfants de fréquenter une mission catholique. Mais, quand on a appris que le Père n'y parlait jamais de religion, les préjugés sont tombés.

"Chez les enfants de race blanche, les préjugés sont aussi chose fragile. Ainsi, l'autre jour, j'ai conduit un groupe de mes petits Chinois à un parc de Longueuil. Vous auriez été agréablement étonnés de voir la réception qui leur a été faite par les petits blancs.

	<p>En plus de partager leurs jeux, ils ont donné leurs sous aux petits Chinois. Ai-je besoin d'en dire davantage?</p> <p>"Ainsi, en occupant les enfants du "Chinatown", nous les tenons éloignés de la rue. Depuis quelque temps, nous leur faisons même passer quelque temps à la campagne. Il y avait parmi un groupe de petits une bonne moitié qui n'avait jamais vu autre chose que la rue Lagauchetière.</p> <p>"Résultat donnant, si l'on a hésité quelque temps à permettre aux enfants de fréquenter la mission, ce sont maintenant les enfants eux-mêmes qui conduisent leurs parents à 102, rue Lagauchetière, a conclu l'abbé Bérichon.</p> <p>Le conférencier avait été présenté par M. Maurice Gervais et il a été remercié par M. Jean-Paul Héroux.</p> <p>Le club Kiwanis-S.-Laurent a présenté un chèque au montant de \$100 à l'abbé Bérichon pour l'oeuvre de la Mission chinoise de Montréal. »</p>
<p>« M. l'abbé Eugène Bérichon, p.m.é. » <i>Le Devoir</i>, 22 janvier 1968, p.2 [En ligne] https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2777143</p>	<p>« A Montréal, le 18 janvier, à l'âge de 67 ans, est décédé après une longue maladie, M. l'abbé Eugène Bérichon prêtre de la Société des missions étrangères Originaire de Montréal, fils de feu Wilfrid Bérichon et Rosma Villeneuve, il a fait ses études au Collège de Montréal, au séminaire de philosophie et au grand séminaire de Montréal (1920-1924). Il a été parmi les premiers prêtres à entrer dans la Société missionnaire que venaient de fonder les évêques du Québec En 1925, il participe au premier départ missionnaire de sa Société Avec deux confrères, il partait pour La Mandchourie où il devait passer 20 ans de sa vie sacerdotale, dont les cinq dernières en internement (1940-45). Revenu au Canada en 1946 il est chargé de la Mission chinoise de Montréal jusqu'en 1954 Alors la maladie l'oblige à un long repos d'un an, après quoi l'abbé Bérichon accomplit un ministère sporadique en plusieurs endroits dans Montréal et à l'extérieur. Il s'était retiré au grand séminaire de Pont-Viau ces trois dernières années. »</p>

Ancien Hôpital chinois de Montréal (112 rue De La Gauchetière O.)



Synthèse historique

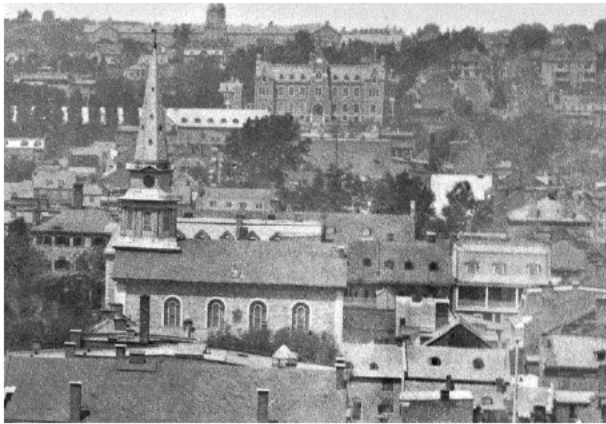
La *Map of the City and suburbs of Montreal*, produite par John Adams en 1825, montre un bâtiment qui pourrait se trouver, au moins partiellement, sur la propriété correspondant aujourd'hui au 112 rue De La Gauchetière O., mais qui ne peut d'aucune façon correspondre au bâtiment actuel, vu son implantation en retrait de la voie publique.

L'acte de donation de la propriété de [REDACTED] veuve de [REDACTED], a [REDACTED], le 15 novembre 1845, précise que la propriété inclut la partie d'une maison en pierre à deux étages. Il est raisonnable de croire qu'il s'agit de la résidence actuelle, bien que celle-ci ait

été modifiée par la suite et que les deux parties de la maison aient évolué différemment à partir de 1845.

La *Topographical and pictorial map of the city of Montreal* de James Cane (1846) montre par ailleurs deux bâtiments mitoyens, ou un bâtiment divisé en deux, correspondant aux actuels 112 et 116 De La Gauchetière O. Le plan au sol peut correspondre à la partie la plus ancienne des bâtiments actuels. Des bâtiments secondaires ou dépendances sont illustrés vers l'arrière des lots.

Un plan de la propriété de [REDACTED], considéré par BANQ comme datant des environs de 1847¹, mais datant plus probablement du milieu des années 1850, indique la présence d'une maison en pierre de deux étages sur la propriété de « Messieurs [REDACTED] ».



La dépendance à l'arrière du terrain, derrière la maison Laframboise, est identifiée sur ce plan comme « wood shed ».

Une photo des environs de 1872 ou 1873, prise depuis un des clochers de la basilique Notre-Dame, montre l'arrière des maisons mitoyennes des lots 654 et 655. Elles sont encore à ce moment couvertes d'un

¹ Comme [REDACTED] n'acquiert officiellement cette propriété qu'en 1853, et que le plan est signé par [REDACTED], qui n'aurait commencé sa carrière d'arpenteur qu'en 1854, cette datation par BANQ nous semble questionnable. Voir l'historique de la maison Joseph-Barsalou concernant la datation de ce plan.



toit à deux versants percé de lucarnes.

Il apparaît pour le moment impossible de déterminer précisément le moment où la résidence a été dotée d'un toit mansardé. Cette transformation a vraisemblablement été réalisée à la toute fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle, puisqu'une photo de 1894 montre que le bâtiment, tout comme l'actuel 116 De La Gauchetière O., sont toujours coiffés d'un toit à deux versants droits percé de lucarnes

Détail d'une photo de 1894

Le plan d'assurance incendie de 1909 indique par contre que le bâtiment compte désormais trois étages et est doté d'un toit mansardé dont le brisis est couvert d'ardoise. La construction est séparée de ses voisins par des murs coupe-feu s'élevant entre 6 et 18 pouces au-dessus de la toiture. Deux petites annexes arrière en bois sont également identifiées, une à deux étages, l'autre à un seul étage. Les caractéristiques sont les mêmes sur le plan de 1919.

Le plan d'assurance incendie de 1940 montre des caractéristiques similaires pour le corps de bâtiment principal, mais une vaste annexe en briques s'élève désormais à l'arrière du bâtiment. Cette annexe aurait été construite en 1922,



peu de temps après l'ouverture de l'hôpital, et aurait été surhaussée d'un étage en 1947, aussi en lien avec les fonctions hospitalières du bâtiment.

Une photo prise dans les années 1920 (Constellio 69022024) montre la façade du bâtiment. Une porte en planches verticales ferme le passage partagé depuis les origines par cette propriété et sa voisine du côté ouest. Cette photo permet aussi de voir une corniche et des lucarnes abondamment ornées d'éléments menuisés.

Une photo aérienne prise en 1981 (Constellio 69137845) prouve que la porte cochère est toujours présente, bien que remplacée par une porte à panneaux, et il est clair que le parement du rez-de-chaussée de la façade n'a pas encore

été modifié.

Photo du fonds Antoine Désilets, vers 1985.

Une photo du fonds Antoine Désilets, prise vers le milieu des années 1980, montre que l'ornementation de la corniche et des lucarnes existe toujours.

Le rez-de-chaussée est doté après cette date d'un parement de tuiles de granit. La porte cochère en bois est aussi remplacée par une porte vitrée placée en retrait de la façade. Le passage, fermé à l'autre extrémité par une porte métallique, donne toujours accès à la cour arrière de la propriété voisine (116 De La Gauchetière O.)

Il est possible que ces modifications aient été faites vers 1988, puisque d'importants travaux intérieurs et extérieurs ont été faits à cette époque, comme le laisse supposer l'avis d'enregistrement de privilège d'entrepreneur et de fournisseur de matériaux du 24 février 1988.

Fonctions du bâtiment

Le bâtiment a vraisemblablement été loué plutôt qu'habité par des propriétaires-occupants dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les noms des occupants retracés dans les annuaires Lovell, à partir de 1865, ne correspondent pas à ceux des propriétaires. Avant 1865, il est difficile d'identifier les occupants de la résidence. Cependant, à aucun moment le nom de [REDACTED] n'est associé à une adresse sur Lagauchetière²; il aurait d'ailleurs essentiellement vécu à St-Hyacinthe à partir de 1843 ou 1844 jusqu'en 1864. [REDACTED] (dans les annuaires Lovell), qui aurait pu habiter la résidence malgré la donation, semble plutôt habiter au 71 rue Craig (devenue St-Antoine), près de la rue Côté, de 1842 à 1852, au 44 Sanguinet en 1853 et 1854 et au 127 rue Craig au moins de 1855 à 1864.

Au cours des années 1860, les occupants de la résidence changent chaque année, et comptent notamment un ingénieur, une veuve et des étudiants. De 1871 à 1877, le bâtiment est occupé par [REDACTED], armurier. De 1878 à 1895, [REDACTED], veuve et identifiée de 1888 à 1895 comme sage-femme (mid-wife) semble y tenir une pension (boarding house). De 1869 à 1898, les occupants portent tous des noms à consonance anglophone, souvent d'origine irlandaise, et sont le plus souvent ouvriers, artisans, employés de bureau (clerks).

De 1903 à 1919, le bâtiment est utilisé comme synagogue par la congrégation Chevra Shaas, fondée en 1899 par des immigrants en provenance d'Europe de l'Est. Au cours des premières années, une école juive tenue par [REDACTED] puis par [REDACTED] occupe aussi une partie de bâtiment. En 1919, cette communauté déménage à nouveau au 4170 rue Saint-Urbain³, presque à l'intersection de la rue Rachel.

² En 1847, « [REDACTED], advocate » est associé à une adresse sur la rue Ste-Thérèse; [REDACTED] aurait cependant principalement vécu à St-Hyacinthe du début des années 1840 jusqu'en 1864, selon le DBC.

³ Le bâtiment conçu comme synagogue existe encore et serait aujourd'hui occupé par l'Association portugaise du Canada.

De 1920 à 1964, l'immeuble abrite l'Hôpital chinois de Montréal, tenu par les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception, communauté religieuse ayant des liens avec la Chine et la communauté chinoise depuis 1909.

Malgré cette utilisation comme hôpital, l'immeuble appartient depuis 1921 à l'Association chinoise de Montréal. Différentes associations et commerces ont occupé des locaux depuis le déménagement de l'Hôpital chinois. À l'été 2021, le bâtiment est occupé notamment par un temple bouddhiste (sous-sol), un herboriste (rez-de-chaussée), un studio d'artiste (deuxième étage) et l'Association chinoise de Montréal (troisième étage). Une bibliothèque occupe le dernier étage de l'annexe; les frais de location de cet espace seraient couverts par le Gouvernement de Taiwan.

Lors de la visite du 15 juillet 2021, le Ministère a pu constater qu'il ne restait dans l'immeuble aucune trace visible de l'architecture ancienne du lieu ou de ses fonctions passées.

Groupes associés

Congrégation Chevra Shass

Selon certaines sources, la congrégation Chevra Shass est fondée en 1894 ou en 1899 par des immigrants juifs originaires d'Europe de l'Est. Elle aurait d'abord occupé brièvement une simple résidence sur la rue Cadieux (aujourd'hui De Bullion), juste devant la synagogue Bne Yakov (ou Bnai Jacob) avant de déménager en 1900 au 1110 Saint-Laurent. La date de fondation est contestée, mais la loi d'incorporation de la *Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas, The Great Synagogue of the Talmudic Society*⁴ a été sanctionnée le 26 mars 1902⁵, soit peu de temps avant l'établissement de la congrégation dans le bâtiment de la rue De La Gauchetière Ouest.

La congrégation était dirigée par le rabbin [REDACTED], qui l'aurait possiblement fondée. [REDACTED] a en même temps été élu rabbin de la congrégation Ahavas Achim.

En 1920, la congrégation déménage dans un bâtiment imposant situé au 4179 St-Urbain, à la bordure sud du Mile-End. Vers 1970, la congrégation fusionne avec un groupe de synagogues qui prend le nom de *Chevra Shaas Adath Yeshurun Hadrath Kodesh Shevet Achim Chaverim Kol Israel d'Bet Avraham* et s'établit au 5855 Lavoie (dans Côte-des-Neiges). Finalement, en 2005, la congrégation se joint avec la Synagogue espagnole et portugaise (Shearith Israel), plus ancienne congrégation juive au Canada.

⁴ Nom traduit par « Khevre Shas, la confrérie du Talmud », dans le livre *Mayn Lebens Rayze: Un demi-siècle de vie yiddish à Montréal et ailleurs dans le monde* de Hirsh Wolofsky.

⁵ *Statuts of the Province of Quebec*, Deuxième session de la dixième législature, 1902, Chap. 96.

Chinese Association of Montreal / Association chinoise de Montréal Chinese Benevolent Association - CBA

« The Chinese Benevolent Association (CBA) is a historic Chinese association established in different regions of North America with large Chinese communities. The association's clientele consisted of Chinese immigrants from the end of the 19th century and their descendants. The objective of the CBA was to serve and protect the interests of the Chinese in the greater Montreal area. Historically, it has played a quasi-governmental role in the Chinese community. »⁶

« En 1919, la Chinese Benevolent Association achète une vieille synagogue, au 112, rue De La Gauchetière. Elle souhaite convertir l'édifice en un hôpital chinois permanent, avec davantage d'espace et de ressources.»⁷

« Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable, sous le nom de "Chinese Association of Montreal", a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le onzième jour de juillet 1919, en vertu de l'ordre eu Conseil portant le numéro 1067. »⁸

« Other organizations in Montreal at the time included various other family associations and the Chinese Benevolent Society, which had started in 1915 at 6 La Gauchetiere. [...] During the Depression, there wasn't much help from the provincial government for the Chinese in Montreal. It was the clan associations, the YMCI, the Benevolent Society, the Hong Men, the Chinese Catholic and Presbyterian missions and other organizations that came together to provide some form of relief to those who needed it. »⁹

« On his days off, he went sightseeing in the city. When he first arrived in Montreal, Ah Ngay Gonge had taken him to Chinatown, which was then clustered along De La Gauchetiere Street West, between St. Laurent and Jeanne Mance, and Dorchester Boulevard and De Vitre. There, Ah Dang was introduced to the major Chinese organizations.

As a hand laundry operator, Ah Ngay Gonge was very involved in the Chinese Association of Montreal, an organization similar to Vancouver's CCBA. One of its activities was to defend operators' rights and fight the mounting fees imposed by the provincial government. In Quebec, hand laundries were by far the single largest occupation of the Chinese. They worked long hours, for low returns, and were seen as competing against white women who took in laundry. In 1915, a licence cost fifty dollars, but Chinese operators were

⁶ « 20th century » in *Between Past & Present : The untold stories of Montreal* [En ligne] <https://www.untoldstoriesmtl.com/en/centuries/20th-century>

⁷ PARÉ, Olivier, « L'Hôpital chinois de Montréal » in *Mémoires des Montréalais*, 02 juin 2017 [En ligne] <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/lhopital-chinois-de-montreal>

⁸ *Gazette officielle du Québec*. 26 juillet 1919, p.1746-1747 [En ligne] <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2356829>

⁹ DERE, William Ging Wee, *Being Chinese in Canada: The Struggle for Identity, Redress and Belonging* Douglas & McIntyre, 2019 [Epub] p.42-43

charged an extra fifty. In 1932, the association held off a proposed hike of one hundred dollars by the municipal government. »¹⁰

« By 1923 community-wide organizations mostly in the form of Chinese Benevolent Associations had been established across Canada, in Victoria, Vancouver, Winnipeg, Toronto, and Montreal.[...]

Montreal's "CBA," called the Chinese Association of Montreal, was established in 1914 in specific response to the agitation of an association of white owners of mechanized laundries against Chinese hand laundries. The Chinese Association was organized and financed through the efforts of the CKT, the Constitutionalist Party (XZD), and six clan associations, and the subscriptions for its foundation were paid by 600 stores. [...]

New leadership also had something to do with association development. When Montreal's Chinese found their laundry interests threatened in the 1890's they turned to white missionaries for leadership. When a similar thing happened fifteen years later they handled the problem themselves by forming a CBA. [...]

The Chinese Benevolent Associations across the country were, among other things, supposed to be agencies of conciliation and mediation between disputing factions. [...]

Montreal, being somewhat smaller than the dominant communities of Toronto and Vancouver, had a simpler associational structure. Like Calgary and Toronto, the churches had had a significant impact in the Montreal community. Thus, although there was a CBA in Montreal, which had been an important element in mediating conflicts between the Freemasons and the KMT, its influence was diluted by the active church organizations. »¹¹

« At least two CBAs were formed initially with the objective of uniting the divided Chinese community in Chinatown. In the 1900s, about 90% of the Chinese in Montreal were surnamed Tam, Wong, and Lee and inter-clan conflicts were frequent. Soon after the Republic of China was formed in 1912, the Chinese consul in Ottawa visited Montreal's Chinatown and helped the Chinese form a CBA. Six directors, two from each clan, ran the association. When a dispute between two clans happened, it would be taken to CBA where the two directors from the third clan would resolve the conflict. Many Chinese in Montreal were not pleased that CBA directors were elected by only three clans. Hence, in February 1915, the Chinese consul suggested that the board of directors would have one member from each of the five clans (Tam, Wong, Lee, Chan, Woo, and Ng), one member of an association such as the Chee Kung Tong and Constitution Party, and any Chinese who made an annual donation of \$2 to the association. »¹²

¹⁰ WONG, May Q., *A Cowherd in Paradise : From China to Canada*, 2012, Brindle & Glass, p.75

¹¹ CON, Harry & al., *From China to Canada : a history of the Chinese communities in Canada*, p.107; 114-115; 165; 224.

¹² LAI, David Chuenyan, *Chinese Community Leadership: Case Study Of Victoria In Canada*, p.10

« Montreal's Chinatown is sandwiched between Old Montreal and the city's downtown business district. During the late 1950s and early 1960s, properties around Chinatown were increasing in value and speculators purchased old buildings in Chinatown, demolished them, used vacant sites as parking lots, and then sold them when attractive prices were offered. As a result, large numbers of old buildings were demolished without being replaced; low-rental housing in Chinatown became difficult to find. During the 1960s, a plan for Chinatown redevelopment was proposed, but it was soon shelved, not because there was lack of money and official support but because the Chinese Benevolent Association of Montreal "could not arouse the necessary interest within Chinatown and could not unite the various factions." »¹³

« Cependant, la position privilégiée qu'occupent au sein du milieu cantonais ces grands commerçants chinois, ne les place pas à l'abri des mesures discriminatoires qui visent à limiter l'influence économique des immigrants chinois du Québec. Ils font front avec leurs compatriotes lorsqu'une loi ou un règlement vient menacer les intérêts de l'ensemble des immigrants et sont parmi les premiers à vouloir instituer une instance centrale de représentation auprès de la société locale. En 1904, année de reprise de l'immigration cantonaise au Canada mais année de récession à Montréal, ils participent à la fondation de la Montreal Chinese Association qui, en 1914, réplique à l'agitation d'un groupe de propriétaires de blanchisseries mécanisées contre les buandiers chinois. Cette première action se révèle un échec mais l'organisation réussit à collecter des contributions financières auprès de six associations claniques, de deux partis politiques chinois ainsi que de 600 commerçants cantonais. De similaires instances centrales existent dans toutes les communautés de la diaspora chinoise. Elles portent généralement le nom de Chung Wah Kung So, terme traduit en Amérique du Nord comme Chinese Benevolent Association (CBA). Au Canada, la première apparaît à Victoria en 1884, à l'instigation du Consul chinois de San Francisco. [...]

Au Québec, la vocation de la Montreal Chinese Association (MCA) est similaire à celle de Victoria mais cette organisation ne connaît jamais l'influence de son homologue de Colombie-Britannique. Le racisme antiasiatique est moindre dans la province de l'Est et des possibilités de médiation entre les immigrants et les autorités existent à Montréal. Les missions chrétiennes sont actives et transmettent les demandes des Cantonais aux autorités locales. L'instance centrale chinoise utilise d'ailleurs ce canal en 1914-1915 lorsqu'elle veut manifester son opposition à la nouvelle taxe imposée aux buandiers cantonais et par la suite elle œuvre souvent avec les responsables des missions chrétiennes comme lors de la fondation de l'hôpital chinois de Montréal. En sus de sa fonction de représentation auprès des autorités locales, elle remplit aussi sa fonction d'assistance. Elle aide ses membres réduits à l'indigence, prend en charge les vieillards sans argent, gère l'hôpital chinois où se trouve son siège, et un de ses gestes de solidarité les plus connus est une collecte de fonds en

¹³ LAI, David Chuenyan, *Chinatowns: Towns within Cities in Canada*, UBC Press, 2007, p.149

mars 1950 lorsque des dizaines de Cantonais sont laissés sans abri à la suite de l'incendie du Lotus Restaurant. »¹⁴

Hôpital chinois de Montréal / Montreal Chinese Hospital

« The Montreal Chinese Hospital traces its beginnings to 1918 when the influenza epidemic appeared in Montreal, and Delia Tetreault obtained permission from the civil and religious authorities to organize a small emergency shelter for the Chinese. [...]

The small seven-bed infirmary opened for Chinese men at 66 Clark Street In Montreal during the 1918 influenza crisis cared for fifty-five Chinese men before it closed its doors on 26 June 1919, and the four nursing sisters went back to their convent. The charitable gesture on the part of the Church and of the Christians of Montreal was rewarded with two gold medals from the Government of China: one was offered to Mother Delia Tetreault and to her community, and the other to Fr Roméo Caillé, Director of the Chinese Mission. [...]

In 1920, the Benevolent Chinese Association of Montreal began planning the organization their own health services by opening a permanent Chinese



Hospital in more spacious premises. The Association bought an old synagogue at 112, La Gauchetière Street, in the heart of Chinatown. The Administration Board asked the Missionary Sisters of the Immaculate Conception to take charge and four Sisters went to live there. One of them, Sr Marie de St-Georges, had spent some years in China and could speak the language. A young Chinese lady, A Fa Tche, called from Canton by Mother Delia to serve the Cantonese patients, arrived the same year. The ten-bed hospital was intended for chronically-ill aged men who could not return to China and who had no families in Canada to care for them. The two doctors and the four Sisters were all volunteers and received only a nominal honorarium. An outpatient clinic and a dispensary were opened shortly after the inauguration and they were quite well attended.

Dr Louis E. Fortier was the first regular physician on the records of the budding hospital in 1922. He and the Sisters decided to add one storey to the building and to open an X-Ray room in the basement in that year. Dr William Derome joined Dr Fortier at the Chinese Hospital in 1925. Both were critical of the premises and they asked to have an office and an operating room to improve the situation. Their request was granted by the Chinese Board members and funds were obtained through the initiatives of Mr

¹⁴ HELLY, Denise, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, p. 251-253.

Wong Quouil, who went to Ottawa, Quebec City, and even New Brunswick to solicit financial help from Chinese communities in these cities. Plans were drawn, approved, a building contractor was hired, and the repairs were completed in December 1925. The same year, a grant of \$1,000.00 yearly was allotted to the seven M.I.C. Sisters [Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception] and remained unchanged for more than forty years. In the forty-two year long history of the old hospital, there were five major initiatives designed to provide better service: 1) the purchase of X-Ray equipment in 1930; 2) the expansion by five more beds in 1935; 3) the installation of a minor surgery table; 4) the construction in 1947 of an extra floor to the Hospital, providing ten more beds; and 5) the opening of an "under-five" baby clinic in 1960.

Between 1922-45, the Hospital was entirely financed by voluntary donations from the Chinese community. For the first twenty years, the president and the treasurer traveled all over Canada soliciting funds from Chinese communities. They met with various degrees of support. But beginning in 1945, the Hospital was forced to turn to public sources for help. [...]

the old building was reaching the end of its useful life. It was bursting to overflowing, and the members of the Chinese Association started to consider the project of re-locating the Hospital. In 1962, the Public Health authorities declared the century-old building unfit as a hospital and ordered its closing. It was at this critical moment that Sr Pauline Longtin, M.I.C., who had worked as a nurse in Africa, returned to Canada, and was called to take charge of the condemned hospital. [...] On 16 July 1963, a contract was signed to buy a site at 7500 St. Denis Street, in the north end of Montreal. The plans and the building permit were approved by the federal and provincial governments. In September, a subscription campaign was decided and permission from the city authorities was granted. In October, a contract was signed with the "Society of the Missionary Sisters of the Immaculate Conception" for their services, renewable every five years. [...] The first patients were admitted to the new hospital on 16 June 1965. They were moved from the old Chinatown building by numerous volunteers. »¹⁵

« Montréal, 9— L'établissement à Montréal, d'un hôpital chinois est maintenant un fait accompli, car ceux qui s'étaient dévoués à cette oeuvre de charité ont vu hier soir leurs efforts couronnés de succès.

En effet c'est hier soir, qu'a eu lieu, au milieu des réjouissances du quartier chinois de la métropole, l'inauguration d'un hôpital qui sera consacré exclusivement au traitement des fils du Céleste Empire.[...]

La colonie chinoise de Montréal assistait aussi à cette fête presque au complet. On remarquait. M. Yong, Consul général de Chine au Canada,

¹⁵ « Hospitals for Chinese in Canada: Montreal (1918) and Vancouver (1921) » in *Historical Studies*, 70 (2004), p.131-142 [En ligne]
http://www.umanitoba.ca/colleges/st_pauls/ccha/Back%20Issues/CCHA2004/Turcotte.pdf

accompagné de MM. Fairman Wong, Président, Law C. Queen vice-président et Hum Man Jack, secrétaire. [...] »¹⁶

« "The Montreal Chinese Hospital".

Avis est donné qu'en vertu de la partie III de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1920, constituant en corporation sans capital-action : George Hum, commis, Fairman Wong,



UNE SALLE DE L'HOPITAL CHINOIS DE MONTREAL.

Wong Juai, Lee Wah Yuen, Fong Shu Shee, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Donner des soins médicaux aux chinois de Montréal et autres localités, en fondant et maintenant un hôpital dans la cité de Montréal, sous le nom de "The Montreal Chinese Hospital".

Le montant de la valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limité à une valeur annuelle de vingt-cinq mille piastres (\$25.000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J.

SIMARD. »¹⁷

« MONTRÉAL — Hopital Chinois, 76, Lagauchetière ouest

Malades reçus	140
Pansements	2,610
Divers traitements.....	1,560
Opérations	35
Baptêmes.....	30 » ¹⁸

« On interroge le malade sur sa croyance religieuse, il répond qu'il appartient depuis dix ans à " The Church of England ". Il est donc protestant ...et il va mourir !... Mais la sainte Vierge ne permettra pas que cette âme nous échappe !... »¹⁹

Noms proposés pour l'immeuble

¹⁶ « Inauguration d'un hôpital à Montréal : La première institution chinoise du genre au Canada », *Le Droit*, 9 mars 1920, p.1 [En ligne]

<https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4067951>

¹⁷ Gazette officielle du Québec. Québec official gazette, 17 juillet 1920 (no 29), p.1627 [En ligne] <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2356885>

¹⁸ « Œuvres Chinoises des Sœurs de l'Immaculée-Conception, année 1922 », dans *Le précurseur : bulletin des Soeurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception*, janvier 1923, p. 368. [En ligne] <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3242530>

¹⁹ Ibid, p. 379.

Maison Marie-Joseph-Cotté du nom de la première propriétaire connue; cependant, ce nom pourrait également s'appliquer au 116 De La Gauchetière O.

Maison Maurice-Laframboise, du nom du premier propriétaire après la séparation des actuels 112 et 116 De La Gauchetière O. en deux propriétés distinctes. Toutefois, Maurice-Laframboise n'a vraisemblablement ni fait construire la résidence, ni résidé dans celle-ci.

Maison Cotté-Laframboise, qui réfère aux premiers propriétaires connus et qui pourrait distinguer la propriété de sa voisine, la maison Cotté-Laroque.

Ancienne synagogue Chevra Shaas, nom référant à son occupation comme synagogue. Il reste très peu de témoins liés à la présence juive dans le secteur. Cependant, le bâtiment n'a pas été conçu comme synagogue et ne conserve aucune trace intérieure de cette occupation. Par ailleurs, un autre bâtiment pourrait être désigné sous le nom d'ancienne synagogue Chevra Shaas (4170 St-Urbain)

Immeuble (ou siège) de l'Association chinoise de Montréal, propriétaire du bâtiment depuis maintenant un siècle.

Ancien Hôpital chinois de Montréal, en raison de sa fonction durant une quarantaine d'année.

Chaîne de titres

15 novembre 1845 : Donation par [REDACTED] et veuve de [REDACTED] à son neveu [REDACTED] de la partie nord-est d'une maison en pierre à deux étages [correspondant au lot 654].²⁰ Il existe un passage d'environ 7 pieds de largeur entre les deux résidences.

7 juin 1883 : Litige entre [REDACTED] veuve de feu l'Honorable [REDACTED] (demanderesse) et [REDACTED], avocat et curateur désigné pour l'Honorable [REDACTED] (défendeur). Saisie des biens de [REDACTED] et vente aux enchères, incluant le lot 654, incluant une maison en pierre à deux étages avec autres dépendances. Dernier enchérisseur : [REDACTED].

29 janvier 1891 : Testament de [REDACTED], marchand retraité vivant désormais à Kingston, Ontario, léguant tout à son épouse [REDACTED] et à leurs enfants.

21 juillet 1898 : [REDACTED] de Kingston en Ontario, veuve de [REDACTED] vend à [REDACTED], étudiant en médecine dentaire, le lot 654 avec bâtisses érigées dessus.

²⁰ La partie sud-ouest de la propriété, correspondant au lot 655, est donnée par [REDACTED] à un autre de ses neveux, [REDACTED], quelques jours plus tard, le 19 novembre 1845.

6 juin 1900 : Saisie des terrains et immeubles de [REDACTED] dans le dossier l'opposant à [REDACTED].

23 janvier 1903 : [REDACTED] y, de Cincinnati (États-Unis), représentée par [REDACTED], vend le lot 654 à [REDACTED], commerçant.

2 février 1903 : [REDACTED] entrepreneur, vend l'immeuble à [REDACTED] et [REDACTED] agents d'immeubles de Montréal.

26 février 1903 : [REDACTED] et [REDACTED], agents immobiliers, vendent le lot 654 et bâtisses portant le numéro civique 596, rue Lagauchetière, à *Beth Hamedras Haggadol Chevra Shaas, The Great Synagogue of the Talmudic Society* représentée par Samuel Streaan, président, Lazarus Rosenbloom, vice-président, Moses Rosenbloom, secrétaire ainsi que Wolff Zakon, trésorier.

13 juin 1919 : *Beth Hamedras Haggadol Chevra Shaas, The Great Synagogue of the Talmudic Society* représentée par [nom illisible], président, Moses Cohen, secrétaire, et Ezekiel Cohen, trésorier, vend le lot 654 à [REDACTED], marchand, et [REDACTED], marchand.

8 septembre 1921 : [REDACTED] marchands de Montreal et fiduciaires du *Montreal Chinese Hospital*, vendent l'immeuble connu sous le numéro 654 à *The Chinese Association of Montreal*, représentée par [REDACTED] marchands de Montreal. Vente pour 1\$. La vente est faite pour financer le *Chinese Medical Hospital* à Montréal.

13 septembre 1987 : L'acte stipule que les propriétaires précédents de l'hôpital étaient les fiduciaires [REDACTED] agissant pour la *Chinese Association of Montreal inc.* depuis 1921. L'acte fait l'objet d'un « transfert et convoyance » pour l'hôpital situé sur le lot 654 et portant le numéro civique 112, rue Lagauchetière (anciennement 76) moins les déductions de la partie vendue à la *Montreal Catholic School Commission* le 5 février 1925. *The Chinese Association of Montreal* devient le propriétaire. La valeur de la propriété est évaluée à 166, 000.00\$.

24 février 1988 : Avis d'enregistrement de privilège d'entrepreneur et de fournisseur de matériaux. La corporation J. L. Chiasson inc. a passé un contrat avec la *Montreal Chinese Community* pour effectuer des travaux intérieurs et extérieurs de réfection et de rénovation, pour la somme de 339 562.00\$.

Liste des occupants du bâtiment

La liste des occupants suivante a été compilée à partir des annuaires Lovell de Montréal et sa région, de 1865 à 1974. Les années sans mention ou avec la mention « vacant » ont été retirées.

Aucune adresse précise n'a pu être retracée avant 1865. Voici la liste des adresses retenues :

- 1865 : 496 La Gauchetière
 1886 : 596 La Gauchetière
 1906 : 76 La Gauchetière O
 1929 : 112 La Gauchetière O.
-
- 1865 : Baudry JU, clerk of Appeals
 Baudry ?AU, civil engineer
 1866 : Grenier Mrs T, wid P
 1867 : Lussier L., cap manufacturer
 1868 : Loeser Lazarus, of L. Loeser & Co
 1869 : Williams CN
 Hutchison S., reporter
 Hutchison Matthew, student
 Archibald JS, law student
 1871-77: Boyd Thomas W. gunsmith
 1878-95: Mitchell Mrs Grace, wid A, bdg hse (identifiée comme "mid-wife"
 1888-95)
 1879: Ryan George
 1880: Martin George, policeman
 1883-85: Bayley Robert, laborer
 1883: Daly Jeremiah, waiter
 Brimsmaid, Mrs Mary
 Morgan Mrs
 1884: Sheppard William, bookkeeper
 1884-85 Crumbey William, carpenter
 Cookson William, bookkeeper
 1886: Roberts Geo., builder
 1888: Daly John, stevedore
 1888-89: Kinsley Joseph, newspaper dealer
 O'Laughlin James, laborer
 1893: Stenhope, John, moulder
 Newton John, printer
 1893-95: Weber Aug., box maker
 1896-97: Williams Jas., clerk
 1898: Maloney Andrew
 1899: Brazier, Mrs A.
 1902: Cercle français, bdg hse
 1903-19: Jewish Synagogue
 1903-04 : Epstein David
 1904-05: Jewish School, F. Hurwitz teacher
 1920-64: Montreal Chinese Hospital (ou Chinese Hospital)
 1967: Ho Charles
 1968-69: Bédard Girard Ltd - Contrs Electr -
 1969-2021: Chinese Association of Montreal
 1970-74: Chinese Restaurant Association

1972-74: Kum Ying Trading Co Ltd

<https://montrealgazette.com/news/local-news/can-chinatown-survive>

Can Montreal's Chinatown survive?

Real estate development threatens to erase 200 years of history — and buildings that are decades older than city records show.

Author of the article:

Marian Scott • Montreal Gazette

Publishing date:

May 22, 2021 • May 23, 2021





At the Chinese Association of Montreal, which has owned its three-storey stone headquarters since 1920, there's a firm resolve to stay put. "Our building is not for sale," says the association's vice-president Bryant Chang, left, with director Bill Wong. Photo by Pierre Obendrauf /Montreal Gazette

As he showed a reporter around the Chinese Association of Montreal at 110-112 de la Gauchetière St. W., Bryant Chang made one thing perfectly clear:

“Our building is not for sale.”

The talk in Chinatown these days is all about the sale of much of the neighbourhood’s most historic block to a developer.

As the Montreal Gazette reported last month, Brandon Shiller and Jeremy Kornbluth acquired several properties on the northern part of the block bounded by de la Gauchetière, St-Urbain and Côté Sts. and Viger Ave. between January and March.

The acquisitions, totalling \$13.13 million, have been a wakeup call on the need to protect the heritage neighbourhood, which lost one-third of its territory to the Guy Favreau Complex, built in 1984.

Reeling from the effects of the COVID-19 pandemic and recent rise in anti-Asian racism, scarred by decades of expropriation, Chinatown is facing what could be its greatest threat yet.

Already, condo projects hem in the historic neighbourhood to the south, jostling the carved lions guarding the gate at St-Laurent Blvd. and Viger Ave.

Now, the steamroller of progress has reached the very heart of Chinatown.

Stories circulate of owners being pressured to sell, and of sky-high offers being made to Chinese-Canadian owners.

Dotted by three-storey heritage buildings, the site acquired by Shiller and Kornbluth is zoned for 20-storey towers.

But at the Chinese Association, which has owned its stone headquarters since 1920, there’s a firm resolve to stay.

“We’re smack in the middle of the proposed project. Whatever future project has to go up, it has to include our location as is,” Chang said.

“They can build around it, they can renovate, but our building is not for sale,” he said.



Municipal records vastly underestimate the age of the buildings on de la Gauchetière St. targeted for development. Photo by Pierre Obendrauf /Montreal Gazette

Chang, 69, the third generation of his family to take a leadership role in the association, said that to sell would betray the principles on which it was founded in 1889.

“Our ancestors set up the Chinese Association to help the Chinese people that came to Canada in the early years,” he said.

“We still have a role in the Chinese community and we’re not giving up our building,” he added.

Two weeks ago, [Mayor Valérie Plante asked Culture Minister Nathalie Roy to designate Chinatown as a heritage site](#), like Old Montreal, citing an urgent need to protect its culture and architecture from real estate pressures.

Heritage Montreal and the Chinatown Working Group are also pressing for heritage designation. Jean-Philippe Riopel, a tour guide and tenant in one of the buildings acquired by the developers, and his colleague

Élyse Lévesque recently launched [a petition at the Quebec National Assembly](#) that has collected 2,679 signatures as of mid-day Friday.

Shiller and Kornbluth have not yet announced their plans for the site. In a statement via a public relations firm on May 10, they said there is no official project yet and any future projects would be sensitive to the site's heritage architecture.

The crisis illustrates that Montrealers have "taken Chinatown for granted," said Donny Seto, a lecturer in urban planning and member of the Chinatown Working Group.

"In our minds it was a place that would be protected in perpetuity. But as we see right now with the development pressures, that's not the case," he said.



Artifacts discovered in the backyard by Jean-Philippe Riopel, a tenant in one of the buildings acquired by the developers. Photo by Pierre Obendrauf /Montreal Gazette

Chinatown is important not only to the Asian community, but to all Montrealers, said Jonathan Cha, a member of the Working Group and authority on the history of Chinatown.

“What we’re trying to say is that this is of national importance. This is one of the oldest districts in Montreal. We need to communicate the long and rich story of the place,” he said.

Yet unlike Old Montreal, whose buildings are well documented and protected from demolition and alteration, Chinatown’s architectural heritage has received scant attention.

For example, municipal records vastly underestimate the age of the buildings targeted by the developer, the Montreal Gazette found by comparing them with 19th-century maps, directories, newspaper articles and property rolls.

Those sources paint a vivid saga of a neighbourhood that has set a unique example of vivre-ensemble over more than two centuries. They tell of fur-traders and Patriotes; business magnates and sweatshop workers; dour Scottish Presbyterians and Yiddish-speaking Jews; lonesome laundrymen and successful restaurateurs.

So let’s hop aboard the time machine to rediscover a piece of forgotten Montreal history.

-1- Près-de-Ville

Military officer, negotiator and interpreter Paul Le Moyne de Maricourt was one of 12 brothers whose perilous exploits rank among the most heroic in New France. In 1704, barely a month after marrying a 17-year-old bride, the 40-year-old died at his bucolic country estate, Près-de-Ville. The name evokes its location bordering the northern limits of Montreal, then surrounded by a wooden stockade. A creek, the St-Martin River, flowed outside the city walls, where St-Antoine St. runs today.

From 1717 to 1738, stone ramparts were erected around the town. Outside the walls, investors like Jean-Baptiste Barsalou, a tanner from Côte Sainte-Catherine (now Outremont) began subdividing farms in the St-Laurent suburb, which included Près-de-Ville.

In 1784, fur trader Gabriel Cotté, a founding member of the Beaver Club, bought part of the Près-de-Ville estate, including Le Moyne’s manor house, the Château de Maricourt. The ancient fieldstone house remained standing on the south side of de la Gauchetière St. between

Côté (named after Cotté) and Chenneville Sts. until 1913. The site is now the rear entrance to the Palais des Congrès.

Another merchant, Samuel Judah, also bought part of the Près-de-Ville property. A founding member of Montreal's Spanish and Portuguese Synagogue, he supplied George Washington's army during the American Revolution.

The demolition of Montreal's fortifications from 1803 to 1817 hastened development of the suburb. By 1805, twice as many people were living outside the former walls as within.

-2- Educational hub



“What we’re trying to say is that this is of national importance,” says Jonathan Cha, a member of the Chinatown Working Group, in front of the Wing’s noodle factory, an 1826 building designed by James O’Donnell, the architect of Notre-Dame Basilica. Photo by Pierre Obendrauf /Montreal Gazette

After Cotté's death in 1795, management of the estate fell to his widow, Angélique Blondeau, and her three daughters.

Blondeau's sons-in-law, the fur traders and businessmen François-Antoine Larocque, Jules-Maurice Quesnel and Alexis Laframboise, oversaw the area's transition into an urban neighbourhood.

In 1822, a diverse coalition of leading citizens, including Patriote leader Louis-Joseph Papineau and merchant Horatio Gates, founded a school to educate working-class children from all backgrounds, regardless of language or religion.

The British and Canadian School was based on the monitorial system, in which older students instructed younger ones.

"For the time, it was really considered to be a very progressive and liberal system of instruction, with very liberal and progressive educational and social goals," said Inge Dornan, a senior lecturer in Race and Gender History at Brunel University in London, U.K., which holds the archives of the British and Foreign School Society.

Larocque, who sat on the school's governing board, was chief warden of Notre-Dame Church (now Basilica). He recommended architect James O'Donnell, then working on the plans for Notre-Dame, to design the new school. O'Donnell did the plans gratis. The school opened in 1826 at the corner of de la Gauchetière and Côté Sts.

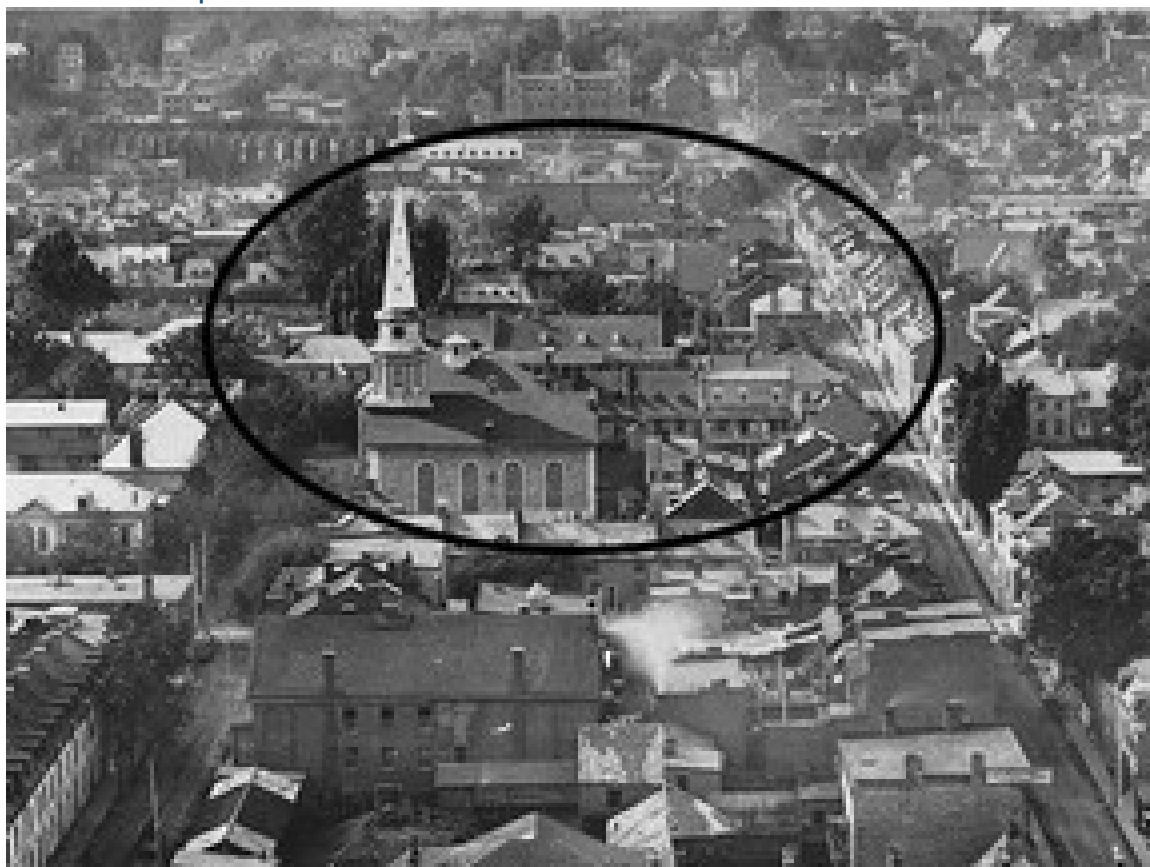
Now Wing's Noodles, the building, owned by Shiller and Kornbluth, is Montreal's oldest purpose-built school. The basilica and school comprise O'Donnell's entire architectural legacy in Montreal.

"This beautiful building in the heart of Montreal has a global reach as well as a local story, and it's part of a really important global story," Dornan said.

"And that global story touches on so many important elements which still resonate today, not just most obviously educational reform, social reform, interfaith conversation and dialogue and unity, but also female emancipation through education," she added.

In 1840, the Brothers of the Christian Schools opened a school on the site of the Château de Maricourt, confirming the neighbourhood's 100-year vocation as an educational centre.

-3- Sacred spaces



An aerial view of Montreal in 1872, taken from the tower of Notre Dame Church by photographer William Notman. The main roads running north-south are Côte St., left, and St-Urbain St., right. Encircled is the Free Presbyterian Church with its white spire and the rooftops of the block being threatened by development. Photo courtesy McCord Museum.

In the 1830s, the construction of a breakaway Presbyterian church and a Jewish synagogue attested to the neighbourhood's growing diversity.

The Wee Kirk, or Scottish Secession Church, on de la Gauchetière at Chenneville St., was built in 1834-35. In 1977, the Quebec government classified it as a provincial heritage site to prevent its demolition. It is now the St-Esprit Chinese Catholic Mission.

The area near the Scottish church had been known as Little Dublin. A cluster of manual workers lived on a nearby side street called Little Dublin Lane.

In 1838, the Spanish and Portuguese Synagogue, founded in 1768, built a new sanctuary on Chenneville St., designed by John Wells, the

architect of the Bank of Montreal on Place d'Armes. The Guy Favreau Complex occupies its former site.

Wells also designed Près-de-Ville Place, a row of stone houses on the north side of de la Gauchetière where famous rabbi Abraham de Sola and members of the prominent Joseph family lived.

In 1851, Rebecca Gratz of Philadelphia stayed there with her niece, Sara Gratz Moses, the wife of Jacob Henry Joseph, Quebec's leading tobacco importer and a railway and telegraph pioneer.

The house was "very pleasantly situated in a retired part of the city," with "good neighbours on the street," Gratz wrote.

From her bedroom window, she gazed out at "a large garden opposite belonging to the Friars, where fruit and vegetables are abundant and the black robed inhabitants are seen daily from my chamber window book in hand strolling for hours together." It was the Château de Maricourt, then occupied by the Brothers of the Christian Schools.

In her youth, Gratz was the model for Rebecca, a heroine in Sir Walter Scott's novel Ivanhoe.

Jacob's brother Jesse was the president of the Montreal Street Railway Company and owner of the Theatre Royal, both on Côte St. Wells also designed the 1852 theatre.

Robert Armour, the publisher of the Montreal Gazette, and David Kinnear, editor-in-chief of the Gazette and later of the Montreal Herald were longtime neighbours.

In 1848, a second breakaway church, the Free Presbyterian, also designed by Wells, opened on Côté St.

In 1861, the congregations of the Secession and Free Presbyterian poured out of their churches to meet on de la Gauchetière St. in a symbolic procession marking a merger that created the Canada Presbyterian Church.

-4- [Heritage homes](#)



The Château de Maricourt, the fieldstone house of Paul Le Moyné de Maricourt, remained standing on the south side of de la Gauchetière St. between Côté and Chenneville Sts. until 1913. Photo courtesy BANQ archives.

Archival research by the Montreal Gazette shows that virtually all of the heritage buildings on the block where Shiller and Kornbluth have acquired properties are decades older than city records indicate.

For example, Montreal's evaluation roll claims the Chinese Association of Montreal building at 110-112 de la Gauchetière St. was built in 1870, while its neighbour at 116-118 de la Gauchetière St. (acquired by Shiller and Kornbluth) was built in 1880.

In fact, the twin buildings were already standing in 1847, according to the property roll for that year — the earliest one available.

Owned by Cotté heirs Laframboise and Larocque, the two stone houses originally had pitched roofs with dormer windows, an 1872 Notman photo shows.

Property rolls and city directories reveal that some of the era's most distinguished figures lived in the two houses.

Augustin-Norbert Morin, speaker of the Legislative Assembly of Canada from 1848 to 1851, lived there in 1851. A leader of the Patriote movement, he drafted the 92 Resolutions that led to the 1837-38 Rebellions.

The famous judge Charles Mondelet, a defence lawyer for some of the Patriotes, lived there in 1848 and 1849. Mondelet's 1870 ruling in the Joseph Guibord case was a legal landmark on the relationship between church and state.

Other residents included parliamentary clerk George Muir, later the first clerk of the Quebec National Assembly, and politician and militia commander Melchior-Alphonse de Salaberry.



The pink house at 1002-1006 St-Urbain St. was already standing in 1847, records show. The municipal evaluation says incorrectly that it was built in 1880. The parking lot to the left has been acquired by the developers. Photo by Pierre Obendrauf /Montreal Gazette

Auctioneer and industrialist Joseph Barsalou built the substantial stone house next door at 106-108 de la Gauchetière in 1857.

He was the great-great-grandson of Jean-Baptiste Barsalou, the first investor to dabble in the area's real estate.

In 1875, Barsalou founded a soap factory that produced a million pounds of soap in its first year of operation.

In 1884, he became the first mayor of the industrial town of Maisonneuve (now part of the Mercier-Hochelaga-Maisonneuve borough).

The former Barsalou soap factory, still standing on De Lorimier Ave., is the reason there's a curve in the Montreal-bound lanes of the Jacques Cartier Bridge — earning it the nickname the “crooked bridge.” It stood in the path of the future bridge, but the family refused to let it be expropriated.

The landmark pink house at 1002-1006 St-Urbain was also already standing in 1847, records show. The municipal evaluation says incorrectly that it was built in 1880. It is one of the properties on the block not owned by Shiller and Kornbluth. However, they do own a narrow parking lot at 1000 St-Urbain, which is the name of their development company.

David Schmidt, co-owner of the Fleurs et Cadeaux Japanese restaurant, which rents the building, said he was disappointed to learn the developer had acquired much of the block.

“I don't think Chinatown should be doomed to become just another neighbourhood in downtown Montreal like all the others. I think there is a lot of history that deserves to be nurtured,” he said.

5- A changing neighbourhood



A view of St-Urbain St. south of de la Gauchetière St., with Notre-Dame Church in the background, from a book called Picturesque Canada, published in 1882. Image courtesy Rare Books and Special Collections, McGill University Library.

By 1875, the neighbourhood was changing. Wealthier residents migrated to leafier neighbourhoods uptown as industries moved in. In

1884, the Free Presbyterian church at 987-991 Côté St. was converted into a six-storey cigar factory (now owned by Shiller and Kornbluth). It integrated the church's side and rear walls, still visible from the street.

Its owner was Samuel Davis, the father of Sir Mortimer B. Davis, the first president of Imperial Tobacco.

In 1978, fifty years after Davis's death, \$10 million from his estate was donated to the Jewish General Hospital, which was then renamed the Sir Mortimer B. Davis Jewish General Hospital.

Barsalou was among the last of the neighbourhood's bourgeois residents to leave. In 1887, he moved full time to his vacation villa in Maisonneuve, called View Bank.

His former home was transformed into the city's best French restaurant, where you could get lunch cooked by "a chef direct from Paris" for 50 cents in 1893, the Montreal Gazette reported.

In the 1880s, Jewish immigrants fleeing pogroms in the Russian pale started pouring into the neighbourhood, now known as the Dufferin district, after Dufferin Square on Chenneville St.

It was "a 'Jewish park' where Jewish immigrants went to breathe the fresh air, meet their landslayt (Yiddish for compatriots), hear the latest news, look for work and read the newspapers," wrote Yiddish journalist Israel Medresh in his 1947 book *Montreal Foun Nekhtn*, translated into English by his granddaughter, Vivian Felsen, as *Montreal of Yesterday*.

"The workers in the sweatshops and in the factories were speaking Yiddish and even some of the factory owners spoke Yiddish," Felsen said in an interview from Toronto.

As the newcomers arrived, the long-established Jewish community left, building a new synagogue on Stanley St.

A Romanian congregation, Beth David, took over the old shul.

Another synagogue took up residence in the former Larocque-Laframboise house at 110-112 de la Gauchetière.

6- The Gold Mountain

Chinese migrants, fleeing poverty and war, began arriving on Canada's West Coast during the 1858 Fraser River Gold Rush. In the 1880s, they endured horrendous conditions to build the Canadian Pacific Railway. Some trickled east to Montreal, where they opened hand laundries.

Article content

In 1877, Jos Song Long opened what is believed to be Montreal's first Chinese laundry on Craig St. W. (now St-Antoine).

In 1885, Canada imposed a \$50 head tax on Chinese migrants. It was raised to \$100 in 1900 and \$500 in 1903. In 1923, the government banned Chinese immigration.

The racist rules prevented Chinese men from bringing their wives and families to Canada. They were forced to live as bachelors, across the globe from their loved ones.

Chang's grandfather, Thomas Hum, a grocer who arrived in Montreal in 1906, used his horse and buggy to take Chinatown's "bachelors" to the Montreal General Hospital when they became ill or infirm. In 1976, the hospital honoured him for more than 50 years of volunteer service.

In 1912, the city of Montreal added another discriminatory tax of \$50 per year on laundries, plus a \$50 service charge — the equivalent of four months of revenue.

Despite the racist measures, the city's Chinese population grew to 1,000 by 1900. On de la Gauchetière, Asian groceries, laundries and cigar stores rubbed shoulders with Jewish pedlars, butchers and tailors. By 1920, the vast majority of small businesses on the street were Chinese-owned.

Among the first references to Chinatown in the Montreal Gazette was an article on Aug. 27, 1898, loaded with racist stereotypes.

"Chinatown is simply in a whirl of excitement" over a bicycle race opposing two "almond-eyed competitors," it reported. One was backed by "the boarding-house crowd at Lagauchetière St." and the other by "the laundrymen of the east end."

In 1920, the Montreal Chinese Hospital replaced the synagogue at 110-112 de la Gauchetière. Seven years later, the former Barsalou house became the Chinese Catholic Mission, while the Chinese Freemasons moved into 116-118 de la Gauchetière.

Victor Hum, 72, arrived in Montreal from China with his mother and three siblings in 1958, a month before his ninth birthday. His grandfather, who had arrived in Montreal in 1908, had a laundry near the Montreal Forum.

Hum's father had a laundry in Ville St-Pierre.

"It was tough. Dad was poor," he said, recalling it cost seven cents to launder a shirt.

"In my childhood, I asked myself, 'Why am I Chinese?'" said Hum, who remembers being taunted about his eyes and nose.

Chinatown was the only place where he didn't have to hide his true self.

"I would feel more comfortable there than anywhere else," he said.

mscott@postmedia.com















Archives de la Ville de Montréal

























Événements

« Sauvons Chinatown » : la communauté chinoise face aux grands projets des années 1970

02 juin 2017



Olivier Paré

Grand dossier : Mémoires d'immigrations

Dossier : Dialogue avec la communauté sino-montréalaise, L'immigration chinoise à Montréal

Dans les années 1970, les leaders de la communauté chinoise de Montréal s'organisent pour préserver une large part du Quartier chinois menacée de démolition.

Le Quartier chinois de Montréal constitue le centre des activités communautaires, commerciales et religieuses de la communauté chinoise, présente à Montréal depuis la fin du XIX^e siècle. Cependant, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le *Chinatown* connaît un déclin marqué : la population du quartier passe d'environ 3000 habitants avant 1960 à 441 en 1985. Comment expliquer ce rétrécissement soudain? De nouveaux projets urbains d'envergure, construits pendant cette période, signalent un virage important pour les résidents du secteur.



© Brian Merrett. Série Sauvons Montréal.
<http://www.merrettimages.ca/>

Le 26 mars 1972, Jean-Eudes Dubé, ministre fédéral des Travaux publics, annonce la construction du Complexe Guy-Favreau. De nombreux grands chantiers mis en branle dans les années 1970 et 1980 affectent les lieux de résidence et de travail de la population chinoise : l'autoroute Ville-Marie (années 1970), le Complexe Desjardins (inauguré en 1976) et le Palais des congrès (complété en 1983)–. Les

initiatives visant à étendre le centre-ville de Montréal vers l'est auraient empiété sur près d'un tiers du Chinatown de l'époque. Un vaste secteur résidentiel, plusieurs commerces chinois, une école, des associations culturelles et les trois églises chrétiennes chinoises seraient alors démolies. En 1981, c'est le parc de la Pagode qui est menacé de disparaître en vue de l'élargissement de la rue Saint-Urbain.

L'affaire fait grand bruit dans les journaux. Les trois pasteurs de la communauté chinoise, les révérends Tou, Chan et Ngai, se réunissent pour préparer un mémoire à l'intention du gouvernement et des autorités municipales. Ils revendiquent la préservation des églises chinoises, importants centres spirituels, mais aussi lieux d'apprentissage de la langue et de la culture chinoises pour des centaines d'enfants. Si l'opposition s'organise parmi les chefs religieux du quartier, la communauté chinoise demeure plutôt divisée. Les factions pro-Chine et pro-Taïwan ont de la difficulté à s'entendre, et certains commerçants voient d'un bon œil la modernisation du secteur. Une grande partie du quartier tombe sous le pic des démolisseurs. Cependant, grâce aux pressions exercées par les leaders du mouvement, un bâtiment d'importance sera sauvé : l'église catholique chinoise, située à l'extrémité ouest de la rue De La Gauchetière, est classée de justesse monument historique en 1977.



Archives de la Ville de Montréal.

Renaître de ses cendres?

La survie d'une seule des trois églises chinoises parvient difficilement à masquer la disparition du tiers du Quartier chinois de l'époque. Cette diminution géographique considérable s'ajoute à une diminution démographique de taille : environ 1000 familles chinoises quittent Montréal entre 1975 et 1977, en réaction à la controversée Charte de la langue française (loi 101). Également, une nouvelle vague d'immigrants chinois choisit de s'installer dans d'autres secteurs, notamment à Brossard, en banlieue de Montréal. Au tournant des années 1980, cependant, les leaders de la communauté refusent de laisser Chinatown à son sort. Le Centre uni de la communauté chinoise et l'Association pour le développement du Quartier chinois de Montréal sont formés afin de planifier la revitalisation du secteur. Dès 1982, de nouveaux projets sont proposés : on prévoit, entre



Photo de Philippe Dumais. Archives de la Ville de Montréal. VM94-B259-025.

autres choses, de rendre la rue De La Gauchetière piétonne et d'installer deux grandes arches sur le boulevard Saint-Laurent. C'est le début de la revitalisation symbolique et identitaire du quartier qu'on connaît aujourd'hui.

Le parc de la Pagode

Le parc de la Pagode a été pendant près de 15 ans (1967-1981) l'un des témoignages visuels les plus importants de la présence chinoise à Montréal. Érigé en 1967 pour célébrer le centenaire de la Confédération, ce petit espace vert abritait une pagode décorative offerte par la compagnie Wing's Noodle. Avant que les célèbres arches du *Chinatown* ne soient érigées à la fin des années 1980, c'est cette pagode qui donnait au secteur une grande part de son caractère et de son identité.



Adrien Hubert. Bibliothèque et Archives nationales du Québec. E6,S7,SS1,D780878.

Références bibliographiques :

CHA, Jonathan. « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation : L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal », *Journal of the Society for the Study of Architecture in Canada / Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada JSSAC / JSÉAC* 29, nos 3, 4, 2004, p. 3-18. Également disponible en ligne : patrimoine.uqam.ca/upload/files/publications/CH.pdf

CHAN, Kwok B. *Smoke and Fire: the Chinese in Montreal*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1991, 330 pages.

CHUENYAN LAI, David. *Chinatowns: Towns Within Cities in Canada*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, 382 pages.

DEMERS, Clément. « Le nouveau centre-ville de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 71, 1983, p. 209-235.

MORRISON, Val M. *Beyond Physical Boundaries: The Symbolic Construction of Chinatown*, Mémoire (M.A.), Montréal, Université Concordia, 1992, 117 pages.

《拯救唐人街》：来自大型兴建工程的威胁

1970年代，唐人街受到几项大型兴建工程的威胁，如Guy-Favreau联邦大楼、Complexe Desjardins购物商场、Ville-Marie高速公路和蒙特利尔会议中心。为了应对此危机，众多海外华人及其盟友组织了大规模的社区行动以保护唐人街。尽管众人付出了很大努力，最后只有中华天主堂幸存下来，其余的大片住宅区、多家华人商店、一所学校、数间文化协会及两座教堂通通被拆除了。

这些大型兴建工程结束后，唐人街面临被灭绝的威胁。除了失去原有面积之外，人口还急剧下降。为了振兴唐人街，在1980年代初期，社区领袖们成立了委员会，以开发更多城市发展项目，希望增强社区的身份特色。时至今日，在地产开发商的利益驱使下，唐人街的文化遗产正逐渐消亡殆尽。

—

Traduction en chinois simplifié : Serena Xiong et révision (chinois simplifié) : Philippe Liu.

《拯救唐人街》：重大興建工程的威脅

1970年代，唐人街受到幾項大型興建工程威脅如Guy-Favreau聯邦大樓、Complexe Desjardins


購物商場、Ville-Marie 高速公路和滿地可會議中心。為了保存唐人街，眾多海外華人及其盟友組織了大規模的社區行動以保護該地區。儘管眾人付出了很大努力，最後只有中華天主堂倖存。大型住宅區、數家華人商店、一所學校、數間文化協會和兩座教堂通通被拆除了。

這些大型興建結束後，唐人街面臨被滅絕的威脅。除了失去原有面積之外，人口還急劇下降。為了振興唐人街，在1980年代初期，社區領導人成立了委員會，以開發更多城市發展項目，希望增強該區身份特色。時至今日，在土地開發商的利益佔據下，唐人街的文化遺產還是遍體鱗傷。

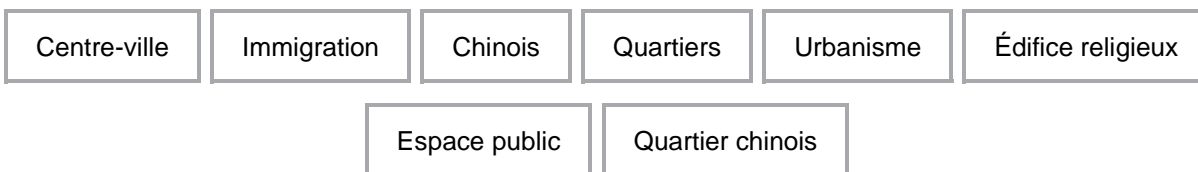
Traductrice : Wai Yin Kwok.

Liens

« Chronique Montréalité no 9 : brève histoire de la communauté chinoise de Montréal », Archives de Montréal, 24 mars 2014, 6 min (<http://archivesdemontreal.com/2014/03/24/breve-histoire-de-la-communaute-chinoise-de-montreal/>)

Explorer la carte 





Le Quartier chinois de Montréal, des années 1890s à 2014

滿地可唐人街 1890s ~ 2014

David Chuenyan Lai 黎全恩 et Timothy Chiu Man Chan 陳超萬

Traduction française 法文翻譯: Jack W. Lee et Marc Bernier

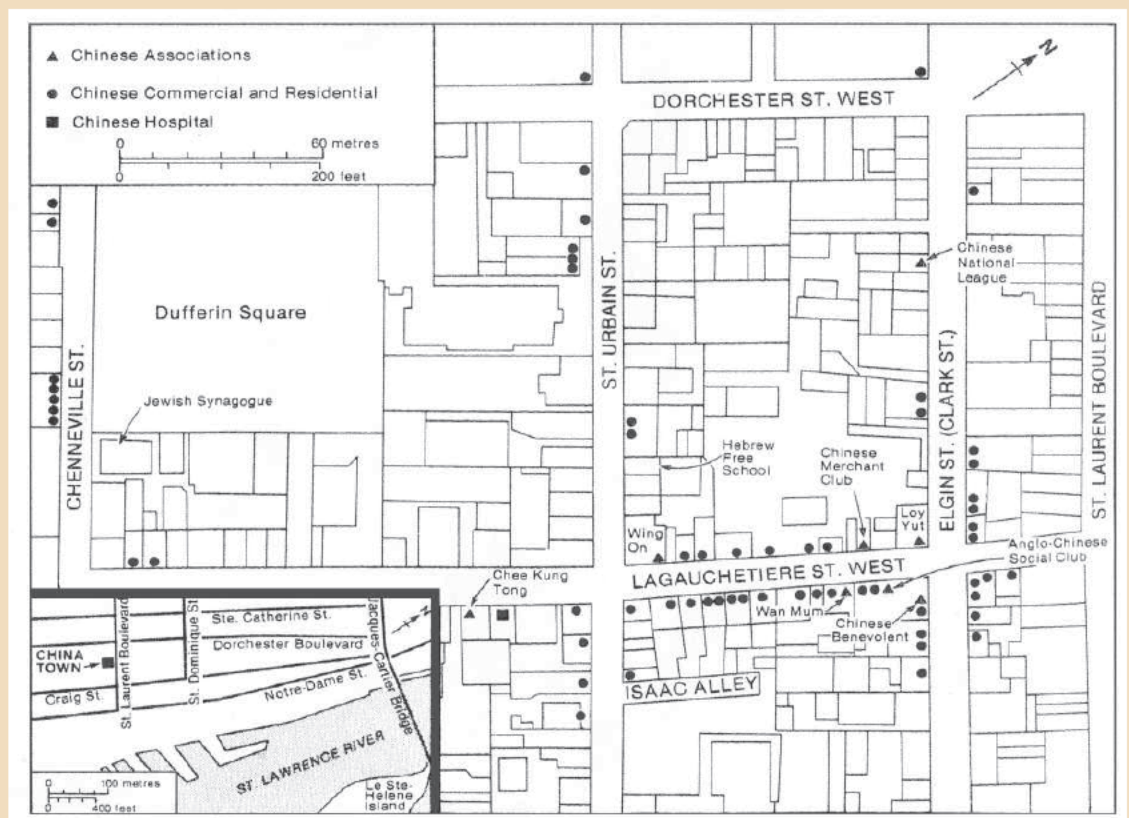
Après l'achèvement de la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique en 1886, les immigrants chinois ont commencé à migrer de la Colombie-Britannique vers l'est du Canada. Certains d'entre eux se sont établis dans la province de Québec, où quelques Chinois étaient déjà arrivés par train en provenance des États-Unis ou par bateau après avoir traversé l'océan Atlantique. Presque tous se sont fixés à Montréal; seuls quelques-uns ont élu domicile dans la ville de Québec.

Durant les décennies 1890 et 1900, près d'un millier de blanchisseries chinoises ont été ouvertes dans plusieurs quartiers ouvriers de Montréal, comme Sainte-Marie et Saint-Louis. Au début des années 1890, plusieurs boutiques chinoises, comme Jung Fook et Wong Wing, ont élu domicile dans la rue de Lagauchetière Ouest, entre les rue St-Urbain et St-Charles-Borromée (plus tard dénommée rue Elgin et aujourd'hui appelée rue Clark) dans le quartier Dufferin; un quartier chinois naissant commençait à émerger. (Carte 1) À ce moment-là, le quartier Dufferin, à la limite nord du quartier des affaires de Montréal, était une zone résidentielle en déclin avec des entrepôts, des ateliers d'usinage et quelques industries légères. Plusieurs propriétaires d'immeubles dans le quartier divisaient leurs propriétés en chambres et acceptaient des locataires. Le grand nombre de résidents masculins qui travaillaient dans les manufactures du quartier avaient besoin de blanchisseries, de cafés, de restaurants et d'autres services, qui leur étaient fournis par les immigrants chinois. Selon le recensement de 1901, la population chinoise au Canada était de 17 312 âmes, dont 14 885 vivant en Colombie-Britannique, 1037 au Québec, 732 en Ontario, 235 en Alberta, 206 au Manitoba et 207 dans les autres provinces et territoires. Par conséquent, c'est la province de Québec qui comptait le deuxième plus important contingent d'immigrants chinois et la plupart d'entre eux vivaient à Montréal.

Au cours des années 1900, environ 90 pour cent des Chinois à Montréal se nommaient Tam (Hom), Wong et Lee. (Fig. 1) Ils avaient créé leurs associations de famille

1886年，當加拿大太平洋鐵路完工後，華人移民開始從卑詩省移居至加拿大東部。其中部份人在魁北克省定居，這個省早期已經有華人從美國乘坐火車或經由大西洋乘坐輪船到達。他們差不多所有人都定居在滿地可，只有少數人去了魁北克市。

1890年與1900年代，超過一千家華人洗衣店開設於多個工人區，例如滿地可市的聖瑪麗與聖路易斯。1890年代早期，某些華人雜貨店，例如曾福和黃榮開設於杜芙蓮 (Dufferin) 區，在聖奧本 (St-Urbain) 與聖查理保羅密 (St-Charles Borromeo) 街之間的拉句詩浙 (Lagauchetière) 街 (之後熟知為愛珍街 (Elgin)，現在稱為克拉克 (Clark) 街)；一個初步成型的滿地可唐人街開始融合。在當時，杜芙蓮區位於滿地可市商業區的北部邊緣，是一個破舊的住宅區，其中夾雜了倉庫，機器店與一些輕工業。這個區的許多業主把房屋分隔成很多房間並出租。大量的男性居民在這個區的工廠工作，他們所需要的洗衣店，咖啡館，餐館以及其他服務行業都是由華人移民提供勞動力。根據1901年的人口普查，加拿大華人數量達到17,312人，其中14,885人居住在卑詩



Le Quartier chinois de Montréal en 1921

一九二一年的滿地可唐人街



Les associations Clan de la rue LaGauchetière Ouest
拉句詩浙西街的氏族堂所

et les conflits interfamiliaux étaient fréquents. Par exemple, quand un blanchisseur dénommé Wong estimait qu'il était floué par un autre blanchisseur appelé Lee, le Wong se plaignait à l'Association des familles Wong tandis que l'Association des Lee défendait son membre Lee. Par conséquent, il arrivait souvent que le conflit entre deux personnes dégénère en un conflit entre deux associations. Tôt après que la République de Chine a été constituée en 1912, le Consul chinois à Ottawa a visité le Quartier chinois de Montréal et aidé les Chinois à mettre sur pied une Association chinoise bénévole (ACB). Six administrateurs, deux de chaque famille (Wong, Lee et Tam) dirigeaient l'association. Quand un conflit entre deux familles éclatait, celui-ci était soumis à l'ACB, où les deux administrateurs de la troisième famille trouvaient une solution au conflit. De nombreux Chinois de Montréal portant d'autres noms de famille n'étaient pas heureux que les administrateurs de l'ACB soient élus par seulement les trois plus grandes familles. En outre, le gouvernement provincial a adopté en février 1912 une loi en vertu de laquelle les blanchisseurs chinois de Montréal devaient payer une taxe de 50 \$ en plus des frais de permis de 50 \$. Les blanchisseries exploitées par des Blancs n'avaient pas à payer la taxe de 50 \$. L'administrateur de l'ACB a immédiatement fait appel au consul général Yang Shuwen pour obtenir de l'aide. Conséquemment, en février 1915, le Consul général Yang a suggéré au bureau de direction de l'ACB d'intégrer les Chinois portant d'autres noms et d'entreprendre la tâche de combattre les frais de permis des blanchisseries et autres mesures discriminatoires contre les Chinois de Montréal. Par la suite, sur les conseils du consul chinois, le bureau de direction de l'ACB a intégré un membre de chacun des six familles (Tam, Wong, Lee, Chan, Woo et Ng), un membre d'une association comme la Société Chee Kung Tong et le Parti constitutionnel ainsi que de nombreux Chinois qui faisaient un don annuel de 2 \$ à l'association.

Durant les années 1910, le Quartier chinois de Montréal, constitué d'une vingtaine d'entreprises chinoises, s'est étendu de l'intersection des rues de La Gauchetière Ouest et St-Urbain aux autres rues avoisinantes. En octobre 1918, une épidémie de grippe espagnole a éclaté parmi les Chinois. Comme il n'y avait pas d'hôpital dans le Quartier chinois, quelques religieuses catholiques ont mis sur pied un hôpital de dix lits près du Quartier chinois à l'intention des patients chinois. Une fois l'épidémie résorbée, quelques dirigeants de la communauté chinoise mirent en commun leurs ressources afin d'acheter un immeuble au 112, rue de La Gauchetière Ouest en

省。1,037人居住在魁北克省，732人居住在安大略省，235人居住在阿爾伯達省，206人在曼尼托巴省，以及207人在其他省份和地區。因此，魁北克省是第二大華人定居地，而大部份華人居住在滿地可。

在1900年代，大約九成的滿地可華人姓譚、黃和李。他們已經建立自己的宗親堂所，但不同族氏卻經常發生衝突。譬如，當一個黃姓的洗衣店主覺得被一個李姓的洗衣店主欺騙，黃姓店主會在黃姓堂所投訴，而李姓公所則為李姓店主辯解。因此，經常因兩人之間的衝突，演變成兩個氏族會所的爭吵而告終。1912年，中華民國成立後不久，中華民國駐渥太華領事訪問了滿地可唐人街，並幫助華人成立了中華會館。中華會館由六位理事管理，每個堂所派兩人任理事（黃、李、譚）。當兩個氏族爭吵時，事件將會提交中華會館，經由第三個氏族的理事處理衝突。許多其他姓氏的滿地可華人對於中華會館的理事只由其中三個較大堂所選舉出來的而感到不滿。再者，1912年2月省政府通過了一個法案，滿地可華人洗衣店在\$50牌照費的基礎上需要再繳納\$50附加稅，白人洗衣店則無需繳納\$50附加稅。中華會館理事馬上尋求總領事楊書雯的幫助。因此，在1915年二月，總領事楊書雯建議中華會館理事應該聯合，團結其他氏族華人，採取措施對抗洗衣店牌照費附加稅的徵收，以及其他針對滿地可華人的歧視法案。因此，基於中華民國領事的建議，中華會館的理事會包括五個不同姓氏的宗親堂所各委派一位會員（譚、黃、李、陳、胡和伍），其他組織如致公堂和憲政黨各委派一位會員，以及任何每年捐贈\$2的華人。

在1910年代期間，滿地可唐人街，大概包括20家華人店鋪，從拉句詩浙西街與聖奧本街的交匯處開始向周邊的街區擴大。1918年10月，一種西班牙流感瘟疫在華人中傳播。因為唐人街沒有醫院，天主教修女在唐人街為華人設立了一間有十個床位的醫院。疫情結束後，華人社區僑領籌集資金，於1920年買下了拉句詩浙西街112號的一座大廈作為滿地可中華醫院。滿地可中華醫院由天主教修女管理，並有法語醫生兼職。



L'église catholique chinoise
中華天主教堂

1920 pour l'Hôpital chinois de Montréal. Celui-ci était administré par les Soeurs de l'Immaculée-Conception et les malades étaient soignés par des médecins francophones à temps partiel.

Le Quartier chinois de Montréal a prospéré jusqu'à la fin des années 1910. En 1921, Montréal comptait une population chinoise de 1734 âmes et le Quartier chinois était le quatrième plus important quartier chinois au Canada après ceux de Vancouver, Victoria et Toronto. Il était bordé par les rues Dorchester, Elain, de Lagauchetière et Chenneville. Un grand nombre d'entreprises et d'institutions chinoises telles que la Chee Kung Tong, l'Hôpital chinois et l'église Méthodiste chinoise étaient concentrées sur la rue de Lagauchetière Ouest, soit l'artère commerciale du Quartier chinois de Montréal.

Tout comme c'était le cas dans d'autres quartiers chinois, un conflit existait entre la Chee Kung Tong et le Kuomintang. Des rixes entre les membres des deux associations éclataient souvent dans le Quartier chinois. Il y avait également une compétition entre les catholiques et les protestants dans le Quartier chinois. L'Église catholique était plus puissante et jouait un rôle important dans l'Hôpital chinois de Montréal. L'Église organisait également des classes d'anglais et de français pour les Chinois. La Commission scolaire catholique aidait une communauté de religieuses à faire fonctionner une école primaire pour les enfants chinois. Tout comme les catholiques, les protestants organisaient également des classes de langue et des services de traduction pour les Chinois. Par exemple, autant l'église Congrégationaliste Emmanuel que la mission Presbytérienne chinoise offraient l'école du dimanche pour les Chinois.

Après l'adoption par le gouvernement canadien de la Loi de l'immigration chinoise en 1923 et l'exclusion de l'entrée des Chinois au Canada, la faible et lente croissance de la population chinoise n'était attribuable qu'aux naissances naturelles. Dans le recensement de 1941, par exemple, la population chinoise au Canada s'élevait à seulement 34 627 personnes, dont 18 619 résidant en Colombie-Britannique, 6 143 en Ontario, 3 122 en Alberta, 2 545 en Saskatchewan, 2 378 au Québec, 1 248 au Manitoba, 372 en Nouvelle-Écosse et 200 dans les autres provinces et territoires. Le Quartier chinois de Montréal comptait une population chinoise de 1 703 âmes et le second Quartier chinois se situait dans la ville de Québec avec seulement 130 résidents chinois.

Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs vieux quartiers chinois ont connu une période de déclin et ont finalement disparu. Le Quartier chinois de Montréal était en déclin en raison de sa dépopulation, de la spéculation foncière et de la désunion qui existait au sein de la communauté chinoise. Durant la fin des années 1950 et le début des années 1960, les propriétés autour du Quartier chinois de Montréal augmentaient en valeur alors que celui-ci était pris en serre entre le Vieux-Montréal et le Quartier des affaires du centre-ville. Les spéculateurs achetaient de vieux immeubles dans le Quartier chinois, les démolissaient, utilisaient les lots vacants comme terrains de stationnement et ensuite les revendaient quand des prix attrayants leur étaient offerts. En 1962, par exemple, l'Hôpital chinois a été condamné par le service d'incendie et a fermé ses portes. Un nouvel hôpital chinois a été construit à l'extérieur du Quartier chinois parce qu'il n'y avait aucun terrain convenable disponible dans le Quartier chinois. L'église

滿地可唐人街在1910年代後期開始興旺，直到1921年，滿地可華人人數為1,734，並成為繼溫哥華、域多利和多倫多之後的第四大唐人街。唐人街區域包括都車士打街(Dorchester Street)，伊玲街(Elain Street)，拉句詩浙街(Lagauchetière Street)和真拿維爾街(Chenneville Street)。大量的華人生意和機構，例如致公堂、中華醫院和基督教華人衛理公會教堂都集中於拉句詩浙西街，滿地可唐人街商業地帶開根壯大。



L'association Lee au coin des rues St-Urbain et Lagauchetière
拉句詩浙西街與聖奧本街之交匯處的李氏會所

與其他唐人街一樣，致公堂和國民黨之間同樣有衝突。兩黨成員之間的鬥爭經常在唐人街發生，還有就是天主教與基督教之間的競爭。天主教教堂在滿地可中華醫院佔了一個重要角色，權力較大。教堂同時為華人提供英語和法語課程。天主教學校委員會協助一個修女會為華人孩子開辦小學。如天主教一樣，基督教同樣提供語言課程和翻譯服務給華人。例如中華基督教青年會(Emmanuel Congregation Church)和中華基督教長老會(Chinese Presbyterian Mission)組織了一個禮拜日的中文學校給華人孩子。

在1923年加拿大政府通過了華人移民法案並拒絕華人進入加拿大，緩減華人人數增長，使華人人數增長只能來自加拿大本土出生的。1941年人口普查，加拿大華人人數，只有34,627人，其中18,619人住在卑詩省，6,143人住在安大略省，3,122人住在阿爾伯達省，2,545人住在薩斯喀徹溫省，2,378人住在魁北克省，1,248人住在曼尼托巴省，372人住在斯高沙省和200人住在其它省和地區。滿地可唐人街華人人數為1,703人，而且在魁北克市的第二個唐人街僅僅只有130人。

第二次世界大戰後，許多舊的唐人街逐漸沒落並且最終消失。滿地可唐人街因為人口減少，土地投機活動和華人社區之間的不團結而逐漸沒落。在1950年代後期和1960年代初，滿地可唐人街附近的地產價值上漲，因為它處於舊滿地可與市中心商業區之間的三文治地帶。投機者購買唐人街的



La rue LaGauchetière a été convertie en rue piétonne
拉句詩浙西改成行人專用區

unie chinoise a été démolie pour fournir le site des nouveaux bureaux d'Hydro-Québec. Le projet du Complexe Desjardins a été développé dans la partie nord-ouest du Quartier chinois. (Carte 2) De nombreuses maisons ont été démolies à la faveur de l'élargissement de la rue Dorchester (maintenant connue comme le boulevard René-Lévesque). En conséquence, un grand nombre de vieux immeubles ont été démolis sans être remplacés; les logements bon marché sont devenus difficiles à trouver dans le Quartier chinois. Durant les années 1960, Montréal comptait 8 000 résidents chinois, dont seulement 8 pour cent vivaient encore dans le Quartier chinois. Un plan pour le redéveloppement du Quartier chinois a été proposé, mais il a rapidement été mis de côté, non en raison d'un manque d'argent ou de soutien officiel, mais parce que l'Association chinoise bénévole « ne pouvait susciter l'intérêt nécessaire à l'intérieur du Quartier chinois et n'arrivait pas à unifier les différentes factions ». Comme pour d'autres communautés chinoises, la communauté chinoise de Montréal était si divisée sur les plans politique et religieux qu'il était difficile de mettre en œuvre tout projet communautaire. Le seul projet communautaire significatif a été l'aménagement du parc de la Pagode sur la rue St-Urbain afin de célébrer le centième anniversaire du Canada en 1967. La pagode chinoise est devenue un point d'intérêt important dans le Quartier chinois et a été « dédiée à la cause de la paix et de l'harmonie entre tous les Canadiens ».

Pendant les années 1970 et le début des années 1980, le Quartier chinois de Montréal a été réduit par suite d'expropriations et du redéveloppement. En 1975, le gouvernement fédéral a annoncé la construction de la Place Guy-Favreau, un énorme complexe comprenant des tours à bureaux et des immeubles à logements. L'expropriation a entraîné la démolition de l'église presbytérienne chinoise, de l'église pentecôtiste chinoise, de la manufacture de produits alimentaires Wong Wing, de quelques boutiques d'alimentation chinoise et d'autres structures non chinoises du quadrilatère. L'église catholique chinoise a été la seule structure à échapper à la démolition parce qu'elle a été désignée monument historique en 1977. Les autorités municipales ont considéré les grands projets du Complexe Desjardins, du Complexe Guy-Favreau et de la Place du Quartier comme l'élément catalyseur et déclencheur à la revitalisation du Quartier chinois, bien qu'ils n'aient été que marginalement reliés à la société chinoise dans le quartier.

舊建築，然後拆除，使用空地作為停車場，當價錢合適時則賣出。1962年，例如消防局宣佈中華醫院不能再繼續使用並且關閉了。由於唐人街沒有合適的地方，最終一個新的中華醫院建立於唐人街以外地方。中華聯合教會亦被拆除，以便提供地方給魁省電力公司作為新的辦公大樓。

德查鼎商業廣場 (Complexe Desjardins) 發展計劃於唐人街的西北方。很多房子因為要拓寬都車士打街被拆除。(現在被熟知為列尼維克大道 Rene Levesque Boulevard)。因此，大量的舊建築在沒有重建的情況下被拆除。廉價出租房子在唐人街也很難找到了。1960年代，滿地可有8,000華人居民，而僅有大約8%的華人仍然住在唐人街。一份唐人街再發展計劃在孕育中，但很快就被擱置了，擱置的原因並不是沒有資金和官方支持，而是因為滿地可中華會館不能吸引華人足夠的興趣和不能聯合各個小團體。與其他華人社區類似，滿地可華人社區政治和宗教分裂，嚴重地影響社區項目的達成，唯一可以完成的是1967年建成一座寶塔在聖奧本街作為慶祝加拿大立國100周年紀念，成為唐人街地標，祈求和祝福加拿大人民和平幸福。

從1970年代到1980年代初，滿地可唐人街因為土地徵用與再發展而萎縮。1975年，聯邦政府公佈了基費儒廣場 (Place Guy Favreau) 的建設計劃，興建一座大型的辦公與公寓多層大樓。徵地導致了中華基督教會 (Chinese Presbyterian Church)，中華基督教長老會 (Chinese Pentecostal Church)，黃榮食品廠 (Wong Wing Food Products Factory)，一些唐人雜貨店和其他非唐人建築在該區域被拆除。中華天主教堂是唯一逃脫被拆命運的建築，因為在1977年它被定為歷史遺跡。市政府認為德查鼎廣場，基費儒廣場和社區廣場 (Place du Quarter) 這些大型的建築項目將是唐人街重建的催化劑和誘因，儘管他們只是在華人社區區域的邊緣上。

當這些專橫的重建計劃威脅唐人街的生存，滿地可華人社區仍然在親中國還是親台灣的派系中撕裂，不能聯合起來去反對這些計劃。再者，魁人黨在1976年11月執政後，1977年8月26日通過101法案，該法案禁止入讀英語學校，而且禁止使用除了法文之外的任何商業標識。所有說英語的和說其他語言的移民兒童被強制入讀法語學校。(Allophones是那些母語非英語和法語的人)。英語、法語語言的爭議加速了華人社區的分離。許多華人不關心唐人街的生存而且搬離了魁省。1975與1977年間，大約一千個華人家庭離開滿地可，唐人街的規模因為周邊的城市發展計劃而繼續萎縮。

儘管對唐人街的未來毫不關心，幾個有關的華人社區領袖在1980年9月成立了滿地可華人社區聯合中心 (MCCUC)，這個中心代表了48個華人團體和嘗試聯合社區去拯救唐人街。在1981年5月，滿地可市計劃徵地和拆除李氏公所大樓而擴寬聖奧本街。滿地可華人社區聯合中心成功動員超過2000人

Alors que ces projets envahissants menaçaient la survie du Quartier chinois, la communauté chinoise de Montréal était encore déchirée entre les factions pro-Chine et pro-Taiwan et ne parvenait pas à former un front commun pour résister à ces projets. En outre, après la victoire du Parti Québécois en novembre 1976, le gouvernement du Québec a adopté la Loi 101 le 26 août 1977, qui restreignait la fréquentation des écoles de langue anglaise et bannissait l'utilisation de toute autre langue que le français dans l'affichage commercial. Les enfants des immigrants anglophones et allophones étaient forcés de fréquenter les écoles françaises. (Les allophones sont les gens dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français.) Le conflit linguistique anglais-français aliénait encore davantage la communauté chinoise divisée. De nombreux Chinois ne se préoccupaient pas de la survie du Quartier chinois et ont déménagé à l'extérieur du Québec. Entre 1975 et 1977, par exemple, environ un millier de familles chinoises ont quitté Montréal. Le Quartier chinois a continué de décroître en taille alors que la ville ne cessait d'élaborer des projets autour du Quartier chinois.

En dépit de l'apathie générale à l'égard de l'avenir du Quartier chinois, plusieurs leaders préoccupés de la communauté chinoise ont créé le Centre Uni de la Communauté Chinoise de Montréal (CUCCM) en septembre 1980. Celui-ci réunissait les représentants d'environ quarante-huit regroupements de Chinois et tentait d'unifier la communauté en vue de sauver le Quartier chinois. En mai 1981, par exemple, la ville planifiait exproprier et démolir l'immeuble de l'Association des familles Lee en vue d'élargir la rue St-Urbain. Le CUCCM a alors réussi à mobiliser plus de 2 000 personnes pour signer une pétition en vue de préserver l'immeuble et de sauvegarder le Quartier chinois. Finalement, l'immeuble a été sauvé, mais le parc de la Pagode a été enlevé en raison de l'élargissement de la rue St-Urbain.

Grâce au soutien enthousiaste du maire Jean Drapeau et de son conseil municipal, la revitalisation du Quartier chinois de Montréal a débuté en 1982 avec l'installation de plaques de rue dans tout le Quartier chinois, la construction du Centre communautaire catholique et de la résidence pour personnes âgées Bi Ai Lou. L'Association pour le Développement du Quartier Chinois de Montréal (ADQCM) a travaillé étroitement avec la Ville sur le plan de rénovations de 3,5 millions de dollars, qui prévoyait la transformation de la rue de Lagachetière entre les rues St-Laurent



Le complexe Guy Favreau
基費儒廣場

簽署一個請願書去保存這棟建築和保護唐人街。最後該棟建築被保留，但是寶塔公園因為聖奧本街的擴展而被移除。

唐人街的復興開始於1982年，得到約翰·什普(Jean Drapeau)市長與市議會的熱心支持，伴隨著貫穿唐人街的路牌安裝，天主教社區中心和博愛樓(長者之家)的落成。滿地可唐人街發展委員會(MCDA)與市政府緊密合作了一個三百五十萬加元的唐人街重建計劃，這個計劃把聖羅倫街(St. Laurent)和珍妮雯思街(Jeanne Mance)之間的拉句詩浙西街改建為一個三線，磚頭路面的步行街和圍繞步行街建立了兩個中華牌樓。幾棟舊式用石灰石建築及擁有“蒙撒特風格”屋頂的建築物被清潔和重新油漆。

1983年，滿地可展覽中心建在唐人街的南邊並阻擋了其向南發展。同年，另外有三座大型建築計劃：分別是滿地可華人聯合中心(MCCUC)的社團大樓「華人大樓」。這是一

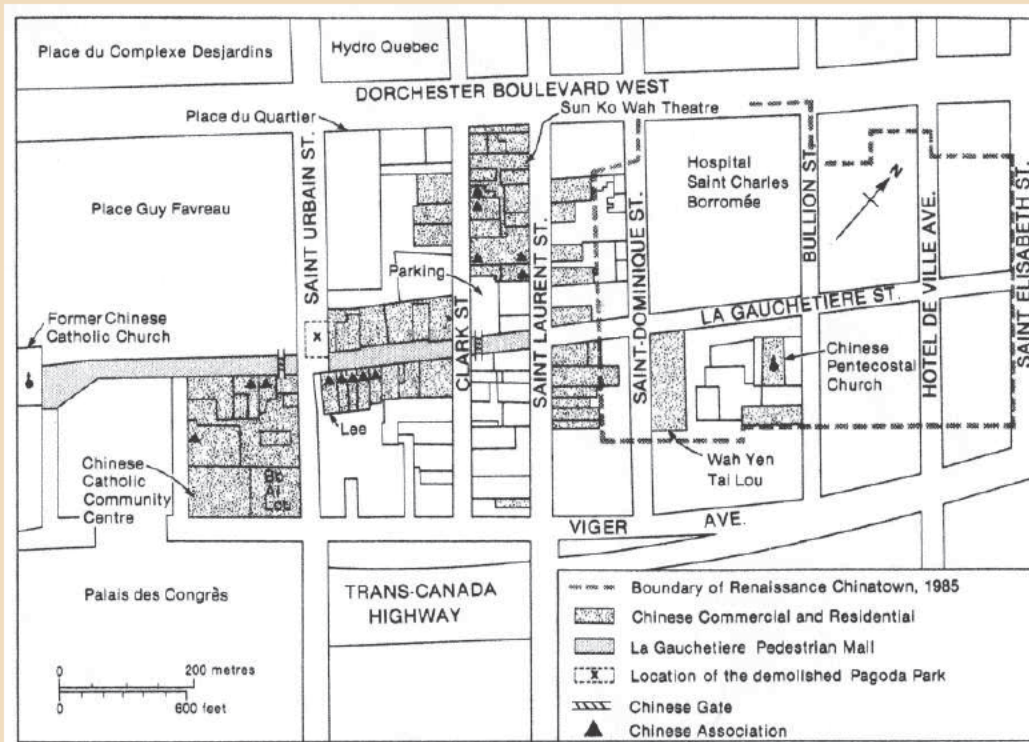


Le centre uni de la communauté chinoise
華人大樓

座九層，複合式的低收入住宅，可容納82戶長者和低收入家庭；基費儒廣場和小區廣場則吸引了許多中產人士與商人住在唐人街附近。1984年，市府允許聖羅倫街的西面用於商業用途，而且劃出了大部分的聖羅倫街東面的拉句詩浙街作為住宅區。這次劃分保護了唐人街的商業從東面發展。經過華人的爭取，市府更改法律並劃分聖羅倫街與聖多米尼克街(Saint Dominique)之間的建築為商業使用。

1986年，滿地可市府在唐人街建立了中山公園。1988年，中華天主社區中心在拉句詩浙東街與聖伊麗莎白街(St. Elizabeth Street)的街角建立了一座可容納22戶長者的「仁愛樓」。靠近會議中心的假日酒店在1991年完成，其帶有中華風格的樓頂設計，成為唐人街的地標。另外一個地標就是貫穿聖羅倫街的兩個中華牌樓。牌樓的建立得到上海市政府的幫助，上海市政府與滿地可於1985年成為姐妹城市。中華醫院於2001年由滿地可中華醫院基金會在唐人街重建。並從

聖丹尼斯街 (St. Denis Street) 遷移至現在新址。



Le Quartier chinois de Montréal en 1986
1986年的滿地可唐人街

1986年，加拿大政府增加了一項新的“投資者”移民類別，在這個類別下，一名投資者只要在加拿大投資250,000加元，其本人與家庭都可以移民加拿大。因此，許多富裕的香港企業家與投資者來到加拿大，因為他們對香港的前景不抱希望。在接下來的十年間，大約15,000名來自於香港、台灣、中國的商業移民者在魁北克省投資了大約八億七千萬加元和創造了9,000份工作。許多華人移民來到滿地可並在聖勞倫斯河南岸的寶樂沙 (Brossard) 定居下來。在1990年代，香港投資者在寶樂沙

et Jeanne-Mance en une rue piétonne bordée d'arbres, pavée de briques et la construction de deux arches chinoises enjambant la rue. Plusieurs vieux immeubles de pierre calcaire avec des toits en mansarde à pente raide ont été nettoyés et repeints.

En 1983, le Palais des Congrès de Montréal a été construit dans la partie sud du Quartier chinois et a ainsi bloqué son expansion vers le sud. La même année, trois autres projets importants étaient en voie de réalisation, dont la construction de l'immeuble des Chinois unis (Wah Yen Tai Lou) par le CUCCM. Il s'agissait d'un complexe de neuf étages d'habitation à loyer modique comptant 82 unités pour les citoyens âgés et les familles à faible revenu. Le Complexe Guy-Favreau et la Place du Quartier ont aussi été complétés et ont amené les familles de nombreux professionnels et gens d'affaires de la classe moyenne à vivre près du Quartier chinois. En 1984, la ville a permis que le côté ouest de la rue St-Laurent puisse servir à des fins commerciales et a zoné la plus grande partie de la rue de LaGauchetière à l'est de la rue St-Laurent en tant que secteur résidentiel. Ce zonage allait empêcher le Quartier chinois de s'étendre vers l'est. À la suite de protestations de la communauté chinoise, la ville a modifié le règlement et réservé à des fins commerciales les immeubles situés entre les rues St-Laurent et St-Dominique.

En 1986, la Ville de Montréal a aménagé le parc Dr-Sun-Yat-Sen dans le Quartier chinois. En 1988, le Centre communautaire catholique chinois a bâti la résidence Ren Ai Lou, un foyer de 22 unités pour personnes âgées, au coin des rues de LaGauchetière et Ste-Élisabeth. L'hôtel Holiday Inn, avec sa toiture de style chinois, a été complété en 1991 et est devenu un nouveau point d'intérêt caractéristique du Quartier chinois. Les deux arches chinoises



Le nouveau Quartier chinois entre les rue St Denis et Jean Talon Est
新唐人街在聖丹尼斯街及約翰大榮東街

qui enjambent la rue St-Laurent constituent un autre élément d'attraction. Elles ont été construites avec l'aide des autorités municipales de la ville de Shanghai, dont le jumelage avec la ville de Montréal en 1985 en faisait une ville-sœur. L'Hôpital chinois est déménagé de la rue St-Denis et a été reconstruit dans le Quartier chinois en 2001 par la Fondation de l'Hôpital chinois de Montréal.

En 1986, le gouvernement canadien a ajouté une nouvelle catégorie d'immigrants, soit les immigrants «investisseurs», en vertu de laquelle un investisseur et les membres de sa famille pouvaient être admis comme immigrants si ceux-ci investissaient 250 000 \$ au Canada. Par conséquent, de nombreux entrepreneurs et investisseurs fortunés de Hong Kong sont venus au Canada, étant donné qu'ils n'avaient plus confiance en l'avenir de Hong

Kong. Au cours des dix années suivantes, ce sont environ 15 000 gens d'affaires immigrants de Hong Kong, Taiwan et de la Chine qui ont investi environ 870 millions de dollars et créé 9 000 emplois au Québec. Nombre de ces immigrants chinois sont venus à Montréal et se sont établis à Brossard sur la rive sud du St-

Laurent. Au cours des années 1990, des investisseurs de Hong Kong ont créé trois centres commerciaux d'inspiration asiatique sur le boulevard Taschereau à Brossard.

De nombreuses entreprises chinoises se sont installées dans le secteur situé à l'ouest de l'Université Concordia et du Collège LaSalle, particulièrement le long de la rue Sainte-Catherine, entre la rue Guy et l'avenue Atwater. La plupart des résidents du secteur étaient des immigrants et des étudiants venus de Chine et d'Asie du Sud-Est. Le consulat général de la République populaire de Chine est situé au 2100, rue Sainte-Catherine Ouest. Un autre groupe d'entreprises chinoises se développe à l'intersection des rues St-Denis et Jean-Talon. Un immeuble de la rue St-Denis abrite un temple chinois et l'Association chinoise des aînés.

Le recensement de 2011 a révélé que la population canadienne d'origine chinoise comptait 1 million 487 580 âmes. Presque 84% ou 1 million 248 685 personnes vivaient dans les huit villes principales : Toronto (531,635), Vancouver (411,470), Montréal (91,785), Calgary (75,470), Edmonton (60,715), Ottawa (42,740), Winnipeg (20,410) et Victoria.



Le centre culturel chinois
中華文化中心



L'arche chinoise
唐人街牌坊

的達馳露大道 (Taschereau Boulevard) 建立了三個以亞洲為主題的購物中心。許多華人商業同樣建立於康戈迪大學與拉薩爾學院的西面地區，特別是沿著基街 (Guy Street) 與迪窩打大道 (Atwater Avenue) 中間的聖凱瑟琳街 (St. Catherine Street)。其中大部份的居民為來自中國和東南亞國家的移民和學生。中華人民共和國駐滿地可總領館座落於聖凱瑟琳西大街 2100 號。另外一部份華人商業在聖丹尼斯與約翰大隆 (Jean-Talon Street) 街之交匯處發展。

2011 年人口調查顯示出在加拿大的華裔人口達到 1,487,580 人。接近 84% 或 1,248,685 人居住在八個城市：多倫多 (531,635)，溫哥華 (411,470)，滿地可 (91,785)，卡加利 (75,470)，愛民頓 (60,715)，渥太華 (42,740)，溫尼伯 (20,410) 及域多利 (14,460)。



Un nouveau Quartier chinois dans la rue Ste-Catherine Ouest
新唐人街在聖凱瑟琳西街

La ville de Montréal a été promue en 1832. 滿地可市成立於1832年。



Le conseil municipal de Montréal 1887-1889
1887 - 1889年的滿地可市議會



Le conseil municipal de Montréal 2013
2013年的滿地可市議會

PARRAINS 贊助



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



VICTORIA
FOUNDATION

CONNECTING PEOPLE
WHO CARE WITH CAUSES
THAT MATTER®

Madame Arthur H. Lee 李俊棠夫人

Mr. Gilbert Lee 李家弼先生

Mr. Garnet Lee 李家誠先生

David & Dorothy Lam
Foundation

林思齊及林陳坤儀基金會



City of Montréal
Ville de Montréal

Mr. George Wong
黃家讓先生

Mrs. Pauline Wong, c.o.
黃玉蓮女士

Mr. David W. Choi, FRI
National Chair NCCC

蔡宏安先生
全加華人聯會 全國執行主席

Ce livret est un compagnon de l'ouvrage "Un Résumé Chronologique de L'histoire des Chinois Canadiens: De la ségrégation à l'intégration qui donne un aperçu national." Ces livrets proposent un compte-rendu plus détaillé des quartiers chinois particuliers qui font partie intégrante de l'histoire du Canada.

“加拿大唐人街系列”是全國性的華裔歷史文獻 -- 「加拿大華裔歷史紀要：從隔離至融合」的附帶冊子，為個別的唐人街作更詳細介紹，因為唐人街的歷史是加拿大歷史中不可忽略的部份。

Conseil de Projet d'Histoire Canadien Chinois
加拿大華裔歷史紀要委員會

Co-président 共同主席

Dr. Paul Crowe 高保羅博士

David Choi, FRI, Adjunct Professor 蔡宏安

Membres 會員

Dr. Jan Walls 王健博士

Dr. David Chuenyan Lai 黎全恩博士

Edith Lo 羅陳梅月

Exécutif du projet 項目行政: Dorris Tai 戴珍華

Consultant artistique 平面設計: Winnie Leung 梁允寧

Traduction chinois 中文翻譯: Timothy C.M. Chan, Zhang Min 陳超羣, 張敏

Le Conseil du projet historique sino-canadien remercie la contribution de madame Yuet Yee Chong Lee et monsieur Jack W. Lee, C.M., C.Q pour leur efforts et implication dans la collecte de fonds et la promotion de l'édition montréalaise de la série des quartiers chinois canadiens.



Chinese Canadian Heritage Fund
楓華文化發展基金
Fond de l'Héritage Chinois-Canadien

ÉDITEUR
出版者



Simon Fraser University
David See-Chai Lam Centre for International Communication
西門菲沙大學林思齊國際交流中心
www.cic.sfu.ca



